

FANNY ARNAUD

**Paysage mémoriel, tourisme et relations inter-
communautaires après la “Guerre patriotique”
(1991-1995) en Croatie**

Approche anthropologique

Thèse dirigée par: Élisabeth Claverie

Date de soutenance : le 12 décembre 2022

Rapporteurs 1 Dejan Dimitrijevic, Université Lyon II
2 Isabelle Rivoal, Université Paris Nanterre

Jury 1 Dejan Dimitrijevic, Université Lyon II
2 Isabelle Rivoal, Université Paris-Nanterre
3 Hamit Bozarslan, EHESS
4 Anne Doquet, CNRS, IRD
5 Galia Valchinova, Université Toulouse II

*Quand ils sont venus chercher les communistes,
je n'ai rien dit.
je n'étais pas communiste
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
je n'ai rien dit.
je n'étais pas syndicaliste
Quand ils sont venus chercher les juifs,
je n'ai rien dit.
je n'étais pas juif
Quand ils sont venus chercher les catholiques,
je n'ai rien dit.
je n'étais pas catholique
Et, puis ils sont venus me chercher.
Et il ne restait plus personne pour protester.
Martin Niemöller*

*Notre passé est imprévisible
Joseph Brodsky¹*

¹

REMERCIEMENTS

Je remercie ma directrice de thèse Élisabeth Claverie pour la confiance qu'elle m'a accordée dès notre rencontre, alors même que j'étais novice sur cette aire culturelle et sur ma thématique de recherche. Confiance qu'elle m'a témoigné tout au long de cette traversée. Sa direction exigeante, sa connaissance pointue de cette aire culturelle et de cette problématique ont été décisives dans l'accomplissement de cette thèse. Sa bienveillance et son soutien dans les moments où le terrain était éprouvant, où l'écriture était laborieuse, ont été cruciaux pour mener à bien ce travail.

Je remercie l'École française d'Athènes de m'avoir accordé deux bourses de terrain qui m'ont permis d'enquêter dans des conditions décentes lors de mes terrains en 2012 et 2015.

J'adresse mes plus sincères remerciements à Dejan Dimitrijevic et Isabelle Rivoal pour l'honneur qu'ils me font en acceptant d'être rapporteurs de cette thèse, et pour l'intérêt qu'ils ont témoigné envers mon travail.

Je remercie Galia Valchinova, membre de mon comité de thèse, pour ses conseils judicieux et ses invitations à pousser plus loin dans le passé mes investigations afin de saisir avec plus de justesse les tenants et les aboutissants d'un sujet que je me suis attelée à comprendre. Je la remercie d'avoir accepté de prendre part à ce jury.

Je remercie Anne Doquet pour l'honneur qu'elle me fait d'être dans mon jury de thèse, ses travaux ont été pour moi une source considérable d'inspiration dès le début de mon cursus en anthropologie, et ne sont pas pour rien dans mon choix de travailler sur le tourisme.

Je tiens à exprimer ma gratitude à Hamit Bozarslan pour l'enthousiasme avec lequel il a accepté de prendre part à mon jury.

Je remercie Maria Courcouli, pour ses encouragements chaleureux et ses conseils avisés et pour la confiance qu'elle m'a témoigné dès les prémises de ma recherche. Je la remercie en outre de m'avoir offert une formidable opportunité de publication.

Je remercie également Valérie Robin Azevedo qui, lorsqu'elle était mon enseignante à l'université de Toulouse Le Mirail, m'a encouragé à m'inscrire à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. C'est grâce à son impulsion que j'ai osé poursuivre mon parcours en anthropologie.

Je remercie toutes les personnes rencontrées sur le terrain pour la confiance qu'elles m'ont témoigné, le temps qu'elles m'ont consacré, pour l'aide précieuse qu'elles m'ont apporté et les conseils qu'elles m'ont prodigués.

Je tiens à remercier Daria Bardello, et Camila van Diest, pour leur amitié sincère, toutes nos discussions et leur soutien indéfectible. Partager cette épreuve qu'est le doctorat avec des amies qui en ont fait l'expérience aura été pour moi d'un grand secours.

Je remercie ma famille, pour l'infinie patience et bienveillance dont ils ont fait preuve pendant toutes ces années, pour leur soutien sans faille.

Je remercie mon conjoint pour son soutien indéfectible, sa patience, son enthousiasme au cours de cette décennie toute entière consacrée à cette thèse. Pour son indulgence, ses encouragements et sa confiance, mais aussi pour ses critiques constructives je tiens à lui exprimer ma plus sincère gratitude.

Enfin, je dédie ce travail à la mémoire de mon père !

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Résumé :

Cette thèse prend pour objet la mémoire de la « Guerre Patriotique », expression vernaculaire qui désigne la guerre qui s'est déroulée en Croatie entre 1991 et 1995, consécutivement à la sécession de la Croatie de la Fédération Yougoslave.

Elle s'intéresse à la constitution d'une mémoire officielle, à travers l'édification de monuments et mémoriaux, la création de musées et centres commémoratifs, l'organisation de cérémonies, l'enseignement de l'histoire scolaire. Ces dispositifs mémoriels sont des vecteurs de transmission du récit sur le passé, des valeurs du groupe, ils sont aussi un moyen de signifier la souveraineté nationale sur un territoire contesté, en ancrant la mémoire dans le paysage.

Tous ces éléments sont appréhendés ensemble, comme un réseau de lieux de mémoire et de dispositifs mémoriels matériels et immatériels, pérennes et éphémères, et sont considérés comme formant le paysage mémoriel croate. Ce paysage mémoriel est considéré comme une matrice cognitives, permettant de transmettre aux citoyens le récit sur le passé.

À partir d'une enquête ethnographique multi-située d'une durée de dix mois, réalisée entre juin 2011 et juin 2015, cette recherche examine le processus de mémorialisation de la guerre en train de se faire et analyse l'impact des politiques mémorielles sur les relations inter-communautaires, et notamment l'impact sur le vivre-ensemble de la concurrence mémorielle entre les entrepreneurs de mémoire de la majorité croate et de la minorité nationale serbe. Il s'agit en outre d'examiner la réception de cette mémoire officielle, pour montrer que malgré son caractère hégémonique, et largement partagé, elle fait l'objet de contestation et de remise en question de la part d'acteurs de la société civile.

Cette recherche interroge aussi la création de l'identité touristique de la Croatie post-conflit, les mesures mises en œuvre par les institutions croates pour faire oublier la guerre à la clientèle internationale et élaborer une image identifiante de la destination dans le secteur hautement concurrentiel du tourisme balnéaire méditerranéen.

Elle interroge en retour l'incidence du tourisme sur les politiques mémorielles, en analysant la façon dont le tourisme influe sur la visibilité de la mémoire. Il s'agira de montrer que tourisme et mémoire de la violence de masse sont incompatibles, ce qui amène à occultation de la mémoire dans les espaces fréquentés par les touristes. Toutefois, lorsqu'elle trouve à s'exprimer dans des codes inaccessibles aux visiteurs étrangers, la mémoire peut cohabiter avec le tourisme.

Mots-clefs :

Croatie, mémoire, guerre, nationalisme, tourisme

ABSTRACT AND KEYWORDS

Abstract :

This thesis focuses on the memory of the “Homeland War”, a vernacular expression used to designate the war that occurs in Croatia between 1991 and 1995, following the secession of Croatia from the Yugoslav Federation.

This research analyzes the constitution of an official memory, through the construction of monuments and memorials the creation of museums and commemorative centers the organization of ceremonies, the teaching of school history. These memorial devices are vectors for transmitting the narrative of the past, the values of the group, they are also a means to express national sovereignty over a contested territory, by anchoring memory in the landscape.

All these elements are understood together, as a network of places of memory, material and immaterial, perennial and ephemeral memory devices. They are considered to form the Croatian memory landscape. This memory landscape is considered as a cognitive matrix, making it possible to transmit to citizens the story of the past.

Based on a ten-month multi-site ethnographic survey, conducted between June 2011 and June 2015, this research examines the process of memorialization of the war in progress and analyzes the impact of memorial policies on inter-community relations, and in particular the impact on “living together”, its role in the memorial competition between memory entrepreneurs of the Croatian majority and the Serbian national minority. It is also examine the reception of this official memory, to show that despite its hegemonic character, and widely shared, it is the object of contestation and questioning on the part of civil society actors.

This research also questions the creation of the tourist identity of post-conflict Croatia, the measures implemented by Croatian institutions to make international customers forget the war and develop an image allowing the destination to be easily identify which is crucial in a highly competitive tourism sector such as the Mediterranean seaside.

Key-words :

Croatia, memory, war, nationalism, tourism

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	4
Résumé et mot-clefs.....	5
Abstract and keywords.....	6
Table des matières.....	7
Table des figures.....	10
Table des tableaux.....	12
Note relative à l'orthographe des noms étrangers.....	13
Liste des sigles et acronymes.....	14
Introduction.....	17
Chapitre 1 : La mémoire de la guerre : ciment de la nouvelle communauté nationale.....	51
I. Le paysage mémoriel comme matrice cognitive.....	51
I.1 Les éléments constitutifs du paysage mémoriel croate.....	52
I.1.1 Monuments et mémoriaux de guerre.....	53
I.1.2 Cérémonies, commémorations et fêtes nationales.....	67
I.1.3 Musées, centres commémoratifs, expositions permanentes et temporaires.....	80
I.1.4 La toponymie : l'inscription socio-spatiale de la mémoire et de l'identité collective dans les territoires du quotidien.....	109
I.2 Aux historiens la Patrie reconnaissante : histoire scolaire et enseignement de la guerre en Croatie.....	143
I.2.1 L'histoire scolaire dans les Balkans.....	144
I.2.2 Les tentatives d'écriture d'une histoire régionale et leurs réceptions.....	152
II. Une mémoire monumentale : cartographie du paysage mémoriel croate.....	158
II.1 Concentration des dispositifs mémoriels et siège du pouvoir étatique : le cas de Zagreb.....	160
II.2 Concentration des dispositifs mémoriels dans les lieux emblématiques de la guerre : les cas de Vukovar et Knin.....	167
II.2.1 Vukovar : symbole de la Patrie meurtrie.....	168
II.2.2 Knin : symbole de la Patrie victorieuse.....	198
II.3 Euphémisation de la mémoire et hauts lieux du tourisme : le cas de Dubrovnik.....	212
Chapitre 2 : La mémoire de la guerre : facteur de fragmentation sociale.....	224
I. Un récit de victimisation nationale.....	225
II. Les éléments exclus de la mémoire officielle.....	238
II.1 Le sort des réfugiés et des personnes déplacées croates.....	239
II.2 Les difficultés d'intégrations des rapatriés croates.....	243
II.3 Les dissensions et les rivalités au sein de la communauté croate pendant la guerre.....	245
II.4 La place des relations internationales illicites dans la guerre.....	249
II.5 Les violations des droits humains et les exactions commises par les forces croates	

contre les non-croates.....	252
II.6 Le refus de la guerre par une partie des Serbes.....	257
II.7 L'invisibilisation du viol et des violences sexuelles de guerre.....	263
III. La concurrence des mémoires croates et serbes : deux récits exclusifs et excluants.....	270
IV. TPIY, UE, OTAN : « ingérences » internationales dans la mémoire de la guerre patriotique.....	285
V. La mémoire de la Guerre Patriotique et son articulation avec la Seconde guerre mondiale.....	304
V.1 Commémorer Jasenovac.....	308
V.2 Commémorer Bleiburg.....	322
 Chapitre 3 : Habiter la « ville martyre » : mémoire de la guerre et vie quotidienne à Vukovar.....	342
I. Habiter le traumatisme.....	342
I.1 Sanctuarisation de la ville : dimension symbolique en concurrence avec l'expérience habitante.....	344
I.1.1 Trauma et omniprésence de la violence : réactions face aux ruines.....	348
I.1.2 Reconstruction : disparition progressive des ruines et création de nouvelles infrastructures.....	353
I.1.3 Le tourisme comme opportunité pour la cité.....	356
I.2 Les conséquences psychologiques de la guerre et l'insuffisance de leur prises en charge.....	364
I.2.1 Les effets thérapeutiques escomptés de la justice internationale.....	364
I.2.2 L'inadéquation de la prise en charge du trauma.....	371
II. Habiter la ville ségréguée.....	374
II.1 Affrontements mémoriels et tensions inter-communautaires dans la ville post-urbicide.....	374
II.2 Une ville à l'urbanité révolue.....	393
II.2.1 Des lieux de sociabilité séparés et des lignes de fracture invisibles.....	395
II.2.2 La problématique des écoles séparées.....	400
II.2.3 Des relations inter-communautaires en voie de normalisation ?.....	410
II.2.4 La polarisation Croate versus Serbe conduisant à l'invisibilisation de la mixité et des autres groupes ethno-nationaux à Vukovar.....	413
II 3 Enjeux toponymiques et marquage symbolique dans territoire disputé : l'affaire du cyrillique.....	417
III. Une situation économique désastreuse, préjudiciable à la reconstruction du vivre-ensemble.....	434
 Chapitre 4 : Une longue tradition de tourisme mise à mal par la guerre.....	449
I. Naissance et émergence du tourisme en Croatie (1850-1914).....	449
I.1 Contexte global d'émergence et de développement du tourisme.....	450
I.1.1 Genèse du tourisme.....	450
I.1.2 Facteurs ayant concouru au développement du tourisme.....	453
A. Le Romantisme et le « désir de rivage ».....	453
B. Urbanisation, industrialisation et hygiénisme.....	456
C. Développement des transports, des hébergements, des guides de voyage.....	458
I.2 Émergence et développement du tourisme dans l'empire des Habsbourg : aménagement du littoral adriatique.....	459
II. L'entre-deux-guerres (1918-1939) : période de diffusion du tourisme.....	464
II.1 Contexte global de diffusion du tourisme.....	464

II.2 La partition du littoral croate dans l'entre-deux-guerres.....	468
II.2.1. Le littoral sous domination italienne.....	468
II.2.2 Le littoral du Royaume des Serbes Croates et Slovènes.....	470
III. Le tourisme yougoslave (1948-1990).....	472
III.1 Contexte global de massification du tourisme.....	472
III.2 Le tourisme en Croatie à l'époque de la Yougoslavie socialiste.....	475
III.2.1 Redémarrage du tourisme en Yougoslavie.....	476
III.2.2 Phase de massification du tourisme.....	477
III.2.3 Un secteur en perte de vitesse.....	483
IV. Les conséquences de la guerre d'ex-Yougoslavie sur l'activité touristique.....	485
IV.1 Contexte global 1990-2000 : l'ère du « tout tourisme ».....	485
IV.1.1 Ouverture de nouvelles destinations et de nouveaux marchés.....	485
IV.1.2 Part du tourisme dans l'économie mondiale.....	486
IV.1.3 Intériorisation du mépris anti-touristique.....	487
IV.2 Impact de la guerre en Yougoslavie sur le tourisme croate.....	490
IV.2.1 Diminution de la fréquentation touristique.....	490
IV.2.2 La médiatisation de la guerre d'ex-Yougoslavie : un désastre pour l'image de la Croatie à l'international.....	492
IV.2.3 Les dommages provoqués par la guerre.....	494
Chapitre 5 : « La Méditerranée retrouvée » : les politiques touristiques croates et leurs effets.....	497
I. Promouvoir la destination « Croatie ».....	497
I.1 Débalkanisation et élaboration d'une image identifiante.....	506
I.1.1 Restauration de la touristicité et élaboration d'une image identifiante.....	507
I.1.2 Évacuation de la guerre de la sphère touristique et accent sur la sécurité.....	512
I.2 Une stratégie marketing axée sur l'appartenance à l'aire méditerranéenne et l'originalité de la destination.....	517
I.2.1 La Méditerranée archétype de la désirabilité touristique.....	522
I.2.2 Une destination loin des sentiers rebattus ? Promouvoir l'originalité et l'authenticité de la destination sur le marché français.....	526
II. État des lieux du tourisme en Croatie : un secteur qui renaît de ses cendres.....	532
II.1 Un tourisme de masse, balnéaire et saisonnier : une réalité à mille lieues de l'image promue.....	533
II.2 Tentatives de diversification de l'offre touristique.....	539
II.3 Un littoral qui suffoque : le revers de la médaille du tourisme.....	548
Conclusion.....	563
Bibliographie.....	572
Annexes.....	604
Annexes 1 : Carte de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie.....	605
Annexes 2 : Carte de la guerre d'ex-Yougoslavie.....	606
Annexes 3: Chronologie indicative de la guerre d'ex-Yougoslavie.....	607
Annexes 4 : Carte du terrain multi-situé.....	611
Annexes 5 : Liste des monuments, stèles, plaques commémoratives étudiés.....	612
Annexes 6 : Récapitulatif des entretiens.....	616
Annexes 7: Schéma d'interconnaissance Vukovar.....	619
Annexes 8 : Occurrence des odonymes liés à la guerre dans les villes de plus de 10 000 habitants.....	620
Annexes 9 : Évolution de la population par tranche d'âge à Knin (2001-2011).....	622

Table des figures

Figure n°1 : Panorama des Monuments et mémoriaux de Vukovar.....	56
Figure n°2 : Objets déposés par les participants des cérémonies du 18 novembre venus rendre hommage aux victimes du massacre d'Ovčara sur la plaque installée à l'abord du charnier.....	63
Figure n°3 : Le monument « Croix sur le Danube » orné de nombreux symboles identitaires qui fait face à la Serbie située sur l'autre rive du Danube.....	66
Figure n°4 : Arrivée du cortège sur la place Ban Jelačić.....	72
Figure n°5 : Le monument du cimetière-mémorial de Vukovar entouré de composition florales aux couleurs de la Patrie au lendemain des cérémonies du 18 novembre 2011.....	75
Figure n°6 : Panneau contre l'adhésion de la Croatie à l'UE brandi pendant la cérémonie du 18 novembre à Vukovar.....	79
Figure n°7 : « La beauté fauchée par la guerre », Musée d'histoire croate, exposition temporaire <i>Domovinski Rat</i>	89
Figure n°8 : Diorama mettant en scène des bombardements de Zagreb. Exposition permanente musée de la ville de Zagreb.....	90
Figure n°9 : Exposition Zagreb en guerre.....	93
Figure n°10 : Le Musée en guerre. Exposition permanente Musée de la ville de Vukovar.....	94
Figure n°11 : Diorama dans la salle consacrée à la guerre. Musée municipal de Vukovar.....	99
Figure n°12 : La salle consacrée à la première moitié du XX ^e siècle au Musée de la ville de Vukovar.....	101
Figure n°13 : Localisation des odonymes étudiés sur une carte du centre ville de Zagreb.....	117
Figure n°14 : Diagramme de la répartition des toponymes selon l'échelle spatiale à laquelle ils réfèrent.....	131
Figure n°15 : Des veilleuses allumées par les habitants d'Osijek le long de l'avenue de Vukovar pour commémorer la chute de la ville.....	133
Figure n°16 : Tag sur un banc public.....	141
Figure n°17 : Affrontement par tags interposés à l'occasion de la première <i>Gay Parade</i> à Split.....	141
Figure n°18 : Détournement de tags <i>ustaši</i> sur les murs de Vukovar.....	142
Figure n°19 : Couverture du supplément sur la guerre patriotique.....	147
Figure n°20 : Groupe scolaire prenant la pause aux pieds du monument « Croix sur le Danube ».....	157
Figure n°21 : Localisation des dispositifs mémoriels de la Guerre patriotique observés sur le territoire croate pendant l'enquête.....	160
Figure n°22 : Monument Zid Boli, vue d'ensemble et détails.....	163
Figure n°23 : Plan du cimetière Mirogoj figurant les monuments relatifs aux guerres du XX ^e s.....	166
Figure n°24 : Aire de jeu au pied du Château d'eau en ruine.....	177
Figure n°25 : Localisation des lieux de mémoires répertoriés par le MCDRVU.....	180
Figure n°26 : Exposition permanente hôpital de Vukovar.....	183
Figure n°27 : Une femme à la recherche de ses proches dans la section des disparus du cimetière-mémorial de Vukovar.....	197
Figure n°28 : Population de plus de quinze ans par statut d'activité d'après les données issues du recensement de 2011.....	202
Figure n°29 : Moyen de subsistance pour l'ensemble de la population de la municipalité de Knin.....	203
Figure n°30 : Commémoration de l'opération Oluja à Knin.....	206
Figure n°31 : Monument Knin.....	208
Figure n°32 : Localisation par date des attaques contre la vieille ville de Šibenik.....	213
Figure n°33 : Exposition photographique Restauration de Dubrovnik.....	221
Figure n°34 : Les gouvernements de Croatie entre 1991 et 2020.....	224
Figure n°35 : Participants aux cérémonies du 18 novembre en costumes « historiques ».....	227
Figure n° 36 : Installation « VUKOWAR » au pied de la statue équestre du Ban Jelačić sur la place centrale de Zagreb.....	237
Figure 37 : La muséographie mettant en scène le sort des réfugiés dans l'exposition « Domovinski Rat » au musée d'histoire croate.....	242
Figure n°38 : Portrait du Général Gotovina dans la vieille ville de Split.....	292
Figure n°39 : Installation en l'honneur des Généraux inculpés au TPIY sur la place Ban Jelačić.....	293
Figure n° 40 : Le Musée de Jasenovac.....	315

Figure n°41 : Commémoration du 70e anniversaire de la libération du camp de Jasenovac.....	320
Figure n°42 : Monument aux « Martyrs de la terreur communiste et tchetnik de la ville de Lipik 1941-1945 ».....	329
Figure n°43 : Tshirt porté par un participant lors des commémorations du massacre de Bleiburg.....	337
Figure n°44 : Commémoration du « Massacre de Bleiburg ».....	338
Figure n° 45 : Maison en ruine dans le centre de Vukovar.....	349
Figure n° 46 : Char d'assaut de la guerre patriotique installé à l'entrée du mémorial de Trpinska et dans l'alignement de l'église reconstruite.....	386
Figure n°47 : Population de plus de quinze ans par statut d'activité d'après les données issues du recensement de 2011.....	436
Figure n°48 : Moyen de subsistance pour l'ensemble de la population de la municipalité de Vukovar.....	438
Figure n°49 : Localisation des premières stations touristiques – thermales et balnéaires – en Croatie avant 1939.....	461
Figure n°50 : Mécanisme de diffusion du tourisme: l'invention de distinction et l'imitation.....	464
Figure n°51 : Fréquentation de la Riviera d'Opatija entre 1919 et 1940.....	470
Figure n°52 : Taux de départ en vacances en fonction des professions et catégories socio-professionnelles 1964-2004.....	475
Figure n°53 : Évolution du nombre des arrivées des touristes domestiques et internationaux en Croatie 1948-1988.....	477
Figure n°54 : Évolution de la capacité d'accueil de la Croatie yougoslave entre 1960 et 1990.....	481
Figure n°55 : Répartition de la capacité d'accueil en République de Croatie Yougoslave en fonction du type d'espace.....	482
Figure n°56 : Évolution du nombre de touristes internationaux en République fédérée de Croatie 1988-1990.....	484
Figure n°57 : Recettes d'exportation mondiale 1998.....	487
Figure n°58 : Nombre de touristes domestiques et internationaux et nuitées réalisées en Croatie 1991-1995.....	490
Figure n°59 : Évolution du nombre de touristes des principaux foyers émetteurs entre 1990 et 1999.....	491
Figure n°60 : Les acteurs du management touristique selon le Ministère du tourisme croate.....	499
Figure n°61 : Le projet de Pelješki most.....	501
Figure n°61 : Visuels de la campagne publicitaire « Instantanés de Croatie 2009 ».....	511
Figure n°62 : Infographie illustrant l'impact de la valeur perçue sur la prise de décision de voyage.....	519
Figure n°63 : Les principaux toponymes employés dans les publications destinées aux touristes.....	521
Figure n°64 : Les atouts touristiques mis en avant dans les publications.....	521
Figure n°65 : Les atouts touristiques de la Croatie par catégorie.....	522
Figure n°66 : Quelques visuels de la campagne promotionnelle affichés dans le métro parisien du 7 au 13 avril et du 2 au 8 juin 2010.....	525
Figure n°67 : Les visuels de la campagne promotionnelle 2005.....	526
Figure n°68 : Les objectifs de la campagne publicitaire 2014-2020 de L'Office national croate du tourisme.....	528
Figure n°69 : Visuel issu du compte Instagram de l'Office croate du tourisme en France.....	531
Figure n°70 : Comparaison de la fréquentation domestique et étrangère.....	534
Figure n°71 : Évolution du nombre de visiteurs français en Croatie.....	537
Figure n°72 : Comparaison de la fréquentation mensuelle pour les années 2012 et 2017.....	545
Figure n°73 : Carte du complexe hôtelier Amadria Park.....	550
Figure n°74 : Le « spleen de Split ».....	554
Figure n°75 : La colonne d'Orlando à Dubrovnik.....	557
Figure n°76 : Affichage bilingue élaborée par la municipalité de Dubrovnik rappelant aux visiteurs les comportements prohibés.....	558
Figure n°77 : Carte de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie.....	605
Figure n°78 : Carte de la guerre d'ex-Yougoslavie.....	606
Figure n°79 : Carte de l'enquête de terrain multi-située.....	611
Figure n°80 : Schéma d'interconnaissance Vukovar.....	619

Table des tableaux

Tableau n°1 : Récapitulatif des espaces muséaux visités au cours de l'enquête.....	81
Tableau n°2 : Comparaison d'un échantillon de dix-sept odonymes zagrébois attribués par les régimes successifs entre 1913 et 2011.....	116
Tableau n°3 : Occurrence des odonymes liés aux figures majeures de l'histoire et de la culture croate dans les villes de plus de 12 000 habitants dans lesquelles j'ai séjourné lors de mon enquête.....	128
Tableau n°4 : Répartition des toponymes par catégorie, en pourcentage, pour les villes de Zagreb et Zadar.....	129
Tableau n°5 : Composition ethnique de la population de Vukovar entre 1910 et 2001 d'après les données produites par la municipalité.....	343
Tableau n°6 : Nombre d'arrivées et de nuitées entre 2011 et 2014 d'après les données fournies par l'Office du tourisme de Vukovar.....	359
Tableau n°7 : Nombre de visiteurs des principaux mémoriaux de Vukovar entre 2009 et 2014.....	360
Tableau n°8 : Nombre de croisiéristes et nombre de bateaux de croisières ayant fait escale à Vukovar entre 2009 et 2014.....	360
Tableau n°9 : Comparaison de la composition ethnique de la population de la ville de Vukovar entre 2001 et 2011, d'après les données de recensement.....	413
Tableau n° 10 ; Taux d'emploi (Population en âge de travailler occupant un emploi) par tranche d'âge à l'échelle du pays et à l'échelle de la ville de Vukovar, en 2011.....	437
Tableau n°11 : Population de Vukovar par tranche d'âge par sexe pour les années 2001 et 2011.....	442
Tableau n°12 : Répartition régionale du tourisme en 2017.....	536
Tableau n°13 : Comparaison de la fréquentation mensuelle pour les années 2012 et 2017.....	545
Tableau n°14 : Évolution du nombre d'hôtels par catégorie entre 2012 et 2017.....	549
Tableau n°15 : Liste des monuments, stèles, plaques de la guerre patriotiques étudiés.....	612
Tableau n°16 : Occurrence des odonymes liés à la guerre dans les villes de plus de 10 000 habitants dans lesquelles j'ai séjourné pendant mon enquête.....	620
Tableau n°17 : Évolution de la composition de la population par tranche d'âge dans la municipalité de Knin entre 2001 et 2011.....	622

Note relative à l'orthographe des mots étrangers

J'ai fait le choix d'employer l'orthographe croate pour les noms locaux, et donc d'utiliser les signes diachroniques appartenant à l'alphabet dit « Gaj » ou *gajica*. Cet alphabet a été baptisé ainsi en l'honneur de son concepteur, le poète, écrivain et linguiste croate, Ljudevit Gaj, fondateur de l'Illyrisme. Les adhérents de ce mouvement vont s'atteler à donner à la langue croate ses lettres de noblesse dans les années 1830-1840, époque où la Croatie appartient à l'empire austro-hongrois. Les partisans de l'idée illyrienne préconisent la création et la promotion d'une langue littéraire croate unifiée et modernisée, conçue comme un moyen de dépasser la fragmentation territoriale, et de parvenir à l'intégration nationale. Ljudevit Gaj entreprend donc une réforme de la langue, sur le modèle serbe et tchèque, et ses travaux conduisent à la fixation grammaticale et orthographique du croate. La publication en 1830 de son Abrégé d'orthographe croato-slave (*Kratka osnova horvatsko-slavenskog pravopisanja*) fixe les nouvelles normes orthographiques et notamment l'ajout de signes diacritiques à l'alphabet latin (« ć », « č », « đ », « š » et « ž »), afin de parvenir à une écriture phonétique. À l'inverse, les lettres « q », « w », « x » et « y » sont absentes de cet alphabet, sauf pour orthographier les mots étrangers.

Toutefois, lorsque je cite des auteurs, je respecte l'orthographe qu'ils utilisent, afin de ne pas dénaturer leurs citations ou les saturer de signes de ponctuation. Conformément aux normes en vigueur, les noms propres étrangers seront écrits en italique. Par conséquent, dans ce travail, pourra-t-on trouver les deux orthographes pour de nombreux termes et noms locaux, tels que « Tudjman » et « Tuđman », ou encore « oustachi » et « *ustaši* ».

Il en va de même pour les auteurs cités dans ce travail. Selon les publications, l'orthographe des noms et prénoms d'auteurs croates comprend ou non les signes diacritiques. C'est la raison pour laquelle, la bibliographie pourra comporter par exemple une entrée « Mrđen Snježana » et une entrée « Mrdjen Snjezana », pour se référer aux travaux de la même chercheuse.

Enfin, afin de ne pas induire en erreur les lecteurs non familiers avec la langue croate, avec la place des signes diacritiques dans l'alphabet, les noms d'auteurs seront classés par ordre alphabétique dans la bibliographie, indépendamment du fait qu'ils commencent ou non par un signe diacritique. Dans la mesure où cela concerne seulement deux auteurs, il m'a semblé que cela serait plus aisé.

Graphie	Prononciation	Graphie	Prononciation
č	tchèque	š	chat
ć	tien (t mouillé)	ž	janvier
đ	Diagonale (d. mouillé)		

Liste des sigles et acronymes

CDRSEE : Centre pour la Démocratie et la Réconciliation en Europe du Sud-Est (*Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe*)

CEE : Communauté Économique Européenne

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

CIJ : Cour Internationale de Justice

CIP : Cour Pénale Internationale

CWWPP : Coalition pour la prise en charge du traumatisme psychique et pour la paix (*Coalition for Work With Psycho-Trauma and Peace*)

DPMŠ : Mouvement patriotique de Miroslav Škoro (Domovinski pokret Miroslava Škore)

ECRI : Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (*European Commission against Racism and Intolerance*)

FMI : Fonds Monétaire International

FORPRONU : Force de protection des Nations Unies

HČSP : Parti pur croate du droit (*Hrvatska Čista Stranka Prava*)

HDZ : Union démocratique croate (*Hrvatska Demokratska Zajednica*)

HHO : Comité croate Helsinki pour les droits humains (*Hrvatski Helsinški Odbor za Ljudska Prava*)

HMDCDR : Centre mémoriel de documentation de la guerre patriotique (*Hrvatski memorijalno-dokumentacijski centar domovinskog rata*)

HOS : Forces de défense croate (*Hrvatske Obrambene Snage*)

HRT : Radio-télévision croate (*Hrvatska radiotelevizija*)

HSP : Parti Croate du Droit (*Hrvatska Stranka Prava*)

HSP-AS : Parti Croate du Droit Docteur Ante Starčević (*Hrvatska Stranka Prava dr. Ante Starčević*)

HVO : Conseil de Défense Croate (*Hrvatsko vijeće obrane*)

JNA : Armée populaire yougoslave (*Jugoslavenska Narodna Armija*)

MCDRVU : Centre commémoratif de la guerre patriotique Vukovar (*Memorijalni centar Domovinskog rata Vukovar*)

NDH : État Croate Indépendant (*Nezavisna država Hrvatske*)

OCDE : Organisation de coopération et de développement

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PNUD/UNDP : Programme des Nations Unies pour le Développement

PTSD/ TSPT : *Post-traumatic stress disorder* - Trouble de stress post-traumatique

RECOM : Commission régionale pour l'établissement des faits à propos des crimes de guerre et autres violations sérieuses des droits humains (*Regional commission for the establishment of facts about war crimes and other serious violations of human rights*)

RSK : République serbe de la Krajina

SAO : Région Serbe Autonome (*Srpska autonomna oblast*)

SDF : Forum démocratique serbe (*Srpski Demokratski Forum*)

SDP : Parti social-démocrate de Croatie (*Socijaldemokratska Partija Hrvatske*)

SDSS : Parti Démocratique indépendant Serbe (*Samostalna demokratska srpska stranka*)

SNV : Conseil National Serbe (*Srpsko Narodno Vijeće*)

TPIR : Tribunal Pénal International pour le Rwanda

TPIY/ ICTY : Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie / *International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia*

UE : Union Européenne

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture (*United Nations Educational Scientific and Cultural Organization*)

UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*)

UNTAES/ ATNUSO : Administration transitoire des Nations unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (*United Nations Transitional Administration for Eastern Slavonia*)

YPGD : *Youth Peace Group Danub*

Introduction

Nous sommes le 22 juin 2011, alors que je suis arrivée en Croatie depuis moins de 36 heures, je quitte Zagreb pour me rendre à Sisak, ville située à 80km de la capitale croate, par le train de 6h46, afin d'assister à la Journée de lutte antifasciste ayant pour théâtre dans la forêt de Brezovica. Cette cérémonie commémore le premier soulèvement contre l'occupant nazi en 1941, et même si les commémorations de la Seconde guerre mondiale débordent quelque peu de mon sujet de recherche, j'entrevois l'occasion d'assister à un événement intéressant. Après une heure de trajet, je prends un taxi pour rejoindre la clairière où se déroulent les commémorations. Avant d'emprunter le chemin, où m'a déposé le chauffeur quelque peu déconcerté, je dois présenter mes papiers d'identité à des agents de police tout aussi désappointés par ma présence.

Du fait de mon arrivée très matinale, je ne trouve sur les lieux que des techniciens et des membres du comité d'organisation en train de mettre en place les installations, des représentants des forces de l'ordre qui patrouillent sur le site, ainsi que quelques journalistes. Cela me permet d'observer le temps préliminaire de la cérémonie, les préparatifs auxquels le public n'assistera pas. Peu à peu, la clairière s'anime : des techniciens et journalistes supplémentaires arrivent, ainsi que des musiciens et choristes, et à mesure que la matinée s'écoule, des bus déposent des groupes de personnes venues assister à la cérémonie. L'assistance est majoritairement composée de gens âgés, il y a aussi des militaires, des représentants d'associations et de collectifs, des délégations de municipalités, des membres du clergé et quelques familles accompagnées d'enfants. Alors que les « officiels » ne sont pas encore présents, des délégations, annoncées par un homme au micro, déposent des gerbes de fleurs sur des trépieds et une veilleuse aux couleurs de la Croatie, aux abords du monument sous les applaudissements – discrets – du public. Puis, les représentants politiques arrivent, sous les applaudissements – sonores cette fois – et le crépitement des flash des photographes. Le Président de la Croatie, Ivo Josipović, est accompagné de représentants de la Serbie, de l'Ukraine et du Japon. Pour l'occasion, ils arborent une cravate rouge et s'avancent vers l'estrade ombragée en passant devant les militaires au garde-à-vous et la statue en bronze érigée en souvenir de cet épisode de résistance. Le protocole est solennel, mais parmi le public, l'ambiance est somme toute assez décontractée. Les spectateurs sont occupés à prendre des photos, boire, manger, discuter, chercher une place ombragée, certains flânent autour du monument. Je m'étais figurée plus de formalité, plus de pompe, plus de gravité, une assistance endimanchée et silencieuse, alors cette fois, c'est moi qui suis désappointée !

Lorsque toutes les gerbes de fleurs ont été déposées, le chœur entonne une chanson, alors

parmi la foule, certains cessent leurs activités pour chanter ou se recueillir. Puis, les discours se succèdent à la tribune. Une fois son allocution terminée, le Président croate s'en va sous les acclamations.

À sa suite, une partie des visiteurs commence à partir, quand bien même la cérémonie n'est pas achevée. Une jeune fille prononce un discours, puis une chanteuse lyrique, vraisemblablement célèbre, interprète deux morceaux de son répertoire. Après un instant de flottement, les techniciens commencent à démonter les installations, pendant qu'une partie du public vient se recueillir au pied du monument, prendre des photos, déposer des bouquets de fleurs ou des écussons à l'effigie de Tito.

Un repas est servi gracieusement aux participants dans de la vaisselle jetable, mais à défaut d'installation appropriée, les gens mangent debout, leur assiette à la main. J'assiste un temps à ces activités post-liminaires, je prends des photos, consigne des observations, puis j'emprunte le chemin qui traverse la forêt, l'esprit accaparé par un moyen de rejoindre la gare de Sisak.

Mais, à mon grand étonnement, à l'orée du bois – à quelques centaines de mètres de l'emplacement de la célébration – je débouche sur une contre-manifestation, encadrée par un cordon de policiers. Une quinzaine d'hommes, pour la plupart crâne rasé et tout de noir vêtus, protestent, scandent des slogans, exhibent des banderoles, j'apprends qu'ils militent pour que soient reconnus les crimes des Partisans et les victimes de la terreur communiste. La discussion ne pourra pas se poursuivre, mais ils m'autorisent à prendre des clichés. Deux jours de terrain et me voilà déjà en pleine guerre des mémoires !

Il est midi, et c'est finalement sous bonne escorte que je rejoins la gare de Sisak, puisque deux officiers de police se sont proposés de m'accompagner après avoir appris le motif de ma présence et le sujet de ma recherche. Ainsi débute mon immersion sur le terrain, et l'amorce de ma recherche sur la mémoire de la guerre en Croatie.

A. Problématisation et méthodologie de l'enquête

Genèse du sujet et question de départ

Au départ de cette recherche se trouve un étonnement né plusieurs années avant mon inscription en doctorat. Alors que j'étais étudiante en maîtrise de Psychologie interculturelle à l'Université de Toulouse II-Le Mirail (il y a de cela fort longtemps, puisque dans l'intervalle, la maîtrise a disparue et l'université a été renommée Toulouse II-Jean Jaurès), j'étais en train de feuilleter un numéro du magazine Géo, consacré à la Croatie. Devant les photographies d'une grande beauté et les textes laudatifs du dossier, une interrogation m'a soudain assailli. Ce pays, dont je commençais à peine à entendre parler, malgré un goût prononcé pour les voyages et la géographie, semblait si splendide que je m'étonnais de ne jamais m'y être intéressée auparavant.

Puis, comme une vague réminiscence, une impression floue, plus qu'un véritable souvenir, il m'a semblé avoir entendu parler de cette région pendant mon enfance, et il me semblait en avoir entendu parler en raison de la guerre. Tout à coup, des souvenirs nébuleux et des noms épars me sont revenus en tête, confusément. Dubrovnik, Vukovar, Sarajevo, Yougoslavie. Des miliciens, des vieilles femmes vêtues de noir et la chevelure ceinte par un fichu montrant en larmes aux journalistes des villages dévastés, une plaine immense, brumeuse, froide, lugubre, des bombardements, des charniers, des ruines : les fragments de journaux télévisés que mes parents ne me laissaient guère regarder, pour m'épargner, mais dont me parvenait malgré tout des bribes auxquelles je ne comprenais pas grand chose, sinon la souffrance, la mort et les atrocités, mais aussi l'angoisse d'une « guerre à nos portes » dans une région que je ne savais même pas situer sur une carte.

Nous étions en juin 2005, je griffonnais dans un carnet ces impressions éparses et les fragments d'un questionnement laissé en suspend : « Guerre/ Tourisme/ Croatie ? »

Par la suite, j'ai entrepris un cursus en Anthropologie sociale, d'abord à l'université de Toulouse II, puis à Paris, à l'EHESS, et au cours de ces années, j'ai assisté à de nombreux enseignements, séminaires, conférences, j'ai fait de nombreuses lectures ayant pour thème la mémoire et les usages sociaux du passé, la muséographie, le post-conflit, le nationalisme, les identités collectives et leurs frontières, l'altérité. Et je me suis passionnée pour ces questions, dont certaines venaient se tisser à la trame de mon « roman familial » marqué par la Seconde guerre mondiale.

C'est donc « tout naturellement » qu'en 2011, au moment d'élaborer mon sujet de thèse, j'ai décidé d'articuler ces différents thèmes et de les conjuguer à ce questionnement laissé en suspend. C'est ainsi qu'est née la question de départ de ma recherche : *Comment le tourisme avait-il pu fleurir sur les cendres encore chaudes de la guerre d'ex-Yougoslavie ?*

De cette question a découlé une série d'interrogations : quelles sont les conséquences de la mise en tourisme de la Croatie sur la mémoire des violences, sur le rapport au passé ? Le souvenir de la guerre est-il oblitéré ? Le tourisme provoque-t-il une amnésie ou au contraire une mise en valeur du passé de violence ? Les retombées économiques de l'activité touristique entraînent-elles un apaisement ou une exacerbation des tensions ethniques, des revendications identitaires ?

Afin de répondre à cette question initiale, j'ai procédé à la collecte et au dépouillement de la documentation touristique et des matériaux promotionnels adressés aux potentiels touristes français : site internet de l'Office croate du tourisme, catalogues de tours opérateurs, brochures éditées par l'Office croate du tourisme, guides de voyage, campagne d'affichage dans le métro parisien. Je me suis rendue à l'Office croate du tourisme en France, pour y rencontrer sa Directrice, et j'ai visité le Village de la Croatie, installé place du Palais Royal à Paris du 30 mai au 9 juin 2011.

Sur la base des matériaux collectés, j'ai rapidement pu constater, selon toute logique, une invisibilisation de la guerre dans la documentation touristique, et mes premières lectures sur le tourisme m'ont amené à y voir la conséquence d'une incompatibilité entre la mémoire des violences de masse et les exigences du secteur touristique en matière de sécurité. En effet, la guerre d'ex-Yougoslavie est associée à des représentations très péjoratives, du fait de son interprétation en termes de haines ethniques ataviques, résultante d'une méconnaissance générale quant aux faits, protagonistes et causes du conflit, et à l'image d'une « poudrière des Balkans » peu propice à la fréquentation touristique.

Sur la base de ces matériaux, j'ai alors formulé l'hypothèse de départ suivante :

En raison de son incompatibilité avec les exigences du tourisme de masse en matière de sécurité et de tranquillité, une injonction au silence pèse sur la mémoire de la guerre, qui par conséquent a été occultée en Croatie, afin de satisfaire aux exigences de ce secteur économique en plein essor, et faire oublier la guerre et ses horreurs, largement diffusées dans les médias à l'époque aux visiteurs internationaux.

Je m'étais alors naïvement figurée que l'éviction du passé la documentation touristique pouvait se traduire par une invisibilisation de la guerre dans l'espace public croate.

Si la genèse de ma recherche, qui m'apparaît à présent dans toute son ingénuité n'apporte pas un éclairage d'une immense valeur scientifique, néanmoins, retracer ce cheminement m'a permis de comprendre, avec le recul, mes propres représentations – préscientifiques – sur la Croatie, la guerre d'ex-Yougoslavie, le tourisme. Cela m'a notamment permis de réaliser dans quelle mesure j'avais, malgré moi, incorporé l'image de la destination élaborée par les acteurs du secteur touristique croate. Et cela m'a permis de mettre en évidence le rôle joué par les médias dans la connaissance de cette région par le grand public français.

Mon questionnement de départ et les hypothèses de recherche qui en ont découlé, n'ont guère résisté à l'épreuve des faits. En effet, contrairement aux attentes formulées avant mon départ, j'ai pu dès mon arrivée sur le terrain prendre toute la mesure de la place occupée par la mémoire de la guerre dans la société croate post-conflit. La mémoire de la guerre n'était aucunement occultée, invisibilisée ou réduite à s'exprimer dans des interstices, elle se caractérisait au contraire par son omniprésence.

Mon hypothèse inaugurale, infirmée par les données collectées dès mon arrivée sur le terrain, et les questions qui en découlaient devenues pour le moins caduques, je me suis alors appliquée à comprendre comment tourisme et mémoire pouvaient cohabiter.

Plutôt qu'une occultation de la mémoire pour les besoins du tourisme, j'en suis venue à formuler l'hypothèse d'un double discours, circulant dans des sphères d'énonciation distinctes, permettant la coexistence de deux narrations en apparence antagonistes, et donnant lieu à un rapport différencié à la mémoire de la guerre.

D'une part, dans la sphère de l'entre-soi ethno-national, la mémoire de la guerre, du fait de ses vertus cohésives fortes, occupe une place centrale, elle est mobilisée dans la définition de l'identité nationale post-yougoslave, et sa matérialisation permet une réappropriation du territoire national.

D'autre part, dans la sphère touristique, le discours destiné aux visiteurs internationaux met l'accent sur les atouts de la destination, sa richesse naturelle, culturelle, architecturale, sur l'identité méditerranéenne de la destination. Dans cette sphère d'énonciation, la guerre est invisibilisée, éludée, mais elle n'est pas totalement absente, et peut trouver à s'exprimer dans un langage euphémisé, ou dans des codes inaccessibles aux visiteurs étrangers.

Si je considère que tourisme et mémoire constituent des secteurs distincts, guidés par enjeux, des logiques, des nécessités antagonistes, il ne s'agit toutefois pas de sphères étanches, imperméables, et il convient de noter l'existence d'une certaine porosité. Cette partition se

traduit sur le plan géographique, dans la mesure où les lieux d'expression de la mémoire et les lieux de fréquentation touristique sont généralement distincts sur le plan spatial, même s'il existe des situations où les deux secteurs coïncident.

Armée de cette nouvelle hypothèse de travail, je me suis donc intéressée à la fois à la production de l'image touristique de la Croatie, et à la production des normes mémorielles, en m'intéressant tant au versant officiel de la mémoire, qu'à sa réception.

Méthodologie et réflexivité

Avant d'entreprendre mon enquête de terrain, il était indispensable que j'acquière une bonne compréhension de l'histoire de la région, du déroulement de la guerre, de ses enjeux, de ses acteurs, de ses séquences, car je n'avais jamais travaillé sur la guerre auparavant, ni sur la guerre ex-Yougoslavie, et je n'avais jamais fait de terrain dans la région.

J'ai donc d'abord procédé à une importante revue de la littérature, travail que j'ai poursuivi tout au long de cette recherche. Toutefois, la guerre en ex-Yougoslavie est un sujet sensible et polémique. Les points de vue divergent fortement s'agissant des causes et des responsables de la guerre, du nombre de victimes, des données de recensement. Il m'a fallu avancer avec mille précautions, croiser les sources, recourir à des travaux de chercheurs locaux et étrangers, aux analyses de différentes disciplines, afin d'éviter l'écueil du parti-pris, et d'être cataloguée « pro-X » ou « anti-Y ».

En outre, j'ai choisi de recourir à la littérature consacrée à ces questions sur d'autres terrains, à propos d'autres conflits, d'autres périodes, d'utiliser les outils d'analyses appliqués à d'autres aires culturelles, pour ne pas s'enfermer dans la perspective locale et avoir des points de comparaison.

Si mon objet n'était pas l'événement « Guerre d'ex-Yougoslavie », mais la mémorialisation en train de se faire, les usages sociaux du passé, je ne pouvais pas faire l'économie d'une « contextualisation historique de la conjoncture présente » pour reprendre la formule de l'anthropologue Michel Naepels (Minard et al., 2002 : 104). En effet, pour comprendre les répercussions de la guerre sur la société croate contemporaine, la teneur des relations inter-communautaires, le sens des discours et des pratiques étudiés sur le terrain, il était indispensable que je me forge une bonne appréhension dudit passé, il fallait que les circonstances ayant engendré la guerre me soient intelligibles. Je me suis donc intéressée à l'histoire de la région, en remontant jusqu'à la période austro-hongroise.

Si j'ai procédé à une archéologie du ressentiment dans le dessein d'éclairer le présent, j'ai dû veiller à ne pas céder à la tentation téléologique, qui aurait consisté à reconstruire après-coup l'inéluctabilité de la guerre et de la violence de masse. Il m'a donc fallu être attentive pour éviter l'écueil d'une approche déterministe de la guerre, et l'écueil culturaliste. En effet, au sujet de la guerre d'ex-Yougoslavie, ont circulé des représentations d'une irruption soudaine et spontanée de violence, de haines fratricides antédiluviennes, incompréhensibles sinon à travers le prisme d'une violence et d'une sauvagerie intrinsèque aux populations de la péninsule balkanique. L'ouvrage de Maria Todorova a été salvateur pour me départir des reliquats de cet « imaginaire des Balkans » (2011) qui auraient pu imprégner malgré moi mon regard et pour déconstruire cette perspective culturaliste et essentialiste.

Afin de sortir d'une approche déterministe, voire fataliste de la violence dans les Balkans, qui occulte les réalités sociales, politiques et historiques à l'œuvre et perpétue les préjugés sur la région, je me suis attachée à déconstruire les mythologies nationalistes, à historiciser la haine, à comprendre les ressorts politiques, idéologiques, économiques et sociaux ayant provoqué le déclenchement de la guerre. J'ai donc suivi Jacques Sémelin lorsqu'il préconise d'abandonner la perspective culturaliste, consistant à expliquer la violence par une prédisposition culturelle et lorsqu'il affirme :

« l'idée qu'une sorte de fatalité historique aurait inscrit à l'avance le massacre dans le destin de pays comme la Bosnie ou le Rwanda n'est pas tenable. Tout finirait par s'expliquer à cause du choc des haines ancestrales, religieuses ou ethniques. Cette thèse dite « primordialiste », interprète le développement et le maintien de relations hostiles entre des groupes en raison de leur identité religieuse ou ethnique différentes. Elle présente leurs rapports comme irréconciliables parce que fondés sur des perceptions affectives irrationnelles de méfiance et d'exclusion réciproques. Les sentiments identitaires propres à ces groupes, puissamment ancrés dans leurs histoires, conduiraient nécessairement à leur confrontation, et donc à la violence et aux massacres. Mais nombre de travaux empiriques montrent que l'hétérogénéité ethnique et religieuse ne conduit pas inéluctablement à la violence. » (2017 : 31-32)

Imprégnée d'une conception constructiviste de l'ethnicité depuis mon cursus en psychologie interculturelle, il y avait peu de risques que j'adhère à la conception essentialiste de l'ethnicité qui m'aurait conduit à considérer les communautés croates, serbes, bosniaques et autres comme des entités naturelles, exclusives et associées à des caractéristiques psychologiques, culturelles, sociales, morales particulières et figées.

En revanche, je n'ai pas toujours su éviter l'embûche inverse consistant à considérer l'ethnicité comme une pure fiction, une construction historiquement, politiquement et socialement déterminée, en occultant sa performativité et le rôle qu'elle joue au niveau de l'identité individuelle et collective, les affects qui lui sont associés. D'autant que c'est en son nom que les atrocités ont été commises au cours de la guerre. J'ai parfois été trop prompte à considérer avec sévérité la conception primordialiste de l'identité dominante sur le terrain, à traiter cette essentialisation avec suffisance et à y voir la marque d'un nationalisme réactionnaire. Et j'en ai parfois oublié de considérer les catégories ethno-nationales comme des catégories émiques. Si pour moi, l'ethnicité était une construction sociale élaborée de toute pièce, pour mes interlocuteurs, les catégories de « Serbes » et de « Croates », associées à un ensemble de stéréotypes culturels et de responsabilités collectives faisaient sens et entraient en résonance avec leur expérience personnelle de la guerre.

Outre cette revue de la littérature, je me suis inscrite en auditeur libre dans le cursus Serbo-Croate à l'Inalco, ce qui m'a permis d'assister à des cours de langue niveau débutant, et à des cours de civilisation dispensés notamment par Bernard Lory, grâce auxquels j'ai acquis une meilleure connaissance de la région. Toutefois, ma formation linguistique était trop brève pour être suffisante sur le terrain. J'étais certes en mesure d'avoir des échanges basiques dans la vie quotidienne, mais ma maîtrise de la langue était insatisfaisante pour procéder à des entretiens. J'ai parfois eu recours au service des traductrices rémunérées, qu'il s'agisse d'étudiantes en Master de français, d'une jeune mère de famille française installée en Croatie après ses études de sciences sociales, ou d'une traductrice professionnelle. J'ai effectué quelques entretiens en français avec des interlocuteurs francophones, mais j'ai majoritairement communiqué en anglais. Cela n'a pas constitué une entrave pour travailler avec les acteurs du secteur touristique (employés du ministère du tourisme, directeurs d'Office locaux du tourisme, travailleurs saisonniers), avec les touristes, ou avec la majorité des acteurs rencontrés dans le cadre de mes recherches sur les politiques mémorielles (conservateurs, historiens, militaires, bibliothécaires, enseignants, archivistes...) car tous mes interlocuteurs étaient anglophones. En revanche, cela a constitué un obstacle aux interactions spontanées avec des habitants, en particulier avec des interlocuteurs âgés, qui si elles n'étaient pas impossibles, n'en étaient pas moins laborieuses. Cette barrière de la langue a eu un impact sur la méthodologie mise en œuvre et sur la délimitation de mon objet. En effet, il m'était impossible de collecter des récits de vie dans ces circonstances, de solliciter des victimes pour recueillir leur témoignage, ou d'avoir des discussions approfondies avec des habitants des localités où j'ai séjourné.

Aussi, ai-je dû, pour pallier à ma méconnaissance linguiste, avoir recours à l'appui d'informatrices privilégiées, qui ont effectué pour moi des recherches, traduit des publications, coupure de presse, plaques commémoratives, cartels et panneaux de musée, discours officiels et autres.

En raison de cette méconnaissance de la langue, j'ai longtemps éprouvé un sentiment d'imposture et un manque de légitimité, un doute sur ma valeur en tant qu'ethnographe. Mais ces sentiments se sont estompés au fil du temps, lorsque j'ai partagé mes hypothèses et pistes d'interprétations avec des interlocuteurs locaux qui les ont jugé tout à fait pertinentes et se sont étonnés de ma compréhension des phénomènes discutés, lorsque j'ai lu les travaux de chercheurs locaux dont je partageais les analyses, et lorsqu'à l'occasion de manifestations scientifiques j'ai rencontré d'autres chercheurs qui affirmaient eux aussi avoir une connaissance linguistique limitée sur leur terrain.

Il aurait idéalement fallu que je poursuive mon cursus à l'Inalco, que je poursuive mes efforts pour apprendre la langue, mais entre cet idéal et sa réalisation est venue s'interposer une foule de contraintes, notamment, la nécessité que j'ai eu d'exercer diverses activités rémunérées, à temps partiel, puis à temps plein, pour subvenir à mes besoins au quotidien, et pour financer mes activités académiques sur mes fonds propres.

Pour mener à bien cette recherche, j'ai entrepris trois séjours sur le terrain, d'une durée totale cumulée de dix mois. J'ai d'abord effectué un premier séjour de six mois, de juin à décembre 2011, puis un deuxième séjour de deux mois en mai-juin 2012 et enfin, dernier séjour de deux mois en avril-mai 2015.

En raison de mon objet de recherche large, je n'ai pas pu entreprendre une ethnographie au sens malinowskien du terme. Je n'ai pas effectué une micro-monographie locale de longue durée, me permettant de participer à la vie quotidienne d'un groupe identifié et restreint. J'ai procédé à une enquête multi-située dans différentes localités croates, que j'avais choisi parce qu'il s'agissait de hauts-lieux du tourisme ou de hauts-lieux de la mémoire, voire parfois pour les deux motifs à la fois. La durée de mon séjour variait de quelques jours à quelques semaines sur place selon les circonstances et le motif de ma présence. Je me suis rendu pendant une journée (le temps d'assister à des commémorations) dans les villes de Knin, Jasenovac et Bleiburg (Autriche). J'ai aussi passé quelques jours dans les villes de Šibenik, Pula, Rovinj, Makarska, Trogir, Zadar, où j'ai seulement procédé à des observations et effectué des relevés. J'ai enquêté durant plusieurs semaines et je suis revenue à plusieurs reprises dans les villes de Split, Dubrovnik, Osijek, Lipik².

² J'ai aussi effectué un terrain de deux semaines à Mostar et une semaine à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), en

Enfin, j'ai effectué des séjours longs et répétés dans les villes de Zagreb et Vukovar.

Au cours de ces différents séjours dans ces différentes localités, j'ai résidé dans des hébergements destinés aux touristes : auberges de jeunesse, pensions, et dans de plus rares cas, location meublée. À Vukovar, j'ai eu la possibilité lors d'un de mes séjours de résider dans la maison secondaire de la famille d'une informatrice zagréboise. Et à Zagreb, où je suis restée sur de longues plages de temps, j'ai résidé chez l'habitant, sous-louant pendant plusieurs mois une chambre chez une retraitée, dans un quartier populaire excentré. J'ai aussi passé une dizaine de jours chez une de mes informatrices vivant au domicile parental, où j'ai occupé le lit laissé vacant par sa sœur aînée installée avec son conjoint. Mais j'ai principalement séjourné dans des auberges de jeunesse, à Zagreb et dans toutes les villes du littoral adriatique où j'ai enquêté. En raison de contraintes financières fortes, j'ai été dans l'obligation de fréquenter les dortoirs des auberges de jeunesse pendant la majorité de ces dix mois d'enquête, avec tous les désagréments qu'une telle situation pouvait impliquer : contraintes d'horaires, absence d'intimité, incivilités, absence d'espace pour travailler, inquiétude latente qu'on dérobe mes affaires (et mes précieuses données de terrain). Mais j'ai pris mon parti de cette situation, que j'ai considéré comme une occasion de procéder à de nombreuses séquences d'observation participante parmi les touristes (même si je n'ai pas suffisamment exploité ce matériau dans le cadre de cette thèse).

La difficulté a donc résidé dans le fait de trouver une posture d'enquête satisfaisante et un point d'entrée sur le terrain face à un sujet aussi vaste, dans un temps restreint et avec un budget encore plus restreint. Pour collecter des données, j'ai donc identifié un certain nombre d'événements clefs auxquels je me devais d'assister : cérémonies commémoratives, expositions temporaires, manifestations publiques, etc. Par ailleurs, j'ai identifié des interlocuteurs qui me paraissaient cruciaux, en raison de leur rôle dans le secteur touristique ou dans le secteur de la mémoire. J'ai donc sollicité ces interlocuteurs, parfois en vain, afin de procéder à des entretiens, et afin d'être introduite dans leur réseau d'interconnaissance (Annexe 7, p.613), puisque c'est en tant que milieu d'interconnaissance (Beaud et Weber, 1997), que se définissait mon terrain, plutôt qu'en terme d'unité spatiale.

Pour enquêter tant sur la mémoire de la guerre que sur le tourisme, j'ai eu recours à une approche qualitative. Au cours de ces trois séjours cumulés, j'ai réalisé 53 entretiens (Annexe 6, p.610), de différents types selon les circonstances : des entretiens non-directifs, des entretiens semi-directifs, des entretiens officiels (pour lesquels j'ai dû soumettre à l'avance une

juillet 2011. Si cette expérience a été fondamentale pour ma compréhension du sujet, je n'ai finalement pas exploité les données issues de ce terrain, me focalisant sur la Croatie.

liste de questions à un responsable du protocole pour validation). Nombre de ces entretiens étaient enregistrés et se sont déroulés dans un cadre formel et établi, généralement sur le lieu de travail de mes informateurs, dans des cafés ou plus rarement, à leur domicile. J'ai aussi procédé à quelques entretiens itinérants (Watremez, 2008), qui sous des allures de promenade me permettait d'avoir accès aux pratiques spatiales de mes interlocuteurs. Parfois, une visite guidée prenait finalement la forme d'un récit de vie, un entretien semi-directif se transformait en conversation d'ordre plus personnelle, parfois un interlocuteur sollicité initialement se retirait pour vaquer à des activités professionnelles et laissait un collègue s'entretenir avec moi, tout en intervenant de temps en temps. J'ai aussi eu de très nombreuses conversations informelles avec des employés du secteur touristique, des touristes internationaux, et dans une moindre mesure avec des habitants des localités dans lesquelles je séjournais. J'ai donc collecté de nombreuses données, sur la base d'un vaste panel de pratiques discursives.

Par ailleurs, j'ai procédé à de nombreuses observations sur mes différents sites d'enquête, en faisant varier les modalités pour m'adapter aux circonstances et aux objets étudiés (événements, interactions, lieux et artefacts). J'ai donc eu recours à l'observation à découvert, incognito, extérieure, participante, directe, selon les exigences de la situation.

Je me suis rapidement intéressée à la dimension spatiale de la mémoire, à son inscription dans le paysage, à sa matérialisation dans le territoire. J'ai donc visité de façon systématique les localités où j'ai séjourné, en me focalisant préférentiellement, mais pas exclusivement sur les centres villes historiques, et quand les circonstances me le permettaient, j'allais explorer les alentours, les quartiers périphériques, résidentiels, industriels.

J'ai aussi procédé à la visite de nombreux musées (ethnographiques, archéologiques, municipaux, d'art, d'histoire, de la Guerre patriotique), monuments, mémoriaux et centres commémoratifs, cimetières. M'intéressant en outre à la dimension rituelle de la mémoire, cela m'a conduit à assister à des cérémonies et commémorations. J'ai parfois pris part à des activités destinées aux touristes, et observé les nombreuses attractions proposées.

Par ailleurs, j'ai effectué d'importantes recherches documentaires et entrepris, de façon plus anecdotique, des recherches aux archives de la ville de Zagreb, pour y consulter des cartes de la ville à différentes périodes, ainsi que d'anciens guides touristiques.

Enfin, j'ai eu recours à des données quantitatives élaborées par d'autres chercheurs, par des institutions croates et des institutions internationales : données de recensement, données relatives à la fréquentation touristique, données relatives aux personnes déplacées, jugements...

En dépit de la variété des méthodes mises en œuvre au cours de mon enquête ethnographique, j'ai parfois rencontré des difficultés d'accès au terrain, en particulier dans les villes les plus durement touchées par la guerre, et notamment à Vukovar. En effet, travaillant sur un sujet je qualifierais de « sensible », j'ai rapidement pu faire l'expérience de la difficulté à enquêter dans un terrain politisé et polarisé.

Mon enquête débute en 2011, soit deux décennies après le début du conflit et prend fin en 2015, soit deux décennies après la fin de la guerre. Il s'agit d'une situation de post-conflit que l'anthropologue Stéphanie Rolland-Traina qualifie même de « paix inachevée » (2011 : 81), en référence au fait que la fin de guerre a été imposée par la communauté internationale, par la signature des accords de Dayton en décembre 1995, entérinant les divisions ethno-spatiales et laissant un sentiment d'insatisfaction à tous les camps.

À l'instar de l'anthropologue Clément Marie, dans son enquête portant sur le tourisme politique au Chiapas, j'ai pu expérimenter le contraste existant entre d'une part l'abondance de la littérature et d'informations consacrées au terrain et d'autre part les obstacles rencontrés pour collecter des données ethnographiques :

« La facilité d'accéder à une grande quantité d'informations grâce aux nombreux ouvrages, articles de presse, sites Internet, archives documentaires, etc., consacrés au mouvement zapatiste est à la hauteur des barrières compliquant, sur le terrain, le recueil d'informations de première main. À une surabondance de discours « sur le Chiapas », on peut donc opposer un véritable contrôle de la parole par les différents acteurs rencontrés localement. » (Marie, 2011)

Travailler sur la violence, même lorsqu'il s'agit d'en étudier les conséquences et la mise en mémoire, implique pour le chercheur de faire face aux silences, à l'impossibilité de raconter, difficulté dont fait état Michel Naepels :

« avoir affaire à des sujets connaissant, ou ayant connu, des formes plus ou moins accomplies de dépossession de soi entraîne une difficulté radicale pour l'anthropologie : comme discipline productrice d'énoncés (par l'entretien, et en dernier lieu, dans le texte publié de l'ethnologue), que faire du silence ? Comment rendre compte de ceux qui ne parlent pas ou plus, et de l'impossibilité de raconter certaines expériences ? » (2004 : 35)

En effet, les contextes violents dans la mesure où ils interrogent les limites de l'ethnographie, invitent à se poser la question du terrain et de la mise en place de nouvelles pratiques d'investigation. C'est pourquoi, afin de pallier à ces difficultés, aux silences, aux refus d'entretiens, aux dénégations, aux discours convenus, aux résistances du terrain, mais aussi aux limites de ma pratique linguistique évoquée précédemment, et afin de parvenir à obtenir des données exploitables, j'ai dû m'adonner à un peu de bricolage, faire preuve de patience,

d'inventivité, de souplesse. J'ai dû me résoudre au fait que mes observations et entretiens ne respectaient pas toujours de façon stricte les formes canoniques exposées dans les manuels d'enquête.

Face à la nécessité de trouver des stratégies pour collecter des données, j'ai procédé à des investigations qui relevaient presque de l'enquête policière. Sans le savoir au moment où je le pratiquais, j'ai eu recours au paradigme indiciaire, conceptualisé par l'historien Carlo Ginzburg. Cette méthode consiste à partir des signes pour accéder à la connaissance de leur cause, à inférer à partir des effets, à partir de détails parcellaires, comme les symptômes pour le médecin, les traces pour le chasseur ou les indices pour l'enquêteur. Ce paradigme se fonde sur la sémiotique médicale qui infère le diagnostic à partir de symptômes jugés insignifiants par le profane. Il s'agit donc de faire la « collecte systématique de ces petits discernements » (1980 : 22), de recourir à des données considérées comme marginales, des détails insignifiants, des rebuts, en les considérant comme de potentiels révélateurs, car « des traces parfois infinitésimales permettent d'appréhender une réalité plus profonde, qu'il serait impossible de saisir par d'autres moyens. » (1980 : 9).

Cette approche du savoir conjectural a été rendue particulièrement nécessaire par les aspérités d'un terrain, où l'accès aux informations est difficile, en particulier parce que la sacralité de la mémoire rend difficile toute tentative d'accéder à des lectures divergentes, mais aussi en raison de la difficulté d'accéder à la parole des enquêtés. En effet, il m'aura fallu trouver des moyens de collecter des matériaux quand l'accès à la parole des acteurs est difficile voire impossible, en raison de traumatismes, de résistance, de refus, face au non-dit ou à l'incompréhension de ce qui était dit, voire face aux discours stéréotypés cachant des réalités plus complexes, ou inavouables. Le paradigme indiciaire peut en effet s'avérer très utile pour pallier à la dénégation des acteurs qui pourraient avoir peur du jugement de valeur du chercheur ou des risques encourus et qui censurent leurs propos.

Sur mes sites d'enquête, lors de moments ordinaires du quotidien ou lors de mes pérégrinations, j'ai donc tenté d'adopter une attitude d'attention flottante (concept phare de la cure analytique) qui consiste à ne pas diriger son attention sur un objet particulier, à mettre en suspens ses préoccupations, motifs, présupposés théoriques pour se rendre disponible à ce qui nous environne, se laisser pénétrer par des détails, lors de moments de flânerie et d'exploration urbaine. L'anthropologue Colette Pétonnet a fait de cette attitude une méthode

d'enquête en anthropologie urbaine, qu'elle qualifie d'observation flottante et qui consiste, ainsi qu'elle l'explique :

« à rester en toute circonstance vacant et disponible, à ne pas mobiliser l'attention sur un objet précis, mais à la laisser « flotter » afin que les informations la pénètrent sans filtre, sans a priori, jusqu'à ce que des points de repères, des convergences, apparaissent et que l'on parvienne alors à découvrir des règles sous-jacentes » (1982 : 39)

Dans les moments où je n'observais pas de façon délibérée, mais étais simplement en train de déambuler dans la ville, lorsque j'étais installée à la terrasse d'un café pour y travailler, ou y attendre un interlocuteur avec lequel j'avais rendez-vous, j'ai donc eu recours à cette observation flottante, qui m'a permis de remarquer une foule de menus détails, en apparence dérisoires, mais qui, seuls ou combinés, venaient éclairer des situations ou étayer des analyses : marqueurs identitaires, réplique de monument ou photographies dans le bureau ou au domicile d'enquêtés, tatouages, vêtements et notamment uniformes et tee-shirt ornés de messages, impacts de balle sur une façade, fanion accroché au rétroviseur d'une voiture, inscriptions sur une couronne de fleurs, langues utilisées dans les panneaux d'un musée, date d'inauguration d'un mémorial, traces de reconstruction sur un monument, images votives sur le pare-brise d'un bus, graffitis sur un panneau de circulation.

L'attention portée au détail, la focalisation sur l'anecdotique donne accès à une quantité pléthorique de menues informations, de renseignements qui peuvent être d'une importance cruciale dans l'interprétation de ce que l'on observe ou de ce que l'on entend. J'ai donc combiné des moments d'attention flottante et des moments d'attention focalisée au cours de séquences d'observation volontaire dans la vie quotidienne, où je recherchais sciemment des détails, des indices, des marqueurs afin de confirmer ou d'infirmer des intuitions ou des hypothèses. Et j'ai procédé à des séquences d'observation plus classiques et conformes aux préconisations méthodologiques, équipée d'une grille d'observation, de cartes, de mon appareil photographique et de mon carnet de terrain.

J'ai dû « faire avec les déconvenues » inhérentes à l'enquête de terrain, pour reprendre le titre de l'article de Daniel Bizeul (1999). Il m'aura fallu composer avec les refus d'entretien, les entretiens ratés, les déplacements inutiles, les rendez-vous non honorés, l'ennui, les déceptions, la monotonie d'une enquête qui piétine, la défiance de certains interlocuteurs, et la frénésie des derniers jours aux cours desquels j'enchaînais les entretiens (systématiquement à

la fin de chacun de mes trois séjours). Et j'ai cherché à comprendre ces insuccès et mésaventures, les refus, les décalages de représentations entre mes interlocuteurs et moi, l'impossibilité d'accès à certains milieux, à certaines données. Mais les situations n'étaient pas toujours immédiatement intelligibles, et il s'est parfois déroulé de longs mois entre un événement et sa compréhension - qui pouvait prendre l'allure d'une véritable épiphanie ou résulter d'un travail délibéré de recoupement d'informations

Par ailleurs, j'ai poursuivi mon enquête longtemps après avoir quitté physiquement le terrain. De nombreux événements, que je trouvais éclairants pour ma recherche ont eu lieu après mon départ, et je les ai suivis à distance, à travers les médias. J'ai procédé à un entretien (non enregistré) avec une chercheuse croate lors de son séjour à Paris et j'ai rencontré deux informatrices venues passer quelques jours de vacances en France et nous avons commenté ensemble l'actualité politique croate.

J'ai donc eu des difficultés à mettre en terme à mon terrain, et récemment encore, j'ai aspiré à retourner à Vukovar, pour observer les cérémonies commémorant le trentenaire de la chute de la ville, mais j'ai dû y renoncer à cause de la situation sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 et en raison d'obligations professionnelles. Toutefois la tentation était grande de retourner sur le terrain et de collecter des données supplémentaires.

Il ne faut pas s'y méprendre, si le ton de mon travail est parfois critique envers les politiques mémorielles croates, envers les réinterprétations de l'histoire auxquelles s'adonnent les acteurs nationalistes en Croatie et l'instrumentalisation qu'ils font du passé, mon propos est de déconstruire le récit de victimisation nationale croate. En aucun cas, je ne cherche à accréditer la rhétorique Grand Serbe, ni ne reprends à mon compte le portrait de Croates génocidaires que Milošević et consorts ont dressé pour légitimer la guerre. En aucun cas, je ne minimise la violence de cette guerre, ni les atrocités innommables qui ont eu lieu au cours des opérations de nettoyage ethnique. En aucun cas, je ne relativise les souffrances endurées par les populations, ni l'incommensurabilité de la douleur des survivants et des familles de victimes et de disparus.

Au contraire, c'est par égard pour ces souffrances que leur instrumentalisation par les entrepreneurs du ressentiment m'est apparue indécente, que l'occultation de pans entiers de l'histoire m'est apparue comme une falsification des faits et que la silencieuse de certaines victimes m'est apparue comme une criante injustice, ce qui a pu me conduire à adopter par endroit un ton traduisant mon indignation.

Il est vrai cependant que les victimes apparaissent assez peu dans cette recherche, sinon en filigrane, ce qui pourrait conduire à penser que je ne leur accorde que peu de place. Mais il n'en est rien. Cette quasi absence n'équivaut pas indifférence et elle s'explique par plusieurs raisons.

Tout d'abord, elle résulte du choix de mon objet de recherche, à savoir le paysage mémoriel croate, ce qui m'amène à me focaliser sur les politiques mémorielles, sur les dispositifs mémoriels élaborés par différents acteurs pour transmettre le récit officiel sur le passé aux citoyens et futurs citoyens. Cela m'a conduit à recruter, de façon privilégiée, mes interlocuteurs parmi les historiens, militaires, conservateurs de musée, enseignants, politiciens.

D'autre part, je me suis longuement questionnée sur la pertinence, eu égard à mon objet de recherche, de rencontrer des victimes afin de les interviewer sur leur expérience de la guerre, sur leur ressenti face aux dispositifs mémoriels. Ce n'est pas tant parce que cette parole aurait été dépourvue d'intérêt pour ma recherche que j'ai fait preuve de circonspection à ce propos, mais plutôt dans une optique éthique. En effet, du fait de mon parcours initial en psychologie, j'ai été sensibilisée de longue date à des considérations déontologiques, qui continuent, dans une certaine mesure à imprégner mon travail de recherche en anthropologie.

Je me suis donc interrogée sur l'effet retraumatisant du témoignage, effet accru par ma piètre maîtrise de la langue qui aurait nécessité l'intervention d'un interprète, rendant la situation encore plus délicate. En outre, je me suis interrogée sur l'utilité sociale d'un tel récit quand il existe déjà de très nombreux témoignages – en langue croate et anglaise – d'expériences singulières de la guerre.

L'article 53 du Code de déontologie des psychologues révisé en 2012 stipule :

« Le chercheur veille à analyser les effets de ses interventions sur les personnes qui s'y sont prêtées. Il s'enquiert de la façon dont la recherche a été vécue. Il s'efforce de remédier aux inconvénients ou aux effets éventuellement néfastes qu'aurait pu entraîner sa recherche.³ »

Or, dans le cadre de mon enquête de terrain, je n'étais pas en mesure de remédier aux effets délétères qu'un entretien pourrait avoir sur mes enquêtés et je n'étais pas en mesure de m'assurer de leur consentement éclairé, ni de leur communiquer les résultats de ma recherche. Même si je n'étais pas dans l'obligation formelle de respecter ce code, car ce n'est pas en tant que chercheuse en psychologie, mais en tant qu'anthropologue que j'ai entrepris cette recherche, je me suis astreinte à en respecter les principes autant que faire se peut.

³ Source : <http://www.codedeontologiedespsychologues.fr/LE-CODE.html>

Cependant, pour les besoins de ma recherche, j'ai parfois dû contrevenir à mon éthique professionnelle et dissimuler à mes enquêtés mes opinions personnelles, mes convictions politiques, philosophiques et morales, voire l'objectif de ma recherche. Il m'est parfois arrivé de tromper mes interlocuteurs sur mon identité (en me faisant passer pour une touriste, pour une historienne, pour une citoyenne suisse⁴...). Si je ne me suis pas toujours sentie à l'aise face à cette malhonnêteté intellectuelle, et ce que je considérais tout bonnement comme une forme de trahison, j'ai tout de même dû m'accommoder de ce manque de transparence qui allait à l'encontre de ma déontologie, car j'ai fait maintes fois l'expérience du refus, de la fermeture, de l'incompréhension.

Travailler sur des questions sensibles, telle que la mémoire des violences de masse exige de faire preuve de discernement, aussi, ai-je procédé à un arbitrage entre le coût psychique potentiellement élevé pour mes interlocuteurs et le bénéfice que représenterait leur témoignage pour ma recherche.

Guidée par ces principes et par une éthique du *care*, j'ai donc décidé de ne pas procéder délibérément à des entretiens avec des victimes de la guerre. J'ai par la suite été confortée dans mon choix par une phrase prononcée par Judith Lindenberg, dans l'émission radiophonique *La fabrique de l'histoire* diffusée sur France culture, et qui affirmait : « Tout témoignage est intéressant, mais il n'est jamais assez intéressant pour que ça devienne une souffrance pour le témoin⁵ ».

Toutefois, du fait de la proximité temporelle de la guerre, nombre de mes interlocuteurs avaient fait l'expérience des combats, du déplacement forcé, de l'internement en camp, provoquant un surgissement inattendu de ce vécu individuel, dans les interstices du discours, lors d'entretien. Par inattendu, j'entends que de tels récits n'étaient pas volontairement convoqués, même si l'évocation d'expérience personnelle de la guerre était prévisible. Dans de telles situations, je n'ai pas cherché à couper court aux propos de mes interlocuteurs, et j'ai respecté leur choix de me faire part de leur vécu. C'est pour cet ensemble de raisons par exemple que j'ai choisi de rencontrer la Présidente d'une association œuvrant auprès des victimes de violences sexuelles, plutôt que les victimes directes de ces violences.

En outre, je me suis attachée au cours de mon enquête à mettre en lumière les opposants, les acteurs de la société civile, les citoyens et les intellectuels qui tentent de détricoter le récit étrié, monolithique, clivant qui domine le paysage mémoriel croate. Mon dessein était de

⁴ La France ayant pris un parti pro-serbe au début de la guerre, j'ai parfois menti sur ma nationalité pour ne pas provoquer l'hostilité de mes interlocuteurs.

⁵ Judith Lindenberg, Une histoire des mémoires, Épisode 1 : Faire témoigner : les collecteurs de mémoire de la Shoah, *La fabrique de l'histoire*, France culture, 8 novembre 2016. 53 min

prendre le contre-pied d'une perspective essentialiste et de dépasser l'antagonisme Croates versus Serbes entendu *ad nauseam* au cours de mon enquête, en montrant l'existence de positions différentes. Prendre le contre-pied aussi de l'image d'une poudrière des Balkans aux relents évolutionnistes, en remettant sans cesse en lumière les enjeux politiques à l'œuvre.

Je me suis nourrie des travaux d'historiens, de politistes, d'anthropologues locaux, de leurs analyses, de leur critiques, pour élaborer les miennes. J'ai soumis mes analyses à ces acteurs quand j'en ai eu l'opportunité, pour m'assurer de leur pertinence.

Et si le hasard avait fait que ma recherche portât sur la Serbie et non sur la Croatie, mon propos aurait consisté à déconstruire la rhétorique victimaire des nationalistes serbes. Je n'ai pas rencontré de Serbes radicaux ni assisté à des manifestations ultranationalistes serbes, au cours de cette recherche, alors que l'inverse est vrai. Cela ne découle pas de sympathies pour un camp ou d'antipathie pour l'autre, ni d'un parti-pris idéologique qui consisterait à diaboliser les uns et à dédouaner les autres, tant s'en faut. Cela résulte des contraintes de mon terrain. En effet, dans le cas croate, les manifestations de ultranationalistes trouvaient à s'exprimer de façon décomplexée dans l'espace public, dans des cérémonies, commémorations, dispositifs mémoriels aisément accessibles, et m'offraient un riche terrain d'observation. Alors que des manifestations similaires de la part de la minorité serbe de Croatie étant frappées d'anathème, je n'ai tout simplement pas pu y avoir accès (notamment parce que j'en avais parfois même pas connaissance).

Je n'ai aucune attache familiale ou personnelle avec mon objet d'étude, je n'avais jamais voyagé en Croatie, ou nulle part ailleurs en ex-Yougoslavie avant de débiter mon enquête de terrain en juin 2011, et je n'y suis retournée, au printemps 2012 et au printemps 2015 que pour des motifs de recherche. Je suis une outsider sur mon terrain. S'il m'est arrivé d'éprouver une sympathie sincère pour certains de mes informateurs et informatrices et d'avoir des relations assez amicales avec certains d'entre eux, j'ai fait le choix de ne pas entretenir ces amitiés une fois quitté le terrain, afin de cloisonner ma recherche et ma vie privée.

Si dans cette recherche il m'arrive de m'alarmer des excès que je constate ou qui me sont rapportés par les interlocuteurs et interlocutrices rencontrés au cours de ces dix mois d'enquête, si je manque parfois de neutralité, ce n'est donc nullement par sympathie pour un camp ou un autre, tant s'en faut. C'est en tant que chercheuse inquiète face à la banalisation du révisionnisme, lasse face aux rhétoriques conflictogènes réitérées à outrance, harassée par l'intolérance son expression décomplexée, que je porte parfois un jugement sévère, aux allures de réquisitoire sur mon objet de recherche. Ce n'est nullement le résultat d'un sentiment anti-

croate latent, mais bien plutôt l'expression d'une colère, que j'ai tenté de contenir, dans une recherche d'impartialité, mais qui transpire parfois, malgré moi, au fil du texte.

Dans une interview au journal suisse *Le temps*, à propos de son livre *Laëtitia ou la fin des hommes*, l'historien Ivan Jablonka affirme qu'il faut de la colère pour écrire, colère contre l'oubli et contre l'indifférence, et il qualifie sa motivation d' « esthétique et affective » et ajoute :

« Le livre que j'ai consacré à Laëtitia est conceptuellement identique à celui que j'ai consacré à mes grands-parents éliminés dans un camp nazi (*Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*, Seuil). Il part du même sentiment de révolte devant l'injustice de leur sort, mais aussi face à l'indifférence, l'oubli, le silence. Cette colère de la vérité n'est rien d'autre que la libido sciendi. Je suis devenu historien pour ne pas laisser mourir les morts une deuxième fois⁶. »

C'est une colère semblable qui m'a poussé à entreprendre et à achever ce travail. Toutefois, il ne s'agit pas d'un pamphlet, il s'agit de contribuer à la connaissance scientifique des phénomènes sociaux observés. Alors si cette recherche n'est pas exempte d'une dimension morale, et si n'ayons pas peur de l'avouer (d'autant que nier cet aspect ne rendrait pas mon travail plus objectif) une certaine indignation peut parfois trouver à s'exprimer, il n'en demeure pas moins que j'ai mené cette recherche avec la plus grande rigueur possible. En effet, j'ai formulé des hypothèses que j'ai soumis à l'épreuve des faits pour les confirmer ou les infirmer, j'ai élaboré une méthodologie d'enquête pour collecter des données, j'ai confronté les points de vue, interrogés les indices

Enfin, j'ai fait preuve d'une réflexivité constante tout au long de cette recherche, afin de ne pas me laisser emporter par une identification avec les victimes, par l'empathie ressentie du fait des souffrances qu'elles ont enduré, et au nom de laquelle on pourrait être tenté de se faire le porte-voix de leur « cause », de leur rendre justice, de les réhabiliter, de prendre leur parti. J'ai aussi veillé à ne pas me laisser gouverner par mes antipathies envers les acteurs dont l'orientation politique, la posture morale pouvait me révolter et provoquer en moi une répulsion morale, idéologique. Les travaux de Jeanne Favrez-Saada, ainsi que ceux de Martina Avanza, travaillant sur la *Lega Nord* ont été d'un grand secours pour apprendre à regarder sans tergiverser ma subjectivité et la place des affects sur le terrain, afin qu'ils ne constituent pas des biais dans mon enquête, mais deviennent une nouvelle source d'intelligibilité.

⁶ Source : <https://www.letemps.ch/culture/2017/03/30/ivan-jablonka-detre-historien-suis-enqueteur>
Consulté le 09/01/18

B. Contextualisation histoire : la Guerre d'ex-Yougoslavie⁷

À la fin des années 1980, la Fédération yougoslave, constituée de six Républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) et de deux régions autonomes (Kosovo et Voïvodine), se trouve dans une situation de marasme économique et d'incertitude existentielle quant à l'avenir de son régime politique et de son modèle social. Elle est en proie à l'instabilité, d'autant que le pouvoir central est affaibli par la mort, le 4 mai 1980, du Maréchal Tito, leader charismatique à la tête de la Fédération depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

D'autant que, dans un contexte géopolitique marqué par la chute du mur de Berlin, la déliquescence de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la Yougoslavie a perdu son rôle prépondérant sur la scène diplomatique. En effet, le mouvement des non-alignés, fondé en 1961 par Tito, Nehru et Nasser et regroupant vingt-trois États, voit son impact stratégique s'étioler dans un monde désormais multipolaire (Masson, 2005).

De l'effervescence nationaliste à la déliquescence de la Fédération yougoslave

Dans les Républiques constitutives de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, le multipartisme est instauré en 1989-1990 en vue des premières élections pluralistes. Avec la création de partis politiques et la constitution d'une société civile, un vent de démocratie souffle sur la région. Mais rapidement, l'espace public est monopolisé par les milieux nationalistes, qui trouvent dans la démocratisation une opportunité d'expression de leur idéologie et, dans la crise, une aubaine pour remporter des suffrages (Pusic, 1993).

Armés d'une propagande véhémente, fondée sur une conception essentialiste de l'identité, les partis nationalistes gagnent du terrain au sein de la Fédération. Les acteurs politiques, issus des sphères politiques, académiques, artistiques ou médiatiques, prônent la création d'États nationaux fondés sur l'ethnicité (Masson, 2005). Cette conception ségrégationniste du peuplement implique la création de territoires ethniquement homogènes et nécessite la diffusion d'une taxinomie excluante qui définit les limites du groupe d'appartenance et ancre dans les esprits la biologisation de cette différence fondamentale entre soi et l'Autre, pour rendre les frontières infranchissables. Ainsi, en dépit de l'homologie de leurs principes fondateurs et de leurs idéaux, les milieux nationalistes qui émergent au sein de la Fédération portent des projets politiques foncièrement antinomiques, voire antagonistes.

⁷ J'avais initialement choisi de consacrer une première partie de cette thèse à une contextualisation historique détaillée, remontant à la période autro-hongroise, mais je me suis résolue à la supprimer, en raison de contraintes d'espace, et parce qu'elle était fondée uniquement sur une revue de la littérature et ne contenait aucune donnée de terrain que j'aurais personnellement collecté.

La politiste Diane Masson considère que la démocratisation de la Fédération yougoslave offre un exemple d'ethnification de l'espace politique, processus par lequel l'appartenance ethnique transcende toute autre forme d'appartenance sociale et éclipse toute autre problématique politique. Elle énumère les critères permettant d'identifier ce phénomène :

« les questions territoriales sont élaborées en fonction de la plus grande homogénéité ethnique ; les droits et privilèges des citoyens dépendent de leur affiliation ethnique ; partis politiques et associations sont formés au nom du bien-être d'une communauté ethnique aux dépens des autres ; les questions ethniques prennent le dessus sur les problèmes politiques de classe » (2005 : 15).

Franjo Tuđman, ancien Général et historien de l'armée yougoslave, démis de ses fonctions puis emprisonné pour avoir embrassé l'idéologie nationaliste, comprend l'importance que pourrait représenter la diaspora dans l'indépendance de la Croatie. Il entreprend à la fin des années 1980 une tournée à l'étranger afin de rallier à sa cause les communautés croates émigrées, en particulier canadiennes et américaines. La diaspora croate en Amérique du Nord est constituée d'anciens *Ustaši* et leurs descendants, à laquelle sont venus s'ajouter des émigrés nationalistes, des communistes dissidents et des démocrates fuyant les purges consécutives au Printemps croate, ainsi qu'une émigration économique massive, encouragée par la Yougoslavie titiste qui connaît d'importantes difficultés économiques (Glamočak, 1998 ; Hockenos, 2003 ; Kandel, 2010).

Si la diaspora croate est traversée par des divergences idéologiques, les émigrés politiques partagent une même aversion pour le yougoslavisme. Tuđman va exploiter cette volonté de voir tomber le régime, il va en outre tenter de dépasser les divergences et promouvoir l'idée d'une réconciliation nationale entre Croates de Croatie et Croates émigrés, entre descendants des *Partizani* et descendants des *Ustaši* dans le dessein de cimenter l'opposition autour du démantèlement de Yougoslavie et le rétablissement d'un État croate souverain. Cette position lui permet de recevoir un soutien matériel et financier considérable de la part des membres de la diaspora, en particulier de ceux qu'il est coutume d'appeler le « lobby herzégovinien » (Cviic, 1994), fervents catholiques et nationalistes Croates, partisans d'une unification de leur région d'origine avec le reste du territoire croate. Le HDZ, parti fondé en 1989 par Tuđman, prône en effet la création d'un État-nation croate, incluant l'Herzégovine, autrement dit une « Grande Croatie ethniquement homogène⁸ » où les Croates, souverains, seraient à l'abri de l'oppression, de la spoliation et de la discrimination dont ils seraient victimes depuis des « temps immémoriaux ».

⁸ À ce sujet, voir l'ouvrage de Paul Hockenos (2003).

Si les inégalités existent de fait – accaparement des revenus issus du tourisme par Belgrade (Pintea, 2011), surreprésentation des Serbes au sein de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, de l'administration, de la police et de l'armée et à la direction des plus grandes entreprises du pays (Masson, 2005 ; Lukic, 2013) – elles sont instrumentalisées par les tenants du nationalisme qui les articulent à une relecture de l'histoire, dans laquelle les Serbes, diabolisés, sont érigés en ennemis héréditaires.

Mais ces stratégies discursives anxiogènes ne sont pas l'apanage des milieux nationalistes croates, tant s'en faut, on assiste même à une fièvre nationaliste au sein de la Fédération déliquescence. Elles sont largement utilisées en Serbie par Slobodan Milošević qui prône la suprématie de cette République au sein de la Fédération, ainsi que la fin de l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine avec leur retour dans le giron de Belgrade. La création de la « Grande Serbie » qui inclurait tous les territoires historiquement ou démographiquement serbes, implique l'annexion d'un tiers de la Croatie et des deux tiers de la Bosnie. Aussi, les autorités de Belgrade alimentent-elles, souterrainement, les velléités sécessionnistes des communautés serbes de Croatie et de Bosnie.

Plusieurs auteurs s'accordent à considérer que l'audience que rencontre le HDZ résulte de la propagande anti-croate employée par Slobodan Milošević, héraut du nationalisme serbe (Rajakovic, 1992 ; Masson, 2005 ; Lukic, 2013). En effet, la virulence du nationalisme serbe provoque par réaction une crispation identitaire, vient réveiller un nationalisme croate en dormance depuis le « Printemps croate », que Tuđman saura habilement instrumentaliser et réactiver en axant son discours sur une Croatie opprimée et le danger que représente le sentiment anti-croate au sein des instances dirigeantes de la Fédération. Si elle est initialement relativement modérée, cette ethnification de l'espace politique va s'accroître avec la victoire du HDZ aux élections, pour atteindre son paroxysme lors de la guerre.

Au printemps 1990, le HDZ remporte les premières élections législatives croates, avec 43% des suffrages et 69% des mandats. Cette victoire assure la nomination de Tuđman à la Présidence de la Croatie, car, conformément à la Constitution de la République socialiste de Croatie encore en vigueur, le Président est élu par les députés du *Sabor* (et non pas au suffrage universel). Recueillant 281 voix sur 338, Franjo Tuđman devient le premier Président de la République de Croatie.

Son investiture est suivie de différents gestes politiques qui sont interprétés, par les leaders serbes, comme des preuves de la nostalgie du pouvoir envers le régime *Ustaša* : changement de monnaie et remplacement du dinar yougoslave par la *kuna*, changement de drapeau et

remplacement de l'étoile rouge yougoslave par le blason à damier rouge et blanc ressemblant au drapeau *ustaša*, modification de la Constitution croate pour faire de la Croatie l'État national des Croates et qui s'accompagne de la transformation du statut des Serbes de « peuple constitutif » en « minorité ».

Ces gestes symboliques, qui s'ajoutent aux déclarations de Tuđman lors de la campagne électorale ou depuis sa nomination, encolèrent la communauté serbe de Croatie, exaspèrent ses inquiétudes et participent à créer un climat délétère entre Croates et Serbes.

Afin de mobiliser les populations et de les gagner à leur cause, les chefs de file nationalistes serbes de Croatie (Milan Babić et Jovan Rašković, notamment) agitent le spectre du génocide en cas d'indépendance croate. Cet argumentaire se fonde sur les exactions et les massacres effectivement commis pendant la Seconde guerre mondiale par l'État croate indépendant (Lukic, 2013). Cet État fantoche, mis en place par les puissances de l'Axe et dirigé par Ante Pavelić, et le mouvement des *Ustaši* – conçu comme « une organisation révolutionnaire armée qui lutte pour l'indépendance de la Croatie » (Sipic, 2011 : 6) – a exterminé les populations non-croates (Serbes, Juifs, Roms) et les opposants politiques entre 1941 et 1944, faisant des centaines de milliers de victimes.

Une telle rhétorique, alimentée par une propagande mêlant fantasmes, rumeurs et réécriture de l'histoire, instrumentalisant la peur et le ressentiment, trouve un écho parmi la communauté serbe de Croatie, désormais convaincue que la séparation est le seul moyen de se prémunir contre la menace que constitue cette altérité jugée hostile. De part et d'autre, la méfiance s'intensifie, entretenue par des rhétoriques belligères.

La région autonome serbe (SAO) de la Krajina, avec Knin pour capitale, est proclamée unilatéralement par les séparatistes serbes le 1er juillet 1990. Le Conseil National Serbe (CNS), créé le 25 juillet 1990 avec pour objectif de représenter les Serbes de Croatie, adopte la « Déclaration de souveraineté et d'autonomie du peuple serbe », jugée illégale par la Cours constitutionnelle de Croatie.

Durant l'été 1990, des barricades sont installées sur les axes routiers en Krajina, notamment autour de Knin, provoquant l'inaccessibilité et l'isolement de la Dalmatie en pleine période touristique. Au cours du printemps 1991, de nombreux heurts éclatent entre les forces de l'ordre croates et les forces armées serbes de la Krajina⁹ : à Plitvice un officier de police est tué dans des affrontements entre les forces de police croate et des paramilitaires serbes, à Borovo Selo, en périphérie de Vukovar, 12 policiers croates tombés dans une embuscade sont tués, à Pakrac des paramilitaires serbes attaquent le commissariat et désarment les policiers.

⁹ Sur le détail des forces impliquées dans le conflit, voir Tanner (2007).

Ces affrontements entraînent l'interposition de l'armée yougoslave à plusieurs reprises. Dans le même temps, Belgrade arme clandestinement les séparatistes serbes. Et les ultranationalistes, parmi lesquels Vojislav Šešelj n'est pas le moins influent, viennent haranguer les foules et appelant à l'insurrection et à la création de la Grande Serbie.

À mesure que les tensions inter-communautaires s'exacerbent et que les incidents se multiplient, la « violence discursive » (Jaunait, 2000) s'accroît, engendrant un cercle vicieux qui prépare la mise en acte de la « violence extrême » (Sémelin, 2002).

Le 16 mai 1991, le CNS déclare la séparation de la Krajina du reste de la Croatie et son maintien dans la Yougoslavie, à l'issue d'un référendum sur l'autodétermination des Serbes de Croatie qui remporte 99,8% des suffrages. Cette région autonome se dote de sa propre force armée et de ses propres instances gouvernementales.

Faisant valoir leur droit à faire sécession, les deux Républiques les plus prospères de la Fédération, la Croatie et la Slovénie, organisent un référendum relatif à leur indépendance. En Croatie, le scrutin est boycotté par la communauté serbe¹⁰ et le 19 mai 1991, le « oui » l'emporte à 94%. La Croatie proclame donc son indépendance le 25 juin 1991, mais la région a déjà sombré insidieusement dans la guerre.

Avec l'intervention de la JNA, la guerre prend une autre tournure. En effet, après des affrontements éclairs en Slovénie entre l'armée yougoslave et la défense territoriale slovène qui se sont soldés par la signature d'un cessez-le-feu après deux jours de combats, la JNA intervient en Croatie, sur décision du gouvernement fédéral de Belgrade pour empêcher la République de faire sécession unilatéralement. Les forces croates tentent alors de s'emparer des armes entreposées dans les casernes de la JNA sur son territoire, 17 000 gradés croates désertent l'armée yougoslave et rejoignent la défense territoriale et la police qui constituent l'embryon de l'armée croate. L'armée yougoslave réplique par l'intervention de la marine, de l'infanterie, de l'artillerie et de l'aviation et attaque de nombreux ports et villes croates. Conjointement avec les forces serbes, la JNA s'empare ainsi d'environ un tiers du territoire croate, en Slavonie, dans l'arrière-pays dalmate et à la frontière croato-bosniaque (Annexe 2, p.600), provoquant la mort de milliers de victimes civiles et jetant sur les routes des dizaines de milliers de personnes déplacées.

¹⁰ En 1991, la communauté serbe représente 12,2% de la population de Croatie, soit 581 000 personnes. Lors du premier référendum consécutif à la guerre, en 2001, elle compte 201 000 membres, soit 4,54% de la population de Croatie.

Les forces serbes de la Krajina entament la mise en œuvre de leur projet démographique, entraînant l'attaque de villages croates et le début des campagnes d'épuration ethnique à l'encontre des populations non-serbes. Comme l'ont démontré les investigations du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ces campagnes ont impliqué une multiplicité d'acteurs aux compétences et motifs variés. Selon Samuel Tanner (2007), dans le cas du nettoyage ethnique, l'État privatise l'exercice de la violence, afin de s'en décharger, entraînant le redéploiement et la diffusion du pouvoir de coercition. Outre les acteurs institutionnels (armée, police, défense territoriale), une multitude de foyers de coercition (criminels de droit commun, milices locales, réseaux de crime organisé, civils mobilisés et voisins-bourreaux) agissent en tant que relais du pouvoir et prennent part aux différentes facettes de la violence de masse : dénonciation, pillage, massacre, etc., selon des logiques qui relèvent pour une part de l'idéologie et pour une part d'intérêts locaux.

Au cours de l'automne 1991, la ville de Vukovar, située à la frontière avec la Serbie, est réduite en cendres à l'issue de trois mois d'un siège impitoyable ; Dubrovnik, joyau architectural de l'Adriatique, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, est dévasté. Ces événements provoquent l'émoi de la communauté internationale et conduisent à la reconnaissance internationale de l'indépendance de la Croatie le 15 janvier 1992.

Le front de guerre s'étend sur plus de mille kilomètres. Un relatif statu quo s'installe, malgré des affrontements sporadiques, après la conclusion d'un énième cessez-le-feu et le déploiement de casques bleus de la FORPRONU sur le sol croate. Le conflit se déplace en Bosnie-Herzégovine dès le mois de mars 1992, pour s'achever en octobre 1995, avec l'intervention internationale contre les positions serbes.

Par deux opérations militaires de grande envergure, l'« Opération éclair » en mai 1995, et l'« Opération tempête », en août 1995, les forces croates parviennent à reconquérir la *quasi* intégralité du territoire croate, exception faite de la Slavonie Orientale, qui sera réintégrée pacifiquement en 1998. Ces deux opérations militaires provoquent la fuite massive de la population serbe¹¹ peuplant ces régions, victime d'exactions commises par les forces croates ou poussée par la peur de représailles. En décembre 1995, après d'interminables tractations, la signature des accords de paix de Dayton met fin au conflit entre la Croatie, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine¹².

¹¹ Le nombre de personnes déplacées ou réfugiées est estimé à 250 000 par le Haut-Commissariat aux réfugiés (source : <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2005/8/4acf001ab/retour-croatie-10-ans-apres-loperation-tempete.html?query=croatie>).

¹² Pour plus de détail sur les déroulement de la guerre, voir la chronologie figurant en Annexe. Voir aussi Lukic (2014) et Weibel (2002).

En Croatie, la guerre a fait des centaines de milliers de déplacés et de réfugiés fuyant les combats. Elle est responsable d'environ 20 000 morts, des civils dans la grande majorité des cas (Rašković, 2013 : 63), dont plus de 300 enfants, il y a eu entre 35 000 et 55 000 blessés (dont 1300 enfants). Plusieurs milliers de personnes ont été faites prisonnières et transférées de force dans des camps. S'il s'agissait majoritairement d'hommes en âge de combattre, parmi ces prisonniers se trouvaient aussi des personnes âgées, des femmes et même une trentaine d'enfants selon la Cour Internationale de Justice (1999 : 9).

La guerre a engendré la destruction de centaines de milliers de maisons, et selon la CIJ, 171 000 habitations, soit 10% du parc de logement croate, ont ainsi été rendues inhabitables. Des milliers d'hectares de terres agricoles ont été transformées en champs de mines, rendant incultivables quelques 300 000 hectares de terres arables en l'absence de cartographie précise des 3 millions de dispositifs anti-char et anti-personnel disséminés sur le territoire croate. Des infrastructures sanitaires, éducatives et culturelles situées dans les zones de combat, ont été prises pour cible, ainsi les infrastructures industrielles et de transport, comme le détaille Christopher Cviic (1994). Enfin, selon la CIJ, au cours de la guerre, ont été détruits ou gravement endommagés : 1821 monuments culturels (dont 651 dans le seul district de Dubrovnik-Neretva), 323 sites et établissement historiques, 210 bibliothèques, 450 églises (ainsi que 250 bâtiments supplémentaires endommagés à un moindre degré), 151 presbytères, 31 monastères, 57 cimetières.

Les mécanismes de l'épuration ethnique

L'épuration ethnique, telle qu'elle a été entreprise en ex-Yougoslavie, particulièrement en Croatie et en Bosnie, a été rendue possible par la déshumanisation progressive de l'Autre, processus qu'Alexandre Jaunait (2000) décrit en ces termes :

« Au-delà de l'exclusion de l'ennemi de l'espace local de la mitoyenneté puis de l'espace national de la citoyenneté, les discours de guerre des conflits d'ex-Yougoslavie et du Rwanda cherchent à rejeter l'adversaire d'un champ beaucoup plus global, celui de l'humanité. C'est là l'ultime étape de la stratégie de différenciation poursuivie par les acteurs communautaristes : l'ennemi est bien radicalement différent, puisqu'il est à peine, voire plus du tout, humain ».

Cette déshumanisation s'accomplit notamment au moyen de qualificatifs péjoratifs empruntés au règne animal, qui reviennent de façon récurrente dans la phraséologie nationaliste pour désigner cet Autre : mouton, cafard, rat ou encore chien. Maria Couroucli a étudié le sens de

l'insulte « chien » en grec moderne et montre que ce qualificatif constitue une offense dans de nombreux contextes culturels, car le « chien est pensé comme une créature déchue et incestueuse, et, dans ce sens, il représente l'antithèse du code de comportement humain » (2005 : 229). Et d'ajouter plus loin que l'utilisation de ce qualificatif sert de borne dans la délimitation du groupe, l'insulte chien « vient renforcer l'importance de la frontière : le chien est à la fois le mécréant, l'ennemi, la femme impure, immorale, inhumaine » (*ibid.* : 230). Par l'usage de ce lexique qui rabaisse l'Autre, le dégrade et le rejette dans une altérité radicale, les chantages du vivre-séparé rendent ainsi toute cohabitation impossible.

Contrairement au génocide, l'épuration ethnique ne vise pas l'anéantissement de l'Autre, mais plutôt son bannissement, qui doit permettre de créer un territoire au peuplement homogène, par l'instauration d'une séparation géographique des populations. Comme l'énonce François Chaslin « plus qu'à l'extermination physique des populations, le nettoyage ethnique visait à leur expulsion. Il fallait pour cela les terroriser, leur offrir le sentiment d'une apocalypse » (1997 : 60).

Le recours à la violence de masse s'impose donc comme un moyen infaillible pour déplacer de force ou inciter à fuir en masse des habitants désormais considérés comme indésirables, c'est ce que Stéphane Rosière qualifie de « modification coercitive du peuplement » (2007 : 7). La propagation d'un sentiment d'insécurité permettant de modifier l'investissement spatial de la communauté visée, une véritable politique de terreur est mise en œuvre, en préalable au transfert forcé de populations. Pour ce faire, différents moyens sont employés à l'encontre des civils : meurtres et exécutions arbitraires, torture, viols de masse, spoliation et destruction des biens individuels (matériel agricole, véhicules, maison, bétail, etc.), destruction du patrimoine culturel, architectural, monumental et religieux, détention en camps, travail forcé, profanation de lieux de mémoire et de lieux de culte, etc.

Au vu de l'ampleur et de la brutalité des pratiques observées, on peut recourir à la notion de violences extrêmes telle que l'emploie Jacques Sémelin pour « nommer une forme d'action spécifique, un phénomène social particulier, qui semble se situer dans un « au-delà de la violence ». Le qualificatif « extrême », placé après le substantif, marque précisément l'outrance et donc une radicalité sans borne de la violence. » (2002 : 479).

Le caractère extrême de ces violences, outre leur application à grande échelle, tient au fait qu'il s'agit d'actes de cruauté destinés à souiller l'Autre, en plus de le faire souffrir, ainsi que l'explique Amantina Osorio :

« La cruauté ajoute une intention de faire souffrir encore plus. Ce « plus » ajoute un coefficient de souillure et de dégradation à la douleur de la victime : la cruauté est l'instrumentalisation *politique* (en termes d'enjeu de pouvoir) de cette douleur. Les cruautés extrêmes sont toujours une tentative d'épuiser l'hétérogénéité d'*Autrui*, de faire le tour de sa différence, de le posséder autrement qu'économiquement ou sexuellement » (2006 : 68 ; les italiques sont de l'auteure).

L'exercice de la cruauté passe par l'atteinte volontaire à l'intégrité morale et physique des personnes. Les violences extrêmes à l'œuvre pendant la guerre ne doivent donc pas être considérées comme des symptômes de folies singulières cumulées ou de « barbaries » individuelles combinées, ni comme le résultat de pulsions bestiales latentes, mais comme la conséquence d'une violence orchestrée politiquement. En effet, les pratiques de violence extrême ont été encouragées par une propagande les rendant acceptables, facilitées par la déshumanisation de l'ennemi, dans un climat d'incitation à la haine et un contexte d'impunité qui ont permis l'irruption d'une violence pouvant sembler irrationnelle voire inhumaine, mais qui est au contraire rationnellement planifiée, dans le dessein de servir le nettoyage ethnique (Sorabji, 1994). Ces crimes ne se produisent pas dans un contexte d'anomie, dans un vide socio-politique, mais sont circonscrits dans un temps et un espace donnés, ils résultent d'un « usage politique de la cruauté », selon l'expression de Véronique Nahoum-Grappe (2002 : 601). Selon l'auteure, les crimes commis dans le cadre du nettoyage ethnique – en particulier le viol et la destruction/souillure des marqueurs identitaires – relèvent de la profanation dans la mesure où ils s'attaquent au sacré non religieux du groupe. Ainsi, le recours à la profanation des lieux et des femmes et l'usage politique de la cruauté s'attaquent à la quiddité même du groupe, visent le délitement des liens d'attachement entre le groupe et le territoire, la destruction des liens généalogiques et la solidarité intracommunautaire, dans le dessein de faire fuir l'Autre définitivement.

La souillure et la cruauté des crimes perpétrés sont aggravées par le fait que la violence est généralement exercée par des proches, ce qui fait dire à Xavier Bougarel qu'il s'agit d'un « crime intime » (2008). En effet, comme l'explique Cornelia Sorabji : « Cette guerre a donné lieu à des violences très nombreuses commises entre voisins, collègues ou amis – entre gens qui se connaissaient personnellement et non entre représentants de forces impersonnelles » (1994 : 138).

Cela accroît l'efficacité du nettoyage ethnique, car la violence entre voisins détruit irrémédiablement le tissu social, modifie les représentations de soi, de l'Autre et des lieux, compromettant toute cohabitation future.

L'ampleur des atrocités, des destructions et dommages subis pendant la guerre ont occasionné un véritable traumatisme en Croatie, qui permet de comprendre la place qu'y occupe la mémoire de la guerre, deux décennies après la fin du conflit.

Le siège de Vukovar¹³

Située dans la partie méridionale de la plaine pannonienne, qui constitue un véritable grenier à blé de la région, dotée d'un port fluvial sur la rive occidentale du Danube et d'un parc industriel dynamique, Vukovar est, à l'aube de la guerre, une ville prospère et multiculturelle. Elle est riche d'un patrimoine architectural baroque, hérité de son passé austro-hongrois, ainsi que d'une population hétéroclite. Selon les données issues du recensement de 1991, elle compte alors 44 639 habitants, dont 21 065 croates, 14 425 serbes, ainsi que 19 autres nationalités, qui cohabitent dans une relative harmonie. Pourtant, la petite ville va se retrouver prise dans l'engrenage de la guerre, lors de l'éclatement de la Fédération yougoslave. En effet, elle n'est pas exempte de la prolifération de rhétoriques belligères qui secouent la région. La défiance et les discriminations commencent à se faire jour au sein de la population et entachent rapidement les relations inter-communautaires.

Dans les villages serbes, aux alentours de Vukovar, des barricades sont érigées, et les groupes paramilitaires commencent à prendre position. Le 2 mai 1991, les « incidents » de Borovo Selo, village limitrophe de Vukovar, où douze policiers croates sont tués par des paramilitaires, dans une embuscade, marquent le début du conflit dans la région. Les tensions ethniques s'exacerbent. Cependant, malgré la multiplication de signes avant-coureurs rares sont les habitants à envisager la possibilité d'une guerre. En prévision de la rentrée scolaire, nombre d'entre eux sont même revenus de vacances, preuve s'il en est que l'imminence d'un conflit armé leur paraît inconcevable.

Pourtant, l'encerclement de la ville par la JNA et des groupes paramilitaires a commencé, et le 24 août 1991 débute l'attaque contre la ville. Le 19 septembre 1991, Vukovar est complètement assiégée. Pendant trois mois, la ville fait preuve d'une résistance inattendue, en dépit d'un rapport de force inégalitaire. La ville est pilonnée quotidiennement : les habitants,

¹³ Cette section reprend dans une large mesure une partie de l'article que j'ai publié dans la revue *Études Balkaniques* (Arnaud, 2011-2012)

privés d'approvisionnement en eau, nourriture et électricité, se réfugient dans les caves, tandis que les *Défenseurs* piètrement armés (du fait d'un embargo sur les armes à l'encontre de la Croatie) sans soutien logistique, ni aide humanitaire, tentent de tenir tête à la troisième armée européenne. Début novembre, l'étau se resserre et les 18 et 19 novembre, les *Défenseurs* de Vukovar, à cours de vivres, de médicaments et de munitions, négocient leur reddition et déposent les armes. Pour autant, la bataille de Vukovar représente pour les forces serbes une victoire à la Pyrrhus, puisque le siège a eu un coup dévastateur pour le vainqueur, alors qu'il avait été escompté que la ville tomberait en quelques jours à peine.

À la chute de la ville, le 19 novembre 1991, la JNA prend le contrôle de l'hôpital, sans rencontrer de résistance. Outre les blessés et le personnel médical, il y a nombreux civils, qui se sont regroupés ici dans l'espoir d'être évacués par un convoi humanitaire. En dépit des conventions internationales et de l'accord signé avec les contrôleurs internationaux et la Croix Rouge, les forces serbes chargent plusieurs centaines de personnes dans des bus. Parmi eux, se trouvent des blessés, des défenseurs, des activistes politiques et des civils. Deux cent soixante et une personnes sont transférées à Ovčara, dans une ferme porcine à l'abandon, où les prisonniers sont battus, avant d'être exécutés quelques kilomètres plus loin.

Selon la CIJ, le siège de Vukovar a fait environ 1700 morts (dont 1100 civils), 1000 disparus, 4000 blessés et entre 3000 et 5000 prisonniers. L'association des prisonniers de guerre croates avance le chiffre de 5000 morts¹⁴. L'Ambassade de Croatie en France avance les chiffres suivants : 2000 morts et 2700 disparus, 2500 invalides, 50 000 personnes déplacées. En effet les populations non-serbes sont expulsées, les hommes sont incarcérés dans des camps et subissent torture et mauvais traitements (avant d'être transférés lors d'échanges de prisonniers), alors que les femmes et les enfants sont relâchés en Croatie. Il n'y a pas, à ma connaissance, de données précises sur l'ampleur des viols et violences sexuelles commis par les soldats et paramilitaires serbes à la fin du siège, mais ces crimes ont été perpétrés en nombre, le viol ayant été employé comme arme de guerre. La fin du siège est aussi l'occasion de nombreuses autres exactions contre les civils notamment des exécutions sommaires, des vols, ainsi qu'un pillage généralisé.

À la chute de la ville, la quasi totalité des bâtiments sont détruits, son patrimoine et ses infrastructures sont réduit en cendres, il ne reste rien de la trame urbaine d'avant-guerre. L'ampleur des destructions est telle qu'une habitante me confira lors d'une conversation informelle « j'avais l'impression, en sortant de la cave, qu'il y avait eu une bombe atomique,

¹⁴ Source : <https://fr.euronews.com/my-europe/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar>

que la ville avait été rasée par une bombe atomique comme Hiroshima » (Extrait de carnet de terrain, Vukovar, 28 mai 2012). Et cette habitante ne sera pas la seule à me décrire le paysage urbain en ces termes lors de mon enquête.

Le siège de Vukovar¹⁵ s'est distingué par la destruction intentionnelle et systématisée du patrimoine culturel et cultuel – cimetières, églises, monuments et lieux de mémoire, écoles, bibliothèque – destruction guidée à la fois par la volonté d'empêcher le retour des populations ciblées, en anéantissant l'ancrage matériel, affectif et mémoriel des habitants sur le territoire, et par une farouche haine de l'urbain. En effet, la *polis* est considérée comme un symbole de domination des élites, le lieu d'exercice du pouvoir économique, politique, social. Elle représente, pour ses adversaires, le lieu de la corruption des mœurs, de la perte des valeurs traditionnelles et de la déliquescence des solidarités coutumières, du cosmopolitisme et du métissage. Ces éléments ont amené l'ancien maire de Belgrade, par ailleurs architecte et urbaniste renommé, Bogdan Bogdanović à reprendre à son compte le terme d'urbicide, forgé dans les années 1960 pour dénoncer la destruction de centres urbains historiques guidés par des politiques de rénovation urbaine et que Campbell, Graham et Monk (2007) rapprochent de l'« haussmanisation ».

Bogdanović emploie ce terme pour qualifier le siège de Vukovar, ainsi que la destruction subséquente des villes d'Osijek, Zadar, Dubrovnik, Mostar et Sarajevo. Dans cette acception, qui offre une nouvelle catégorie pour appréhender la violence politique, l'urbicide désigne « le meurtre rituel des villes » (Bogdanovic, 1993 : 35), villes dont l'auteur précise qu'elles sont, de surcroît, « d'une beauté exceptionnelle » (idid. : 36). Pour Bogdanović, l'urbicide est révélateur d'une « résistance féroce contre tout ce qui est urbain, c'est-à-dire contre une constellation sémantique complexe composée de l'esprit, de la morale, de la manière de parler, du goût, du style... » (idem.)

Comme l'explique la géographe Bénédicte Tratnjek, la notion désigne « les violences qui visent la destruction d'une ville non en tant qu'objectif stratégique, mais en tant qu'objectif identitaire » (2008). Par conséquent, la notion d'urbicide ne concerne pas seulement la destruction matérielle de la ville, mais renvoie essentiellement à la destruction de l'urbanité, de l'essence de la ville comme espace de densité, mixité et aménité, comme espace de vivre-ensemble.

¹⁵ Cette section sur l'urbicide reprend dans une large mesure une partie de l'article que j'ai publié dans la revue Chantiers politiques (Arnaud, 2019)

Les juges de la Chambre du TPIY, ayant statué dans l'affaire de l'hôpital de Vukovar, concluent que le siège de la ville et sa destruction n'étaient pas guidés par des enjeux militaires, et considèrent qu'il s'agissait à la fois de représailles contre la Croatie et d'une menace exercée par la Yougoslavie pour se prémunir d'autres tentatives de sécession. Ainsi peut-on lire dans le jugement de l'affaire « Le Procureur contre Mile Mrkšić, Miroslav Radic et Veselin Šljivancanin » :

« Le sort terrible réservé à la ville de Vukovar et à ses habitants s'inscrivait dans le cadre d'une attaque généralisée dirigée contre les peuples non-serbes de Croatie et les régions où ces derniers étaient majoritaires. Les forces serbes ont riposté militairement avec détermination à la proclamation par la Croatie de son indépendance et aux troubles sociaux qui s'en sont ensuivis sur son territoire. C'est dans ce contexte politique que la ville de Vukovar, ses habitants et ceux des environs immédiats de la municipalité de Vukovar ont servi d'exemple pour montrer aux Croates et aux autres Républiques yougoslaves à quelles conséquences fâcheuses ils s'exposaient par leurs actions. De l'avis de la Chambre, les éléments de preuve montrent dans l'ensemble que la punition terrible infligée à Vukovar et à la population civile de la ville et des environs avait valeur d'exemple pour ceux qui n'acceptaient pas le gouvernement fédéral de Belgrade contrôlé par les Serbes, son interprétation des lois de la RFSY ou encore le rôle de la JNA pour qui le maintien de la fédération yougoslave était une condition essentielle de sa pérennité. » (Tribunal Pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 2007 : 237)

Lorsque la guerre s'achève, la ville est placée sous la protection de l'UNTAES. Elle accueille des réfugiés serbes en provenance de Bosnie ou du reste de la Croatie, avant d'être pacifiquement réintégrée à la Croatie en 1998. Cette réintégration donne lieu au retour d'une partie des déplacés croates, qui bénéficient du statut de rapatriés, et à la reconstruction de la ville à l'identique, qui durera presque deux décennies. Mais les relations inter-communautaires sont irrémédiablement entachées par la guerre.

Et les politiques mémorielles croates, loin d'apaiser les tensions, entretiennent le ressentiment entre Croates et Serbes, à l'échelle Vukovar et de la Croatie, ainsi que le montre mon enquête de terrain.

Afin de comprendre comment mémoire de la guerre et tourisme s'articulent en Croatie plus de deux décennies après la fin de la guerre en Yougoslavie, nous allons dans un premier temps nous intéresser au paysage mémoriel croate, aux éléments qui le constituent et à sa dimension spatiale, afin de saisir dans quelle mesure mémoire et tourisme peuvent ou non coïncider géographiquement. Il s'agira de voir dans quelle mesure la mémoire de la guerre représente un ciment, permettant de souder la communauté nationale.

Dans un second temps, nous nous intéresserons à la mémoire officielle, appréhendée comme un récit de victimisation nationale, et à son articulation avec la mémoire de la Seconde guerre mondiale. Il s'agira notamment de mettre en lumière les éléments exclus de la mémoire, les querelles mémorielles et l'impact des politiques mémorielles sur les relations inter-communautaires.

Dans un troisième chapitre, il s'agira d'interroger impact de la mémoire sur le vécu des habitants, en procédant à une étude de cas : la ville « martyre » de Vukovar.

Puis, nous nous intéresseront à l'histoire de la fréquentation touristique, afin de montrer, que contrairement aux assertions des acteurs du tourisme après guerre, cette fréquentation a une histoire longue.

Enfin, nous nous intéresseront à la création d'une identité touristique post-conflit et aux mesures mises en œuvre par les acteurs du secteur touristique pour faire revenir la clientèle internationale sur le littoral croate.

CHAPITRE 1 : LA MÉMOIRE DE LA GUERRE : CIMENT DE LA NOUVELLE COMMUNAUTÉ NATIONALE

I. Le paysage mémoriel comme matrice cognitive

Durant mon enquête de terrain en Croatie, j'ai pu constater qu'une myriade de lieux, discours, événements étaient consacrés au conflit, et il m'a semblé plus judicieux de prendre en considération le sens de cet ensemble comme un réseau dans lequel s'intègrent les dispositifs commémoratifs, plutôt que de procéder à la monographie de quelques lieux de mémoire épars. Cette perspective permet de saisir dans leur ensemble les représentations du passé que ce tissu mémoriel véhicule, formant une sorte de matrice mentale, dans laquelle sont socialisés les membres de la communauté nationale. Et cette perspective faisait d'autant plus sens que – d'après mes observations – de nombreux acteurs circulent entre ces différents dispositifs. J'ai donc choisi de considérer l'ensemble des dispositifs qui jalonnent le territoire et le calendrier national croate comme un paysage mémoriel.

Si dans le premier tome des *Lieux de mémoire*, Pierre Nora utilise l'expression « paysage mémoriel » (1997 : 38), il n'en donne pas de définition. Le géographe Christophe Gauchon (2008) emploie cette expression pour désigner l'ensemble des dispositifs mémoriels disséminés sur un site particulier, en l'occurrence, le plateau des Glières, haut-lieux de la mémoire de la Résistance française.

Mon acception du paysage mémoriel s'inspire de cette perspective, en l'élargissant à l'échelle du territoire national et à des dispositifs idéels. Ainsi le paysage mémoriel recouvre les différents dispositifs qui permettent à un groupe de façonner et transmettre le récit sur le passé, qu'il s'agisse de lieux de mémoire matériels et pérennes, ou des productions plus labiles et éphémères, qui inscrivent la mémoire dans le paysage, et participent ainsi à sacraliser le territoire.

I.1 Les éléments constitutifs du paysage mémoriel croate

Parmi les éléments qui composent le paysage mémoriel croate figurent des lieux de mémoire matériels et idéels, les monuments, mémoriaux, cénotaphes, cimetières, musées, plaques commémoratives, la toponymie, l'histoire scolaire, les expositions temporaires, cérémonies, ainsi que les documents disponibles dans ses lieux (catalogues d'expositions, ouvrages, panneaux et cartels....).

La place de la littérature et du cinéma dans le paysage mémoriel aurait mérité d'être interrogée. Cependant, je n'ai pas collecté de données en ce sens, par conséquent, il n'en sera guère question ici.

Pour les besoins de cette recherche, j'ai observé trente et un monuments et mémoriaux de la guerre patriotique (Vukovar, Zagreb, Osijek, Split, Dubrovnik, Lipik, Knin), j'ai visité quatorze musées, centres commémoratifs et expositions temporaires et j'ai assisté à trois cérémonies (Vukovar, Knin, Split). Je me suis, en outre, intéressée à huit plaques commémoratives (Vukovar, Dubrovnik, Šibenik), ainsi qu'à la toponymie de neuf villes croates, en accordant une attention particulière à la toponymie de Zagreb.

Il va de soit que cela représente seulement une portion congrue de l'ensemble des dispositifs érigés sur le territoire croate depuis la fin de la guerre. Mais ce travail n'était pas guidé par une ambition d'exhaustivité, ce qui aurait impliqué que je consacre ma thèse à ce seul aspect de la mémoire de la guerre patriotique, au détriment de toutes les autres questions. Néanmoins, j'ai choisi d'effectuer mon enquête de terrain dans des villes ayant une portée symbolique importante du point de vue de la mémoire de la guerre (Vukovar, Osijek, Knin, Dubrovnik), par conséquent les dispositifs étudiés figurent parmi les plus importants du pays. Cela me permet d'affirmer, que malgré son caractère partiel, l'examen des dispositifs sélectionnés me permet d'avoir une bonne appréhension des enjeux liés à l'inscription matérielle de la mémoire sur le territoire.

Enfin, pour des raisons qui seront développées dans le chapitre suivant, j'ai assisté à quatre cérémonies (Sisak, Jastrebarsko, Jasenovac, Bleiburg), j'ai visité deux musées (Jasenovac, Zagreb) et observé douze monuments (Zagreb, Jasenovac, Sisak, Pula, Rovinj, Vukovar, Bleiburg, Mostar, Jastrebarsko) de la Seconde guerre mondiale, dont certains ont été érigés à l'époque de la Fédération Yougoslave et d'autres ont été créés à l'issue de l'indépendance croate, ne véhiculant, de fait, pas les mêmes messages.

La distinction entre les éléments constitutifs du paysage mémoriel croate à laquelle je procède – à savoir distinguer monuments et mémoriaux/cérémonies/ musées et expositions – est artificielle, et de fait, relativement insatisfaisante.

En effet, certains dispositifs mémoriels sont à cheval entre plusieurs catégories (musée-mémorial), d'autres sont composés de plusieurs éléments (musée/monument/stèle) et constituent des complexes mémoriels. Ces différents lieux ont en commun de nombreuses caractéristiques, telles que la présence de marqueurs identitaires, leur style, leurs auteurs et leurs destinataires, et remplissent des fonctions similaires. Toutefois, pour des raisons d'intelligibilité, il me semblait plus judicieux de procéder à une telle classification.

Cependant, au vu du nombre de lieux de mémoire visités pendant mon enquête, il n'est pas possible d'en décrire l'intégralité, j'ai donc choisi de traiter ici des dispositifs majeurs. Par ailleurs, j'ai fait le choix de présenter certains éléments constitutifs du paysage mémoriel dans cette section, et d'en présenter d'autres dans la section liée à la cartographie du paysage mémoriel, car certains lieux de mémoires sont composés de plusieurs éléments, mais aussi dans le but de rendre la lecture moins rébarbative.

I.1.1 Monuments et mémoriaux de guerre

Lors de mes différents séjours de terrain, j'ai observé trente et un monuments et mémoriaux de la guerre patriotique, ainsi que huit plaques commémoratives dans les villes de Vukovar, Osijek, Zagreb, Split, Dubrovnik, Lipik, Knin (Annexe 5, p.606).

En fonction du calendrier de mon enquête, j'ai procédé à ces observations à des temporalités différentes : lors de moments de la vie quotidienne ordinaire, ou lors de cérémonies commémoratives, et j'ai parfois eu la possibilité de faire des observations d'un même monument lors de ces deux occurrences.

Je me suis intéressée à la localisation des monuments, à leur forme, à leurs motifs ornementaux, à leur épigraphie, car, comme l'affirme l'anthropologue Jean-Yves Boursier (2001) « l'épigraphie constitue un autre aspect du monument. L'inscription pour la postérité devient une trace, une part de l'écriture de l'histoire ». Cette attention portée à la matérialité des dispositifs mémoriels constitue un moyen de saisir le message qu'ils véhiculent, non seulement comme entité autonome mais aussi comme ensemble émaillant le territoire national.

Par delà la diversité, relative, des formes, des styles, des dimensions des monuments et mémoriaux croates de la guerre patriotique étudiés, il est possible de dégager des éléments récurrents :

- les formes les plus répandues sont le calvaire et la stèle, types de monuments aux morts par ailleurs très répandus à travers l'Europe ;

- les motifs ornementaux les plus courants sont la croix latine, le blason croate (le damier rouge et blanc seul ou surmonté de symboles héraldiques), le *pleter* (entrelacs de trois bandes sculptées semblables à une tresse) ;
- deux couleurs dominant dans le paysage mémoriel : le blanc, associé à la pureté, à l'innocence, et le noir, associé au deuil et qui évoque une pierre tombale ;
- les matériaux les plus répandus sont la pierre (marbre, granit, roche calcaire de Brač) et le bronze, qui sont d'une part considérés comme des matériaux nobles, témoignant de la valeur accordée par la Nation à ses victimes, et qui sont d'autre part un gage de pérennité des dispositifs. Le monument Libertas à Dubrovnik et le monument de l'hôpital de Vukovar tranchent avec ces matériaux classiques, le premier possède un revêtement en miroir et le second est constitué d'acier inoxydable, envoyant un message de modernité, mais aussi, pour le second de durabilité ;
- parmi les épitaphes recensées figurent les listes de noms (patronyme de victimes ou de disparus, parfois accompagnés du prénom et de la date – présumée ou avérée – de décès, voire parfois de la date de naissance), des inscriptions civiques, inscriptions patriotiques, écrites en alphabet latin ;
- la présence d'un autel, renvoie au caractère sacrificiel et religieux des monuments funéraires ;
- la flamme éternelle, dont la symbolique représente à la fois l'entretien du souvenir et le sacrifice.

Exception faite d'une statue de soldat en bronze au sommet d'un piédestal en pierre (Osijek), qui s'avère être un monument au soldat inconnu de 1866 rénové et reconverti pour devenir un monument de la guerre patriotique, je n'ai pas trouvé parmi les éléments que j'ai pu observer de statues représentant des soldats, des gisants, des civils ou des allégories, ni d'obélisque, de colonne, ou de portique. De même, l'absence de mausolée ou de sépulcre est particulièrement notable. Cela témoigne d'une volonté de ne pas glorifier certaines figures éminentes, afin de signifier que c'est la Croatie, comme entité personnifiée, qui est la victime de la guerre. Ainsi, des personnalités aussi centrales dans le siège de Vukovar que Blago Zadro ou Siniša Glavašević¹⁶ n'ont pas été honorées par une tombe monumentale, mais ont reçu une sépulture ordinaire. En revanche, un buste a été érigé en leur mémoire, respectivement devant le mémorial de Trpiska¹⁷, et dans les locaux de la radio de Vukovar.

Quant à la localisation des monuments, elle coïncide dans la majorité des cas, avec l'emplacement des événements qu'ils commémorent¹⁸.

¹⁶ Voir p.166

¹⁷ Voir infra

¹⁸ Sur les différents temps de la mémorialisation et leur conséquences spatiales, voir infra, p.158

Par conséquent, en raison de contraintes spatiales, dans les centres villes, les autorités municipales ont opté pour des monuments de tailles moyenne (stèle, buste, calvaire), alors que les complexes de grande envergure se trouvent en périphérie (cimetière-mémoriaux, aménagement paysager, chapelle de plein air). Toutefois, en raison de la surface restreinte de la plupart des villes croates, et de la mise en tourisme des centres historiques, provoquant un déplacement de la centralité vers les quartiers modernes, cette dialectique centre-périphérie présente une portée explicative limitée.

Néanmoins, lorsque les monuments et mémoriaux sont implantés dans les lieux ordinaires de la vie quotidienne, espaces d'activités prosaïques, leur présence se banalise, et leur impact symbolique s'amenuise, jusqu'à devenir invisible aux habitants, sinon lors de circonstances extraordinaires que représentent les cérémonies commémoratives. En revanche, lorsqu'ils sont érigés dans des espaces circonscrits, à distance des affaires triviales de la cité, leur caractère sacré perdure, mais leur fréquentation est restreinte, intermittente. En effet, ainsi que l'affirme Bénédicte Tratnjek (2009), la fonction commémorative de ses monuments et mémoriaux est « réactivée » à l'occasion de rituels politiques, avant qu'ils ne « retombent dans l'oubli des lieux « ordinaires » le restant de l'année », et cette analyse est confirmée par mes propres observations de terrain. L'auteure ajoute :

« la question de leur fonction est rythmée au gré des temps de la ritualisation de l'identité nationale : ignorés des pratiques spatiales tout au long de l'année, voire parfois ignorés du regard même des passants, ils sont comme « redécouverts » lors de chaque cérémonie commémorative. Comme « absents » du paysage quotidien, ils retrouvent leur sens et leur usage le temps de la commémoration. » (Tratnjek, 2009)

Cela corrobore à mon sens l'hypothèse formulée par James Young qui considère que les monuments en prenant en charge le souvenir des événements permettraient l'oubli :

« Nourrissant l'illusion que nos édifices commémoratifs seront toujours là pour marquer le souvenir, nous en prenons congé pour n'y revenir que lorsque cela nous convient. Nous sommes d'autant plus portés à l'oubli que nous encourageons les monuments à faire notre travail du souvenir. En fait il se peut que la tendance initiale à mémorialiser des événements tels que l'Holocauste ait en réalité à sa source le désir, égal et opposé, de les oublier » (Young, 1993 : 735).

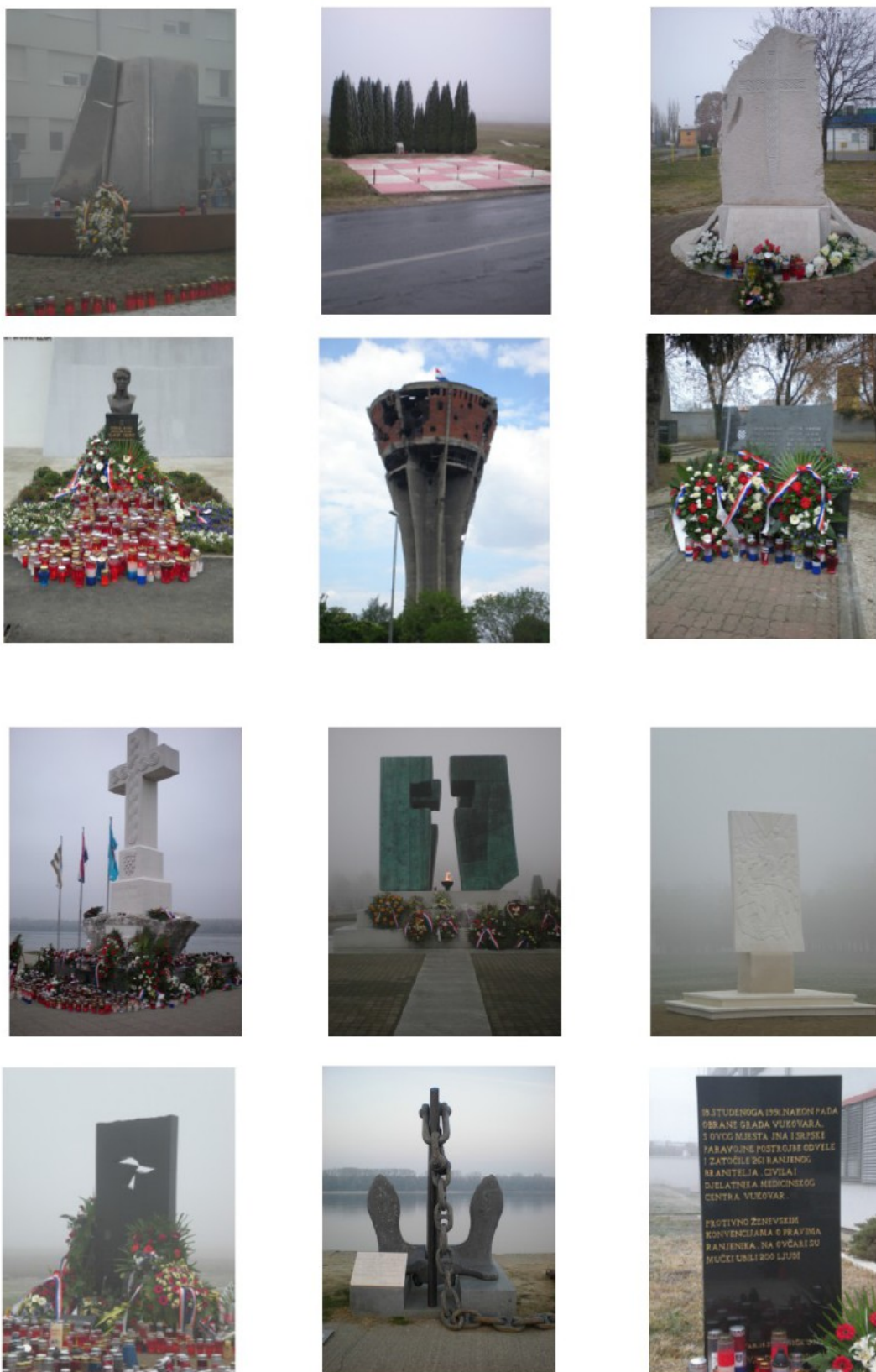


Figure n°1 : Panorama des Monuments et mémoriaux de Vukovar
Clichés de l'auteure (Vukovar 2011, 2012, 2015)

L'historien Antoine Prost, dans sa contribution aux *Lieux de mémoire* (1997), propose une typologie des monuments aux Morts de la Première guerre Mondiale, à partir de l'étude de trois types d'éléments : la localisation des monuments (cimetière, place de village, église ...), leur nature (statue, stèle...) et les inscriptions qui y figurent (liste de noms, épitaphe ou sentence). Il établit la classification suivante :

- le monument civique : il se caractérise par la centralité de sa localisation, par son dépouillement du fait qu'il est dépourvu d'emblèmes allégoriques, mais comprend la liste des noms des défunts. Il s'agit d'un hommage des vivants aux morts sans connotation politique, idéologique ou religieuse. Il s'agit généralement d'une stèle, mais lorsqu'il s'accompagne de statues, elles sont descriptives réalistes ;
- le monument patriotique : il occupe une position centrale dans la cité, se caractérise par le champ lexical de l'honneur, de la gloire et de l'héroïsme, il légitime le sacrifice pour la patrie par son iconographie et ses inscriptions ; le glissement vers le nationalisme se traduit par la présence de figures allégoriques (couronne, palme, laurier, victoire personnifiée, statue de idéalisée de soldats dans des poses empruntées), il arbore les emblèmes de la Nation, mais ne comporte pas nécessairement de liste de noms ;
- le monument patriotique-funéraire : il est localisé hors de l'espace civique (cimetière-église), il se caractérise par une iconographie patriotique et funéraire (statues d'allégories affligées) et par la présence d'emblèmes religieux, il glorifie, non pas la Patrie victorieuse ou la grandeur de la Nation, mais l'abnégation et le sacrifice de ceux qui ont voué leur vie à la Patrie :

« Dans cette tradition conservatrice, la Patrie, comme Dieu devient une réalité transcendante, et elle justifie le sacrifice qui devient à proprement parler martyr, témoignage, acte de foi. On est aux antipodes de l'esprit républicain, pour qui l'individu est la fin ultime de la société, et qui proclame un message d'émancipation individuelle et collective. » (Prost, 1997 : 208)

- le monument funéraire : il est localisé dans le cimetière, et il est dépourvu de justifications patriotiques, les épigraphies qu'il comporte sont souvent laconiques et ne font référence ni à la Patrie ni à la Nation. Il n'est pas nécessairement pourvu de statue, mais lorsque c'est le cas, il s'agit de représentation réalistes figurant des soldats mourants ou morts, des gisants, des proches accablés (femmes, enfants, parents âgés) qui donnent à voir la douleur des vivants, le deuil. Un glissement vers le monument pacifiste – dont l'auteur rappelle qu'« ils sont trop rares pour en faire un type distinct » (op.cit.: 209) – s'observe lorsque le monument, par son iconographie et ses sentences univoques ou implicites s'inscrit contre la guerre, fustige le gâchis des vies humaines. Le monument pacifiste est souvent le fait d'autorités locales de mouvance socialistes ou communistes.

Malgré des différences liées au contexte culturel et à la distance temporelle entre les événements commémorés, la distinction qu'opère Prost entre quatre types de monuments possède une pertinence certaine pour éclairer mon terrain. Selon cette perspective, les monuments de la guerre d'ex-Yougoslavie que j'ai observé appartiennent à deux types : les monuments patriotiques et les monuments patriotiques-funéraires : ils célèbrent les héros, rendent hommage au sacrifice des défenseurs et des civils pour la Liberté de la Nation, commémorent les souffrances endurées par la Patrie.

L'anthropologue Jean-Didier Urbain affirme que commémorer consiste à « entretenir le souvenir des morts, *mais d'une certaine manière*¹⁹ » (1998 : 295). En effet, il s'agit d'une pratique sociale qui dépasse l'entretien individuel de la mémoire des disparus, « *commémorer, c'est sortir d'une symbolique autarcique, d'une autoconsommation de la mémoire, pour s'insérer dans un langage commun – une sémiologie collective et une communication sociale du souvenir* » (op.cit. : 298).

Urbain s'interroge sur la possibilité de maintenir ce souvenir en l'absence de médiation matérielle, en l'absence de traces sur lesquelles ancrer la mémoire : « *peut-on entretenir le souvenir des morts sans signe matériel référant à leur existence, sans l'aide mnémotechnique des objets, sans la mémoire des choses ?* » (op.cit. : 293). Et l'auteur de poursuivre :

« peut-on faire perdurer le souvenir des morts dans l'esprit des vivants sans médiation tangible : sans une empreinte le fixant – une marque ou un objet signalant, visualisant ou solidifiant en quelque manière la conscience du passé? Sans l'instauration d'une interface concrète arrêtant et désignant un point de rencontre palpable entre les morts et les vivants, la commémoration des premiers par les seconds est-elle donc possible ? » (op.cit. : 294)

Il affirme que la dimension affective est indispensable à la commémoration, car faute d'émotions le souvenir s'étirole, les dispositifs matériels se vident de leur substance, ouvrant la porte à l'oubli. Seulement le cœur a ses raisons, « il a ses préférences, ses passions, ses haines et ses amours, ses limites existentielles aussi » (op.cit. : 296), il est versatile, faillible, partial, et ne saurait donc suffire à pérenniser le souvenir des morts ou des événements. Par conséquent, pour commémorer il est nécessaire de pouvoir ancrer la mémoire à une trace matérielle, qui constituerait une sorte d'archive à ciel ouvert, trace qui « devient signe de regroupement et d'unité face à la mort et au souvenir : symbole d'une mémoire partagée et intégrée à une relation collective au passé » (op.cit. : 298).

¹⁹ L'italique est de l'auteur.

Ainsi les monuments et mémoriaux, dans la mesure où ils permettent d'agréger l'expérience individuelle à la mémoire collective, deviennent des espaces de co-mémoration, au sens littéral de *se souvenir avec*.

Aussi, il est possible d'affirmer, comme le fait l'architecte et urbaniste James Mayo, que la création de monuments et mémoriaux de guerre n'est pas seulement le résultat d'une volonté politique, mais répond à une demande sociale : « *Societal expectations structure the appropriateness of war memorials. People feel more than an obligation to have sacred war memorials; they want them. War memorials may even be a necessity* » (Mayo, 1988 : 75).

Le monument pouvant faire office de tombe symbolique, de « catafalque vide » devant lequel on vient commémorer « l'office anniversaire des défunts » ainsi que l'affirme Antoine Prost (op.cit. : 212), son caractère nécessaire devient encore plus saillant lorsque la mort de masse se conjugue à la disparition forcée. En effet, selon Aguilera, Cook et Davila (2007), les mémoriaux et monuments constituent une tombe symbolique pour les disparus qui n'ont reçu ni sépulture, ni rites funéraires. Cela permet aux familles de disposer d'un lieu où se recueillir, quand ils ignorent où se trouve la dépouille de leurs proches disparus, les monuments pouvant ainsi *tenir lieu* de sépulture symbolique.

Jean-François Macé voit dans le Mémorial des détenus-disparus et exécutés politiques (Santiago, Chili) « un support de dévotion personnelle pour les familles [des disparus] » (2017 : 68), autrement privées de leur « droit de deuil » (op.cit. : 67). En effet, faute de rites funéraires et d'espaces de recueillement, les proches des disparus sont privés de la fonction cathartique et thérapeutique de la tombe. Le travail du deuil est alors empêché, et il devient impossible aux vivants de dépasser l'effet du trauma, de surmonter la douleur de la perte, de reprendre le cours d'une existence ordinaire.

En l'absence de tombe où se recueillir, ne reste aux vivants que le « tombeau du cœur » (Urbain, op.cit. : 298) et les autels personnels composés des résidus matériels de l'existence des disparus (photo, vêtement, objet personnels...). Cela implique un « rapatriement domestique des traces mémorielles en vue d'une relation privative au souvenir » (op.cit. : 299). Ces traces matérielles peuvent se réduire à des bribes infinitésimales lorsque les lieux de vie des disparus et de leurs proches ont été détruits par la guerre, et les habitants poussés sur les routes de l'exil.

Ce qui peut avoir pour conséquence de « susciter du fantôme et provoquer en retour l'invasion d'autres espaces par des défunts dont la présence mémoriale, désocialisées, est devenue vagabonde et furtive » (op.cit. : 298), ainsi que l'écrit Urbain avec sa prose caractéristique.

Cette dimension est fondamentale en ex-Yougoslavie, car, à la fin de la guerre, 40 000 personnes étaient portées disparues. À l'heure actuelle, il reste encore 11 700 personnes disparues, dont environ 1 600 en Croatie. Un tel chiffre est imputable à la politisation de cette question (utilisée comme moyen de pression dans les relations diplomatiques), à un manque de volonté politique, à un défaut de coopération régionale, et aux difficultés d'identification des corps exhumés²⁰. Il faut aussi mentionner le refus de la part des perpétrateurs d'indiquer les emplacements des charniers.

Les monuments et mémoriaux de guerre – et cette assertion est aussi valable pour les musées – ont vocation à transmettre les événements passés aux générations qui n'en n'ont pas fait l'expérience directe. Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'inculquer un savoir sur le passé, il importe aussi de donner à voir la façon dont les événements traumatiques ont affecté le groupe. En effet, comme l'affirme l'historienne Sophie Wahnich (2007), « la déchirure vécue doit trouver une forme symbolique pour pouvoir être transmise aux générations futures lorsque les acteurs et les témoins se seront éteints ».

Modalité d'instruction *in situ*, la visite de monuments, mémoriaux et musées viendrait compléter le contenu des manuels scolaires, et la transmission familiale, voire pallier à l'absence de cette dernière. Ces visites permettraient d'« éveiller le civisme des jeunes générations dans le dessein d'éviter le retour de la barbarie », ainsi que le rapporte Jean-Yves Boursier (2005 : 226). Toutefois, à l'instar de l'auteur, il convient de s'interroger sur la véritable portée d'une telle expérience :

« L'aspect éducatif se manifeste par l'importance du public scolaire dans ces musées et mémoriaux [...] sans que l'on puisse mesurer l'incidence réelle de ces musées dans la connaissance de ce qui a eu lieu. Instruisent-ils, c'est-à-dire apprennent-ils « comment les choses authentiquement furent²¹ » pour reprendre l'expression de Ranke ? Instruisent-ils au sens de donner à penser sur ces événements passés ? Ils l'ambitionnent. » (Boursier, 2005 : 226-227)

Et Boursier d'ajouter, « ce culte de la mémoire, du souvenir est fondé sur le fait qu'il suffirait de parler de quelque chose, de l'évoquer, pour provoquer un effet éducatif, civique, pour faire que « ça ne recommence pas » » (op.cit. : 231). Pourtant, comme le souligne Sophie Wahnich, « aucun accord tacite ne s'est fait ni sur ce qu'il fallait raconter, ni sur les manières de raconter » (op.cit.).

²⁰ Aida Đugum, Disparus des guerres yougoslave : une quête sans fin, Courrier des Balkans [En ligne] 30 août 2016. [http : https://www.courrierdesbalkans.fr/personnes-disparues](https://www.courrierdesbalkans.fr/personnes-disparues) (Consulté le 5 février 2017)

²¹ Finley Moses I., *Sur l'histoire ancienne*, Paris, La découverte, 1987, p.98, cité par Boursier

Malgré la vocation conjuratoire affichée de certains dispositifs, le message qui émane des monuments et mémoriaux étudiés dans le cadre de ma recherche n'est pas propre à engendrer un sentiment de « plus jamais ça », ou à éveiller le pardon, le pacifisme, ou la tolérance. Il apparaît au contraire que la victimisation collective sur une base ethno-nationale, et la désignation de l'ennemi sur cette même base essentialiste est propice à entretenir la défiance, le ressentiment et la haine envers cet autre irréductiblement menaçant.

Antoine Leblanc partage cette analyse, et considère que :

« très souvent, comme en témoignent les inscriptions, ces monuments privilégient l'exaltation de la fierté nationale plutôt que l'appel à la paix. Certains monuments aux morts expriment la haine de l'ennemi. Ce sentiment de haine ou de fierté nationale est exploité pour diluer celui de la douleur. » (Leblanc, 2010 : 259)

Si l'on considère avec James E. Young que « les instances officielles sont en position de donner explicitement au souvenir la forme qu'elles jugent le mieux à même de servir l'intérêt national » (op.cit. : 733), alors, la portée éducative de ces dispositifs mémoriels se trouverait plutôt dans leur capacité à transmettre l'identité et les valeurs du groupe, à expliquer à la nation son propre passé, à éduquer les générations suivantes et à leur inculquer le sentiment d'une histoire partagée et d'une communauté de destin. Car « en créant des espaces communs de la mémoire, les monuments propagent l'illusion d'une mémoire commune » (op.cit. : 736), ce qui constitue un soubassement solide pour la création d'une identité collective partagée, d'autant que la mémoire s'articule avec des déterminants classiques de l'identité nationale tels que la langue, le territoire et le patrimoine culturel, et renforce leur portée.

S'intéressant aux monuments de la guerre patriotique érigés à Vukovar, le sociologue Kruno Kardov constate qu'ils partagent certaines caractéristiques morphologiques. En effet, si on ne trouve aucune statue parmi les monuments de la Guerre patriotique, la croix en revanche est un motif récurrent, qui s'accompagne parfois de la présence d'un autel. L'auteur en déduit que les monuments de Vukovar commémorent le sacrifice, la victimisation, et non l'héroïsme ou la bravoure. Il affirme :

« The cross, compared to a statue, does not celebrate the bravery or heroism of the dead but precisely addresses the sacrifice – in this case not useless sacrifice but the sacrifice for the homeland. Likewise leading to this conclusion is the presence of state flags, inscriptions like « To the Victims for Free Croatia » and ornaments of national origin and importance like the state emblems » (Kardov, 2007 : 68-69)

S'il est vrai que, par leur forme ou leurs motifs ornementaux, et notamment par l'omniprésence de la croix latine, les monuments et mémoriaux de la Guerre patriotique promeuvent une identité collective de victime, la comparaison des inscriptions et épitaphes gravés à la surface des monuments, ou sur les plaques qui les accompagnent, ainsi que les inscriptions figurant sur les plaques commémoratives disséminées dans l'espace urbain²², m'amène à nuancer l'affirmation de Kardov.

En effet, tant à l'échelle de Vukovar, qu'à l'échelle nationale, la dimension victimaire est prépondérante, mais elle n'est pas exclusive, elle cohabite avec d'autres messages. En l'occurrence, la commémoration des souffrances endurées par les victimes civiles et par la Patrie personnifiée s'accompagne d'injonctions à se souvenir et à rendre hommage, de formules exprimant la gratitude, la fierté, la fidélité des vivants, de formules célébrant le courage, la bravoure, l'héroïsme, l'honneur et la résistance des combattants/ défenseurs/ patriotes croates tombés au combat. L'héroïsme rejoint aussi le sacrifice pour la Patrie, pour la Liberté. Cet hommage aux victimes et cette célébration des héros qui se manifeste dans le paysage mémoriel croate, outre le fait de mettre l'accent sur les souffrances subies, implique de faire le silence sur des éléments incompatibles avec cette identité revendiquée, d'occulter des aspects « inavouables » du passé, ainsi que l'affirme James Mayo :

« War memorials in the landscape partially reflect a nation's political history. Commemoration through war memorials mirrors not only what a society wants to remember but also what it wishes to forget. War memory as sacred commemoration enhances national image; neglect defames it. » (op.cit. : 75)

Les monuments et mémoriaux s'inscrivent dans un paysage dont Mayo affirme qu'il est ordonné, mais non-sacré, et dépourvu de message moral (1988 : 63), leur présence participe alors à la sacralisation d'un espace jusqu'à lors considéré comme profane. En effet, comme l'affirme Jean-Yves Boursier (2001), « le monument délimite également un domaine sacralisé au point que les graffitis et autres inscriptions sont toujours perçus comme étant des actes sauvages, des insultes à la mémoire, équivalents à une dégradation de sépulture ».

Parmi les monuments étudiés lors de ma recherche, six seulement sont situés dans des cimetières²³, ce qui signifie que 80% des monuments ont été érigés dans l'espace public, créant dans l'espace profane de la cité des îlots, voire des archipels, de sacralité qui irradient jusqu'à, dans certains cas, sacraliser toute la ville. Ainsi en est-il de Vukovar, considérée comme une ville-martyre.

²² Voir Annexe 5, p.606

²³ Voir Annexe 5, p.606

Le caractère funéraire et sacré des monuments n'échappe pas aux visiteurs qui y déposent des bougies, chapelets, statuettes de la Vierge ou de Saints, images votives, plaques funéraires et compositions florales, comme il est de coutume de le faire dans les cimetières et sur les lieux de pèlerinage.



Figure n°2 : Objets déposés par les participants des cérémonies du 18 novembre venus rendre hommage aux victimes du massacre d'Ovčara sur la plaque installée à l'abord du charnier.
Cliché de l'auteure (Vukovar, 19 novembre 2011)

Si les symboles religieux servent à exprimer le caractère funéraire de nombreux dispositifs observés, et à sanctifier l'espace dans lequel ils s'inscrivent, ils constituent, en outre, de puissants marqueurs identitaires. En effet, dans un pays où le catholicisme romain dominant coexiste avec d'autres confessions, le recours au motif de la croix latine renvoie à la confession de la majorité croate²⁴ et opère une distinction avec l'orthodoxie, confession de la communauté serbe. En outre, en renouant avec l'iconographie chrétienne des monuments aux morts antérieurs, il s'agit de se démarquer de l'athéisme d'État en vigueur dans la Yougoslavie titiste, et du réalisme socialiste des monuments yougoslaves de la Seconde guerre mondiale. Et ce désaveu constitue un moyen supplémentaire de se démarquer des Serbes, la Yougoslavie (qu'elle soit royale ou socialiste) étant considérée, dans la mythologie nationaliste croate, comme un État où les Serbes ont exercé leur mainmise.

²⁴ Le catholicisme est aussi la religion d'autres minorités, notamment italienne et hongroise, mais le cumul des marqueurs identitaires permet d'affirmer que les victimes commémorées sont bien considérées comme croates.

L'utilisation de l'alphabet latin dans les inscriptions et épitaphes des monuments et mémoriaux crée une démarcation nette avec les Serbes, utilisant l'alphabet cyrillique. Et, même s'il est marginal, l'emploi de l'alphabet glagolitique constitue un moyen supplémentaire de se différencier des Serbes, et de signifier l'antériorité de l'ancrage territorial de la Nation croate, et ainsi afficher des revendications d'unicité de la nation et d'autochtonie.

En effet, selon l'anthropologue Iveta Todorova-Pirgova, les Croates réfutent l'hypothèse de la création de l'alphabet glagolitique par les frères Cyrille et Méthode, inventeurs de l'alphabet cyrillique au VII^e siècle et affirment que sa création serait largement antérieure et daterait du VI^e voire du X^e siècle avant J.-C. L'auteure ajoute :

« L'enjeu de ces polémiques est de faire de « son écriture » la plus ancienne de toutes. La langue et l'alphabet doivent être les plus anciens possibles, afin de fonder l'évolution unique de la langue nationale contemporaine et le rôle essentiel de la nation, spécifique pour la culture écrite des pays de la région. » (Todorova-Pirgova, 2001 : 294)

Le recours au *pleter*, motif ornemental employé dans l'architecture des églises, monastères, et châteaux croates entre le IX^e et le XI^e siècle, réfère à l'âge d'or mythifié des Royaumes croates médiévaux, et vient accréditer cette revendication d'ancestralité et d'immuabilité de la Nation, et ainsi légitimer la souveraineté nationale violemment disputée pendant la guerre.

La compilation de ces différents éléments me permet d'avancer que, dans la majorité des dispositifs observés, les victimes commémorées sont explicitement Croates. De la sorte, il s'agit d'exclure du statut de victimes les membres de la communauté serbe, dans la mesure où elle est collectivement assimilée à la catégorie de bourreau. Mais cela exclut aussi du paysage mémoriel croate les membres de confessions minoritaires (islam, judaïsme, protestantisme), ainsi que les personnes qui se considèrent comme athées et qui sont perçues comme appartenant à la catégorie dépréciée de « Yougonostalgiques » (et qui sont donc considérées par ricochet comme serbes).

Le recours à ces symboles ajoute une dimension politique et identitaire à la portée commémorative, éducative et funéraire des monuments et mémoriaux. Leur présence dans l'espace public crée alors un paysage politique distinct (Mayo, 1988). En effet, Bénédicte Tratnjek considère les monuments et mémoriaux comme étant « producteur de territorialités » (op.cit. : 6). Elle affirme que « le monument aux morts est ainsi un « lieu discursif », dans la mesure où il produit un territoire et une identité : ce lieu permet dès lors, par sa mise en visibilité par le biais de la ritualisation de la commémoration, au territoire de devenir un mythe » (ibid. : 6).

Selon James E. Young,

« À sa position dans le paysage national s'ajoute que le monument occupe aussi un point de référence plus immédiat parmi d'autres éléments de son environnement physique. Il forme un chaînon parmi d'autres dans une matrice topographique qui oriente le souvenir en même temps qu'il produit des effets de sens tant dans l'espace que dans notre mémoire. » (Young, op.cit. : 736)

L'implantation de monuments et mémoriaux, en ancrant matériellement l'identité nationale dans le paysage, constitue un moyen pour la communauté, de se réapproprier le territoire national, d'y apposer sa marque, de le faire sien. Cette dimension est d'autant plus importante quand la souveraineté nationale exercée sur le territoire a été contestée pendant la guerre. Ce n'est donc pas un hasard si les villes disputées par les forces serbes – qu'elles aient été conquises (Vukovar, Knin) ou non (Osijek, Dubrovnik) – sont celles qui comptent la plus grande quantité de dispositifs mémoriels. Il s'agit certes de rendre hommages aux victimes, mais cela constitue aussi un moyen de signifier la mise en échec des prétentions territoriales de l'ennemi, et un moyen de donner à voir l'intégrité territoriale recouvrée. La présence de drapeaux nationaux à proximité des monuments, qu'ils soient installés de façon permanente ou occasionnelle selon les dispositifs, renforce la fonction de marquage territorial associée aux monuments de la guerre patriotique.

Mais, ces dispositifs peuvent aussi représenter une façon de tenir en joue l'ennemi d'hier, en créant des frontières symboliques, ancrées dans la carte mentale des habitants, et dont le franchissement est perçu comme un affront par les uns et comme un danger par les autres, ainsi que l'affirme Kruno Kardov à propos la croix monumentale sur la berge du Danube à Vukovar, et dont il sera question dans une section ultérieure.

Il importe néanmoins de rappeler, ainsi que s'y attache Christophe Gauchon (2008 : 50), que les monuments ne sont pas les garants de la perpétuation ni de la transmission mémorielle, « les monuments à eux seuls ne suffisent pas à pérenniser le souvenir des événements », d'autres dispositifs, que l'auteur nomme « relais mémoriels », sont nécessaires « à la pérennisation du souvenir ». Au nombre des relais mémoriels étudiés dans la présente recherche, figurent les cérémonies commémoratives, les musées et centres commémoratifs, l'histoire scolaire et la toponymie.



Figure n°3 : Le monument « Croix sur le Danube » orné de nombreux symboles identitaires qui fait face à la Serbie située sur l'autre rive du Danube. Cliché de l'auteur (Vukovar, 17 avril 2015)

I.1.2 Cérémonies, commémorations et fêtes nationales

Les cérémonies commémoratives sont des rituels politiques qui, lorsqu'elles ont lieu devant des monuments ou des mémoriaux de guerre, participent à leur revitalisation et à la réactualisation du sens qui en émane. En effet, le message qui se dégage des monuments est évanescent, et l'accroissement de la distance temporelle depuis la survenue des événements peut leur faire perdre leur puissance évocatrice. Par conséquent, s'ils sont livrés à eux-mêmes les monuments peuvent aisément devenir surannés. Les cérémonies commémoratives, en mettant en lumière de façon cyclique les monuments et les événements dont ils gardent la trace, permettent d'entretenir, ou de raviver l'intérêt collectif envers ce passé révolu, et donc de renouveler leur importance symbolique. Pour Jean-Yves Boursier, monuments et commémorations sont étroitement liés et participent à la transmission d'un rapport particulier au passé :

« Commémorer est une manière de se souvenir, et cela pose comme question le rapport à un passé collectif dans le rappel à soi de ce qui a disparu. C'est aussi délivrer un message au cours d'une opération de transmission et de communication dont le monument est souvent le lieu central. Celui-ci ne serait qu'un assemblage ou un amas de pierres si n'existaient pas autour de lui les liturgies, les pèlerinages, s'il n'était pas construit socialement comme un lieu pour se souvenir, comme un élément constitutif d'une mémoire » (Boursier, 2001 : 1-2).

En effet, comme l'affirme James Mayo, la mémoire de la guerre transforme le paysage, et les rituels de commémoration permettent de renouveler l'intérêt porté à ces événements et à leur matérialisation spatiale :

« War memory, whether sacred or nonsacred, becomes active in a landscape through rituals that enable people to use war as an ongoing event in their lives. Rituals transform a landscape and the memory associated with it, even if only briefly. These events may be enhanced and made more intricate to portray war history, or they may fade if the events or war history itself is no longer considered important. All rituals depend on self-renewal among the players to validate the ritual scene, sacred or not. Through rituals people can focus on war memory, and their performances temporarily renew the importance of these memories in the landscape. » (Mayo, 1988 : 71)

Les monuments croates de la Guerre patriotique ne sont pas encore concernés par ce désintérêt collectif, tant s'en faut. Vingt-cinq ans après la fin de la guerre, l'heure est en effet à l'effervescence commémorative. Mais il est probable que la disparition de la génération ayant vécu la guerre et de ses descendants immédiats entraînera leur abandon progressif, à moins que ne surviennent dans l'intervalle des événements politiques qui conduiront à leur

réinvestissement, ou au contraire, les rendront socialement inacceptables et conduiront à leur désertion ou à leur destruction anticipée. Ainsi en est-il advenu des innombrables monuments de la Seconde guerre mondiale érigés par les Partisans sur l'ensemble du territoire yougoslave. Si les cérémonies sont nécessaires aux monuments, l'inverse se vérifie également, dans la mesure où les monuments apportent un caractère de véracité aux narrations relatées au cours des cérémonies. Comme l'affirme Christophe Gauchon, « le lieu de mémoire fonctionne comme le support d'un discours qui dit l'histoire avec d'autant plus de conviction qu'il s'exprime depuis le théâtre même événements » (op.cit : 53). Par conséquent, « le récit est authentifié par le fait qu'il est diffusé sur les lieux mêmes de l'événement, et les lieux sont confortés dans leur statut par les récits historiques qui leur donnent sens » (ibid. : 54). Selon Bernard Debarbieux, « un événement constitutif de l'identité collective, moment d'une histoire ou d'une légende revendiquée, s'inscrit dans un lieu qui donne forme et contenant à cet événement. Le lieu en est la trace » (1995 : 18).

Anne-Marie Saint-Gilles analyse les fêtes et commémorations comme des « rituels politiques destinés à mettre en scène un sentiment d'appartenance collective » (2007 : 582). L'auteure affirme en outre que :

« ces rituels ont pour fonction de renforcer, au moyen de la répétition, de mises en scènes immuables et de l'utilisation de certains symboles, le lien unissant un groupe social, par exemple une nation, à une certaine conception du monde et à une vision construite d'un passé commun » (ibid. : 582).

Pour Boursier, « la cérémonie permet par des pratiques répétitives d'établir des continuités et de penser l'histoire, de propager « l'illusion d'une mémoire commune » » (2010 : 57), et ainsi de donner corps au collectif, de matérialiser « l'exister ensemble » (ibid. : 53), en réunissant une communauté autour de symboles fédérateurs, de valeurs communes, d'une histoire partagée. L'auteur voit dans les commémorations une forme « de mise en scène et d'institutionnalisation d'une sorte de culte du souvenir qui peut être analysée sans doute comme le substitut à une perte de repères collectifs » (ibid. : 53). Comme l'affirme Máté Zombory :

« Les commémorations sont des rites politiques qui reconfigurent la temporalité et la spatialité, et qui, par conséquent, sont des moyens culturels significatifs pour produire l'appartenance sociale. La série d'actes discursifs des commémorations étatiques qui réalise la version nationale de la localisation de l'espace, est appelée cartographie nationale. Ce dessin performatif de l'espace mémoriel trace une carte qui place la nation dans le monde, qualifie les hommes figurés et les attache au sol. » (2008 : 152)

Ces rituels, auxquels prend part directement ou indirectement toute la Nation, permettent à l'État « de mettre en place la version nationale du passé », de l'inscrire dans l'espace et dans le temps. Ils offrent donc un terrain d'observation propice à la mémorialisation en train de se faire.

Dans l'espace post-communiste, y compris dans l'espace post-yougoslave, les politiques mémorielles visent à une réappropriation nationale du passé, impliquant notamment un investissement de l'espace, permettant d'y ancrer la mémoire. Vjeran Pavlaković considère que les commémorations offrent aussi aux dirigeants des Républiques issues de la dislocation yougoslave un moyen de promouvoir le système de valeurs, la culture et l'idéologie du nouveau régime et d'accroître sa légitimité. Il affirme en effet :

« Symbols and rituals play a particularly important role in states which have recently achieved independence and nationhood, in order to legitimate the new governing institutions, territorial integrity and borders, and a ruling elite who lay claim to the founding myths of the country. The countries of Eastern Europe experienced a radical transition from communism to democracy in the late 1980s and early 1990s, involving the transformation of people's values, ideologies, and political culture, as well as repertoire of symbols. » (Pavlaković, 2009 : 8²⁵)

À l'instar des monuments et mémoriaux qui participent à la réappropriation nationale du territoire, les cérémonies, commémorations et fêtes nationales croates participent d'un mouvement de réappropriation nationale du calendrier qui permet à la fois de se démarquer du calendrier yougoslave et de célébrer la Nation.

Comme l'affirme Catherine Lutard, à l'époque de la Yougoslavie socialiste, « les fêtes officielles faisant l'objet de jours fériés n'ont donc aucun caractère religieux et sont reliées à l'histoire de la construction du socialisme yougoslave » (2005 : 405). L'auteure ajoute : « ces fêtes étaient les fêtes nationales (*državni praznici*) établies par l'Etat socialiste, celles qui étaient retransmises dans les médias, et qui se caractérisaient par des défilés militaires et des discours officiels lénifiants » (ibid. : 405).

Parmi ces jours fériés, il y avait deux fêtes internationales (le Nouvel an et la fête du Travail), le Jour de la Jeunesse le 25 mai, ainsi que plusieurs commémorations de la Seconde guerre Mondiale : le Jour de la victoire le 9 mai (en référence à la capitulation allemande le 9 mai 1945) ; le Jour du combattant (*Dan boraca*) le 4 juillet, le Jour de l'insurrection populaire (*Dan Narodnog Ustanka*) le 27 juillet et le Jour de la République (*Dan republike*) le 29 novembre.

²⁵ Pagination du document électronique

Avec l'indépendance croate, le calendrier des fêtes nationales est profondément remanié. Les fêtes religieuses qui ne pouvaient être célébrées qu'avec discrétion dans le cadre privé, avaient été supprimées du calendrier officiel par les autorités communistes et n'étaient pas fériées. Ces fêtes sont à nouveau célébrées collectivement, notamment par des messes auxquelles prennent souvent part publiquement les membres du gouvernement et qui sont retransmises à la télévision nationale. Elles donnent lieu à des émissions de radio ou de télévision, et nombre d'entre elles sont l'occasion d'un jour férié. Il s'agit de l'Épiphanie (6 janvier), Pâques, la Fête-Dieu (deuxième jeudi après la Pentecôte), l'Ascension (15 août), la Toussaint (1^{er} novembre) et Noël (25-26 décembre). Par ailleurs, au nombre des jours fériés, on compte les dates fêtées internationalement, le 1^{er} janvier (*Nova Godina* – Nouvel an) et 1^{er} mai (*Međunarodni praznik rada* - Fête du Travail), seuls jours fériés de l'époque yougoslave à avoir été conservés.

Exception faite de la Journée de lutte antifasciste commémorant la formation en Croatie du mouvement de résistance contre les forces de l'Axe et le régime ustaši, qui a lieu le 22 juin, le calendrier national est émaillé des fêtes civiles liées à l'indépendance et à la guerre patriotique. Vjeran Pavlaković en conclut que la question de la souveraineté nationale est au cœur du calendrier commémoratif croate :

« Croatian governments since the 1990s have constructed a commemorative culture around the key events of the Homeland War and the country's struggle for independence, which is incorporated into the broader historical template of the Croatian peoples' alleged thousand year-old dream for their own state. » (op.cit. : 5)

Ainsi, la fête nationale, le Jour de l'État est célébrée le 25 juin, date à laquelle l'indépendance a été déclarée à l'issue du référendum de 1991. Jusqu'en 2002, la fête nationale, appelée Jour du Parlement était célébrée le 30 mai, en référence à la première assemblée du Parlement démocratique et multi-partite croate, qui s'est tenue le 30 mai 1990, au cours de laquelle Franjo Tuđman a été élu Président de la République. Le 5 août, Jour du souvenir, commémore la reconquête de la Krajina par l'armée croate. Enfin, le 8 octobre commémore le Jour de l'indépendance (date officielle de l'indépendance croate, à laquelle le Parlement croate rompt ses relations diplomatiques et juridiques avec la Yougoslavie à l'expiration du moratoire imposé par la CEE et l'OCDE). En revanche, un jour férié n'a pas été instauré pour les commémorations de la fin du siège de Vukovar, le 18 novembre, malgré l'importance symbolique et politique des cérémonies qui s'y déroulent annuellement.

Le chef du protocole de la Mairie de Split et Président de l'Alliance française de la ville, Gérard Denégri me confie, en marge de la cérémonie commémorative à laquelle nous avons assisté ensemble, que ces changements radicaux de calendrier, couplés à la modification des dates adoptées pour fêter certains événements créent une certaine confusion au sein de la population :

« avec toutes ces fêtes, les gens sont un peu perdus. Pour les jeunes générations, ces fêtes ont du sens parce qu'elles sont fériées, alors c'est souvent l'occasion de prendre quelques jours pour aller voir des proches ou venir profiter de la côte, et qu'on en parle à la télé. Mais il y a moins d'émotions que pour les générations précédentes. » (Extrait d'entretien Gérard Denégri, le 4 août 2011, Split)

Le 25 juin et le 8 octobre 2011, je me trouve à Zagreb, mais n'ayant pas, malgré mes tentatives, obtenu d'autorisation à prendre part au protocole officiel (messe, concert de musique de classique, réception), je ne peux pas effectuer d'observation de ces événements. Je me contente alors d'observer une partie des festivités qui se déroulent dans l'espace public, à savoir une représentation de musique classique et de musique folklorique dans le kiosque à musique de la place Zrinskog, qui attire majoritairement des personnes âgées. Mon intérêt se porte surtout sur une procession de soldats en uniforme austro-hongrois, dans la vieille ville, qui suscite un relatif intérêt des badauds. La voix grave et solennelle d'un officier à cheval résonne et les soldats effectuent une série de mouvements chorégraphiés, puis le cortège de cavaliers et fantassins en ordre serré sur l'esplanade de l'Église Saint-Marc se met en branle, et descend la rue Radičeva, s'arrête sur la place Ban Jelačić, réitère sa chorégraphie, avant de repartir en direction de la cathédrale, où les soldats se regroupent à nouveau en ordre serré, avant que cavaliers et fantassins ne se séparent.

Comme l'affirme Jean-Yves Boursier (2001), « le rituel implique une théâtralisation », en l'occurrence ce manège – pour rester dans un registre équestre – me donne l'impression de sonner faux, à tel point que j'en viens à m'interroger sur le statut des protagonistes : s'agit-il véritablement de militaires ou de comédiens ? Si cette interrogation demeure en suspend, je vois dans cette démonstration une affirmation de l'eupéanité de la Croatie dans un contexte de débalkanisation, mais aussi, une façon d'affirmer aux yeux du monde et des pays voisins l'ancienneté de la tradition militaire croate, et par ricochet la spécificité de la Nation et la légitimité de son indépendance.

Même si je n'ai pas pu observer de la messe qui s'est tenu dans l'Église Saint-Marc, lors de la cérémonie du 25 juin, j'ai néanmoins pu échanger avec des policiers en civils stationnés sur l'esplanade qui m'ont affirmé que les membres du gouvernement venaient de quitter l'enceinte de l'Église où avait lieu la cérémonie officielle. Le lien étroit qui existe au niveau des instances étatiques entre religion, commémoration et patriotisme se retrouve aussi parmi les citoyens, comme en témoigne, entre autres, une affichette portant l'inscription en caractère majuscule « Dieu sauve la Croatie » (*Bože spasi hrvatsku*) placardée sur le piédestal de la statue équestre du Ban Jelačić, ainsi qu'une veilleuse tricolore en train de se consumer que je remarque lorsque de le cortège s'arrête sur la place éponyme.



Figure n°4 : Arrivée du cortège sur la place Ban Jelačić. Cliché de l'auteur (Zagreb 25 6 11)

En dehors des commerces alimentaires et des cafés, très fréquentés, les commerces et les établissements publics sont fermés. Il y a des drapeaux nationaux sur les devantures des boutiques, sur les bus et les tramways, sur les bâtiments publics, ainsi qu'aux fenêtres et aux balcons de nombreuses habitations du centre ville et des quartiers périphériques que je traverse ces jours-là.

Par ailleurs, j'ai assisté à des cérémonies officielles de la guerre patriotique dans les villes de Split (04/08/11), Knin (05/08/11) et Vukovar (18/11/11), ainsi que des cérémonies de la Seconde guerre mondiale à Sisak (22/06/11), Jastrebarsko (26/08/11) Jasenovac (26/04/15) et Bleiburg (16/05/15). Si ces différentes commémorations ont des implications politiques et idéologiques très différentes, voire antagonistes, j'ai cependant pu observer l'existence de similitudes en matière de protocole et dans les pratiques des participants. Je vais donner un aperçu de ces similitudes ici et je procéderai à la description ethnographique desdites cérémonies dans des sections ultérieures.

Il faut tout d'abord noter que ces cérémonies commémoratives – hormis celle de Jastrebarsko qui a un caractère assez confidentiel – sont fréquentées par un public très nombreux, non seulement local, mais aussi national et international (communauté croate d'Herzégovine, membres de la diaspora croate), et elles impliquent la présence de membres de la classe politique (membres ou porte-parole du gouvernement, membres de Partis d'opposition, élus locaux), des autorités religieuses, et de membres de l'armée. Les cérémonies de Jasenovac et Bleiburg comptent plusieurs milliers de personnes, et les cérémonies de Knin et Vukovar réunissent chaque année des dizaines de milliers de participants.

Ces déplacements se font généralement en bus spécialement affrétés auprès d'agences de voyages ou de sociétés de transport, par des associations de vétérans, d'anciens détenus en camps, de familles de victimes, mais aussi par d'autres collectifs, tels que des cercles paroissiaux, des clubs de supporters, des groupes de militants de différentes obédiences, et des particuliers qui prennent part à ces commémorations à titre personnel.

Dans une très large mesure les participants aux cérémonies de la Guerre patriotique sont des hommes (ils représentent environ 4/5^e des participants), et pour la plupart, ils se situent dans la tranche d'âge 30-60 ans. Dans les cérémonies de commémoration de la Seconde guerre mondiale²⁶ l'âge des participants est plus avancé, les personnes que j'ai observé paraissent, pour la plupart, avoir plus de 60-65 ans, et la proportion de femmes dans le public est un peu moins faible, même si les hommes demeurent nettement majoritaires. Si j'ai remarqué la présence de quelques enfants, ces derniers accompagnent le plus souvent leur famille, car les groupes scolaires sont rares et lorsqu'ils sont présents dans des cérémonies, il s'agit d'élèves locaux, ce qui constitue une différence de taille avec les cérémonies de l'époque titiste.

²⁶ Excepté Bleiburg, pour des raisons qui seront développées dans le chapitre suivant.

L'organisation de ces cérémonies requiert, en outre, la présence de professionnels qui participent de ce que l'on peut considérer comme étant l'envers du décor et qui concourent à la bonne marche des événements : techniciens, officiers de police en uniforme et en civil, médecins et secouristes, personnel d'entretien, qui sont présents sur le site plusieurs heures avant le déroulement des événements. L'organisation du versant protocolaire se situant en amont des cérémonies, je n'ai pas pu en faire l'observation. Par ailleurs, les cérémonies étant généralement ponctuées ou suivies de performances musicales (hymne national, chants folkloriques, musique classique, chansons populaires), des artistes amateurs ou de renommée nationale (musiciens, choristes, chanteurs) prennent part aux événements. Du fait de leur importance, ces événements donnent lieu à une couverture médiatique nationale, qui se traduit par la présence de journalistes de la presse écrite et audio-visuelle. Ces cérémonies sont des rituels politiques comportant diverses séquences récurrentes dont l'ordre chronologique peut légèrement varier, et qui sont listées ci-dessous.

-Les cérémonies débutent généralement par la procession jusqu'au site d'un cortège composé de représentants politiques, religieux et militaires, des membres d'associations et de collectifs, suivi du public. Puis les dignitaires ecclésiastiques et civils prennent place sur des sièges disposés sur une estrade. Les cérémonies ayant lieu en plein air, dans des espaces qui n'ont pas été aménagés de façon à offrir à tous les participants la possibilité de s'asseoir, alors même que l'événement peut parfois durer plusieurs heures, les spectateurs doivent demeurer debout. Toutefois, il n'est pas rare d'observer dans l'assistance des personnes sur leur séant à même le sol, ou sur des nappes et des personnes âgées ayant apporté leur propre siège pliant, ce qui témoigne d'une certaine expérience de ces événements et de leur déroulement, qui peut être pénible pour des personnes âgées, ou invalides.

-Les cérémonies impliquent systématiquement le dépôt de gerbes et couronnes de fleurs aux abords du monument par des délégations d'élus, de militaires, d'associations, généralement annoncées au microphone par un représentant du protocole. Elles se succèdent par ordre d'importance hiérarchique, depuis le sommet de l'État jusqu'aux porteurs anonymes. Les délégations, tel un ballet chorégraphié, s'avancent vers le monument, posent avec précaution fleurs et bougies, reculent de quelques pas, marquent un temps recueillement, tête baissée, en silence (parfois accompagné d'un signe de croix ou de mains jointes), avant de s'éloigner discrètement. Pour Jean-Yves Boursier (2001), « au monument, la première tâche des élus est de déposer leur gerbe.

Cet acte requiert un véritable savoir-faire qui s'acquiert par une pratique répétée. Portée telle une offrande aux morts, la gerbe instaure un rapport des élus aux « morts pour la Patrie » ». L'auteur ajoute que cette action « permet de s'inscrire dans une continuité nationale » (op.cit.). Disposées sur des trépieds de fer forgés ou alignées au sol, les gerbes de fleurs, outre leur caractère funéraire, ont aussi une portée identitaire. En effet, tant par la teinte des fleurs entrant dans leur composition, l'utilisation de rubans tricolores sur lesquels sont inscrits les noms des délégations ou par les bandes tricolores des veilleuses en plastique, ces gerbes et bougies marquent le paysage des couleurs de la Patrie.



Figure n°5 : Le monument du cimetière-mémorial de Vukovar entouré de composition florales aux couleurs de la Patrie au lendemain des cérémonies du 18 novembre 2011 Cliché de l'auteure

Debarbieux voit dans les cérémonies « l'occasion de rassembler quantités de symboles mobiles qui garantissent un surcroît de valeur au lieu ainsi pratiqué : objets, emblèmes, costumes, dignitaires, etc. » (1995 : 18). En effet, de nombreux marqueurs identitaires sont présents aux abords des monuments lors des cérémonies commémoratives, le plus répandu étant sans conteste le drapeau national. Drapeaux, bannières, banderoles, blasons, portraits sont arborés par nombre de participants, pour signifier leur appartenance à la communauté nationale, ou à tout le moins à une certaine conception de ladite communauté. En l'occurrence, la quantité de symboles ultranationalistes et *ustaši* que j'ai pu observer, me permet d'affirmer que pour la plupart, ces événements – qui se focalisent sur les souffrances endurées par la Patrie, sur les victimes croates, et véhiculent une conception manichéenne de

la guerre – sont propices à l'expression d'une conception exclusivement croate de l'appartenance nationale qui flirte parfois avec, voire assume ouvertement, des valeurs fascistes et xénophobes. Quand bien même de telles positions ne sont pas tenues par des membres du gouvernement dans leur discours, le fait que des symboles ustaši, pourtant interdits par la loi, puissent être ouvertement brandis dans l'espace public sans faire l'objet de poursuites pénales, de condamnations fermes de la part de la classe politique, ou de désapprobations ouvertes de la part du public présent ou des médias nationaux, témoigne d'une certaine tolérance à l'égard de cette idéologie²⁷.

-Les membres de la classe politique croate prennent généralement part aux commémorations. Mais il va de soi que selon la nature et l'importance de la cérémonie, les acteurs sont plus ou moins nombreux, variés et éminents. Dans les cérémonies auxquelles j'ai assisté, j'ai notamment pu noter la présence du Président de la République, de deux Premiers Ministres successifs, du Ministre de la défense, du Ministre des anciens combattants, du Président du Parlement, de représentants de Partis d'opposition, de représentants de la communauté serbe, d'élus locaux. Nombre de représentants politiques prenant part aux cérémonies se succèdent au pupitre pour y prononcer un discours, acte dont Boursier (2001) affirme qu'il est « un élément essentiel du dispositif commémoratif. C'est le message délivré au cours d'un acte de transmission, de communication politique ». Au cours de ces allocutions, les personnalités politiques expriment généralement des messages de gratitude envers les combattants, de célébration des héros, d'hommage aux victimes, rappellent les souffrances de la Patrie, les sacrifices endurés, la Liberté et la souveraineté recouvrée. Les « appels incantatoires à la mémoire, sous forme d'injonction » (Boursier, 2010 : 21) se mêlent aux leçons à retenir pour bâtir un avenir prospère et serein, et aux avertissements face aux menaces qui pèsent encore sur le pays.

-Les autorités religieuses jouent un rôle central dans le dispositif dans la mesure où les cérémonies s'accompagnent généralement de messes, de prières ou de sermons. Selon que la cérémonie se déroule dans une unité de temps et de lieu, ou qu'elle soit multi-située, et selon la configuration des lieux, il arrive que ces offices soient célébrés dans des édifices religieux ou en plein air. Il arrive aussi que des membres de la hiérarchie catholique croate prononcent un discours lors des allocutions publiques. La présence des autorités religieuses renforce aussi la portée identitaire des cérémonies commémoratives.

²⁷ Voir chapitre suivant

En effet, en dehors de la commémoration de Jasenovac²⁸ marquée par la présence d'une assemblée œcuménique comptant des membres du clergé orthodoxe, musulman et juif, les représentants religieux présents lors des cérémonies appartiennent toujours au clergé catholique, dont on a vu à propos des monuments qu'il constitue un moyen de se démarquer et de mettre à distance les composantes non-croates de la population.

Les cérémonies sont généralement accompagnées d'interprétation musicale de différents registres. Fanfare militaire, groupes folkloriques régionaux, hymnes, chansons patriotiques, chorale, ou chant lyrique, viennent rythmer ces événements. Mais la musique peut encore une fois être considérée comme une modalité de marquage, sonore, de l'espace, et donc avoir une portée identitaire, selon le type de morceaux interprétés (hymne nationale, morceaux du répertoire national).

-La présence des autorités religieuses renforce l'aspect funéraires des cérémonies. Outre l'office religieux, cet aspect funéraire est visible à travers le dépôt de gerbe mentionné précédemment. Pour Antoine Prost, en effet :

« Si on fleurit le monument c'est qu'il est bien une tombe. D'ailleurs dans certaines communes, le cortège se rend d'abord au cimetière, et l'on fleurit individuellement la tombe de chacun des soldats qui y sont inhumés. La gerbe au monument reprend, au niveau collectif, le geste de piété d'abord accompli au niveau individuel. » (Prost, 1997 : 212)

Il en va de même du dépôt au pied du monument de bougies de neuvaine et de veilleuses aux couleurs de la Patrie, qui sont généralement vendues aux abords des cimetières. Le caractère funéraire des cérémonies peut aussi être donné à voir par d'autres manifestations, notamment l'appel aux morts (énumération du nom des morts) ou la minute de silence, dont Prost affirme qu'elle est une « forme laïcisée de la prière » (ibid. : 212), ainsi que l'interprétation de chant aux morts, de psaumes ou de cantiques, de marche funèbre qui témoignent qu'« il s'agit bien de commémorer l'anniversaire des morts de la guerre » (ibid : 212).

-Des représentants de l'armée sont généralement présents lors de cérémonies, mais les militaires présents ne s'expriment pas publiquement, ils ne prononcent pas de discours. En revanche, les délégations de militaires hauts gradés en tenue d'apparat s'accompagnent parfois de défilés des différents corps de l'armée croate, de parades aériennes. Cette présence rappelle que c'est bien de guerre dont il est question lors de ces commémorations.

²⁸ Cérémonie qui sera détaillée dans le chapitre suivant

-La parole est parfois accordée à des survivants, des témoins, des familles de victimes, des représentants d'associations. Toutefois, ces interventions, qui alestent quelque peu les cérémonies de leur pompe protocolaire parfois indigeste, en les ponctuant d'une dose d'authenticité et d'émotions, sont subsidiaires et interviennent toujours en complément des interventions officielles formatées.

-Si le départ des personnalités officielles marque l'achèvement du versant officiel de la cérémonie, cela ne signifie pas pour autant la fin de l'événement. Au contraire, à partir de cet instant, les membres de l'assistance prennent possession du site. Les personnes présentes circulent autour du monument, y déposent des objets personnels, des bougies, des fleurs, prennent des photographies souvenir. J'ai pu assister à des nombreux moments de sociabilité, lors de cette séquence que l'on peut appréhender comme une séquence post-liminaire de ce rituel politique. En effet, ce moment est l'occasion, pour les personnes présentes, de retrouvailles avec des connaissances, de conversations avec des inconnus ou avec des membres du groupe avec lequel elles ont fait le déplacement, de repas, qu'il s'agisse de collations personnelles partagées ou d'un repas distribué sur le site par les organisateurs de la cérémonie.

En se focalisant sur les sacrifices consentis, sur les souffrances endurées, sur les pertes subies, sur les luttes menées pour préserver la souveraineté de l'État et recouvrer l'intégrité territoriale compromise, sur la bravoure des combattants qui ont défendu la Patrie au péril de leur vie, les commémorations de la Guerre patriotique consolident les représentations de victimisation ethno-nationale et les représentations de l'antagonisme incommensurable entre des belligérants essentialisés. Vjeran Pavlaković formule une analyse semblable à propos des commémorations d'*Oluja* :

« That memory is exclusively one of victimization, and exclusively ethnic Croatian victimization at the hands of “Serbian aggressors,” which is reinforced by the commemorations. The fact that Serb civilians were killed by Croatian extremists during the conflict, or that many Serbs remained loyal to Croatia and contributed to the defense of Vukovar, is overlooked in the simplified “Serb vs. Croat” version of history perpetuated through public rituals. » (Pavlaković, 2009 : 8)

Les cérémonies et commémorations sont un moyen pour les acteurs du régime mémoriel de réitérer ou de moduler le récit officiel sur le passé afin de l'adapter aux circonstances politiques nationales et internationales.

En effet, selon qu'il s'agisse de conquérir l'électorat nationaliste ou les faveurs de la communauté internationale, le discours connaît des inflexions, soit dans le sens d'une crispation autour du noyau dur de la rhétorique nationaliste avec une réaffirmation de la légitimité de la guerre et de la position de victime de la Croatie, soit dans le sens d'une ouverture et d'un réchauffement des relations diplomatiques avec la communauté serbe ou d'une collaboration avec le TPIY²⁹ qui s'accompagne d'une reconnaissance – à demi-mots – des crimes commis.

Ces événements sont l'occasion pour les participants anonymes de témoigner leur affliction, leur solidarité avec les victimes, leur gratitude envers les combattants. Ils constituent aussi une occasion d'exprimer leur appartenance à la communauté politique que ces événements mettent en scène, en arborant des marqueurs identitaires (drapeaux, emblèmes, affiches, t-shirt, banderole, tatouage....) sur leur corps, leur maison, leur véhicule ainsi que j'ai pu l'observer à Vukovar et à Knin.



Figure n°6 : Panneau contre l'adhésion de la Croatie à l'UE brandi pendant la cérémonie du 18 novembre à Vukovar. « Les défenseurs de Vukovar et les défenseurs croates n'ont pas donné leur vie pour les nouvelles prisons des peuples UE [Union européenne] et YU[Yougoslavie] mais pour un État croate libre et souverain au profit de tous ses citoyens qui aiment leur patrie. J'aime la Croatie. Non à l'UE ». Cliché de l'auteur (18 novembre 2011)

En raison de leur audience notable, résultant de la présence d'un public vaste, de personnalités politiques de premier plan et de leur importante médiatisation, ces cérémonies offrent en outre une opportunité pour certains participants de donner de la visibilité à des revendications, à une cause, pour tenter d'interpeller les pouvoirs publics ou l'opinion publique sur leurs conditions

²⁹ À propos de l'impact des procès au Tribunal pénal international sur la mémoire officielle de la guerre patriotique, voir chapitre suivant

de vie, leurs souffrances, les injustices subies et pour lesquelles ils n'ont pas obtenu réparation, au moyen de banderoles, panneaux, pancartes, portraits, brandis face à la foule et aux caméras. Parmi les motifs récurrent de récrimination, se trouvent surtout le sort des personnes disparues, les protestations contre l'inculpation puis la condamnation des Généraux croates par le TPIY, les conditions de vie des vétérans.

L'observation de ces cérémonies, commémorations et fêtes nationales, m'a permis d'établir que, tant parmi les participants, les organisateurs, les chanteurs, les politiciens, il y a une circulation des acteurs de la mémoire en Croatie. Ce constat est, en autres, à l'origine de mon idée d'appréhender les différents lieux de mémoire visités sur mon terrain comme un réseau, de les considérer comme les éléments d'un paysage mémoriel.

I.1.3. Musées, centres commémoratifs, expositions permanentes et temporaires

Au cours de mes trois séjours sur le terrain, j'ai visité de nombreux espaces muséaux, dont le détail figure dans le tableau ci-dessous (tableau n°1). J'ai visité huit espaces d'exposition intégralement dédiés à la guerre patriotique : musées, centres commémoratifs et galerie, ainsi que des dispositifs qualifiés localement de mémoriaux (mémorial d'Ovcara, mémorial de Trpiska Cesta...) mais qui relèvent néanmoins de la forme muséale, malgré la confusion que cette dénomination peut engendrer. J'ai aussi visité quatre expositions permanentes dont une partie est consacrée à cet épisode historique, ainsi que deux expositions temporaires ayant pour thème la guerre patriotique. Enfin, j'ai visité dix musées, expositions n'ayant pas de lien avec la guerre : trois musées d'archéologie, trois musées d'ethnographie et quatre expositions ou musées municipaux divers dans la perspective de saisir l'image que la Nation donne d'elle-même, à travers ces vitrines destinées tant un public national qu'international.

Pour raconter ce passé aux visiteurs, les musées et mémoriaux de guerre exposent des documents, des photographies et des objets liés au conflit : armes, uniformes et équipement militaire, matériel médical, vêtements, mobilier, effets personnels des victimes, instruments de musique, caméras et appareils photographiques, panneaux de signalisation, éléments architecturaux, notamment.

Le détournement de ces objets de leur fonction d'origine et leur mise sous vitrine selon une approche esthétique, occasionne, ainsi que l'a établi l'anthropologue Arjun Appadurai, un franchissement de frontières et un changement de statut social, associé à une transformation du « *régime de valeur* » (2009 : 63) dont relèvent ces objets.

Établissement	Ville	Date de la visite
Expositions permanentes consacrées à la guerre		
Centre commémoratif de la guerre patriotique	Vukovar	22/11/2011 15/05/2012 14/04/2015
Centre commémoratif Trpiska	Vukovar	20/11/2011
Musée de l'hôpital	Vukovar	23/11/2011 15/04/2015
Mémorial d'Ovčara	Vukovar	19/11/2011
Mémorial forteresse	Knin	05/08/2011
Musée de la guerre d'indépendance croate	Dubrovnik	07/07/2011
Institut de la reconstruction	Dubrovnik	13/07/2011
Galerie War photography	Dubrovnik	02/07/2011
Expositions permanentes comprenant une section dédiée à la guerre		
Musée de la ville	Zagreb	03/09/2011
Palais Eltz - Musée de la ville	Vukovar	17/04/2015
Palais des Recteurs - Musée de la ville	Dubrovnik	06/07/2011
Palais Sponza - Archives municipales	Dubrovnik	06/07/2011
Expositions temporaires consacrées à la guerre		
Musée de la ville Exposition temporaire « Zagreb en guerre »	Zagreb	15/10/2011
Musée d'histoire croate Exposition temporaire « Guerre patriotique »	Zagreb	08/05/2012
Autres musées/expositions		
Musée d'histoire croate Exposition « Ban Jelačić »	Zagreb	30/08/2011
Musée d'archéologie	Zagreb	02/09/2011
Musée d'ethnographie	Zagreb	24/08/2011
Musée d'archéologie	Split	27/07/2011
Musée d'ethnographie	Split	25/07/2011
Musée de la ville/d'histoire	Split	29/07/2011
Musée Meštrović	Split	05/11/2011
Musée de la Marine	Dubrovnik	09/07/2011
Musée d'ethnographie	Dubrovnik	07/07/2011
Musée d'archéologie	Zadar	16/12/2011

Tableau n°1 : Récapitulatif des espaces muséaux visités au cours de l'enquête

En effet, Appadurai, qui analyse les changements de statut des objets en traitant ces transformations comme si elles affectaient des individus, affirme que les objets « comme les personnes ont une vie sociale » (ibid. : 2). En s'attachant à la biographie et à la trajectoire des objets, il démontre que le statut de marchandise d'un objet est un état transitoire, relatif, duquel il peut sortir au cours de son existence : « la marchandise n'est pas une sorte de chose plutôt qu'une autre, mais une phase dans la vie de certaines choses » (ibid. : 19). Le statut d'un objet n'est donc pas une propriété intrinsèque inscrite en lui par ses créateurs, une essence immuable et inaltérable.

En effet, ces objets utilitaires, usuels qui appartenaient à la sphère des marchandises produites en série, qui circulaient comme des biens de consommation courants – armes de guerre mises à part – et qui dans des circonstances ordinaires auraient fini au rebut en raison de leur détérioration ou de leur obsolescence, se voient accorder une existence et une valeur nouvelle en raison d'une trajectoire qui les singularise, en raison d'une « biographie spécifique » (Appadurai, ibid. : 37). Ces objets, parce qu'ils ont appartenu à des combattants, à des détenus en camps, à des victimes singulières, à des héros de la guerre, deviennent les dépositaires d'une mémoire qu'il convient de conserver, les témoignages matériels d'une existence et d'événements exceptionnels qui méritent d'être immortalisés. Ils sont les restes sacralisés d'un passé traumatique et deviennent des objets de collection qui suscitent des émotions et des attitudes variées, la déférence, la tristesse, la colère, la fierté, l'ébahissement, l'affliction, la gratitude, la haine.

La « destination fonctionnelle initiale » (Bonnot, 2002 : 149) de ces artefacts importe peu, ainsi que l'affirme l'anthropologue Thierry Bonnot, ce qui fait la valeur de ces objets, c'est le regard que la société porte sur eux. En l'occurrence, dans la mesure où il témoigne du sort de la Nation pendant la guerre, « l'objet devient archive » (op.cit. : 7), il devient le réceptacle d'une histoire individuelle et collective qui ne doit pas être oubliée. Pour Jean-Yves Boursier (2010 : 31), « ces traces peuvent être protégées, transformées en reliques au cours d'opérations de patrimonialisation », l'exposition dans un espace muséal, donne donc lieu à la transformation de biens aliénables en biens inaliénables.

En outre, dans un contexte global de « judiciarisation des conflits³⁰ », et un contexte régional d'accusations croisées de crimes de guerre par les belligérants, notamment les accusations de génocide que l'État croate et l'État serbe ont adressé à la Cour Pénale Internationale, l'objet exposé peut se faire preuve. En montrant aux visiteurs des indices matériels concrets des crimes commis (effets personnels des victimes exhumés des charniers, mobilier détruit et

³⁰ Revue Inflexions, 2010/3, numéro 15, La judiciarisation des conflits.

documents calcinés dans les bombardements, panneaux de signalisation criblés de balles...), les musées et mémoriaux de guerre participent à attester de l'authenticité des faits, de la véracité du récit officiel sur le passé. À mon sens, l'exposition d'artefacts marqués par la guerre, qui constituent autant de pièces à conviction, est aussi un moyen de contre-carrer la contestation des événements à laquelle s'adonnent les nationalistes serbes (en Serbie et en Croatie) qui procède parfois du négationnisme.

Sophie Wahnich (2007) affirme que les musées de guerre constituent une nouvelle forme de monumentalité qui « se propose de célébrer des valeurs, de commémorer les terreurs passées et de prévenir celles qui pourraient advenir ». Si elle considère qu'il existe « une standardisation du musée comme nouvelle forme monumentale », l'auteure ajoute néanmoins que « les discours symboliques qui s'y fabriquent sont particulièrement distincts en fonction des pays. Comme si chacun des peuples ne pouvait monumentaliser qu'une part de son expérience propre ».

À l'instar des monuments et cérémonies commémoratives, les musées remplissent donc des fonctions éducatives, commémoratives et identitaires. Ils participent à créer un sentiment d'unité en exposant la communauté de culture, les valeurs et l'histoire partagées par les membres de groupes vastes où l'interconnaissance est impossible, et jouent un rôle de premier plan dans la production et la représentation de la Nation, ainsi que l'affirme la sociologue Peggy Levitt (2015 : 2). L'étude des musées, qu'il s'agisse des musées d'histoire, de guerre ou d'art, permet alors de saisir les représentations d'elle-même que la Nation élabore et expose, et selon l'auteure :

« Each type of museum plays some role – whether purposefully or by default – in citizenship creation and showcases the nation from a slightly different angle. « National » collections of paintings, decorative objects, and material culture, along with cultural history museum, tell us something about how nations represent themselves to insiders and outsiders. » (Levitt, 2015:3)

Cette portée identitaire se traduit aussi dans la mise en scène du passé, récent ou lointain. En effet comme l'affirme Boursier – à propos du musée de la civilisation inauguré dans le Morvan en 1996 – le musée est un « dispositif historiciste » (2001/1 : 156) qui par le choix de ses procédés de médiation culturelle inscrit la communauté dans le temps très long.

De la muséographie des musées d'histoire ou d'archéologie visités sur le terrain émerge – à dessein – l'impression d'une présence croate antédiluvienne que l'on pourrait faire remonter à la préhistoire. Ce procédé permet d'affirmer l'ancienneté de la présence sur le territoire, ce qui constitue une façon de revendiquer le caractère autochtone de la Nation. Boursier décèle dans cette mise en scène du passé « une recherche des origines, des racines, le plus souvent selon

une principe d'autochtonie qui suppose de trouver la trace pour s'ancrer dans un territoire et remonter une filiation » (2010 : 23). Cette revendication d'autochtonie rend la soustraction violente d'un tiers du territoire croate à la souveraineté de l'État et au gouvernement démocratiquement élu, entreprise par les forces serbes pendant la guerre encore moins acceptable car encore moins justifiée et légitime.

Elle s'accompagne d'une insistance marquée sur la période antique, notamment la présence romaine (et de façon plus anecdotique la présence grecque) sur le territoire et son influence civilisatrice, ce qui représente un moyen de se démarquer des nations voisines, en montrant un héritage partagé et donc des caractéristiques culturelles supposées communes avec les nations d'Europe occidentale. Il est possible de mettre en relation ces analyses issues des observations de terrain avec les affirmations formulées par l'historien Bruno Drweski à propos du mythe des origines dans l'Europe médiane. L'auteur évoque – à propos du cas roumain dont il montre qu'il n'est pas spécifique – un « besoin de s'intégrer dans l'héritage occidental par le biais de l'Antiquité, tout en revendiquant le caractère autochtone de son peuple » (Drweski, 2005 : 25-26). Il souligne en outre :

« Ce montage démontre le besoin de trouver, dans le cas roumain comme dans celui des autres peuples de l'Europe médiane, une légitimité privilégiant les liens entre le pays que l'on voulait bâtir et le monde occidental et passant par une ignorance de l'environnement régional dont on souhaitait s'extraire le plus possible. » (ibid. : 26)

Les musées croates étudiés participent donc à la fois d'une recherche d'autochtonie et d'un mouvement de débalkanisation évoqué précédemment. Au vu de ces éléments, il est opportun de considérer le musée comme une scène politique, qui peut parfois se transformer en véritable arène politique. En effet, tant par la sélection du contenu des collections que par l'organisation de l'espace à laquelle ils procèdent, les musées d'histoire, d'archéologie, d'ethnologie, d'art, de guerre – appréhendés à la fois comme des entités séparées et comme les éléments d'un « paysage muséal » (L'Estoile 2010 : 577) pour reprendre la terminologie employée par l'anthropologue Benoît de L'Estoile – participent à l'ordonnancement du monde. Pour L'Estoile « l'exposition est porteuse d'une cosmologie, dans la mesure où elle effectue une mise en ordre du monde » (ibid. : 571).

Les musées sont en effet façonnés par les idéologies dominantes et concourent à leur diffusion. Ils définissent les éléments mémorables du passé, mettent en valeur les Grands Hommes qu'il convient d'honorer, édictent les normes esthétiques, transmettent un système de valeurs, donnent à voir les représentations de soi et des autres, contribuant à forger l'image que les citoyens se font de la Nation et de sa place dans le monde.

Ce faisant, ils érigent des frontières culturelles et sociales, occultent des pans entiers de l'histoire et invisibilisent les voix minoritaires ou marginales, perpétuent des stéréotypes raciaux, sociaux, genrés et entérinent les hiérarchies sociales. Cette assertion est partagée par Peggy Levitt, qui écrit :

« Museums exposed visitors to certain kind of knowledge based on certain set of values. The ordering and reordering of objects and how they were positionned in relation to each other legitimized particular social and political hierarchies, privileging some ways of knowing while excluding others. » (op.cit. : 7)

Ainsi, même lorsqu'ils clament des positions apolitiques, les musées ne sont ni neutres ni apolitiques, ils sont des instruments de contrôle social et perpétuent un *statu quo*, ainsi que le soutient Levitt qui affirme en outre : *« not confronting the effect of curatorial or collecting choices, and not acknowledging the consequences of what is displayed and what is absent, of what is talked about and what is silenced, is also a deeply political act »* (ibid. : 140).

Dans les pages qui suivent, je vais présenter une partie des musées et expositions visités lors de mes enquêtes de terrain.

Exposition temporaire musée d'histoire croate :

Le musée d'histoire croate, qui ne dispose pas d'une exposition permanente mais organise de nombreuses expositions temporaires, a consacré à la guerre l'exposition *Domovinski rat* (Guerre patriotique) du 1^{er} décembre 2011 au 30 septembre 2012. J'ai visité cette exposition le 8 mai 2012, lors de mon deuxième séjour de terrain. Située au premier étage du musée, et s'achevant au rez-de-chaussée, l'exposition est organisée selon un fil conducteur à la fois chronologique et thématique, qui viendrait reproduire les différentes séquences de la guerre. D'ailleurs les différentes sections de l'exposition sont intitulées : Effondrement de la Yougoslavie et indépendance de la Croatie, Révolte serbe en Croatie, Aggression, Défense, « La guerre est la réalité dans laquelle je vis », Entre action et diplomatie, Libération et réintégration pacifique, *In memoriam* - Pertes humaines dans la guerre.

Le musée ne disposant pas d'une collection propre, les matériaux exposés ont été prêtés par des institutions croates (musées, associations, ministères) et par des particuliers (anciens combattants et familles de victimes). Malgré cela, le parcours comporte relativement peu d'objets et la majorité des matériaux exposés est constituée des documents iconographiques ou écrits : photographies, coupures de presse, cartes, affiches, dessins d'enfants, lettres, rapports. De nombreux dispositifs multimédias (vidéoprojecteurs, écrans tactiles, télévisions) permettent de visionner des images d'archives, des documentaires sous-titrés en anglais.

L'exposition donne l'impression d'avoir été conçue comme un manuel scolaire à taille humaine dans lequel circuleraient les élèves. En effet, tant par sa trame que par les artefacts, document et images exposés, cette exposition présente de très nombreuses similarités avec les manuels scolaires que je me suis procurée sur le terrain. Lorsque je demande à la guide présente sur les lieux qui sont les visiteurs, elle affirme que les groupes scolaires constituent le public-cible :

« Le public principal, c'est les élèves, parce que les enfants entendent parler de la guerre seulement à l'école. Les gens en ont assez d'entendre parler de la guerre, ils veulent des mesures concrètes pour améliorer leur vie quotidienne présente, pas les mêmes sempiternels discours, alors l'exposition ne s'adressent pas tellement aux adultes, qui sont un peu lassés par le sujet. Il y a aussi quelques visiteurs étrangers. Mais dans l'ensemble, la majorité des visiteurs, ce sont les groupes scolaires. » (Extrait d'entretien Ana Z., Zagreb, 8 mai 2012).

Cela explique certainement le choix qui a été fait par les conservateurs de ne pas montrer la violence de guerre trop explicitement. Cette violence transparaît à travers ses conséquences : patrimoine détruit, villages en ruines, réfugiés, blessés, mais il n'y a pas de photographies sur lesquelles figureraient les dépouilles de victimes³¹, de soldats violentant ou exécutant des civils, ou des images de charniers. Par la sélection des items exposés, leur agencement et le choix des termes employés, le musée d'histoire croate communique plusieurs messages aux visiteurs.

Tout d'abord, les affiches de la campagne électorale multi-partite de 1990 et les affiches pour le référendum sur l'indépendance de la Croatie, les photographies de sessions parlementaires, de la population brandissant le drapeau national, les photographies de l'élection du Franjo Tuđman, les coupures de presse illustrent la volonté populaire d'accéder à l'indépendance, montrent le caractère démocratique du processus, ainsi que sa légalité.

Cette mise en avant du droit de la Croatie à faire sécession s'accompagne de cartes montrant la répartition ethnique des villes et villages de Slavonie orientale où les Croates apparaissent majoritaires. De la sorte, le caractère illégitime de la guerre est souligné, ainsi que caractère injustifiable les prétentions territoriales grand-serbes.

Dans le parcours de l'exposition, les Serbes sont dépeints uniquement à partir de la figure du milicien se revendiquant de l'héritage četnik, cruel, alcoolique, criminel. Si les milices serbes ont exercé une violence sans nom à l'encontre des civils et des prisonniers de guerre, qu'il ne s'agit en aucun cas de contester ou de relativiser, je vois dans la focalisation sur cette figure un parti pris politique, dont le but est de renforcer la représentation de la guerre comme une

³¹ Alors que c'est le cas dans le catalogue de l'exposition, et dans d'autres expositions que j'ai visité.

agression barbare, et donc d'étayer la posture victimaire dominante.

Par ailleurs, en montrant les manifestations des mères contre la conscription de leurs fils dans la JNA, l'engagement des volontaires en provenance de l'ensemble du territoire pour constituer les forces croates, il s'agit de montrer à la fois l'union nationale autour de la défense de la Patrie, la bravoure et le courage du peuple croate.

Dans la pièce consacrée à la « Défense » les murs sont recouverts d'une peinture effet camouflage, un drapeau croate calciné est accroché au dessus d'un écran diffusant des images d'archives de la guerre. Dans une vitrine des armes de guerre côtoient des fusils de chasse et des armes de fabrication artisanale, les écussons des différentes brigades ayant participé aux combats sont épinglés ensemble. Un mannequin vêtu d'un uniforme, d'un casque et de chaussures présentant des marques d'usures, porte une mitrailleuse en bandoulière et à ses pieds est disposé un équipement sommaire. Cette mise en scène met l'accent sur la résistance héroïque et le mérite des forces croates malgré le déséquilibre du rapport de forces, évoquant l'épisode biblique de David contre Goliath. L'exposition s'attache aussi à mettre en valeur l'humanité des défenseurs, à travers leurs effets personnels (briquet, paquet de cigarettes, chapelet, papiers d'identité) et des portraits en noir et blanc.

Dans la salle suivante, les artefacts exposés dans des cartons accrochés aux murs, ainsi que des photographies en noir et blanc de femmes et d'enfants transportant leurs effets personnels dans des sacs plastiques, de vieilles femmes voûtées et toutes de noir vêtues poussées sur les routes de l'exode, l'empilement de colis d'aide humanitaire dans une vitrine, les portraits d'enfants médusés, les clichés de villes en ruines, de bâtiments en flammes, du patrimoine détruit... tous ces éléments permettent d'illustrer les souffrances endurées par les civils, et notamment le sort des réfugiés et personnes déplacées, et donnent à voir leur vulnérabilité et leur grande précarité.

Dans un angle, quelques images, coupures de presse et documents sont consacrés au sort des détenus en camp. Exposés dans des vitrines, des objets fabriqués à la main et de façon clandestine par les détenus croates (crucifix en ficelle, jeux de cartes et de dames dessinés à la main, lunettes réparées, calendrier manuscrit) ont vocation à : « *testify the adroitness of the inmates in coping under trying and uncertain circumstances*³² », ainsi qu'on peut le lire dans le catalogue d'exposition.

Plus loin, des affiches anti-guerre placardées sur les murs, des rapports, lettres et pamphlets servent à témoigner de la vigueur de l'activisme d'associations et d'artistes pour sensibiliser l'opinion publique internationale au sort de la Croatie, mais aussi inciter les habitants des régions épargnées par la guerre à faire preuve de solidarité avec les centaines de milliers de

³² Hrvatski povijesni muzej, The Homeland War. Exhibition guide, p.39

personnes déplacées et réfugiés. Et dans un angle de la salle suivante, comme pour suggérer l'impact de ces mobilisations, une carte de la répartition des forces d'interpositions et de nombreuses photographies de casques bleus en patrouilles et de colonnes de véhicules de l'ONU sont affichés. Au centre de cette pièce toute en longueur, dont les fenêtres ont été masquées et dont les murs sont recouverts de peinture anthracite, les pertes humaines de la guerre sont données à voir à travers un ensemble de documents placés dans des supports en plexiglas : avis de décès, lettres, documents d'identité, plans, couverture de magazines de la presse internationale, photographies de civils, coupons alimentaires accordés aux réfugiés. Par ailleurs, plusieurs écrans diffusent des images d'archives et des dispositifs multimédias permettent aux visiteurs de consulter des documents. Une partie de la table est composée d'un fragment³³ du Mur de la douleur³⁴ et fait face à un panneau comportant plusieurs photographies de la construction de ce dispositif par des femmes. Mettre en valeur ce mur destiné à interpeller la communauté internationale sur le sort des détenus en camps, des disparus et sur les victimes de la guerre en général, constitue une façon de critiquer l'impuissance et la lenteur d'intervention de la communauté internationale.

Les objets du quotidien souillés par la guerre, tels les chaussons de danse de la première ballerine du ballet national blessée durant le bombardement de Zagreb, les vêtements d'enfants, les plaques ononymiques criblées d'impacts de balles, le crucifix sur lequel l'effigie du Christ a les jambes brisées, étaye le message de victimisation, et suscite l'empathie et l'indignation.

La muséographie est en tout point conforme à la conception officielle de la guerre, ce qui n'est pas surprenant, dans la mesure où le musée est une institution étatique, qui participe à la diffusion des représentations dominantes. Les concepteurs de l'exposition mettent en évidence certains éléments de la guerre, et passent sous silence les aspects qui viendraient écorner l'image de la Croatie victime, refusant ainsi de faire face aux aspects sombres de l'histoire croate. Par conséquent, il me semble approprié de faire le lien avec l'analyse formulée par Sophie Wahnich à propos du mémorial de Caen : « ce qui est ainsi refoulé c'est l'historicité et le caractère politique de la guerre et des terreurs qu'elle produit. Il n'y a plus de camps politiques mais, même en pleine Seconde Guerre mondiale, des hommes violents toujours bourreaux et des non-violents toujours victimes » (op.cit. : 5). En éludant ces dimensions, l'exposition se focalise exclusivement sur le destin poignant des victimes et de la Nation.

³³ À moins qu'il ne s'agisse d'une réplique, mais je ne dispose pas d'éléments à ce sujet.

³⁴ Pour les détails concernant ce monument voir infra



Figure n°7 : « La beauté fauchée par la guerre » pourrait être le titre de cette vitrine.
Musée d'histoire croate, exposition temporaire *Domovinski Rat* (Zagreb, 8 mai 2012)

Le choix musical vient accroître le tragique qui ressort de l'exposition. En effet, la puissance évocatrice de l'*Adagio pour cordes* de Samuel Barber est telle, qu'en dépit de mes résistances et de la distance critique qui me guide lors de la visite, j'ai l'impression pendant un instant d'être happée par les émotions, ce qui m'amène à prendre la mesure de l'effet qu'un tel dispositif peut exercer sur les visiteurs, dont l'histoire individuelle ou familiale est intimement liée à la guerre, et qui ne sont pas guidés, lors de leur visite, par une perspective de déconstruction.

Musée de la ville de Zagreb

Le Musée de la ville de Zagreb, qui retrace l'histoire de la ville depuis sa fondation il y a 900 ans, consacre une salle de l'exposition permanente à la situation de Zagreb pendant la guerre patriotique. La fenêtre a été masquée par un autocollant représentant un empilement de sacs de sable, l'agrandissement d'une photographie des toits de la vieille ville d'où émanent d'épais nuages de poussière ocre, le mobilier endommagé et renversé, les tessons de faïence et les gravats disposés sur un tapis, donnent l'impression d'assister en direct aux bombardements de la JNA qui ont frappé la capitale croate, le 7 octobre 1991.



Figure n°8 : Diorama mettant en scène des bombardements de Zagreb. Exposition permanente musée de la ville de Zagreb. Cliché de l'auteure (Zagreb 18 août 2011)

La télévision posée au milieu de ce diorama diffuse en boucle une vidéo offrant aux spectateurs un résumé en images du déroulement de la guerre à Zagreb : on y voit l'accès au pouvoir de Tuđman et sa première apparition public, sur la place Ban Jelačić, en tant que premier Président de la République de Croatie aux côtés du cardinal de Zagreb et une foule brandissant des drapeaux croates. Puis sont montrés les violences dans les stades lors de rencontres footballistiques entre les clubs de Zagreb et Belgrade, le début de l'offensive de la JNA, les manifestations populaires et les banderoles où figure le slogan « *Yugoslavia Prison for Nations* », les émeutes et les chars attaqués par la population au moyen de pierres et de cocktail Molotov, les préparatifs croates, le départ des soldats pour le front, l'organisation mise en œuvre par les habitants pour protéger leur habitation. Puis on voit les civils blessés, les sirènes annonçant les bombardements arrêtant toute activité (tramways stoppés, terrasses et rues désertées, personnes à la recherche d'abri), et les dégâts causés par les bombes. Ensuite, des images des rassemblements à l'occasion de la reconnaissance internationale de l'indépendance croate le 15 janvier 1992 et les cloches de la cathédrale qui retentissent, la visite du Pape Jean-Paul II les 10 et 11 septembre 1994. Enfin, l'année 1995 est représentée par les images de civils tués et blessés et le retour du front des soldats accueillis en héros. Tant par le film que par la mise en scène de la pièce, cette présentation propice à l'immersion suscite l'empathie pour les victimes et pour la ville, un sentiment d'injustice face à cette agression illégitime.

Exposition temporaire Zagreb en Guerre

Par ailleurs, pour commémorer les 20 ans de l'indépendance du pays, le Musée de la ville de Zagreb a consacré une exposition à l'impact de la guerre sur la capitale croate, intitulée *Zagrebačka ratna : deset ratnih svjedočanstava* (Zagreb en guerre : dix témoignages de guerre). J'ai visité cette exposition le 15 octobre 2011, et j'ai effectué un entretien avec son concepteur, le conservateur et historien Kristian Strukić, le 2 décembre 2011³⁵. L'objectif de l'exposition est de « conserver la mémoire de ce moment, parce que c'était une année très importante dans l'histoire de la Croatie, mais aussi pour la ville Zagreb³⁶ ». À cette portée commémorative, s'ajoute une volonté de « mettre l'humain au premier plan³⁷ » et de « participer à la connaissance en apportant des éléments nouveaux³⁸ ».

Guidée par la volonté d'adopter une posture originale, la direction du Musée a fait le choix de concevoir l'exposition à partir de témoignages d'acteurs de la guerre. Kristian Strukić m'explique l'origine du projet :

« On a sélectionné dix personnes dans situations différentes pour illustrer différents points de vue, on avait déjà des objets pour illustrer la situation de ces personnes, mais aussi de la Croatie en général. Je suis historien, mais j'aime beaucoup l'ethnologie et l'anthropologie, et j'aime beaucoup parler avec les gens, et ça a été à la source du concept de l'exposition. Initialement on avait pensé articuler la question de la guerre et des quartiers de Zagreb, mais on a remisé cette idée.

On a fait un enregistrement vidéo des entretiens avec les personnes sélectionnées, qui duraient une heure environ. Mais ce format est trop long, ça ne convenait pas pour une présentation au musée, alors on l'a adapté et on a réduit à 40 minutes. Et on a conçu l'exposition à partir des thèmes issus des entretiens. Ces témoignages ont vraiment constitué l'ossature de l'exposition.

» (Extrait d'entretien, Kristian Strukić, Zagreb, 2 décembre 2011)

Les témoignages sont ceux de Višnja Matutinović (♀) activiste dans le secteur humanitaire et pacifiste, à l'origine des initiatives « Appel pour la paix³⁹ » et « Mères pour la paix⁴⁰ » œuvrant à l'échelle de la Fédération ; Marija Slišković⁴¹ (♀) fondatrice de l'association « Femmes dans la guerre patriotique⁴² » qui agit pour la reconnaissance de la place des

³⁵ Malheureusement, la traduction simultanée pour cet entretien étant d'une piètre qualité, j'ai perdu une quantité non négligeable d'informations.

³⁶ Extrait d'entretien Strukić, Zagreb, 2 décembre 2011

³⁷ Extrait d'entretien Strukić, Zagreb, 2 décembre 2011

³⁸ Extrait d'entretien Strukić, Zagreb, 2 décembre 2011

³⁹ *Apel za mir*

⁴⁰ *Bedem Ljubavi* (littéralement Le rempart de l'amour)

⁴¹ Les activités de Marija Slišković seront évoquées plus en détails dans le chapitre suivant

⁴² *Žene u Domovinskom ratu*

femmes dans la guerre et la prise en charge des violences sexuelles de guerre ; Josip Bistrović (♂) photojournaliste de guerre ayant couvert les attaques contre Zagreb ; Robert Belošević (♂) photojournaliste de guerre ayant couvert les attaques contre Zagreb ; Ivan Posilović (♂) membre de l'Association des volontaires de la protection nationale de la guerre patriotique⁴³ organisation qui a participé à l'occupation des casernes de la JNA à Zagreb et dans plusieurs villes de Croatie ; Marija Lacko (♀) impliquée dans l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées à Zagreb pendant le conflit ; Nada Premerl (♀) directrice par intérim du Musée de la ville de Zagreb en 1991 ; Mladen Kušek (♂) rédacteur en chef de programmes éducatifs de la Radio Croate ; Anđelko Vugrinec (♂) soldat zagrébois ayant combattu lors du siège de Vukovar, détenu en camp à la fin du siège ; Mišo Žutić (♂) membre de l'unité d'élite de l'Armée croate « les Tigres ».

C'est la première fois que je visite une exposition qui accorde une telle place aux témoignages de femmes. Dans la plupart des dispositifs, c'est une parole masculine qui est mise en exergue, les femmes étant habituellement reléguées à un rôle de victime privée de parole. D'ailleurs dans le catalogue d'exposition édité par le musée, il y a quelques photographies en noir et blanc de femmes soldats, ce qui suffisamment rare pour mériter d'être mentionné.

À ma question relative aux critères ayant guidé la sélection de ces témoignages mon interlocuteur apporte une réponse assez lapidaire et peu éclairante : « par le choix de personnes, on voulait mettre en relief des questions qui ne sont pas traitées habituellement⁴⁴ ». Si l'intention est louable en théorie, dans les faits je découvre après des recherches que nombre des acteurs choisis par le musée ont des positions politiques et idéologiques proches du HDZ, voire de la ligne dure du Parti⁴⁵. Cette exposition n'a donc pas vocation à contredire la lecture officielle de la guerre, en donnant de la visibilité à des mémoires alternatives, tant s'en faut. Ce qui explique la gêne provoquée par ma question « pourquoi il n'y a pas de représentant de la communauté serbe de Croatie ou des autres minorités nationales, alors qu'il y a deux personnes représentant le point de vue du journalisme de guerre, deux personnes représentant les initiatives des femmes pour la paix ? », question à laquelle mon interlocuteur répondra « on a dû faire des choix » avant de changer de sujet.

⁴³ *Udruga Dragovoljaca Narodne Zaštite Domovinskog Rat*

⁴⁴ Extrait d'entretien Strukić, Zagreb, 2 décembre 2011

⁴⁵ Ivan Posilović, représente ici une organisation qui, sur son site Internet, fait mention de « terrorisme serbe », « terroristes četnik », de « četnik », de « destruction sévère et bestiale de la Croatie », termes récurrents dans les représentations de la guerre véhiculés par l'extrême droite croate. Source : http://udnz.hr/web/?page_id=36



Figure n°9 : Exposition Zagreb en guerre. Cliché de l'auteure (Zagreb, 15 octobre 2011)

Quant à la scénographie de l'exposition, située dans la première salle du rez-de-chaussée du musée, elle est assez ordinaire. L'espace voûté et sombre a été découpé en unités thématiques par des cloisons sur lesquelles figurent des agrandissements de photographies en noir et blanc. Chacun de ces thèmes – Initiatives pour la paix, Le retrait de l'armée yougoslave, Les vêtements de guerre de la ville, Une voix de Vukovar, Attaques sur la ville, Les forces zagréboises dans l'armée croate – est illustré par des photographies, des documents d'archives et quelques artefacts, parmi lesquels, un uniforme, des casques et des armes militaires, du matériel photographique, des gravas, des livres, les écussons des différentes brigades composant les forces croates. Dans chaque unité, des chaises sont installées devant les télévisions équipées de casques audio qui diffusent en boucle les témoignages vidéos. Sur une ancienne colonne publicitaire en fonte verte, type colonne Morris, sont placardées des affiches anti-guerre.

Malgré la vocation de l'exposition de donner à voir des aspects peu médiatisés de la guerre, le message qui émane des matériaux exposés – dont la majorité figure par ailleurs dans de nombreux musées, expositions et mémoriaux publics et privés – est semblable à celui véhiculé par la majorité des dispositifs mémoriels que j'ai visité : victimisation sur une base ethno-nationale, unité, résistance et bravoure. L'exposition, gratuite, ayant rencontré un grand succès auprès du public, la direction du musée a décidé de la prolonger de trois semaines.

Musée de la ville de Vukovar :

J'ai visité le musée de la ville, aussi appelé Palais Eltz (*Dvorac Eltz*), le 17 avril 2015 lors de mon dernier séjour à Vukovar, et j'ai réalisé un entretien avec la directrice du musée Ruža Marić le 23 avril 2015. J'ai aussi rencontré Zoran Šimunović, conservateur et artiste peintre, avec qui j'ai eu plusieurs conversations informelles, au cours de ce dernier terrain.

Le parcours débute par une mise en abyme, avec une salle consacrée à l'histoire du musée, où sont présentées les activités significatives du musée depuis sa création en 1966, ainsi que le sort de l'établissement pendant la guerre. Des panneaux explicatifs accompagnés de nombreuses photographies en noir et blanc documentent l'ampleur des destructions provoquées par le siège ainsi que les mesures de conservation d'urgence mises en œuvre par le personnel du musée sous l'égide du Ministère de la culture. Des fragments de la plaque de marbre où était gravé le nom du musée, ainsi que des catalogues d'exposition et des ouvrages sont disposés dans une vitrine telles des reliques.



Figure n°10 : Le Musée en guerre. Exposition permanente Musée de la ville de Vukovar.
Cliché de l'auteure (Vukovar, 17/04/2015)

Puis sont montrées les activités du musée en exil (1991-1997) : sauvegarde des œuvres endommagées, inventaire des œuvres manquantes, expositions, levée de fonds. Au cours de cette période l'équipe du musée en résidence au musée Mimara à Zagreb (où sont entreposées une partie des collections du musée de Vukovar) coopère de façon intensive avec les autres musées zagrébois et croates, institutions avec lesquelles le musée a tissé des liens de longue date.

Lors de notre entretien, la directrice du musée de Vukovar m'explique :

« Quand notre musée est revenu, en 1997, c'était le début de la réintégration pacifique de la région du Danube, alors nous sommes revenus, et nous avons commencé à restaurer ces ruines parce que le bâtiment était complètement détruit, comme vous pouvez le voir dans cette exposition. Et quand on a commencé à réfléchir à la reconstruction du Palais Eltz et de notre exposition permanente, on a aussi inclus dans le processus nos collègues du musée d'archéologie de Zagreb, du musée d'histoire, du musée d'ethnologie, le musée Mimara où nous étions un musée en exil pendant 7 ans, et aussi le musée d'art moderne et la Galerie Strossmayer à Zagreb, et les musées d'Osijek aussi, et les galeries d'art d'Osijek, de façon à faire en sorte de récupérer les collections qui avaient été prêtées pour des expositions temporaires avant la guerre et toutes les collections qui avaient été réparties dans ces institutions pendant la guerre. On a aussi eu beaucoup d'échanges, de discussions avec nos collègues pour préparer notre nouvelle exposition permanente, sur la scénographie des espaces et la façon de tirer parti des œuvres qui nous restaient, parce que beaucoup de choses ont été détruites ou ont disparu pendant la guerre. Il fallait donc qu'on compose avec ces vides. »
(Extrait d'entretien, Ruža Marić le 23 avril 2015, Vukovar).

De nombreuses photographies viennent illustrer les étapes de la reconstruction consécutives à la fin de la guerre et à la réintégration pacifique de la région (1997-2012), les efforts entrepris par les conservateurs du musée et le Ministère de la Culture pour obtenir la restitution des œuvres dérobées pendant la guerre et conservées dans un presbytère orthodoxe à Novi Sad (Serbie), et mettre en place l'exposition permanente. Par ailleurs, les activités culturelles organisées par le musée, avant même le retour de ses collections dans ses locaux, sont mises en évidence. En effet, le musée a été envisagé comme un acteur central dans le développement de la vie culturelle de Vukovar, notamment par l'organisation de festivals, cérémonies, de conférences.

Au rez-de-chaussée, se trouvent une boutique de souvenir, une librairie, ainsi que plusieurs salons de réception, avec leur mobilier d'époque, les tableaux et miroirs accrochés aux murs, qui permettent de donner un aperçu du mode de vie de la noblesse locale. Ces espaces sont aussi utilisés lors d'événements culturels organisés par le musée (conférences, vernissages, concerts...).

L'exposition permanente, inaugurée le 23 janvier 2014, se situe au premier et deuxième étages, ainsi que dans les combles, elle retrace l'histoire de la ville, selon un découpage en différentes sections à la fois thématiques et chronologiques.

Au premier étage, dix salles sont consacrées au passé archéologique de Vukovar. La scénographie de la section paléontologie est ludique et dynamique, avec des films d'animation et des peintures rupestres dans un style graphique qui évoque les bandes dessinées, ce qui permet de dépoussiérer la section archéologie, parfois rébarbative pour le jeune public. Les salles consacrées à la culture de Vučedol mettent l'accent, avec force cartes, photographies, vidéo, animation – où le fleuve Danube est omniprésent – sur le caractère local de ce site considéré comme la « Troie européenne⁴⁶ » et des découvertes archéologiques majeures qui y ont été réalisées. En revanche les artefacts sont peu nombreux, car pour la plupart, ils sont exposés au musée archéologique de Zagreb, notamment l'emblématique colombe de Vučedol (que les visiteurs peuvent néanmoins voir en vidéo), ou au Musée de Vučedol qui n'avait pas encore été inauguré lors de mon dernier séjour. Par conséquent, une partie importante de cette section est consacrée à la documentation de l'activité archéologique, avec des photographies de la campagne de fouilles des années 1950 qui a mené à la découverte d'une nécropole majeure et des coupures de presse de l'époque. Ce passage extrait du site internet du musée de Vučedol atteste de la recherche des origines les plus anciennes et les plus prestigieuses possibles, confinant à l'autochtonie évoquée plus haut :

« Vučedol reached a real peak in the intensity of settlement right in the period of the Vučedol Culture (3,000 – 2,500 B.C.). Excavations show that the culture was literally born in this area and that for along time it was its most significant centre. This cultural phenomenon at its peak completely or partially covered 14 of today's European countries – the Czech Republic, Slovakia, Austria, Hungary, Romania, Slovenia, Italy, Croatia, Bosnia and Herzegovina, Serbia, Montenegro, Kosovo, Albania and one settlement has even been registered in Eastern Greece.⁴⁷ »

Sans autre forme de transition, on entre dans le Moyen Âge. La salle est une sorte de condensé de la lutte de la Croatie contre la menace ottomane : armes, armures, bannières, reproduction de tableau, cartes. En outre, une bande son reproduit l'atmosphère sonore d'une bataille, avec cris, hennissements, fracas d'armes qui s'entrechoquent, venant ancrer la représentation de la région comme citadelle catholique contre la conquête musulmane, l'*Antemurale Christianis* dont le thème est réactualisé depuis l'indépendance, et offre une vision manichéenne et pour le moins simpliste de cette période troublée.

Après une salle consacrée à la période baroque, une enfilade de salles montre l'essor politique, économique et culturel de Vukovar aux XVIII^e et XIX^e siècles, la vie quotidienne des habitants et de la noblesse de la cité danubienne.

⁴⁶ Source : <https://vucedol.hr/en/vucedol-culture-museum/>

⁴⁷ Source : <https://vucedol.hr/en/vucedol-culture-museum/>

Dans les reconstitutions de l'habitat de l'aristocratie, l'empreinte habsbourgeoise est visible dans le mobilier, les objets du quotidien et les œuvres d'art exposés, que les visiteurs peuvent observer en regardant par les interstices, comme pour surprendre le quotidien des habitants. Dans les vitrines, on trouve des objets de la vie quotidienne, monnaie, instruments de musique, vaisselle, ainsi que des documents officiels, cartes, photographies, gravures et aux murs sont accrochés de nombreux portraits des notables locaux. Enfin, des archives photographiques témoignent de l'évolution des moyens de locomotion, et l'électrification de la ville et sa connexion au réseau téléphonique sont mises en valeur, car il s'agit de présenter Vukovar comme une ville à l'avant-garde du progrès technique et culturel.

La première moitié du XX^e siècle est résumée en deux salles, la première salle retrace l'histoire de Vukovar au cours de cette période par le traitement des événements dans la presse. La salle est entièrement tapissée de reproduction de coupures de presse, et des inscriptions en caractères rouges marquent les années.

Lors de ma visite de l'exposition, je suis interpellée par le traitement muséographique de la Seconde guerre mondiale, qui se fond dans la somme des coupures de presse exposées au point de passer inaperçue. J'avais beau avoir connaissance de la tendance à la réhabilitation de ce passé inavouable depuis l'indépendance croate, je ne m'attendais pas à trouver dans une institution publique une telle évacuation des crimes commis par l'État croate indépendant. En effet, il n'est fait aucune mention des acteurs, des causes, du déroulement de la Seconde guerre mondiale, le caractère génocidaire du NDH et les crimes à l'actif du régime de Pavelić sont littéralement passés sous silence. La Seconde guerre mondiale est de la sorte noyée dans la masse des événements du XX^e siècle ce qui conduit à son euphémisation, pour ne pas dire à son occultation.

Aussi, est-il possible de considérer, comme le fait Sophie Wahnich à propos la deuxième section du Mémorial pour la paix de Caen inaugurée en 2001, qu'« on ne peut davantage désingulariser la Seconde Guerre mondiale, élément parmi d'autres dans la ritournelle de toutes les guerres » (op.cit. : 5), voire, dans le cas présent, élément parmi d'autres des événements de la vie quotidienne de Vukovar.

Lorsque je demande à Ruža Marić pourquoi cette période si violente a été invisibilisée de la sorte, elle est embarrassée et déstabilisée par ma remarque et m'explique que ce choix a été fait en concertation avec la muséographe, et que pour pallier à l'absence de matériaux liés à cette période dans les collections du musée, il a été décidé d'exploiter la quantité importante d'archives de presse éditée à Vukovar.

La seconde salle retrace l'histoire du complexe industriel de Borovo, bassin d'emploi dans la région, avec des articles produits dans l'usine, du matériel employé dans la fabrication, et de nombreuses photographies en noir et blanc, des affiches publicitaires. Cette salle montre aussi le développement industriel, économique, culturel et sportif de la ville, au travers de photographies, de cartes postales et suggère le destin commun entre la ville et l'usine par la mise en parallèle de leur développement.

Un film d'une durée de 15 minutes diffusé en boucle sur un grand écran, constitue le pivot central de la section consacrée à la guerre patriotique. Réalisé par la directrice du musée, ce film a été pensé comme une expérience scénographiée qui restituerait le vécu des habitants au moment de la chute de la ville. On y voit des images de la misère des habitants quittant la ville anéantie à la fin du siège, du patrimoine culturel dévasté, de la ville en ruine. Puis sur l'écran divisé en deux sections, on aperçoit une vue aérienne de la ville en ruine au moment la réintégration pacifique et en parallèle, une vue aérienne de la ville au présent. De la sorte, l'accent est mis sur la résilience des habitants, les efforts accomplis pour parvenir à la reconstruction complète de la cité et l'échec des tentatives d'annihilation culturelle. Enfin, le film fait un tour d'horizon des principaux monuments érigés depuis la réintégration pacifique, montrant ainsi l'hommage collectif rendu par la ville et par la Nation à ses victimes. Les images sont dépourvues de commentaires, mais sont accompagnées de musique classique, conformément à l'intention de la directrice qui explique ce choix de la manière suivante :

« Je veux montrer dans ce film ce qui s'est passé sans parole, parce que ce qui s'est passé est clair et que les mots ne sont pas nécessaires, ils ne peuvent pas expliquer ce que ça fait quand vous perdez quelqu'un, ce que vous ressentez quand vous voyez ces images de la guerre. Aucun mot ne peut expliquer ça, il faut juste le voir, pour comprendre ». (Extrait d'entretien Ruža Marić, 23 avril 2015, Vukovar)

Le film s'achève néanmoins sur les mots extraits du texte de Siniša Glavašević *Priča o ljubavi* (Une histoire d'amour). Au pied de l'écran, un piano éventré gît au milieu de gravats, d'objets brisés, de tessons de faïence, de pièces de ferronnerie d'art, de documents calcinés. Le panneau indicatif du musée criblé d'impacts de balles et couvert de rouille, ainsi que le livre d'inventaire original ont été incorporés à cette installation qui donne l'impression de pénétrer dans le bâtiment tel que l'ont découvert les membres du musée à leur retour, et témoigne de la fragilité du patrimoine. Cela provoque un effet de réalité qui accentue l'aspect dramatique du film et participe de l'intention immersive évoquée par mon interlocutrice.



Figure n°11 : Diorama dans la salle consacrée à la guerre. Musée municipal de Vukovar
Cliché de l'auteure (Vukovar, 17 avril 2015)

Cet agencement, n'est pas sans me rappeler la salle de l'exposition permanente de Zagreb mentionnée précédemment, et m'amène à considérer avec Jean-Yves Boursier que « le musée est bien le lieu d'exposition des restes, d'un esthétisme des traces, et de façon métaphorique, le lieu où se pratique « l'art d'accommoder les restes »⁴⁸ » (2010 : 27).

Lorsque je demande à la directrice du musée ce qui a guidé les choix muséographiques dans les salles consacrées à la guerre, elle m'explique que cette section a été conçue de façon à inspirer l'empathie avec les victimes, et qu'un dispositif immersif constituait un moyen efficace de susciter l'émotion, de permettre aux visiteurs de se projeter et de ressentir la souffrance endurée par les habitants. C'est pourquoi, il n'y a pas de carte de la bataille, de documents, de photographies dans la salle principale, elle ajoute :

« Dans le film on peut voir les personnes qui doivent quitter la ville, ce qui est au début de ce film. Et il y a des gens avec seulement des petits sacs, ou même sans rien, parce qu'ils pouvaient seulement prendre leurs biens à la main. Et ce sont des gens qui ont passé plusieurs mois dans leur cave, sans savoir ce qui se passait autour de Vukovar. Ce sont des gens, qui pour nombre d'entre eux ont été témoins de la mort d'autres personnes dans leur jardin ou dans les rues, ou autre. C'est la face la plus terrible de ce qui s'est passé à Vukovar pendant la guerre. Et en particulier quand vous voyez la petite fille, qui est devenue un symbole, avec ses

⁴⁸ Octave Debary, *La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Jean Bazin à l'EHESS en 2001, cité par Boursier, *La fabrique du passé*, p.27

yeux verts larmoyants. Donc, mon idée était de faire des gros plans de la sorte, parce que je veux que tout le monde, en entrant dans cette salle puisse ressentir pendant un instant l'impression de faire partie de ces gens. Mais ce n'est pas la seule chose importante, je voulais aussi montrer que ces victimes, et Vukovar a eu beaucoup de victimes, que ce n'était pas pour rien, je voulais montrer que grâce à tout ce que ces personnes ont enduré, ce à quoi elles ont survécu durant la guerre, nous, qui sommes revenus, et nos enfants nous pouvons avoir un avenir. » (Extrait d'entretien Ruža Marić, 23 avril 2015, Vukovar).

Il s'agit donc de rendre hommage aux victimes, de perpétuer leur mémoire et de montrer que leur sacrifice n'a pas été vain. D'ailleurs la directrice du musée affirme la portée commémorative de cette section de l'exposition permanente, conçue aussi pour s'inscrire dans paysage mémoriel de Vukovar.

Si la transmission de connaissances historiques factuelles n'est pas au centre du dispositif, la salle comporte néanmoins une frise chronologique. Installée sur les trois autres murs de la pièce, elle détaille les événements survenus à Vukovar depuis l'attaque de Borovo Selo le 2 mai 1991, jusqu'au retour du musée en 1997. La frise intègre aussi des écrans qui permettent de visionner des diaporamas ou des compilations d'images d'archives, associés aux événements en question.

Dans une petite salle attenante, dédiée à Sinisa Glavašević et à la littérature de guerre, se trouvent une trentaine d'ouvrages consacrés à la guerre dans des vitrines murales, des tracts encadrés, ainsi que la reproduction d'un célèbre poème de Glavašević à côté d'un agrandissement d'une photographie en sépia du journaliste de la Radio Vukovar diffusant sa chronique quotidienne de la ville assiégée dans des conditions particulièrement précaires. La pièce dispose d'un point multimédia où les visiteurs peuvent consulter l'ensemble des chroniques de Glavašević retranscrites.

Le contraste avec le traitement de la Seconde guerre mondiale opéré par le musée est saisissant. Cette mise en perspective des salles entre elles permet d'affirmer qu'il y a des périodes qu'il convient de commémorer, et d'autres qu'il vaut mieux passer sous silence, parce qu'elles viennent infirmer la représentation d'une nation victime.



Figure n°12 : La salle consacrée à la première moitié du XX^e siècle au Musée de la ville de Vukovar.
Cliché de l'auteure (Vukovar, 17 avril 2015)

Mettre l'accent sur les crimes commis par les *Ustaši* lors de la Seconde guerre mondiale impliquerait de rendre hommage à des victimes qui ne sont pas considérées comme telles localement. Cela aurait en outre pour conséquence de réinjecter une dimension politique et historique à la guerre d'ex-Yougoslavie, qui ne pourrait plus être présentée uniquement au prisme de l'agression barbare. Mais par la muséographie adoptée, le musée fait l'économie d'une telle problématisation – et des critiques virulentes qu'une telle posture pourrait occasionner – et fait le choix d'adhérer à la représentation dominante de la guerre patriotique. Les analyses de Sophie Wahnich à propos des musées de la Seconde guerre mondiale peuvent être transposées ici et participer à sa compréhension, notamment quand elle affirme :

« chaque musée d'histoire qui dit ces terreurs en Europe en organise de fait une subtile hiérarchie. Non seulement par le discours qu'il tient sur chacune, mais encore par la scénographie qu'il adopte. La matière sensible organise cette hiérarchie des terreurs par les attentions et les émotions différenciées qu'elle sollicite. C'est en s'attachant à l'analyse de ces émotions et des lieux qui les produisent qu'il est possible de repérer les normes et les conflits de normes qui sont de fait à l'œuvre dans les musées, et leur évolution récente. Ces normes révèlent à quelle terreur il convient d'être particulièrement sensible, quels héros il convient d'honorer et pour quelles victimes il convient d'être chagrin. » (op.cit. : 2)

En l'occurrence, ce que le musée de Vukovar donne à voir, c'est qu'il convient d'être chagrin pour les victimes croates, d'honorer les défenseurs croates et de taire les crimes croates.

Une petite salle est consacrée à la vie des habitants de Vukovar en exil. Un panneau explicatif apporte des informations sur la situation des 22 000 personnes déplacées, sur les localités où elles ont trouvé refuge (au nombre de 560), sur le pourcentage d'habitants de retour à Vukovar après la guerre. Les matériaux exposés dans cette salle sont principalement constitués de photographies de bâtiments (immeubles, maisons, hôtels, lotissements) où ont vécu les habitants de Vukovar déplacés, accompagnées de la localisation géographique en légende. Sur de rares clichés, on peut voir des habitants à l'intérieur des logements qu'ils occupaient pendant leur exil.

Cette section se poursuit avec l'exposition de costumes folkloriques, masculins et féminins, alignés dans des vitrines individuelles d'une salle mansardée. À l'entrée se trouve un affichage fournissant des explications sur cette collection, on y apprend que sont regroupés ici, sous le nom « Tenues de survie, soutien et espoir » les costumes folkloriques des différentes régions de Croatie où les habitants de Vukovar ont trouvé refuge, ainsi que les costumes des régions d'origines des combattants engagés dans la défense de la ville. La vocation de cet assemblage est de rendre hommage à ces régions, de donner à voir la résilience de la ville, mais les enjeux identitaires affleurent de façon visible. Il suffit pour s'en convaincre de lire le dernier paragraphe du panneau explicatif reproduit ci-dessous :

« Showing togetherness in diversity, and confirmation of the importance of preserving traditional culture and identity, the Collection is also showing mutual intertwinement of human endeavours to overcome the troubled life of the banishment, to overcome the wartime horrors of destruction and devastation, and to establish, by means of the renewed heritage, continuity towards the future generations » (Panneau Musée de la ville de Vukovar).

Anne-Marie Thiesse rappelle que les-dits « costumes traditionnels », brodés et colorés sont des tenues d'apparat et diffèrent de « cette robe noire unique que bien des femmes gardaient des années sans la laver, de peur de la gâter » (2001 : 195), et qui figure d'ailleurs sur certaines photographies exposées dans cette section. Thiesse rappelle en outre, que la diversité régionale des costumes traditionnels, considérée comme un témoignage de la richesse culturelle de la nation, est concomitante du nationalisme et s'est substituée à la diversité sociale régissant jusqu'à lors le code vestimentaire :

« Les observations sur les différents pays d'Europe, leurs illustrations, avaient jusque là surtout relevé, en matière de costumes, les différences entre états sociaux. A partir du moment où se forme l'idée de nation, les variables mises en avant changent de nature et deviennent géographiques. » (ibid : 195)

J'ai été assez déçue par la collection d'ethnographie-folklore, exposée dans la salle dénommée « La vie dans le loess – Une image ethnographique de la région de Vukovar ». D'une part, je n'ai pas compris quel sens cela faisait, dans un parcours chronologique, de placer ces salles consacrées à la vie paysanne « traditionnelle » du XIX^e-XX^e siècle à la suite de l'espace dédié au développement industriel de la ville dans les années 50. D'autre part, après avoir, dans mon cursus lu de virulentes critiques à propos du caractère essentialisant des dioramas adoptés par les musées d'ethnographie depuis les années 1880, et après avoir eu connaissance de modalités d'expositions alternatives, telles que les trésors d'ironies et de réflexivité développés dans les expositions du musée ethnographique de Neuchâtel, j'ai été pour le moins surprise par la scénographie obsolète adoptée par le musée de la ville de Vukovar en 2014 (et que l'on retrouve dans les musées ethnographiques de Zagreb, Dubrovnik, Split).

Mais cet étonnement a été de courte durée, car la lecture préalable de l'ouvrage d'Anne-Marie Thiesse, cité précédemment m'avait fourni des éléments d'analyse qui me permettait de saisir les enjeux identitaires d'une telle mise en scène. En exposant dans des vitrines un habitat « traditionnel » reconstitué, les techniques agricoles, le matériel d'attelage, de vinification, de filage, de tissage, les mannequins articulés en bois sans visage vêtus de costumes « traditionnel », le mobilier et les ustensiles de la vie quotidienne, accompagnés d'agrandissements photographiques en noir et blanc, le musée convoque une image romantisée de la paysannerie, employée à des fins identitaires. En effet, selon Thiesse :

« Les coutumes paysannes, initialement jugées dignes d'intérêt simplement comme vestiges de la culture ancestrale, deviennent aussi symbole de la patrie et référents éthiques. La paysannerie sert désormais à prouver qu'en dépit de tous les changements observables, la nation reste immuable. » (ibid : 161)

En outre, la mise en scène du folklore paysan à l'échelle régionale et nationale permet de porter l'accent sur la richesse et la diversité des rituels et des coutumes de la paysannerie et constitue un prétexte pour « affirmer la singularité nationale » (ibid. : 167), se focaliser sur la composante croate du peuplement et appuyer des revendications territoriales, car « l'enjeu n'est plus seulement l'inscription légitimante dans l'histoire, mais aussi la détermination territoriale » (ibid. : 161).

La dernière salle de l'exposition, intitulée « Vukovar aujourd'hui - la vie dans une communauté multinationale⁴⁹ » est située dans les combles du palais Eltz.

⁴⁹ *Vukovar danas - život u višenacionalnoj zajednici*

Une vitrine est consacrée à chacune des minorités présentes à Vukovar, parmi lesquelles Ukrainiens, Magyars, Allemands, Tchèques, Slovaques et Serbes – qu'un tel dispositif permet de fondre dans la masse des autres communautés non-croates et dont l'impact social, culturel et politique passé et présent est réduit à ces survivances culturelles. Dans ces vitrines sont présentés des costumes folkloriques, des ustensiles significatifs de la culture matérielle quotidienne (vaisselle, jouet pour enfant, mobilier), accompagnés de quelques éléments d'explications et de photographies en noir et blanc : période d'installation de la communauté dans la région, effectifs actuels, langue, confession... L'insistance sur l'installation récente de ces populations dans la région n'a d'égale que l'instance avec laquelle l'autochtonie croate est tantôt suggérée tantôt affirmée. Ainsi peut-on lire sur le panneau montrant l'importance de ces vagues migratoires et du brassage culturel à Vukovar, le rappel suivant : « *during these centuries the demographic picture of this part of Croatia was changed to its roots, but the predominant croat national majority was never disputable* ».

Lorsque je demande à Ruža Marić ce qui a guidé ses choix muséographiques dans la représentation des minorités, elle me répond qu'ils ont été fait en concertation avec les minorités, qui souhaitent exposer ce qu'elles avaient de plus précieux :

« ces minorités nationales veulent montrer leur histoire, leurs traditions, leur identité, qu'elles appartiennent à ça et les costumes nationaux sont les choses les plus importantes pour montrer à qui on appartient, d'où on vient, tout. Et il est aussi important de souligner que c'est fait à la main. Ce qui signifie que beaucoup de costumes nationaux sont fait dans les familles, ce qui est différents des meubles ou autres, mais les costumes nationaux sont très personnels. Et ces gens, ces femmes en majorité d'ailleurs, ces femmes doivent connaître de nombreuses techniques pour les produire et toutes les techniques, tous les motifs sont différents entre les villages, entre les nations. Ce qui veut dire qu'à cette période, après notre retour, et quand les autres nationalités sont revenues, Hongrois, Autrichiens, Allemands, et les Serbes qui vivaient là, ils devaient établir de nouveaux groupes folkloriques pour préserver les traditions. C'est sur cette base que j'ai décidé de montrer les nationalités à travers différentes pièces de leur costume national. On a échangé avec eux, on leur a demandé de nous donner des pièces, d'écrire leur propre histoire, à propos de la migration et de la façon dont ils sont arrivés ici, et ce qu'ils font maintenant pour garder les traditions en vie. » (Extrait d'entretien Ruža Marić, 23 avril 2015, Vukovar)

Si cette approche est légitime, il n'en demeure pas moins que cette option réduit la contribution des minorités nationales à leur seul folklore.

Malgré la singularité de chaque espace muséal, j'ai remarqué au cours de mes visites l'existence de nombreux points communs entre ces différents lieux, et cela a participé à mon appréhension des lieux de mémoire de la guerre patriotique en terme de paysage mémoriel.

Parmi ces points communs, il convient de mentionner, les artefacts exposés, en effet de nombreuses photographies et affiches de la guerre sont exposées dans plusieurs endroits. Certaines images sont si répandues qu'elles deviennent à mon sens des lieux communs, telle l'affiche où figure le nom « HRVATSKA » en lettre capitale blanche sur fond noir recouvertes de tâches rouges représentant des éclaboussures de sang, ou cette photographie en noir et blanc d'un enfant seul dans les rues de Dubrovnik transportant des bidons d'eau. Les armes (de guerre ou bricolées), les écussons, les uniformes militaires sont aussi des objets très répandus dans les expositions. De même que les colis humanitaires, les vêtements d'enfants, les objets fabriqués par les détenus en camps, les effets personnels des victimes.

J'ai aussi remarqué que sont systématiquement les mêmes personnes qui sont mise en avant et présentées comme des héros de la guerre, ainsi en est-il du journaliste Siniša Glavašević, du défenseur de Vukovar Blago Zadro et du Général Ante Gotovina, et bien entendu, le premier Président de la République de Croatie Franjo Tuđman. Exception faite de l'exposition *Zagreb in War 1991*, qui met aussi à l'honneur les journalistes, les activistes pacifistes et les organisations de femmes, les figures mises en valeur sont toujours les mêmes, il s'agit des combattants (volontaires engagés dans des milices, ou membres de l'armée croate alors en formation), des différentes catégories de victimes, en particulier les prisonniers des camps de détentions serbes, les personnes déplacées.

Le public cible est identique, il s'agit majoritairement des groupes scolaires, ce qui influe sur la manière de représenter la violence, notamment le fait qu'elle soit plus suggérée que représentée de façon explicite. Le public est aussi constitué dans une moindre mesure de vétérans, de visiteurs individuels nationaux et internationaux (membres de la diaspora croate, et touristes internationaux). Certaines aspects dérangeants⁵⁰ de la guerre sont éludés de façon systématique, notamment les violences sexuelles infligées aux femmes, toutes nationalités confondues, et les enfants nés de ces viols, les traumatismes psychiques des vétérans et leur difficultés de réinsertion dans la société pacifiée, l'impact de la guerre sur les relations inter-ethniques post-conflit et sur la démographie, la présence – même minoritaire – de Croates dans les forces de la JNA, la présence de Serbes ou de membres d'autres minorités nationales dans les rangs des forces croates.

⁵⁰ Ces éléments seront développés dans le chapitre suivant.

La scénographie de ces différents espaces présente de nombreuses similarités : portée immersive (par l'exposition d'objets « authentiques », la reconstitution d'une atmosphère sonore, la mise en situation), mise en scène faisant appel aux émotions et sentiments des visiteurs : indignation, anxiété, tristesse et empathie, soulagement et fierté. Ces similitudes trouvent une explication dans la collaboration des établissements muséaux croates et dans la circulation des conservateurs, muséographes, designers, ainsi qu'en fait état Ruža Marić dans l'extrait d'entretien reproduit plus haut. En outre, ce secteur compte peu de membres, par conséquent, ce sont souvent les mêmes professionnels qui sont sollicités pour concevoir la scénographie des expositions permanentes ou temporaires. À l'appui de son constat, on peut citer l'exemple du peintre Miljeko Romić qui a conçu les mémoriaux de Trpinska Sesta et d'Ovčara, qui seront détaillé plus loin.

L'exemple de Nikolina Jelavić Mitrović est encore plus édifiant. La muséographe a conçu l'exposition permanente du Palais Eltz à Vukovar, l'exposition temporaire *The Homeland War* au Musée d'histoire croate Zagreb et elle exerce aussi ses talents dans d'autres domaines que celui de la guerre patriotique, et a réalisé la muséographie de nombreuses expositions temporaires et permanentes à travers la Croatie : le Musée de Sinj, l'exposition itinérante « L'héritage immatériel de la Croatie inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco » (en collaboration avec le musée ethnographique de Zagreb), le musée Municipal de Rijeka, l'exposition consacrée au Ban Jelačić au Musée d'histoire croate à Zagreb, une exposition itinérante consacrée aux costumes folkloriques croates présentée en Italie, une exposition consacrée aux jouets croates au Musée ethnographique Slovène, une exposition consacrée à l'histoire du cinéma croate au Musée de la ville de Zagreb.

C'est notamment les similitudes marquantes entre la mise en scène de l'exposition consacrée au Ban Jelačić au Musée d'histoire croate à Zagreb et l'exposition permanente du musée de la ville de Vukovar qui m'a fait prendre conscience de cette circulation des acteurs, circulation qui m'a été confirmée par la suite lors de mon entretien avec Ruža Marić, ainsi que par des recherches ultérieures.

Il est à noter enfin, que les autorités croates ont uniquement fait appel à des artistes et muséographes nationaux pour concevoir ces expositions et créer les monuments de la guerre patriotique que j'ai observé, alors qu'en la matière, il est assez courant de faire appel à des créateurs (artistes, architectes, muséographes) de renommée internationale.

La guerre, son déroulement et ses causalités sont présentées de la même manière : le temps long est occulté, notamment l'articulation de la guerre patriotique avec la Seconde guerre mondiale ; l'ennemi brossé à grands traits est essentialisé et uniformisé ; la complexité du délitement yougoslave – notamment son aspect multifactoriel – est effacé au profit d'une explication simpliste et la guerre est appréhendée uniquement au prisme de « l'agression serbe » guidées par des velléités territoriales infondées ; le conflit s'achève sur la reconquête victorieuse auréolée de justice et de bravoure des forces croates.

Si les musées croates cherchent à « raconter l'histoire pour éviter qu'elle ne se répète » (Wahnich, 2007: 2), ce « plus jamais ça » n'a pourtant pas une vocation pacifiste et universaliste, ainsi que j'ai déjà pu l'affirmer à propos des monuments de la guerre patriotique étudiés. Cette analyse peut être transposée ici, car un message identique émane des espaces muséaux étudiés. En effet, l'injonction à ne pas oublier n'est pas destinée à rappeler que dans le sillage d'Eris, Déimos et Phobos, il ne se trouve rien d'autre que souffrances, douleurs et pertes. Il ne s'agit pas non plus d'adresser aux visiteurs un message irénique. Par l'évacuation de la dimension historique et politique de la guerre, et par la crispation sur le statut de victime, ce que ces dispositifs muséaux donnent à voir dans leur majorité, c'est le caractère inéluctable d'une résurgence de la violence, car elle n'est plus la résultante de conditions socio-économiques et politiques données, mais devient une caractéristique intrinsèque de l'Autre, en l'occurrence Serbe, le fruit d'une haine tapie dans les cœurs qui n'attend que l'occasion propice pour pouvoir s'exercer. Il s'agit donc – exprimée de façon subtile néanmoins – d'une mise en garde, d'un appel à la vigilance contre cet ennemi d'hier, doublement menaçant parce qu'il est à la fois ennemi de l'intérieur et de l'extérieur. Il s'agit de garder vivace le souvenir des atrocités subies pour éviter leur répétition en cultivant la méfiance à l'égard de cet autre et la menace sourde qu'il représente.

La présentation de la guerre adoptée dans les musées que j'ai visité, qu'ils soient nationaux ou municipaux, est donc conforme aux normes mémorielles promues par les autorités croates, et participe au façonnement de la mémoire et des représentations et collectives. Cela est d'autant plus vrai que les musées sont des espaces qui bénéficient d'une légitimité et d'une autorité qui rendent leur message particulièrement efficace.

Cette posture muséographique contraste néanmoins avec les réflexions développées par nombre de professionnels depuis la dislocation de la Fédération yougoslave. En effet, à travers l'ex-Yougoslavie, conservateurs et muséographes s'interrogent sur la portée de leur activité, sur le rôle des musées dans la cité, sur les musées comme espace de diffusion de la

propagande yougoslave, et sa substitution par une propagande nationaliste, et sur la véritable possibilité d'une désidéologisation et d'une dépolitisation de l'histoire et de sa mise en scène dans les musées. Ainsi peut-on lire dans la publication issue du onzième atelier international organisé par l'association internationale des Musées d'histoire (2017) :

« During the last two decades, history museums in Europe and the Balkans have been and still are undergoing processes of significant change. No matter whether they be national, local or city museums, they all have in common the re-conceptualization of their objectives, as well as changes to their organizational structure, in accordance with a newly defined role for the museum in society, its mission and vision, with new techniques and technologies of protection, and a variety of new ways to present the cultural heritage.⁵¹ »

Une autre façon d'interroger la pratique muséographique se retrouve dans l'exposition *Space in Between - Dialogs on exhibition design* qui s'est tenu du 4 au 17 juillet 2013, à la galerie HDD⁵² (Zagreb). L'exposition s'articule autour d'un documentaire vidéo élaboré à partir d'une dizaine d'interviews réalisés auprès d'architectes, designers, muséographes croates. Ces derniers évoquent avec Lea Vene, conceptrice de l'exposition, leurs pratiques, leur travail de conception d'expositions permanentes ou temporaires, leur façon d'appréhender les relations avec le public et avec les institutions. Aux réflexions sur le rôle des architectes, designers, muséographes, conservateurs, sur les nouvelles pratiques muséographiques, l'importance accordée à l'expérience immersive, aux émotions, ainsi qu'au bagage socio-culturel des spectateurs, s'ajoutent une critique de l'exposition comme espace d'ordonnement du monde par un travail de classification, de sélections, de contrôle, d'articulation des artefacts exposés afin de faire émerger des significations et d'induire certaines représentations chez les visiteurs des expositions.

Ce travail s'accompagne d'une mise en abyme de la question muséographique par une approche participative dans l'espace d'exposition de la galerie, où les professionnels et visiteurs sont invités à combiner des termes issus des entretiens imprimés sur des planches d'étiquettes afin de créer des unités sémantiques ou des dessins.

Toutefois, ces réflexions sur la pédagogie émancipatrice, la non-canonisation des objets et des institutions, l'exposition comme performance, mais aussi l'exposition comme dispositif de contrôle social ont une portée assez limitée, sinon confidentielle, dans la mesure où elles sont surtout destinées à un entre-soi professionnel, voire à une audience avertie, mais n'ont pas vocation à s'adresser au grand public.

⁵¹ Sladjana Bojković, Introduction, *Museum Professionals in Dialogue* : « Challenges of Permanent Exhibitions », p.2

⁵² *Hrvatsko dizajnersko društvo* (Association des designers croates)

I.1.4 La toponymie : l'inscription socio-spatiale de la mémoire et de l'identité collective dans les territoires du quotidien

Si la mémoire se matérialise dans des lieux qui lui sont consacrés, à l'instar des monuments, musées et mémoriaux, elle trouve aussi une expression dans les territoires du quotidien et s'inscrit dans l'espace urbain à travers la toponymie, la statuaire, les plaques commémoratives. C'est la raison pour laquelle mon attention s'est portée sur la toponymie en général et l'odonymie en particulier. Toutefois, je n'ai pas pu analyser de façon exhaustive « l'évolution des tendances dénominatives » sur de long terme, ainsi que le formule Alexis Douchin (2018 : 9). En effet, je n'ai pas pu avoir un accès systématique à la documentation nécessaire pour mener à bien une telle entreprise (plans de villes à différentes périodes, compte-rendu de conseils municipaux, etc.), et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'intérêt que j'ai développé pour la toponymie est postérieur à mes séjours dans certaines des villes où j'ai enquêté, je n'ai donc pas pu y collecter les données nécessaires. Ensuite, dans certaines localités, les archives municipales ont été, partiellement ou totalement, détruites par la guerre. Enfin, dans certains cas, mes demandes sont restées lettres mortes. Ainsi à Vukovar, mes requêtes auprès des autorités municipales pour consulter des plans de la ville à différentes époques et mes sollicitations d'entretien auprès des conseillers municipaux se sont heurtées à des fins de non recevoir. Je n'ai donc pas pu procéder à des comparaisons qui m'auraient permis de prendre la mesure des changements intervenus dans la trame et la nomenclature urbaine.

Par conséquent, je n'ai pas été en mesure d'enquêter auprès des organes délibérants, que sont les conseils municipaux ou les commissions de dénomination, à l'instar de l'approche adoptée par Monika Palmberger (2018) à Mostar, et je n'ai pas procédé au « dépouillement des registres des délibérations du conseil municipal » (Douchin, *ibid.* : 6), méthode employée par Alexis Douchin dans son enquête sur les rues d'Antony, malgré tout l'intérêt que présentent de telles recherches.

Néanmoins, consciente de l'importance des enjeux toponymiques, je n'ai pas pu me résoudre à renoncer aux apports d'une telle approche. J'ai donc opté pour une solution médiane, consistant à repérer les références à la guerre patriotique et à certaines figures éminentes de l'histoire croate dans le paysage urbain des villes où j'ai séjourné, à examiner les transformations odonymiques à partir d'une sélection de rues de la capitale croate. Je me suis aussi intéressée aux luttes et contestations dont la toponymie faisait l'objet.

L'onomastique, « science des noms propres » (2012 : 10) ainsi que la définit le politiste Hervé Guillorel, se divise en deux champs, l'anthroponymie (qui concerne les noms de personnes) et la toponymie (qui concerne les noms de lieux). Les toponymes sont constitués de plusieurs sous-catégories, que l'auteur énumère : les odonymes (noms donnés aux rues, places...), les oronymes (noms donnés aux reliefs), les hydronymes (noms donnés aux cours d'eau, fleuves, lacs...), les régionymes (noms donnés aux régions et aux pays). L'auteur complète cette typologie par trois catégories qui permettent d'appréhender les variations linguistiques des noms de lieux, ainsi il distingue (ibid : 11) :

- « allonymes : l'ensemble des noms propres d'un même objet géographique » ;
- « endonyme : appellation toponymique exprimée dans la forme orthographique et dans la langue locale de la région où l'entité dénommée est située, indépendamment du système d'écriture » (ex London) ;
- « exonyme : nom géographique utilisé dans une langue pour désigner un lieu situé en dehors du territoire dont cette langue est la langue officielle (ex : Londres, Moscou, etc.) ».

Guillorel ajoute : « en élargissant à la notion de paysage, on peut rajouter les noms des églises, des écoles, des universités, la signalétique routière, commerciale, etc. » à la catégorie des toponymes.

Ainsi que le spécifie le géographe Dominique Badariotti (2002 : 287), « un odonyme est un nom de lieu qui se réfère à une voie de communication » , il a donc la particularité d'être composé de deux éléments : un élément générique qui « identifie de façon générale la nature de l'entité géographique nommée » (rue, avenue, boulevard, place ...) et un élément spécifique correspondant à « l'appellation particulière qui identifie l'entité géographique » (ex : République, Champs-Élysée...).

La toponymie peut-être abordée à partir de la perspective des lieux de mémoire, ainsi que l'affirme, l'historien Daniel Milo (1986), car les noms utilisés pour désigner les rues peuvent « servir d'indice, et ce à double titre : comme manifestations de la mémoire collective d'une communauté, et comme signes extérieurs de notoriété» . Il est rejoint dans son approche par Badariotti qui considère que « les noms déployés dans nos chenaux quotidiens de circulation méritent donc être analysés car ils ne sont pas attribués au hasard » (op.cit. : 286) et il ajoute que ces appellations constituent « un immense tableau d'affichage de nos représentations culturelles et des symboles que nos sociétés cherchent à promouvoir » ibid : 285-286).

Daniel Milo voit dans le duc de Sully, Ministre du roi Henri IV et Grand voyer de France, le précurseur de l'utilisation politique de la toponymie qui aurait débuté dans les années 1600. Ainsi affirme-t-il : « il est vrai que Sully a eu le premier l'idée d'institutionnaliser la nomenclature et d'honorer les grands du royaume en inscrivant leurs noms sur le plan de Paris » (ibid : 1888). Jusqu'à lors « l'initiative dénomminative » (ibid. : 1890) appartient aux habitants, et comme l'affirme Badariotti (2002 : 287) « le système de dénomination répond à une logique fonctionnelle » ce qui signifie que le nom des rues est déterminé par « l'usage particulier de l'espace », que cet usage soit religieux ou laïque.

Selon Milo (op.cit. : 1891), la « nationalisation du droit dénomminatif », entreprise par Sully s'inscrit dans un mouvement plus vaste de « monopolisation par l'État et le monarque des pouvoirs stratégiques, en particulier de la violence et du fisc », qui participent à la mise en place de l'absolutisme. Ainsi, le monopole fiscal et le monopole militaire s'accompagnent-ils du « monopole dénomminatif », et le nom des rues devient un instrument pour gouverner symboliquement l'espace. Cette monopolisation donne lieu à une « épuration de la nomenclature parisienne », au cours de laquelle « les bizarreries et, surtout, les obscénités médiévales cèdent la place à des noms plus respectables ». Toutefois, l'auteur ajoute qu'il faudra plus d'un siècle et demi pour que l'idée de glorifier les Grands du Royaume par la toponymie soit mise en application de façon significative.

Avec la Révolution française, la portée politique, idéologique et pédagogique de l'odonymie atteint son apogée et le nom des rues apparaît comme un véritable instrument de propagande, ainsi que l'affirme Daniel Milo :

« C'est bien à la Révolution française que revient l'une des grandes découvertes du monde contemporain : toute sémantique est politique ; le milieu linguistique dans lequel nous évoluons a des effets idéologiques indiscutables ; plus encore, ce milieu est manipulable. Elle a ainsi inventé jusqu'aux fondements de la communication de masse et de la propagande ; le 18 août 1792 fut même instituée une section du ministère de l'Intérieur chargée de la propagande : « le Bureau de l'Esprit ». Et les noms de rues et de lieux ne sont qu'un aspect de la rééducation par le langage. » (op.cit. : 1899)

L'ampleur des changements de dénominations, qui concerne les odonymes, mais aussi, dans certains cas le nom de villes, est telle que Milo parle de « Révolution dénomminative » (op.cit. : 1897), même si ces changements ne se caractérisent pas toujours par leur pérennité, car dans certaines villes les dénominations révolutionnaires sont remplacées quelques années à peine après leur attribution.

Malgré tout, le « régime odonymique moderne » (Douchin, 2018 : 18), dans lequel « le nom est volontiers décidé et utilisé par l'autorité décisionnaire pour inscrire et médiatiser ses valeurs » (ibid.) fera date, et avec lui, le processus de débaptisation-rebaptisation massive des rues par vagues. En effet, les régimes successifs s'empareront de la toponymie comme moyen d'exercer une emprise sur l'espace, ce qui donnera lieu, selon Badariotti, à « une véritable valse des noms » (op.cit. : 296). Les noms des souverains et saints utilisés sous l'Ancien Régime seront détrônés par les principes de la période révolutionnaire, eux-même supprimés au profit des victoires et des généraux tombés aux champs d'honneur de la conquête napoléonienne, par la suite se seront les Présidents du Conseil puis de la République, les artistes et scientifiques, les héros de la Résistance, les édiles défunts et autres personnalités locales qui seront honorés dans l'espace public des communes de France.

Cet usage politique de la toponymie se diffusera à travers l'Europe, selon le principe du « cosmopolitisme du national » décrypté par Anne-Marie Thiesse (op.cit. : 64), qui montre que dans l'élaboration des identités nationales, il y a eu diffusions, imitations, emprunts croisés de pratiques entre les différents pays européens (et par la suite au-delà) :

« Un vaste atelier d'expérimentation, dépourvu de maître d'œuvre et pourtant intensément animé, s'est ouvert en Europe au XVIII^e siècle et a connu sa plus haute productivité au siècle suivant. Sa caractéristique fut d'être transnational. Non pas qu'il y ait eu concertation préalable et division du travail : mais tout groupe national se montrait fort attentif à ce qu'accomplissait ses pairs et concurrents, s'empressant d'adapter pour son propre compte une nouvelle trouvaille identitaire, étant à son tour imité dès qu'il avait conçu un perfectionnement ou une innovation » (Thiesse, op.cit. : 13)

Même si Thiesse ne mentionne pas explicitement la toponymie dans la « check-list identitaire » (ibid. : 14), il n'est pas inapproprié de considérer qu'une telle « trouvaille », pour reprendre la terminologie de l'auteure, se soit diffusée dans le même mouvement, les noms de rue ayant fait montre de leur efficacité sur le plan identitaire.

L'étude de Daniel Milo a eu le mérite de dépoussiérer l'étude de la toponymie qui a longtemps été l'apanage d'érudits focalisés sur l'étymologie et l'inventaire d'odonymes. En effet, comme le rappelle l'auteur « tous ceux qui ont écrit sur les noms de rues ont succombé à ces aspects anecdotiques, les auteurs accumulant les cas « intéressants » sans trop s'occuper de leur signification ni de leur représentativité » (Milo, op.cit. : 1887).

Toutefois, s'il propose une périodisation des usages des noms de rue en France, son approche est datée. Désormais, les recherches en sciences sociales portent davantage sur les processus

d'attribution des noms, les luttes autour de monopole dénominatif, la fonction identitaire des noms. C'est ce que souligne Alexis Douchin lorsqu'il écrit :

« Depuis une trentaine d'années, linguistes, sociologues, historiens, géographes et politistes ont insisté sur la nécessité de situer les conditions dans lesquelles les noms de rue font leur apparition. Les chercheurs ont ainsi déplacé leur attention de l'examen du répertoire des rues d'une commune à une date donnée vers l'analyse de l'acte de dénomination, toujours inscrit dans un contexte social, dans un rapport de force politique et dans un imaginaire collectif qu'il s'agit de révéler. » (Douchin, op.cit. : 1)

Comme le soulignent les géographes Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu, l'étude de la toponymie a connu un tournant critique qui permet désormais d'appréhender les luttes sociales et politiques qui se jouent autour de l'acte de dénominatif, et qui avaient jusque là été éludées ou minorées pour se focaliser sur le catalogage de noms. En effet, les auteurs affirment :

« In critical place-name studies, the emphasis has been placed not so much on the name itself but rather on the cultural politics of naming – that is, how people seek to control, negotiate, and contest the naming process as they engage in wider struggles for legitimacy and visibility. » (Rose-Redwood, Alderman et Azaryahu, 2010 : 457)

En effet, la toponymie est une pratique socio-spatiale qui peut être sujette à contestation, ainsi que nous allons le voir. Le phénomène de « redénominations en masse » (Guillorel, op.cit. : 17), selon les termes d'Hervé Guillorel, n'est pas l'apanage de la Révolution française, tant s'en faut. Les changements de souveraineté s'accompagnent généralement de remaniements odonymiques, s'inscrivant dans un processus plus large de maîtrise symbolique de l'espace. Stiperski et al., se référant aux travaux de Graham, Ashworth et Tunbridge, affirment :

« Political elites, if they are aware of the symbolic power denoted by space, erase symbols of previous regimes and implant their own ones. New regimes determine new versions of history and new world-views. They accentuate persons, events and historical facts that can be useful to their rule, and try to erase from the population's memory others that might be detrimental to them (Graham et al., 2000⁵³). » (Stiperski et al., 2011 : 182)

Et selon Dominique Badariotti, « où que l'on soit dans le monde, les différents pouvoirs ne se privent pas de la possibilité de modifier les noms de lieux pour promouvoir leurs valeurs, leurs vertus, leur exemplarité, même lorsqu'elle est contestable » (op.cit. : 297-298).

⁵³ Graham, B., Ashworth, G. & Tunbridge, J. (2000): A Geography of Heritage : Power, Culture and Economy, London, Arnold. Cité par Stiperski et al., 2011 : 182

Il est rejoint en cela par Rose-Redwood et al. qui affirment « *the renaming of streets has proven to be an especially popular strategy for removing signs of earlier regimes and honoring a new set of heroes, campaigns, and causes* » (ibid. : 457).

En effet, les totalitarismes du XX^e siècle ont mobilisé la toponymie, conjointement avec l'architecture, l'urbanisme, la statuaire, pour dominer l'espace qu'elles entendaient régir, en y inscrivant leur valeurs, principes, événements, héros et martyrs. Autocrates, théocrates et idéocrates⁵⁴ se sont aussi attelés à expurger l'espace public de l'héritage culturel et politique légué par les régimes précédents, donnant lieu à une transformation de la nomenclature urbaine, mais aussi du calendrier avec le remplacement des fêtes religieuses ou civiques existantes par leur propres éphémérides.

Afin de saisir l'ampleur du processus de redénomination des voies publiques, dans le cas de la Croatie et ainsi appréhender sa portée politique et identitaire, j'ai décidé de recourir à une perspective diachronique⁵⁵ dans l'analyse de la toponymie. J'ai donc entrepris des recherches aux archives municipales de Zagreb (octobre 2011), et j'ai pu me procurer des plans de la capitale croate datant de 1928, 1942, 1944, 1950, ainsi que des brochures touristiques datant de 1928, 1960 et 1980 (dans lesquelles les plans de villes sont peu détaillés et limités au centre historique), je me suis aussi procuré un plan actualisé de la ville auprès de l'Office du tourisme de Zagreb. Des recherches ultérieures m'ont aussi permis d'avoir accès à des plans datant de 1913 et 1929.

J'ai ainsi pu effectuer des comparaisons entre cinq périodes correspondant aux cinq régimes qui se sont succédé sur ce territoire au cours du XX^e siècle : Empire austro-hongrois, Royaume de Yougoslavie, État croate indépendant (NDH), Fédération yougoslave, République de Croatie.

N'étant pas en mesure de réaliser une comparaison de l'ensemble des odonymes de la capitale aux différentes époques, il m'a fallu déterminer des critères pour procéder à une sélection.

⁵⁴ Sur le concept d'idéocratie, voir les travaux du politiste Walderman Gurian.

⁵⁵ Une fois la rédaction de cette section achevée, j'ai découvert que les géographes Jelena Stanić, Laura Šakaja et Lana Slavuj avaient mené une recherche exhaustive sur les changements de noms de rue à Zagreb depuis la fin du XIX^e siècle. Toutefois, en raison de mon niveau linguistique insuffisant en Croatie, je n'ai pas eu la possibilité de lire leur travail. J'ai tout de même feuilleté cet article, et j'ai notamment pu consulter le résumé en français qui figure en dernière page, ainsi que les cartes, graphiques et le tableau un détaillant les transformations de 128 odonymes intervenus entre 1878 et 2008 à Zagreb. Je déplore de ne pas avoir pu tirer parti cette recherche qui aurait sensiblement enrichi ma compréhension du phénomène – et d'avoir perdu des jours entiers à compiler les matériaux collectés sur le terrain pour produire des données existant déjà par ailleurs – et j'invite les lecteurs croatophones à le consulter pour plus de précisions : Jelena Stanić, Laura Šakaja, Lana Slavuj, *Preimenovanja zagrebačkih ulica i trgova* [Le changement des noms des rues et des places zagréboises], *Migracijske i etničke teme* 25 (2009), 1-2: 89–124

À l'issue d'un premier défrichage, j'ai repéré dans les plans de ville des différentes périodes, certains noms de rue au caractère idéologique apparent (rue Mussolini, rue de la Révolution socialiste ...), ainsi que des rues dont la dénomination prend son sens à l'aune du contexte politique et historique dans lequel elles s'inscrivaient. J'ai donc choisi de me focaliser sur ces odonymes, à condition que les axes concernés remplissent les critères suivants : ancienneté (existence de ces axes aux différentes périodes considérées) afin de pouvoir procéder à une comparaison la plus significative possible, et localisation centrale (dans les quartiers situés au nord de la rivière Save) car les odonymes de ces quartiers sont plus susceptibles d'être modifiés dans le temps.

En effet, Stiperski et al., se référant aux travaux de Azaryahu et Kook (2002), rappellent l'existence d'une corrélation entre la valeur accordée à une personne et la valeur accordée à un lieu dans l'attribution des odonymes, et affirment : « *the most important and most reputable persons in the hierarchy of values receive street names in the best locations* » (op.cit. : 182). Cela explique pourquoi la débaptisation affecte surtout les quartiers centraux anciens ainsi que le constatent les auteurs. Ces quartiers, qui concentrent les activités et infrastructures économiques, culturelles, administratives, sociales, sont fréquentés par les résidents, ainsi que par les autres citoyens. La toponymie de ces quartiers a donc impact symbolique plus important que celle des quartiers périphériques, qui sont moins fréquentés et occupent une place annexe dans la carte mentale des habitants. Par conséquent, les odonymes des quartiers centraux représentent un enjeu capital : « *the question of how the city's main square and surrounding streets will be named is off first-rate importance for city authorities and the local population* » (Stiperski et al., op.cit. : 184).

Je suis ainsi parvenue à un panel de dix-sept voies, qui figurent dans le tableau ci-dessous (Tableau n°2) et sont localisés sur la carte ci-dessous (Figure n°13), pour lesquelles j'ai procédé à une comparaison systématique. D'autres odonymes qui présentent un intérêt particulier mais qui n'ont pas fait l'objet d'une comparaison systématique parce qu'ils ne correspondaient pas aux critères établis, seront en outre évoqués ici.

Cette sélection, si elle est loin d'être exhaustive, n'en a pas moins éclairante, car elle donne un aperçu, pour chaque époque, des personnalités, artistes, héros, victimes, mis en exergue par les autorités, et par ricochet les valeurs transmises aux citoyens dans l'espace public. En effet, si l'histoire est un instrument politique auquel les dirigeants ont recours pour légitimer leur pouvoir, la géographie est une vitrine où exposer leur conception de l'histoire, leur définition des frontières de l'identité et de l'altérité, et leurs valeurs.

N °	Période 1 : Empire austro-hongrois (1913)	Période 2 : Royaume de Yougoslavie (1929)	Période 3 : Etat Croate indépendant (1942)	Période 4 : Fédération yougoslave (1950)	Période 5 : Croatie indépendante (2011)
1	Jelačićev Trg (Place Jelačić)	Jelačićev Trg	Jelačićev Trg	Trg Republike (Place de la République)	Trg Bana Jelačića (Place Ban Jelačić)
2	Ilica	Ilica	Illica	Ilica	Ilica
3	Duga	Duga	Radićeva	Radićeva	Radićeva
4	Akademički trg (Place de l'Académie)	Strossmayerov Trg (Place Strossmayer)	Strossmayerov Trg	Strossmayerov Trg	Strossmayerov Trg
5	Boskovecva	Trg Kralja Petar (Place du Roi Pierre)	Trg Kulina bana (Place Ban Kulin)	Trg žrtava fašizma (Place des victimes du fascisme)	Trg žrtava fašizma
6	Boskovecva	Zvonimirova (Zvonimir)	Kralja Zvonimira (rue du Roi Zvonimir)	Socijalističke Revolucije (rue de la Révolution socialiste)	Kralja Zvonimira
7	Martićeva ulica (rue Martićeva)	Trg Burze (place de la Bourse)	Trg Münchenskih Žrtva (Place des victimes de Munich)	Trg Jože Vlahovića (place Joža Vlahović)	Trg Hrvatskih Velikana (place des Grands Hommes croates)
8	Prilaz Gjura Deželića (Passage Đuro Deželić)	Prilaz Gjura Deželića	Prilaz Gjura Deželića	Jugoslav Armije (rue de l'Armée yougoslave)	Prilaz Gjura Deželića
9	Rajnerova	Žerjavićeva	Žerjavićeva	8. Maja (rue du 8 mai)	Žerjavićeva
10	Markov Trg (Place Saint-Marc)	Trg Stejpan Radića (Place Stejpan Radic)	Trg Stejpan Radića	Trg Stejpan Radića	Markov Trg
11	Starčevićev trg (place StarStarčević)	Starčevićev trg	Starčevićev trg	Starčevićev trg	Trg Ante Starčevića
12	/	Kvaternikog Trg (place Kvaternik)	Kvaternikog Trg	Kvaternikog Trg	Kvaternikog Trg
13	Trg Franje Josipa (Place François-Joseph)	Trg Kralja Tomislava (Place du Roi Tomislav)	Trg Kralja Tomislava	Trg Kralja Tomislava	Trg Kralja Tomislava
14	Sveučilišni trg (place de l'Université)	Trg Kralja Aleksandra (Place Roi Alexandre)	Trg I. Kazalište (Place I. du théâtre)	Trg maršala Tita (Place du maréchal Tito)	Trg maršala Tita
15	Preradovićev Trg (Place Preradovićev)	Preradovićev Trg	Trg III (Place III)	Bratstva i Jednistva trg (Place Fraternité et Unité)	Preradovićev Trg (Place Preradović)
16	Kukovecva ulica	Kraljice Marije ulica (rue de la Reine Marie)	Mussolinijeva (rue Mussolini)	Braće Kavurića ulica (rue des Frères Kavurić)	Andrije Hebranga (rue Andrija Hebrang)
17	/	Stančićeva (rue Stančić)	Kvaternikova (rue Kvaternik)	Stančićeva	Marka Stančića (rue Mark Stančić)

Tableau n°2 : Comparaison d'un échantillon de dix-sept odonymes zagrébois attribués par les régimes successifs entre 1913 et 2011

Avec le démantèlement de l'empire austro-hongrois, les références à la maison des Habsbourg disparaissent de la nomenclature au profit de la dynastie des Karađorđević, avec la place du Roi Pierre (*Trg Kraja Petar*) en hommage à Pierre I^{er} de Serbie, la place du Roi Alexandre (*Trg Kraja Aleksandra*) en référence à Alexandre I^{er} Karađorđević, alors roi de Yougoslavie, et la rue de la Reine Marie (*Kraljice Marije ulica*) qui désigne Marie de Roumanie, épouse d'Alexandre I^{er}.

Puis, avec l'arrivée au pouvoir des *Ustaši*, les références à l'idée yougoslave et la monarchie serbe, honnies par les autorités de l'État croate indépendant, sont abolies. Cela donne lieu à une révision toponymique de grande ampleur, et les odonymes commencent à manquer, au point que certaines places se voient attribuer des chiffres romains en guise de dénomination⁵⁶. C'est le cas de la place Preradovičev, dont le nom est supprimé en raison des origines serbes du poète, et qui est renommée place III. C'est aussi le cas de la place Wilson, rendant hommage au Président américain Thomas Woodrow Wilson, qui devient la place II. Quant à la rue de la Reine Marie, elle est remplacée par la rue Mussolini et la place de la Bourse est rebaptisée place des victimes de Munich (*Trg Münchenskih Žrvtā*) en hommage aux partisans d'Hitler ayant trouvé la mort dans le putsch avorté du 9 novembre 1923. Ainsi peut-on lire à même les plans de la capitale croate la teneur des relations internationales entretenues par le régime.

Par ailleurs, dans l'optique de se rapprocher des Bosniaques de confession musulmane – sur lesquels le NDH exerçait son autorité dans la mesure où cet État fantoche s'étendait sur une grande partie de la Bosnie – les dirigeants du NDH ont procédé à des interventions symboliques dans l'espace urbain. Outre la transformation du pavillon Mestrovic – galerie d'art et siège de l'Association croate des artistes – en Mosquée, la place du Roi Pierre devient la place du Ban Kulin (*Trg Kulina bana*) Ban de Bosnie de 1180 à 1204 et auteur d'une charte considérée comme l'acte de naissance de l'État bosnien⁵⁷. Quant à la rue Stančić (*Stančićeva ulica*), qui rendait hommage au capitaine du fort de Siget ayant repoussé l'invasion ottomane en 1556, elle a été supprimée au profit de la rue Kvaternik, en l'honneur de Petar Milutin Kvaternik politicien et militaire croate assassiné par des combattants serbes en 1941 et frère de Slavko Kvaternik, cofondateur de l'*Ustaša*. Toutefois, ce rapprochement avec la Bosnie a des limites, comme en témoigne la persistance de la place Zrinski (Nikola Šubić Zrinski, Ban de Croatie, qui a trouvé la mort dans le siège de Siget, qui a eu lieu en 1566, soit une décennie après la première tentative ottomane de prendre cette place forte hongroise).

⁵⁶ Source : <https://www.vecernji.hr/zagreb/otkrijete-kako-su-to-ulice-zagreba-mijenjale-imena-kroz-jedno-stoljece-1060945>

⁵⁷ Source : <http://www.bhinfo.fr/kulin-ban-s-invite-au-debat-des,5475.html>

L'aspect commémoratif des noms de rue n'échappe pas aux autorités du NDH, qui ont recours à l'odonymie pour entretenir, dans l'espace public, la mémoire de personnalités considérées par le régime comme des patriotes et des martyrs de la liberté. C'est ainsi qu'une des ruelles qui débouchent sur la place Ban Jelačić, *Praška ulica* (la rue de Prague), a été renommée *Javorova ulica* en hommage à Stipe Javor, politicien et entrepreneur croate, membre du Parti du droit, décédé en mars 1936, alors qu'il était purgé d'une peine de vingt ans de prison, pour son implication dans la lutte armée pour l'indépendance de la Croatie. C'est aussi le cas de *Masarykova ulica* (rue Masaryk), du nom du penseur et politicien tchèque Tomáš Masaryk, qui devient *Šufflayeva* (rue Šufflay), en mémoire de Milan Šufflay, historien et romancier, accusé d'espionnage et de haute trahison par les autorités du Royaume. Membre du Parti du droit, militant pour la souveraineté nationale et l'irréductibilisme croate, Šufflay a été assassiné en février 1931. Mais, avec la débâcle des *Ustaši* et l'arrivée au pouvoir des communistes en Yougoslavie, la toponymie de Zagreb est à nouveau bouleversée.

Le sociologue Jaroslav David (2011) affirme que dans la plupart des pays situés derrière le rideau de fer, ainsi qu'en Yougoslavie, les changements politiques et sociaux radicaux engendrés par le communisme se sont reflétés dans la toponymie. Pour l'auteur, les redénominations de rues existantes et de certaines villes, ainsi que l'odonymie des villes nouvelles ont permis d'inscrire dans l'espace de la cité les valeurs prônées par le régime, les personnalités considérées comme des figures emblématiques :

« It is an irrefutable fact that the urbanonymy of these socialistic cities built in the 1940's and 1950's was primarily inspired by the personal names of those figures who were, from the viewpoint of communist ideology, perceived positively both as leaders and as bearers of values for the society. Such street names represent very deep ideological namings and can be regarded as a tool enabling totalitarian regimes to dominate the space. » (David, 2013 : 7)

Selon Stiperski et al. *« communist regimes used broad types of symbols in urban landscapes in order to legitimise and institutionalise the ideology of revolutionary socialism »* (op.cit. : 182). Le régime titiste, au fait de la portée pédagogique, identitaire et commémorative de l'odonymie, a eu recours à cet instrument de marquage symbolique de l'espace. Mais à la différence de l'URSS, en Yougoslavie, les changements de noms de ville étaient rares⁵⁸ et la création de villes nouvelles ne figurait pas à l'agenda politique de l'État-Parti.

L'action des autorités dans ce domaine consistait à amender le « répertoire odonymique » (Douchin, op.cit. : 16) existant et à attribuer un nom aux innombrables voies aménagées lors

⁵⁸ La seule occurrence de redénomination d'une ville dont j'ai connaissance concerne Titograd/Podgorica, capitale du Monténégro.

de la rapide urbanisation de la Fédération. D'après les données que j'ai pu collecter, il apparaît que certaines rues retrouvent le nom qui leur avait été octroyé avant l'arrivée au pouvoir des *Ustaši*, donnant l'impression d'un effacement symbolique de la période fasciste. Ainsi en est-il des rues *Praška ulica*, *Masarykova ulica* et *Stančičeva ulica* notamment.

Mais dans la plupart des cas, de nouvelles appellations émergent et sont l'occasion d'inscrire dans l'espace urbain des références à la géographie de la Fédération, et notamment sa capitale, avec l'avenue de Belgrade (*Beograska Avenija*), aux personnalités et événements internationaux ayant une importance fondamentale pour le régime, avec la place de la Révolution d'octobre (*trg Oktobarke revolucije*), la rue de l'armée rouge (*ulica Crvene armije*). La place Krešimir est ainsi transformée en place du Général Staline (*trg Generalism. Staljina*), mais, à l'issue de la rupture entre Tito et Staline, la place est rebaptisée place Lénine (*Leninov trg*).

La devise de la Fédération, « Fraternité et Unité » (*Bratstva i Jednistva*) est inscrite dans l'espace urbain à deux reprises, avec une rue et une place, témoignant de la nécessité impérieuse d'ancrer cet idéal dans les représentations collectives d'une population s'étant entre-déchirée lors de la Seconde guerre mondiale. L'anthropologue Monika Palmberger, qui a étudié les transformations de la nomenclature urbaine consécutives à la guerre d'ex-Yougoslavie dans la ville de Mostar (Bosnie-Herzégovine), fait mention de l'usage de la toponymie par le pouvoir yougoslave. Elle affirme que le nom des rues constitue aussi un moyen employé par le régime titiste pour fédérer la population en inscrivant l'unité et la culture partagée dans l'espace urbain :

« *Before the war, many streets in Bosnia and Herzegovina (and across Yugoslavia), honored the socialist ear. Tito's self-declared aim to unite the Yugoslav people and to enforce a shared identity was inscribed upon the urban streetscape. Building on the image of the brave Yugoslav partisans, many streets were for example, named in memory of important Partisans who fought against the Nazis during World War II.* » (Palmberger, 2018 : 168)

L'armée et la révolution prolétarienne, piliers du régime, trouvent eux aussi une inscription dans l'espace public. La rue du 8 mai (*8. Maja*), célébrant la dissolution du NHD le 8 mai 1945 suite à la capitulation de l'Allemagne nazie, supprime la rue Žerjavić, qui honorait l'homme d'Église et philanthrope croate Juraj Žerjavić, membre éminent de l'organisation culturelle *Matica Hrvatska*⁵⁹.

⁵⁹ Il s'agit de la plus ancienne institution culturelle croate. Fondée en 1842, *Matica Hrvatska* se donne pour objectif de promouvoir la spécificité de la langue et la culture croate, notamment en éditant et diffusant des ouvrages et revues en croate. Si ses premiers membres appartiennent au mouvement illyrien, par la suite, l'organisation aura une coloration plus patriotique et jouera notamment un rôle décisif au cours du Printemps croate (1972), lui valant d'être réprimée par le régime de Tito.

La rue des brigades prolétariennes (*Proleterskih Brigada*) remplace la route de Varaždin et la rue de Dubrovnik. La rue de l'Armée yougoslave (*Jugoslav Armije ulica*) remplace le passage Đuro Deželić, car l'écrivain et politicien croate, qui fut maire de Zagreb devient *persona non grata* en raison de son orientation nationaliste. Quant au Roi Zvonimir (?-1089), dernier roi croate, il est détrôné par la Révolution socialiste (*Socijalističke Revolucije ulica*).

Comme ce fût le cas dans la période précédente, durant le titisme, les rues de Zagreb offrent un espace pour commémorer les victimes et héros de la Seconde guerre mondiale, qu'il s'agisse de civils ou de combattants, de communistes ou d'antifascistes, toutes origines confondues, avec la place du Maréchal Tito (*Maršala Tita trg*), et les rues Rade Končar (sr.), Boris Kidrič (sl.), Moša Pijade (sr.), Anka Butorac (cr.). Quant à la place des victimes du Munich, elle est débaptisée au profit de Joža Vlahović, du nom du syndicaliste, membre du parti communiste yougoslave et des forces antifascistes, exécuté en 1941. La rue des Frères Kavurić (*Braće Kavurića ulica*), qui rend hommage à Zvonimir Kavurić architecte antifasciste, et Stejpan Kavurić, électromécanicien, exécutés par les autorités du NDH, vient rayer de la carte la rue Mussolini. Enfin, la référence au Ban Kulin est supprimée et la place est renommée place des victimes du fascisme (*Trg žrtava fašizma*) et la mosquée est transformée en musée de la Révolution.

L'indépendance croate est l'occasion d'une véritable *tabula rasa* toponymique destinée à effacer l'empreinte communiste et yougoslave en inscrivant ou réinscrivant dans le tissu urbain des références à la culture et à l'histoire nationale. Et cette vague de redénominations débute au lendemain de l'indépendance, car, comme le rappelle Monika Palmberger « *the renaming of streets [...] is a common practice when regime change calls for a new historiography. Often one of the first act of a new political regime is the renaming of the physical environment* » (op.cit. : 169). Ainsi, entre 1990 et 2007, pas moins de 474 rues, places, avenues, passages, parcs, ont été renommés, dans la seule ville de Zagreb, avec un pic de changement de noms entre 1992 et 1994 (Stanić, 2009 : 104).

Ce phénomène n'est pas l'apanage de la Croatie, il s'inscrit dans une tendance plus vaste de relecture du passé et de reconfiguration de l'espace selon une perspective nationaliste qui concerne l'ensemble des pays post-communistes, ainsi que l'expliquent Stiperski et al. :

« Changes of street names were part of the process of creating new public iconographic landscapes in harmony with the values of the new regimes, and analysing such changes may provide important insights into the ways in which post-communist countries altered the contours of national identities and national pasts. » (2011 : 182)

Or comme l'affirme Monika Palmberger, l'odonymie est un moyen de donner à voir la version officielle du passé à travers les figures et les événements commémorés dans l'espace urbain. Se référant au géographe Maoz Azaryahu (1997), l'auteure ajoute :

« This is why street names are prone to a process of renaming in times of political change. Street signs are mundane objects. Accordingly, it may appear that the impact of commemorative street names on the production of a sense of shared past and in evincing official versions of history, is significantly less than that of historical monument, historical museums, or memorial ceremonies. However commemorative street names (like other place names) conflate history and geography and merge the past they commemorate into ordinary setting of human life. It is precisely due its mundane character that the act of street naming acquires its ideological force by presenting history as the « natural order of things » (Azaryahu 1997, 481). » (op.cit. : 170)

Daniella Jovanovic, dans le cadre de son mémoire de Master à l'université de Québec, s'est intéressée aux changements intervenus dans la toponymie au Kosovo. Elle recourt aux termes « toponymie loquace » (2008 : 180) pour signifier que la toponymie permet de saisir le processus « de « réappropriation » des lieux, en les investissant d'une nouvelle mémoire » (ibid. : 119) qui permet à une communauté d'ancrer sa mémoire et son identité dans un territoire. Par ailleurs, Jovanovic affirme que les changements successifs de toponymes sont révélateurs d'une vulnérabilité identitaire qui ne s'accommode pas de la présence de traces d'altérité dans l'espace public :

« La variation symbolique des noms porte en elle une mémoire qui semble tout aussi changeante, pour ne pas dire chancelante, croulant sous le propre poids de sa vulnérabilité. Mais elle dénote aussi une altérité mal tolérée, dont Ricoeur en fait une autre cause de la fragilité de l'identité » (ibid. : 119)

Ainsi, au cours de la décennie 1990, les noms de la période communiste ont été remplacés par des noms (et une graphie) serbes, puis pas des noms (et une graphie) albanais. Cette volonté d'effacer systématiquement les traces de la présence de l'autre se retrouve aussi au moment de l'indépendance croate. En effet, les pouvoirs publics entreprennent de croatiser la voirie par la suppression des références à la Yougoslavie titiste, un régime honni à la fois en tant que

système politique communiste et en tant que synonyme d'une énième forme d'hégémonie serbe.

La place des victimes du fascisme et la place du maréchal Tito (*Trg maršala Tita*) font partie des rares appellations à avoir été conservées lors de la vague de redénomination qui a lieu au moment de l'indépendance croate. Débaptiser la place des victimes du fascisme aurait été perçu comme un geste de révisionnisme de la part de l'État, au vu de la mansuétude dont bénéficie déjà le régime *ustaši* au sein de la droite croate au pouvoir. La catégorie des victimes du fascisme a donc été subrepticement élargies à des victimes inattendues, à savoir les membres du NDH et leur famille ayant trouvé la mort dans les représailles orchestrées par les Partisans à la fin de la Seconde guerre mondiale. C'est, du moins l'analyse que me livre Maja, docteure en littérature et langue croate, habitante de Zagreb originaire de Vukovar, qui sera une informatrice privilégiée lors de mon dernier séjour sur le terrain :

« Supprimer la place des victimes du fascisme, ça reviendrait à absoudre le NDH, à nier l'existence de ces victimes. Mais avec des politiciens de droites et d'extrême droite qui martèlent que le communisme yougoslave était un régime fasciste, on transforme, en tout cas on cherche à transformer, la connotation de cette place, faire entrer par la porte de derrière les membres du NDH abattus à la fin de la guerre dans la catégorie des victimes du fascisme » (Extrait d'entretien, M.J., Zagreb, 20 mai 2015).

De nombreux éléments venant corroborer l'analyse de mon interlocutrice seront développés dans le chapitre suivant. S'il n'est pas possible de transformer la place des victimes du fascisme en place des victimes du communisme sans attirer négativement l'attention de la communauté internationale, les autorités disposent d'autres moyens de dénoncer l'autoritarisme à l'œuvre dans la Yougoslavie socialiste. Ainsi, en rendant hommage à Andrija Hebrang – militant communiste yougoslave d'origine croate décédé mystérieusement en 1949, lors des purges du parti consécutives à la rupture soviéto-yougoslave – les autorités croates donnent à voir la violence perpétrée par l'État central.

Quant à la place du maréchal Tito, elle a depuis été rebaptisée place du théâtre, à l'issue de deux décennies de controverses, luttes et affrontements, entre partisans et détracteurs d'un changement de nom.

La suppression de la majorité des noms attribués lors de la période titiste s'accompagne de la mobilisation de figures éminentes de l'histoire et de la culture croate, érigées en chantres de la croacité. Par conséquent, un véritable aréopage d'écrivains, poètes, peintres, musiciens, sculpteurs, savants, mais aussi d'hommes d'État, vient peupler l'espace urbain des villes croates.

Parmi eux, se trouvent de façon récurrente des personnalités croates, dont la renommée a traversé les frontières, telles que le sculpteur Ivan Meštrović, ou le scientifique Nikola Tesla⁶⁰. Les hommes⁶¹ ayant contribué à l'essor artistique et culturel croate, ou qui du moins sont considérés comme tels, et ceux ayant trouvé la mort au nom de la patrie sont légion dans le répertoire odonymique de la Croatie indépendante, phénomène récurrent en Europe depuis la Révolution française, ainsi que je l'ai préalablement exposé. Comme l'affirme Dominique Badariotti :

« les odonymes, véhiculent aussi un certain nombre de symboles et de valeurs. Lorsqu'ils correspondent à des noms propres, ils permettent d'afficher aux yeux de tous l'exemplarité de certains de nos concitoyens, et de promouvoir, à travers l'image qu'ils nous transmettent les valeurs et les symboles de toute une société » (2002 : 296)

En l'occurrence, l'inscription dans l'espace urbain de personnalités impliquées dans la promotion de la langue, la culture ou souveraineté croate permet de se réclamer de l'héritage de ces intellectuels, de se présenter comme leurs continuateurs et donne à voir l'indépendance croate comme l'accomplissement d'actions, de combats, d'aspirations pluriséculaires. Zagreb compte donc, pour ne citer que quelques exemples, une rue Fran Petrić (1529-1597) humaniste de la Renaissance, philosophe, historien et écrivain (si l'île de Cres où il est né se situe actuellement en Croatie, il est néanmoins considéré comme un savant vénitien) ; une rue Bartul Kašić (1575-1650) jésuite, grammairien et linguiste (il est notamment l'auteur de la première traduction de la Bible en Croatie) ; une rue Filip Grabovac (1697-1749) prêtre franciscain, poète, patriote, écrivain. La place Joža Vlahović est remplacée par la Place des Grands hommes croates (*Trg Hrvatskih Velikana*) où se trouve le siège du parti HDZ, de la sorte, indirectement, le Président Tuđman se voit inscrit dans cette prestigieuse filiation.

⁶⁰ Nikola Tesla (1856-1943) est un physicien et inventeur de génie, connu notamment pour ses travaux sur l'électricité (courant alternatif, électromagnétique, moteur à induction) et la radiophonie. Il a déposé des centaines de brevets et a à son actif une quantité pléthorique d'inventions. Né dans l'empire austro-hongrois, dans une commune située sur l'actuel territoire croate, fils d'un prêtre orthodoxe, il a étudié en Autriche, avant de migrer aux USA (1884) où il vivra et travaillera jusqu'à la fin de sa vie. Sa célébrité en fait une figure emblématique que revendiquent à la fois, les Croates, les Serbes et les Américains, ce qui est une source de tensions et polémiques. Ainsi, lorsque la Banque nationale croate a annoncé que l'effigie de Tesla figurerait sur les futurs euros croates, la Banque nationale serbe, s'est indigné, considérant qu'il s'agissait d'une « usurpation de l'héritage culturel et scientifique du peuple Serbe » (Source : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/incident-diplomatico-historique-entre-la-croatie-et-la-serbie-autour-de-la-nationalite-de-l-inventeur-nikola-tesla_4699867.html).

⁶¹ Dans leur grande majorité, les noms propres employés sont ceux d'hommes illustres mais cette situation n'est pas l'apanage de la Croatie. En effet, militantes féministes et spécialistes en études de genre, notamment au Canada, dénoncent la quasi absence des femmes dans le répertoire odonymique et l'injustice mémorielle qu'engendre un tel déséquilibre, et réclament la parité toponymique. À ce sujet voir notamment : Giraut Frédéric, Contre la sous-représentation des femmes dans les noms de rues : géopolitique d'une mobilisation contemporaine multiforme, *Blog Neotoponymie*, 2014.

Comme le rappelle Daniel Milo, « le passé, c'est la lignée, le foyer par excellence de la légitimation nationale » (1986 : 1902) et ce principe n'a pas échappé aux autorités croates. Ainsi, dans le même mouvement, l'inscription dans l'espace urbain d'une multitude de rois et de ducs, ayant exercé leur autorité depuis l'époque médiévale, vient accréditer le mythe d'une Croatie millénaire. Dans la seule ville de Zagreb, Stanić et al. répertorient, en 2008, pas moins de onze rues se référant à des souverains croates du IX^e et X^e siècle. Parmi ces odonymes, trois n'ont jamais été remplacés : *Kraljice Jelene* (Reine Hélène), *Kneza Branimira* (Roi Branimir) et *Tomislavov* ([Roi] Tomislav) ; deux noms supprimés lors de la période titiste ont été rétablis : *Kralja Zvonimira* (Roi Zvonimir) et *Kralja Kresimira* (Roi Kresimir) ; six noms ont été attribués depuis l'indépendance : *Kneza Borne* (Duc Borna), *Kneza Ljudevita Posavskog* (Duc Ljudevit Posavski), *Kneza Mislava* (Duc Mislav), *Kneza Mutimira* (Duc Mutimir), *Kneza Višeslava* (Duc Višeslav) et *Kralja Držislava* (Roi Držislav). Parfois, ces appellations ont connu quelques modifications de forme, notamment l'ajout ou la suppression du titre de noblesse à côté de leur nom.

La présence, dans le paysage urbain, de ces références à un passé ancien, permet non seulement de présenter l'indépendance acquise dans les années 1990 comme le rétablissement d'une souveraineté nationale confisquée pendant les siècles de domination étrangère, cela permet aussi d'exprimer des revendications d'autochtonie sur un territoire disputé, et d'affirmer, encore une fois que la Croatie est le pays des Croates. En effet, selon l'ethnologue Annie-Hélène Dufour, la toponymie n'est « pas seulement un mode de désignation grâce auquel il devient possible de se repérer, de situer et dénommer précisément un lieu mais aussi une prise de possession (*sic.*) et un moyen d'action sur lui » (1997 : 188).

Ces différents noms s'ajoutent aux appellations existantes, qui n'ont pas été modifiées lors des changements successifs de régimes. Ainsi en est-il de la Place Strossmayer, place piétonnière et arborée qui constitue un des huit éléments d'une série de parcs appelée le « fer à cheval vert de Lenuci⁶² ». Dénommée place de l'Académie lors de sa création, elle a été rebaptisée en hommage à l'évêque Jossip Juraj Strossmayer⁶³ dans l'intervalle entre 1913 et 1929. Depuis, ce nom a été conservé, parce qu'il a pu être approprié à la fois par les patriotes croates et par

⁶² Source : Pas à pas Zagreb, p.40

⁶³ L'évêque Josip Juraj Strossmayer (1815-1905), se fondant sur l'idée largement répandue alors d'une origine commune des Slaves du Sud, était un ardent défenseur du yougoslavisme. Il cherchait à promouvoir, par la création d'institutions culturelles, et par sa participation à la vie politique, l'idée d'une culture partagée par les Slaves du Sud (et d'une communauté de destin au sein de l'empire Austro-hongrois). Son projet avait aussi une portée œcuménique, car Strossmayer cherchait à dépasser le schisme entre catholicisme et orthodoxie. Dans le même temps, sa position en faveur des intérêts croates (notamment en matière d'autonomie financière, culturelle et linguistique) au sein de la Double monarchie fait de lui une figure appropriable par les acteurs nationalistes.

les partisans de l'idée yougoslave.

La rue Radiceva, qui porte le nom du politicien croate Pavle Radić (parent de Stejpan Radić et député du même parti), assassiné lors de l'attentat du parlement de Belgrade en 1928 n'a pas été modifiée. En revanche, la place Stejpan Radić, a été modifiée, au profit de l'appellation ancienne : place Sain-Marc, mais l'odonyme n'a pas pour autant été évacué du paysage urbain, il a été déplacé pour être attribué à une place dans la ville moderne, et une statue à son effigie se trouve désormais à l'angle de la rue Illica et Jurišićeva, dans le centre ville.

Ces deux figures de la vie politique croate, ayant pu être mobilisées par différents opposants à la monarchie serbe – qu'il s'agisse des défenseurs de la souveraineté nationale ou des partisans d'une Yougoslavie communiste – leur présence dans l'espace public n'a pas suscité de litige et a été conservée.

Si la stabilité de ces odonymes n'a pas été pour me surprendre, en revanche, j'ai été étonnée de la pérennité de la rue Starcevic (*Starčevićeva*) et la place Kvarternik (*Kvarternikog trg*) qui n'ont pas changé de nom depuis leur création, alors qu'à mon sens les deux idéologues du Parti du droit⁶⁴ constituaient des figures dissensuelles, et je m'attendais à ce que ces odonymes soient supprimés pendant la période communiste en raison de leurs positions antiserbes et de leur appropriation par le régime *ustaši*. Mais il n'en a pas été ainsi, et je n'ai pas pu obtenir d'éléments qui permettrait d'expliquer cet état de fait.

Cela est d'autant plus étonnant, quand, par ailleurs, la place Jelačić, centre névralgique de la capitale croate, a été débaptisée par les autorités de la Fédération yougoslave. En 1848, la place centrale de Zagreb, située au pied des deux quartiers médiévaux de Kaptol et Gradec, et faisant jusqu'à lors office de place du marché, est nommée place Jelačić (*Jelačićev Trg*), en hommage au Comte croate et Général de l'armée impériale Josip Jelačić (1801-1859), nommé Ban de Croatie la même année par la couronne d'Autriche. En 1866, une statue équestre monumentale du ban, réalisée par le sculpteur Anton Dominik Ferkorn est érigée sur la place éponyme. Mais, Sabrina P. Ramet (1996) rappelle à juste titre que Karl Marx avait condamné le Général Jelačić pour son rôle dans la répression du soulèvement hongrois. Alors, en dépit de la considération dont bénéficiait le Ban au sein de la population croate, la place est rebaptisée place de la République (*Trg Republike*) et la statue équestre est démontée, en toute discrétion, dans la nuit du 25 au 26 juillet 1947, pour être reléguée dans un entrepôt.

⁶⁴ Ante Starčević et Eugen Kvaternik, après avoir initialement adhéré à l'illyrisme, vont rompre avec le mouvement pour adopter des positions indépendantistes et antiserbes de plus en plus virulentes. Ils fondent le Parti du droit en 1861, dont l'idéologie se centre sur le droit historique des Croates à la souveraineté – sur la base de l'existence d'un royaume croate médiéval – qui amènent Starčević et Kvaternik à réclamer la création d'une « Grande Croatie » se composant de la Croatie centrale, la Slavonie, l'Istrie, la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine (Bellamy, 2001). Ante Pavelić, fondateur de l'*Ustaša* puis dirigeant de l'État croate indépendant se réclamera du droitisme de Starčević et Kvaternik.

La morphologie et les circulations sur la place sont alors totalement transformées, au profit du trafic et du stationnement automobile. Cette relégation n'est pas sans conséquence, et selon Ramet, cela fait du Ban un symbole pour les anticommunistes : « [Jelačić] *became an important symbol for anticommunist sentiment in Croatia* » (ibid. : 30). Par conséquent, avec l'arrivée au pouvoir du HDZ consécutive à l'instauration du multipartisme, la place retrouve son nom et son faste. Le parking est supprimé, le pavement est remplacé pour donner la primeur à la circulation piétonnière au cœur de la place, une fontaine est installée.

Et la statue équestre du Ban est réinstallée en grande pompe. Une véritable procession accompagne la statue et l'événement est retransmis en direct à la télévision nationale. En visitant le 30 août 2011, l'exposition que le musée d'histoire croate a consacrée au Ban, j'ai pu apprendre que la statue équestre du Ban Josip Jelačić, était initialement orientée vers le nord, de telle sorte que le sabre du gouverneur menace la Hongrie, dont il avait contribué à mater la rébellion. Et lors de sa réinstallation la statue a été orientée vers le sud, ainsi qu'on peut le lire dans cet extrait issu du site internet du Musée d'histoire croate :

« One of the first moves of the democratically elected government was the restoration of the monument and the name of the central Zagreb square. The monument was put back in its place after 43 years and was officially unveiled on the Ban's birthday, October 16, 1990, this time facing the south. ⁶⁵»

Ce que le commentaire ne dit pas, mais que plusieurs interlocuteurs sur le terrain m'ont affirmé, c'est qu'avec cette orientation au Sud, le sabre menaçant du Ban est désormais pointé vers la Serbie.

Avec ses lignes de tramway, ses cafés, restaurants et commerces, ses foires saisonnières, ses événements culturels, la place est devenue un lieu emblématique de la capitale, un lieu de rendez-vous privilégié des Zagrébois qui se retrouvent sous l'horloge ou « au pied du cheval », ainsi qu'un des pôles de l'attractivité touristique de la cité. Mais, à l'instar de la place de la République à Paris, la place Ban Josip Jelačić est aussi un espace d'expression politique, où ont lieu des manifestations de protestation (réforme des retraites, entrée dans l'Union européenne, revalorisation des salaires des enseignants ou retrait de l'éducation sexuelle du programme scolaire) ou de soutien (aux généraux croates inculpés par les Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), de happening militant (du mouvement vegan/antispéciste), des collectes de fond pour des associations, de prédication de rue (Évangélistes, Témoins de Jehovah).

⁶⁵ Source : <http://www.hismus.hr/en/news/archive/event/under-tail-jelacic-square/>

Et la statue équestre, outre son rôle de repère dans l'espace urbain, est aussi devenu un support de contestation, notamment par le biais d'affichages clandestins⁶⁶.

Si je me suis focalisée sur la situation de Zagreb, il m'a semblé pertinent de compléter cette étude de cas par un relevé de certains odonymes dans les villes de plus de 12 000 habitants où j'ai séjourné lors de mes terrains successifs, afin de donner un meilleur aperçu de l'ampleur du phénomène à l'échelle nationale.

En effet, comme l'affirme Milo :

« même si la leçon des noms de rue sur la mémoire collective et sur les renommées reste ambiguë, elle nous renseigne sans nul doute sur les représentations que l'establishment a eues de la mémoire nationale et des grands hommes, ainsi que sur les moyens de promouvoir ces représentations » (1986 : 1890).

Odonyme	Ville	Zagreb	Split	Vukovar	Osijek	Dubrovnik	Zadar	Pula	Knin	Šibenik
Kardinal Alojzije Stepinac			√	√	√					
Ban Josip Jelačić		√	√	√	√	√	√		√	√
Kralje Zvonimire (roi Zvonimir)		√	√	√	√	√	√		√	√
Kralje Tomislav (Roi Tomislav)		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Kralje Krešimir (Roi Kresimir)		√		√	√	√			√	
Knez Branimir (Prince Branimir)		√	√		√	√	√		√	
Matice Hrvatska		√		√	√					
Josip Jurj Strossmayer		√		√	√	√	√	√		√
Stjepan Radić		√		√	√	√	√	√		√
Ante Starčević		√	√	√	√	√	√		√	√
Eugen Kvarternik		√	√	√	√	√	√			√
Nikola Tesla		√	√	√	√	√	√	√		√
Ivan Meštrović		√	√	√	√	√	√	√	√	√

Tableau n°3 : Occurrence des odonymes liés aux figures majeures de l'histoire et de la culture croate dans les villes de plus de 12 000 habitants dans lesquelles j'ai séjourné lors de mon enquête

Stiperski et al. ont aussi eu recours à une perspective diachronique. Ils ont comparé les noms attribués aux rues à trois dates qu'ils qualifient de charnière (1935, 1985 et 2009), afin de saisir les variations des noms de rue liées aux changements de régimes politiques, à savoir, dans le cas des villes croates de Zadar et Zagreb : le Royaume de Yougoslavie, la Fédération yougoslave et la République de Croatie.

⁶⁶ Voir chapitre suivant

À l'issue de cette comparaison, les auteurs concluent que les transformations politiques résultant de la Seconde guerre mondiale ont eu un impact plus drastique sur la toponymie que l'effondrement des régimes communistes. Leur comparaison porte sur une période moins étendue, mais sur un panel plus vaste de rues situées exclusivement dans les centres historiques des villes étudiées, soit 59 rues à Zagreb et 110 rues à Zadar. Ce travail de grande ampleur permet de produire des données statistiques et ainsi de prendre la mesure des changements intervenus dans la nomenclature urbaine à chaque changement de régime politique.

Les auteurs constatent notamment que les changements toponymiques ont rarement consisté à rétablir les noms des rues antérieurs aux redénominations : « *There were relatively few cases in which renaming signified a return to previous names, or, in other words toponyms changed after WWII were rarely, after the fall of the Berlin Wall, returned to the forms they had prior to WWII* » (Stiperski et al., 2011 : 191).

Description	Moyenne des villes étudiées	Zagreb	Zadar
Hommes d'État (Présidents, politiciens, généraux, nobles, roi, etc.)	21	39	20
Artistes (peintres, poètes, écrivains, sculpteurs, architectes, etc.)	17	31	25
Religions (Saints, ordres religieux, membres du clergé, Pape)	16	10	24
Scientifiques	2	4	3
Entrepreneurs (entrepreneurs, mécènes, artisans)	5	3	1
Total des personnes	61	87	73
Noms géographiques (rivières, villes, montagnes, pays, îles, etc.)	4	7	2
Position (par rapport à une gare, un marché, un palais, une église, un château, un hôpital, etc.)	15	6	13
Éléments naturels (caractéristique physique d'une rue, et noms communs provenant de la nature : arbres, fleurs, etc.)	4	0	1
Total géographie	23	13	16
Événements historiques, Institutions (Fêtes, presse, mouvements sociaux, bataille, corps d'armée, etc.)	5	0	8
Artisanat et commerce (nom des professions qui s'exerçaient sur un lieu)	7	0	2
Autre (nom qui n'entre dans aucune catégorie précédente)	4	1	2
Total	100	100	100

Tableau n°4 : Répartition des toponymes par catégorie, en pourcentage, pour les villes de Zagreb et Zadar, en comparaison avec la moyenne des villes étudiées par Stiperki et al. (tableau établi à partir des données produites par Stiperki et al., p. 188)

Ainsi, à Zadar, entre 1935 et 1985, 99% des rues ont été rebaptisées, et les redénominations atteignent 78% entre 1985 et 2009. Cette proportion est spectaculaire, et tranche avec la situation des autres villes étudiées et les auteurs l'expliquent par la volonté des autorités communistes d'effacer du paysage urbain les références à l'État et au fascisme italien (ibid. : 190), puis, avec la dissolution de la Yougoslavie fédérale, les noms attribués par les autorités communistes ont, eux-aussi, été remplacés, sans toutefois recourir aux toponymes antérieurs, puisqu'en 2009, aucune rue n'a retrouvé le nom qui lui était attribué en 1935.

À Zagreb, la situation diffère sensiblement. En effet, entre 1935 et 1985 « seulement » 22% des toponymes ont été transformés, et entre 1985 et 2009, les modifications concernent 13% des toponymes. Par ailleurs, 10% des rues ont retrouvé le nom qui leur avait été attribué avant la période titiste.

À partir d'une sélection de 602 toponymes, soit de l'ensemble des noms de rue, places, parcs, voies, localisés dans les centres historiques des huit villes faisant l'objet de leur étude, Stiperski et al. ont établi une typologie permettant de répartir ces toponymes par catégorie. Concernant les villes de Zagreb et de Zadar, la répartition est la suivante : la majorité des noms de rues étudiés se réfèrent à des personnes (87% à Zagreb et 73% à Zadar, contre 61% pour la moyenne des villes étudiées), à la géographie (13% à Zagreb et 16% à Zadar, contre 23% en moyenne), enfin les événements historiques et institutions, l'artisanat et le commerce ainsi que les toponymes étiquetés « autres » représentent une catégorie peu représentée (avec 1% pour Zagreb et 12% pour Zadar, contre 16% en moyenne).

Les auteurs procèdent aussi à une classification des toponymes selon qu'ils réfèrent à des personnes, éléments et événements ayant une signification à l'échelle municipale, régionale, nationale ou internationale (Figure n°14). Ils rapportent que, dans la plupart des villes étudiées, la majorité des toponymes ont une connotation locale : les noms attribués ayant une signification à l'échelle de la ville (en moyenne 47% des toponymes) ou de la région (en moyenne 7% des toponymes). Puis viennent les toponymes ayant une signification nationale, qui représentent en moyenne 37% des toponymes. Enfin, dans une moindre mesure (en moyenne 7% des toponymes), on trouve des noms se référant à des événements ou des personnes marquant issus des pays étrangers (pays voisins ou autres pays européens, voire, de façon marginale des USA, avec par exemple une rue du Président Roosevelt à Zagreb). Si la ville de Zadar s'inscrit dans ce schéma, à Zagreb, en revanche, le profil de répartition des toponymes selon l'échelle spatiale diffère fortement des autres villes étudiées.

Dans la capitale croate en effet, 69% des noms recensés par les auteurs de l'étude, ont une signification nationale, 17% ont une signification municipale, 10% une signification internationale et 3% une signification régionale. Le statut de capitale de Zagreb n'est pas sans incidence sur cette répartition.

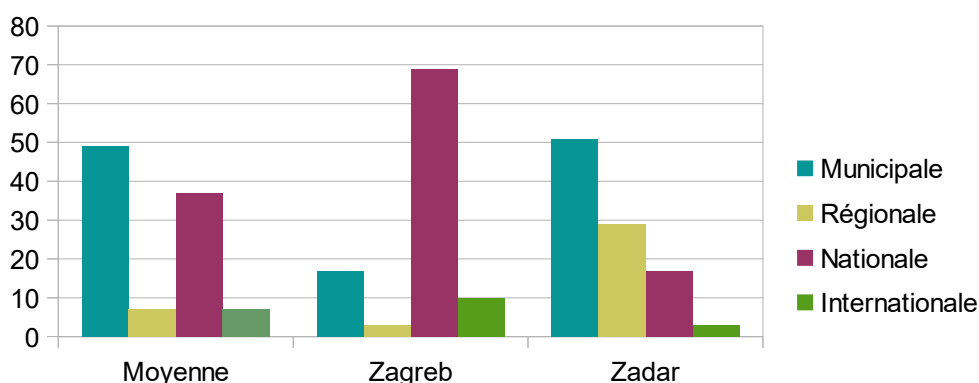


Figure n°14 : Diagramme de la répartition des toponymes selon l'échelle spatiale à laquelle ils réfèrent (d'après les données produites par Stiperski et al., p.188)

La guerre patriotique occupant une place centrale dans le roman national croate, en tant qu'acte fondateur d'une Croatie souveraine et indépendante, j'ai émis l'hypothèse d'une inscription de la guerre dans l'espace public ordinaire, par le biais de l'odonymie. J'ai considéré qu'il s'agissait à la fois d'un moyen de recréer un ancrage brisé par la guerre avec le territoire national, et une pratique commémorative permettant d'inscrire la mémoire de ces événements au cœur de la cité. En cela, je rejoins l'affirmation de Monika Palmerberg à propos des redénominations dans la ville de Mostar :

« Along with public squares, airports and other cultural institutions, many streets were renamed during, and after, the 1992-1995 war by the national group that dominated each respective territory. In general, the renaming process has a twofold effect on a city's streetscape ; first it eradicates the old name and thereby aims to “de-commemorate” the event, person, or place that was previously remembered, and second, the act of renaming establishes a new commemorative space » (op.cit. : 168)

J'ai donc procédé à des relevés à partir des cartes collectées lors de mes séjours sur le terrain, complétés par des recherches sur Internet, et j'ai pu repérer l'occurrence de certaines dénominations, ainsi que le donne à voir le tableau n°16 (Annexe 8, p.614) Je n'ai pas compilé les données pour toutes les localités dans lesquelles j'ai effectué mon terrain, mais uniquement pour les villes de plus de 10 000 habitants, soit : Zagreb, Split, Vukovar, Osijek, Dubrovnik, Zadar, Pula, Knin, Šibenik.

Et je n'ai pas inclus les localités de Makarska, Trogir, Rovinj, Lipik, qui, en raison de leur taille et de leur population limitée, ne permettaient pas d'apporter des éléments suffisamment significatifs à l'analyse. Il importe de préciser toutefois qu'il ne s'agit pas étude exhaustive, mais d'un premier état des lieux. Cette recherche mériterait d'être menée plus avant, mais cela n'a pas été envisageable dans le cadre de cette thèse.

Par conséquent, les analyses qui découlent de cette démarche sont provisoires et doivent être appréhendées comme telles. Toutefois, il est déjà possible d'avancer que, contrairement à ce que j'avais initialement envisagé, les odonymes faisant référence à la guerre ne sont pas très répandus dans le paysage urbain croate.

J'ai recensé quarante-huit rues dont le nom pouvait être associé – directement ou indirectement – à la guerre dans les neuf villes étudiées, dont seulement trente-deux rues portant un nom de rue faisant explicitement référence à la guerre (soit une moyenne de 3,5 odonymes par ville). Ce constat est partagé par Stiperski et al., dans l'étude comparative qu'ils consacrent à la nomenclature de huit villes d'Europe centrale⁶⁷, et on peut lire dans leur article : « *It is interesting to note that the war events of the 1990's, which took place with various intensity and destructiveness in or around Mostar, Zadar, Zagreb, and Maribor, provoked few changes in city toponyms.* » (op.cit. : 190)

Les références à la *guerre patriotique* peuvent apparaître de façon implicite, en filigrane, comme c'est le cas avec les références géographiques. Car, comme l'affirme Bernard Debarbieux, « un lieu peut donner à voir et amener à la conscience d'autres lieux évidemment absents » (1995b: 97). Ainsi, l'odonyme *Bihačka* fait-il référence à l'offensive croate pour désenclaver la poche de Bihać en Herzégovine. L'odonyme *Vukovarska* qui se retrouve dans toutes les localités étudiées⁶⁸, convoque le souvenir du siège de Vukovar. C'est pourquoi, les artères qui portent cette appellation deviennent le lieu de commémoration du siège de Vukovar pour les riverains qui ne font pas le déplacement jusqu'à Vukovar pour assister aux hommages qui s'y déroulent annuellement, mais veulent néanmoins prendre part à ce moment de communion nationale.

J'ai pu observer cette situation à Zagreb et à Osijek, où les habitants se rassemblent, prennent des photographies, prient, se recueillent et allument des veilleuses rouges le long de l'avenue Vukovar le soir du 18 novembre. Cette observation est partagée par Renata Schellenberg :

⁶⁷ L'étude de Stiperski et al. concerne la toponymie des villes de Maribor (Slovénie), Mostar (Bosnie-Herzégovine), Zagreb et Zadar (Croatie), Graz (Autriche), Olomouc et Pragues (République tchèque), ainsi que Cracovie (Pologne)

⁶⁸ Exception faite de Vukovar, cela va de soi.

« Thus, almost all Croatian cities have a street or square named after the city of Vukovar and every year there is an official day of Vukovar commemoration held on 18 November to coincide with the fall of the city in 1991. On that day ceremonies of commemoration take place throughout Croatia and commonly on the streets and squares named after the city of Vukovar. » (2015 : 20)

L'explication réside dans la propriété sémantique des lieux, que Debarbieux qualifie de « double paradoxe géographique » (ibid. : 98), caractéristique par laquelle un lieu peut référer à un autre espace que lui-même, et dont l'auteur précise :

« la définition que notre sens commun donne du lieu — sa localisation et la spécificité intrinsèque de ses attributs — côtoie un message symbolique apparemment contraire : l'évocation du lieu peut intervenir en tout autre lieu ; sa signification s'inscrit dans un système d'équivalences et de dépendances impliquant d'autres lieux ; elle peut même référer à un espace englobant, d'une toute autre échelle. Autrement dit, par significations interposées, un lieu figure dans un autre, un espace échappe à son échelle et se condense dans un des lieux qui le constituent. Par ce jeu d'évocation iconographique ou allégorique, les significations semblent se jouer des distances et des échelles géographiques. » (ibid. : 98)



Figure n°15 : Des veilleuses allumées par les habitants d'Osijek le long de l'avenue de Vukovar pour commémorer la chute de la ville. Cliché de l'auteure (Osijek, le 17 novembre 2011)

Le répertoire odonymique croate comporte aussi des mentions explicites au conflit. Ces références peuvent avoir une portée nationale, c'est les cas par exemple des rues « *Domovinskog rata* » (guerre patriotique) que l'on retrouve à Split, Vukovar, Zadar et Knin, ou le nom « *Hrvatskih Branitelja* » (défenseurs croates) à Zagreb, Vukovar et Šibenik, ou encore le nom « *Domobranska* » (Garde nationale) à Zagreb, Vukovar et Knin.

D'autres odonymes ont une signification locale et ils apparaissent uniquement dans les villes où ces appellations font sens. Ainsi à Zagreb, on trouve la seule occurrence de l'appellation « *Svibanjskih žrtva 1995* » (place des victimes de mai 1995) qui commémore les victimes d'une attaque à la roquette qui s'est déroulée à Zagreb en mai 1995 et a fait 6 morts et 250 blessés parmi les civils. La dénomination « *204. vukovarske brigade* », du nom d'une brigade croate ayant combattu pour la défense de la ville existe uniquement à Vukovar. Il en va de même pour la rue « *113. Šibeniske Brigada HV-a* », attribuée en hommage à cette brigade de Šibenik, dont la seule occurrence se trouve à Šibenik. Cela est également valable pour les rues qui ont été dénommées à la mémoire des combattants ayant trouvé la mort pendant le conflit, mais j'ai fait le choix de ne pas procéder à l'analyse détaillée de cette catégorie, par manque de temps.

Enfin, j'ai choisi de considérer les noms « *Hrvatske nezavisnosti* » (Indépendance croate), « *Hrvatske Republike* » (République Croate), « *Hrvatskog Sabora* » (Parlement croate), « *Slobode* » (Liberté), ou encore « *Franje Tuđmana* » (Franjo Tuđman) comme des références indirectes à la guerre dans la mesure où localement, la guerre de 1991-1995 est fortement associée dans les représentations collectives à l'indépendance croate.

Les données compilées dans le tableau n°16 (Annexe 8, p.614) permettent de constater l'existence de différences entre les localités étudiées. Alors que les villes comparées ici présentent des différences considérables en matière de superficie – et donc du nombre de rues qui les composent – cette caractéristique géographique n'est pas significative pour expliquer les disparités observées. En effet, la ville de Knin a une superficie de quelques dizaines de kilomètres carrés et compte trois odonymes liés à la guerre, alors qu'à Zagreb, dont la surface s'étend sur 640km², je n'ai répertorié que cinq odonymes pouvant être référés à la guerre. Et des villes ayant une superficie proche, telle que Vukovar et Osijek présentent des différences marquées, avec onze odonymes répertoriés à Vukovar et cinq à Osijek. Par conséquent, il faut prendre en compte d'autres facteurs pour comprendre la situation observée.

À partir des éléments collectés, une corrélation apparaît entre la situation au cours de la guerre des villes étudiées et le nombre de référence visibles dans le paysage urbain. Ainsi, Vukovar, qui a été intégralement détruite à l'issue du siège, est la ville qui comporte le plus grand nombre d'odonymes associés à la guerre, et ces appellations se réfèrent de façon explicite à la guerre, mais aussi de façon indirecte, certaines appellations ont un caractère national et d'autres ont une portée uniquement locale.

Alors qu'à Pula, située en Istrie, région qui n'a pas été affectée par les combats, les seules mentions de la guerre que j'ai pu répertorier dans l'espace urbain sont des mentions implicites et indirectes : *Trg Republike* (Place de la République) et *Vukovarska ulica* (rue de Vukovar).

Mais cette corrélation n'est pas systématique. Ainsi, à Dubrovnik, qui a été très violemment attaquée par les forces serbes, causant des dommages considérables au patrimoine artistique, architectural aux infrastructures urbaines, et provoquant un exode massif de la population, je n'ai inventorié que deux odonymes faisant référence à la guerre de façon implicite et indirecte : la rue de Vukovar et le pont Franjo Tuđman. La ville de Split présente la situation inverse. En effet, la ville n'a pas été touchée par les combats, mais j'ai pourtant pu y dénombrer huit odonymes associés à la guerre, attribués à des axes majeurs de la commune (exceptée le nom Bihać, qui a été attribué à une ruelle).

L'influence des acteurs nationalistes explique probablement la présence différenciée de références à la guerre dans l'espace public des villes étudiées. En effet, dans les villes où les partis politiques nationalistes et les organisations de vétérans ont une audience importante, comme c'est le cas à Split par exemple, les odonymes liés à la guerre sont nettement plus nombreux que dans les villes où ce sont les partis de gauche ou les partis régionalistes qui gouvernent à l'échelle municipale, comme c'est le cas de Pula. Mais, ne disposant pas de compte-rendu de délibération de conseils municipaux où figureraient les dates d'attribution des odonymes et le nom des personnes physiques et morales à l'initiative des appellations, je ne suis pas en mesure de corroborer cette hypothèse par des données de terrain, par conséquent, il s'agit de simples spéculations qui doivent être considérées comme telles.

Les plaques commémoratives installées dans l'espace public, et la statuaire obéissent à des mécanismes similaires. On assiste à l'apparition et à la réinstallation de statues de figures éminentes de la croacité et à une multiplication de statues et bustes de Franjo Tuđman, dans de nombreuses villes de Croatie, qui participent au culte voué au premier Président de la République croate à travers le pays. Je n'ai malheureusement pas la possibilité de développer plus avant ce sujet.

Si la toponymie est un acte de langage, permettant d'exercer « une emprise symbolique sur l'espace par le biais du verbe » ainsi que l'affirme Annie-Hélène Dufour (1997 : 188), il convient de ne pas surestimer sa performativité. Or, en éludant la question de la réception et de l'usage des odonymes par les habitants, nombres d'études consacrées à la toponymie, aussi intéressantes puissent-elles être par ailleurs, ont tendance à surévaluer la portée du procédé. Pourtant il ne suffit pas que des dirigeants, à l'échelon national ou municipal, décrètent la débaptisation-rebaptisation de lieux pour que ces décisions soient unanimement acceptées, et pour que la carte mentale des habitants s'ajuste aussitôt aux nouvelles dénominations desdits lieux, tant s'en faut.

Selon Monika Palmerger (2018), recourir à cette approche top-down, qui laisse la dimension de la réception et de l'usage par les habitants impensée, revient à considérer la toponymie comme un instrument qui permettrait aux autorités d'inculquer aux citoyens la cosmogonie du nouveau régime, à considérer les citoyens comme des réceptacles passifs, des coquilles vides, manipulables à l'envi, en faisant fi de leurs convictions politiques, de leurs système de valeurs, de leur expérience de système(s) politique(s) antérieur(s), de leur conscience historique et de leur mémoire individuelle et familiale.

Se fondant sur un travail ethnographique réalisé dans la ville de Mostar, Palmerger relativise la portée de la toponymie. Elle affirme que les changements de noms de rue, pratique répandue dans le processus de construction nationale, n'ont pas un effet aussi significatif sur les habitants que ne le donnent à penser les analyses a priori. L'auteure montre en effet que les changements d'odonymes ne donnent pas lieu à une acceptation inconditionnelle de la part des habitants, qui se traduirait par une utilisation immédiate et généralisée. En effet, ces odonymes sont porteurs d'une conception de l'histoire qui peut entrer en contradiction avec le vécu des habitants, et leur mémoire des événements, ainsi que le souligne l'auteure :

« Although political changes may come about abruptly and radically, it would be inaccurate to assume that a society fully adapts to all these changes, even more inaccurate to imagine that such societal changes take place at the same speed at which political elites change. This does not mean that individuals are unaffected by existing canonical national historiographies when orienting themselves anew in society and that they do not take part in reaffirming them. But autobiographical memories, which do not necessarily fit into the official historiography promoted by the ruling elites, need to find a place in the analysis as well » (Palmerger, op.cit. : 171).

Même lorsque les nouvelles appellations honorent leur propre groupe ethno-national, la chercheuse observe des résistances de la part des habitants qui désignent les lieux par d'autres moyens (en se référant aux bâtiments qui s'y trouvent, à d'autres éléments géographiques ou architecturaux), ne connaissent pas le nom des rues, recourent aux anciennes dénominations. Il ne suffit donc pas d'une décision unilatérale prise par les autorités pour que les habitants incorporent les nouvelles normes odonymiques.

Stiperski et al. partagent ce constat et montrent, à travers l'exemple de la Place Preradović à Zagreb, que les décisions prises par les autorités ne sont pas systématiquement appropriées par les habitants. Depuis sa création en 1897, cette place fait office de marché aux fleurs. Elle est officiellement baptisée *Preradovičev Trg*, en l'honneur du poète Petar Preradović, qui, d'après les auteurs, se considérait comme un Croate de confession orthodoxe (Stiperski et al., 2011 : 185). On y trouve d'ailleurs la principale église orthodoxe de la capitale. Pourtant, les Zagrébois, lui préfèrent la désignation « place des Fleurs » en référence à sa fonction. Avec l'installation au pouvoir des *Ustaši* par les forces de l'Axe, la place est débaptisée et devient la Place III, puis elle est renommée par les autorités communistes, et retrouve finalement son nom d'origine consécutivement à la victoire du HDZ aux premières élections depuis la Seconde guerre mondiale :

« Later Eastern Orthodoxy was associated mainly with Serbs, and thus after WWII the communists renamed the location 'Brotherhood and Unity Square' (Trg bratstva i jedinstva) to evoke the ideal relationship among Yugoslav peoples, especially Croats and Serbs. The original name, honoring Preradović, was returned after the fall of the communism, although people continue to refer to 'Flower Square'. » (Stiperski et al., *ibid.* : 186)

Si les cafés ont désormais remplacés presque tous les kiosques de fleurs de la place, son appellation vernaculaire, *Cvjetni trg*, perdure. Cette appellation est d'ailleurs notoire au point de figurer dans le guide touristique édité par l'office du tourisme de Zagreb, *Zagreb Pas à pas*. Ainsi peut-on lire à ce sujet :

« La Place Petar Preradović doit son nom au poète de l'amour et du patriotisme (1818-1872), qui était général de profession. Un monument à son effigie se dresse au milieu de la place. Le nom officiel de la place est toutefois rarement usité, tout le monde préférant l'appeler la Place des fleurs » (Guide « Zagreb pas à pas » édité par l'office du tourisme p.56).

Au cours de mon enquête de terrain, dans la plupart des localités où j'ai enquêté, rares furent les interlocuteurs à recourir au nom des rues pour m'indiquer une direction, l'emplacement d'un lieu ou convenir d'un point de rendez-vous. Leurs indications consistaient généralement à

décrire une trajectoire (direction, distance, caractéristique de la rue, bâtiments remarquables...) à partir d'un point de départ aisé à trouver, qu'il s'agisse d'un arrêt de tramway, de l'emplacement de mon hébergement, d'une place fréquentée, d'un bâtiment. J'ai eu tendance à considérer, pendant un temps, que cette façon de procéder était liée au fait que mes interlocuteurs m'imputaient une certaine ignorance du répertoire des rues et de la géographie de leur commune, et mettaient à ma disposition des stratégies pour m'orienter dans l'espace. Mais, avec du recul, il m'apparaît qu'il s'agit d'une façon assez commune de procéder, et depuis que j'ai commencé à m'intéresser à ce sujet, j'ai pu me rendre compte que, de façon générale, les habitants et usagers d'un lieu n'ont qu'une connaissance partielle du nom des rues qu'ils fréquentent. Moi-même, alors que je me targue pourtant d'avoir un bon « sens de l'orientation », je n'ai jamais eu qu'une piètre connaissance des odonymes environnants les différents lieux de résidence, de travail, de loisir que j'ai fréquenté au cours de mon existence. Par conséquent, malgré tout l'intérêt que je porte à ce sujet, je considère que la leçon du nom des rues doit être relativisée. Dans la plupart des cas, les redénominations peuvent passer inaperçues auprès des riverains, qui ne se préoccupent guère des changements intervenus dans le répertoire odonymique de leur quartier ou de leur commune.

Mais comme l'affirme l'historien Yves Perrin, « débaptiser et renommer un lieu ou un édifice, c'est se l'approprier » (2009 : 11). Par conséquent, les changements de noms peuvent parfois donner lieu à de vives controverses, faire l'objet de contestations collectives qui mobilisent acteurs de la société civile, citoyens, acteurs politiques, conscients des enjeux identitaires et des « enjeux de contrôle de l'espace public » (Douchin, 2018 : 1) que la toponymie recèle.

La toponymie, en tant que mode de gouvernance de l'espace, peut donc devenir une arène culturelle et politique, où des conceptions antagonistes de l'identité urbaine et de l'identité nationale s'affrontent, à la fois au sens figuré et littéral du terme. En effet, qu'il s'agisse de nommer une rue de Vukovar en l'honneur d'un défenseur serbe⁶⁹, d'installer des plaques bilingues en alphabet latin et cyrillique à Vukovar⁷⁰, ou de renommer la place du Maréchal Tito en place du théâtre à Zagreb⁷¹, les questions toponymiques peuvent être l'occasion d'échauffourées entre partisans et opposants, ou d'affrontements avec les forces de l'ordre, qui témoignent du fait qu'en la matière, les citoyens sont loin d'être des réceptacles passifs.

Pour le sociologue et urbaniste George Knaebel diverses formes d'écritures institutionnelles, émanant des « pouvoirs institués » (2006 : 9) marquent le territoire du sceau de l'État : nom de rues, plaques commémoratives, ainsi que toute la « série des paroles d'injonctions

⁶⁹ Voir chapitre suivant

⁷⁰ Voir chapitre suivant

⁷¹ Voir chapitre suivant

affichées, scellées, cloutées sur les murs, les entrées d'immeubles et les portes de garage. Ne pas claquer la porte, ne pas stationner, interdit au piéton et... interdit d'afficher » (ibid. : 10). À cela on pourrait ajouter : « dépôt d'ordure interdit sous peine de poursuite », « traversée obligatoire », « défense d'uriner », « défense de fumer » et autres sentences venant édicter les usages prescrits et les usages proscrits de l'espace public.

Face à ce constat Knaebel s'interroge, « dans l'espace de la rue, n'y aurait-il donc place que pour cette seule parole institutionnelle ? Ceux qui ont l'usage de la rue seraient-ils confinés dans le silence ? » (ibid. : 9). L'auteur répond par la négative et considère que les interstices constituent le support d'une expression populaire évanescence qui occupe clandestinement l'espace urbain :

« Dans la rue, les façades sont lisses, propres, munies de ces prohibitions à répétition. Il n'y a de paroles que dans les recoins, redents, renforcements, qui sentent le remugle et l'urine, où sont rangées les voies sèches pour les pompiers, des répartiteurs électriques et des boîtes pour l'éclairage public, où sont abandonnés des déchets. Sur ces bouts de mur honteux, des affiches, affichettes, lacérées, déchirées, délavées, collées les unes sur les autres, livrant des bribes de messages, lesquels rappellent l'actualité politique récente » (Knaebel, ibid. : 10) .

Lors de mon enquête de terrain, je n'ai pas eu la possibilité de m'intéresser à l'intégralité du spectre des usages subversifs de l'espace. Mais, j'ai tout de même constitué un corpus photographique des tags, graffitis, gravures, collages, car ils peuvent être appréhendés comme des « pratiques protestataires » (Siméant, 2005) particulièrement intéressantes lorsqu'on se préoccupe de l'incorporation des normes mémorielles dominantes, et de leur contestation.

Les tags et graffitis, dont la pratique est attestée dès l'Antiquité romaine, sont en effet des moyens de d'expression donnant à voir dans l'espace public, et le plus souvent sous couvert d'anonymat, des tensions sociales, la contestation de décisions politiques, le rejet de certaines normes sociales, par la détérioration d'édifices publics et privés, de mobilier urbain, qui dépassent la seule volonté de laisser une trace de son passage dans un lieu.

Je me suis donc intéressée à cette pratique scripturale et picturale illicite et marginale, assimilée à du vandalisme, en considérant ces inscriptions comme autant d'« aphorismes urbains » pour reprendre l'expression de l'écrivain et éditeur Yves Pagès, auteur du recueil de graffitis *Tient, ils ont repeint* et à propos desquels l'auteur écrit :

« On dit que les murs ont des oreilles, mais sait-on ce qu'ils murmurent ? Celles et ceux qui, depuis le milieu du XIX^e siècle s'emploient illégalement à y laisser des traces – avec force craie, crayon, charbon, feutre, pinceau ou bombe aérosol – l'ont bien compris : les murs nous interpellent. Avec leur ironie revêche, leurs espoirs tronqués, leur fantaisie abrupte, ils font

écho à des paroles enfouies au plus profond de nous. Ils portent les mots qui, inscrit là sans destination ni droit de cité, sont livrés à tous les regards et contaminent l'espace public, troublant ainsi l'ordre du discours. » (Pagès, 2017 : quatrième de couverture)

Pour le philosophe et historien des sciences Christian Gerini ces témoignages, « par définition éphémères puisqu'ils sont régulièrement effacés ou recouverts par d'autres » (2015 : 108) présentent une utilité pour les chercheurs car ils constituent un moyen de saisir un ressenti populaire qui ne trouve pas à s'exprimer ailleurs :

« la mémoire photographique fournira aux historiens de demain des éléments importants pour comprendre sociétés et événements du passé et, plus précisément, pour les appréhender par l'expression débridée de populations dont le vécu et le ressenti ne figureront pas ailleurs puisque la rue aura été leur seul lieu d'intervention. » (ibid. : 108)

On pourrait objecter à l'auteur que les réseaux sociaux représentent désormais une modalité particulièrement riche d'expression populaire et que la rue n'est plus le seul lieu où elle trouve à s'inscrire. Pour autant, il n'est peut-être pas anodin de parler de « mur » à propos des pages Facebook des utilisateurs. Les réseaux sociaux constituent une véritable mine d'information pour les chercheurs, mais je n'ai pas, en ce domaine, les connaissances nécessaires pour pousser plus avant la réflexion.

Dans la majorité des cas, les tags et graffitis que j'ai pu observer véhiculent un message orienté à l'extrême-droite de l'échiquier politique : acronyme et symboles de club de hooligans d'extrême-droite, contenus homophobes, incitation à la haine interethnique, symboles ustaši, croix gammées, patronyme de Généraux condamnés par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie⁷², inscription en alphabet cyrillique raturées, mais aussi hommage à la patrie millénaire ou exhortation à se souvenir de Vukovar, constituent les motifs les plus récurrents, et j'ai aussi pu repérer à plusieurs reprises des tags eurosceptiques.

Mon travail ethnographique ayant eu lieu entre juin 2011 et juin 2015, on peut voir dans ces inscriptions exposées à la vue de tous des marques d'opposition à la politique du gouvernement de centre-gauche d'Ivo Josipović, un refus par certains citoyens du réchauffement des relations diplomatiques avec la Serbie, de l'intégration à l'Union européenne, une contestation du droit des minorités, et de la comparution des Généraux héros de la guerre patriotique devant des juridictions internationales, témoignant d'une adhésion à la rhétorique victimaire promue par le HDZ et les partis d'extrême droite.

⁷² Voir infra



Figure n°16 : Tag sur un banc public. Sur cette inscription le Président croate Ivo Josipović est accusé d'être un Četnik en raison de ses nombreuses prises de positions en faveur d'une réconciliation croato-serbe Cliché de l'auteur (Split, 4 août 2011)

Mais j'ai aussi observé un refus de ce refus, si je puis dire, exprimé par d'autres citoyens. En effet, j'ai aussi pu constater que certaines inscriptions étaient raturées, barrées, recouvertes de peinture d'une autre couleur, donnant lieu à des affrontements idéologiques jusque sur les murs de la cité.



Figure n°17 : Affrontement par tags interposés à l'occasion de la première *Gay Parade* à Split Clichés de l'auteur (Split, 23 juillet 2011)

Ainsi à Split, par exemple, deux tags peints sur des façades du centre ville à l'occasion de la première *Gay Parade* organisée dans la ville dalmate (11 juin 2011), « *GAY JE OK* » (Gay c'est ok), ont été barrés à la peinture aérosol noire, l'un des deux tags est suivi de l'inscription toute en nuance « *MATER TI JE OK* » (Ta mère c'est ok), et sur l'autre a été ajouté le dessin d'une croix de fer (décoration militaire caractéristique du III^e Reich).

À l'inverse, il m'est arrivé de remarquer que des symboles ustaši tagués sur des façades d'immeubles, des palissades de chantier ou du mobilier urbain, avaient été tournés en dérision par d'autres graffeurs, qui avaient transformé le « U » majuscule – initiale de mot ustaši – généralement surmonté d'une croix, pour en faire un visage ou une tête de personnage, et à plusieurs reprises j'ai même pu observer que le « U » avait été affublé d'un chapeau à pois blancs, transformant ce symbole néofasciste en personnage du jeux vidéo *Mario Bros*.

C'est alors un véritable palimpseste d'expression populaire qui se donne à voir aux riverains, et dont le chercheur peut tirer profit.



Figure n°18 : Détournement de tags *ustaši* sur les murs de Vukovar
Clichés de l'auteure (Vukovar, 23 avril 2015)

I.2 Aux historiens la Patrie reconnaissante : histoire scolaire et enseignement de la guerre en Croatie

Il n'est guère novateur d'étudier le lien entre histoire scolaire et identité nationale et cette question semble avoir été auscultée sous toutes les coutures par plusieurs générations d'historiens. On pourrait donc s'interroger sur la nécessité de ce questionnement. Mais d'une part, cette question revient sur le devant de la scène avec une multiplication de publications depuis les années 2010⁷³, témoignant d'un intérêt renouvelé des chercheurs (balkanistes mais pas exclusivement) pour le sujet. D'autre part, il me semblait impossible de faire l'économie d'une réflexion sur le lien entre histoire scolaire et identité nationale, dans la mesure où cette dimension est centrale, à la fois dans le refaçonnement de l'identité nationale croate et dans la transmission aux jeunes générations du récit national sur la guerre patriotique.

Lors de mes enquêtes de terrain, j'ai accordé une attention particulière à cette dimension, et j'ai donc rencontré plusieurs enseignants d'histoire du secondaire, et des historiens de différentes sensibilités politiques, et j'ai articulé ces données de terrain avec des travaux ayant trait à l'histoire scolaire en général et dans les Balkans en particulier.

Anne-Marie Thiesse affirme que l'efficacité du sentiment national résulte de son intériorisation, et l'école constitue un média central dans l'inculcation de ce sentiment d'appartenance :

« La nation naît d'un postulat et d'une invention. Mais elle ne vit que par l'adhésion collective à cette fiction. Les tentatives avortées sont légion. Les succès sont les fruits d'un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif. Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement l'avoir enseigné. La mise au point d'une pédagogie a été le résultat d'observations intéressées sur les expériences menées dans d'autres nations et transposées lorsqu'elles semblaient efficaces. » (2001 : 14)

En effet, l'école est un lieu où les élèves apprennent « non seulement la langue, l'histoire ou la géographie de la nation, mais aussi comment être et penser nationalement » (ibid. : 240).

L'historien Marc Deleplace (2014) rappelle le rôle qu'occupe l'histoire scolaire dans la formation politique des élèves, « comme initiation aux affaires de la cité, bref, comme éducation civique dirions-nous aujourd'hui. Le projet civique est en effet indissociable des vertus éducatives de l'enseignement de l'histoire, dans son principe, comme il l'est de

⁷³ La recherche « histoire scolaire et identité nationale » sur le moteur de recherche Google Scholar pour la période 2010-2019 aboutit à 14 800 résultats (sur un total de 17 100 entrées sans restriction de date) ! On peut donc parler d'un regain d'intérêt pour ce sujet.

l'enseignement républicain lui-même » (ibid.) et d'ajouter que cet enseignement participe de « l'initiation du futur citoyen au monde social au sein duquel il est destiné à prendre sa place, au-delà du temps de ses études secondaires » (ibid.).

L'historienne Marie-Élizabeth Ducreux affirme que l'histoire scolaire « par le biais des instructions officielles et du contrôle des manuels scolaires » (2000 : 1) ainsi que par la formation des enseignants, joue donc un rôle central dans « la pédagogie de la nation » (ibid. : 1), dans la transmission d'une conscience nationale. Les manuels scolaires et l'enseignement de l'histoire, par l'imprégnation précoce des élèves à l'image de leur nation et de celle des autres, peuvent être considérés comme des instruments politiques. C'est ce qu'affirme l'historienne Dubravka Stojanović, lorsqu'elle écrit :

« History textbooks are among the most important means for shaping national identity and historical awareness. Owing to them, pupils are at an early age imbued with images of their own nation, its place in history, its characteristics, as well as with images of other, notably neighboring peoples. That facts gives history teaching a special mission, which surpasses its educational task and turns it into an important instrument of state politics. » (2001 : 27)

Comme l'affirme Christina Koulouri « l'histoire – « contemporaine » par définition – est sollicitée pour répondre aux questions posées par le présent » (2007 : 7). Aussi la fin de la guerre froide et la chute des régimes communistes qui marquent le retour tonitruant de la nation sur le devant de la scène politique et idéologique après une période de dormance, s'accompagnent-elles d'une mobilisation de l'histoire par les nouvelles classes dirigeantes, en vue de légitimer leur accès au pouvoir et la conception de l'identité nationale dont elle sont porteuses.

La force cohésive et mobilisatrice de l'histoire n'a pas échappé aux politiciens croates, qui accordent une place considérable à l'enseignement de l'histoire nationale, et en particulier l'enseignement de la Seconde guerre mondiale et de la Guerre patriotique, épisodes considérés comme déterminants dans l'avènement d'une Croatie souveraine.

I.2.1 L'histoire scolaire dans les Balkans

L'historienne Snježana Koren, considère que l'arrivée au pouvoir du HDZ dans les années 1990 donne lieu à un « nouveau paradigme d'interprétation » (2015 : 19) qui s'affirme comme une rupture par rapport à l'interprétation de l'histoire monolithique et dogmatique de l'époque communiste. Toutefois, comme le souligne Koulouri, dans les Balkans, la révision historiographique provoquée par la chute du mur de Berlin n'a pas donné lieu à une

désidéologisation de l'histoire, mais à « une écriture de l'histoire nationaliste, narcissique, sûre d'elle-même et dogmatique » (op.cit. : 6).

Les chercheurs qui ont étudié le rôle de l'histoire dans les Balkans s'accordent sur le fait que les différents pays de la région produisent des récits concurrents et inconciliables, qui partagent pourtant des caractéristiques identiques et des motifs récurrents communs, car ils sont construits sur une matrice similaire, au fondement des identités nationales dans la péninsule. C'est ce que Dubrava Stojanović explique lors d'une interview accordée au journal H-Alter :

« certains motifs sont récurrents dans l'enseignement de l'Histoire ; il s'agit notamment de l'identification claire des ennemis de toujours, de la construction d'une image sombre de l'Autre, qui nous fait apparaître nous-même sous un jour meilleur, l'exaltation d'une vision paranoïaque du passé qui nous place en victime d'un complot mondial. Aussi longtemps que sera maintenu un semblable rapport à l'Histoire, celle-ci demeurera une vérité inébranlable et non sujette à discussion. Or, l'absence de discussion est le fondement des régimes autoritaires.⁷⁴ »

En effet, en Croatie comme dans les autres pays de la région, la lecture dominante du passé est manichéenne, victimaire, ethnocentrée, dépourvue de recul critique, monolithique et indiscutable, et cela passe à la fois par la présentation des faits et par le langage employé pour parler de soi et des autres. Elle donne lieu à une image erronée de sa propre Nation et des Nations voisines, avec une assimilation sans nuance entre soi-victime et l'autre-bourreau.

Pour se faire, différents mécanismes sont à l'œuvre : l'occultation des aspects indésirables du passé (par omission, insistance sur d'autres aspects, voire par l'attribution à d'autres de la responsabilité de la violence) ; la focalisation sur ses propres souffrances et sur les injustices subies (et la dénégation des souffrances des autres, quels qu'en soient les auteurs) ; la présentation de l'histoire comme « un continuum d'agressions unilatérales » (Rolland-Traina, 2011 : 78), résultant d'une remise en cause incessante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté politique par des voisins aux appétits territoriaux insatiables (et la dissimulation ou l'atténuation de ses propres projets irrédentistes, justifiés par la nécessité de protéger ses compatriotes du danger de la coexistence avec les autres).

Dans les « manuels d'histoire contemporaine en usage dans les différents pays des Balkans, [...] l'approche du passé est ethnocentrée et encombrée d'anachronismes » (Koulouri, op.cit. : 18), ainsi que l'affirme Koulouri, et les manuels croates ne font pas exception, ainsi que j'ai pu

⁷⁴ Tamara Opačić, Balkans : comment les pouvoirs manipulent l'historiographie pour légitimer leurs politiques. Courrier des Balkans, Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/balkans-comment-les-pouvoirs-manipulent-l-historiographie-pour-legitimer-leurs-politiques>

le constater en consultant des exemplaires sur le terrain. En effet, dans les manuels scolaires, les élèves croates apprennent que la guerre de 1991-1995 est une guerre de défense qui fait suite à l'agression serbe. Les manuels s'attardent sur le rôle et la culpabilité des Serbes dans la guerre, se focalisent sur les souffrances croates et fondent l'antagonisme entre les belligérants sur la seule base ethno-nationale, occultant les jeux d'alliances, les prétentions territoriales des différentes parties en présence, les divisions au sein des différents « camps », l'allégeance d'une partie de la population serbe à l'État croate, les opposants à la guerre et les mouvements pacifistes en Serbie (alors que les opposants à la guerre et les mouvements pacifistes en Croatie sont mis en valeur), et les crimes commis par les forces croates. Comme l'affirme Koren (op.cit.), il est attendu des élèves qu'ils connaissent les différentes opérations militaires, les différentes unités croates, et qu'ils soient en mesure de déterminer avec précision qui était l'agresseur et qui était la victime.

J'ai fait l'acquisition du supplément consacré exclusivement à la guerre patriotique édité par Školska Knjiga destiné aux enseignants d'histoire du primaire et du secondaire, qui s'adresse aux enseignants croates de Croatie et de Bosnie-Herzégovine⁷⁵, ainsi que l'affirme l'un des auteurs, Ante Nazor, vétéran, historien et directeur du Centre mémoriel de documentation de la guerre patriotique.

Ce manuel est coécrit par Nikica Barić, historien spécialiste de la République serbe de Krajina et rédacteur en chef de la revue d'histoire contemporaine, Darko Dovranić, journaliste à la radio-télévision croate, scénariste et reporter sur le front de Slavonie pendant la guerre, Tamara Janković, professeure d'histoire dans le secondaire, Domagoj Novosel, historien spécialisé dans les transformations urbaines et démographiques de la banlieue nord de Zagreb dans l'entre-deux guerres et Emil Petroci, professeur d'histoire dans le secondaire. Ante Nazor a déclaré lors de la parution du manuel le 28 avril 2015 que l'objectif des auteurs était de « montrer les causes de la guerre et la continuité de la politique de la Grande Serbie » et que « le but de l'agression de la Grande Serbie contre la Croatie et la BiH était que tous les Serbes vivent dans un seul État⁷⁶ ».

C'est effectivement ce qui se dégage du manuel. En effet, les auteurs se focalisent de façon unilatérale sur les souffrances croates : la violence endurée par les civils, les atteintes au patrimoine, les pertes matérielles et les destructions causées par l'ennemi. Ils éludent tous les aspects du conflit qui ne corroborent pas cette lecture victimaire des événements. L'ouvrage

⁷⁵ Source : <https://direktno.hr/domovina/predstavljen-prirucnik-domovinski-rat-za-nastavnike-povijesti-u-rh-i-bih-13779/> Consulté le 3 juin 2015

⁷⁶ Source : <https://direktno.hr/domovina/predstavljen-prirucnik-domovinski-rat-za-nastavnike-povijesti-u-rh-i-bih-13779/> Consulté le 3 juin 2015

est ponctué de portraits des héros croates, de cartes, de données statistiques, de coupures de presse, de photographies en couleurs et en noir et blanc, d'affiches et de reproduction de documents officiels, comme il est de coutume d'en trouver dans les manuels scolaires, qui accentuent la portée du texte. Il fait la part belle aux forces armées croates, et les combattants sont montrés sous un jour flatteur pendant qu'ils portent secours aux victimes, qu'ils progressent sur le terrain, qu'ils prennent la pose devant le drapeau croate, qu'ils lisent la presse, qu'ils enterrent leurs camarades.

Comme l'affirme l'anthropologue Stéphanie Rolland-Traina, « l'historiographie croate insiste sur l'hégémonie serbe dès les premières années du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. La période communiste est également décrite comme profondément influencée par la prédominance serbe à tous les niveaux » (op.cit. : 81). Par conséquent, la guerre de 1991-1995 apparaît comme la perpétuation d'une entreprise de domination serbe. Cette inscription dans le temps long renforce le caractère défensif de la guerre et légitime les opérations de reconquête territoriale menées par les forces croates en août 1995, dont les conséquences sur les civils serbes ne sont pas même esquissées. Selon Stéphanie Rolland-Traina, les manuels scolaires en Bosnie-Herzégovine, par la « violence symbolique insidieuse et sournoise » (op.cit. : 84) qu'ils contiennent, perpétuent les stéréotypes sur les nations voisines et compromettent les chances d'une cohabitation pacifique durable et de réconciliation régionale.



Figure n°19 : Couverture du supplément sur la guerre patriotique

Cette analyse est partagée par Dubravka Stojanović qui affirme dans une interview que « les jeunes générations grandissent, en conséquence, avec « des stéréotypes terribles » sur les uns et les autres, peu propices à la réconciliation⁷⁷ ». Cette affirmation peut être appliquée à l'ensemble des Républiques issues de dissolution yougoslave. Par conséquent, la socialisation politique à laquelle les manuels scolaires forment les élèves présente un risque pour les futures relations de voisinage, ainsi que l'affirme Dubravka Stojanović : « *that model of national identity, national awareness and historical memory creates a specific types of socialisation of young people that can more easily lead to conflicts among neighboring nations in the future than peaceful settlement of sensitive issue through compromises* » (op.cit. : 27)

À l'instar des autres dispositifs mémoriels étudiés dans le cadre de cette recherche, la représentation de la guerre exposée dans la majorité des manuels scolaires correspond à la représentation officielle du passé, que je qualifie ailleurs de récit de victimisation nationale. Les éléments issus de mes entretiens avec plusieurs enseignants d'histoire, dans des localités affectées différemment par le conflit, et avec certains spécialistes de la guerre s'accordent avec ces analyses.

Je rencontre Julija Barunčić historienne au HMDCDR (Centre mémoriel de documentation de la guerre patriotique), en vue d'une interview, en novembre 2011. Elle refuse que j'enregistre notre entretien, mais accepte que je prenne des notes. Je lui pose alors des questions sur les usages politiques de la guerre patriotique, sur l'enseignement de l'histoire. Subitement, la chercheuse qui semblait de prime abord enthousiasmée par cette rencontre, est très mal à l'aise, son visage se ferme, ses mâchoires se crispent, elle n'a de cesse de lancer des regards inquiets en direction d'un collègue présent dans la pièce, semblant chercher une échappatoire. Elle m'objecte qu'il y a un malentendu quant au motif de notre rencontre, qu'elle ne s'attendait pas à un entretien formel. Je tente d'insister, en dédramatisant la portée de cette rencontre, en reformulant mon propos, pour lui donner une allure moins critique, espérant dissiper le malaise. Mais mon interlocutrice est de plus en plus gênée, élude toutes mes questions en déviant la conversation sur l'activité du HMDCDR, sur l'intérêt pour les chercheurs et les étudiants des données qu'ils produisent, et de leurs publications destinées au grand public.

Quand je prononce « version officielle de l'histoire », elle loue la neutralité des recherches du HMDCDR, basées sur des « documents provenant des deux camps » et « l'objectivité de la nouvelle génération d'historiens », qui font « une histoire moins politique, et ont des opinions

⁷⁷ Katarina Subasic Ex-Yougoslavie: dans les manuels scolaires, l'Histoire à géométrie variable.
Source : <https://acturca.wordpress.com/2011/06/23/ex-yougoslavie-dans-les-manuels-scolaires-lhistoire-a-geometrie-variable/> Consulté le 18 avril 2012

plus objectives » (Extraits d'entretien, 26/11/11, Zagreb). Elle s'éclipse pour aller chercher des ouvrages et me propose d'en faire l'acquisition à un tarif préférentiel, mais dans le trouble causé par la situation, elle m'apporte des exemplaires en croate au lieu des exemplaires en anglais, ce qui m'obligera à revenir quelques heures plus tard, lorsque je me rendrais compte de cette inattention commune. Notre rencontre se solde par une insatisfaction partagée. Mais je ne peux me résoudre à considérer qu'il s'agit simplement d'une réaction liée à un malentendu, ou à une inimitié. Consciente que les impairs pendant l'enquête sont aussi révélateurs et instructifs que les succès, j'essaie d'en déterminer la cause, et si elle me saute aux yeux aujourd'hui, cela n'en dévoile que plus crûment la naïveté dont j'ai fait preuve alors. En effet, les éléments que j'ai pu réunir après des recherches ultérieures⁷⁸, m'amènent à la conclusion que mon interlocutrice est une historienne de l'*establishment*, dont le travail participe de la version officielle et dominante de l'histoire croate. J'en suis donc arrivée à formuler l'hypothèse que ma filiation intellectuelle et politique est venue se heurter frontalement à celle de mon interlocutrice, donnant lieu à cette rencontre avortée.

Cette situation de tension se reproduit lors de ma rencontre avec D. Ž. enseignant d'histoire dans le secondaire à Vukovar, en mai 2012, qui accepte que j'enregistre notre entretien à condition de rester anonyme. J'ai beau prêter une attention particulière à la formulation de mes questions, afin que mon interlocuteur ne se sentent pas offensé ou attaqué par une approche trop frontale ou trop critique, afficher une attitude bienveillante, et prendre toutes les précautions langagières possibles pour instaurer un climat de confiance, rien n'y fait. Mon interlocuteur est taciturne, ses interventions sont lapidaires, il ne regarde jamais dans ma direction et répugne ostensiblement à me répondre. J'en viens rapidement à me demander pourquoi il a accepté de me rencontrer. Lorsque je lui demande quelle place occupe la guerre dans le programme scolaire, il fait la réponse suivante :

« On enseigne la guerre patriotique, à la fin de la scolarité en huitième⁷⁹, pendant environ les deux derniers mois de l'année scolaire. Et on enseigne la façon dont ça s'est passé, il y a un programme, on a appris comment ça c'est passé, on explique aux élèves : "les Serbes sont les agresseurs de Vukovar, ils ont détruit cette ville. Les gens qui vivaient à Vukovar, ils ont souffert, et ils ont été obligé de quitter leur ville". » (Extrait d'entretien D. Ž., 17/05/2012, Vukovar)

⁷⁸ Le directeur de thèse de mon interlocutrice, Miroslav Akmadža, qui fait partie du conseil de direction du HMDCDR, est proche des milieux catholiques croates, réputés pour leur ultranationalisme, il est notamment membre de la société d'histoire de l'archidiocèse de Zagreb. Par ailleurs, le Président du conseil de l'HMDCDR est le théologien et historien dominicain Franjo Šanjek, dont l'article en français que j'ai pu consulter, *L'Église catholique et la supranationalité en Autriche-Hongrie. Le cas croate*, transpire d'anti-yougoslavisme et des positions anti-serbes patentes. Quant au directeur du centre, l'historien et vétéran Ante Nazor, membre du département d'histoire militaire du collège militaire de Zagreb, il affiche ouvertement ses positions nationalistes dans les médias.

⁷⁹ La Huitième correspond à la Quatrième dans le système scolaire français, il s'agit d'élèves âgés de 13-14 ans.

Lorsque je demande s'il y a une différence dans la façon d'enseigner l'histoire entre la période actuelle et l'époque de Tuđman mon interlocuteur répond par la négative et ajoute, laconique :

« C'est la même histoire, parce qu'il n'y a qu'une histoire. Alors c'est la même façon d'interpréter cette guerre.

-Et quelle est la façon d'interpréter cette guerre ?

-La Croatie voulait quitter la Yougoslavie. On a fait un référendum et la majorité des gens, 94% des gens qui ont voté au référendum ont dit qu'ils veulent vivre en Croatie, ils, euh, ils, et c'est la façon dont ça a commencé. On voulait se séparer et on voulait notre pays. »

(Extrait d'entretien D. Ž., 17/05/2012, Vukovar)

Lorsque je lui demande s'il y a des difficultés particulières à enseigner cet épisode historique à Vukovar, il rétorque :

« Les gens qui vivent à Vukovar, tout le monde à quelqu'un qui a été tué ou qui est mort, on a tous été des réfugiés, et on vit certainement ça avec plus d'émotions que d'autres gens. Mais, il y a seulement des faits historiques qui sont enseignés, sur ce qui s'est passé, sans aucune interprétation. Que des faits, oui, comme ça s'est passé. » (Extrait d'entretien D. Ž., 17/05/2012, Vukovar)

Sur le moment, je suis désarçonnée par ce discours, et je ne peux m'empêcher de juger, *en mon for intérieur*, que les propos de mon interlocuteur sont simplistes et odieusement conformes à la rhétorique nationaliste⁸⁰. Dès qu'une opportunité se présente, le professeur d'histoire a tôt fait de prendre congé. Quant à mes tentatives d'entrer en contact avec le professeur d'histoire enseignant dans la classe serbe, elles se sont heurtées à des fins de non-recevoir. Plusieurs mois plus tard, étant plus avancée dans ma recherche, je finirai par comprendre que la réaction de mon interviewé peut-être imputable au fait que la critique de l'histoire officielle, à laquelle je me suis livrée lors de notre rencontre, présente des similitudes dérangeantes avec l'interprétation de la guerre véhiculée par les nationalistes serbes, et peut s'apparenter aux yeux de certains acteurs à une forme de révisionnisme. Par ailleurs, j'ai désormais conscience d'avoir, pendant un temps, pris Pierre Nora au mot, lorsqu'il oppose une histoire critique, universelle et laïcisante à une mémoire vulnérable, plurielle et affective. Or l'intériorisation de cette opposition binaire et d'une conception positiviste de l'histoire savante a vraisemblablement été à la source d'un certain insuccès auprès de nombreux historiens rencontrés sur le terrain. Car cela a forgé en moi un horizon d'attente quant au rôle de

⁸⁰ Il va de soi que, lors de la phase d'analyse, j'ai fait en sorte de neutraliser ces sentiments négatifs, de mettre à distance mes convictions personnelles, de faire preuve de réflexivité. Mais lors de la conduite de l'entretien, je n'ai pas pu maîtriser ce ressenti, et mon interlocuteur n'a probablement pas été sourd aux signaux de communication non-verbale traduisant mon état d'esprit.

l'historien dans la cité, en décalage avec le rôle effectif joué par mes interlocuteurs, et ce décalage a suscité, je dois bien le confesser, un sentiment de déception qui s'est certainement manifesté en entretien. Depuis lors, j'ai pris toute la mesure du rôle des historiens comme « architectes de la construction nationale⁸¹ », et du caractère artificiel de l'opposition histoire-mémoire, mais aussi de mon propre système de représentation, et de la naïveté de certaines de mes représentations passées.

Les autres enseignants que j'ai rencontré – qui travaillent à Lipik ou à Zagreb et comptent parmi leurs effectifs des élèves croates et non croates, serbes notamment – expriment une opinion moins tranchée. Sans pour autant remettre en question le contenu du programme scolaire, ils me font part des difficultés éprouvées à enseigner une vision trop manichéenne de la guerre, et profitent de la marge de manœuvre dont ils bénéficient pour nuancer quelque peu le propos.

Plusieurs auteurs s'accordent pour considérer que l'histoire scolaire ne saurait être réduite à la seule propagande de partis nationalistes, elle est aussi « un indicateur des valeurs et des attitudes qu'une génération juge dignes d'être transmises à la génération suivante » (Krapoth, 2007) selon l'historienne Stéphanie Krapoth. Et d'après Christina Koulouri, « les manuels scolaires sont un miroir de la société qui les produit bien plus encore que des moyens efficaces de propagande et de manipulation des consciences. En effet, ils contiennent rarement des stéréotypes et des valeurs qui ne seraient pas acceptables par ladite société » (Koulouri, 2007 : 13-14). En effet, la réinterprétation et l'instrumentalisation du passé, diffusées par de nombreux canaux (famille, médias, clergé...), trouve un écho dans les mémoires ordinaires, traversées d'émotions profondément ancrées (Rolland-Traina, 2011).

L'historien Laurent Wirth (2007) considère que, dans un pays démocratique, l'histoire diffère du mythe et de la propagande, et que « dans une démocratie, l'histoire et son enseignement ne sont pas embrigadés, manipulés et falsifiés à des fins propagandistes ». Il ajoute « les chercheurs et les enseignants peuvent y travailler librement ».

Toutefois, dans la mesure où le pouvoir politique décide du contenu du programme et des manuels scolaires, subventionne la recherche académique, vote des lois mémorielles, la liberté des enseignants – et des chercheurs – peut s'avérer toute relative.

Et en Croatie, on assiste à une véritable ingérence du HDZ dans l'enseignement de l'histoire, ainsi que le donne à voir Snježana Koren. Elle rapporte des propos tenus par Tomislav Karamarko, remettant en question la liberté d'expression, quelques mois à peine après l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Le dirigeant du HZD affirme que toute

⁸¹ Selon les termes de la sociologue Liljana Dejanova, cités et traduits par Nadège Ragaru (2008 : 85)

dissimilitude avec l'interprétation de l'histoire portée par le HDZ – considérée comme l'Histoire – constitue un acte de révisionnisme, une insulte au fondement de l'État et ne doit pas avoir d'expression publique. Koren conclut des différentes prises de positions publiques du président du HDZ que les divergences de point de vue sur la guerre n'ont pas droit de cité :

« according to some high-ranking Croatian politicians, no one should publicly express interpretations other than the official interpretations of certain key events from Croatian contemporary history. Moreover, these diverse opinions especially should not be expressed in the media or in school (history) textbooks » (Koren, 2015 : 22)

Cependant, si une telle prise de position est lourde de conséquence, elle n'a pas empêché la remise en cause de cette histoire nationaliste par des chercheurs locaux.

I.2.2 Les tentatives d'écriture d'une histoire régionale et leurs réceptions

L'enseignement de l'histoire est une source de préoccupations pour les acteurs tant régionaux qu'internationaux, qui tentent de pallier aux dérives de cette « histoire scolaire propagande » (Ducreux, op.cit. : 14), au moyen de plusieurs événements et initiatives. Ces préoccupations voient le jour « dans un environnement politique et intellectuel renouvelé » (Koulouri, op.cit. : 1) qui se conçoit comme un « contrepoids aux néo-nationalismes agressifs et défensifs » (ibid.).

Dans sa chronique pour France Culture, *Des manuels scolaires d'histoire pour la paix ?*, l'historien et didacticien Benoît Falaize relate la rencontre à Zagreb, à l'automne 2011, d'historiens et didacticiens de l'histoire réunis autour de l'idée « qu'à écrire un récit commun ou partagé, on pourra dessiner un futur commun de paix ». Ces chercheurs venus de Croatie, Serbie, Bosnie, Slovaquie, aussi que de France et d'Allemagne, se sont interrogés sur la possibilité d'enseigner une histoire partagée dans les Balkans, inspirée par le rapprochement franco-allemand qui fait « figure de modèle à suivre, moyen pacifique de dépasser les conflits et les malentendus liés à la guerre », et représente une « voie à suivre sur le chemin de la réconciliation des peuples ». En effet, Français et Allemands ont élaboré conjointement un manuel d'histoire, que Guillaume le Quintrec a examiné :

« Depuis la rentrée scolaire 2006, les lycéens de Terminale, en France et en Allemagne, peuvent disposer d'un manuel d'histoire exactement identique, publié en français par Nathan et en allemand par Klett. C'est une première : jamais un manuel de l'enseignement secondaire, fondé sur un programme commun à deux pays et directement utilisable par les élèves et les professeurs, n'avait jusqu'ici vu le jour. » (2007 : 1)

Les chercheurs réunis à Zagreb se sont donc attachés à décrypter le contenu des manuels scolaires slovènes, croates, serbes et bosniaques et sont parvenus au constat que seuls 3 à 4% des thèmes étaient traités de façon similaire « non seulement dans leur interprétation, mais également dans l'exposition des faits (y compris de la date !)⁸² ».

Si comme l'affirme Thiesse, les manuels scolaires « forment un puissant facteur d'intégration puisqu'ils sont diffusés à des centaines de milliers, voire sur plusieurs générations, à des millions d'exemplaires : leurs textes, leurs illustrations et leur typographie sont références communes sur tout le territoire et pour une longue durée » (2001: 240), en ex-Yougoslavie, ils constituent aussi un puissant facteur de division, dans la mesure où ces supports pédagogiques reflètent des interprétations inconciliables de l'histoire.

Cette initiative succède au travail accompli par le CDRSEE, basé à Thessalonique, qui élabore depuis 1997, dans le cadre du projet *Join History*, des livres d'histoire sur des sujets sensibles de l'histoire des Balkans, impliquant une soixantaine d'historiens en provenance d'une douzaine de pays de la région. Fondée et financée par l'homme d'affaire et armateur grec Costas Carras, l'organisation non gouvernementale est née de la volonté de transformer l'image négative dont souffre la péninsule balkanique sur la scène internationale et de participer à la réconciliation dans la région. Car selon Carras « nous n'avons pas le temps d'attendre la réconciliation pendant soixante ans, comme les Français et les Allemands. C'est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre⁸³ », et d'ajouter « les événements historiques les plus douloureux doivent être débattus dans les écoles. Si on cache et néglige les faits historiques, on laisse la place à leur interprétation familiale, ecclésiastique et même à celle des équipes de football » (Propos tirés d'une interview).

Pour les auteurs de ces ouvrages, il ne s'agit pas d'écrire une histoire consensuelle, ni de « substituer cette nouvelle histoire aux histoires nationales » (Koulouri, op.cit.), mais d'éclairer un même événement depuis plusieurs point de vue, « d'interpréter à nouveaux frais les passés nationaux à partir de l'héritage culturel et institutionnel balkanique. Donc, d'introduire des données supranationales dans l'enseignement de l'histoire afin de contrebalancer les grands récits historiques ethnocentrés ou même nationalistes » (ibid.), ainsi que l'explique Koulouri. Cette perspective multi-focale devrait permettre aux élèves de développer une réflexion critique, et une représentation plus nuancée des périodes les plus sombres de l'histoire régionale, grâce à la prise en compte du point de vue des voisins sur les événements passés.

⁸² Falaize, Des manuels scolaires d'histoire pour la paix?

⁸³ Costas Carras : mettre l'histoire au service de la réconciliation des peuples balkaniques
Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/costas-carras-mettre-l-histoire-au-service-de-la-reconciliation-des-peuples-balkaniques>

Outre l'importance accordée à l'histoire politique, ces manuels se focalisent sur l'histoire sociale, sur l'héritage culturel partagé, et mettent l'accent sur la place des femmes, sur le quotidien des populations pendant la guerre, quitte à réduire la visibilité des batailles et des opérations militaires qui sont ordinairement traités dans les manuels scolaires. Ainsi les élèves « y trouveront les ressemblances évidentes entre les expériences historiques de tous les peuples de la région : la souffrance, la famine, la peur, mais également les chapitres qui donnent des point de vue différents et même opposés⁸⁴ ».

Depuis 2005, le CDRSEE a édité quatre opus, dont les pdf sont en accès libre sur le site de l'organisation afin de faciliter leur diffusion : Tome 1 : *The Ottoman Empire*, Tome 2 : *Nations and States in Southeast Europe*, Tome 3 : *The Balkan Wars* et Tome 4 : *The Second World War*. Puis, en 2016, paraissent deux manuels supplémentaires : *The Cold War* (1944-1990) et *Wars, divisions, integration* (1990-2008). Cependant, on peut s'interroger sur la réception de ces travaux.

En effet, les acteurs de l'enseignement ou la production de la connaissance historique que j'ai interrogé sur le sujet, ignorait l'existence de cette initiative. Seules quelques personnes appartenant au milieu universitaire zagrebois (enseignants à la Faculté de philosophie), ou au secteur militant en avait connaissance. Par conséquent, il est possible d'affirmer qu'en dehors d'un cercle restreint, la diffusion de ce savoir est limitée, sinon inexistante. Cela entre en résonance avec l'analyse de l'historienne et politiste Nadège Ragaru, pour qui il importe de prendre la mesure de :

« l'immense décalage social et symbolique entre un petit univers de professeurs d'université, de chercheurs, d'ONG pour qui la déconstruction des « mythes » historiques participe de tout travail de réflexion en sciences sociales, et de larges pans de la population, des médias, voire du corps enseignant, qui y voient une remise en cause brutale, presque insultante, de leurs repères et de leurs croyances. » (2008 :85)

Les vertus cohésives de l'histoire scolaire, et par conséquent l'enjeu que représente l'enseignement de l'histoire « ne laisse pas le pouvoir indifférent » (Wirth, op.cit.). C'est pourquoi, face à ces tentatives d'enseigner une histoire plus nuancée, qui peut être considérée comme une entreprise de « réconciliation historiographique » selon l'expression de Le Quintec (op.cit. : 3), le HDZ réagit par une crispation autour de l'interprétation officielle de l'histoire. Cela implique la décrédibilisation des lectures alternatives de l'histoire, considérées comme

⁸⁴ Ast, Histoire des Balkans une science de la douleur.

Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/histoire-des-balkans-une-science-de-la-douleur>

le fait de pseudo-historiens, qui produisent une histoire idéologisée et quasi-communiste. À cela s'ajoute diverses préconisations de la part du Président du HDZ, Tomislav Karamarko⁸⁵ signalées par Koren : insistance sur les crimes commis par les communistes, criminalisation de Tito, glorification de Tuđman et de ses accomplissements (par l'introduction du concept de tuđmanisme dans la Constitution et dans les manuels), exacerbation de la vision nationaliste de la guerre, unification du contenu des manuels et établissement de standards dans l'enseignement de l'histoire, « rétablissement de la vérité », lustration⁸⁶.

Le HDZ qui recrute une partie de son électorat parmi les vétérans n'a de cesse d'affirmer que l'enseignement de la guerre n'a pas la place qu'il mérite dans le programme et les manuels scolaires, qu'il intervient trop tard dans le calendrier scolaire, qu'il est enseigné de façon trop superficielle, et devrait comporter plus de leçons. Cela s'accorde avec les dires mes interlocuteurs sur le terrain, qui affirment que l'enseignement de l'histoire récente, en particulier la guerre d'ex-Yougoslavie, souffre effectivement de lacunes et limites, car cette partie du programme est enseigné en fin d'année scolaire, ce qui implique un manque de temps pour traiter cette période dans les détails. Quant au contenu, ils m'affirment qu'une importante marge de manœuvre est laissée aux enseignants dans la façon d'aborder la guerre.

Les dénonciations formulées par le HDZ contre le gouvernement de centre-gauche alors au pouvoir, accusé de ne pas accorder à la guerre le respect qui lui est dû et de dévoyer la jeunesse, sont infondées à plus d'un titre ainsi que le démontre Snježana Koren.

D'une part, la méconnaissance de la guerre par les élèves était déjà un sujet de préoccupations pour les dirigeants croates d'obédience nationaliste alors même que le HDZ était au pouvoir, à tel point qu'un séminaire annuel sur la guerre patriotique destiné aux enseignants d'histoire a été mis en œuvre dès 2008, dont l'auteure, affirme qu'il fait parti de l'arsenal de dispositifs élaborés par le Ministère de l'Éducation pour promouvoir la version officielle de l'histoire. D'autre part, le Ministre de l'Éducation du gouvernement de centre-gauche de Zoran Milanović, a non seulement poursuivi l'organisation de ce séminaire, mais il a aussi conservé le programme scolaire relatif à l'enseignement de l'histoire élaboré par ses prédécesseurs, et validé les manuels dont Koren affirme qu'ils ne diffèrent guère de ceux approuvés par le HDZ

⁸⁵ Élu en président du Parti en mai 2012, puis nommé vice-Premier Ministre du gouvernement de Tihomir Orešković en janvier 2016, il est contraint de démissionner six mois plus tard, en raison d'un scandale financier et de suspicion de corruption impliquant l'entreprise de son épouse. Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/tomislav-karamarko-le-president-de-l-union-democratique-croate-hdz-a-demissionne>

⁸⁶ Koren rappelle à ce propos qu'il y a plus de membres de l'ancien parti communiste au sein du HDZ que de l'opposition, notamment du SDP, considéré comme l'héritier du parti communiste croate.

dans le récit de la guerre de 1991-1995. De surcroît, le Ministre de l'Éducation en collaboration avec le Ministre des Anciens combattants du gouvernement de centre-gauche, a incorporé au programme scolaire des élèves de huitième (13-14 ans), un voyage scolaire obligatoire à Vukovar, destiné à enseigner la guerre de 1991-1995 et la bataille de Vukovar *in situ*.

Le Centre commémoratif de la guerre patriotique à Vukovar (MCDRVU) est au cœur de ce dispositif. La visite du Centre mémorial et de l'exposition permanente est effectué par les conservateurs du centre, dont certains appartiennent à l'armée croate et/ou ont vécu à Vukovar pendant le siège de la ville, ce qui permet d'offrir aux élèves un récit de première main, qui vient articuler à la chronologie des événements, des éléments biographiques et des anecdotes personnelles. Ce que confirme le colonel Marin Ivanković, directeur et conservateur du MCDRVU et ancien défenseur de la ville de Vukovar, lors de notre rencontre :

« J'ai un rôle éducatif, de passeur. En plus de faire visiter le site en tant conservateur, je suis surtout un des seuls (voire le seul) combattant de Vukovar toujours en activité dans l'armée, après 24 ans de service ! Et je suis natif de Vukovar, donc je peux vraiment raconter ce qui s'est passé ici, même s'il y a mille et une vérités de la guerre, parce que chacun l'a vécue différemment. Moi je m'attache à donner des faits, des explications sur le siège, mais aussi à leur parler de mon expérience. La première chose que me demande les élèves quand je leur dis que j'ai combattu ici, c'est mon âge à l'époque : « 25 ans », « ah, c'est jeune ! », ils sont souvent stupéfaits « et oui, c'est jeune ! » je leur réponds. » (Extrait d'entretien, Marin Ivanković, Vukovar, 14 avril 2015)

Le colonel déplore pourtant « le manque de connaissance et le peu d'intérêt des jeunes pour la guerre » et ajoute, avec une once d'amertume dans la voix :

« Les jeunes ne sont intéressés que par la technologie, leurs téléphones ... la plupart ne sont pas très intéressés par ce voyage scolaire. On voit tout un tas d'attitudes inappropriées pour un site pareil, d'incivilités, mais il y en a dans toutes les cultures, il y a des jeunes comme ça qui n'ont pas reçu d'éducation. Mais la tendance globale c'est un désintérêt pour le passé parmi les jeunes générations. Se tourner vers l'avenir... mais on ne construit pas une société sans histoire, comme on ne construit pas une maison sans fondation. Mais certains ne se sentent pas concernés, comme en Istrie, parce qu'ils n'ont pas été affecté, qu'ils ont le tourisme, une bonne économie et pour eux la guerre à Vukovar c'est un dédaigneux "ah, la Slavonie là-bas..." comme si la guerre n'avait pas eu d'incidence pour le pays tout entier.

Je ne me suis pas battu pour ça ! Bon c'est vrai que les vétérans utilisent cette expression à toutes les sauces, pour se plaindre de l'échec scolaire de leur enfants, pour protester contre le droits des homosexuels à se marier, ou l'augmentation du coût de l'essence... Mais vraiment,

moi, je me suis battu avec le cœur et par conviction, pour défendre ma ville, alors j'ai du mal à voir l'indifférence, ou même le dédain de certains visiteurs. » (Extrait d'entretien, Marin Ivanković, Vukovar, 14 avril 2015)

J'ai pu observer de nombreux groupes scolaires lors de mes séjours à Vukovar. Et j'ai effectivement pu constater le peu d'empressement de certains élèves, la difficulté des enseignants et des guides à mobiliser leur attention et leur intérêt. J'ai pu observer des comportements que les survivants du siège ou les vétérans considéreraient comme inappropriés et irrévérencieux. Mais j'ai surtout pu assister à des moments de recueillement, observer le silence stupéfait face à l'horreur, l'affliction face à la souffrance des autres, les bouches bées, les regards interdits, les épaules affaissées témoignant des émotions éprouvées par les jeunes spectateurs face aux images montrées dans les dispositifs mémoriels visités, face aux récits de l'expérience directe d'habitants et de vétérans. Et à mon sens, le reproche d'indifférence adressé à la jeunesse participe de la joute pour la légitimité qui voit s'affronter SDP et HDZ depuis l'indépendance croate, plutôt que d'une véritable désinvolture et insensibilité à l'égard de ce passé de la part des générations d'après-guerre.



Figure n°20 : Groupe scolaire prenant la pause aux pieds du monument « Croix sur le Danube »
Cliché de l'auteure (Vukovar, 21 avril 2015)

II. Une mémoire monumentale : cartographie du paysage mémoriel croate

Le géographe Christophe Gauchon distingue deux pôles dans la mise en mémoire des lieux : la saturation et la centralisation. La saturation « tend à superposer l'espace mémoriel à l'espace de l'événement aussi fidèlement et complètement que possible » (2008 : 46), c'est une entreprise qui implique la mise à disposition des moyens matériels et humains considérables. Cette modalité intervient à une faible distance temporelle de l'événement, ainsi que l'affirme l'auteur : « Sur le plan chronologique, la saturation spatiale est choisie lorsque la mise en mémoire intervient très rapidement après l'événement, qu'il n'y a pas eu forcément de tri entre les épisodes majeurs et secondaires et que les acteurs aspirent à pérenniser l'espace de l'événement dans toute son étendue » (ibid. : 47). La centralisation, en revanche, admet « une déconnexion entre l'espace de l'événement et l'espace mémoriel, soit parce que les moyens disponibles pour la mise en mémoire sont limités, soit parce qu'il importe de mieux contrôler le contenu du message mémoriel » (ibid. : 46). Elle intervient généralement quand la distance temporelle avec de l'événement est importante – parfois plusieurs générations plus tard – et que « le temps qui a passé a, de fait, procédé à un tri d'où n'émergent que quelques lieux particulièrement investis de sens » (ibid : 47).

Ces deux modalités peuvent être considérées comme deux temps d'un même processus de mémorialisation, dans lequel la centralisation et l'autonomie – par rapport au lieu de l'événement – des dispositifs mémoriels succède à la « saturation mémorielle de l'espace » (ibid. : 47) initialement observée. Selon Gauchon cette transformation s'explique, car « il est de plus en plus difficile et coûteux d'entretenir des monuments épars, parce que les acteurs se font de plus en plus rares ou leurs descendants de moins en moins concernés, parce que le message mémoriel d'abord exprimé trouve de moins en moins d'écho » (ibid. : 47).

Il est vrai que, si la proximité de l'événement permet aux visiteurs d'avoir « les clefs qui leur donnent la compréhension du site sur le registre de la mémoire et de l'émotion » (ibid. : 47), avec l'éloignement temporel croissant, en revanche, « le message mémoriel devient de moins en moins immédiatement compréhensible, d'où la nécessité de recourir à des techniques de médiation de plus en plus élaborées qui visent à « faire revivre » le site » (ibid. : 47), tel qu'un musée, par exemple.

Le recours à ce prisme permet d'affirmer que la Croatie se situe au temps T1 du processus de mémorialisation de la guerre de 1991-1995, celui de la saturation de l'espace.

D'une part, la mise en mémoire est quasiment concomitante de la fin de la guerre. En témoigne l'inauguration du Cimetière-mémorial à Vukovar, en août 2000, soit deux ans à peine après la réintégration pacifique de la région à la Croatie, ainsi que l'installation de nombreux dispositifs au cours de la décennie suivant la fin de la guerre.

D'autre part, on constate la dispersion d'une multiplicité de dispositifs mémoriels, qui coïncident dans la plupart des cas avec le lieu des événements qu'ils commémorent.

En m'intéressant à la répartition spatiale des dispositifs mémoriels et des acteurs de la mémoire à l'échelle du territoire national, il m'est rapidement apparu que leur localisation pouvait faire l'objet d'une taxinomie. En effet, j'ai pu remarquer que la mise en mémoire diffère selon le type de territoire concerné, avec une concentration des dispositifs mémoriels dans la capitale croate ; une concentration de lieux de mémoire dans les hauts lieux de la guerre ; et une occultation de la mémoire dans les hauts lieux du tourisme (quand bien même il s'agirait de hauts lieux de la guerre).

Cependant, dans la mesure où je n'ai pas procédé à un recensement *in extenso* des dispositifs mémoriels existants en Croatie⁸⁷, je ne propose pas une cartographie exhaustive des lieux de mémoire croates, mais plutôt une ébauche d'analyse à partir des éléments observés sur mes différents sites d'enquête, lors de mes séjours sur le terrain.

J'ai tenté de faire figurer les dispositifs mémoriels de la guerre patriotique sur la carte ci-dessous (figure n°21). Toutefois, pour des raisons de lisibilité, j'ai seulement figuré les cérémonies, les musées et expositions, les plaques commémoratives et les différents types de monuments, mémoriaux, cimetières, stèles, cénotaphes, sculptures (que j'ai regroupé sous l'appellation « monument/mémorial »). Les ruines, les toponymes, ainsi que toutes les expressions individuelles (de types tags, installation, exposition de portraits) ne figurent pas sur cette carte. De même, malgré l'intérêt qu'ils représentent pour mon travail, ne figurent pas sur cette carte les dispositifs commémorant la Seconde guerre mondiale.

Cette carte est très loin des standards de la discipline géographique et j'en suis parfaitement consciente. Aussi n'a-t-elle pas vocation à être autre chose qu'une simple infographie, destinée à illustrer mon propos.

⁸⁷ Cette démarche, dont la pertinence est par ailleurs discutable, aurait nécessité des ressources (matérielles et en temps) dont je ne disposais pas lors de mes enquêtes de terrain.

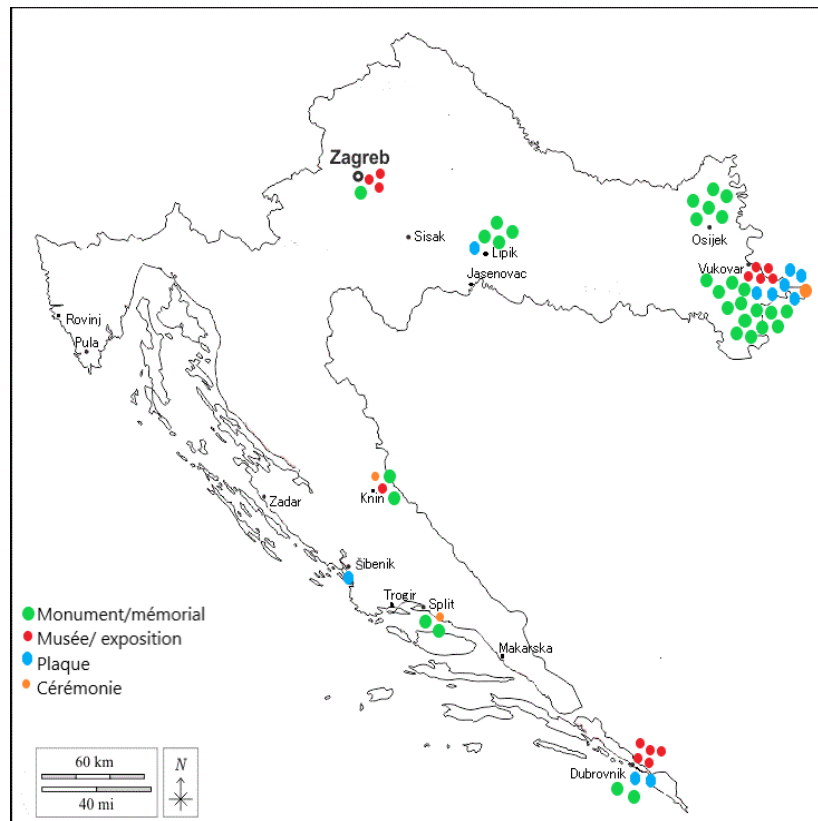


Figure n°21 : Localisation des dispositifs mémoriels de la Guerre patriotique observés sur le territoire croate pendant l'enquête

II.1 Concentration des dispositifs mémoriels et siège du pouvoir étatique : le cas de Zagreb

Du fait du centralisme de l'État croate, j'ai pu constater la concentration des acteurs de la gouvernance mémorielle dans la capitale croate. En effet, Zagreb concentre les instances, qui, par la promulgation de lois et l'adoption de mesures officielles, la construction du savoir académique sur la guerre, l'élaboration du programme scolaire national, participent à l'élaboration et à la diffusion des politiques mémorielles, à l'échelle locale et nationale.

Au nombre de ces instances figurent, selon moi, des institutions politiques, telles que le Parlement et la Présidence, le Ministère des Anciens combattants, le Ministère de la Science et de l'Éducation, le Ministère de la Justice et le Ministère de la Culture, la mairie de Zagreb ; des institutions scientifiques, comme le Centre de documentation de la guerre patriotique (*hrvatski memorijalno-dokumentacijski centar domovinskog rata*), l'Institut croate d'histoire (*Hrvatski institut za povijest*), l'Institut Ivo Pilar, la Faculté de Lettres de Zagreb (*Filosofski fakultet*), l'Institut d'études croates (*Znanstveni zavod Hrvatskih studija*), les Archives nationales et municipales ; des institutions culturelles, comme le Musée de la ville de Zagreb, le Musée d'histoire croate. Il va de soi que cette liste n'est pas exhaustive.

À côté de ces acteurs, que Johann Michel considère comme étant « à la fois les producteurs et le produit du régime mémoriel » (2010), la capitale croate concentre aussi de nombreux entrepreneurs de mémoire : associations de vétérans, associations de victimes ou de familles de victimes de la guerre, hautes sphères du clergé, club de supporters.

La capitale croate est aussi le siège des médias nationaux, ainsi que des principales maisons d'éditions nationales, telle *Školska Knjiga*, initialement spécialisée dans le domaine de l'éducation et qui publie à la fois des manuels scolaires, des ouvrages de littérature scientifique et des œuvres littéraires nationales et internationales.

La ville de Zagreb, ayant été peu affectée par les combats, l'empreinte de la guerre dans le paysage urbain est limitée. D'après les recherches que j'ai effectué lors de mes différents séjours sur le terrain il apparaît que la ville compte un seul monument consacré à la guerre patriotique : *Glas Hrvatske žrtve / Zid boli* (Voix des victimes croates/ Mur de la douleur), inauguré en 2006, il est l'œuvre du sculpteur Dušan Džamonja. Situé dans le cimetière Mirogoj, sur les hauteurs de la ville, le monument est très contesté. En effet, il succède à un dispositif populaire appelé *Zid boli* (Mur de la douleur), constitué d'un assemblage de 13 6000 briques sur lesquelles figuraient le nom de personnes, combattants ou civils, ayant trouvé la mort (briques noires) ou ayant disparu (briques ocres) au cours de la guerre, ainsi que le nom de localités dévastées par la guerre. Installé autour du quartier général de la FORPRONU en 1993, alors que la guerre était encore en cours, il avait vocation à dénoncer l'inaction de la communauté internationale face à la guerre en Croatie.

Le politiste Višeslav Raos (2012) qui a étudié la trajectoire de ce dispositif mémoriel, rappelle qu'il a été érigé à l'initiative de deux associations de femmes, l'association diasporique *Hrvatska žena* (Femme croate) très impliquée dans la recherche des disparus, et l'association *Bedem ljubavi* (Mères pour la paix) dont la vocation initiale était de protester contre la conscription des jeunes hommes croates dans l'armée yougoslave alors que le pays entamait son processus d'indépendance. Dès la fin de l'année 1991, des manifestations de proches (mère, épouse, sœur) de soldats croates et de personnes disparues ont pris place autour de bâtiment de la FORPRONU. Et en 1993, à l'initiative de l'ONG *Apel* (Appel) la construction du Mur débute. Il s'agit d'une démarche spontanée, individuelle et anonyme, chaque femme ayant fait l'acquisition de la (ou des) brique(s) qu'elle installe, y inscrit le nom d'un proche victime de la guerre. Mais les briques sont simplement posées les unes sur les autres, elles ne sont pas assemblées par un mortier, ce qui rend le mur vulnérable. Alors que le dispositif n'est pas conçu comme un lieu de commémoration, mais comme une action protestataire, il est approprié par les autorités croates qui viennent s'y recueillir et y prendre la parole lors de

commémorations officielles. Face aux risques de dégradation du Mur, les autorités croates envisagent dès 1998 la question de sa préservation et en 2002, le maire de Zagreb Milan Bandić, en accord avec des associations de vétérans décide de la relocalisation du Mur dans le cimetière municipal, alors que les organisations féminines⁸⁸ impliquées dans la construction du Mur refusent ce déplacement.

En 2005, le démantèlement, en secret, de ce dispositif provoque un mouvement de protestation, et certaines familles se rendent sur place pour récupérer les briques consacrées à leurs proches, afin de leur éviter la destruction, ne sachant pas ce qui va advenir de dispositif. Et leurs craintes n'étaient pas infondées. En effet, comme l'explique Raos (ibid. : 372), les briques ont été ensevelies et recouvertes de béton, pour servir de fondation au nouveau monument, provoquant la colère des opposants qui y voient un assassinat de la mémoire.

Le cénotaphe de granit noir, sur lequel est gravé le nom de 13 500 victimes de la guerre, présenté par son auteur comme un temple en plein air, est inauguré le 14 octobre 2006, en présence du Président de la République Stjepan Mesić et du Premier Ministre Ivo Sanader, et l'accueil qui lui est fait est très mitigé.

Raos pointe les différences fondamentales existant entre les deux dispositifs : le Mur de la douleur construit en 1993 était un dispositif spontané, *bottom-up*, visible dans l'espace urbain, une entreprise amateur, collective et anonyme, impliquant les proches directs des victimes ; alors que le monument Voix des victimes croates est un dispositif planifié, *top-down*, installé dans un espace dédié, c'est une œuvre individuelle, professionnelle, dans la conception duquel les familles de victimes n'ont pas été impliquées. Cela amène l'auteur à conclure à la transformation d'une mémoire vive en représentation historique du passé national :

« While the primary actors, the members of the NGOs who created the original Wall of Pain, perpetuated their individual memories of family members and relatives, the national commemoration of victims transcended the individual fates of soldiers and civilians and took its form in a historic national war monument which serves as a national landmark, a site to lay wreaths on national holidays and a historic representation of the national past. » (ibid. : 377)

Malgré les réticences de la population zagréboise et les conflits autour de sa création, il semble que le monument, situé hors des arcades qui marquent la frontière originale entre le cimetière et la nature environnante, ait finalement été relativement approprié par les visiteurs.

⁸⁸ Raos insiste à juste titre sur la dimension genrée à l'œuvre dans l'élaboration de ce dispositif et son remplacement. Ne pouvant développer cet aspect, malgré tout l'intérêt que je lui accorde, j'invite les lecteurs à se reporter à son chapitre.

En témoigne la présence d'objets que j'ai souvent remarqué sur les tombes, lors d'observations dans des cimetières : chapelet, veilleuses, fleurs naturelles et artificielles dans des vases, plaque funéraire individuelle. Ces objets ont une dimension beaucoup plus personnelle que les artefacts que j'ai généralement pu observer au pied d'autres monuments : couronne de fleurs avec ruban aux couleurs de la patrie, veilleuses estampillées du blason rouge et blanc. Et dans le muret qui marque l'arrière du monument, ou des briques noires et ocre viennent rappeler le dispositif original, certaines briques portent un nom inscrit à la peinture blanche, et une brique de taille différente, portant le nom du mur de 1993 m'amène à penser qu'il peut s'agir d'une partie du dispositif original, qui aurait été apporté après coup.

Cela m'amène à faire l'hypothèse, qu'en dehors des célébrations officielles, ce monument est peut-être considéré comme sépulture de substitution par les proches de victimes dont la dépouille n'a pas été retrouvée, ou par ceux qui ne résident plus dans la localité où reposent leurs défunts, et ne peuvent donc aller fleurir leur tombe, remplissant ainsi la fonction de tombe de substitution dont il a été question dans une section antérieure.



Figure n°22 : Monument Zid Boli, vue d'ensemble et détails.
Clichés de l'auteure (Zagreb, 08/06/2012)

Le cimetière de Zagreb comporte par ailleurs plusieurs monuments aux morts, venant condenser différentes strates d'interprétations du passé dans un espace restreint. Ainsi, le monument « aux Soldats croates tombés pour la patrie (1941-1945) » est formé d'un calvaire de granit noir orné d'une couronne de laurier en bronze surmontée du blason *ustaši*⁸⁹. Il a été rénové en 1993 à l'initiative de groupes de vétérans croates (la croix ayant été démolie en 1945), et tous ces éléments permettent d'affirmer que les victimes honorées ici sont des soldats ayant combattu dans les rangs des forces *ustaši*.

Il côtoie le monument « aux Soldats croates tombés pendant la Première guerre mondiale », statue en bronze aux allures de Piéta érigé en 1919. L'inscription figurant sur son piédestal a été effacée en 1945, et durant cinquante ans, le monument n'a porté aucune mention, par conséquent, « beaucoup de gens ignoraient qu'il ne s'agissait pas d'un monument partisan », peut-on apprendre dans la brochure du cimetière. Il a fallu attendre 1995 pour que l'inscription soit renouvelée par la Société des vétérans de guerre.

Ce monument est situé à côté du monument « aux victimes de Bleiburg et du Chemin de croix⁹⁰ 1945 », inauguré en 1994. Il s'agit d'un bas-relief en bronze installé sur un mur en marbre où sont gravés des symboles nationaux tels le blason croate et une croix en *pleter*. Un autel en pierre permet aux visiteurs d'y déposer bougies et veilleuses. Lors de la fête de la Toussaint, mais aussi lors des commémorations du massacre de Bleiburg, le monument est couvert de couronnes et gerbes de fleurs et de bougies. De nombreuses personnes viennent s'y recueillir, anonymes et représentants politiques, vétérans de la guerre d'ex-Yougoslavie et membres du clergé.

Ce monument jouxte le cimetière militaire allemand, qui ne figure pas dans la brochure touristique. Ouvert au public en 1996, il résulte d'un accord germano-croate relatif à la protection et l'entretien des sépultures de 2000 soldats allemands qui ont perdu la vie en Yougoslavie lors de la Seconde guerre mondiale. La restauration du site en 1994-1995 s'est accompagnée de l'installation d'une croix centrale et de croix éparses, et le nom des défunts a été inscrit sur des plaques de métal à la lisière des allées de ce cimetière-mémorial. Le panneau explicatif trilingue (croate, allemand, anglais) insiste sur la portée pacifique et pédagogique d'un tel lieu et la nécessité de sa conservation, et occulte totalement les dimensions historiques et politiques à l'œuvre. En effet, les défunts sont désignés par les termes « victimes de la Seconde guerre mondiale » ou « soldats allemands », sans aucune

⁸⁹ Lorsque le damier commence par une case blanche, il s'agit du blason *ustaši*, et lorsqu'il commence par une case rouge, il s'agit du blason de la République de Croatie.

⁹⁰ Le Chemin de croix (*Križni Put*) est l'appellation donnée à la fuite des *Ustaši*, des militaires, des fonctionnaires et des sympathisants de l'État croate indépendant et de leurs familles après la débâcle des forces de l'Axe, fuyant les forces des Partisans, ayant poussé environ un demi million de personnes sur les routes, et ayant fait entre 40 000 et 60 000 morts.

mention au régime nazi et ni au lien de vassalité que le régime *ustaši* entretenait avec le III^e Reich.

Non loin de là, en se dirigeant vers le cimetière moderne, se trouve une fosse commune. Je n'ai pas pu observer ce dispositif lors de mes visites du cimetière, faute de l'avoir localisé, mais sur les photographies que j'ai consulté de nombreux symboles *ustaši* sont visibles, notamment le blason blanc et rouge. Dans un article du portail nationaliste HKV.hr , la fosse est ainsi décrite :

« Dans cette fosse commune reposent les restes de 250 guerriers croates morts qui ont été exhumés de leur sépulture à Mirogoj en 1945. La tombe se trouve au 55A et a été dépourvue de toute marque de sépulture depuis des décennies. Les noms de ceux qui ont été enterrés sont inconnus à ce jour. La pierre tombale a été érigée par les Croates Unis du Canada et le "Club des officiers 242" de Zagreb en septembre 2000.⁹¹ »

La création et la restauration de monuments de la Seconde guerre mondiale dans les années 1990 n'est pas anodine. Elle s'inscrit dans le mouvement de « désidéologisation » de l'histoire (*alias* la déstigmatisation du passé sombre de la Croatie) entrepris par le Président-historien Franjo Tuđman pendant ses mandats successifs.

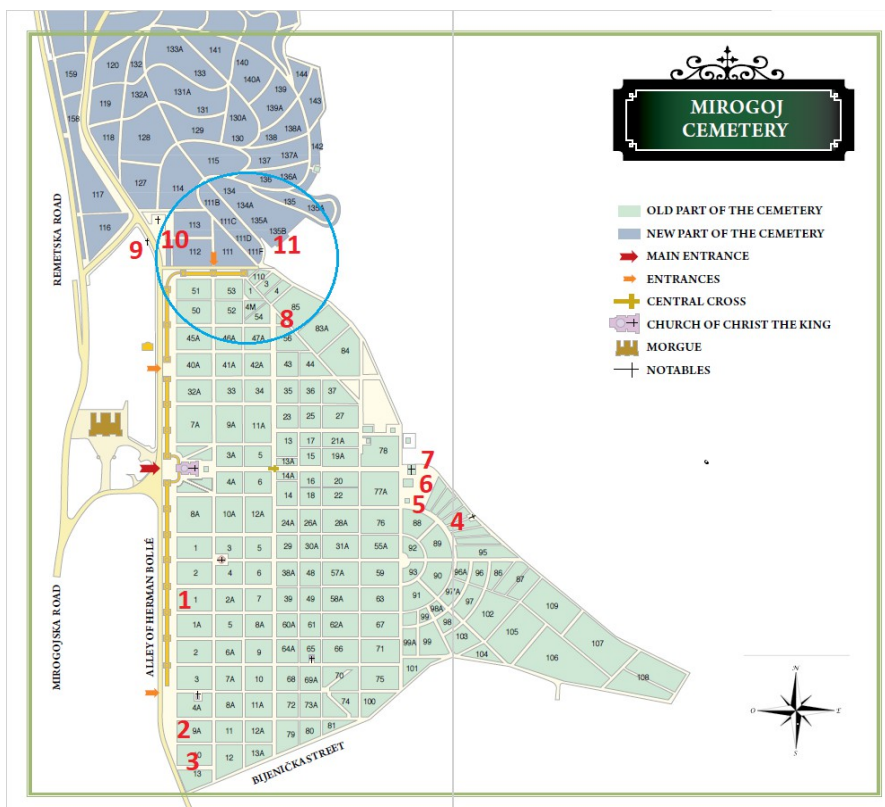
Ces dispositifs cohabitent avec deux monuments consacrés aux victimes juives de la Première et de la Seconde guerre mondiale, installés dans le carré confessionnel juif, au sud du cimetière.

Par ailleurs, on trouve, en face du monument « Voix des victimes croates – Mur de la douleur », le monument aux « Héros de la guerre de Libération nationale ». Il s'agit d'un bas relief en pierre réalisé par le sculpteur Đuro Kavurić, qui représente un drapeau (dont on devine qu'il est tricolore) flottant au vent, au centre duquel apparaît une étoile ornée d'un marteau et d'une faucille. Des combattants de l'armée de libération nationale y sont enterrés, ainsi que certains membres éminents du Parti communiste yougoslave. D'après les informations que j'ai pu collecter, le monument aurait été endommagé par un engin explosif dans les années 2000, et avant d'être restauré.

Dans les environs, j'ai aussi trouvé plusieurs plaques marquant l'emplacement de fosses communes de « victimes du fascisme », simple bloc de pierre sans fioriture, avec pour seule mention « victime de la terreur fasciste » accompagnées d'un nombre ou de l'inscription « Ils ont pris leur vie » suivie d'une liste de noms. Ici point de date d'inauguration, ou de nom des donateurs, point de symboles d'appartenance, ni autel, ni bougies, ni couronnes de fleurs.

⁹¹ Ljubomir Škrinjar, Hrvatski ratnici na Mirogoj [Les guerriers croates à Mirogoj], ma traduction.
Source : <https://mail.hakave.org/reportae/lj-krinjar/698-hrvatski-ratnici-na-mirogoju.html>

Le cercle bleu sur le plan du cimetière (voir *infra* : Figure n°23) marque l'emplacement approximatif de ces fosses communes, dont j'ai relevé la présence en visitant le cimetière, mais que je n'ai pas pu annoter précisément car je ne disposais pas de plan des lieux lors de mon enquête de terrain, et je n'ai pas pu retrouver l'emplacement précis de ces dispositifs malgré mes recherches ultérieures.



- 1 : Mausolée du Président Franjo Tuđman
- 2 : Monuments aux Juifs tués pendant la Première guerre mondiale
- 3 : Monuments aux Juifs tués pendant la Seconde guerre mondiale
- 4 : Cimetière militaire des soldats allemands morts pendant la Seconde guerre mondiale
- 5 : Monument aux victimes de Bleiburg et du chemin de croix 1945
- 6 : Monument aux Soldats croates tombés pendant la Première guerre mondiale
- 7 : Monument aux Soldats croates tombés pour la Patrie (1941-1945)
- 8 : Fosse commune des soldats croates de la morts pendant la Seconde Guerre mondiale exhumés en 1945
- 9 : Monument Voix des victimes croates – Mur de la douleur
- 10 : Tombeau des héros de la guerre de libération nationale
- 11 : Tombe de Siniša Glavašević

Figure n°23 : Plan du cimetière Mirogoj figurant les monuments relatifs aux guerres du XX^e siècle

Si les monuments de la guerre patriotique ne sont pas nombreux, la capitale croate accueille d'autres dispositifs mémorielle, tels les musées et expositions (temporaires et permanentes) évoqués précédemment.

Par ailleurs, la capitale croate est le théâtre de manifestations de protestation ou de soutien, de meetings, marches et installations, en lien avec la guerre et ses conséquences, le lieu où se cristallisent les luttes autour de la mémoire.

II.2 Concentration des dispositifs mémoriels dans les lieux emblématiques de la guerre : les cas de Vukovar et Knin

Du fait de leur place respective dans le déroulement du conflit, les villes de Vukovar et Knin constituent deux pôles complémentaires dans la mémorialisation de la guerre et possèdent une forte charge symbolique. Vukovar, emblème du martyr croate, est un espace d'affliction, d'hommage aux victimes, alors que Knin, emblème de la victoire croate, est un espace de célébration, d'hommage aux héros. Chaque année, les cérémonies commémoratives les plus importantes du calendrier croate se déroulent le 5 août à Knin et le 18 novembre à Vukovar, en présence de membres du gouvernement, d'associations de vétérans, de militaires, de familles de victimes et d'associations de victimes, de membres du clergé et de milliers de citoyens.

Si, dans le paysage mémoriel croate Vukovar représente un espace d'affliction, Knin représente l'espace de la Patrie victorieuse. Les deux villes ont en commun d'être enfermées dans leur rôle de totem et souffrent de problèmes conjoncturels et d'une économie sinistrée (chômage, désindustrialisation, défaut de fréquentation touristique) qui compliquent le quotidien des habitants de ces localités, déjà éprouvés par la guerre et ses conséquences. En effet, à leur surexposition ponctuelle, succède, dans les deux cas, l'indifférence des pouvoirs publics, voire, comme l'affirment certains habitants, l'oubli. Les deux localités ont aussi en commun d'être confrontées à des problématiques liées au retour de la population serbe.

Je me suis rendue à Knin le 5 août 2011, pour assister aux cérémonies de commémoration d'Oluja, mais je n'ai pas séjourné sur place, et je n'ai donc pas pu enquêter sur les effets de la guerre ou de sa mise en mémoire sur les habitants, ni sur la vie quotidienne dans cette ville en déshérence dont la démographie a été radicalement transformée depuis les années 1990. Je ne consacrerai donc qu'une brève section à ce sujet. En revanche, j'ai séjourné à Vukovar à trois reprises, pour une durée cumulée de sept semaines, à différentes périodes de l'année, j'ai donc pu y réaliser des observations, procéder à des entretiens formels, converser de façon informelle avec des habitants, visiter des lieux de mémoire, assister à des commémorations. Cependant, les analyses issues de mon terrain à Vukovar ne seront pas toutes exposées ici, car elles occupent une place importante dans l'armature du chapitre suivant.

II.2.1 Vukovar : symbole de la Patrie meurtrie

Dans cette section, il sera question de la place de Vukovar dans le paysage mémoriel, dans la mythologie nationaliste croate, du rôle de symbole octroyé à la ville. En revanche, la vie quotidienne dans ce *traumascape*, les relations de voisinage post-conflit et en particulier la polarisation de la municipalité entre Croates et Serbes, seront analysées dans le chapitre suivant.

Lorsqu'elle est assiégée d'août à novembre 1991, Vukovar n'est pas la seule ville à être prise pour cible par la guerre qui va ensanglanter la région. Néanmoins, l'ampleur des destructions, les souffrances infligées aux civils pendant le siège, les exactions commises par les milices serbes à la chute de la ville, vont avoir un retentissement international d'autant plus considérable, qu'il s'agit de la première grande destruction de guerre sur le sol européen depuis la Seconde guerre mondiale. Vukovar devient alors un haut lieu de mémoire des Balkans.

Du fait de son caractère traumatique, cet épisode historique possède une tonalité affective très forte et une portée symbolique considérable. Par conséquent, il occupe une place centrale dans le mythe fondateur de l'État croate, et vaut à Vukovar le statut de *ville-martyre*. Il n'y a plus guère de place, dans les représentations sociales, pour la *petite Vienne*, car désormais à l'évocation de Vukovar c'est le *Stalingrad croate* qui vient à l'esprit.

La littérature, qu'il s'agisse de productions académiques, journalistiques, autobiographiques ou fictionnelles, participe à l'élaboration et à la diffusion des représentations collectives associées à Vukovar. Selon Renata Schellenberg, ces publications, qui participent dans une certaine mesure à la compréhension de la guerre et du siège, ont contribué à la mythification de la ville par la focalisation sur ce passé traumatique qui élude l'histoire de la ville sur la longue durée. Elle ajoute :

« *by choosing to accentuate the city's role in the Homeland War as a core theme, these texts invariably (and repeatedly) present it as an emblem of sacrifice, sanctifying Vukovar as a city that has found its place in history essentially by virtue of self-consciously serving the cause of Croatian statehood.* » (Schellenberg, 2015 : 18)

Cette production littéraire est considérable comme en témoigne l'extrait d'entretien réalisé avec la responsable du fond consacré à la guerre patriotique de la bibliothèque municipale de Vukovar, reproduit ci-dessous :

« La bibliothèque compte environ 1200 livres sur la guerre en général, pas seulement sur Vukovar, mais aussi sur la Croatie en général et quelques uns sur la Bosnie. La bibliothèque

municipale de Vukovar et la bibliothèque nationale à Zagreb sont les seuls établissements de Croatie à acquérir tous les ouvrages publiés sur la guerre. Ils acquièrent toutes les publications, même les rééditions d'ouvrages qu'ils possèdent déjà. » (Extrait d'entretien Ana Červar-Manojlović, bibliothécaire Vukovar, 22/04/15, Vukovar).

D'ailleurs, la recherche avec le mot-clef « Vukovar » dans le catalogue de la bibliothèque municipale confirme cette analyse, car parmi les 851 résultats obtenus (dont 622 livres), la quasi intégralité des occurrences concerne la guerre patriotique. Les médias et les productions audiovisuelles participent encore plus largement à la diffusion de ces représentations dans la mesure où leur audience est plus large, mais je n'ai pas entrepris d'étudier cette question.

Kruno Kardov, se référant aux analyses de la littérature réalisées par Grozdana Cvitan, affirme pour sa part que Vukovar n'est plus considérée comme une ville, mais comme un concept, un principe, un phénomène, qui occupe une place centrale dans le répertoire symbolique de l'État croate (2007 : 65).

Aux prémisses de la guerre, Vukovar, entité personnifiée, incarne l'héroïsme et la bravoure de la nation croate dans son combat pour la liberté, du fait de la résistance acharnée et de longue haleine qu'opposent aux assaillants ses défenseurs, sous-armés, en infériorité numérique, constitués pour partie de volontaires. Mais, consécutivement à la chute de la ville, et aux atrocités commises par les forces serbes envers les défenseurs et les civils, un récit de victimisation se met en place. Vukovar devient la figure de la victime, l'incarnation du noble sacrifice, de la mort pour la défense de la Patrie, de la résistance pour la liberté et la souveraineté de la Croatie. Sa souffrance représente la souffrance de l'État croate dans sa lutte pour l'indépendance, de la Nation croate face à la barbarie de l'agresseur. Pour Schellenberg, la guerre a réduit la ville de Vukovar à son seul rôle de métonymie de l'État et de la Nation croate⁹² :

« The immediate association that exists between the city of Vukovar and an independent Croatia itself has, in turn, created a greater cultural narrative that posits the city as a type of metonymy for the entire state, placing ongoing expectations on the city. Generally referred to as grad heroja (city of heroes), in popular consciousness Vukovar continues to stand as an example of pure and exalted Croatian identity, which as events in 1991 have so crucially demonstrated, is defiant, determined and resilient. » (op.cit. : 18)

⁹²Le processus employé relève de l'occurrence de la synecdoque, selon de Bernard Debarbieux :

« L'évocation du territoire par l'un de ses lieux constituants présente une grande analogie avec une synecdoque. Cette figure de rhétorique permet de suggérer une entité au moyen d'un terme qui, usuellement, ne désigne que l'une de ses parties: la voile pour le navire, la main pour l'artisan, la tête pour le savant. Il y a donc une analogie entre synecdoque et relation symbolique entre lieu et territoire; elle repose sur l'existence de signifiés territoriaux pour des lieux qui sont d'abord de simples éléments de cette entité englobante » (1995 : 98).

Comme l'affirme Jérôme Monnet (1998) « tous les lieux, du fait qu'ils sont signifiants, sont donc porteurs d'autre chose que d'eux-même en tant qu'étendues matérielles », mais l'auteur nuance aussitôt cette assertion et ajoute : « il y a des lieux plus symboliques que d'autres. La hiérarchisation qui apparaît ici est fondée socialement : ce sont les symboles les mieux partagés qui sont les plus efficaces en termes de communication et de partage de significations » (ibid.).

Si l'on considère comme l'affirme Monnet que « les lieux symboliques par excellence, ceux qui se distinguent des autres lieux à ce titre, sont ceux dont la charge symbolique est manifeste, voire essentielle, dans leur identification comme lieux » (ibid.), alors il est possible d'arguer que Vukovar se trouve au sommet de la hiérarchie des lieux symboliques de la guerre patriotique. En effet, Vukovar, du fait de son statut de ville-martyre, est dotée d'une « importante charge symbolique et mythique » (Macé, 2017 : 63) pour reprendre une formulation employée par Jean-François Macé à propos de Belchite, ville emblématique de la guerre d'Espagne, laissée à l'état de ruine par Franco.

Vukovar occupe une place prépondérante dans le méta-récit national, en raison de la proximité chronologique entre le siège de la ville et l'indépendance croate. En effet, « la Croatie a été reconnue internationalement deux mois après la chute de Vukovar⁹³ » comme le rappelle Mirjana Kiš lors de notre entretien. Toutefois, mon interlocutrice ajoute que cette importance résulte aussi du fait que la bataille de Vukovar a eu des conséquences considérables pour les forces croates :

« Pourquoi est-ce que Vukovar est si important ? Pas seulement à cause de la détermination et de l'héroïsme dont ont fait preuve les gens et les défenseurs. Mais en raison du fait qu'à cette époque, la Croatie n'était pas reconnue, et qu'elle n'avait pas d'armes, alors pendant que l'armée yougoslave concentrait ces forces à cet endroit, dans le même temps, dans d'autres régions de Croatie, il y avait, évidemment des casernes, plus vastes que celle-là, qui appartenaient à la JNA, et les gens, ceux qui étaient armés, et aussi ceux qui n'étaient pas armés, ils ont encerclé les casernes, et ils ont essayé de les isoler, et ils ont dit à leurs occupants « vous êtes libres de partir où vous voulez, mais vous devez laisser les armes, car elles appartiennent au peuple croate. » Donc ils ont quitté les casernes, et c'est comme ça que la Croatie s'est emparé des armes, et alors ça a été plus aisé pour eux, bien sûr, avec des armes pour se battre contre l'ennemi. Et ils ont aussi mené la mobilisation avec succès, donc ils ont organisé les brigades, les unités... et ils étaient prêts à faire face à des attaques. » (Extrait d'entretien Mirjana Kiš, 15/05/2012, Vukovar)

⁹³ Extrait d'entretien, Mirjana Kiš, 15/05/2012, Vukovar

Cette place exceptionnelle se traduit par le fait que Vukovar est la seule ville de Croatie bénéficiant d'une commémoration nationale, proclamée par le Parlement et inscrite dans la Constitution, comme le rappelle Kardov (2007 : 66). Ainsi, le « Jour du sacrifice de Vukovar en 1991 » est commémoré chaque année, le 18 novembre, jour de la reddition de la ville, en hommage à ceux qui ont participé à la défense de la ville. Au vu de ces éléments, il est possible de considérer Vukovar comme un lieu commun, au sens où l'entend Jérôme Monnet, à savoir un lieu dont la symbolique est comprise par tous les membres du groupe et un lieu qui institue la communauté (Monnet, op.cit. : 5).

Qu'on le considère au prisme de ses conséquences matérielles ou sociales⁹⁴, le siège de Vukovar a littéralement désintégré la cité danubienne. Les bombardements quotidiens, durant les trois mois de siège ont engendré la destruction quasi totale de la ville. Lors de mon entretien avec Zrinka Šesto, Fondatrice de l'agence de voyage Danubium Tours, à propos du tourisme à Vukovar, mon interlocutrice évoque son ressenti personnel à la chute de la ville, et emploie une image marquante : l'impression que la ville a été dévastée par une bombe atomique.

« J'étais ici à Vukovar en 1991, 85% de la ville était totalement détruite, vraiment 85% quand j'ai quitté Vukovar, j'ai pensé qu'il y avait eu une bombe atomique, que quelqu'un avait jeté une bombe atomique dans la ville. C'était vraiment terrible. Notre maison, ma maison était aussi totalement, totalement détruite. Et ma mère et moi nous sommes allées à Zagreb, et mon père est resté dans un camp de concentration ici à Velepromet, alors on n'a rien su sur mon père pendant environ trois mois. Et après ça il a été libéré de ce camp. Aussi toute ma famille était à Zagreb, ma sœur aussi. Et on n'avait rien là-bas. Vraiment on n'avait rien du tout. » (Extrait d'entretien Zrinka Šesto, Vukovar, 22/05/2012)

Le ton factuel et détaché qu'elle emploie pour me faire le récit de ces événements traumatiques est sûrement à mettre sur le compte de son activité professionnelle. En effet mon interlocutrice, qui affirmera plus loin qu'elle considère avoir l'obligation de transmettre aux visiteurs le témoignage des événements, raconte quotidiennement son expérience de la guerre aux touristes nationaux ou internationaux.

Au nombre des destructions, on compte notamment des monuments historiques, des lieux de cultes, des bâtiments remarquables, ainsi que de nombreuses œuvres d'art. Il est alors opportun de recourir à la terminologie élaborée par Nicolas Detry, et parler à propos de Vukovar de « patrimoine martyr » (2014 : 59). Cette expression, volontairement ambivalente,

⁹⁴ Cette question fera l'objet d'une section dans le chapitre suivant.

permet, selon l'auteur, de rendre compte de « deux acceptations, celle de « torturé à mort » et celle de « témoin », qui est la trace d'une mémoire à transmettre » (ibid. : 67). Cette catégorie s'applique lorsque « la destruction (partielle ou totale) est effective et est due à un conflit armé » (ibid. : 67). Detry ajoute que cette destruction du patrimoine culturel, artistique et architectural n'est pas une simple conséquence collatérale des combats mais procède d'une intentionnalité : « détruire « l'autre » dans ce qu'il a de plus précieux, sa mémoire, ses reliques, ses œuvres d'art » (ibid : 62).

Le paysage constitue un vecteur des valeurs, de la mémoire et de l'imaginaire d'un groupe, il joue un rôle central dans la transmission des identités collectives, et donne à voir l'appropriation d'un territoire par un groupe qui y appose sa marque au moyen de l'art, de l'architecture, de ses monuments, de ses symboles, de ses emblèmes. Il possède donc une dimension éminemment politique, mais il possède aussi une dimension affective. C'est là que reposent les morts de la communauté, et il n'est pas anodin, lorsqu'on parle d'un lieu d'origine d'employer le terme « racines ». En raison de ces vertus identitaires et affectives, la destruction du paysage a été au cœur des stratégies de nettoyage ethnique.

Alors, dans la ville post-urbicide, dans un espace contesté comme Vukovar, le marquage symbolique et matériel du paysage se pose avec une acuité particulière. En effet, la réappropriation du territoire lors de la réintégration de la Slavonie orientale à la Croatie en 1998 permet de rétablir le lien entre la communauté et le territoire meurtri. Cela signifie aussi la mise en échec des tentatives d'anéantissement de la communauté, et constitue une victoire sur les projets génocidaires et architecturaux de l'ennemi, notamment le projet de reconstruction de Vukovar dans un style serbo-byzantin, visant à s'approprier la ville et à effacer les traces des occupations précédentes, et ainsi que les traces de mixité (Baillie, 2013 : 307).

Si la réappropriation post-urbicide passe par la reconstruction, cette dernière, néanmoins, n'est pas une simple opération de rénovation urbaine, elle suppose de dépasser l'effet du trauma, d'envisager un après-coup, de trouver des formes appropriées de symbolisation de l'innommable, de l'indicible, pour donner un sens social à l'expérience de violence. Outre la nécessité de reloger les habitants dont les maisons ont été détruites et de permettre la reprise des activités quotidiennes (économiques, sociales, institutionnelles, culturelles et cultuelles), la reconstruction interroge l'identité de la ville en devenir. En effet, si la ville est « objet d'une identité collective, construite historiquement, socialement et politiquement », ainsi que l'affirme Yona Jebrak (2006 : 92), la spécialiste en études urbaines s'interroge : « que devient-il de cette identité lorsque la ville n'est plus qu'un champ de ruines ? ».

Le questionnement sur l'identité de la ville, se trouve donc au centre du problème de la reconstruction, car le paysage bâti joue un rôle central dans le récit mnémonique, la construction identitaire et la diffusion de l'idéologie du groupe qui réinvesti le territoire ensanglanté.

Avec la disparition de la trame urbaine – qui provoque une perte de repères visuels dans le tissu urbain, et bouleverse la carte mentale des habitants – une alternative se pose à ceux qui ont la charge de réparer le désastre (édiles, architectes, urbanistes, conservateurs), avec des implications pratiques, politiques et symboliques radicalement différentes : reconstruire à l'identique, ou créer de toute pièce un nouveau paysage urbain.

Habituellement en situation de post-conflit, par une politique urbanistique de table rase, il s'agit de marquer une nouvelle ère, de permettre l'oubli, de tourner la page. Cela passe par l'effacement des traces, la démolition des ruines, la construction de bâtiments neufs, la modernisation de la trame urbaine, comme ce fut le cas pour la reconstruction de Dunkerque ou de Berlin à l'issue de la Seconde guerre mondiale. Mais à Vukovar, au contraire, la politique urbanistique consiste en une reproduction à l'identique de la trame urbaine d'avant-guerre et notamment du centre ville et des nombreux palais baroques qui bordent l'artère principale.

Toutefois, comme le rapporte Renata Schellenberg, la place de Vukovar dans l'imaginaire national est telle, qu'il y a eu des propositions pour muséifier la ville et de la laisser à l'état de ruines encerclée par un mur d'enceinte :

« The need to memorialize Vukovar has thus become similar to a need to musealize the city, by encapsulating the act of remembrance within the realm of a perceptible, real experience and by making this act of remembrance a key element to Vukovar identity. In fact, following the return of the city into Croat hands in 1998 there was discussion that the city not be rebuilt at all. Some members of the public wanted to literally enshrine the city by building a wall around the rubble and by leaving the city in its demolished state. » (2015 : 21)

Comme l'affirme Jebrak, « idéaux politiques et sociétaux peuvent ainsi trouver une expression tangible dans la réinterprétation de ce qui a été et de ce qui sera. La ville, par le biais de sa reconstruction, devient un nouvel objet de représentations qui établit un nouveau rapport au temps et à l'espace » (op.cit. : 92).

Lors de mon entretien avec Marijan Pavlicek, adjoint au Maire de Vukovar, je l'interroge sur le choix de la municipalité de reconstruire la ville à l'identique et l'élue d'extrême droite (HSP-A S⁹⁵) m'explique :

⁹⁵ Hrvatska stranka prava dr. Ante Starčević : Parti Croate du Droit Ante Starčević

« Il y a le centre ville baroque, qui a vraiment été construit à l'époque austro-hongroise. Une grande partie des bâtiments est en fait protégé en tant que patrimoine culturel, donc ils devaient être reconstruits de la même façon. Ce centre ville a toujours été le symbole de la ville, vous savez, pour la différencier d'autres villes. Si on avait construit de nouveaux bâtiments, la ville aurait perdu son esprit. Si quelque chose arrivait, par exemple, aux Champs Élysées, et puis vous le reconstruisez d'une façon totalement différente, sans l'Arc de Triomphe, ou quelque chose comme ça. C'est une partie de nous, une partie de l'histoire, l'âme de la ville, l'esprit de la ville, voilà pourquoi ils l'ont reconstruite de façon identique. On avons choisi cette option, parce qu'elle était plus acceptable pour nous, au lieu de complètement moderniser le centre ville. Et c'est une façon symbolique aussi, pour montrer que la volonté de détruire Vukovar est un... est un échec, au final. La meilleur phrase est celle du reporter Siniša Glavašević, « La ville c'est vous » la population, donc on va reconstruire la ville, ils ne peuvent rien y faire ! » (Extrait d'entretien Marijan Pavlicek, 28/04/2015, Vukovar)

La destruction de la ville et de son patrimoine ayant constitué un enjeu de la guerre, lors de la reconstruction *post-bellica*, les autorités ont donc opté pour l'anastylose. Ce geste urbanistique est considéré comme un moyen d'adresser un signal fort à l'ennemi d'hier. Tel le phœnix qui renaît de ses cendres, la ville qui ressurgit de ses ruines symbolise la mise en échec des tentatives d'annihiler la communauté, son identité, son histoire, son patrimoine et son rapport au territoire. Britt Baillie considère la reconstruction de la ville à l'identique, et notamment la reconstruction des édifices religieux catholiques, comme un processus contre-iconoclaste (op.cit. : 309). Cette reconstruction à l'identique vise à retisser une continuité spatiale et temporelle brisée par la guerre et l'exode, à faire sien un territoire contesté, par le marquage symbolique de l'espace qui permet d'inscrire dans le paysage l'histoire des vainqueurs, mais aussi ses marqueurs identitaires. La mémoire et son corollaire l'oubli, occupent alors une place centrale dans la construction sociale du paysage.

Cette posture nécessite d'interroger le sort à réserver aux ruines de la guerre qui parsèment la ville et constituent autant de témoignages du conflit, venant sans cesse rappeler aux habitants, jusque dans les territoires du quotidien, les atrocités et la souffrance passée. En effet, malgré les intentions guidant sa reconstruction, Vukovar est longtemps demeurée à l'état de semi-ruine, car face à l'ampleur des destructions, des subventions considérables étaient nécessaires pour entamer la reconstruction. Or les conséquences de la guerre sur l'économie croate étaient incompatibles avec un financement diligent de la reconstruction. Quant au déblocage d'aides octroyées par la communauté internationale, elles ont été tributaires des lenteurs de la bureaucratie internationale et des considérations diplomatiques.

Le géographe Antoine Leblanc, qui s'intéresse à la fonction et au traitement des ruines en milieu urbain, distingue deux types de ruines, sur la base de leur origine, impliquant des registres d'intervention différents. D'une part, les ruines lentes « sont l'aboutissement de processus historiques longs et sont liées à l'action cumulée du temps, des hommes et d'événements variés » ; d'autre part, les ruines violentes, que l'auteur juge préférable de qualifier de ruines traumatiques, résultent « d'aléas violents, guerres, tremblements de terre, mais aussi explosions accidentelles, inondations, incendies, entre autres » (2010 : 254) .

Le devenir des ruines lentes consiste généralement en la réutilisation, la transformation (ce qui a longtemps été le sort des vestiges architecturaux considérés comme des carrières de pierre à ciel ouvert), la démolition, ou l'abandon qui conduit à leur disparition progressive. Mais si une valeur sociale ou esthétique leur est attribuée, ces ruines feront l'objet d'une patrimonialisation.

Les ruines traumatiques reçoivent un traitement différent, dans la mesure où elles agissent comme un rappel de l'événement, un avertissement face au risque d'une résurgence, voire d'une recrudescence des facteurs ayant causé la destruction d'un édifice. La préservation de la ruine traumatique est guidée par une volonté d'en préserver le message et ainsi éviter que son sens ne s'estompe avec sa transformation progressive en ruine lente. Toutefois Leblanc montre que le phénomène est récent et ne se généralise qu'à partir de la Seconde guerre mondiale. Jusqu'à lors, « les ruines récentes et violentes étaient considérées comme marqueurs d'un désordre social » (ibid. : 256) et leur sort consistait en « la reconstruction, avec effacement des traces de destructions, qui symbolisait la bonne gestion du risque et la résilience de la société » (ibid. : 256).

La géographe Taïka Baillargeon, pour sa part, distingue les vestiges du passé, édifices dont la dégradation résulte du passage du temps et qui font l'objet d'une contemplation nostalgique, des « ruines instantanées » (2013 : 26), qui sont la conséquence d'une destruction soudaine et catastrophique et provoquent chez ceux qui les contemplent ou vivent parmi elles, malaise et sentiment de rupture du temps, rappelant l'événement traumatique, dont elles sont issues. Selon l'auteure, ces ruines sont prises entre des volontés antagonistes : oublier, par la reconstruction ou la destruction des édifices et se remémorer en préservant les ruines, leur authenticité, leur valeur symbolique, le souvenir de l'événement qu'elles matérialisent. Baillargeon recourt à l'appellation « ruine de l'en-attendant » pour qualifier « la ruine post-catastrophe qui subsiste dans le temps » (ibid. : 27). En effet, selon l'auteure, « les ruines instantanées, celles issues de la destruction catastrophique, sont le plus souvent appelées à disparaître. Si elles subsistent, ce n'est qu'en attendant ; en attendant le financement, les

projets de reconstruction, de réaménagement ou le remaniement de quelques réglementations » (ibid. : 26).

À l'aune de ces réflexions, il est possible de dresser de Vukovar le portrait suivant : dans le tissu urbain, deux décennies après la réintégration pacifique, la majorité des destructions provoquées par la guerre ont été résorbées et, dans le centre ville, de nombreux bâtiments ont été reconstruits à l'identique ou rénovés. Ils cohabitent avec les ruines traumatiques non patrimonialisées recouvertes – partiellement ou entièrement – par la végétation et qui pourraient progressivement se transformer en ruines lentes, jusqu'à provoquer leur disparition, des ruines de l'en-attendant qui ont vocation à être détruites pour laisser place à des nouveaux bâtiments, mais subsistent en attendant que les projets se concrétisent, que les financements soient octroyés, que les litiges fonciers soient résolus. Enfin, le tissu urbain comporte des ruines traumatiques conservées en l'état intentionnellement, et dont la vocation est d'être patrimonialisées afin de devenir des lieux de mémoire.

Le château d'eau de la ville entre dans cette dernière catégorie. Son importance symbolique est considérable, du fait de sa position géographique surplombante et de ses dimensions imposantes, qui le rendent visible en tout point de la ville. Mais le bâtiment doit surtout son rôle de symbole au sort qu'il a connu pendant le siège. En effet, malgré l'acharnement des assaillants, et les dégâts occasionnés par les tirs d'artillerie, visibles dans la structure de l'édifice de béton et de briques, le château d'eau n'a pas été démoli. Il a « miraculeusement » résisté, ainsi que m'a été présentée à maintes reprises cette exceptionnelle pérennité. Certains habitants m'ont même fait le récit de la guerre psychologique que livraient les défenseurs aux forces serbes, en allant chaque jour accrocher un drapeau au sommet du château d'eau, afin de les narguer et de leur signifier leur courage et leur détermination inébranlable, mais je n'ai pas été en mesure de vérifier la véracité de ces récits.

Le château d'eau est donc devenu l'emblème de la ville et par voie de conséquence de la résistance croate, et de la guerre patriotique. De nombreuses analyses concordent sur ce point, et Schellenberg affirme :

« A famous example of this is the city's water tower, once a proud symbol of pre-war Vukovar and one of the first civic structures to suffer damage during the intense shelling in 1991. It has not been included in the huge (and expensive) restoration of Vukovar and it stands prominently at the forefront of the city in its battered state, presented as a deliberate symbol of resistance. It is damaged and unusable to the citizens of Vukovar, but remains visible as a testimony of war, helping spectators remember the conflict by mimicking its own wartime appearance, remaining as defiant and symbolic now as it did in news footage from 1991, when it was frequently shown by war reporters from the city. » (op.cit. : 21)

Le château d'eau fait partie intégrante de l'imagerie collective à l'échelle locale et nationale, et on trouve sa silhouette sur des supports divers et variés, tels que les logos d'entreprises locales, d'associations, des bibelots à son effigie : tee-shirt, bouteille de liqueur, vaisselle, répliques en plastique, porte-clefs, etc, que les visiteurs de passage peuvent se procurer dans quelques boutiques du centre ville.

Conservé en l'état, le château d'eau n'a pas fait l'objet d'un aménagement urbain particulier, sinon une porte grillagée fermée par une chaîne et un cadenas, pour empêcher son accès, car la ruine est dangereuse. Cela ne suffit pourtant pas à dissuader nombre d'adolescents de Vukovar d'y pénétrer, illégalement, comme me le raconte une interlocutrice lors de notre entretien, qui m'explique qu'une jeune femme de son entourage y a pénétré récemment avec un groupe d'amis et qu'elle a fait de même à son retour d'exil, il y a une quinzaine d'années :

« Quand on est rentré à Vukovar, on y est monté avec mon copain, maintenant mon mari. C'était effrayant, parce qu'on était fou, parce que c'est détruit et que c'était très dangereux. Mais c'était joli, c'est un super panorama sur la ville et le fleuve. » (Extrait d'entretien Lana, Vukovar, 23/04/2015).



Figure n°24 : Aire de jeu au pied du Château d'eau en ruine. Cliché de l'auteure (Vukovar, 2012).

Une aire de jeu pour enfant a été installée à proximité, probablement dans le dessein de renforcer le message de victoire et de résilience associé au bâtiment, en attendant la rénovation du site en vue de sa transformation en mémorial. Par ce projet, l'édifice inusité se verra octroyer une fonction nouvelle, en cohérence avec son rôle de symbole de la guerre patriotique.

Cela s'accorde avec ce qu'affirme Antoine Leblanc à propos de la fonction urbaine des ruines traumatiques :

« Présenter la ruine, cela signifie aussi aménager la ville autour de la ruine : faire de la ruine une polarité. Une ruine violente en milieu urbain laisse une cicatrice, spatiale, fonctionnelle, psychologique : réaménager l'espace autour de la ruine, grâce à une politique volontariste de conservation, permet de redonner une fonction à l'espace considéré, sans effacer le traumatisme et sa trace spatiale. Le paysage urbain intègre ainsi le traumatisme, mais en quelque sorte en le sublimant, pour reprendre la métaphore psychanalytique. » (op.cit. : 252)

Entre chacun de mes séjours à Vukovar, j'ai pu voir la situation se transformer, de nombreuses ruines de l'en-attendant ont été démolies au profit de nouveaux aménagements urbains : restauration et inauguration du musée municipal, restauration des palais baroques et des édifices de la rue Ban Jelačić, création des nouveaux cafés et espaces de restauration rapide, inauguration d'un centre commercial comprenant – outre un supermarché et quelques boutiques – des espaces de loisirs attendus de longue date par les habitants, tel qu'un cinéma. Cependant, on remarque aussi la persistance de quelques habitations en ruine, à travers la ville, persistance qui résulte, non pas d'une volonté de conservation, mais d'un véritable nœud gordien foncier, qui empêche de procéder à leur destruction. Dans ce cas, les autorités municipales sont contraintes de sécuriser les abords du bâtiment concerné, afin de protéger les passants d'un éventuel effondrement, et l'abandonnent aux intempéries et à la végétation. Mais cette situation n'est pas spécifique à Vukovar et on la retrouve dans d'autres localités croates que j'ai pu visiter : Lipik, Pakrac, Osijek.

Par ailleurs, il y a aussi des situations où, les traces de la guerre n'affectant pas la structure des bâtiments, ces derniers ne sont pas restaurés. C'est ainsi que les impacts de balles ou de mortier peuvent demeurer visibles dans l'espace public plus de deux décennies après la survenue des événements qui les ont occasionnés, ainsi que j'ai pu le constater à Vukovar, Osijek, Lipik... mais aussi lors de mon séjour dans les villes bosniaques de Mostar et Sarajevo.

Pour Leblanc, la persistance de ces traces s'expliquerait par le fait qu'elle « évoquent plutôt la résistance, la victoire face à une attaque » (ibid. : 259), elles ne viendraient donc pas évoquer la souffrance, mais seraient un témoignage de la résilience dont la ville fait preuve.

Si les ruines patrimonialisées, les façades criblées d'impacts et les ruines de l'en-attendant envahies de végétations contrastant avec la trame urbaine restaurée peuvent éventuellement être appréhendées par les visiteurs de passage en terme de résilience, il n'en va pas de même pour les habitants de Vukovar que j'ai pu interroger sur le ressenti causé par la confrontation

quotidienne avec les témoignages matériels de ce passé violent⁹⁶. Leur présence continue de faire forte impression aux visiteurs de passage, dont le regard n'est pas familiarisé à ces vestiges de la guerre et les ruines ne cessent d'exercer une fascination certaine, fascination à laquelle j'ai moi-même cédé, ainsi que pourrait en attester la quantité pléthorique de clichés que je leur ai consacrés au fil de mes séjours.

Leblanc considère que « les ruines violentes sont des cicatrices, qui évoquent une crise passée sur différents plans: le tissu urbain est brutalement rompu, la circulation est modifiée, la fonctionnalité de l'espace est interrompue, l'identité symbolique et spatiale doit intégrer une distorsion plus ou moins importante » (ibid. : 255). Par conséquent, les ruines traumatiques participent à l'inscription de la mémoire dans l'espace urbain. À Vukovar, cette inscription, est renforcée par l'installation d'une quantité pléthorique de dispositifs mémoriels. Ainsi, lors de mes enquêtes de terrains successives, j'ai pu recenser dans le paysage urbain vingt-six dispositifs mémoriels commémorant la guerre patriotique⁹⁷, ainsi que trois monuments de la Seconde guerre mondiale.

S'il n'est pas envisageable de décrire l'intégralité de ces éléments, je vais néanmoins présenter les dispositifs principaux, que je considère comme tels dans la mesure où ces lieux qui sont inclus dans les cérémonies officielles et les circuits proposés aux scolaires et aux touristes (nationaux et internationaux).

Dans la majorité des cas, cette inscription de la mémoire sur le territoire passe par des dispositifs ostentatoires, tels que les stèles, monuments, mémoriaux, musées, bustes, voire des lieux de mémoire composés de plusieurs éléments. Outre leur fonction commémorative, ces dispositifs constituent autant des marqueurs de frontières invisibles entre les communautés croates et serbes, incorporés dans la carte cognitive des habitants ainsi que le souligne Kardov (2007 : 76).

Ces différentes formes de matérialisation de la mémoire se situent, pour la plupart, à l'emplacement où s'est exercée la violence (hôpital, « cimetière des chars », ferme et charnier d'Ovčara, ancienne caserne de la JNA, charnier à la sortie de la ville, centre-ville), inscrivant ainsi le souvenir des événements dans l'espace vécu des habitants, dans leurs territoires du quotidien.

Par ailleurs, du fait de la superficie restreinte de la ville, la majorité de ces lieux se concentre sur une surface limitée, propice au tourisme mémoriel (voyages scolaires, pèlerinage mémoriel pour le Jour du souvenir, touristes étrangers en croisière sur le Danube).

⁹⁶ Les réactions des habitants face à l'omniprésence des ruines dans le paysage urbain feront l'objet d'une section dans le chapitre suivant.

⁹⁷ Parmi ces dispositifs, se trouve un cimetière-mémorial serbe, dont il sera question dans le chapitre suivant.

D'ailleurs, les lieux les plus emblématiques s'inscrivent dans le circuit proposé par l'agence *Danubium Tours* à destination des visiteurs étrangers ainsi que dans le circuit pédagogique à destination des élèves.

Une telle concentration dans une ville qui compte aujourd'hui environ 27 000 habitants permet de considérer qu'il y a saturation de l'espace urbain par les références à la guerre, pour reprendre la terminologie de Christophe Gauchon évoquée plus haut. À tel point que Višeslav Raos considère que Vukovar « *on a certain level functions as if the whole city were a war memorial* » (2012 : 355). En effet, aucune ville croate ne présente une telle concentration de dispositifs mémoriels liés à la guerre patriotique.

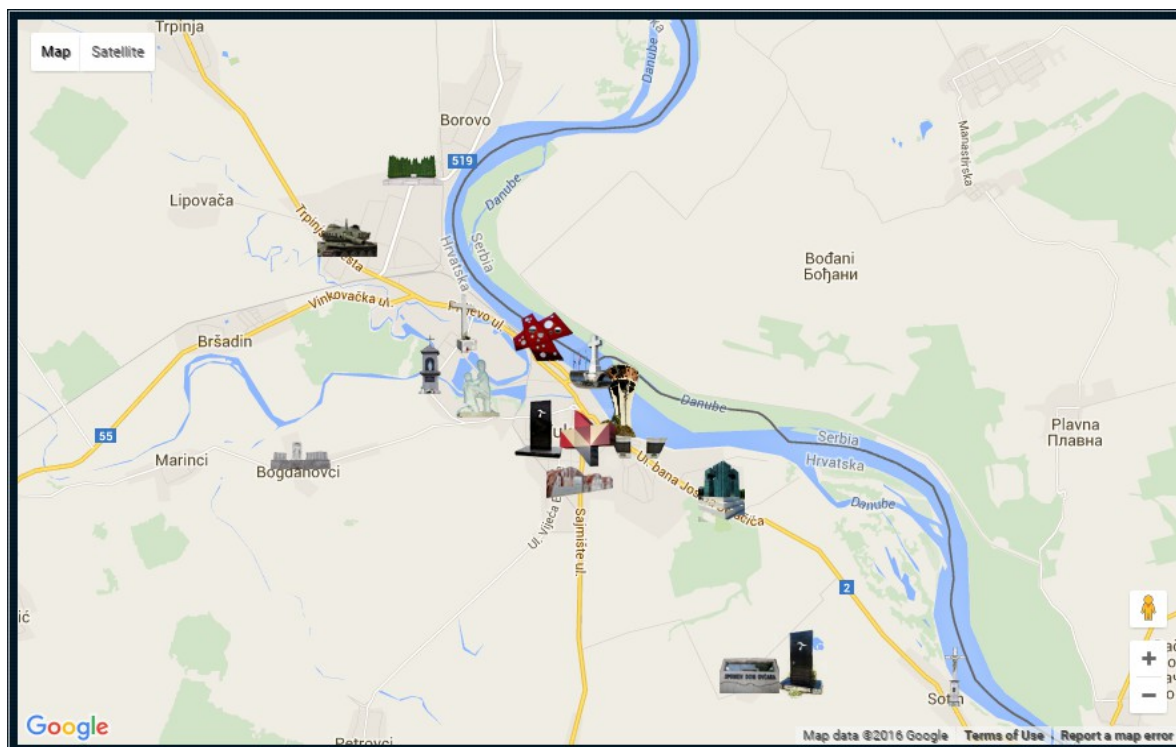


Figure n°25 : Localisation des lieux de mémoires répertoriés par le MCDRVU

-Le complexe de l'hôpital se compose de trois éléments : une stèle, un monument et un musée-mémorial. La stèle de granit noir, installée à l'entrée de l'hôpital le 18 novembre 1999, porte une inscription en lettres dorées rappelant le sort des 261 personnes capturées à l'hôpital par les forces serbes et déplacées à Ovčara avant d'être torturées et exécutées, ainsi que la mention « *Hrvatski narod* » (que l'on peut traduire par peuple ou nation croate).

Dans la cour intérieure de l'hôpital, sur un terre-plein central, se trouve le « Monument aux victimes de Vukovar et de l'hôpital de Vukovar », réalisé par le sculpteur croate Tomislav Ostojica. Inauguré le 24 octobre 2007, en présence du Premier Ministre Ivo Sanader et de la Ministre des anciens combattants Jadranka Kosor, la sculpture en acier inoxydable représente sur une face un cœur fendu en deux qui symbolise les souffrances des habitants et la

démolition de Vukovar. Toutefois, à l'instar de la majorité des dispositifs mémoriels de la guerre patriotique, les victimes commémorées sont implicitement croates, comme en témoigne le recours au motif de la croix latine sur l'autre face.

Le troisième dispositif de ce complexe mémoriel est le musée *in situ*, dénommé sobrement « Lieu de mémoire – Hôpital de Vukovar 1991 » (*Mjesto sjećanja- Vukovarska bolnica 1991*), conçu par Željko Kovačić et Ivica Propadalo et inauguré en 2006. Le ton est donné dès l'entrée du bâtiment, qui se situe dans une aile de l'hôpital, avec une croix rouge en toile ajourée comme si elle avait été criblée de balles, des sacs de sable entassés à côté de la porte, ainsi que du matériel médical d'époque installé dans le hall. On accède ensuite à une petite salle multimédia, où est diffusé un documentaire de quelques minutes consacré l'hôpital.

Au sous-sol, le musée-mémorial prend place dans le couloir qui relie les deux bâtiments du complexe hospitalier, et dans le bunker anti-atomique où s'exerçaient les activités de l'hôpital suite à la destruction des étages supérieurs du bâtiment par les forces serbes. Le couloir a été pensé comme une frise chronologique l'intérieur de laquelle se déplacent les visiteurs. Le pan de mur droit est entièrement recouvert de carreaux de faïence blanche sur lesquels sont inscrits les événements qui se sont produits au jour le jour, et il aboutit à un ensemble de carreaux blancs au contour noir, reproduisant le style graphique des avis de décès couramment placardés dans l'espace public en Croatie. Ici, il s'agit des noms des victimes du massacre d'Ovčara, qui ont été privées de sépulture, et dont les proches ont été privés des rituels accompagnant le processus de deuil jusqu'à la réintégration pacifique, et même jusqu'à présent dans la mesure où certaines victimes sont toujours portées disparues.

Les cartes professionnelles du personnel médical comptant parmi les victimes du massacre ont été encadrées au-dessus des avis des décès. Sur le pan de mur gauche, sont exposées des photographies d'époque, montrant le personnel médical lors de la prise en charge de blessés, ou lors de moments informels, ainsi que quelques des clichés qui semblent avoir été pris lors de l'évacuation de la ville. Un trou béant dans le plafond causé par un bombardement aérien a été laissé en l'état et mis en évidence par un éclairage spécifique.

Le musée continue dans le bunker de l'hôpital, où le mobilier, le matériel médical de l'époque, et même le papier peint ont été conservés et employés pour constituer un diorama dans lequel prennent place des dizaines de mannequins grandeur nature.

Enfin, dans une pièce transformée en mémorial, aux murs recouverts de miroirs, de bougies brûlent sur un cube lumineux rouge qui éclaire la pièce, et un message enregistré dans lequel une voix masculine scandé, d'un ton monocorde, les noms des victimes par ordre alphabétique, est diffusé en continu.

James Mayo, qui établit une classification des mémoriaux et monuments de guerre selon leur degré d'utilité sociale d'une part, et le sentiment sacré ou profane qui leur est associé d'autre part, affirme :

« All memorials have utility, modest or not. They can be used solely to remember the past, or they may be buildings like schools or hospitals constructed for other human activities. Although these buildings derive their primary identity from public uses, they may have a secondary identity as memorials. This aspect provides an added layer of meaning to these structures. » (1988 : 63)

L'hôpital Vukovar cumule un haut niveau d'utilité sociale et une fonction mémorielle d'une grande importance symbolique. Le fait que le musée soit situé dans l'enceinte de l'hôpital provoque une irruption intermittente du profane dans le sacré, provoquant un certain malaise. En effet, le couloir souterrain qui relie les différentes parties de l'hôpital est fréquenté par les membres du personnel médical, médecins, infirmières, brancardiers, qui discutent, téléphonent, transportent du matériels, et ces activités triviales peuvent sembler incompatibles avec la déférence et le recueillement attendus dans un lieu de mémoire.

La mise en scène adoptée dans le musée de l'hôpital donne à voir les conditions d'hospitalisation de fortune au cours du siège et reproduit l'effet de claustration. Cela crée une impression de réalisme, et l'illusion du temps suspendu. La volonté de préserver l'authenticité des lieux accroît la portée immersive du musée et permet aux visiteurs de faire l'expérience par procuration de l'intensité de la situation. Le choix narratif adopté par les concepteurs, discutable d'un point de vue esthétique et pédagogique, présente au demeurant une incontestable efficacité symbolique, il suscite des émotions puissantes qui suspendent le raisonnement, créant un malaise profond et durable dont j'ai fait l'expérience.

J'ai visité le musée à deux reprises, et malgré des circonstances différentes, cette expérience a imprimé en moi des émotions négatives. Il m'était déjà arrivée d'« être affectée » pour reprendre les mots de Jeanne Favret-Saada (2009 : 145), d'éprouver de la tristesse, de la compassion, de l'affliction, ou un certain malaise, en visitant des lieux de mémoire, en particulier dans le camp de concentration de Jasenovac, parce que cela entraînait en résonance avec une histoire familiale marquée par les atrocités de la Seconde guerre mondiale. Mais au musée de l'hôpital, c'était la première – et unique – fois qu'un dispositif muséographique me faisait éprouver un tel sentiment d'angoisse mêlé de répulsion.

Au cours de ma première visite (23 novembre 2011), effectuée en compagnie de Siniša Maslovara, directeur adjoint de l'hôpital, qui exerça comme médecin pendant le siège, mon interlocuteur, visiblement ému, m'explique qu'il évite de se remémorer les événements, même

s'il passe dans ce couloir tous les jours. Il me montre les clichés sur lesquels il figure, mais refuse de s'étendre sur son expérience du siège. Sur le moment, les lieux, alors fréquentés par un groupe de jeunes adultes et un groupe scolaire, m'avaient laissé une impression désagréable, et j'avais trouvé la mise en scène rustre, lugubre et un tantinet malséante.



Figure n°26 : Exposition permanente Hôpital de Vukovar
Vukovar 15/04/2015. Clichés de l'auteure

Mais lors de ma deuxième visite (15 avril 2015), le musée est vide, hormis une famille qui, sitôt arrivée, s'empresse de quitter les lieux. Je suis seule dans cet espace au plafond bas et dépourvu de lumière naturelle, me faufilant entre les rangées de lits superposés, au milieu des mannequins enroulés dans des bandelettes de gaze blanches, tels des momies, représentant des blessés alités, des amputés, des femmes enceintes, des nourrissons en couveuse, des jeunes enfants au chevet de leurs parents, des infirmières et des médecins prodiguant des soins aux

patients. L'atmosphère sonore, qui reproduit de le contenu de messages radio de l'époque, accentue le caractère oppressant et lugubre de la mise en scène. Après une heure passée à observer et photographier l'exposition, la gorge nouée, je ressens un incoercible besoin de quitter les lieux.

-Le monument « Croix au confluent de la Vuka et du Danube » (*Središnji Križ na Ušću Vuke U Dunav*), inauguré en octobre 1998, est érigé, comme son nom l'indique, sur un promontoire situé à la confluence de la rivière Vuka et du fleuve Danube dans le centre ville de Vukovar. Œuvre du sculpteur, politicien et entrepreneur istrien Šime Vidulin, le monument, en pierre calcaire blanche issue des carrières de l'île de Brač, représente une croix monumentale.

Outre sa forme de croix latine qui l'assimile au catholicisme romain, le monument porte de nombreux symboles nationaux gravés à sa surface : motif ornemental traditionnel (*pleter*), blason à damier, inscription en alphabet latin « Aux victimes pour la Croatie libre » (*Žrtvama za slobodnu hrvatsku*), inscription en alphabet glagolitique d'un vers du poète et seigneur croate de la Renaissance Fran Krsto Frankopan « Celui qui meurt avec honneur vivra pour toujours⁹⁸ ». Ces différents éléments attestent que ce monument est consacré exclusivement aux victimes croates de la guerre, à l'instar de la plupart des dispositifs mémoriels.

Du fait de ses dimensions imposantes (9,5m de haut) et de son emplacement, le monument constitue un important marqueur territorial adressé à la fois aux habitants serbes de Vukovar et à la Serbie sur la rive en face, ainsi que l'affirme Britt Baillie : « *The monument serves as a reminder to the Serbs across the river and in the city of their 'aggressor status'* » (2013 : 315). Cette analyse est partagée par Kruno Kardov qui affirme :

« *In Vukovar the function of monuments as generators of places is obvious, for all of them raised in mixed or Serbian-populated neighborhoods. The most clearly marked place is situated in the center of the town where the Vuka River flows into the Danube [...]. The monument is a large cross chiseled out of white stone and about six meters tall. As one approaches the monument along narrow path, one can notice its dominance and « sense of place ».* » (2007 : 75)

L'auteur ajoute que les habitants serbes se rendent rarement, sinon jamais, sur le site et s'y sentent en insécurité. Le fait que le monument soit éclairé par un projecteur à la nuit tombée, le rendant visible en permanence, corrobore la fonction spatiale du monument, par-delà sa fonction commémorative.

⁹⁸ Source : <https://turizamvukovar.hr/en/discover/vukovarski-nokturno/>

Le site est visité par les groupes scolaires et les visiteurs nationaux qui viennent se recueillir, prendre des photographies, déposer des fleurs, des bougies et des drapeaux, mais aussi des objets personnels. Les touristes internationaux qui débarquent des bateaux de croisière fluviale à quelques dizaines de mètres de là, se rendent parfois au pied du monument, individuellement ou lors de visites guidées. Les bancs de pierre installés à proximité du monument sont aussi fréquentés par les habitants qui viennent profiter de la vue incomparable sur le fleuve.

-Le « cimetière-mémorial des victimes de la guerre patriotique » (*Memorijalno groblje žrtava iz Domovinskog rata*) se trouve à l'emplacement de la fosse commune où ont été inhumées les dépouilles des civils et des défenseurs rassemblées par les forces serbes à la fin du siège, entreprise pour laquelle les prisonniers ont été enrôlés de force avant leur transfert dans des camps de détention, ainsi que me l'explique Mirjana Kiš, conservatrice au Centre commémoratif de la guerre patriotique :

« Après la chute de Vukovar, quelques uns des défenseurs captifs ont été forcés de ramasser les cadavres dans les rues de la ville, les mettre dans des sacs plastiques et le trou était déjà creusé donc ils les ont déposé dedans, il y en avait 938 ! 938 morts ! » (Extrait d'entretien, Mirjana Kiš, Vukovar, 15/05/2012)

Une fois achevées les opérations de déminage des lieux et le processus d'exhumation et d'identification des victimes, consécutif à la réintégration de la Slavonie orientale, l'aménagement du cimetière a débuté, avec la création des allées bordées de cyprès, organisées selon le statut des défunts : allées pour les victimes civiles (la plus jeune victime identifiée était un nourrisson âgé de 6 mois, la victime la plus âgée avait 104 ans), allées pour les défenseurs ayant perdu la vie au cours du siège et dont les tombes portent la mention « *Hrvatski branitelj* » (défenseur croate), et allées pour les anciens combattants et leur famille décédés depuis la fin de la guerre. Les pierres tombales sont identiques, en granit noir, de même dimension, avec une inscription en lettres dorées comme pour signifier la communauté de destin entre les victimes, et, sauf pour les défunts appartenant à la dernière catégorie, elles ont pour point commun leur date de décès à l'automne 1991. Sur certaines sépultures, les proches ont ajouté un portrait encadré, comme pour rendre au défunt son individualité, invisibilisée par la conception de ce dispositif uniformisant.

Après avoir traversé l'allée centrale, on accède au monument au cœur du cimetière-mémorial. Réalisé par Đurđica et Tomislav Ostojica, le monument en bronze patiné, de quatre mètres de haut, a été inauguré le 5 août 2000. Il représente une « croix aérienne », car une croix en

négatif se dégage des quatre blocs de bronze juxtaposés, et en son centre brûle une flamme éternelle. De part et d'autre du monument, sur la « Place du souvenir » ont été placés deux autels en bronze, afin de permettre aux visiteurs d'y déposer des bougies.

Le dispositif comporte également 938 croix de marbre blanc qui convergent vers le monument, symbolisant les 938 victimes exhumées de la fosse commune. Cet agencement rappelle des lieux de mémoire existants, en particulier le cimetière américain de Colleville-sur-Mer (mémorial de Caen). Toutefois, là où le cimetière américain prend en compte la diversité confessionnelle des défunts (notamment de confession juive), le cimetière-mémorial de Vukovar, malgré la diversité confessionnelle des victimes de la guerre, n'intègre pas cette dimension dans sa conception, centrée uniquement sur les attributs de la foi catholique dominante.

Ce qui ressort de la visite du cimetière-mémorial, considéré comme un haut-lieu de mémoire, c'est la focalisation sur les souffrances de la Nation croate personnifiée, au détriment des victimes individuelles.

-Le complexe mémoriel d'Ovčara se compose d'un mémorial et de deux stèles. Distant de Vukovar d'une dizaine de kilomètres, le mémorial inauguré en 2006 est situé à l'emplacement de la ferme porcine abandonnée où ont été détenues et torturées par des unités paramilitaires serbes, les 261 personnes arrêtées à l'hôpital de Vukovar. Parmi elles se trouvaient des civils et des défenseurs blessés, des membres du personnel médical, le journaliste Siniša Glavašević, le volontaire français Jean-Michel Nicolier. Les prisonniers étaient âgés de 16 à 72 ans et parmi eux, se trouvait une femme enceinte de 5 mois. Les détenus ont été conduits par groupe de 10-15 personnes en camion jusqu'à la fosse où ils ont été exécutés par balle. Le charnier a été ouvert en 1996, en présence des enquêteurs du TPYI, et alors que la région était encore sous administration internationale.

Le mémorial, conçu par le peintre croate Miljenko Romić, est constitué d'une pièce unique peinte en noire et non éclairée – sinon par une lumière du jour qui pénètre indirectement, où les noms des 200 victimes exhumées de la fosse commune d'Ovčara et des 60 personnes toujours portées disparues, sont diffusés en permanence à l'aide d'un dispositif lumineux, et semblent s'enfoncer au cœur d'une spirale de béton au centre de la pièce. Sur les murs, sur une enfilade de cases noires sont écrits en blanc les noms des victimes, et leurs visages en sépia apparaissent par intermittence et s'estompent après quelques secondes, comme pour rendre compte de la présence-absence des défunts, de la ténuité de ces vies réduites à néant par la guerre, et de la nécessité de se souvenir pour éviter leur disparition irrémédiable. Le

revêtement du sol est composé de béton, où ont été incrustées des cartouches vides. Dans une cavité éclairée creusée dans le sol tout le long de la pièce, des effets ayant appartenu aux victimes sont entreposés sur de la paille, donnant au visiteur l'impression de découvrir le lieu de détention en l'état. Ces objets dérisoires – photographies, billets et banque, papiers d'identité, chapelet, ou encore trousseau de clefs et montre-bracelet – permettent d'humaniser les défunts et ajoutent encore à l'horreur, par le décalage qui s'opère entre ces objets de la vie quotidienne ordinaire et la violence extraordinaire à laquelle les victimes ont été soumises. Encore une fois, le parti-pris muséographique est celui de l'immersion, qui permet une plus grande empathie avec les victimes et provoque un sentiment de malaise, d'oppression et de tristesse.

Renata Schellenberg considère en outre que le Mémorial d'Ovčara entérine la représentation de Vukovar comme symbole du sacrifice pour la liberté, comme incarnation de la bravoure et de la résistance croate, elle affirme :

« The memorial's caption is unequivocal in its understanding of the event : it irreducibly equates courage, life, Vukovar and Croatia as overlapping and complementary themes, forging thereby a distinct image of exalted national heroism for the Ovčara victims for all visitors to see. » (op.cit. : 17)

À la sortie du mémorial, outre la boutique souvenir qui permet de financer le fonctionnement du lieux, se trouve un livre d'or où les visiteurs sont invités à inscrire leur ressenti. Sur le crucifix de bois, installé contre la façade du bâtiment, des chapelets sont suspendus par centaines, et à ses pieds des dizaines veilleuses rouges ou estampillées du blason croate se consomment. À quelques mètres du mémorial se trouve une stèle de calcaire blanc, œuvre du sculpteur Ante Sardelić Kraljević sur laquelle est sculpté un bas-relief représentant un squelette recroquevillé sur lui-même, rappelant le sort des victimes ensevelies sans considération.

Neuf cent mètres plus loin, à l'emplacement du charnier, se trouve un autre monument constitué d'une stèle de granit noire sur laquelle est figurée en négatif une colombe de la paix. L'œuvre du sculpteur Slavomir Drinković⁹⁹, est dévoilée en décembre 1998, soit quelques mois à peine après la réintégration pacifique de la région. Elle porte l'inscription « À la mémoire des 200 soldats et civils Croates de l'hôpital de Vukovar qui ont été exécutés durant l'agression serbe contre la Croatie », ainsi que le blason à damier croate. Elle s'insère dans une composition paysagère de 200 boissens symbolisant les 200 victimes découvertes dans le

⁹⁹ Selon Vjeran Pavlakovic, l'œuvre de Slavomir Drinković a été dupliquée à soixante-huit reprises, conformément à la volonté de l'État d'installer une stèle à l'emplacement de chaque charniers de la guerre patriotique (2019 : 236)

charnier, dont elle représente les dimensions et la localisation.

L'entrée du site, au milieu des cultures céréalières, est marquée par une plaque descriptive de calcaire blanc et de bronze, où les visiteurs qui viennent se recueillir déposent fleurs, chapelets et bougies, et qui constituent autant de marqueurs de croacité. En dépit du fait qu'au nombre des victimes se trouvaient des personnes de différentes nationalités¹⁰⁰ (Croates, Bosniaques, Hongrois, mais aussi Serbes) le massacre d'Ovčara demeure largement appréhendé à partir de la polarisation Croates versus Serbes¹⁰¹.

-Le Centre commémoratif de la guerre patriotique Vukovar (MCDRVU), aménagé dans les anciens baraquements de la JNA, employés par l'armée yougoslave pendant le siège de Vukovar, fait partie des nombreux lieux de mémoire *in situ* de Vukovar. Le MCDRVU se trouve sur un site militaire et n'est donc pas en libre accès. Il faut présenter ses papiers d'identité à un soldat pour pouvoir franchir la barrière qui délimite le périmètre de la caserne, il n'est pas possible de faire la visite de l'exposition permanente consacrée à la bataille de Vukovar de façon autonome, mais il est nécessaire d'être guidé par un conservateur du musée. Les salles sont fermées à clef, ce qui s'explique notamment par l'importante quantité d'armes à feu qu'abrite l'exposition.

Lors de mes deux premières visites du centre (22/11/2011 et 15/05/2012), il apparaît assez rapidement que l'établissement ne dispose pas de fonds considérables. Dans leur majorité, les matériaux exposés sont des documents papier : cartes, listes de noms, répertoire des défunts, avis de décès, dessins, photographies de petit format. La muséographie est sommaire et artisanale, les artefacts sont peu nombreux (hormis les armes à feu). Une palissade composée de 87 planches de bois brut symbolisant les 87 jours de siège constitue le centre de l'exposition. Les événements survenus au jour le jour sont retranscrits sur une feuille A4 plastifiée, parfois accompagnée d'une photographie en noir et blanc et agrafée sur chaque planche de bois dont le nombre a simplement été écrit au feutre noir. Et en son centre, comme pour montrer la place centrale occupée par les défenseurs dans cet épisode majeur de l'histoire croate contemporaine, l'équipement d'un défenseur est suspendus sur des barres d'armature de chantier rouillées.

Dans une pièce bâchée, le contenu d'une malle d'approvisionnement, identique à celles qui ont été larguées par avion au dessus de la ville assiégée, est exposé : cartouche de cigarette, petit nécessaire médical, radio, rations alimentaires, livres. Dans une autre pièce, un fil barbelé

¹⁰⁰ Ainsi qu'on peut notamment le lire sur le site internet du centre commémoratif de la guerre patriotique qui coordonne un projet de visite virtuelle de lieux de mémoire de Vukovar. Source : <http://360.mcdrvu.hr/en/>

¹⁰¹ Cette polarisation se retrouve dans la majorité des lieux de mémoire que j'ai visité au cours de mon terrain, ainsi qu'il en sera question dans une section ultérieure.

tendu sépare le visiteur d'un lit métallique dont le matelas et la couverture ont été posé au sol, une grande carte de Yougoslavie est fixée au mur et trois noms ont été imprimés et collés sur le cadre : Niš, Sremska Mitrovica et Stajicevo, il s'agit de la localisation de trois des camps de prisonniers (situés en Serbie et en Republika Srpska) où ont été détenus et torturés pendant de long mois les civils et défenseurs faits prisonniers consécutivement à la chute de Vukovar, avant d'être libérés dans le cadre d'échanges de prisonniers.

Dans un bâtiment de briques, long et étroit, semblable à un corps de ferme, les conservateurs du centre ont décidé d'installer une reconstitution des camps de prisonniers de Stajicevo et Begejci, en raison de la similitude des lieux. Des couvertures sont alignées à même le sol en béton, formant deux rangées de part et d'autre du bâtiment. Des silhouettes en métal représentant les prisonniers sont alignés entre les couvertures, dans une position similaire, correspondant aux descriptions faites par les anciens détenus : accroupis face au mur et les deux mains sur la nuque, de telle sorte qu'ils ne puissent pas voir les soldats, qui pouvaient ainsi les battre aisément en circulant entre les allées, et qu'ils ne puissent pas communiquer entre eux, ainsi que me le rapporte Mirjana Kiš lors de la visite de cette salle. Et parmi ces détenus, même si les hommes adultes étaient majoritaires, se trouvaient aussi des femmes, notamment des femmes âgées, ainsi que des enfants.

Le centre initialement administré par l'armée croate, a changé de statut en 2013 sur décision du gouvernement pour être rattaché au Ministère des Anciens combattants, et gère désormais le complexe d'Ovčara et le Mémorial des défenseurs croates, qui constituaient jusqu'à lors des entités distinctes. Ce changement de statut a été accompagné de financements, donnant lieu à la rénovation du site.

J'ai eu l'opportunité de visiter la nouvelle exposition permanente avec le colonel Marin Ivanković, directeur du MCDRVU et vétéran de la guerre patriotique, le 14 avril 2015, lors de mon dernier séjour. Cela a donné lieu à une entrevue hybride entre conversation informelle, entretien biographique, visite guidée et entretien itinérant, d'une sincérité et d'une sensibilité à laquelle je ne me serais pas attendue, étant donné la teneur très formelle et paternaliste des interactions que j'avais pu avoir avec des militaires croates jusqu'à lors. Ayant déjà effectué deux visites guidées-entretiens avec la conservatrice Mirjana Kiš lors de mes deux terrains précédents, cette nouvelle visite me permet de constater l'ampleur des changements intervenus depuis mon dernier séjour.

La nouvelle exposition permanente se trouve dans un baraquement dont le revêtement reproduit l'effet de camouflage des tenues et véhicules militaires. Le bâtiment est plus spacieux et lumineux, la muséographie plus moderne, mais les artefacts exposés, qui pour une

bonne part ont été donnés au Centre par des vétérans et des habitants, sont toujours relativement peu nombreux, et l'exposition fait la part belle aux armes à feu et aux dispositifs artisanaux fabriqués par les défenseurs. Sur les panneaux servant à compartimenter la pièce sont exposées de nombreuses photographies de défenseurs et des dommages infligés à l'ennemi, ainsi que des photographies de la ville en ruine, des cartes, des coupures de presse, des bannières et drapeaux de la 204^e brigade.

Une vitrine contient des décorations militaires dans leur écrin, dont les vétérans (ou leur famille) ont fait don au musée. Dans une autre vitrine, sont exposés des documents et artefacts donnant à voir l'expérience des camps : rapports de la Croix rouge, dessins de prisonniers, chaussures de fortune, crucifix fabriqués en lacets.

Certains éléments ont été réemployés, comme la malle larguée par avion, mais la cartouche de cigarettes et les livres visibles dans la version précédente ont disparu et son contenu se résume désormais aux médicaments et au matériel médical. La liste des personnes « enlevées et détenues de force après l'occupation de Vukovar » (*Nasilno odvedeni i zatočeni nakon okupacije Vukovara*) a été remaniée, de façon à ce qu'apparaisse en filigrane une carte de la Croatie en dizaines d'exemplaires.

Tous les articles de presse consacrés à la bataille de Vukovar ont été compilés par la journaliste Alenka Mirković, ayant réussi à fuir la ville avec certains de ses collègues employés à la radio de Vukovar, en franchissant les lignes ennemies à la fin du siège. La journaliste a fait don de sa compilation d'archives au MCDRVU qui les a organisés chronologiquement et scannés afin de constituer une base de données multimédia consultable par les visiteurs.

Des écrans plats disséminés dans le bâtiment permettent de diffuser des vidéos, mais ils ne sont pas allumés lors de ma visite. Ce recours aux « technologies interactives », qui constituent une nouvelle forme de médiation culturelle, participe d'une tendance de fond dans les pratiques muséographiques à l'œuvre depuis le milieu des années 1990 (Vidal, 2003 : 64). Les interfaces numériques et les technologies multimédia permettent, par leur interactivité, d'impliquer les visiteurs et de leur proposer une expérience plus personnalisée, ce qui s'avère particulièrement intéressant avec le public scolaire. C'est aussi un moyen de pallier au fait que – malgré la rénovation du musée – le MCDRVU ne dispose que d'un nombre limité d'artefacts.

Les outils multimédias sont aussi employés pour accentuer le caractère immersif de l'expérience, notamment avec l'acquisition récente d'un petit avion utilisé par les défenseurs pendant le siège pour approvisionner la ville, tant bien que mal, en denrées de première

nécessité (nourriture, médicaments, cigarettes) qui doit être restauré et équipé de façon à recréer les conditions de largage de denrées au cours de la guerre et permettre aux visiteurs d'expérimenter les sensations, sonores et kinesthésiques notamment, éprouvées par les pilotes et ainsi créer un sentiment d'immersion intense chez les élèves.

Cet avion vient rejoindre l'arsenal déjà conséquent de véhicules militaires datant de l'époque du siège, dont certains sont disposés sur le site de façon à reproduire à échelle réduite le champ de bataille tel qu'il s'est déroulé dans cette partie de la ville. Outre les engins ayant appartenu à la JNA (véhicules de transports de troupes, chars d'assaut), sont aussi exposés des blindés et avions de l'armée croate, ainsi que des équipements détournés de leur usage initial et bricolés par les défenseurs pour être utilisés comme ambulance, comme avion de reconnaissance et des armes de confection artisanale.

À proximité des véhicules, différentes catégories de mines anti-personnelles ont été regroupées et sont exposés à côté d'un panneau explicatif détaillant les différents types de mines, leur localisation dans le monde et en Croatie, ainsi que les risques encourus, photographies d'enfants amputés à l'appui.

Marin Ivanković me raconte que, lors de la visite des groupes scolaires, il insiste sur les dangers que les mines représentent encore aujourd'hui en Croatie :

« S'il y a bien 15 minutes où je leur réclame toute leur attention, c'est à ce moment là, parce que c'est très sérieux. Voilà, maintenant tout le monde a un téléphone, internet et tout, alors quand ils rencontrent une mine, je leur explique qu'il ne faut surtout pas y toucher, il faut aussitôt appeler la police, parce qu'il ne faut pas croire que c'est inoffensif, après on va lire que des enfants jouaient en forêt, qu'ils ont trouvé une mine et il faut couper un bras ou une jambe, ou bien il y a un mort et on trouve ça dans le journal. J'insiste vraiment là-dessus, parce que c'est grave. » (Extrait d'entretien, Marin Ivanković, Vukovar, 14/04/2015)

L'ensemble du dispositif est focalisé sur l'aspect militaire du siège : cartes des opérations militaires, armes et équipements utilisés par les défenseurs, véhicules militaires, décorations militaires, photographies des défenseurs. Il s'agit de montrer la bravoure, l'héroïsme et la ténacité des défenseurs sous-équipés ayant fait preuve d'une résistance acharnée face à la puissance de frappe de la troisième armée européenne. Le dispositif ne laisse aucune place au vécu des civils, il ne s'attarde pas sur le sort des femmes, des enfants ou des personnes âgées, comme si le siège de Vukovar pouvait se résumer au sort des défenseurs.

Cette situation contraste avec le musée d'histoire de la guerre de Sarajevo, que j'ai visité le 20 juillet 2011, où l'expérience habitante a été mise en scène, notamment au moyen de diorama reproduisant les conditions de vie des habitants, ou à travers la collection de poêles à bois

confectionnés par les habitants à partir de marmites ou de boîtes de conserve, ainsi que par le biais de nombreuses photographies, mettant l'accent à la fois sur les difficultés quotidiennes endurées par les Sarajéviens au cours de siège, et sur la résilience, l'ingéniosité et la solidarité dont ils ont dû faire preuve pour survivre au dénuement et à la violence de la guerre.

Depuis, ma dernière visite, les bâtiments destinés à l'accueil des groupes scolaires (hébergement, restauration et salles de conférence) ont été inaugurés, conformément à la volonté de l'État croate de faire de cette institution un acteur central dans la transmission de la mémoire officielle, notamment à travers le programme de voyage scolaire à Vukovar obligatoire pour les élèves de 8^e année, ainsi qu'on peut le lire sur le site Internet du Ministère de tutelle de l'établissement :

« L'activité de l'institution publique Centre commémoratif de la guerre patriotique – Vukovar est de familiariser les élèves et les autres visiteurs aux valeurs de la Guerre patriotique et de la bataille de Vukovar, la présentation des documents commémoratifs et le transport, l'hébergement et les repas pour les étudiants et les autres visiteurs conformément aux réglementations régissant le transport, la restauration et services touristiques.¹⁰² » (traduction croate-français réalisée par une informatrice).

En effet, le MCDRVU accueille désormais chaque année 40 000 élèves environ, qui visitent les principaux lieux de mémoire, participent à des ateliers et assistent à des présentations dans le cadre du programme École de la paix, dont le but annoncé est : « enseigner la coexistence, la compréhension et la tolérance¹⁰³ », mais aussi « éduquer des citoyens responsables, conscient de la nécessité de respecter les différences et de nourrir une paix durable¹⁰⁴ ».

Au cours de ces deux journées, les élèves visitent en outre le musée de la ville de Vukovar et le musée archéologique de Vučedol. Il va sans dire que le programme de ce séjour est ambitieux, et chargé. Pourtant je ne peux m'empêcher de remarquer l'inadéquation qui apparaît entre les intentions affichées par les promoteurs de ce programme et le message véhiculé par les différents lieux de mémoire visité, qui se focalisent sur les souffrances croates et perpétuent la défiance inter-communautaire.

- Le « Mémorial des défenseurs croates - route de Trpinjska » (Spomen Dom Hrvatskih branitelja – Trpinjska cesta) a été conçu par Miljenko Romić, auteur du mémorial d'Ovčara, et les ressemblances entre les deux dispositifs mémoriels sont frappantes : mémorial *in situ* (le mémorial de Trpinjska a été bâti à l'emplacement du centre de commandement des défenseurs

¹⁰² Source : <https://branitelji.gov.hr/memorijalni-centar-domovinskog-rata-vukovar/806>

¹⁰³ Source : <https://www.mcdrvu.hr/en/school-program/eighth-graders-visit-vukovar/>

¹⁰⁴ Source : <https://www.mcdrvu.hr/en/school-program/school-of-peace/>

installé dans cette partie de la ville), sol de béton incrusté de plaques métalliques, peinture murale noire, absence de fenêtre, dispositif articulé autour d'une spirale centrale, projection animée de noms en caractères rouge (en l'occurrence le nom des membres de la 204^e brigade tombés au combat), artefacts issus de la guerre, surface restreinte. La muséographie comporte par ailleurs un système multimédia, composé d'une douzaine de télévisions à écran plat qui diffusent des images de la bataille de Vukovar, ainsi que des éléments biographiques des combattants décédés. À l'intérieur de la spirale, la tourelle d'un char (orné du drapeau yougoslave et d'un symbole serbe tagué à la peinture rouge) semble avoir été récemment abattu par les défenseurs, et il est surmonté d'une chape de verre qui permet aux visiteurs de surplomber littéralement les restes de l'ennemi vaincu.

Lors de ma visite (20 novembre 2011), le mémorial accueille une exposition de photographies du comté de Vukovar pendant la guerre, compilées par Marjjan Gubina, auteur, travailleur social et pacifiste croate qui fut arrêté par les forces serbes à l'âge de 10 ans, et détenu en camp pendant 260 jours.

Outre le mémorial, le dispositif comprends aussi le buste de Blago Zadro, vice-président de la section locale du HDZ et employé de l'usine de Borovo, qui pris le commandement d'un bataillon de la 204^e brigade, et organisa la défense de la route de Trpinjska, empêchant la JNA de pénétrer Vukovar par cet axe, avant de périr dans un assaut le 16 octobre 1991. Considéré comme un héros de la guerre patriotique, il a été promu au grade de Général de division à titre posthume.

Parmi les faits d'armes des défenseurs, on compte la destruction de nombreux chars de la JNA, qui ont valu à cette route le surnom de « cimetière des chars ». En référence à ces exploits, un char d'assaut, dont le canon pointe vers Vukovar est installé à gauche du bâtiment. L'ensemble du dispositif est conçu pour célébrer l'héroïsme, la bravoure et le sacrifice des défenseurs croates.

Par ailleurs, le paysage mémoriel de Vukovar comprend de nombreux dispositifs que je qualifierais de « subsidiaires » dans la mesure où ils commémorent des catégories plus étroites de victimes (policiers, joueurs de football, habitants d'un quartier particulier...), qu'ils sont plus excentrés, et par voie de conséquence, moins fréquentés, ou qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une patrimonialisation. Pour Bénédicte Tratnjek, « il existe donc une distinction entre monuments aux morts « ordinaires » et « extraordinaires », entre ceux qui valent le détour et ceux qui ne marquent pas le paysage au-delà des temps de la commémoration » (2009 : 4).

D'ailleurs, ils figurent rarement, sinon jamais, dans les documents répertoriant les lieux de mémoire de Vukovar. Pour autant, cela ne signifie pas que ces dispositifs soient anodins ou

qu'ils n'ont pas de valeur aux yeux des habitants. Parmi ces dispositifs, on trouve : le camp de prisonniers de Velepromet, la radio de Vukovar (où se situe une plaque commémorative ainsi qu'un buste Siniša Glavašević), l'église Saint-Philippe (où le crucifix calciné et la cloche de l'église détruite pendant la guerre sont conservés comme de véritables reliques), la stèle du charnier Nova, la croix de Lužac, la stèle et le monument paysager dédiés aux policiers à Borovo Selo, le monument dédié à l'équipe de football- HNK, la croix de Sotin, la place-monument aux victimes d'Ovčara, l'ancre de Trogir.

Outre ces dispositifs monumentaux, l'inscription de la mémoire dans l'espace public passe aussi des éléments discrets, presque imperceptibles, que sont les plaques commémoratives apposées sur des bâtiments publics ou privés (poste, lycée, école maternelle, antenne locale du HDZ).

Enfin, pour que le tour d'horizon du paysage mémoriel de Vukovar soit exhaustif, il convient de mentionner le cimetière des combattants serbes, dont il sera question dans le chapitre suivant.

Chaque année, à la date de 18 novembre, ont lieu les cérémonies qui commémorent la chute de la ville aux mains des forces serbes. En 2011, alors j'effectuais mon premier séjour sur le terrain, et malgré des conditions d'enquête difficiles, j'ai pu procéder à des observations de la journée de commémoration des 20 ans de la chute de la ville.

Arrivée par bus d'Osijek, où je réside dans une auberge de jeunesse située au-dessus d'un pub, je rejoins à l'aube l'hôpital de Vukovar où doivent débiter les cérémonies. Un important dispositif de sécurité a été mis en place pour canaliser la foule. Mais pour l'heure, sur place, les seules personnes présentes sont des employés municipaux qui disposent des pots de chrysanthèmes et veillent à la propreté du site, des techniciens qui s'affairent pour terminer les préparatifs, quelques journalistes qui installent leur matériel, et les membres du comité d'organisation. Peu à peu, des spectateurs et des groupes de vétérans arrivent sur les lieux. Des collations sont servies aux vétérans dans un local de l'hôpital, ce qui crée un instant d'animation. Des brigades en tenue d'apparat se rassemblent au pied d'une estrade, une chorale militaire répète avant sa prestation. Je passe deux heures à observer et à attendre le début des cérémonies, la cour de l'hôpital se remplit progressivement. Outre les militaires en fonction, brandissant drapeaux et bannières, l'assistance, maintenue à distance par des cordons de sécurité, est composée majoritairement de vétérans, qui portent des signes d'appartenance à des brigades ou des associations, et qui arborent des banderoles. Parmi eux, quelques gueules cassées aux voix rauques et qui exhalent l'alcool et la souffrance. Il y a aussi les élèves d'une école primaire, des familles, des petits groupes (composés majoritairement d'hommes d'âge

moyen issus de classes populaires). Les représentants politiques et les notables locaux ont pris place au pied de l'estrade. Je suis transi de froid et de fatigue, et aux mines qui m'entourent, j'ai la certitude que nous sommes nombreux à ressentir la morsure de l'air glacé. La brume épaisse qui émane de la plaine pannonienne refuse de se dissiper, le givre refuse de fondre, comme si la Nature avait choisi d'ajouter une dimension dramatique supplémentaire en offrant un décor qui sied à cette journée d'affliction.

À 10h, la cérémonie débute, les délégations, annoncées par le responsable du protocole, défilent devant l'estrade les unes après les autres, et quittent l'enceinte de l'hôpital après leur passage. La chorale interprète des chants *a capella*, repris en chœur par le public, et une personne lit des textes ponctuant la parade militaire. Cette partie de la cérémonie achevée, le public quitte l'enceinte de l'hôpital, et de nombreuses personnes se signent ou déposent des bougies au pied de la stèle en hommage aux 261 personnes capturées à l'hôpital et assassinées à Ovčara lors de la reddition des défenseurs. À l'extérieur de l'enceinte de l'hôpital, une foule dense a pu assister à la cérémonie retranscrite en direct sur un écran géant. Puis le cortège se met en branle pour débiter le « chemin de croix », qui mène de l'hôpital au cimetière-mémorial où sont enterrées les victimes du siège, distant de six kilomètres environ. Tous les commerces sont fermés, en guise de respect, seuls les cafés sont ouverts et proposent une halte salvatrice aux participants qui pour la plupart font le trajet à pied.

Les échafaudages de bâtiments en cours de reconstruction ont été dissimulés derrière de grandes bâches blanches, et le rez-de-chaussé d'un édifice dont il ne subsiste plus que la façade a été masqué par une banderole réalisée par les enfants d'une école dalmate. Sur le trajet, des compositions de chrysanthèmes ont été installées et de très nombreux drapeaux croates ornent les façades de bâtiments publics et privés. Les monuments ont été fleuris et des bougies brûlent à leurs pieds.

Le cortège est composé de représentants politiques, de militaires, de familles de victimes, de vétérans, d'associations, de membres du clergé catholique et de milliers de citoyens, venus seuls, en famille, ou en groupe afin d'honorer les victimes du siège et les défenseurs. Ils se rassemblent pour effectuer un véritable pèlerinage mémoriel. La colonne, qui compte environ 70% d'hommes d'après les estimations que j'ai pu faire, est longue d'un kilomètre, et la circulation routière a été coupée, afin de permettre le bon déroulement de la marche. De nombreux participants portent des banderoles, des bannières et des drapeaux, et je remarque même de nombreux jeunes hommes enveloppés dans le drapeau croate. D'autres ont les bras chargés de couronnes de fleurs, ou de bougies.

Certains habitants prennent part à la cérémonie, en cheminant avec leurs concitoyens, en affichant un drapeau à leur fenêtre ou une banderole dans leur jardin, mais pour d'autres, cette période est trop douloureuse, alors ceux qui le peuvent quittent la ville pour quelques jours, ou, le cas échéant, demeurent chez-eux pour se recueillir dans la sphère privée.

La ville et les villages environnants ne disposent pas d'une capacité hôtelière qui permettrait l'accueil d'un tel afflux de visiteurs sur une si brève période. Par conséquent, les milliers de personnes arrivant de l'ensemble du territoire et même de la diaspora font, en grande majorité, le déplacement dans des bus affrétés spécialement pour l'occasion et ne demeurent qu'une journée sur place. D'ailleurs, il y a des centaines de bus stationnés aux abords de la gare routière, le long des rues, sur les parkings publics.

La silhouette sclérosée du château d'eau auréolée de brume émerge tel un spectre au détour d'un virage. À sa vue, le silence s'abat sur le cortège, les conversations sont suspendues, même le bruit des pas sur l'asphalte semble étouffé. Les visages sont graves, les corps las. Le paysage est une monotone succession de maisonnettes, de corps de ferme et de champs en jachère. Il faut plus d'une heure trente de marche pour atteindre le cimetière-mémorial.

Lorsque j'arrive au cimetière-mémorial, la prière en l'honneur des victimes, célébrée depuis une estrade par l'évêque d'Osijek, touche à sa fin. La foule psalmodie l'*Ave Maria* avant de rejoindre le monument central, dont l'accès est restreint par un cordon de sécurité. Des membres du gouvernement, puis des délégations militaires – parmi lesquelles des soldats en uniformes modernes ainsi que des brigades en costume d'apparat d'allure austro-hongroise – se succèdent pour déposer des couronnes de fleurs sur des trépieds en fer forgé aux abords du monument, saluent la flamme éternelle qui brûle en son cœur, se recueillent un bref instant, selon un déroulement standardisé. Puis, des délégations civiles viennent déposer des gerbes de fleurs et des veilleuses aux couleurs de la Patrie et se recueillir. Une fois cette séquence protocolaire achevée, l'assistance peut à son tour accéder au monument et se disperser dans le cimetière. Les participants déambulent entre les tombes, déposent des drapeaux, des fleurs, des chapelets ou des bougies sur les pierres tombales ou sur les croix blanches qui composent le dispositif mémoriel, prennent des photographies, prient, se recueillent, se regroupent pour converser. Dans le public, il y a des individus vêtus de costumes moyenâgeux, des groupes de personnes arborant des tenues folkloriques régionales.



Figure n°27 : Une femme à la recherche de ses proches dans la section des disparus du cimetière-mémorial de Vukovar (18/11/2011). Cliché de l'auteur.

Entre les allées de croix blanches, une femme tient dans une main le portrait d'un homme et d'une enfant et dans l'autre main, une pancarte sur laquelle est inscrit « Dites moi où il est ? », par son geste elle interroge les autorités sur le sort d'un proche disparu et rappelle que deux décennies après le siège, de nombreux citoyens ignorent où se trouvent les dépouilles de leur proches.

À la sortie du cimetière, de nombreux bus sont stationnés, et les participants venus en groupes organisés embarquent à leur bord. Par ailleurs, quelques bus de ville ont été affrétés par la municipalité pour rejoindre aisément le centre ville, seulement la cérémonie a regroupé des dizaines milliers de visiteurs, alors les bus sont vite bondés. Je fais le choix d'effectuer le trajet du retour à pied, à l'instar de nombreuses autres personnes de tous âges. Arrivée dans le centre ville, je peux observer (de même qu'au cours des jours suivants) les pratiques des visiteurs, qui se restaurent dans les cafés après cette éprouvante journée, se recueillent et prient en différents endroits de la ville, prennent des photographies. C'est l'occasion de visiter les lieux de mémoire majeurs : le musée de l'hôpital, le mémorial des défenseurs croates, le mémorial d'Ovčara, le centre commémoratif de la guerre patriotique.

De nombreux événements sont organisés par le centre paroissial, la municipalité, les associations de vétérans : lectures publiques, conférences, visites guidées, expositions, messes.

II.2.2 Knin : symbole de la Patrie victorieuse

Située dans l'arrière-pays dalmate, la ville de Knin est occupée par les forces serbes de Croatie qui l'érigent en capitale de la Krajina sécessionniste dès le mois de décembre 1990, puis la ville devient l'enjeu central de l'offensive éclair mobilisant 100 000 soldats déclenchée par l'état major croate à l'été 1995 : l'opération *Oluja*.

Le sort de la ville au cours de la guerre a profondément modifié sa démographie. Alors qu'en 1991, la municipalité de Knin compte 23 025 habitants, le chiffre atteint 15 190 au recensement de 2001 (soit une diminution de 34,03%) et en 2011 la population de la municipalité atteint 15 407 habitants (soit une augmentation de 1,43% entre 2001 et 2011). Toutefois, la dépopulation concerne surtout les hameaux alentours, car la ville de Knin elle-même a vu sa population passer de 12 331 habitants en 1991 à 11 128 habitants en 2001 (soit une diminution de 9,76%), puis à 10 633 habitants en 2011 (soit une nouvelle diminution de 4,4%). Selon les géographes Martin Glamuzina, Nikola Glamuzina et Željka Šiljković, cette diminution de la population risque de s'accroître à l'avenir en raison du vieillissement de la population, visible à travers plusieurs indicateurs : âge moyen supérieur à 30 ans, pourcentage des personnes de plus de 65 ans supérieur à 7%, solde naturel¹⁰⁵ divisé par deux par rapport à la période précédente (+62 sur la période 1998-2002, contre +130 sur la période 1985-1990). Ici encore, il existe des disparités considérables entre la ville de Knin et les villages alentours qui composent la municipalité, et qui sont particulièrement affectés par le vieillissement de leur population, ce qui amène les chercheurs à conclure que ces villages sont « menacés d'extinction¹⁰⁶ » (2005 : 88).

Depuis la parution de l'article de Glamuzina, Glamuzina et Šiljković en 2005, cette tendance ne s'est pas démentie, ainsi que le donnent à voir les données issues du dernier recensement (Annexe 9, p.616). En effet, dans la plupart des communes de la municipalité de Knin, il apparaît d'une part que la diminution de la population se poursuit (seule cinq des treize communes enregistrent une augmentation, pour un total cumulé de 813 habitants supplémentaires) ; d'autre part, la tranche 0-14 ans a encore reculé (sauf dans cinq des treize communes, où elle demeure malgré tout inférieure à la tranche des plus de 65 ans) pour atteindre une moyenne de 17,8% à l'échelle de la municipalité, le plus souvent au profit de la tranche des plus de 65 ans qui représente une moyenne de 15,8% à l'échelle de la municipalité (et dépasse les 50% de la population dans trois communes).

¹⁰⁵ La différence entre le nombre de naissances et de décès sur un territoire pour une période donnée

¹⁰⁶ Ma traduction

Contrairement aux prédictions Glamuzina, Glamuzina et Šiljković, la ville de Knin est finalement affectée par le vieillissement et la diminution de sa population, alors que les données issues du recensement de 2001 employées par les auteurs, laissaient escompter un certain dynamisme d'un point de vue démographique. Mais les difficultés économiques endémiques et la paupérisation de la population ne sont pas sans conséquences sur la démographie de la municipalité.

Plus que la dépopulation de la municipalité, le changement le plus notable intervenu dans la période intercensitaire concerne la composition ethnique de la municipalité¹⁰⁷. En effet, en 1991 les Serbes représentent 85,5% des habitants, quand les Croates représentent 10,3% des habitants de la municipalité. Cela représente déjà un changement par rapport à la répartition antérieure, dû à l'exode de la communauté croate chassée par les prémices des campagnes de nettoyage ethnique. En effet, d'après Glamuzina, Glamuzina et Šiljković, la municipalité était peuplée d'environ 15% de Croates et 82% de Serbes depuis 1880 (ibid. : 84).

Puis, à l'issue de la reconquête du territoire par les forces croates, qui provoque l'exode d'environ 200 000 Serbes de Croatie, la proportion s'inverse. Ainsi, en 2001, la municipalité compte 76,5 % de Croates et 20,8% de Serbes. Cette situation est la résultante du retour de la plupart des anciens habitants croates¹⁰⁸ combiné à l'installation, en lieu et place des habitants serbes ayant fui la région en 1995, de nouveaux habitants croates en provenance d'autres régions de Croatie (environ 3 000 personnes¹⁰⁹), mais aussi de Bosnie-Herzégovine (environ 4 000 personnes¹¹⁰), et ce dès la fin de la guerre. À l'époque, le gouvernement de Tuđman a encouragé cette installation, il a même pris des dispositions sur le plan administratif et législatif pour la favoriser, dans le dessein de modifier la composition ethnique de la région, ainsi que l'affirme la politiste Janine Natalya Clark :

« In the aftermath of Operation Storm, the Croatian government showed little interest in facilitating the return of the Serb population. Instead, it encouraged an inflow of ethnic Croats from BiH and from Kosovo, in order to alter the ethnic balance of the country; and it allowed these settlers to occupy (on a temporary basis) the homes of absent Serbs. » (2013 : 709)

Outre l'attribution des logements des habitants serbes en exil à ces nouveaux arrivants, la politique démographique du gouvernement de Tuđman s'est traduite par l'octroi systématique de la citoyenneté croate aux Croates de Bosnie-Herzégovine afin de pérenniser leur

¹⁰⁷ Les données du recensement ne permettent pas de connaître la composition ethnique des différentes localités, les chiffres disponibles concernent seulement la municipalité de Knin.

¹⁰⁸ Selon Glamuzina *et al.*, la plupart des habitants croates vivant à Knin avant la guerre étaient de retour en 2001.

¹⁰⁹ Ibid. : 85

¹¹⁰ Ibid. : 85

installation. Cependant, contrairement à ce qu'affirme Clark – qui confond les données relatives à la municipalité et à la ville de Knin – cette arrivée d'émigrants croates n'a pas donné lieu à une augmentation de la population totale de Knin. Au contraire, selon Glamuzina, Glamuzina et Šiljković, « *immigration after the Homeland War did not compensate completely the population losses* » (op.cit. : 74). Toutefois, les auteurs précisent que l'intensité de l'immigration est telle que selon les données du recensement de 2001, 72,8% des habitants avaient immigrés à Knin entre 1995 et 2001, et un tiers des habitants provenaient de Bosnie-Herzégovine.

Lors du recensement de 2011, une légère inflexion s'observe avec 3 551 Serbes (soit 23% de la population) et 11 612 Croates (soit 73,4% de la population) en 2011, contre 3 164 Serbes (soit 20,8% de la population) et 11 613 Croates (soit 76,4% de la population) en 2001. Mais il faut nuancer ces données, car comme le rappelle Janine N. Clark, moins de la moitié des rapatriés Serbes de Croatie résident de façon permanente sur le territoire croate, constat partagé par l'UNHCR. Par conséquent, la répartition ethnique dans la municipalité de Knin diffère dans les faits des statistiques disponibles.

Quoi qu'il en soit, la plus grande circonspection est de mise dans l'utilisation des données statistiques, qu'il s'agisse de la répartition ethnique effective de la population de la municipalité, du nombre de victimes croates du nettoyage ethnique perpétré par les forces de la RSK, ou du nombre de victimes serbes des opérations croates de reconquête et des exactions qui en ont résulté, car ces questions sont fortement politisées et les chiffres sont mobilisés par des acteurs aux intérêts antagonistes. Ainsi, Janine N. Clark dans son article a-t-elle recours aux chiffres fournis par l'organisation belgradoise *Veritas* pour établir le nombre de victimes serbes d'*Oluja*. Pourtant Vjeran Pavlaković rapporte que non seulement l'ONG se fait le porte-voix d'une virulente propagande anti-croate élaborée par les adeptes d'un rétablissement de la RSK, mais de surcroît les données qu'elle produit sont erronées. En effet, selon l'historien, figurent dans la liste des civils serbes tués lors des opérations croates de reconquête de nombreuses personnes dont il a été avéré par la suite qu'elles étaient en vie ou qu'elles étaient décédées de causes naturelles, faisant varier du simple au double le nombre de victime serbes d'*Oluja* par rapport au nombre établi par le Comité croate Helsinki (HHO) à l'issue de ses investigations concernant les violations des droits humains perpétrées par les forces croates, avec 1 500 victimes pour les premiers contre 677 victimes pour les seconds (Pavlaković : 2008).

À la décharge de Clark – qui précise par ailleurs qu'il faut considérer ces chiffres avec précaution – il importe de noter que l'organisation *Veritas* a exercé une certaine influence auprès du TPIY, puisque les enquêteurs du Tribunal ont eu recours à ses données, lui donnant un crédit disproportionné (Pavlaković, *ibid.*).

Le retour des habitants serbes a été compliqué par le traitement de la question foncière par l'État croate. En effet, comme le rappelle Clark, l'État croate s'est prémuni du retour des habitants serbes par une loi adoptée en septembre 1995 privant de leur biens les habitants qui ne seraient pas revenu dans un délai de 90 jours. Selon l'auteure, cette mesure aurait concernée 29 800 foyers à l'échelle du pays. La question foncière a été dénoncée par de nombreuses institutions internationales et ONG comme étant la principale entrave au retour des réfugiés serbes.

Mais la situation économique désastreuse de la région constitue aussi un facteur expliquant le faible taux de retour des anciens habitants serbes. Il n'existe pas de données couplant groupe ethnique d'appartenance et tranche d'âge dans les recensements de 2001 et 2011, mais selon l'UNHCR¹¹¹ l'âge moyen des rapatriés serbes est de 51 ans, 43% des rapatriés ont plus de 60 ans (un chiffre identique au pourcentage de rapatriés qui résident en Croatie de façon permanente) et 46% sont retraités. Il est alors possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle les rapatriés serbes qui résident de façon permanente dans la municipalité de Knin sont principalement des personnes âgées qui touchent une pension de retraite et sont donc peu concernées par la morosité du marché du travail dans la région.

En effet, si Knin était autrefois un important pôle industriel et une zone de transit de grande envergure, l'économie de la ville est désormais sinistrée. Car, comme le rappellent Glamuzina et *al.* (op.cit. : 73), la guerre a provoqué la faillite de nombreuses entreprises locales et la destruction des infrastructures industrielles qui sont depuis partiellement à l'abandon, alors que le secteur secondaire représentait 36,1% des emplois de la municipalité.

Cela a pour principale conséquence un important taux de chômage, qui provoque la paupérisation de la population. Ainsi, sur les 10 231 personnes en âge de travailler (15-65ans), seules 3981 personnes occupent un emploi (soit 38,9% des personnes en âge de travailler et 25,84% de la population totale de la municipalité), ce qui fait peser une pression importante sur la part active de la population. Le graphique ci-dessous (figure n°28), élaboré à partir des données du recensement de 2011 permet d'avoir un aperçu des différents statuts d'activité des habitants de plus de 15 ans et permet de prendre la mesure de cette pression.

¹¹¹ Neven Crvenkovic, Moins de la moitié des rapatriés enregistrés vivent en Croatie, UNHCR, 16 mai 2007, source : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2007/5/4acf010b27/moitie-rapatries-enregistres-vivent-croatie-etude-hcr.html>

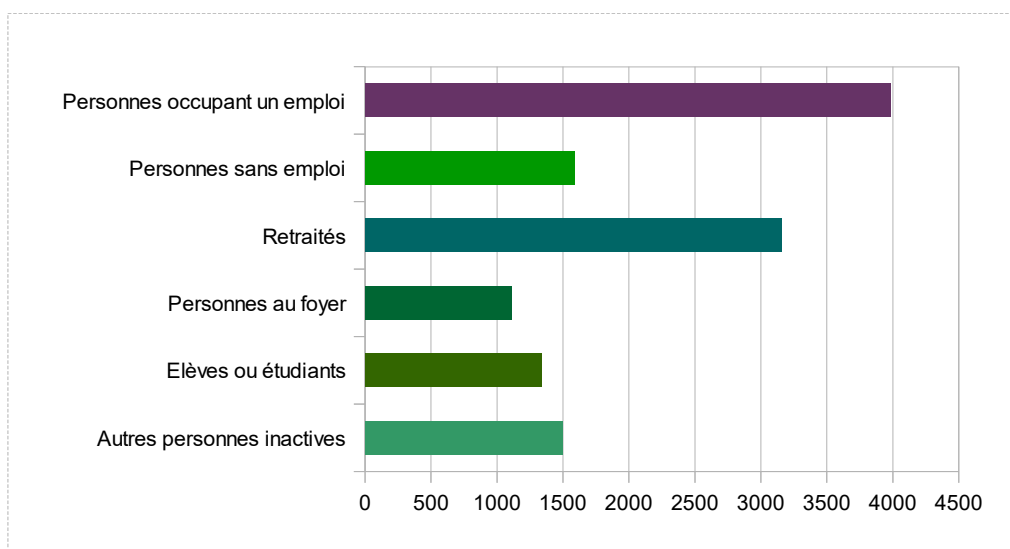


Figure n°28 : Population de plus de quinze ans par statut d'activité d'après les données issues du recensement de 2011¹¹² (la bande bordeaux représente les personnes occupant un emploi et les différentes bandes vertes figurent les différentes catégories de population « économiquement inactives »)

Mais toutes les personnes non salariées, ou « économiquement inactives » ne sont pas dépourvues de revenus, puisque les retraités représentent une importante portion de la population. Cependant, il s'agit d'une tranche particulièrement vulnérable, car le montant de la retraite en Croatie équivaut à 37% des revenus perçus lorsque la personne était en activité, ce qui représente un des taux les plus faibles de l'Union Européenne, où la moyenne est de 56%¹¹³. Sachant qu'en 2018, le salaire brut mensuel moyen¹¹⁴ était de 8 420 kuna (soit 1 132 euros) et le salaire minimum brut de 3 440 kuna (soit 462 euros), cela laisse augurer que les pensions de retraites sont dérisoires.

Malgré sa proximité avec le littoral adriatique¹¹⁵, Knin ne bénéficie guère des retombées du tourisme. Pourtant, la ville possède de nombreux atouts susceptibles d'attirer un tourisme de nature (cyclotourisme, tourisme équestre, randonnée, agrotourisme, pêche...). Mais malgré les tentatives de la municipalité, les ressources touristiques demeurent inexploitées faute d'investissement dans le secteur de l'hébergement, de la restauration et des infrastructures de loisirs, mais aussi faute d'une communication appropriée pour attirer les visiteurs, nationaux et internationaux. Par conséquent, le secteur touristique n'est pas en mesure de générer des emplois et des dividendes qui permettraient de compenser, ou à défaut d'amoindrir l'impact de la récession économique qui touche la région.

¹¹² https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_40/e01_01_40_zup15_1961.html

¹¹³ https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/les-pensions-varient-beaucoup-en-europe-ou-la-pauvrete-touche-12-6-des-retraites_1693517.html

¹¹⁴ Source : <https://www.cleiss.fr/docs/cotisations/croatie.html>

¹¹⁵ La ville se situe à 42 km de Šibenik, à 77km de Zadar et à 63km de Split, elle se trouve à une vingtaine de kilomètres du parc naturel de Krka et à une quinzaine de kilomètres du mont Dinara.

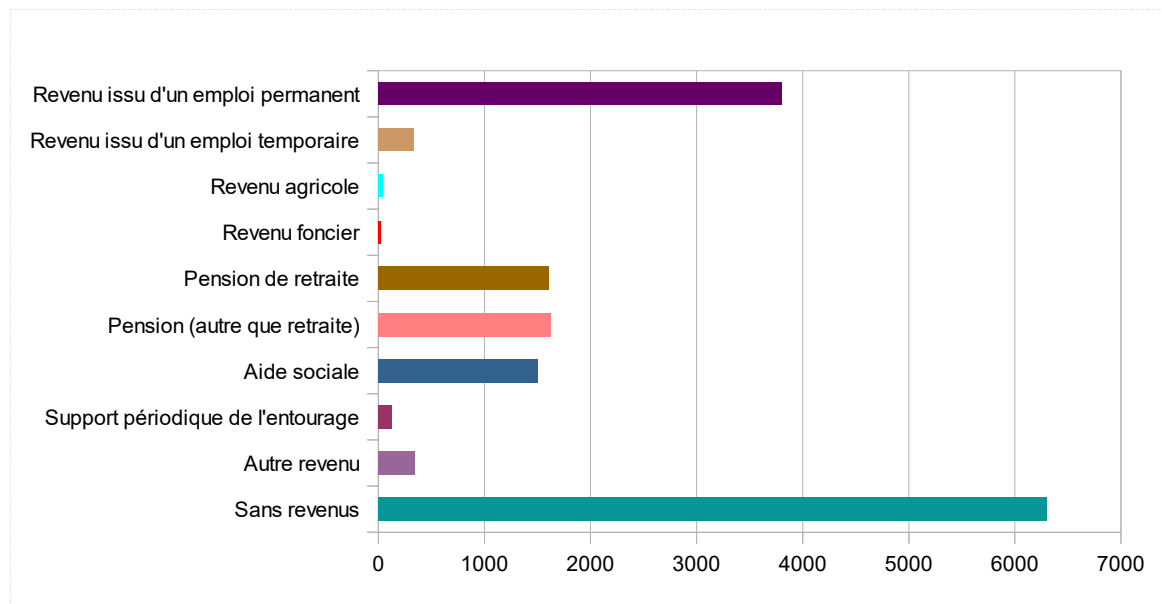


Figure n°29 : Moyen de subsistance pour l'ensemble de la population de la municipalité de Knin (toutes classes d'âge confondues), les données additionnées dépassent le nombre d'habitants en raison de la possibilité de cumul de certaines sources de revenus. Source : recensement 2011¹¹⁶

Cette situation contraste fortement avec la place qu'occupe la ville de Knin dans la mythologie nationaliste et dans le paysage mémoriel croate. En effet, au fil des ans, la ville est devenue l'espace de célébration de la patrie victorieuse, de l'intégrité territoriale recouvrée, de la mise en échec des projets grands-serbes.

Toutefois, malgré l'importance symbolique de la localité, les commémorations de l'opération *Oluja* ne se sont pas toujours déroulées à Knin. En effet, comme le rappelle Vjeran Pavlaković, les commémorations officielles avaient généralement lieu dans d'autres espaces, et ce même pendant la présidence de Tuđman :

« under Tuđman, the town of Knin was not always at the center of the ceremonies; the now practically forgotten Altar of the Homeland above Zagreb and Mirogoj Cemetery were locations where the Croatian political leaders would make appearances on this day » (2009 : 8).

Par la suite, Ivica Račan, Premier Ministre du gouvernement de coalition formé à l'issue des élections parlementaires de décembre 2000, avait fait le choix de ne pas se rendre à Knin, afin d'éviter que, durant son mandat, les commémorations ne servent d'espace de contestation à la politique pro-européenne, notamment la reconnaissance de la juridiction du TPIY sur l'opération *Oluja*, mise en œuvre par le gouvernement, ainsi que l'explique Pavlaković (2009).

¹¹⁶ https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_47/e01_01_47_zup15.html
https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_47/E01_01_47.html

C'est aussi durant cette période que le gouvernement croate reconnaît l'existence de crimes et violations des droits humains en marge des opérations militaires de reconquête, prise de position qui tranche avec la conception dominante de l'ère tudjmanienne, ce qui n'est pas sans susciter une vague de mécontentement au sein de la société croate. Avec le retour au pouvoir du HDZ en 2004, puis suite au dixième anniversaire de l'opération Tempête, Knin devient un lieu de mémoire incontournable pour le sommet de l'État croate : Président de la République, Premier Ministre et Président du Parlement de différentes orientations politiques s'y rendent désormais tous les ans. Et comme l'affirme Pavlaković « *it was the ideal location to serve as central stage for this key public ritual of the Homeland War* » (2009 : 9).

J'assiste aux commémorations d'*Oluja* le 5 août 2011, vingt ans après le début de la guerre en Croatie, et seize ans après la reconquête territoriale par les forces croates. La journée débute par le remplacement du drapeau croate flottant sur le mât au sommet de la forteresse surplombant la ville, dans une répétition du geste symbolique accompli par Franjo Tuđman au lendemain de la prise de la ville, le 5 août 1995. L'étoffe tricolore, longue de plusieurs mètres est visible depuis le centre-ville, situé à une centaine de mètres en contre-bas.

Dans l'enceinte de la forteresse, dont la construction débute au IX^e siècle, à l'époque où Knin était la capitale du royaume croate médiéval, se trouve un modeste musée d'archéologie constitué d'une unique salle à la muséographie sommaire où sont exposés quelques artefacts – fragment de statues, tessons de poterie, bijoux – entourés de photos de campagnes de fouille. Il y a aussi un musée d'ethnographie, mais ce dernier est fermé lors de mon séjour alors je n'aurai pas l'occasion de le visiter. Enfin, le site abrite une salle d'exposition consacrée à la guerre patriotique. Sur les murs de la pièce sont placardées des dizaines d'affiches datant de l'époque du conflit, visant à alarmer alors la communauté internationale sur le sort de la Croatie. Dessins d'enfants, photographies du patrimoine en danger ou détruit, clichés en noir et blanc montrant les villes dévastées, les victimes civiles, les dépouilles d'animaux domestiques... ces images ont vocation à susciter la compassion et l'indignation face aux souffrances endurées par le pays, sa population, son patrimoine. Dans le fond de la salle, trois rangées de chaises sont installées devant un vidéoprojecteur diffusant en boucle des images d'archives montrant la Patrie meurtrie et la reconquête de Knin sur un fond de musique classique. À plusieurs reprises des hommes, qui me paraissent être des vétérans prennent place sur les chaises pour regarder la vidéo, visiblement émus, déambulent dans la pièce dans un silence de recueillement, jettent un œil aux affiches.

Une colonne de berlines noires transportant les hauts dignitaires de l'État se rend au stade municipal pendant que les badauds font le trajet à pied. Je suis la procession de piétons pour me rendre au stade municipal, mais je m'en vois refuser l'accès par un militaire. Je contourne alors le mur d'enceinte et parvient à entrer pour observer à la cérémonie parmi le public installé dans les gradins, sous un soleil implacable. L'assistance est majoritairement composée de vétérans, mais aussi de familles, les gens vont et viennent, s'apostrophent, discutent, mangent, prennent des photographies, activités qui contrastent fortement avec la fixité des militaires des différents corps d'armée en ordre serré dans leur uniforme d'apparat, et avec la solennité de la centaine de personnalités, qui ont pris place sur une grande estrade bâchée, au nombre desquelles se trouvent le Président de la République et commandant en chef des forces armées Ivo Josipović, la Première ministre Jadranka Kosor, le président du Parlement Luka Bebić, le ministre de l'Intérieur Tomislav Karamarko, le chef de la police Oliver Grbić, de nombreux hauts gradés de l'armée, ainsi que des représentants d'associations d'anciens combattants¹¹⁷.

S'il a réaffirmé l'importance de l'opération *Oluja* dans l'histoire croate, le Président de la République a mis l'accent dans son discours sur « la nécessité de célébrer la paix et non la guerre ¹¹⁸ ». Quant à la Première Ministre, Jadranka Kosor, elle s'est saisi de l'occasion pour exprimer son soutien aux généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markač, incarcérés à la Haye suite à leur condamnation par le TPIY pour les exactions contre les populations civiles commises par les forces croates en marge des opérations militaires de reconquête à l'été 1995¹¹⁹. Et reprenant presque mot pour mot les propos prononcés par son prédécesseur, Ivo Sanader en 2007, Jadranka Kosor a déclaré « nous ne laisserons personne réécrire l'histoire de la Croatie », provoquant l'acclamation de la foule.

Ces discours sont suivis d'une parade aérienne qui suscite assez peu d'enthousiasme, et progressivement le stade se vide de ses spectateurs. Au programme de la journée figure aussi une messe dans l'église paroissiale, mais ne disposant pas d'autorisation d'accès, je ne peux y assister. Cela me donne l'occasion de rencontrer des vétérans avec lesquels j'échange au sujet de la condamnation de Gotovina, de l'avenir de la Croatie, de leur place dans la société croate post-conflit.

¹¹⁷ Source : <https://mup.gov.hr/UserDocsImages//Glasilo%20MUP/2010/br50.pdf> p.8

¹¹⁸ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-lors-des-commemorations-d-oluja-la-premiere-ministre-a-salue-les-condamnes-du-tpi>

¹¹⁹ Sur le jugement de Gotovina et sa réception voir chapitre suivant



Figure n°30 : Commémoration de l'opération Oluja à Knin (04/08/2011). Cliché de l'auteure

Je suis invitée par un militaire d'une trentaine d'années à rencontrer le général Damir Krističević, qui a participé aux opérations de reconquête territoriale, et dont mon interlocuteur me raconte qu'il est « le soldat qui a placé le drapeau au sommet de la forteresse à la chute de la ville il y a 16 ans¹²⁰ ». Le général, qui occupera à partir d'octobre 2016, le poste de vice-Premier ministre et ministre de la Défense, ne peut m'accorder d'entretien, car il est déjà très sollicité. D'ailleurs des journalistes attendent pour l'interviewer. Mais il m'autorise à visiter le mémorial de l'association de vétérans de Zadar qu'il est venu inaugurer. Grâce à cette caution, le militaire qui m'a introduit auprès du Général me permet de « prendre autant de photos de la pièce que vous voulez maintenant que vous avez rencontré le Général¹²¹ ».

Les locaux de l'association sont composés d'une grande pièce vitrée au rez-de-chaussé d'un immeuble, dans une rue escarpée qui mène à la forteresse. Y sont exposées des photographies d'époque en noir et blanc, montrant des soldats en actions pendant les opérations militaires, ainsi que les portraits des généraux Gotovina et Markač. Les hommes présents commentent les clichés, s'amusent de voir des connaissances si jeunes alors. Dans un renfoncement de la pièce, tendu de noir et séparé du reste du local par un rideau en velours rouge, une dizaine de grands cadres dorés sont accrochés au mur. Les portraits de militaires tombés au combats y sont encadrés avec leur nom et leur année de naissance et de décès.

Sur une table, un registre de condoléance est ouvert, il est entouré de deux veilleuses tricolores et surmonté d'une bannière de la « 4. GARDIJSKA BRIGADA » (4e Brigade de la garde).

¹²⁰ Extrait de carnet de terrain, Knin, 5 août 2001.

¹²¹ Extrait de carnet de terrain, Knin, 5 août 2001.

Sur l'artère principale, la rue Roi Tomislav, et les rues adjacentes, c'est l'effervescence. Les terrasses des cafés affichent complet, des stands proposent de la nourriture à emporter et l'atmosphère est chargée d'effluves de viande grillée et de friture. Dans les rues de grandes tables sont installées sur les trottoirs et les consommateurs discutent bruyamment. Certains stands proposent à la vente des articles religieux (crucifix en bois, chapelet, statuette de la vierge, bougies...). Sur d'autres stands, il est possible d'acheter des drapeaux de la Croatie, ainsi que des objets à l'effigie du général Gotovina. D'ailleurs son portrait s'expose partout dans l'espace public : aux fenêtres des habitations, sur les façades de bâtiments, sur les véhicules, sur les vêtements de nombreux participants. Et il en va de même du drapeau tricolore. Les traces des combats sont encore visibles en de nombreux endroits dans l'espace public : impacts sur les façades, bâtiments en ruine, donnant à la guerre une sinistre matérialité, et une actualité déroutante.

Si parmi les personnes venues prendre part à cette journée de commémoration il y a des familles, quelques groupes d'adolescents, de jeunes couples et des personnes âgées, dans leur majorité les participants sont des hommes âgés de 35 à 60 ans et la plupart arborent des signes d'appartenance à des associations d'anciens combattants ou à la brigade dans laquelle ils ont combattu. La présence de vétérans en si grand nombre n'est pas surprenante puisqu'il s'agit d'une journée célébrant la grandeur de l'armée croate et l'héroïsme de ses combattants. Il y a aussi beaucoup de militaires en fonction, vêtus d'uniformes d'apparat, ou en civil.

Les gens déambulent sur l'avenue principale, se saluent, se rencontrent, se donnent des nouvelles de connaissances communes ou de leur état de santé, prient, chantent, pleurent, prennent des photographies, mangent, et surtout boivent. En effet, la bière coule à flot depuis le milieu de matinée, alors par la chaleur écrasante qui règne dans les rues de la ville, à la mi-journée, de plus en plus de participants sont en état d'ébriété, occasionnant quelques rixes vite désamorçées, des conversations animées, des rires sonores. D'ailleurs, pour s'assurer du bon déroulement de la journée, les forces de l'ordre sont omniprésentes, et patrouillent en uniforme ou en civil.

Je me rends sur la place Ante Starčević, qui fait face à la gare, où se trouve le monument « *Hrvatske pobjede Oluja 95* » (victoire croate Tempête 95). L'œuvre du sculpteur Petar Dolić et de l'architecte Tonko Zaninović représente un « V » inversé, sorte d'arc de triomphe asymétrique en béton et métal, accompagnée d'un « V » d'acier abstrait sur un piédestal de marbre. Le monument a été conçu comme un espace d'hommage et de célébration, un espace dans lequel il est possible de s'arrêter pour prier, se recueillir, déposer des fleurs ou allumer une bougie à la façon d'une chapelle, mais aussi un espace qu'il est possible de traverser,

symbolisant la capacité de la Nation à aller de l'avant ¹²². Une partie du pavement de la place a été remplacée par des plaques de bronze sculptées et des plaques de verre trempé où ont été inscrits des épisodes marquant de la guerre, le nom de localités détruites, le bilan des dommages et des victimes, le détail des forces croates et les principales opérations militaires ayant permis la reconquête du territoire. Transformant l'espace urbain en un véritable de livre d'histoire à ciel ouvert, le dispositif intègre un éclairage nocturne, rendant le texte lisible de jour comme de nuit.



Figure n°31 : Monument Knin (04/08/2011). Cliché de l'auteure

Le dispositif a été inauguré la veille, le 4 août 2011, en présence du Président de la République, de la Première ministre et du chef du Parlement, d'une délégation de l'armée et de la police, qui se sont recueillis devant le monument, ont déposé des couronnes fleurs et allumé des bougies. Dans leur discours, les trois membres du gouvernement ont souligné l'importance de l'opération Tempête et sa place dans l'histoire croate. Afin de symboliser le 16^e anniversaire d'*Oluja*, le monument a été inauguré en présence de seize enfants de soldats croates tués pendant l'opération.

Les célébrations du 5 août se poursuivent avec un concert sur la place Ante Starčević. L'affluence est importante et le public bigarré, familles, petits groupes d'adolescents, personnes âgées, il semble qu'il y ait plus d'habitants que de visiteurs de passage, si l'on compare la composition de cette fréquentation avec celle constatée au cours de la journée. Des artistes populaires se succèdent sur la scène, notamment le groupe de *Danse Music* croate *Colonia*, dont les titres sont repris par les jeunes spectateurs rassemblés devant l'estrade, ou la violoncelliste Ana Rucner jouant l'Ode à la joie (qui a servi de bande-son aux spots

¹²² Source : <https://www.arhitekti.hr/spomenik-oluja-95.aspx>

publicitaires de l'office croate du tourisme) pendant le feu d'artifice. Des groupes folkloriques interprètent des chants polyphoniques. D'autres musiciens dont j'ignore le nom viennent interpréter des chansons entendues à la radio à de nombreuses reprises depuis le début de mon séjour et des morceaux célèbres du répertoire croate. J'assiste à la prestation d'une chanteuse lyrique que j'avais déjà remarqué lors de la cérémonie de commémoration de la journée de lutte anti-fasciste dans la forêt de Brezovica (à quelques kilomètres de Sisak), quelques semaines auparavant.

Pendant le spectacle, défile, sur des écrans installés à l'arrière de la scène, un montage vidéo compilant des images du pays en guerre à gauche, des bandes aux couleurs du drapeau au centre et des images aériennes du patrimoine naturel et architectural national à droite, venant rappeler à l'assistance qu'il ne s'agit pas d'un simple bal populaire estival mais bien d'une glorification de la Nation, d'un hommage à ses souffrances passées.

En août 2015, la Croatie célèbre en grande pompe les 20 ans de l'opération *Oluja*. Le 4 août, à Zagreb, la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarović (HDZ), donne le coup d'envoi des festivités. Le drapeau original accroché au sommet de la forteresse de Knin lors de la reprise de la ville est hissé au sommet d'un mât, pendant qu'un chœur entonne l'hymne national¹²³. Puis débute une parade militaire de grande envergure au cours de laquelle défilent 3 000 personnes : militaires appartenant aux différents corps d'armée (régiment d'infanterie, unités mécanisées, marine, armée de l'air et cavaliers en uniforme à l'allure austro-hongroise), membres de différentes unités de police, brigades de protection civile et de sapeurs-pompiers, ainsi que des délégations de vétérans de la guerre patriotique, et des cadets de l'académie militaire croate. En tête du cortège des unités de l'infanterie défilent avec les drapeaux des 190 unités qui composent l'armée et la police croate. La colonne est par ailleurs constituée de 300 véhicules : tanks et véhicules blindés, mais aussi véhicules de transport des troupes, moto et ambulances, avion bombardier d'eau, ainsi que trente avions de chasse qui exécutent des figures aériennes.

Des milliers de spectateurs ont pris place sur l'avenue de Vukovar, entièrement pavoisée pour l'occasion, afin d'assister à la parade des forces croates, ponctuée par les prestations d'une centaine d'artistes interprétant des chansons croates célèbres, des chants patriotiques, récitant des poèmes et messages « promouvant la paix, l'unité nationale et la fierté¹²⁴ » ainsi qu'on peut le lire sur le site du gouvernement croate.

¹²³ Source : <https://balkaninsight.com/2015/08/05/croatia-throws-a-military-parade-for-operation-storm-08-04-2015/>

¹²⁴ Source : <https://vlada.gov.hr/news/grand-military-parade-held-in-croatia-to-mark-operation-storm-anniversary/17461>

Lors d'un discours laudatif glorifiant les forces croates dont la bravoure a permis la reconquête éclair du territoire croate, la Présidente Kolinda Grabar-Kitarović a réaffirmé le caractère justifié et légitime de l'opération *Oluja*. Elle a fait part de son affliction pour les défenseurs qui se sont sacrifiés pour la patrie, et si elle a affirmé sa tristesse pour toutes les vies perdues, elle ne s'est guère attardée sur les violences, violations des droits humains et crimes de guerre à l'encontre de la communauté serbe corrélés à l'opération *Oluja*, insistant plutôt sur le caractère défensif de la guerre patriotique. La présence dans la tribune¹²⁵ du général Ante Gotovina, héros de la reconquête et récemment acquitté par le Tribunal pénal international¹²⁶ pour les crimes ayant entouré l'opération *Oluja* vient accréditer la représentation dominante de la guerre partagée par le HDZ et les organisations de vétérans. Quant au Premier Ministre Zoran Milanović (SDP), malgré des divergences idéologiques fondamentales avec la doctrine du HDZ, il a prononcé une allocution dans laquelle il a rappelé le caractère défensif et légitime de la guerre et les souffrances subies par la Croatie :

*« Croatia had every right to do everything that it could to stay alive and integral, it had the right not to get expelled from its home, it had the right not to serve as human shield to those who destroyed cities and burned down villages. Croatia today is not celebrating the war, it is not celebrating anyone's suffering or persecution, let this be clear to everyone who still don't understand. Croatia had done everything it could to avoid the war, it had offered peaceful solutions. And it was rejected. Croatia today celebrates freedom and peace and with a pure heart it celebrates victory, a turning point which put an end to an ugly, imposed and particularly caddish war. »*¹²⁷

Par ailleurs, le Premier Ministre a exprimé sa gratitude envers Franjo Tuđman pour avoir préservé l'intégrité et l'indépendance du pays, et a affirmé que c'était à la Croatie de décider de ses propres intérêts¹²⁸.

On peut voir dans cette incursion dans le répertoire nationaliste une tentative de s'attirer les faveurs d'une partie de l'électorat du HDZ, à quelque mois des élections législatives (qui devaient avoir lieu en septembre 2016) alors que le SDP venait de subir une défaite aux élections présidentielles avec l'éviction d'Ivo Josipović, Président sortant face à la candidate du HDZ Kolinda Grabar-Kitarović en janvier 2015. Car la guerre patriotique représente un levier de mobilisation puissant.

¹²⁵ Source : <https://balkaninsight.com/2015/08/05/croatia-throws-a-military-parade-for-operation-storm-08-04-2015/>

¹²⁶ Sur l'affaire Gotovina et ses répercussions voir infra

¹²⁷ Source : <https://vlada.gov.hr/news/prime-minister-zoran-milanovic-says-croatia-not-celebrating-war-but-freedom-and-peace/17462>

¹²⁸ Source : <https://vlada.gov.hr/news/prime-minister-zoran-milanovic-says-croatia-not-celebrating-war-but-freedom-and-peace/17462>

Il faut dire qu'au cours de son mandat, Zoran Milanović a souvent été la cible des acteurs nationalistes et des organisations de vétérans, lui reprochant sa tiédeur à l'égard de la guerre patriotique, sinon un yougoslavisme dissimulé. Et comme Milorad Pupovac – linguiste à la faculté de philosophie de Zagreb et président du Conseil National Serbe (représentant la communauté serbe de Croatie) – le rapporte dans un entretien accordé au Courrier des Balkans, « chaque fois que le Premier ministre Zoran Milanovic s'est rendu à Knin, il a dû faire face à des réactions très dures. Il a été sifflé, accusé d'être traître¹²⁹ ». Effectivement, lors des cérémonies qui ont eu lieu à Knin au lendemain du défilé zagrebois, Zoran Milanović a été conspué par la foule.

Au cours de cette seconde journée de commémoration, le drapeau croate a été hissé au sommet de la forteresse de Knin. Puis une statue de Franjo Tuđman mesurant 2,3 mètres de hauteur et portant l'inscription « *Imamo Hrvastku* » (Nous avons la Croatie) mots qu'il a proclamé à Knin le 6 août 1995 après avoir embrassé le drapeau national, a été dévoilée en présence de membres du gouvernement et de l'état major croate. Cette formule fait écho à la phrase qu'il avait prononcé sur la place Ban Jelačić à Zagreb, le 15 janvier 1992 lors de la reconnaissance internationale de l'indépendance de la Croatie : « Nous avons notre propre Croatie, c'est la nôtre et ce sera comme nous le voulons et nous ne permettrons à personne de l'autre côté de nous prescrire à quoi devrait ressembler la Croatie¹³⁰ ». Par la suite, la délégation s'est rendue sur la place centrale pour y déposer des couronnes de fleurs et se recueillir devant le monument.

Lors de son discours devant des milliers de visiteurs, au nombre desquels de nombreuses organisations de vétérans et des groupuscules d'extrême droite, la Présidente croate a été ovationnée après avoir invité « les politiciens serbes à renoncer aux mythes et aux mensonges qu'ils répandent sur la Croatie¹³¹ ». Les festivités se poursuivent avec une parade aérienne, suivie en soirée d'un concert du chanteur et vétéran Thompson, de son nom de baptême Marko Perković, réputé pour son nationalisme invétéré, ses nombreuses prises de positions serbophobes et ses sympathies pour le régime de Pavelić¹³².

¹²⁹ Courrier des Balkans, 4 août 2015, 20 ans après l'opération « Oluja » Serbes et Croates plus divisés que jamais

¹³⁰ « *Imamo svoju Hrvatsku, naša je i bit će onakva kakvi sami želimo i nećemo nikome dopuštati sa strane da nam propisuje kakva ta Hrvatska treba da bude* » (Source <https://www.rtl.hr/vijesti-hr/novosti/zanimljivosti/2998675/da-je-ziv-franjo-tudjman-danas-bi-slavio-96-rodjendan-izvukli-smo-5-njegovih-najboljih-govora/>). Traduction d'une informatrice.

¹³¹ Source : <http://www.rfi.fr/fr/europe/20150806-croatie-serbie-operation-militaire-tempete-nationalistes-tensions-commemoration>

¹³² Pour un portrait de Marko Perković et son parcours et des sympathies, voir Backer Catherine, Popular Music and Political Change in post Tuđman Croatia, *Europe-Asia Studies*, Vol. 62, n°10, 2010, pp. 1741-1759

Les choix effectués dans la programmation des festivités – qui mettent l'accent sur la bravoure croate, l'intégrité retrouvée de la Patrie, l'héritage de Tuđman et qui occultent les souffrances des populations serbes de la région – ainsi que les propos tenus par la Présidente croate témoignent de ses sympathies ultranationalistes. Cependant, lorsqu'il s'agit de souffler sur les braises du ressentiment et de flatter les sentiments nationalistes les responsables politiques en Serbie ne sont pas en reste. Ainsi, alors que Belgrade rendait pour la première fois un hommage officiel aux victimes d'*Oluja*, le Président serbe, Tomislav Nikolić a déclaré que l'opération constituait « l'aboutissement de la politique anti-serbe des fascistes croates de la Seconde guerre mondiale¹³³ ».

II.3 Euphémisation de la mémoire et hauts lieux du tourisme : le cas de Dubrovnik

Le troisième type de corrélation observée concerne l'invisibilisation de la mémoire dans les localités touristiques. Le secteur touristique est la clef de voûte de l'économie croate. Or le tourisme de masse, balnéaire, familial et saisonnier, tel qu'il se développe en Croatie, s'accommode mal des souvenirs de la violence de masse, notamment ceux de la guerre d'ex-Yougoslavie. Par conséquent, dans les villes côtières, principales destinations de la clientèle internationale et nationale, la mémoire a été reléguée hors de la vue des visiteurs, ou bien s'exprime par des codes qui sont inaccessibles aux visiteurs étrangers.

Après un rapide tour d'horizon des dispositifs mémoriels observés dans les villes côtières où j'ai pu me rendre, je m'attarderai sur le cas de Dubrovnik.

Dans les villes de Pula et Rovinj (mai 2012) situées en Istrie – région qui n'a pas été touchée par les combats – je n'ai trouvé aucune mention de la guerre d'ex-Yougoslavie, mais chacune des deux villes possède un monument de la Seconde guerre mondiale, situé dans les deux cas sur la promenade qui longe le port. À Trogir (mai 2015), qui à l'instar des villes précédentes n'a pas été impactée par la guerre d'indépendance, nulle mention du conflit, mais j'ai répertorié deux plaques commémoratives de la Seconde guerre mondiale. À Makarska (mai 2015), station balnéaire très populaire auprès des touristes domestiques, qui n'a pas été touchée par le conflit, je n'ai trouvé aucun dispositif mémoriel, mais des recherches ultérieures m'ont permis d'apprendre qu'il existe tout de même un monument sur le front de mer, et des commémorations s'y déroulent. Il s'agit d'un bloc de pierre blanche, ressemblant au

¹³³ Source : <http://www.rfi.fr/fr/europe/20150806-croatie-serbie-operation-militaire-tempete-nationalistes-tensions-commemoration>

sommet d'une tour crénelée, surmontée d'une croix, et portant le blason croate gravé sur chacune de ses faces, il est l'œuvre du sculpteur Kuzma Kovačić, membre de l'Académie croate des Sciences et des Arts.

À Šibenik (mai 2015), pourtant endommagée par la guerre, outre quelques mentions toponymiques j'ai seulement trouvé une plaque de marbre installée sur le mur d'un bâtiment du centre historique, figurant les différentes attaques subies par la cité, avec les dates et localisation des impacts, et portant l'inscription suivante : « Le centre historique protégé de Šibenik a souffert de l'agression Grand-Serbe lors de la Grande patriotique ». La volonté du maire de centre gauche, Ante Županović, de « tourner la page de la guerre¹³⁴ », à savoir favoriser le retour des touristes serbes et des anciens habitants serbes de la région chassés par les opérations de reconquête, explique probablement le faible investissement dont la mémoire fait l'objet.



Figure n°32 : Localisation par date des attaques contre la vieille ville de Šibenik (02/05/2015). Cliché de l'auteur

À Zadar (décembre 2011), malgré les assauts subis par la ville pendant la guerre, je n'ai pas trouvé de dispositifs mémoriels officiels dans le centre historique. En revanche, j'ai pu constater, en vitrine de commerces au cœur même de la vieille ville, la présence de nombreux portraits du Général Ante Gotovina, ainsi que plusieurs tags au nom ou à l'effigie du Général, assortis du qualificatif « *heroj* » (héro). À ma connaissance, il n'y a pas de lieux de mémoire patrimonialisés dans la vieille ville, même si Zadar a été affectée par la guerre.

¹³⁴ Croatie : Šibenik veut tourner la page de la guerre et des conflits, Courrier des Balkans
Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-sibenik-veut-tourner-la-page-de-la-guerre-et-des-conflits>

Toutefois, il faut nuancer la portée de ces observations, car en raison de contraintes de temps, je n'ai effectué dans ces localités que de très brefs séjours, et n'ai donc pas pu me rendre systématiquement dans la ville moderne, ni visiter le cimetière local (où se trouvent souvent les monuments aux morts municipaux). Je n'ai donc pu y faire que des observations partielles, aussi ai-je pris le parti de considérer ces contraintes comme une opportunité d'accéder à l'expérience que des touristes étrangers pourraient faire de la ville. Par conséquent, la quantité limitée de dispositifs mémoriels rencontrés dans les lieux sus-mentionnés ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas de matérialisation de la mémoire dans ces localités, seulement que les centres historiques de ces villes du littoral adriatique n'en portent pas la trace.

Dans une interview¹³⁵ accordée au journal Biltén, le sociologue Sven Marčelić, chercheur à l'université de Zadar, explique que le tourisme de masse, et la pression immobilière qu'il exerce a poussé les habitants des villes littorales à quitter les centres anciens, désormais réservés à la consommation touristique, pour s'installer en périphérie¹³⁶. Ce déplacement des habitants permettrait-il d'expliquer la *quasi* absence de dispositifs mémoriels que l'on observe dans ses espaces ? Une telle piste d'explication ne doit pas être négligée, mais faute de données de terrain collectées dans ce sens, je ne suis pas en mesure d'infirmier ou confirmer cette hypothèse.

À Split, où j'ai eu l'occasion de séjourner à quatre reprises (juillet, août et novembre 2011, mai 2015) et sur de plus longues plages de temps, j'ai pu procéder à une enquête de terrain approfondie, réaliser des observations nombreuses, des entretiens, assister à des commémorations, avoir des conversations informelles avec des habitants et des travailleurs saisonniers du secteur touristique, et m'adonner à des pérégrinations urbaines.

Alors que Split n'a souffert de la guerre que de façon indirecte (diminution drastique des flux touristique et accueil des réfugiés et personnes déplacées), la ville concentre sur son territoire plusieurs type de références à la guerre. La ville compte deux lieux de mémoire de la guerre patriotique. Le premier se trouve dans le cimetière de Lovrinac, sur les hauteurs à l'est de la ville. Il s'agit d'une croix monumentale située dans l'allée centrale du cimetière, dédiée aux victimes de la guerre, et quelques mètres plus loin, dans son prolongement, se trouve le cimetière militaire : composé d'une seconde croix et d'un alignement de tombes. Le second monument, une composition sculpturale abstraite, est installé dans le square devant la mairie,

¹³⁵ Croatie : Comment survivre au tourisme de masse, Courrier des Balkans

Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/comment-survivre-tourisme-masse>

¹³⁶ Les conséquences du tourisme sur les localités réceptrices, qui constitue un paradigme important en anthropologie du tourisme aurait mérité un développement, mais un tel travail n'a pas pu être fait dans le cadre de cette thèse.

à quelques encablures de la marina. Les deux monuments sont le cadre de commémorations qui s'y déroulent chaque année le 4 août, au cours desquelles représentants de la municipalité, vétérans, familles de victimes se retrouvent pour déposer des gerbes de fleurs et des bougies, brandir des drapeaux, se recueillir, prier, mais aussi discuter.

La toponymie comporte des références notables à la guerre : l'avenue *Domovinskog rata*, et l'avenue *Vukovarska*, qui traversent la ville moderne d'est en ouest sont des axes de grande importance longs de plusieurs kilomètres. Par ailleurs, le projet, qui n'a pas encore vu le jour, de renommer une place splitoise en hommage au Général Ante Gotovina¹³⁷ a été adopté à 22 voix contre 3 par le conseil municipal en avril 2011. Cette décision, ainsi que celle de lui accorder le statut de citoyen d'honneur de la ville, faisant suite à une proposition du HSP (Parti du droit), fut prise alors que le Général croate venait d'être condamné à une peine de 24 ans de prison par le TPIY.

À ces dispositifs officiels, s'ajoutent les nombreuses initiatives individuelles, venant marquer l'espace public, telles les affiches de soutien aux Généraux Gotovina et Markac, les portraits de Gotovina (que l'on trouve jusque dans l'enceinte du palais dioclécien, pourtant classé au patrimoine mondial de l'UNESCO), ainsi que de nombreux tags : croix gammées, *U ustaši*, et tags antisémites parfois associés au mot *Torcida* (nom du club de supporter de l'équipe de football locale – le *Hajduk Split*). J'ai aussi pu relever sur le banc d'un arrêt de bus sur un axe très fréquenté l'inscription « Josipović Četnik », assimilant le Président croate de centre gauche à un criminel de guerre serbe.

Ces différents types de matérialisation de la mémoire n'interfèrent pas avec le tourisme dans la mesure où ils se situent en dehors des lieux fréquentés par les touristes étrangers, ou le cas échéant, s'expriment dans un registre qui leur est inaccessible, exception faite des tags de croix gammées.

Cette relative visibilité de la mémoire peut s'expliquer par le fait qu'à la différence des autres villes côtières évoquées, et malgré les profondes mutations démographiques provoquée par le tourisme, des riverains fréquentent encore le centre historique, les abords du palais dioclécien, et le front de mer où se trouvent des institutions culturelles ou culturelles, des administrations, des infrastructures commerciales telles le théâtre, la mairie, le marché aux poissons, le marché général ou des centres commerciaux, mais aussi en raison de la proximité de la gare routière. Cela est particulièrement visible à travers l'animation qui y règne hors saison, et qui marque un contraste très net avec la situation de Zadar.

¹³⁷ Croatie : Il y aura une place Gotovina dans le centre ville de Split, *Courrier des Balkans*
Source : <http://balkans.courriers.info/article17372.html>

J'ai séjourné à Dubrovnik à deux reprises (juillet 2011, mai 2015), et malgré une présence sur place de plusieurs semaines, je me suis focalisée sur la vieille ville et ses environs immédiats, car je n'ai pas eu l'opportunité de me rendre dans la ville moderne et ses faubourgs. Par conséquent, mes analyses concernent, ici encore, majoritairement la place qu'occupe la matérialisation de la mémoire dans les centres historiques. J'ai réalisé de nombreuses séquences d'observation, visité la plupart des musées de la ville, multiplié les conversations informelles avec les employés du secteur touristique (office du tourisme, guides, travailleurs saisonniers), et le personnel des différents musées. Mais, en raison des contraintes du calendrier (mes séjours ayant eu lieu au cœur de la saison touristique), je n'ai pas eu la possibilité de procéder à des entretiens formels et enregistrés, car mes interlocuteurs n'étaient pas disponibles.

La situation de Dubrovnik constitue un cas particulièrement intéressant de l'articulation entre tourisme et mémoire, car la ville est à la fois un haut lieu de la guerre, un haut lieu du patrimoine mondial et un haut lieu du tourisme.

Assiégée et bombardée quotidiennement par la JNA entre octobre et décembre 1991, puis en mai et juin 1992, la cité fortifiée surnommée « la perle de l'Adriatique » par Lord Byron et classée au Patrimoine Mondial de l'UNESCO depuis 1979, a subi des dégâts considérables : 70% des bâtiments ont été endommagés, une centaine de civils et 200 défenseurs¹³⁸ ont été tués, ce qui a entraîné l'exode de 33 000 personnes.

La médiatisation de l'attaque de Dubrovnik a provoqué, à l'époque, l'émoi et la mobilisation de la communauté internationale, d'autant qu'au cours de son histoire, la ville n'avait jamais été détruite par aucune guerre. La cité fortifiée a alors été inscrite sur la liste du patrimoine en péril, et dès décembre 1991, alors que les combats faisaient rage, un plan de sauvetage a été élaboré conjointement par l'UNESCO, l'Institut pour la protection des monuments culturels de Dubrovnik et l'Institut de la réhabilitation de Dubrovnik. Des experts locaux et internationaux ont évalué les dommages, tenté des mesures de préservation afin de protéger les monuments, éléments architecturaux et œuvres d'art encore intacts et ont entrepris des mesures de conservation destinées à limiter les dommages dans les édifices déjà atteints. À l'issue du conflit, l'UNESCO a participé au financement et à la planification de la reconstruction, en partenariat avec différentes instances croates, et des travaux d'envergure ont rapidement permis de rendre à Dubrovnik son lustre d'antan.

¹³⁸ Le terme de défenseurs (*branitelji*) désigne les membres des forces armées croates ou les volontaires qui ont participé à la défense de la Croatie entre août 1990 et juin 1996. Sur ce sujet, voir Schauble (2006) et Pesorda, Gregov et Vrhovski (2012).

Les dommages causés par la guerre ne sont donc plus visibles dans ce haut lieu du tourisme croate qui attire chaque été des centaines de milliers de visiteurs, venus admirer son architecture exceptionnelle, visiter ses remparts, assister à son festival de musique classique en plein air, flâner sur le *Stradun* ou sur le vieux port... et depuis peu, s'immerger dans le décor de la série *Games of throne*. Les visiteurs, qui sont dans leur majorité des passagers des paquebots de croisière venu faire une escale d'une journée, mais aussi, dans une proportion de plus en plus importante ces dernières années, des touristes qui passent plusieurs nuitées sur place, n'ont pas connaissance des souffrances endurées par la cité et ses habitants. Leur intérêt se porte sur les splendeurs de la ville et les attractions qu'elle a à offrir.

Il est possible de visiter le « mémorial des défenseurs croates », situé dans le Palais *Sponza*. Cette pièce appelée *Spomen soba* (salle commémorative) ou *Soba spomenik* (salle-monument) a été inaugurée en 2000 à l'initiative de vétérans de la ville. Elle contient des photos et quelques artefacts (cartes, fragment d'un drapeau calciné, écussons des brigades croates ayant combattu pour la défense de la ville) fournis et agencés par les archives nationales de Dubrovnik et par des vétérans. Mais cette salle, gérée par la municipalité, fait polémique localement, parce qu'en raison de sa taille restreinte, l'intégralité des noms des vétérans tombés au combat ne peut pas y figurer, alors que dans le même temps, on y trouve des photographies de vétérans qui sont toujours vivants. D'après les observations que j'ai pu faire, peu de visiteurs s'attardent dans le mémorial, où seule une explication succincte accompagne les images de la ville en flammes.

Le Musée de la guerre, appelé aussi Musée d'histoire contemporaine (*Muzej suvremene povijesti*), quant à lui, est principalement destiné à un usage domestique, si l'on en juge par le fait qu'on ne trouve presque aucune traduction des matériaux, panneaux explicatifs, cartels et catalogues d'expositions¹³⁹. Le site, particulièrement difficile d'accès, se situe dans la forteresse de Srđ, que l'on rejoint par un téléphérique. Il ne figure ni sur les plans fournis par l'office du tourisme, ni dans les guides touristiques et aucune signalétique n'indique sa localisation. C'est dire s'il n'a pas vocation à attirer les visiteurs étrangers, et d'après les statistiques que j'ai pu collecter, il en attire peu.

¹³⁹ Le catalogue de l'exposition photographique « *Hrvatska ratna fotografija Dubrovnik 1991-1992* », qui s'est tenue dans le fort en 2013 n'est disponible qu'en langue croate (seule une page à la fin du catalogue présente l'importance symbolique de Dubrovnik pendant la guerre et la médiatisation de son sort, et détaille la contribution des différents photographes de guerre, auteurs de clichés qui sont exposés). Il en va de même de l'exposition « *Oluja Pohjede i slobode* » en 2015 (un résumé en anglais de l'opération Tempête se trouve à l'avant-dernière page). En revanche, le catalogue de l'exposition « *Dubrovnik u domovinskog ratu 1991-1995* » qui a eu lieu 2013, est bilingue croate-anglais.

D'après les informations collectées auprès de la conservatrice en chef du musée, le musée accueille environ 65 000 visiteurs par an depuis 2013 (alors que depuis son ouverture en 2008, la fréquentation était de l'ordre de 15 000 - 20 000 visiteurs par an), dont 50 000 visiteurs étrangers toutes nationalités confondues. Seulement, les statistiques de fréquentation que j'ai pu obtenir ne classent pas les visiteurs par nationalités, mais par catégories (en fonction du type de billet d'entrée émis) : individuel adulte, individuel étudiant, scolaire, groupe, vétérans, habitants du comté. Ainsi, en 2015, sur les 64 600 visiteurs accueillis, 23 200 sont des scolaires, des vétérans ou des habitants du comté. Quant aux visiteurs individuels, il n'y a aucun moyen de connaître la proportion de visiteurs nationaux et internationaux, dans la mesure où, de l'aveu même de la directrice du musée, l'institution ne possède pas de données chiffrées relatives à la nationalité des visiteurs. Quoi qu'il en soit, si l'on rapporte le nombre de visiteurs individuels du musée (toutes nationalités confondues), soit 41 400, au nombre total de visiteurs de la ville (toutes nationalités confondues), soit 932 600, la proportion est de l'ordre de 4,4%, ce qui permet de confirmer l'hypothèse de la faible attractivité du musée et de la place marginale qu'occupe un tel lieu dans l'espace touristique de la ville.

Le musée, installé dans l'ancienne forteresse impériale napoléonienne, est constitué de quatre salles voûtées, sombres et humides, organisées de façon thématique : l'histoire du fort, les raisons de la guerre, les opérations militaires et les dégâts causés à la ville de Dubrovnik par les assaillants. L'exposition permanente est composée de photographies, de nombreuses armes de guerre – installées dans des vitrines ou disposées à même le sol – de cartes et de plans, de coupures de presse, de documents divers et s'accompagne de nombreux panneaux explicatifs. L'exposition fait la part belle à la dimension militaire du siège : forces en présence, théâtre des opérations, force courage et abnégation des combattants engagés dans la défense de la ville au péril de leur vie, effet du siège sur la communauté internationale, résistance héroïque et victoire face à l'ennemi, constituent les grandes lignes du récit élaboré par le Musée. Cependant, la muséographie sommaire et l'absence de guides employés par l'établissement témoignent du budget restreint dont dispose l'établissement. Cela qui n'empêche pas le Musée d'afficher sur ses murs son ambition de proposer « une approche scientifique et professionnelle dans la recherche de la Guerre de 1990, pour que tous les faits historiques et la vérité complète des événements de notre histoire récente puissent être établis¹⁴⁰ ».

¹⁴⁰ Source : Panneau explicatif du Musée de la guerre d'indépendance, traduction croate-français réalisée par une informatrice.

Sur la colline de Srđ, se trouve en outre un monument en mémoire du défenseur croate Robert Ivušić, qui a trouvé la mort à l'âge de 19 ans, dans le combat opposant la JNA aux unités de défense croate. Le monument, qui ressemble aux calvaires en pierre que l'on retrouve sur les chemins de campagne, est composé d'une plaque commémorative posée sur un amoncellement de pierres. Cette plaque où figurent le nom du défunt et ses dates de naissance et de décès, est surmontée d'une bande ornée d'un *pleter* et d'une niche dans laquelle le blason croate a été sculpté. Elle est couronnée d'une croix et d'une colombe qui semble veiller sur le monument.

Une plaque commémorative où sont inscrits les noms de tous les défenseurs tombés au combat pour la défense de la ville se trouve théoriquement à proximité du musée, mais je ne l'ai pas trouvé lors de ma visite du site. Enfin, sur cette même colline se trouve une croix monumentale en pierre blanche, érigée en 1935 à l'initiative du clergé croate pour célébrer la naissance du Christ. Endommagée lors de l'offensive serbe contre la ville, elle a été restaurée et réinstallée en 2011, à la sortie du téléphérique qui relie la colline à la vieille ville située en contre-bas. Des photographies du monument, de la forteresse et du téléphérique endommagés par les combats sont d'ailleurs affichées sous le auvent qui permet d'accéder à la cabine du téléphérique. Il n'est pas anodin que tous ces dispositifs mémoriels soient concentrés dans cet espace périphérique peu visité par les visiteurs étrangers.

Le cas du monument aux morts de Dubrovnik « *Kocka mora* » (cube de mer) est lui aussi révélateur de la volonté des pouvoirs publics locaux de ne pas exposer les traces de la violence passée dans la sphère touristique. Il a été mis en place et financé par la municipalité de Dubrovnik, à la demande des vétérans qui souhaitaient avoir un monument à leur mémoire. Ce monument abstrait est l'œuvre de l'architecte Igor Franić, et a été inauguré le 5 août 2007, date à laquelle est célébrée la fête nationale qui marque la reconquête du territoire. Il s'agit d'un bloc rectangulaire composé de miroirs et d'un système de LED aux couleurs changeantes.

Contrairement aux autres monuments croates de la guerre d'ex-Yougoslavie, il ne portait initialement aucune mention relative à la guerre, aucun marqueur identitaire ou religieux. Mais son édification a été l'objet de vives polémiques, entre d'une part ses détracteurs, lui reprochant son caractère abstrait qui ne permet pas d'accéder à sa signification et d'autre part, les acteurs du tourisme, qui souhaitaient que les visiteurs ne soient pas incommodés par une telle référence au passé sanglant de la ville. En effet, ce monument est situé entre l'office du tourisme et la Porte Pile, principal point d'accès à la vieille ville.

Ce lieu draine donc un flux incessant de visiteurs étrangers, que la présence d'un monument aux morts de la guerre d'ex-Yougoslavie pourrait troubler si l'on en croit le personnel de l'office du tourisme de Dubrovnik :

« Les touristes qui viennent ici, ils ne s'intéressent pas à la guerre ; pour la plupart, ils n'ont même pas idée de ce qui s'est passé ici, et ils ne veulent pas savoir. Ils sont là en vacances, pour profiter de la beauté de la vieille ville, qui est réputée internationalement, et du climat. Il ne faut pas leur imposer nos souvenirs, ils ne sont pas là pour ça, c'est pas comme à Auschwitz ou à Ground Zero ! » (Extrait d'entretien avec une employée de l'office du tourisme de Dubrovnik, 5 juillet 2011)

Par conséquent, la municipalité a profité de travaux de rénovation des portes de la vieille ville pour installer le monument dans un emplacement un peu moins embarrassant, quelques dizaines de mètres plus loin que celui prévu lors du concours, à proximité d'un arrêt de bus. Mais, dans le même temps, pour donner satisfaction aux vétérans, plusieurs éléments ont été gravés dans le revêtement en miroir : une croix, le blason croate, ainsi que le mot *Libertas* (qui est aussi la devise de la ville et le nom du festival de musique classique en plein air qui se tient tous les étés dans la cité). Une plaque explicative devait être ajoutée, mais lors de mes terrains en 2011 et 2015, elle n'y figurait pas encore. En revanche, sur le monument était placardé un portrait de Gotovina (qui n'a pas été enlevé durant toute la durée de mon séjour). J'ai aussi pu constater l'installation d'un portrait du Général à la fenêtre des cuisines d'un restaurant situé au pied de la cathédrale.

Le seul endroit de la vieille ville où j'ai pu constater la présence de tags (*U ustaši* et nom de club de football) se trouvait sur les hauteurs de la partie sud-ouest de la vieille ville, dans une localisation difficile d'accès et peu fréquentée par les touristes, où j'ai pu remarquer par ailleurs d'autres traces d'une vie quotidienne ordinaire (linge qui sèche au soleil, enfants jouant dehors, chats se prélassant au soleil, dames âgées discutant sur des chaises en plastique sur le pas de leur porte), qui m'amènent à penser qu'il s'agit d'un quartier qui compte encore quelques résidents, contrairement au reste de la vieille ville.

Une carte de la ville figurant les dommages subis au cours de la guerre avec une légende plurilingue (croate, anglais, italien, français, allemand, portugais, espagnol) a été installée par la municipalité, à deux emplacements distincts situés au cœur de la cité fortifiée.

Par ailleurs, on trouve plusieurs expositions de photographies de la guerre au sein de la vieille ville. Dans la galerie *War photography Limited*, les clichés de la guerre d'ex-Yougoslavie côtoient des expositions temporaires relatives à d'autres conflits, anciens ou en cours. Dans deux salles voûtées et aveugles, à l'entre-sol du Palais des Recteurs – qui fait office de musée

d'histoire de la ville – sont exposées des photographies en noir et blanc de la ville pendant la guerre, accompagné d'un cartel bilingue croate-anglais où figurent une brève description et la période à laquelle le cliché a été pris.

Enfin, dans deux salles en accès libre, dans un bâtiment de la vieille ville, l'Institut pour la restauration de Dubrovnik a élaboré une exposition intitulée *Obnova Dubrovnika/ Restauration of Dubrovnik*. Il s'agit d'une exposition de photographies comparant des lieux, dans Dubrovnik ou les villages alentours, avant-après la guerre, ou avant-après la reconstruction. L'exposition est accompagnée d'un petit film qui tourne en boucle, diffusé sur une télévision devant laquelle sont installées quelques chaises, montrant des images d'archives et mêlant l'analyse du conflit par la presse internationale à une théâtralisation de la guerre par la diffusion d'images choes accompagnées de morceaux d'opéra, véritable mise en scène du récit national de victimisation. Avant d'être exposée à l'Institut de la restauration, l'exposition – composée d'une collection de clichés réalisés par le photographe Damir Fabijanić – a circulé à travers le monde entre 1992 et 2000.



Figure n°33 : Exposition photographique Restauration de Dubrovnik (13/07/2011). Cliché de l'auteure

Contrairement aux attentes que j'avais formulé préalablement à mon enquête de terrain, la mémoire de la guerre est loin d'être occultée ou interdite, comme on peut l'observer dans d'autres contextes, mais elle est édulcorée. Sa présence affleure avec discrétion, en comparaison avec la situation de Vukovar et son espace urbain saturé de dispositifs mémoriels. Elle s'exprime de façon atténuée, euphémisée, par le recours à des symboles et une iconographie inaccessibles aux visiteurs étrangers, elle ne fait pas l'objet d'une publicité, et ne constitue pas une attraction touristique, ou lorsqu'elle est donnée à voir, c'est par le média de la photographie et implique une démarche volontariste de la part des visiteurs, pour

se rendre dans les lieux où la mémoire s'expose. Par conséquent, elle ne vient pas contrarier les desseins du tourisme local, qui requiert des espaces paisibles, sûrs, des lieux apolitiques propices au bien-être, à la distraction, à la consommation.

Ainsi, les visiteurs qui veulent accéder à l'histoire récente et aux heures sombres de la ville, auront à leur disposition la matière nécessaire pour satisfaire ce projet, mais ceux qui ne veulent pas que le souvenir de la violence surgisse dans leur expérience de la ville pourront tout à fait passer à côté des stigmates encore visibles, sans s'en apercevoir ! Et les nombreuses observations de touristes auxquelles j'ai procédé m'amènent à conclure que dans l'immense majorité des cas, les visiteurs ne remarquent pas les traces laissées par la guerre, ni les dispositifs mémoriels. Réalisée au cœur de la saison estivale, mon enquête m'a permis de constater que ces dispositifs mémoriels étaient peu fréquentés par les touristes, en effet, lors de mes visites de ces différents lieux, je n'ai rencontré aucun touristes internationaux.

Les lieux de mémoire patrimonialisés, les monuments marqués par les emblèmes nationaux, où se déroulent les cérémonies, commémorations et rassemblements se situent à distance des sites fréquentés par le tourisme de masse, et permettent de maintenir un entre-soi plus propice au recueillement. En raison de contraintes logistiques fortes, je n'ai pas pu me rendre me rendre dans ces lieux, souvent situés à plusieurs kilomètres de distance de Dubrovnik.

Lorsque je lui demande s'il y a un impact du tourisme sur la mise en mémoire de la guerre, Gérard Denégri, Président de l'Alliance française et chef du protocole de la ville de Split, qui est un informateur central de mon terrain splitois me livre une analyse qui confirme la tendance actuelle à la séparation entre sphère du tourisme et sphère de la mémoire :

« Le tourisme va modifier beaucoup de choses. Ce qui restera du passé, c'est peut-être le religieux dans le folklorique, les processions qui pour certaines personnes doivent avoir une valeur spirituelle, pour les touristes, ce sera folklorique, ce sera bien de voir des processions, le soir ou la nuit, comme sur l'île de Hvar. Nous avons deux fêtes internationales, le premier mai et le jour de l'an, on a la guerre antifasciste et les autres sont liées à la guerre patriotique. Si vous voulez, on garde de la tradition, on garde un peu de la récente, enfin de la Deuxième guerre, parce que c'était un événement important pour toute l'Europe, et puis les fêtes qui sont liées à l'indépendance, de la Croatie. Ces fêtes ce sera quelque chose que les touristes ne verront pas, ou ils verront des drapeaux, et ils pourront se demander, « qu'est-ce que c'est que ces drapeaux ? ». Ils verront peut-être des fanfares qui vont passer, et au cimetière, ce qu'il y aura, ils n'iront pas au cimetière. Quand on est touriste, on ne va pas tellement dans les cimetières. Bien que ce soit intéressant d'aller dans les cimetières quand on veut connaître le pays. » (Extrait entretien Gérard Denégri, Split, 7/11/11)

Cette configuration est diamétralement opposée à la relation qu'entretiennent tourisme et mémoire en Bosnie, notamment à Mostar et Sarajevo, où la guerre est devenue une attraction touristique *sui generis*¹⁴¹ et où il n'est pas usurpé de parler de *dark tourism*.

Si la mémoire telle qu'elle se donne à voir dans ces différents dispositifs semble consensuelle, et partagée, la situation est loin d'être telle. La mémoire est en effet facteur de division, ainsi qu'on va le voir dans le chapitre suivant.

¹⁴¹ À ce sujet, voir l'article de Patrick Naef (2012).

CHAPITRE 2 : LA MÉMOIRE DE LA GUERRE COMME FACTEUR DE FRAGMENTATION SOCIALE

Pour comprendre la teneur des politiques mémorielles croates, il est nécessaire de les replacer dans le contexte politique dans lequel elles s'inscrivent, à savoir la mainmise du parti nationaliste HDZ à la tête de l'État croate, quasiment sans interruption depuis l'indépendance du pays, ainsi que le donne à voir la frise représentant l'alternance politique ci-dessous (figure n°34). Il est donc possible d'affirmer que le HDZ imprime à la société croate une représentation nationaliste de l'histoire en général et de la guerre de 1991-1995 en particulier. Or à bien des égards, cette conception dominante du passé présente des similitudes avec les rhétoriques nationalistes d'avant-guerre.

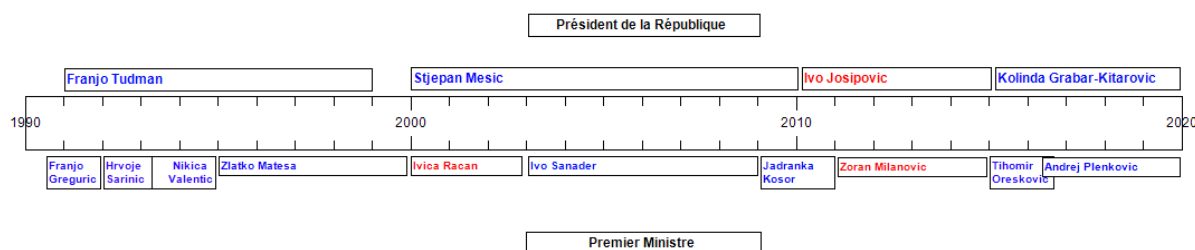


Figure n°34 : Les gouvernements de Croatie entre 1991 et 2020¹⁴²

¹⁴² Dans l'intervalle, Zoran Milanović (SDP) a été élu président, mais Andrej Plenković (HDZ) reste le Premier Ministre d'un gouvernement de coalition de droite.

I. Un récit de victimisation nationale

L'analyse des dispositifs – matériels et immatériels, pérennes ou éphémères – qui constituent le paysage mémoriel croate, l'examen des symboles, marqueurs identitaires, énoncés et épitaphes figurant sur les plaques, stèles et monuments, ainsi que l'étude des dispositifs de médiation muséographique (panneaux explicatifs, cartels accompagnant les artefacts exposés, brochures et catalogues d'exposition) et de la scénographie des différents musées, mémoriaux et expositions temporaires étudiés lors de l'enquête de terrain, permettent d'accéder aux normes mémorielles locales et de dégager le message véhiculé par ces différents dispositifs.

En procédant de la sorte, il est possible d'appréhender les représentations endogènes du conflit, leurs canaux de diffusion et les acteurs de cette transmission. Certes, à travers ces dispositifs mémoriels, on accède principalement aux normes mémorielles telles qu'elles sont promues par les instances gouvernementales et que Johann Michel désigne comme la « mémoire publique officielle » (2010 : 3). Mais, si elles n'ont pas le monopole de l'élaboration et de la diffusion des représentations collectives du passé, et s'il existe d'autres sphères de production de la mémoire collective, les autorités croates façonnent néanmoins une « matrice de perceptions et de représentations » (ibid. : 3), un cadre cognitif dans lequel les citoyens sont socialisés. Car les pouvoirs publics possèdent les moyens d'orienter les représentations du passé et de promouvoir une certaine lecture de l'histoire :

« les autorités publiques disposent d'un mode de légitimation dont ne peuvent se prévaloir les autres institutions sociales pour réglementer les mémoires. Ce mode de légitimation accorde aux acteurs publics un pouvoir de contrainte – corrélé avec la monopolisation d'instruments d'action publique mémorielle – qui revendique à s'exercer avec succès non sur une institution sociale en particulier mais sur l'ensemble des administrés d'une collectivité donnée. Les représentations mémorielles, lorsque celles-ci sont produites par les institutions publiques, sont censées s'imposer à l'ensemble des membres de la société. » (ibid. : 2-3)

Pour Jean-François Macé la mémoire fait partie de l'appareillage dont dispose une société pour faire face à l'incertitude :

« Le système culturel au sens large (les religions, les symboles, les valeurs, les croyances, les coutumes, les mythes...) fonctionne comme un instrument cognitif de contrôle devant l'incertitude découlant d'événements historiques et sociaux marquants. La mémoire est un facteur décisif dans ce processus car elle permet de produire une perception sociale particulière de l'événement et de maintenir, sur le long terme, un système de références culturelles. » (2017 : 60)

Dans le cas croate, ces représentations s'imposent avec d'autant plus de force qu'elles sont entérinées par d'autres institutions qui ont voix au chapitre, telle que l'Église catholique croate, ainsi que par des acteurs collectifs, en particulier les associations de vétérans, des associations de victimes.

Il émane des différents dispositifs étudiés une conception particulière du conflit que l'on pourrait qualifier de récit de victimisation nationale. La Croatie – entité personnifiée – y est présentée comme la victime de l'agression serbe illégitime et barbare, et la Guerre patriotique (traduction de l'expression vernaculaire *Domovinski rat*), est considérée comme l'acte fondateur d'une Croatie indépendante et souveraine. Snježana Koren partage cette analyse, lorsqu'elle écrit :

« In the years following the end of the conflict, the 1991–1995 war has acquired an important place in the official memory. It has been increasingly portrayed as one of the key events in Croatian history, the victory of the Croatian defenders over the Serbian aggressors, which ensured the very existence of today's Croatia. » (2015 : 21)

La guerre patriotique est aussi conçue comme une guerre de défense, juste, légitime, pour la souveraineté de l'État, pour l'intégrité de la Patrie. Inscrite dans la Constitution croate, elle est décrite comme :

« la victoire de la nation Croate et des défenseurs croates au cours de la guerre juste légitime et défensive de libération, la Guerre Patriotique (1991-1995) au cours de laquelle la nation croate a montré sa volonté et sa détermination à établir et défendre la République de Croatie en tant qu'État démocratique et souverain, libre et indépendant »¹⁴³.

La guerre patriotique est aussi appréhendée comme une lutte mythique entre le bien et le mal qui se conjugue au mythe des origines de la Nation, et a donné lieu à la réactualisation des représentations de la Croatie comme rempart de la chrétienté, dont l'historien Ivan Đurić affirme :

« Après la défaite de l'armée croate dans son conflit avec les Hongrois (1097), la Croatie devient, en 1102, partie intégrante du royaume hongrois et, avec un degré d'indépendance variable, continue à partager son sort. C'est pourquoi, surtout à partir du XIX^e siècle, la conscience nationale croate (et aussi son intermittente rivalité avec les Serbes « schismatiques ») est essentiellement nourrie par l'image idéale du sacrifice du peuple pour le salut de l'Occident chrétien dans sa lutte contre les mécréants (*Antemurale Christianitatis*). S'est gravée aussi dans la mémoire de l'être national croate toute une série d'actes héroïques attribués à des individus « tombés sur les remparts du christianisme ». Il en est résulté un

¹⁴³ Source : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/hr1990.htm>

indéniable orgueil, dû à l'intégration à l'Europe catholique et à ses conquêtes civilisatrices. C'est dans le même sens que l'on interprète parfois la tentative sporadique, pathétique, de fournir une contribution nationale croate aussi grande que possible à l'édification de cette Europe. La conception de la « croacité » comme gage et vestibule du catholicisme, de l'Occident ou de l'Europe, a entraîné l'idée d'une nation souvent sacrifiée sur l'autel du monde occidental, par jugement divin ou par injuste oubli de la part du catholicisme qu'elle défendait. » (1991 : 295)

Par cette inscription dans la filiation de luttes séculaires opposant Orient et Occident, c'est la légitimité de la guerre patriotique qu'il s'agit d'affirmer, son bien-fondé qu'il s'agit d'attester. Et lorsque des hommes arborant des vêtements, armures et armes de différentes époques de l'histoire croate, prennent part aux commémorations de la guerre patriotique ou même de la Seconde guerre mondiale (Bleiburg), ils mettent en scène cette filiation, ils s'inscrivent dans la défense pluriséculaire de la souveraineté et l'intégrité territoriale croate.



Figure n°35 : Participants aux cérémonies du 18 novembre en costumes « historiques ». Clichés de l'auteur. En raison de la brume épaisse la qualité des images est insatisfaisante, mais donne un aperçu.

La mémoire de la guerre patriotique s'articule aussi avec la représentation d'une Nation victime des appétits territoriaux et de l'ingérence des pays voisins : Autriche-Hongrie, Ottomans, Italiens, Serbes. Toutefois, ce discours est commun à tous les pays de la région, ainsi que le souligne Dubravka Stojanović :

« almost all people of South Eastern Europe see their main historical role as those of victim and, what is particularly important, as victim of most neighboring peoples. Historical events in textbooks are interpreted in a way that gives an impression that most neighboring peoples have territorial aspirations to the territories that are considered historically « ours », that it has « always been like that », which lead to an implicit conclusion that nothing will change in the future either. » (2001 : 29)

Les belligérants sont désignés dans les termes de victime et d'agresseur, et la définition des catégories « soi-victime » et l'« autre-bourreau », qui polarisent l'analyse, se fondent sur une appartenance ethno-nationale réifiée, sur la biologisation latente de l'identité ethnique et l'essentialisation de l'altérité. Cela donne lieu à une diabolisation de « l'Autre », en l'occurrence « les Serbes », et le recours fréquent au singulier « le Serbe » accentue l'uniformité supposée de l'ennemi (de l'intérieur et de l'extérieur), son homogénéité. Cet autre est accusé de tous les maux, il est considéré comme l'unique responsable des atrocités, de la violence, des exactions, et du déclenchement de la guerre. Tout en rappelant le rôle joué par les forces serbes dans la guerre, Vjeran Pavlaković dénonce la simplification de la lecture binaire « Serbes » versus « Croate » qui circule en Croatie (mais pas seulement)

« That memory is exclusively one of victimization, and exclusively ethnic Croatian victimization at the hands of “Serbian aggressors,” which is reinforced by the commemorations. The fact that Serb civilians were killed by Croatian extremists during the conflict, or that many Serbs remained loyal to Croatia and contributed to the defense of Vukovar, is overlooked in the simplified “Serb vs. Croat” version of history perpetuated through public rituals. There is no doubt that Slobodan Milošević’s Serbia, backed by the Yugoslav People’s Army and Croatian Serb paramilitaries, committed numerous crimes in the war against Croatia, but placing collective guilt at the feet of all Serbs obstructs reconciliation and distorts the historical record. » (2009 : 8)

Cette représentation dichotomique de la guerre élude par définition la pluralité des causes, la complexité de ses enjeux, de son déroulement, la variété des acteurs impliqués, et promeut une lecture manichéenne du conflit. En d'autres termes, cette lecture binaire évacue la dimension politique de la guerre. Ce récit de victimisation implique une focalisation sur ses propres souffrances, ses propres victimes, ses propres pertes, sur le traumatisme qu'une telle

guerre engendre, sur les atrocités subies, la violence endurée. Il implique par ailleurs l'invisibilisation des souffrances, pertes, atrocités et violences subies par la communauté serbe de Croatie – qu'elles aient été infligées par les forces croates ou serbes, ainsi que l'occultation des crimes commis par les Croates d'Herzégovine à l'encontre de la communauté Musulmane. En outre, cette polarisation donne lieu à une occultation des souffrances endurées par les autres minorités au cours de la guerre et conduit à l'invisibilisation de leur existence même. Cela participe à entretenir une certaine conception de la Croatie, promue par les acteurs nationalistes qui aspirent à faire correspondre État croate et nation croate.

De surcroît, il émane du paysage mémoriel croate l'impression d'une mémoire unifiée, consensuelle, partagée, d'une nation croate unie par une communauté de destin. Cette situation n'est pas spécifiquement croate, tant s'en faut, et les travaux de l'anthropologue Anne-Marie Losonczy apportent des éléments d'analyse qui s'avèrent particulièrement éclairants pour appréhender la situation de la Croatie post-conflit. Dans son étude de la construction d'une mémoire collective victimaire au sein de la communauté magyar d'Ukraine, l'auteure fait état de « récits recomposés dans un style uni savant, et épurés autour du fil rouge d'un martyr ethnique d'un collectif hongrois entièrement soudé et uni, sans aucune division interne, ni contacts ou complicité avec d'autres groupes » (2010 : 142). Elle décrit une « figure mémorielle unifiée, de victimisation ethnique collective, figure construite par la sélection et la canonisation d'événements et de comportements emblématiques, susceptibles de servir de légitimation, faire-valoir et base de revendication collective » (ibid. : 141).

J'ai pu observer des mécanismes similaires à l'œuvre dans l'élaboration de la mémoire officielle de la guerre patriotique, que l'on peut considérer comme le fruit de « conventions narratives et interprétatives d'un « bloc mémoriel » » (ibid. : 141). En effet, derrière l'apparence consensuelle, le récit dominant sur le passé résulte d'une construction délibérée, dans laquelle, pour reprendre les termes de Christophe Gauchon, « les aspects susceptibles de produire du consensus historiographique » (2008 : 53) sont mis en valeur, au détriment des éléments sujet à discorde¹⁴⁴.

Selon Laurent Bazin, Robert Gibb et Monique Selim (2007), « les brusques conversions idéologiques » donnent lieu à « des nouveaux ordonnancements normatifs bâtis sur les idéologies de l'« identité nationale » ». Et cette affirmation se vérifie à propos de la Croatie post-yougoslave. En effet, l'effondrement du système politique et idéologique yougoslave a provoqué à la remise en cause subséquente des valeurs et principes au fondement des identités

¹⁴⁴ Voir infra

collectives durant l'ère socialiste, désormais obsolètes. Si la Nation croate revendique une histoire millénaire, l'État croate a accédé à l'indépendance il y a seulement trois décennies. La Croatie est donc en quête de reconnaissance et de légitimité, elle se doit d'élaborer une identité nationale qui lui soit propre, créer un nouveau mode de cohésion sociale, définir les frontières d'un endogroupe et d'un exogroupe, qui diffèrent des périodes antérieures de son histoire, et notamment des appartenances saillantes à l'époque yougoslave, telle la classe ou le Parti.

Cela implique en outre d'affirmer sa spécificité culturelle et de se démarquer par rapport aux nations voisines et par rapport à la péninsule balkanique, en mettant en exergue sa singularité, en insistant sur les différences au détriment des ressemblances. Et cela est d'autant plus important au sortir de la guerre.

Cela coïncide en outre avec les « politiques de renationalisation de l'identité » dont Bazin et al. (ibid.) affirment qu'elles resurgissent à travers le monde dans les années 1990. L'identité nationale tenant alors lieu de « support fréquent de la légitimité politique, ou de tentative de redonner au pouvoir politique une justification lorsque celle-ci s'étiole » (ibid.).

Alors, outre ses vertus pédagogiques, sa vocation à transmettre aux générations futures le récit officiel sur le passé, la mémoire occupe une place centrale dans la définition de l'identité nationale et dans la mythologie nationaliste, et participe de « la reformulation de la légitimité politique selon des principes identitaires » (Bazin et al., ibid.). La mémoire est ainsi au fondement de la nouvelle « communauté imaginée » (Anderson, 2006), au même titre que des déterminants culturels classiquement employés dans la construction de l'identité nationale depuis le XIX^e siècle, tels que la langue, la religion et le territoire. En créant le sentiment de valeurs et d'idéaux partagés par-delà la diversité culturelle qui caractérise la Croatie, la mémoire permet de fédérer la société croate, de la faire exister, en matérialisant une communauté de destin, en donnant un caractère d'évidence à cette construction politique récente.

Il est donc logique que la mémoire soit teintée de forts accents patriotiques voire nationalistes et occupe une place centrale dans la vie politique et sociale croate, et ce d'autant plus qu'elle est considérée comme l'acte fondateur de la Croatie indépendante, puisque la guerre est concomitante de la déclaration d'indépendance, promulguée en juin 1991. En outre, les acteurs qui ont le plus farouchement œuvré à l'indépendance de la Croatie, à savoir le HDZ, l'Église catholique et les forces armées sont aussi ceux qui ont façonné le paysage mémoriel depuis la fin de la guerre, c'est pourquoi, la mémoire de la guerre présente tant de similitudes avec les rhétoriques nationalistes belligères des années 1990.

Par le partage des souffrances qu'elle implique, la mémoire de la guerre de 1991-1995 constitue un ciment social puissant et représente une ressource supplémentaire dans la promotion l'unicité de la nation et dans la refondation de l'identité nationale croate, entamée à la fin des années 1980. En effet, selon le sociologue Miloš Havelka, les traumatismes permettent de consolider l'union au sein des groupes en créant une solidarité communautaire qui vient compléter le rôle des institutions, afin d'assurer la pérennité du groupe :

« l'identité des individus et des groupes se renforce – entre autres et peut-être même surtout – en vivant et en surmontant des traumatismes culturels : les êtres humains se souviennent de certains événements traumatisants comme d'une force propre à désintégrer la communauté, à menacer l'identité et à humilier l'individualité, tout en jetant les bases d'une nouvelle union. »
(2008 : 78)

L'auteur ajoute que les traumatismes « ne sont pas intéressants uniquement parce qu'ils ont stimulé la transmission d'une mémoire, mais aussi parce qu'ils contribuent à stabiliser des structures de sens sur lesquelles se fondent les processus de légitimation, d'identification, de solidarités vécues et partagées » (ibid. : 78-79), il considère même les traumatismes comme « le complément indispensable du fonctionnement des institutions » (ibid. : 79).

Cette analyse s'applique à la mémoire de la guerre patriotique, qui, du fait de sa puissante charge affective et de ses vertus cohésives fortes, constitue un méta-récit unificateur, garant du vivre-ensemble, indispensable à l'unité de la communauté citoyenne. Cela s'accorde avec l'affirmation formulée par Anne-Marie Saint-Gilles qui considère que « l'enjeu, pour toute collectivité qui développe une politique de la mémoire culturelle, réside dans la dimension unificatrice du souvenir commun » (2007 : 584).

Ainsi, les dispositifs mémoriels sont-ils conçus, au-delà de leur fonction commémorative, comme des marqueurs identitaires qui parsèment le territoire autrefois disputé, afin de signaler à l'ennemi d'hier et aux membres de la communauté nationale, la réappropriation de cet espace. En matérialisant la mémoire de la guerre dans le paysage par la construction de monuments, musées, mémoriaux, l'installation de stèles et de plaques commémorative, les autorités croates cherchent à recréer un lien brisé avec le territoire, en y apposant les marqueurs identitaires et les symboles du groupe majoritaire et dominant politiquement.

Ce foisonnement de dispositifs mémoriels, par la création ou la patrimonialisation d'une pléthore de lieux, participe ainsi à sanctuariser l'espace, à sacraliser le territoire, d'autant plus que dans la commémoration de la Guerre patriotique, mémoire et religion sont intrinsèquement liées, comme en témoigne la présence de dignitaires religieux, l'organisation

d'offices religieux et l'omniprésence de symboles catholiques dans les commémorations auxquelles il m'a été donné d'assister, ainsi que dans les espaces muséaux, les monuments et mémoriaux visités.

La mémoire officielle, telle qu'elle est véhiculée par les différents dispositifs mémoriels, consiste en une lecture univoque de la guerre d'ex-Yougoslavie et présente l'aspect d'un récit monopolistique, monolithique, excluant et binaire, qui oppose Nous /les Croates/ les victimes *versus* Eux /les Serbes/ les bourreaux. Ainsi, par-delà la diversité et la multiplicité de ces dispositifs, le paysage mémoriel croate semble unifié.

Il est même possible d'avancer que la mémoire de la guerre patriotique constitue un « ordre cognitif despotique » (op.cit. : 60), selon l'expression employée par Jean-François Macé pour qualifier le franquisme. En effet, la diffusion de cette mémoire dogmatique, où l'Autre est considéré comme une menace à l'unité et à l'intégrité de la Patrie, s'accompagne d'une violence narrative à la fois insidieuse et de grande ampleur.

Les forces serbes ayant fait preuve d'une redoutable violence envers les populations et le patrimoine culturel lors des différentes campagnes de nettoyage ethnique sur le territoire croate, la mémoire de la guerre est un sujet particulièrement sensible. Aussi toute remise en cause de l'interprétation du passé forgée par les acteurs nationalistes équivaut à un crime de lèse-majesté et est présentée comme une atteinte à la fois aux victimes de la guerre et à la souveraineté nationale. En effet, toute critique de la mythologie nationaliste, toute tentative de déconstruction du récit de victimisation nationale est dénoncée comme étant une remise en cause de la légitimité de l'indépendance croate. Et cette remise en cause est d'autant plus intolérable qu'elle fait écho à la remise en question de la souveraineté nationale croate par les leaders serbes au cours de la guerre et au-delà.

Aussi n'est-il pas rare que des acteurs (individuels ou collectifs) critiquant les prises de positions du gouvernement HDZ se voient accuser d'être à la solde des « serbo-četnik », qu'ils soient qualifiés de « yougophiles », « yougonostalgiques », « rouges », « communistes », ou soient considérés comme des traîtres à la Patrie pour ne pas avoir soutenu l'indépendance croate. Comme le montre Snežana Koren, qui se réfère ici au gouvernement présidé par Ivo Josipović et dont le Premier Ministre est Zoran Milanović (SDP), ces allégations et formules, se voulant dénigrantes, employées par les partis de droite et extrême droite sont destinés à décrédibiliser leurs adversaires politiques :

« Such labels are usually attached to the present SDP-led government, some other left-wing politicians, some intellectuals and non-governmental organizations, or to anyone who interprets the Croatian experience during the period of Yugoslavia with any positive connotations. » (op.cit. : 27)

Censure et répression souterraines permettent d'entériner un récit hégémonique et incontestable, en muselant les foyers alternatifs de la mémoire, par la censure des médias, le harcèlement des journalistes indépendants – pratique dénoncée par *Amnesty International* et Reporters sans frontières – la diminution des crédits alloués aux associations œuvrant dans le domaine de la reconstruction du vivre-ensemble, des droits humains et des initiatives pour la paix, ou dans le domaine de la création artistique.

Malgré le caractère péremptoire du récit de victimisation nationale, véhiculé par les entrepreneurs de mémoire nationalistes, la lecture victimaire n'est partagée pas de façon unanime au sein d'un intra-groupe, du « Nous », fondé sur l'appartenance ethno-nationale. Cela va sans dire, parmi les « Croates », il y a des dissensions relatives à la mémoire et ses usages. Tout le monde n'adhère pas à la lecture dominante, ni à la conception essentialiste de l'identité qui la sous-tend.

De plus, l'opposition manichéenne « croate » versus « serbe » évacue de la scène mémorielle toutes les autres minorités présentes en Croatie qui constituent pourtant 10% de la population d'après les données issues du dernier recensement (2011). Cette dualité fait aussi abstraction de tous les individus issus de familles « mixtes » – dont il est impossible de connaître le nombre, faute de catégories adéquate dans le recensement – qui ne se reconnaissent pas dans cette conception polarisée du passé et de la société croate. Plusieurs interlocuteurs m'expliquent d'ailleurs que les personnes issues de familles mixtes ou de minorités sont surreprésentées dans la société civile, et c'est ce qu'affirme Jelena J., informatrice privilégiée proche de la scène alternative zagréboise :

« Parmi les gens qui pensent différemment, qui œuvrent à changer les choses, qui s'impliquent dans des associations, dans la culture underground, dans l'art contemporain, qui militent pour les droits LGBT, dans l'antispécisme, dans le féminisme, pour l'aide aux réfugiés, tous les mouvements progressistes, en quelque sorte, il y a beaucoup gens qui sont issus d'autres minorités, de mariage mixtes, et même parfois de mariages mixtes entre minorités. » (Extrait entretien Jelena J., Zagreb, 20/05/2015)

Qu'elles émanent des militants des droits de l'Homme, des « Yougonostalgiques » (Popovic, 2013), des « antifascistes », de la jeunesse urbaine diplômée et cosmopolite, des intellectuels de gauche ou d'acteurs du milieu associatif, des lectures alternatives et dissidentes se font jour. Elles critiquent les usages de la mémoire de la guerre et s'insurgent contre les dérives auxquelles ils donnent lieu, notamment le fait que la mémoire soit utilisée dans le dessein de construire une société excluante, intolérante et « croatisée ». Ainsi, des organisations comme

Dokumenta, Centar za mir, GOLJP (Comité civique pour les droits humains), le CHC (Croatian Helsinki Committee for Human Rights) ou encore CMS (Center for Peaces Studies) œuvrent pour que toutes les facettes de la guerre soient reconnues. Ces différents acteurs ont inscrit la « confrontation avec leur passé » au tableau de leurs activités, et ils tentent de diffuser les résultats de leurs investigations auprès du grand public. Seulement, leurs voix sont presque inaudibles tant elles sont minoritaires et leur audience limitée. D'autant que le cénacle des ONG, intellectuels et artistes qui promeuvent une lecture alternative de l'histoire et contestent le récit officiel monolithique et la version tronquée du passé qu'il véhicule, s'adressent à une catégorie de personnes déjà acquises à leur cause. Alors, aussi importante soit-elle, et aussi variées soient leurs activités, leur influence est donc mineure.

Ces acteurs ont été nombreux à accueillir avec enthousiasme l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, dans la mesure où elle a permis d'impulser un débat sur le passé afin de le démystifier. En outre, par le soutien qu'elle apporte aux organisations de la société civile, l'UE pourrait participer à forger une vision moins passionnée du conflit, une lecture critique, moins virulente des événements, dans le dessein de favoriser la pacification et permettre le vivre-ensemble, par une Histoire plus nuancée, moins manichéenne.

En effet, selon Renata Schellenberg, « *since its inclusion in the EU the Croatian collective memory has experienced a significant shift by including new norms of social acceptability while also introducing a new public rhetoric with which to address Croatia's wartime past* » (2015 : 25). Néanmoins, du fait de la ténuité de leur visibilité médiatique, politique et culturelle, ces voix dissidentes peinent à se diffuser et doivent faire face à une levée de bouclier destinée à les museler.

Le retour au pouvoir de l'aile dure du HDZ en 2015 – après une parenthèse de quatre ans durant laquelle le pays fut gouverné par une coalition de centre-gauche – s'est accompagné de nombreux gestes symboliques qui renforcent la représentation canonique du passé, attisent la haine et l'intolérance vis-à-vis de la communauté serbe de Croatie. Ce retour s'est aussi traduit par la mise en œuvre de mesures autoritaires destinées à réduire au silence les voix dissidentes : arrestations de journalistes, coupes budgétaires dans le secteur de la culture et censure d'œuvres, réduction des subventions aux associations.

En outre, la mémoire constitue une ressource aisément mobilisable dans le domaine politique et social. Du fait des émotions qu'elle suscite, de son caractère sacré, elle constitue un levier efficace. Elle est donc disputée par des acteurs qui cherchent à asseoir leur légitimité,

défendre leur statut, leurs droits, leur position sur l'échiquier politique (se réclamer héritier de la guerre à des fins politiques, sociales, économiques), à mobiliser (un électorat, des soutiens...) en instrumentalisant l'argument de la mémoire pour servir leur cause, leurs intérêts, leurs revendications. Cette ressource est revendiquée par différents acteurs qui se considèrent comme les détenteurs attitrés de la seule mémoire autorisée (association de vétérans, HDZ et clergé notamment).

Cela est particulièrement manifeste dans la bataille pour la légitimité politique et l'accès au pouvoir que se livre le parti nationaliste HDZ (parti qui a œuvré à l'indépendance du pays) et le principal Parti d'opposition, le SDP (*Socijaldemokratska Partija Hrvatske*) qui est plus proche de centrisme que du titisme, même s'il est considéré comme l'héritier du Parti communiste de Croatie.

En effet, le SDP fait montre, en règle générale, des positions plus nuancées et ouvertes, il ne stigmatise pas les Serbes de façon systématique, cherche à favoriser la réconciliation régionale, a été favorable à la collaboration avec le TPIY. Le Parti a reconnu l'existence de victimes serbes de la guerre et pris part à des cérémonies commémoratives en hommage à ces victimes, il élaboré des mesures permettant d'étendre les droits des minorités nationales, et condamne les manifestations de révisionnisme, et il ne recourt que très rarement à l'argument de la guerre.

Mais cet antagonisme est à relativiser. D'une part, car il se trouve au sein du HDZ des acteurs dont les positions sont plus centristes et modérées sur ces questions, à l'instar d'Andrej Plenković, ancien diplomate dont la mission était centrée sur l'adhésion de la Croatie à l'UE, qui a succédé à l'ultranationaliste Tomislav Karamarko à la tête du HDZ en 2016, et puis est devenu Premier Ministre de la Présidente Kolinda Grabar-Kitarović (HDZ). Et après avoir noué une alliance avec le Parti démocratique indépendant serbe, il est devenu Premier Ministre du Président Zoran Milanović (SDP). D'autre part, alors lorsque le SDP a été au pouvoir de 2000 à 2003 avec un gouvernement dirigé par le Premier Ministre Ivica Račan, puis de 2010 à 2015 après l'élection d'Ivo Josipović à la présidence de la Croatie, cette alternance politique n'a eu qu'un effet limité sur les politiques mémorielles. Malgré les discours d'ouverture et les gestes de rapprochement entre la Croatie et la Serbie entrepris par Račan et Josipović, l'empreinte du HDZ sur les politiques mémorielles a perduré.

Enfin, le SDP a parfois emprunté la rhétorique du HDZ, pour s'attirer les faveurs de l'électorat de droite, en critiquant les jugements rendus par le TPIY, ou en décorant des militaires considérés comme des criminels de guerre. C'est en effet le parti qu'a pris le Président Zoran Milanović, lorsqu'à l'occasion des cérémonies commémorant le vingt-cinquième anniversaire

de l'opération Oluja à Knin, le 5 août 2020¹⁴⁵.

Il a décoré le Général du Conseil de Défense à la retraite Zlatan Mijo Jelić, accusé de crimes de guerre à l'encontre des populations non-croates en Herzégovine, et il a critiqué ce qu'il considère comme les tentatives du TPIY de criminaliser les opérations militaires de reconquête, reprenant à son compte les arguments de ses prédécesseurs du HDZ¹⁴⁶.

Il faut dire que la mémoire de la guerre est un levier émotionnel puissant qui a fait montre de son efficacité lorsqu'il s'est agit de détourner l'attention des électeurs des scandales judiciaires qui éclaboussent régulièrement le HDZ depuis l'indépendance (au nombre desquels figurent corruption, détournement de fond et financement occulte du parti). En outre, les vétérans de la Guerre patriotique représentent un lobby puissant que chaque parti tente d'accaparer pour s'assurer la victoire, et la plupart des familles ont été affectée directement ou indirectement par la guerre, alors le recours à la mémoire de la guerre est un argument politique efficace.

L'instrumentalisation de la mémoire de la guerre représente aussi un moyen de détourner l'attention de thèmes socio-économiques, ainsi que le pointe très justement la politiste Cécile Jouhanneau, à propos de la compétition partisane intra-serbe en Bosnie :

« le discours sur les menaces supposées des Bosniaques contre les Serbes permet en effet de maintenir le thème de la défense de la Republika Srpska au sommet de l'agenda politique et d'éviter que d'autres partis ne mobilisent l'électorat sur des thèmes socio-économiques ou judiciaires » (2015 : 101).

Il peut être tentant, à force de s'intéresser au versant officiel et institutionnel de la mémoire, de considérer ce récit de victimisation nationale comme une simple construction politique, de l'appréhender au prisme de l'« invention de la tradition » (Hobsbawm, 1995), de le considérer uniquement comme une narration élaborée de toute pièce à des fins de propagande, constamment alimentée par les médias et par les acteurs politiques de droite, mais ce serait un fourvoiement. Le fait est, *a contrario*, que cette interprétation du passé est profondément incorporée par la majorité des citoyens, dans la mesure où elle résonne avec des expériences individuelles ou familiales de la guerre. Cela coïncide avec l'analyse de Marie-Claire Lavabre qui affirme :

« l'inculcation d'un rapport affectif au passé, par la voie de la littérature, voire des manuels scolaires, peut être source de la mémoire collective, cependant que l'instrumentalisation politique de tel événement du passé n'est jamais création *ex nihilo*. » (1994 : 492)

¹⁴⁵ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Oluja-Milanovic-choque-la-Bosnie-Herzegovine>

¹⁴⁶ Voir infra, section TPIY

J'ai pu saisir l'ampleur de cette incorporation, de cette « doxa mémorielle ethnicisée » pour reprendre les termes d'Anne-Marie Losonczy (op.cit. : 147) lors d'entretiens auprès de différentes catégories d'acteurs, lors de conversations informelles avec des habitants des localités où j'ai séjourné, et par l'observation de pratiques individuelles dans l'espace public et dans la sphère domestique.

Effectuer un pèlerinage mémoriel à Vukovar, assister à des cérémonies de commémoration, à des messes en l'honneur de victimes, brandir des drapeaux, des banderoles, déposer des bouquets ou couronnes de fleurs, des bougies et des chapelets dans les lieux de mémoire, afficher le drapeau national ou un portrait du général Gotovina à sa fenêtre ou sur son véhicule, taguer des façades de bâtiments ou du mobilier urbain, prendre part à des manifestations de soutien ou de protestation, élaborer un petit autel privé composé de reliques personnelles ou de souvenirs rapportés de visites de lieux de mémoire dans son logement ou dans son bureau, arborer à même le corps le motif du château d'eau en ruine au moyen de tatouages ou des vêtements... sont autant de témoignages d'une adhésion individuelle – ne serait-ce que partielle – aux récits officiels sur le passé, d'une assimilation de la mémoire dominante, qui s'articule à des éléments biographiques.



Figure n°36 : Installation « VUKOWAR » au pied de la statue équestre du Ban Jelačić sur la place centrale de Zagreb. Cliché de l'auteure (Zagreb, 02/12/2011)

II. Les éléments exclus de la mémoire officielle

Si de prime abord la lecture victimaire semble faire l'unanimité, la mémoire de la guerre est toutefois autrement moins lisse et consensuelle que ne voudraient le faire croire les tenants de la version officielle. D'autres narrations existent et viennent questionner la mémoire dominante. Cependant, du fait de la faible distance temporelle avec les événements, l'empire du traumatisme est encore trop important et ne peut laisser une place à ces mémoires concurrentes qui n'ont pas droit de cité et ne peuvent être incorporées au récit officiel.

Le paysage mémoriel, à travers les différents dispositifs qui le constituent, produit donc un récit univoque, d'où sont gommées les aspérités au profit de l'unité nationale, il n'est donc pas question de faire référence aux éléments qui pourraient mettre en péril cette concorde. En effet, comme l'affirme Christina Koulouri, « la mémoire, qui est sélective par définition, est accompagnée par un processus parallèle d'oubli qui prend souvent la forme d'une censure officielle des mémoires embarrassantes. C'est ce que Paul Connerton appelle « l'oubli planifié »¹⁴⁷ » (2007 : 9). Cela s'accorde avec l'affirmation de l'historien Omer Bartov, pour qui, « lorsqu'on se met en scène en écrivant sa propre histoire nationale, on se donne rarement un trop mauvais rôle » (2002 : 567).

Par conséquent, les aspects sombres, inavouables de la guerre, dans la mesure où ils viennent remettre en cause la lecture victimaire, sont passés sous silence et demeurent marqués du sceau du tabou plus de deux décennies après la fin de la guerre.

Ainsi, il n'y a pas de place dans ce récit pour l'évocation des entraves au retour des réfugiés serbes (pourtant dénoncées par le Haut Commissariat aux Réfugiés et l'OSCE), il n'y a pas de référence aux discriminations fondées sur des critères ethniques, aucune mention de la part de responsabilité croate dans le conflit et de son engagement en Herzégovine contre la population Musulmane, ni des exactions commises contre les civils serbes lors de la reconquête du territoire en 1995 ou du caractère autoritaire du régime de Tuđman.

Certes, l'évocation de ces faits n'est pas frappée d'interdit, dans la mesure où la Croatie est désormais un pays démocratique, mais la liberté d'expression est toute relative, comme le démontre les rapports de l'ONG Reporters sans frontières qui dénoncent régulièrement la censure et les attaques impunies contre les journalistes croates (harcèlement, menaces de mort, agression physique), mais aussi l'ingérence du gouvernement et les atteintes à l'indépendance des médias :

¹⁴⁷ Connerton, *How societies remember*, Cambridge, Cambridge University press, 1989, cité par Koulouri (2007), Clio chez elle...

« Les journalistes enquêtant sur la corruption, le crime organisé et les crimes de guerre sont souvent victimes de campagnes de harcèlement dans ce pays où la diffamation est pénalisée, et où l'insulte à la « République, son emblème, son hymne national ou drapeau » est passible d'une peine de trois ans de prison.¹⁴⁸ »

D'autant que l'interprétation officielle de la Guerre patriotique est inscrite dans la Constitution croate, ainsi que le souligne Snježana Koren :

« in documents such as the Croatian Constitution, or parliamentary declarations on the Homeland War and Operation Storm, the 1991–1995 war is already defined as a value and as one of the foundations of the Croatian state. All these documents emphasize the conviction that the war was essentially a defensive war against aggression, without the characteristics of a civil war. » (2015 : 28-29)

En outre, les expériences de différents groupes dont on peut considérer qu'ils sont « les exclus des pactes mémoriels » pour reprendre la formulation évocatrice de Georges Mink (2008 : 23), ne sont pas incluses dans le récit dominant, au nombre desquels notamment les rapatriés croates, les victimes de violences sexuelles (on pourrait aussi ajouter les minorités non-croates).

Cette section viendra donc s'intéresser à cet oubli planifié, à la forclusion¹⁴⁹ des phénomènes qui ne cadrent pas avec le récit national de victimisation.

II.1 Le sort des réfugiés et des personnes déplacées croates

Joseph Krulic (2015) distingue les personnes déplacées – qui demeurent à l'intérieur des frontières de leur pays de résidence – et les réfugiés (au sens sociologique et non pas juridique du terme) – qui franchissent les frontières de leur État d'origine pour aller trouver refuge dans un pays étranger, qu'il soit limitrophe ou lointain, permettant de distinguer, en théorie du moins, différentes catégories de personnes que la guerre a poussé sur les routes de Yougoslavie.

Si le sort des réfugiés et des personnes déplacées de nationalité croate occupe une part importante du récit national de victimisation, l'accent est mis sur les violences qu'ils ont subies dans les régions affectées par les combats, les souffrances qu'ils ont endurées lors de leur exode, l'affliction causée par la perte de leurs proches et de leurs possessions.

Mais les différents dispositifs mémoriels répugnent à évoquer les discriminations, les

¹⁴⁸ Source : <https://rsf.org/fr/croatie#alerteszone>

¹⁴⁹ L'emprunt du jargon psychanalytique est volontaire et témoigne du caractère pathologique de ce déni.

quolibets, les difficultés rencontrées par les personnes déplacées, quand cette souffrance est causée par des « compatriotes ». Pourtant, parce qu'ils arrivaient souvent de régions rurales et défavorisées (Slavonie, Krajina, Herzégovine, Bosnie centrale, Kosovo), les réfugiés et personnes déplacées croates ont souvent été l'objet de représentations péjoratives. Parmi les lieux communs qui circulent à leur propos, on peut entendre que ces déracinés sont « arriérés », « rustres », « incultes », « ultranationalistes », « pauvres », qu'ils ne connaissent pas les règles de voisinage et de savoir-vivre en ville.

Krešimir Rašan, qui occupe la fonction de Director of Services for visitors à l'Office du tourisme de Zagreb, m'accorde un entretien centré sur les conséquences de la guerre sur la fréquentation touristique de Zagreb. Au cours de notre entretien, il fait état du choc des cultures entre les réfugiés en provenance des régions rurales et les habitants de la capitale, où nombres de personnes déplacées trouvent refuge :

« Beaucoup de gens en provenance des parties orientales de la Croatie, des régions de la Croatie sous occupation serbe, sont venues à Zagreb. Alors on a eu un problème, parce que vous pouvez imaginer, peut-être que vous pouvez imaginer, ce qui c'est produit pour ces gens qui arrivaient de petits villages, pas de villes, de villages, et qui se retrouvaient confrontés à une ville de presque un million d'habitants. Ça a été un changement radical et, ils ont apporté avec eux leur culture et ça a été un grand crash, disons, entre leur culture et notre culture. Et au début l'assimilation a été très lente et très difficile pour eux. Et maintenant, la plupart des gens sont repartis, mais un certain nombre sont restés et se sont installés à Zagreb. Et ils ont changé notre structure, de la démographie locale, ici à Zagreb. Parce que ils venaient majoritairement de régions où les gens avaient une moindre éducation, et ça posait problème. Généralement, ils travaillaient dans l'agriculture et à Zagreb, ce n'est pas envisageable. » (Extrait d'entretien Krešimir Rašan, Zagreb, 6 décembre 2011)

L'une de mes informatrices privilégiée, Jelena J.¹⁵⁰, après que nous ayons tissé des relations de confiance et après s'être assurée que je ne partageais pas la lecture nationaliste de la guerre, m'a relaté son parcours. La jeune femme, âgée d'une trentaine d'années, réside à Zagreb où elle effectue un doctorat en littérature. Je fais sa connaissance par le biais d'une parente que j'ai côtoyé lors de mes séjours à Vukovar.

Originaire de Vukovar, elle a huit ans au moment de la guerre, et pendant toute la durée du siège, elle trouve refuge avec ses parents, ses sœurs, et d'autres membres de sa famille dans la cave de la maison familiale. C'est une période très difficile, marquée par la terreur, le froid et les pénuries (d'eau potable, de nourriture, de courant, de médicaments, d'informations). À la

¹⁵⁰ Pour des raisons de respect de son anonymat, le prénom de mon informatrice a été changé et son nom n'est pas mentionné autrement que par une initiale, en revanche, les éléments biographiques sont authentiques.

chute de la ville, les femmes de sa famille sont chargées à bord de bus et transportées dans les régions de Croatie qui ne sont pas occupées par les forces serbes, au même titre que la plupart des habitantes de Vukovar. Son père et son oncle sont transférés dans des camps de prisonniers, sort qu'ils partagent avec les autres hommes non-serbes de la ville. Jelena J. fait preuve de beaucoup de retenue lorsqu'elle parle de cette période qu'elle n'évoque pas volontiers et refuse de s'étendre sur cette expérience. En revanche, s'agissant de son expérience de la migration forcée, elle est autrement plus volubile.

« J'ai vécu dans 27 endroits différents depuis ma naissance, à cause de la guerre. Du coup, je ne sais pas ce que ça fait d'avoir un voisinage, de la stabilité, je ne sais pas ce que ça fait de se sentir "chez-soi" quelque part. Même aujourd'hui, je n'arrive pas à créer une relation émotionnelle avec un endroit, mon quartier actuel, mon appartement, parce qu'on a passé notre temps à changer d'endroit. Avec ma mère, mes sœurs, ma tante et ma cousine, on a vécu dans différents camps de réfugiés, on a été trimballé chez des amis et de la famille à droite à gauche, dans tout le pays, à Zagreb, en Istrie... À un moment donné, on a même vécu dans des tentes dans la forêt ! Du coup, j'ai l'impression d'être toujours en *stand-by*. Par exemple, je ne possède pas beaucoup d'affaires, pas beaucoup de vêtements. C'est pas parce que je n'ai pas les moyens, je gagne même bien ma vie actuellement, mais c'est comme si tout devait pouvoir rentrer dans une valise, bon, une grosse valise, mais tu vois ce que je veux dire.

Dès l'enfance j'ai eu la conscience d'être différente, d'être « marquée » « stigmatisée », parce que, partout on demandait à l'école « ceux qui sont réfugiés lèvent la main ». Toute la classe se retournait, avec les yeux ronds, pour savoir qui étaient les pestiférés. Et alors, on nous distribuait un cahier avec une grosse croix rouge en couverture. Je n'ai jamais voulu utiliser ces cahiers, je ne voulais pas être cataloguée, je ne voulais surtout pas être différente. D'ailleurs j'évitais tout le temps de fréquenter les autres comme moi, les autres ... réfugiés. Mais de toute façon, quoi qu'on fasse, à cause de l'accent et autre, on finissait toujours par être repérés et ... rejetés. Devenir la cible des moqueries. Les gosses c'est cruel et dans la cour de récréation, ils inventaient des petites chansonnettes, des jeux de mots, pour rire à nos dépends. Quand ton parcours et toute la souffrance, que ton vécu se transforme en surnom, et qu'on t'appelle « Hey, la réfugiée », tu te sens dépersonnalisée. Ça a été une période difficile de ma vie, ça a été un véritable traumatisme. Après coup, j'ai le sentiment qu'on nous avait abandonné à notre sort. Et c'est pas du tout politiquement correct de dire ça, même aujourd'hui. » (Extrait d'entretien Jelena. J., Zagreb, 20 mai 2015)

Outre les discriminations dont ils sont victimes, l'indifférence, la condescendance voire les moqueries de la part des populations locales, parmi les personnes déplacées et les réfugiés, le sentiment d'avoir été abandonnés par les autorités croates est récurrent.



Figure n°37 : La muséographie mettant en scène le sort des réfugiés dans l'exposition « Domovinski Rat » au musée d'histoire croate. Cliché de l'auteur (Zagreb, 08/05/2012)

Il faut dire que le gouvernement croate a été débordé par cet afflux de réfugiés. En effet, comme le rappelle Sophie Albert (1996 : 55-56), docteure en droit public, sur les 3 523 000 personnes déplacées ou réfugiés comptabilisés par l'ONU pendant la guerre en ex-Yougoslavie, 463 000 personnes trouvent refuge en Croatie, provenant dans leur majorité de Bosnie-Herzégovine. Ainsi, selon Krulic, au cours du second semestre 1991, « les Croates fuient des régions de Slavonie orientale, ce sont 100 000 personnes autour de Vukovar et d'Osijek qui prennent la fuite entre septembre 1991 et février 1992, ainsi que quelques milliers de la région de Dubrovnik et d'autres régions affectées par les combats » (op.cit. : 95). Par la suite, avec le déclenchement de la guerre en Bosnie, ce sont « 67 % des Croates de Bosnie » et « 63 % des “Musulmans” de Bosnie » (ibid. : 96) qui fuient leur pays, afin de trouver refuge en Croatie, dans d'autres pays de l'ancienne Fédération, ainsi qu'en Europe occidentale (Allemagne en tête), voire outre-Atlantique, où existe une diaspora anciennement établie.

Par son ampleur et sa durée, l'afflux de réfugiés et de personnes déplacées constitue un poids économique et logistique considérable pour ce pays de moins de 4 millions d'habitants, dont l'économie est dévastée par la guerre, donnant lieu à une situation humanitaire particulièrement critique, permettant d'expliquer les difficultés rencontrées par les réfugiés et personnes déplacées à l'époque.

Cependant, plus de deux décennies après la fin de la guerre, la situation de nombreux croates déplacés et réfugiés est toujours marquée par la précarité, en matière de logement, d'emplois, de conditions sanitaires, contrastant avec les engagements pris par Tuđman à leur arrivée.

Un article datant de mars 2015, traitant de la situation de réfugiés croates du Kosovo,

corroboire la persistance des difficultés rencontrées par nombre de réfugiés et leur déception face aux promesses non tenues par les gouvernements successifs depuis leur arrivée. Ainsi peut-on lire que les habitants croates originaires de Letnica vivent toujours, à l'époque où l'article a été publié, « à la limite de l'extrême pauvreté¹⁵¹ », dans un camp de baraquements insalubres, dépourvus d'eau potable.

II.2 Les difficultés d'intégration des rapatriés Croates

L'ethnologue Jasna Čapo traite des difficultés rencontrées par une catégorie particulière de personnes déplacées : les rapatriés Croates (*Hrvatski povratnici*). Cette terminologie implique que la migration vers la Mère-patrie de communautés croates devenues « minorité nationale ennemie » (2005 : 204) dans leur région d'origine (Serbie, Herzégovine et Bosnie centrale, Voïvodine, Kosovo), est un phénomène qui va de soit. Cela s'accorde avec la représentation de l'État-nation véhiculée par les « idéologues du nationalisme ethnique » yougoslaves (Lukic, 2014 : 213), selon laquelle géographie et démographie doivent coïncider, afin de donner lieux à des États-nations ethniquement homogènes.

Dans ses recherches, Čapo s'intéresse en particulier aux rapatriés de Voïvodine¹⁵², qui selon les estimations, seraient entre 35 000 et 45 000. Cette catégorie présente des caractéristiques singulières en comparaison avec les autres mouvements d'exode observés pendant la guerre. En effet, l'auteure, qui recourt à la terminologie Münz et Ohliger¹⁵³, qualifie les rapatriés croates de Voïvodine d'« *ethnically privileged migrant* », à savoir :

« *those in which ethnicity figures as a prominent factor in migration, both at the point of origin and at the point of destination. Specifically, it examines the treatment, acceptance and incorporation of ethnically privileged or coethnic migrants in the country of destination.* » (Čapo, op.cit. : 200)

Les rapatriés croates de Voïvodine, qui appartiennent donc au groupe national majoritaire du pays où ils s'installent se distinguent par leurs conditions d'émigration particulières. D'une part, s'ils ont fui par peur des persécutions et sous la menace, ils n'ont pas fait l'expérience directe des combats et de l'épuration ethnique, dans la mesure où ils résidaient dans une

¹⁵¹ Martina Pauček Šviljak, *Courrier des Balkans*, Croates du Kosovo : ces réfugiés que Zagreb a oublié

¹⁵² Région septentrionale de Serbie, frontalière avec la Croatie, la Hongrie et la Roumanie et qui jouissait du statut de province autonome, du temps de la Yougoslavie socialiste.

¹⁵³ Münz, R. and Ohliger, R. (1997) *Deutsche Minderheiten in Ostmittel- und Osteuropa, Aussiedler in Deutschland. Eine Analyse ethnisch privilegierter Migration*, Demographie aktuell 9, Berlin: Humboldt-Universität zu Berlin. Cité par Čapo (2005)

région qui n'a pas été affectée militairement par le conflit. D'autre part, contrairement à la plupart des réfugiés de la région que la guerre a poussé sur les routes dans le dénuement et la précipitation, les rapatriés de Voïvodine ont quitté leur domicile dans le cadre d'un échange – informel et individuel – de biens avec des Serbes de Croatie qui émigraient en Serbie, trouvant ainsi, lors de leur installation un logement, du mobilier, voire des terres et du matériel agricole. Enfin, l'État croate a facilité leur installation, en leur octroyant la citoyenneté et en légalisant cet échange de biens.

En dépit de ces éléments facilitateurs, Čapo montre que les rapatriés croates ont été confrontés à nombre de difficultés. Les relations avec la population d'accueil, avec laquelle ils partagent pourtant une origine ethno-nationale commune, oscillent entre indifférence et hostilité. En effet, selon Čapo, les nouveaux venus sont perçus par les habitants installés de longue date, comme menace à l'ordre établi, à leurs traditions, à leur hiérarchie, à leur vie communautaire, comme un élément perturbateur de la structure sociale existante, dans un contexte marqué par l'insuffisance des ressources disponibles.

D'autre part, les divergences quant à leur expérience de la guerre sont sources de conflits et d'antagonismes, car si les rapatriés appréhendent leur migration en termes d'arrachement, de tristesse et de perte, pour les communauté d'accueil, ils ne sont ni des victimes ni des héros de la guerre et ils sont stigmatisés pour n'avoir pas défendu leurs vies et leurs biens face à la menace serbe.

En réaction à leurs difficultés d'intégration et à l'assignation d'une identité dévalorisante, les rapatriés croates ont développé une conscience collective forte, caractérisée par l'exacerbation de différences culturelles (en apparence mineures) pour se singulariser par rapport à une population locale qui les considère comme des étrangers, comme un groupe subalterne ; par le refus l'appellation de réfugié considérée comme stigmatisante ; par le développement d'un sentiment de supériorité (né du différentiel de développement entre leur région d'origine et d'accueil qu'ils considèrent comme arriérée).

Cette situation montre que l'allégeance nationale et le partage d'une langue et d'une culture commune ne sont pas des éléments suffisants en soi pour permettre la rencontre de communautés ayant un vécu différent. Aussi, pour Jasna Čapo l'ethnicité partagée n'est un privilège qu'au moment de la migration vers la « patrie ».

Les rapatriés croates ne trouvent pas leur place dans le récit officiel, à la fois parce que leur existence remet en question les fondements d'un État-nation homogène, dans la mesure où leur revendication d'une identité spécifique vient contrecarrer les efforts entrepris par les autorités croates pour niveler les différences régionales, culturelles, linguistiques. Mais aussi,

parce que le rejet dont ils ont été victimes de la part des communautés locales dans lesquelles ils se sont installés vient questionner l'image d'une union sacrée des Croates face à la barbarie serbe.

Lors de mon enquête de terrain, à aucun moment il n'a été fait mention de l'existence de cette communauté et c'est « par hasard », en lisant les travaux de Jasna Čapo que j'ai pris connaissance de leur expérience, preuve s'il en est que leur sort n'est guère publicisé.

II.3. les dissensions et les rivalités au sein de la communauté croate pendant la guerre

Plusieurs éléments viennent nuancer le récit mémoriel dominant vantant l'indéfectible communion des Croates autour du Président Tuđman.

Si la défense de la Patrie est apparue comme une nécessité indiscutable au sein de la classe politique croate, ses membres ne se sont pourtant pas exprimés de concert quant aux moyens de faire face à l'agression Grand-Serbe. Et les dissensions ne sont pas seulement imputables aux partis d'opposition, mais résultent surtout de luttes de factions au sein même du HDZ et du gouvernement, ainsi que le dévoile Diane Masson. En effet, le HDZ, dont Masson rappelle qu'il « regroupe diverses orientations politiques en son sein » est polarisé entre les partisans de l'aile radicale, majoritairement les membres du « lobby herzégovinien, dont le rôle a été très important dans la victoire du HDZ » (2002 : 157) aux élections de 1990, et le cercle du Président Tuđman.

Ces deux groupes, qui s'opposaient déjà avant la guerre sur l'avenir de la Yougoslavie et la façon de régler « la question croate » (ibid. : 157), divergent ensuite sur la réaction à adopter face à l'intervention de la JNA en Slovénie, puis à l'issue des premiers incidents en Croatie. En effet, les premiers « insistent pour que la guerre soit déclarée » (ibid. : 160), alors que Tuđman, qui espère une intervention internationale et considèrent que les forces croates ne sont pas encore opérationnelles, refuse l'option militaire et préfère opter pour l'attentisme et la négociation.

Cette opposition donne lieu à un remaniement ministériel et à « la formation d'un nouveau gouvernement, pluraliste » (ibid. : 160), Tuđman voyant dans la coalition avec les partis d'opposition un moyen de contre-balancer la contestation menée par l'aile droite du parti.

Cependant, la dissension persiste et la raison principale réside dans la personnalisation du pouvoir et l'autoritarisme croissant exercé par le Président, depuis le début de son mandat :

multiplication de décrets présidentiels, mise en place d'un bureau de l'information, emprisonnement des opposants, limitation des droits et des libertés des citoyens, pourparlers et négociations de paix en dehors de toute consultation du Parlement... toutes ses mesures « ressortissent quasiment de l'appareil dictatorial » (ibid. : 167) selon les termes de Diane Masson.

Pour l'historienne Snježana Koren, la guerre a servi à détourner l'attention à la fois de l'autoritarisme du pouvoir et d'une économie en pleine déliquescence :

« The state of war also served as a pretext for numerous violations of human rights and media freedoms, as well as increasing authoritarian rule. The war drew public attention away from the country's problematic economic transition (privatization), whose effects on the Croatian economy were in many aspects devastating. » (op.cit. : 13)

Pourtant, le caractère autocratique du pouvoir de Tuđman – quand il est évoqué – est désormais réinterprété comme une conséquence de la situation exceptionnelle qu'était la Guerre de défense de la Patrie. Mais il est généralement passé sous silence dans la plupart des dispositifs mémoriels au profit de la glorification du Père de l'indépendance. Quant aux critiques de l'opposition énoncées à l'époque, elles sont aujourd'hui largement occultées, venant alimenter la représentation d'une Croatie unie dans l'adversité, et d'un Président faisant l'unanimité.

Cependant, le « déclenchement progressif des hostilités » (Masson, op.cit. : 163), le fait que l'état de guerre tarde à être proclamé, les « pertes croissantes de territoires croates » (ibid. : 164-165) constituent autant d'élément qui viennent creuser le fossé entre les partisans du Président, l'aile radicale du HDZ et les partis d'opposition, dont Masson montre qu'ils se lancent dans une compétition « du « parti le plus croate » et s'engage[nt] dans une course permettant de déterminer qui est le mieux à même de défendre les intérêts de son peuple » (ibid. : 163). Ainsi le Parti du droit (HSP) réagit aux tergiversations de Tuđman en créant sa propre formation militarisée, le HOS, milice qui compterait 10 000 combattants.

Cette multiplication de groupes paramilitaires donne lieu à une situation complexe et accroît les tensions au sein de la classe politique, ainsi que le donne à voir Masson :

« La présence de forces armées hétérogènes sur le terrain contribue à un résultat contre-productif, dû à des actions isolées, ainsi qu'au non-respect des cessez-le-feu et des directives officielles du Corps de la garde nationale. Le pouvoir en place appelle donc au désarmement des milices de partis. Un violent conflit entre l'Etat et les troupes du HOS éclate à la chute de la ville de Vukovar (Slavonie), le 17 novembre 1991. » (ibid. : 165)

En effet, la chute de Vukovar aux mains des forces serbes, à l'issue d'un siège impitoyable, et l'évacuation de la ville bafouant les Conventions internationales et les principes du droit international humanitaire, constituent le paroxysme de la division. Le dirigeant du Parti du droit, Dobroslav Paraga reproche à Tuđman d'avoir orchestré le sacrifice de Vukovar, il l'accuse « d'avoir « abandonné » Vukovar aux mains des Serbes » (ibid. : 165), dans le dessein d'accélérer la reconnaissance internationale de l'indépendance croate. Cette prise de position lui vaut d'être emprisonné, et son arrestation divise les représentants politiques. Pourtant, Paraga n'est pas le seul à dénoncer l'attitude du gouvernement face au sort de Vukovar.

Le journaliste et poète croate Siniša Glavašević, qui est aujourd'hui considéré comme un héros de la guerre patriotique, a trouvé la mort avec les 260 autres civils assassinés¹⁵⁴ à Ovčara suite à la rafle de l'hôpital de Vukovar en novembre 1991. Rédacteur en chef de *Radio Vukovar*, il joue le rôle de correspondant de guerre pendant le siège de la ville et diffuse presque quotidiennement un bulletin d'information faisant état de la situation de la cité assiégée et dénonçant les crimes commis par les Serbes à l'encontre de la ville, de ses défenseurs et de ses habitants. Toutefois, Renata Schellenberg rappelle que Glavašević a aussi été très critique envers ses compatriotes, en particulier en dénonçant à maintes reprises l'abandon, par les autorités, de Vukovar à son funeste sort : « *in his reports he assigned blame and responsibility to Croatian politicians and to the central government in Zagreb, accusing them of abandoning the city of Vukovar in its hour of need, sacrificing the city's existence for the survival of larger, more strategic, national gains* » (2015 : 22). Et l'auteure ajoute :

« *In all of his commentaries he passionately described the shelling and destruction of the city by outside enemy forces, but, critically, he also thought beyond the immediate attack, questioning the reason for the growing isolation of the city. He repeatedly demanded to know where the larger national defence was and continuously appealed to fellow Croatians to come to the aid of a vulnerable and wounded Vukovar.* » (ibid. : 22)

Il ressort des investigations menées par le TIPY relatives au siège de Vukovar que les exhortations de Glavašević n'ont pas été suivies de l'effet escompté, à savoir l'intervention des forces armées croates pour défendre la ville, mais qu'au contraire, les chroniques du journaliste ont été frappées du sceau de la censure étatique :

« Début novembre 1991, des journalistes de la station croate Radio Vukovar ont appelé les dirigeants politiques et le gouvernement à Zagreb à prendre leurs responsabilités à Vukovar. À

¹⁵⁴ Au nombre des victimes figure aussi Branimir Polovina, le technicien de Radio Vukovar, selon une note d'Amnesty international en date du 14 mars 1997. Source : <https://www.amnesty.org/download/Documents/160000/eur640011997en.pdf>

peu près au même moment, les reportages envoyés à Zagreb par cette radio sur la situation dans la ville et à l'hôpital n'ont plus été diffusés par les médias de Zagreb, ou ne l'ont plus été entièrement. Siniša Glavašević, journaliste de Radio Vukovar, a tenté, en vain, de percer les raisons de cette censure. En conséquence, Radio Vukovar a cessé d'envoyer des reportages à Zagreb.¹⁵⁵ »

Aujourd'hui, ni les dénonciations de Glavašević, ni la censure dont il a été frappé par les autorités croates ne figurent dans les notices, les discours à son sujet, ou dans la salle qui lui est consacré au Musée de la ville de Vukovar. Pourtant, nombre d'interlocuteurs rencontrés à Vukovar m'ont affirmé qu'à leurs yeux, la ville avait été sacrifiée sur l'autel de la Patrie.

Parmi les éléments qui ne figurent pas dans la narration officielle, dans la mesure où ils donnent à voir la discorde qui pouvait régner parmi les Croates, il est utile d'évoquer l'épisode de guerre civile qui oppose des factions croates rivales en Herzégovine, et dont Renéo Lukic donne un aperçu. En effet, selon le politiste :

« L'un des effets pervers du conflit entre les Croates et les bosniaques en Bosnie-Herzégovine fut le déclenchement d'un conflit armé entre les Croates eux-mêmes à l'été 1992, présageant la possibilité d'une guerre civile dans leurs rangs. Il y avait déjà à ce moment deux autres conflits qui pouvaient être caractérisés de guerre civiles en ex-Yougoslavie, c'est-à-dire lorsque des Bosniaques tuaient des Bosniaques, comme dans la région de Bihać dans l'ouest de la Bosnie-Herzégovine, et lorsque des Serbes tuaient des Serbes, comme à Sarajevo dès le début de la guerre en mars-avril 1992. » (op.cit. : 268-269)

Cet affrontement armé résulte de projets politiques inconciliables relatifs à l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, portés par deux milices croates rivales, le HVO et le HOS. À ce propos, Jean-Arnault Derens et Catherine Samary affirment :

« tandis que le HVO voulait découper un mini-État croate centré sur l'Herzégovine, le HOS entendait « libérer » toute la Bosnie – que les oustachis considèrent dans son ensemble comme une terre croate, ce qui amena parfois le HOS à se rapprocher tactiquement des unités de l'Armée bosniaque, avant d'être autoritairement intégré dans le HVO. » (2000 : 209)

En effet Lukic rappelle que c'est « l'assassinat du commandant du HOS et de ses proches associés, puis l'absorption rapide des unités du HOS par le HVO, ou encore leur dissolution pure et simple » (op.cit. : 269) qui mit un terme à l'embrassement. Par conséquent, cet antagonisme entre Croates, qui vient écorner l'imagerie de concorde et de solidarité et entame la crédibilité du récit de victimisation, ne figure pas dans la mémoire officielle croate.

¹⁵⁵ TPIY, Jugement Mile Mrkšić, Miroslav Radić, Veselin Šljivančanin, 22 avril 2010, p.22

II.4 La place des relations internationales illicites dans la guerre

Selon toute logique, les questions de contrebande, de trafics, de profits de guerre, de racket, l'implication de criminels de droits communs dans la guerre, ainsi que le recours, par l'État, aux réseaux de la pègre ne trouvent pas leur place dans la rhétorique victimaire croate. Pourtant, la criminalité est intimement liée au conflit, tout comme les « relations internationales illicites », dont le géopolitiste Franck Debié (2001) trace les contours suivants :

« Le concept de relations internationales illicites recouvre à la fois d'anciennes pratiques endémiques dans les Balkans comme la contrebande ou les flux de migrants clandestins, et des trafics nouveaux, comme celui des stupéfiants et des esclaves. Il renvoie à des phénomènes tolérés par les pouvoirs nouveaux pour des raisons d'intérêt personnel – la contrebande de cigarettes par exemple – et des pratiques encouragées et organisées par eux pour des « raisons d'État » comme le trafic illégal d'armes, le détournement de l'aide internationale au profit des partis au pouvoir et des mouvements de résistance. » (ibid. : 102)

Jean-Arnault Derens et Catherine Samary considèrent que si l'économie « noire » préexiste à la guerre, « l'éclatement de la guerre a permis à ces activités illégales de changer d'échelle » (op.cit. : 73), d'une part avec l'apparition de nouveaux besoins (armement, pétrole...), et d'autre part, du fait de la « multiplication d'espaces où aucune autorité étatique ne s'exerce » (op.cit. 75). Par conséquent, les relations internationales illicites ne sont pas le fait des seuls réseaux mafieux, et les auteurs affirment :

« Singularité balkanique en matière de criminalité, les appareils étatiques prennent souvent eux-mêmes directement en charge les activités illégales – même s'il s'agit souvent d'États non reconnus, comme l'étaient les autorités croates d'Herzégovine. » (op.cit. : 76)

En l'occurrence, les États belligérants y ont recours pour contourner l'embargo sur les armes voté par la Communauté économique européenne et réitéré par les Nations unies, et ainsi s'approvisionner en armes :

« Dès avant 1994, les Américains et les Allemands, entre autres, auraient procédé à des livraisons d'armes à la Croatie et aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine en dépit des engagements européens des premiers et du vote au Conseil de sécurité des seconds, favorable aux dispositions qui instituaient cette interdiction. Ces livraisons auraient transité par un certain nombre d'intermédiaires avant d'atteindre les destinataires dans les Balkans. Parmi ces intermédiaires, se trouvaient sans doute des marchands d'armes classiques, des contrebandiers spécialisés dans les transits et les passages, des ONG ou des firmes de conseil composées de vétérans, fournissant un accompagnement technique des livraisons d'armes. » (Debié, op.cit. : 107)

Derens et Samary affirment l'existence d'une connivence entre réseaux mafieux et autorités politiques dans toutes les Républiques issues de la Yougoslavie, et la Croatie ne déroge pas à la règle :

« Des autorités auto-proclamées, comme les sécessionnistes croates d'Herzégovine, n'ont jamais eu de scrupules à enrichir les caisses de leur "État" par le trafic et le racket. Zagreb couvrit ces trafics, non sans qu'un certain nombre de caciques du HDZ de Croatie n'en profitent eux-mêmes. La puissance financière ainsi acquise a renforcé le poids politique du « lobby herzégovinien ». » (op.cit. : 76)

Debié affirme que ces relations internationales illicites ont été décisives dans le cours de la guerre et que « les ventes d'armes occidentales au profit des forces croates en cours de restructuration », marquées par une tolérance de plus en plus visible de la part de la Communauté internationale, ont participé « au renversement du rapport de forces de 1995, au détriment des Serbes de Croatie et de Bosnie » (op.cit. : 108).

Ivan Čolović, ethnologue serbe reconnu internationalement pour être entré « en résistance contre les messagers de l'obscurantisme idéologique, notamment en tant que fondateur et membre actif de l'association des intellectuels indépendant le Cercle de Belgrade¹⁵⁶ », a étudié le rôle des criminels et des seigneurs de guerre, qui furent héroïsés pendant la guerre et sont désormais effacés du récit national de victimisation. Il rappelle que nombre de criminels de droit commun ayant fait leurs armes dans les capitales d'Europe occidentale ont pris la tête de formations paramilitaires sur les différents fronts.

Leur inscription dans la filiation des *hajduk* – ces « légendaires redresseurs de torts et défenseurs du peuple », ces bandits vertueux « ayant combattu pour se libérer du joug étranger, ottoman surtout » (Čolović, 2002) – permettait alors de réduire la dissonance cognitive qu'aurait pu occasionner le recours à des criminels pour la défense de la Partie, ainsi que leur élévation au rang de héros nationaux, ayant protégé le peuple au péril de leur vie. En effet, comme l'affirme Čolović :

« L'évocation de la tradition haïdouk a joué, tant du côté croate que du côté serbe, un rôle important dans la promotion, à des fins de propagande de guerre, des criminels au rang de héros nationaux. Elle s'est faite dans le cadre défini par la déjà longue histoire de l'utilisation de la matière folklorique et littéraire concernant ces bandits d'honneur pour exacerber le patriotisme. » (ibid.)

¹⁵⁶ Ivana Kljajic, *Ivan Colovic : combattant contre l'obscurantisme*, Courrier des Balkans
Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/ivan-colovic-combattant-contre-l-obscurantisme>

Si, en temps de guerre, « ils ont été reconnus comme tels, tacitement ou explicitement, par les autorités militaires ainsi que par les plus hautes instances de la nation pour laquelle ils se battaient », en temps de paix, ces « valeureux combattants » (ibid.), les exactions à leur actif et leur passé condamnable embarrassent les gouvernements qui ont eu recours à leurs services. En effet, leurs activités, voire leur existence même ne sont pas compatibles avec la grande fresque de victimisation. Par conséquent, selon Čolović, leur notoriété est éclipsée par la gêne qu'ils suscitent :

« la reconnaissance ne fut pas toujours formelle ni unanime et, dans la majorité des cas, elle s'avéra de courte durée. Les gouvernements des pays en crise et en guerre dont ils prétendaient défendre et la population et les intérêts ont cherché à s'en débarrasser de différentes manières (en les supprimant, en les arrêtant ou en les faisant taire) dès qu'ils n'ont plus eu besoin de leurs services. » (ibid.)

Toutefois, il faut rappeler que la criminalité n'est pas le fait des seuls brigands aguerris. Lorsque je rencontre Stjepan Benković, enseignant d'histoire dans le secondaire à Lipik-Pakrac, spécialiste d'histoire locale, qui a consacré plusieurs ouvrages à la guerre d'indépendance dans cette région, il évoque l'impossibilité de publier certains de ses résultats d'enquêtes sur les *branitelji* de la région de Lipik-Pakrac, « parce que des hommes finiront en prison ». Il m'explique en effet que, contrairement à ses attentes, il a découvert lors de ses recherches l'implication de défenseurs croates dans des activités répréhensibles, voire criminelles au cours et à l'issue de la guerre : pillages, vols, détournements, meurtres. Aussi a-t-il pris le parti de l'autocensure, car les faits qu'il mentionne pourraient porter préjudice à ses interviewés, mais aussi parce que, par leurs actions, les auteurs de ces actes nuisent à l'image de la guerre d'indépendance comme guerre de défense, légitime et juste. Au cours de notre entretien, il me fait la confidence suivante, à voix basse, pour ne pas que les clients du café de Lipik où a lieu notre rencontre ne puissent l'entendre :

« Et maintenant qu'on s'est un peu éloigné de la guerre, on voit que les Croates n'étaient pas tous aussi angéliques qu'on pensait, et maintenant quand on regarde, on voit que les Serbes n'étaient pas aussi diaboliques qu'on croyait. On a des hommes bons et mauvais, dans les deux camps. En fait il y avait aussi de notre côté, il y avait aussi des « primitifs », qui ont fait, qui ont mis la guerre d'indépendance, dans une situation terrible en fait ! Ils ont, avec leurs actions, ils ont travaillé contre la guerre d'indépendance, qui était une guerre de défense. Les Croates aussi ont tué des gens sans raison. Et après la guerre, c'est vrai qu'il y en a eu certains qui ont volé, qui ont pillé, qui ont reçu des récompenses pour des batailles qu'ils n'ont pas mené, et c'est quelque chose que je ne peux pas écrire. » (Extrait d'entretien Stjepan Benković Lipik, 2 juin 2012)

Preuve encore s'il en fallait, que tous les aspects de la guerre ne sont pas bons à divulguer, et que pour préserver l'intégrité du récit national de victimisation, il est nécessaire d'expurger les éléments compromettants de l'histoire nationale.

II.5 Les violations des droits humains et les exactions commises par les forces croates contre les non-croates

Parmi les éléments les plus incompatibles avec la représentation dominante de la guerre patriotique comme guerre de défense juste et légitime, il faut citer les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, violations des droits et coutumes de la guerre et violations des conventions de Genève que les Croates ont à leur actif. En effet, comme le rappelle Vjieran Pavlaković, au début de la guerre, la Croatie est légitimement apparue aux yeux des Croates et de la communauté internationale comme victime d'une agression, au cours de laquelle : « *thousands of civilians lost their lives, tens of thousands more were displaced, and many of Croatia's historic cities were mercilessly shelled* » (2008 : 449). Mais par la suite, les exactions et atrocités commises par les forces croates, ainsi que l'absence de sanctions à l'encontre de leurs auteurs, ont amené les médias et les observateurs internationaux à considérer que les forces croates s'adonnaient à des campagnes de nettoyage ethnique, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine avec l'aval des autorités.

Sans procéder à un décompte exhaustif, on peut tout de même citer quelques uns des chefs d'accusation retenus par le TPIY, dans les affaires concernant le nettoyage ethnique de la municipalité de Mostar¹⁵⁷ (Bosnie-Herzégovine) au printemps 1993 et dans l'entité auto-proclamée d'Herceg-Bosna¹⁵⁸ ; lors de l'opération de la poche de Medak¹⁵⁹ (*Džep Medački*) en septembre 1993 ; lors des opérations de reconquête Éclair (*Bljesak*) et Tempête¹⁶⁰ (*Oluja*) durant l'été 1995, à savoir : persécutions pour des raisons raciales, politiques ou religieuses ; assassinat ; meurtres¹⁶¹ ; pillages de biens publics ou privés ; destruction sans motifs de villes et de villages ; torture, travail illégal¹⁶². Aux crimes sus-mentionnés s'ajoutent des violations des droits humains participant à la terrorisation de la population civile, destinées à faire fuir

¹⁵⁷ Affaire Naletilić et Martinović (IT-98-34)

¹⁵⁸ Affaire Prlić et consorts (IT-04-74)

¹⁵⁹ Affaire Ademi et Norac (IT-04-78) et affaire Bobetko (IT-02-62)

¹⁶⁰ Affaire Gotovina et consorts (IT-06-90)

¹⁶¹ En droit, meurtre et assassinat constituent deux formes d'homicide volontaire, la différence réside dans le fait que l'assassinat implique une préméditation, alors que le meurtre non.

¹⁶² Entendre ici travaux forcés.

les habitants non-croates des régions concernées à l'aide de différentes formes de violence physique et symbolique : destruction du patrimoine culturel, cultuel et architectural (accompagné ou non de profanation des lieux), traitements cruels et inhumains des civils et des prisonniers, violences sexuelles, menaces.

Ces crimes – dont les autorités croates avaient connaissance, voire auxquels elles ont pris part, ainsi que l'affirme Pavlaković (2008) – qui entrent en contradiction avec la posture victimaire, sont, de fait, exclus de la narration officielle. Et cela n'est guère surprenant.

Mais ce qui est autrement plus préoccupant, c'est que dans leur grande majorité ces crimes demeurent impunis. En effet, Pavlaković, se fondant sur les recherches menées par des ONG spécialisées dans la défense des droits humains, affirme que :

« Another HHO¹⁶³ statistic regarding war crimes cases in the Croatian legal system shows that prior to 2001, only one person was tried for war crimes on the Croatian side. Soldiers in units suspected of liquidating civilians were often suspended or “put under investigation,” but they were all eventually released and some were merely transferred into other units. » (op.cit. : 452)

Cette affirmation est corroborée par le rapport publié en décembre 2010 par *Amnesty International*, titré *Behind a wall of silence Prosecution of war crimes in Croatia*, relatif au traitement des crimes de guerre par le système judiciaire croate. L'ONG basée à Londres a enquêté durant trois ans et s'est appuyée sur des statistiques et des documents officiels fournis par les autorités croates, des entretiens après de victimes de violations des droits humains, de membres du gouvernement, de juges, de juristes, d'avocats, de représentants des Nations Unies, ainsi que sur des observations effectuées dans les tribunaux croates, sur le dépouillements les jugements prononcés pour les affaires de crimes de guerre, sur les rapports produits par des ONG implantées localement, ainsi que la législation existante en matière de crimes de guerre. À l'issue de cette enquête, *Amnesty International* conclut que les autorités croates se sont montrées incapables de fournir aux victimes de guerre et à leur famille l'accès à la vérité, à la justice et à la réparation pour les violations des droits humains qu'elles ont subies pendant la guerre (2010 : 5). Les auteurs ajoutent :

« Amnesty International is concerned that the authorities of Croatia have failed in their obligation under international standards to provide the victims of war-time human rights violations with access to a remedy and reparation, including restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition. » (Amnesty international, 2010 : 52)

¹⁶³ Comité croate Helsinki pour les droits humains

Par ailleurs, le rapport affirme que les autorités croates ne sont pas parvenues à mener des investigations promptes, efficaces et impartiales. Du fait de la lenteur et des insuffisances du système judiciaire croate, seul un nombre limité d'affaires ont été menées à leur terme à l'époque de la rédaction du rapport. Ainsi, sur les 703 cas enregistrés par le Parquet général¹⁶⁴, seules 88 affaires se sont soldées par un jugement entre 2005 et 2009, soit moins de 18 affaires par an. Par conséquent, *Amnesty International* estime qu'à ce rythme il faudrait 40 ans pour que tous les cas soient traités. D'autant que, plus de la moitié des enquêtes demeurent irrésolues puisque dans 402 cas, les auteurs des crimes n'avaient pas été identifiés (2010 : 20). Ce qui signifie que pour un nombre considérable de victimes, la justice ne pourra jamais être rendue, donnant lieu à une « *irreversible impunity for those crimes* » (2010 : 20).

L'ONG dénonce notamment l'impunité dont bénéficient les auteurs croates des crimes de guerre et de violations des droits humains, quinze ans après la fin de la guerre. Abstraction faite des affaires jugées au TPIY – qui ont d'ailleurs été ouvertement critiquées par les gouvernements successifs, et pour lesquelles les accusés ont reçu un soutien moral et financier considérable de la part des autorités croates¹⁶⁵ – peu de criminels de guerre croates ont été conduits devant les tribunaux et les affaires qui y ont été jugées ont été traitées avec une indubitable partialité. Il ressort en effet de l'enquête d'*Amnesty International* que l'ethnicité des accusés et des victimes a constitué un biais majeur dans le traitement des crimes de guerre par la justice croate :

« *during the war and immediately after it (and especially during the regime of Franjo Tudman who died in December 1999) prosecution of war crimes was disproportionately targeted against Croatian Serbs while allegations of war crimes committed by members of the Croatian Army and police forces remained unaddressed.* » (2010 : 10)

L'organisation établit que sur les 88 affaires qui ont été jugées jusqu'à lors 73 affaires concernent des membres de la JNA ou des unités paramilitaires serbes de Croatie, ce qui signifie que 83% des crimes de guerre poursuivis en Croatie à l'époque de la parution de ce rapport concerne des accusés serbes, qui représentent 76% des inculpés (avec 148 personnes sur 195).

Outre le nombre d'affaires et le nombre d'inculpés, l'ONG constate une disparité ethnique en matière d'équité du procès, dans la mesure où la majorité des procès par contumace concerne

¹⁶⁴ Ce chiffre ne signifie pas que seuls 703 crimes de guerre ont été commis sur le sol croate, mais que 703 cas ont été qualifiés comme tel par la justice croate. Amnesty International déplore d'ailleurs l'absence de base de données recensant les différentes victimes de la guerre (indépendamment de leur appartenance ethnique).

¹⁶⁵ Selon Amnesty international, les autorités croates ont participé aux frais de justice des accusés dans l'affaire Gotovina et consorts à hauteur de 23 millions d'euros et la Première ministre Jadranka Kosor a rendu visite aux accusés dans leur centre de détention à La Haye (Behind a wall of silence, p.56)

des accusés serbes : 44% des accusés serbes contre 13% des accusés croates ont été jugés en leur absence (p.22-23). Or selon *Amnesty International*, ces procès par contumace ne sont pas conformes aux standards internationaux : « *trials in absentia often violate fair trial rights enshrined in international law, as the accused cannot effectively defend themselves before the court* » (2010 : 20).

Quant aux peines prononcées, *Amnesty international* montre que les tribunaux croates se sont montrés plus cléments à l'égard des accusés croates. En dépouillant les verdicts prononcés par la justice croate, les enquêteurs de l'ONG ont constaté que les accusés croates bénéficiaient largement de circonstances atténuantes, permettant de réduire, parfois de façon drastique, la durée de leur peine pour les crimes commis contre des victimes appartenant à la communauté serbe ou aux autres minorités nationales. Or, la tendance des juges à considérer l'appartenance aux forces armées croates pendant la guerre comme une circonstance atténuante entre en contradiction avec les standards internationaux. Car *Amnesty International* rappelle que les peines encourues pour les crimes de guerre doivent être proportionnelles à la gravité des crimes et non pas corrélées à l'origine ethniques des perpétrateurs et des victimes, ce qui constitue une discrimination manifeste (2010 : 24).

Les acteurs nationalistes et les autorités croates objecteraient certainement que cette dissymétrie de traitement entre Croates et Serbes n'est pas une discrimination, mais le reflet de la disproportion des crimes commis par les Serbes (en nombre et en gravité), en comparaison avec les crimes commis par les Croates. C'est en tout cas un argument qui m'a été opposé de façon récurrente lorsque je soulevais la question des victimes serbes de la guerre, lors de conversations ordinaires avec des interlocuteurs variés. Il n'était pas rare que mes vis-à-vis en viennent à excuser les violences commises par leurs compatriotes en affirmant qu'il s'agissait d'actes de représailles légitimes, répétant à l'envie que les Croates n'avaient jamais voulu la guerre.

Mais selon *Amnesty International*, l'explication tient davantage dans le manque de volonté de la part des autorités croates de rendre justice et d'apporter réparation aux victimes et leurs familles, lorsque ces dernières sont serbes, témoignant d'un manque de volonté politique de faire face au passé obscur de la nation (2010 : 56).

D'autre part, *Amnesty International* met en cause un cadre juridique inadapté au droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la législation relative à la responsabilité du commandement, aux violences sexuelles, et aux crimes contre l'humanité. L'ONG pointe un manque d'expertise dans le domaine du droit international de la part des juges, ainsi qu'une capacité insuffisante du système judiciaire, et notamment des défaillances

dans le domaine de la protection des témoins (2010 : 6).

Je ne dispose pas de données relatives aux jugements qui ont été prononcés depuis la parution de ce rapport, mais il est raisonnable de considérer qu'il n'y a pas eu de changements spectaculaires dans ce domaine au cours de la décennie écoulée, en particulier avec le retour au pouvoir de l'aile dure du HDZ entre janvier 2016 et janvier 2020.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Marija Slišković, fondatrice et présidente de l'association *Žene u Domovinski Rat*¹⁶⁶ à propos des violences sexuelles perpétrées pendant la guerre¹⁶⁷. Cette association basée à Zagreb s'occupe de mettre en lumière la contribution des femmes lors de la guerre patriotique, et, depuis 2011, elle a axé son activité autour des femmes victimes de violences sexuelles pendant la guerre en proposant des thérapies, des groupes de paroles et des publications regroupant des témoignages de victimes.

Si, dans la grande majorité des cas l'association travaille auprès de femmes croates ayant été violées par des combattants serbes, Marija Slišković vient aussi en aide à toutes les femmes victimes de violences sexuelles pendant la guerre sans distinction d'origine ethno-nationale. Durant notre entretien, elle m'explique :

« On ne demande jamais la nationalité. Ici, on a des femmes, de toutes, de toutes les parties. Si elles nous appellent, nous les acceptons, nous ne demandons pas « d'où êtes vous ? » ou « quelle est votre nationalité ? » La seule chose importante que la femme doit dire, c'est où le viol a eu lieu. » (Extrait d'entretien, Marija Slišković, Zagreb, 19 mai 2015).

Lorsque j'aborde la question de l'occurrence des violences sexuelles infligées par les forces croates, mon interlocutrice concède à contre-cœur, et après un temps d'hésitation, qu'« il y a eu des viols de femmes commis par des soldats croates, mais c'est un très petit nombre, et l'État refuse de communiquer ce nombre, mais il y a eu moins de viols qu'en temps de paix, et ceux qui les ont commis étaient des criminels avant la guerre » (Extrait d'entretien, Marija Slišković, Zagreb, 19 mai 2015).

Dans la mesure où, de son propre aveu, elle ne dispose pas de données statistiques officielles, et qu'elle ne dispose pas systématiquement des éléments relatifs à la nationalité des coupables, je ne sais pas sur quels critères la présidente de l'association se fonde pour me donner une telle estimation. Et lorsque j'essaie d'approfondir le sujet, elle dévie l'entretien sur les violences commises par les forces serbes.

Cette tentative de minoration de la culpabilité croate traduit la difficulté d'affronter ce versant obscur de l'histoire et d'accepter que ces crimes odieux ne sont pas l'apanage de l'ennemi.

¹⁶⁶ *Žene u Domovinski Rat* : Femmes dans la guerre patriotique

¹⁶⁷ Pour plus de détails sur les violences sexuelles, voir infra

Mais il n'y a rien de surprenant dans la position de mon interlocutrice si l'on prend en considération le fait qu'elle adhère sans réserve à la représentation victimaire dominante, et exprime des opinions conformes à la ligne idéologique la plus conservatrice du HDZ, ainsi que j'ai pu le constater tout au long de notre entretien, ainsi qu'à la lecture des publications qu'elle m'a fourni.

II.6 Le refus de la guerre par une partie des Serbes

La représentation manichéenne d'une guerre opposant les Serbes aux Croates, portée par une conception essentialiste de l'appartenance nationale (voire de l'affiliation politique), occulte un élément d'une importance considérable pour les relations inter-communautaires post-conflit : tous les Serbes n'ont pas été favorables à la guerre, tant s'en faut. Si une telle affirmation relève du truisme, elle ne trouve pourtant pas sa place dans le récit national de victimisation croate, car elle invalide la représentation binaire eux-nous, sur laquelle se fonde ce dernier.

Dans son ouvrage *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*, Diane Masson s'intéresse à ce qu'elle qualifie d'« embryon, ou de noyau de société civile » (2002 : 273) en Serbie à l'aube et pendant la guerre en Yougoslavie. Elle montre que les institutions non-gouvernementales « ne sont pas à même de contre-balancer l'État, en aucune façon » (ibid. : 273), ni de constituer un contre-poids démocratique à l'autoritarisme et au nationalisme exacerbé de Milošević.

Il existe néanmoins un ensemble d'organisations non-gouvernementales dont l'activité est axée « principalement vers la lutte contre la guerre et le respect des droits de l'Homme » (ibid. : 273). Ce mouvement est marginal dans son ampleur et dans ses répercussions, comparativement au rôle des intellectuels serbes qui « en soutenant S. Milošević, ont joué un rôle significatif dans le déclenchement du conflit yougoslave » (ibid. : 273). En effet, comme le souligne Renéo Lukic, l'opinion publique serbe, en particulier les populations des zones rurales « activement endoctrinée[s] par la télévision d'État » (2014 : 197), ainsi que la majorité des intellectuels de l'Académie des arts et des Sciences de Serbie est largement acquise à la cause de Milošević et préparée à soutenir la guerre. Par conséquent, « la petite minorité d'intellectuels qui rejetait les politiques de Milošević fut marginalisée ou forcée à l'exil ».

Ces intellectuels regroupés dans une organisation appelée le « cercle de Belgrade », représentaient selon Lukic « des voix dissidentes dans une société vouée à la haine nationale tout azimuts » (ibid. : 199) et étaient considérés comme des traîtres.

Cet engagement d'intellectuels, de militants, de journalistes indépendants, d'étudiants serbes opposés au régime et à la guerre, ainsi que l'espace civique qu'ils ont créé, et les actions qu'ils ont entreprises, tant en Serbie, dans les autres régions d'ex-Yougoslavie et sur la scène internationale, méritent d'être souligné. Car, Masson a beau affirmer que « l'existence d'une autre Serbie n'est plus à prouver » (op.cit. : 278), elle est occultée dans les représentations dominantes en Croatie.

Pour ma part, lors de mon terrain, j'ai été interpellée par plusieurs interlocuteurs désireux de mettre en lumière la participation active d'une partie de la communauté serbe de Croatie à la défense de la Croatie, et leur lutte aux côtés des combattants croates pour l'indépendance du pays. Qu'ils soient ou non membres de la minorité serbe de Croatie, le dessein de ces interlocuteurs, appartenant pour la plupart à la société civile, était de donner de la visibilité à un fait trop souvent ignoré.

Lors de mon entretien avec Stjepan Benković, l'enseignant me raconte que son travail de recherche sur les combattants de Lipik-Pakrac, a été l'occasion d'une prise de conscience de l'implication d'une partie des habitants serbes dans la défense de la ville. À cette occasion, il a aussi pris la mesure de l'impact que le vocabulaire pouvait avoir sur ces anciens combattants ou leurs familles, et notamment l'assimilation Croates-Victimes versus Serbes-Bourreaux, et l'utilisation du couple *Ustaši-Četnik* pour désigner les belligérants :

« C'est vrai qu'il y avait beaucoup de Serbes qui luttait contre l'ennemi, pour l'indépendance de la Croatie. Et c'est quelque chose dont il faut parler. Quand j'ai fait des recherches sur des combattants qui ont été tués pendant la guerre, ici, j'ai trouvé que pas mal de ceux qui se sont battus étaient serbes. Quand j'ai fait des recherches, des interviews avec des familles, les gens m'ont dit – parce que dans les manuels, dans les bouquins d'histoire, l'ennemi c'est toujours les Serbo-tchetniks, les Serbes – donc les familles ont dit « Non ! C'est pas parce qu'on est Serbe, qu'on est forcément les ennemis. Mon fils a lutté pour l'indépendance de la Croatie, et il est mort au combat. Donc pour moi c'est une insulte si vous écrivez les "Serbes", ou "la guerre contre les Serbes" ». Alors on a décidé d'utiliser le terme "l'ennemi" dans notre livre et non pas "les Serbes". On ne voulait pas insulter, offenser les familles, on voulait témoigner de la gratitude et présenter un récit objectif qui respecte la complexité des faits historiques. Moi qui enseigne l'histoire de la guerre d'indépendance au collège, j'ai toujours dit que la majorité des Serbes ont été contre l'indépendance de la Croatie, c'est pour ça qu'on a eu la guerre, mais qu'il y avait pas mal de Serbes qui luttait pour l'indépendance de la Croatie. » (Extrait d'entretien Stjepan Benković Lipik, 2 juin 2012).

Cette participation des Serbes à la défense de la Croatie est aussi évoquée par un vétéran que je rencontre à Lipik, Slavko, et dont je fais la connaissance par le biais d'habitants francophones de la petite ville thermale défigurée par les affrontements. Mon interlocuteur

affirme qu'il existe selon lui deux catégories de Serbes : ceux qui ont combattu pour la Croatie et « ceux qui sont allés en face » expression par laquelle il désigne les Serbes qui ont pris les armes contre la Croatie :

« il y a deux sortes de Serbes, ceux qui sont restés ici et qui ont combattu pour défendre la Croatie, et ceux qui sont allés en face, et avec qui c'est impossible d'avoir des relations, parce que ce sont des gens qui ne sont pas éduqués, qui sont pauvres et qui ont les mêmes raisonnements qu'avant la guerre. Mais beaucoup de Serbes à Lipik ont pris le parti croate, il faut le souligner parce que c'est important. Et quand on parle de Serbes, en fait on fait référence à ceux qui sont allés en face. » (Extrait d'entretien Slavko, 31/05/2012, Lipik)

Vjeran Pavlkovic souligne l'invisibilisation de la participation des membres de la communauté serbes à la défense de la Croatie dans le paysage mémoriel croate, car cet aspect contredit la lecture binaire dominante :

« The dominant nationalist narratives about the Homeland War ascribe collective guilt on Croatian Serbs, even though a small percentage actively supported Serb rebels and as many as 10,000 fought in the Croatian Army, which is reflected in the discourse on war memorials. A true monument boom since the end of the Homeland War inundated the memoryscape with all kinds of memorial objects, which vary from aesthetically problematic kitsch to monumental abstract constructions, which seem to pay homage to their socialist modernist predecessors. Yet this memoryscape, especially in public space, lacks adequate recognition of Serb civilian victims who shared the tragedy of the war with their Croat fellow citizens. » (2018 : 54)

Les tentatives de rendre publique la participation d'une partie de la minorité serbe à la défense de la Croatie – que ces tentatives soient le fait de citoyens ordinaires ou d'activistes des droits humains – sont confrontées à une volonté politique adverse. Ainsi en est-il de l'initiative de renommer une rue du centre de Vukovar en l'honneur d'un défenseur serbe, ayant combattu au côté des Croates lors du siège de la ville. En effet, Zoran Šangut, ancien défenseur de Vukovar, avocat et président de l'association de juristes « Vukovar 1991 », a proposé de dédier une rue à Predrag Gagić, afin de rendre hommage au défenseur serbe, décédé des suites des mauvais traitements et tortures endurés lors de son internement dans un camp de prisonnier serbe à la chute de la ville. Predrag Gagić et son frère Nenad, fils d'un prêtre orthodoxe, résidant des environs de Vukovar, ont en effet pris le parti de défendre ce qu'ils considéraient comme leur patrie, et de tenir avec d'autres *branitelji*, la position de Trpinjska cesta, route surnommée le « cimetière de chars ». Alors même que Predrag Gagić est inhumé à Vukovar dans le *Cimetière des défenseurs* parmi ses frères d'armes de toutes nationalités, la proposition de baptiser une rue à son nom est loin de faire l'unanimité parmi les associations

de vétérans. C'est ce qu'on peut lire dans un article de Drago Hedl, disponible sur le portail *Courrier des Balkans*, « Slavko Juric, qui préside une autre association de vétérans, est hostile à cette idée¹⁶⁸ ». En effet, Juric argue qu'il refuse de distinguer les défenseurs selon leur nationalité, et ajoute :

« Si l'on devait faire cela, alors il faudrait respecter les proportions, parce qu'il n'est pas logique que sur trois rues de Vukovar qui ont reçu le nom de défenseurs croates, il s'en ajoute une qui reçoit le nom d'un défenseur serbe. Parmi les défenseurs de Vukovar, les Croates furent incomparablement plus nombreux ».

Cette question de proportionnalité n'a semble-t-il pas constitué un obstacle lorsque la municipalité a décidé de renommer le pont qui enjambe la Vuka, en plein centre ville, « Pont Jean-Michel Nicollier », en hommage à l'unique volontaire français, disparu à l'âge de 25 ans, alors qu'il combattait pour défendre la ville au côté des habitants.

Le rejet de cette initiative est probablement ce qui a incité Ivica Radoš, journaliste indépendant, et Zoran Šangut, à écrire un ouvrage¹⁶⁹ traitant de la participation des minorités nationales – Serbes, Bosniaque, Roms, Monténégrins, Albanais, Tchèques, Hongrois, Russes, Italiens – à la défense de la Croatie. Les auteurs écrivent, à propos de ce recueil de témoignages : « C'est un autre élément historique qui prouve que la guerre de la patrie n'était pas un combat de Croates contre des Serbes, mais une défense contre des agresseurs¹⁷⁰ ».

Mais lorsque j'évoque l'initiative de Zoran Šangut, avec un élu de Vukovar, lors de mon terrain à l'automne 2011, il rétorque avec morgue « cette question n'a pas lieu d'être ! » coupant court à toute possibilité d'approfondir la discussion relative à la toponymie et à l'inscription d'une mémoire alternative dans l'espace public.

Je fais la rencontre de Mirjana Kiš lors de ma visite du *Memorijalni centar Domovinskog rata* - Vukovar (Centre commémoratif de la guerre patriotique), le 22 novembre 2011, puis, nous avons l'occasion de nous retrouver lors de mes deux séjours suivants, en mai 2012 et avril 2015. Mirjana Kiš est Officier dans l'armée croate et travaille alors comme conservatrice (2007-2013) au sein du Centre mémorial de la guerre patriotique. Elle m'accompagne pour une visite guidée de l'exposition élaborée par le centre, et m'explique de façon détaillée la

¹⁶⁸ Croatie : à Vukovar un nom de rue divise les anciens combattants. Source : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=8417&cdbvisu=8417

¹⁶⁹ Ivica Radoš, Zoran Šangut *Branili smo domovinu: pripadnici nacionalnih manjina u obrani Hrvatske* (Nous avons défendu notre patrie: membres des minorités nationales pour la défense de la Croatie), 2013, Udruga pravnika Vukovar 1991., Vukovar

¹⁷⁰ “Ovo je još jedan povijesni materijal koji dokazuje kako Domovinski rat nije bila borba Hrvata protiv Srba, nego obrana protiv agresora”, source : https://www.superknjizara.hr/?page=knjiga&id_knjiga=94816

bataille de Vukovar depuis différentes perspectives, abordant à la fois l'aspect militaire du siège et le quotidien des habitants. Contrairement à mes attentes – forgées par une multitude d'entretiens antérieurs auprès d'acteurs de la mémoire, en particulier lorsque ces derniers appartiennent à l'*establishment* – Mirjana développe un discours axé sur les événements, dépourvu de toute rancune, de tout le vocabulaire nationaliste, de l'antienne victimaire à laquelle j'étais accoutumée. Elle se garde de toute généralisation abusive, et ne recourt jamais à la lecture polarisée Croates versus Serbes, en donnant le détail de la multitude d'acteurs impliqués dans le conflit. Elle évoque les exactions et les crimes commis par les forces croates contre les populations serbes lors des opérations de reconquête, sans chercher à les justifier ou à les atténuer (position suffisamment rare lors de mes enquêtes de terrain pour être soulignée). Lorsque je lui demande s'il y avait des Serbes parmi les défenseurs de Vukovar, elle acquiesce et me répond avec un enthousiasme non dissimulé :

« Oui ! Il y avait des Serbes bien sûr ! Mais c'est une situation difficile. Parce que d'un point de vue vous êtes Serbe, mais d'un autre point de vue, il y avait des Serbes qui étaient nés ici, pour qui il n'y avait pas d'autre patrie que celle-là. Et beaucoup avaient grandi avec les Croates, ils avaient des amis qui étaient Croates, donc certains d'entre eux, ils ont vraiment décidé de combattre. Ils sont aussi morts en prison, ils ont aussi été torturé, et de surcroît, ils étaient considérés comme des traîtres, parmi les Serbes. Mais ils avaient fait ce choix, c'était un choix très difficile, mais c'était leur choix. Et puis s'il y avait des Serbes dans le camp croate, il y avait des Croates qui ont combattu dans le camp serbe. En particulier, des Croates qui étaient des officiers dans l'armée yougoslave, et qui ont été envoyé pour aider l'armée serbe à « libérer » Vukovar. » (Extrait d'entretien Mirjana Kiš, 15 mai 2012, Vukovar)

Ce dernier point, relatif à l'allégeance d'une partie des militaires croates à la puissante armée fédérale est totalement passée sous silence dans le récit de victimisation. L'accent est mis sur « le refus des officiers et des soldats non-serbes de se battre en Slovénie et en Croatie pour les objectifs politico-militaires définis par l'APY et son nouveau patron, la Serbie » (Lukic, op.cit. : 209), qui provoque une défection massive dans les rangs de la JNA depuis la campagne de Slovénie.

Du fait de son expérience personnelle de la guerre, mon interlocutrice pourrait tenir des propos revanchards, ou teintés de forts accents nationalistes, exprimer du ressentiment, mais ce n'est pas le cas. En effet, alors même que nous avons commencé à interagir à partir de nos positions professionnelles respectives, au fil du temps, la confiance s'installant, elle me livre avec une grande pudeur, des bribes de sa biographie. C'est ainsi qu'après m'avoir appris que sa

famille avait « beaucoup souffert pendant la guerre », elle m'explique qu'elle vivait à Vukovar pendant le siège. À la chute de la ville, elle est forcée de quitter la ville avec sa mère et s'installe à Zagreb, pendant que son frère et son père sont détenus dans des camps de prisonniers. Elle n'entre pas dans le détail des mauvais traitements endurés par ses proches, d'autant qu'elle m'a déjà exposé les souffrances endurées par les habitants de Vukovar détenus dans des camps en Serbie lors de la visite du Centre, et notamment dans la salle qui leur est consacrée. Elle passe sous silence ses conditions de vie à Zagreb, ne mentionne la peur, l'angoisse, la douleur, le traumatisme, consubstantiels d'une telle expérience.

Elle évoque volontiers son parcours professionnel, et me raconte qu'elle a fait des études de linguistique et d'anglais, à l'université d'Osijek avant la guerre, en s'imaginant qu'elle irait vivre aux États-Unis ou en Angleterre. Mais, en raison de ses compétences linguistiques, elle est sollicitée par l'armée croate en 1993, afin de communiquer avec les journalistes, dont elle précise qu'ils sont nombreux à Zagreb pendant la guerre. C'est ainsi qu'elle intègre l'armée, tout en poursuivant ses études à Zagreb, et obtient un Master en Langue et littérature anglaise de la Faculté de philosophie de Zagreb.

Depuis, elle est revenue travailler en Slavonie, un peu à contre-cœur, alors que son frère vit à Londres, « l'ironie du destin ! » lance-t-elle avec une pointe de tristesse dans la voix. Toutefois, elle a refusé de venir vivre à Vukovar. Notamment en raison de la particularité de l'enseignement à Vukovar¹⁷¹ où les élèves croates et serbes fréquentent des classes séparées au sein d'un même établissement scolaire. Décision politique qu'elle commente ainsi :

« C'est totalement absurde et mène à une autre séparation. Ce n'est vraiment pas bien. Mais je ne sais pas quand il sera décidé d'annuler cette décision. En particulier, parce qu'après le lycée, quand ils décident d'aller à l'université, c'est difficile pour les enfants, pour les enfants serbes de Vukovar, d'aller dans des facultés croates, à Zagreb, Osijek... Donc, habituellement, ils décident d'étudier en Serbie, ce qui vraiment dommage. Mais... la politique est toujours plus forte que le sens commun ! » (Extrait d'entretien Mirjana Kiš, 15 mai 2012, Vukovar)

Elle évoque aussi la séparation des lieux de sociabilité, tels les cafés, mais ajoute que parmi les jeunes générations, qui sont nées après la guerre, il y a un certain niveau de mixité, que les politiciens ne peuvent pas empêcher, parce qu'il y a des jeunes qui franchissent les frontières ethniques pour se côtoyer, parce que Vukovar a toujours été une ville mixte, c'est donc « naturel ».

¹⁷¹ L'incidence de la guerre sur l'habiter dans la ville de Vukovar, notamment la question des écoles et des lieux de socialité séparés seront développés dans le chapitre suivant

Cependant, ce rapprochement timide n'est pas suffisant pour que Mirjana choisisse de se réinstaller dans sa ville d'origine :

« Les blessures sont toujours là. C'est pour ça que j'ai décidé de ne pas revenir ! Je vis à Osijek et pas ici. Je ne voulais pas élever mes enfants dans ce sens de la séparation, de haines et de ressentiments. Donc on habite à proximité, mais pas à Vukovar ! C'est dommage, c'est regrettable, parce que des gens ont été tués pour cette ville. Mais je n'ai pas la force et les nerfs pour affronter cette ambiance. Je ne veux pas que mes enfants grandissent, persuadés que la séparation est naturelle. » (Extrait d'entretien Mirjana Kiš, 15 mai 2012, Vukovar)

Cette question est une préoccupation récurrente qui revient à chacune de nos rencontres, et témoigne du peu d'optimisme qu'éprouve mon interlocutrice quant à l'avenir de Vukovar.

II.7 L'invisibilisation du viol et des violences sexuelles de guerre

Si nul n'ignore l'existence des violences sexuelles perpétrées par les belligérants pendant la guerre et dont les femmes ont été les premières, mais non les seules victimes, ces crimes sont littéralement passés sous silence dans les dispositifs mémoriels étudiés lors de mon enquête de terrain. Pourtant, le viol a été reconnu par la communauté internationale comme un crime de guerre depuis 2008. Selon Anne-Marie Roucayrol :

« L'expression « arme de guerre » passe en droit international en 2008, dans la résolution 1820 du conseil de sécurité de l'ONU : « utilisée ou commanditée comme arme de guerre prenant délibérément pour cible des civils, ou dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre des populations civiles, la violence sexuelle peut exacerber considérablement tout conflit armé et faire obstacle au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales... » (2020 : 82)

La reconnaissance et « la caractérisation des viols comme arme de guerre s'est faite au travers de leur pénalisation, en droit humanitaire international et en droit pénal international » (ibid. : 81) et résulte selon l'auteure de « l'action convergente des mouvements féministes, des ONG du droit humanitaire, et de la société civile en la personne des nombreux journalistes de terrain, médecins, chercheurs en sociologie, histoire, psychologie, qui n'ont cessé d'alerter sur ces questions » (ibid. : 80). Le viol et plus largement les violences sexuelles de guerre dont l'éventail est vaste¹⁷² ont été reconnus dès 1998 par les juridictions du TPIY, du TPIR puis de

¹⁷² Entrent dans cette catégorie de violences sexuelles différentes formes de violences et sévices d'ordre sexuels dont la liste varie selon les juridictions : prostitution forcée, esclavage sexuel, nudité forcée en public,

la CIP comme un chef d'accusation entrant dans la catégorie des crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crime de génocide.

Selon la géographe Bénédicte Tratnjek (2012), il s'agit d'une arme de guerre à part entière, qui s'inscrit dans l'arsenal de pratiques coercitives de peuplement utilisés lors de campagnes de « nettoyage territorial¹⁷³ ». L'auteure affirme que le viol est à la fois « une arme de guerre, puisqu'il s'agit d'un des moyens utilisés contre des « ennemis » (définis par les belligérants acteurs de la « purification » comme toute personne menaçant le « vivre-séparé », y compris parmi les civils) » et « une tactique de guerre, puisqu'il s'agit d'une modalité de combat, œuvrant à des objectifs politiques et militaires définis par cette « purification » » (ibid. : 2).

Tratnjek explique par quels mécanismes les viols de guerre ont des répercussions spatiales et sont employés dans le cadre de politiques d'homogénéisation territoriale :

« Dans les conflits armés actuels, les viols sont de plus en plus utilisés comme une arme de guerre. Il ne s'agit plus seulement d'un « défouloir » pour les belligérants mais de violences orchestrées par leurs chefs, à des fins politiques. Ces violences sexuelles sont utilisées comme des moyens de combattre « l'Autre » par la peur et de provoquer des flux massifs de déplacement de groupes communautaires jugés comme « indésirables » sur le territoire disputé. Elles créent une géographie de l'inhumain qui repose sur de profondes inégalités spatiales face aux violences sexuelles : la géographie des viols de guerre coïncide fortement avec la géographie des combats, créant ainsi des « espaces-refuges » et des « espaces-cibles » à l'intérieur du pays en guerre. Mais cette pratique du viol comme arme de guerre n'a pas que des répercussions dans le seul temps de la guerre ; elle s'inscrit dans les pratiques des victimes par-delà le temps des violences. En effet, les viols construisent une géographie de la peur qui s'affirme dans l'immédiat après-guerre ; la peur devient le moteur d'immobilités quotidiennes (enfermement dans l'espace domestique ou dans le quartier) et de mobilités résidentielles (les victimes comme les personnes déplacées/réfugiées d'après-guerre fuient le lieu du viol par peur de vivre à proximité de leur violeur ou par rejet social des sociétés qui stigmatisent les femmes victimes de ce type de violences). De telles conséquences affectent les pratiques spatiales des victimes après le viol qui se construisent également dans le cas des violences sexuelles hors du contexte d'une guerre. » (ibid. : 2)

mutilation des organes sexuels, attentat à la pudeur, grossesse forcée, stérilisation forcée, inoculation volontaire de MST – et notamment contamination par le virus du Sida – ainsi que l'enregistrement vidéo et la diffusion de ces actes.

¹⁷³ L'auteure recourt à l'expression « nettoyage territorial » plutôt qu'à l'expression « nettoyage ethnique » pour souligner que la dimension ethnique n'est pas exclusive et que d'autres critères sont mobilisés pour mettre en œuvre des pratiques coercitives de peuplement :

« On insiste par nettoyage territorial sur le fait que ces purifications du territoire n'ont pas pour seul critère l'ethnicité. D'autres critères culturels (l'appartenance religieuse, linguistique, etc.) mais aussi des critères sociaux (contre les handicapés mentaux, les homosexuels, etc.) ou politiques (contre les partisans d'un autre géonationalisme, les modérés qui prônent un vivre-ensemble, etc.) peuvent eux aussi être mobilisés par ces acteurs pour construire un vivre sans « l'Autre » qui repose sur l'idée que « l'Autre » est un « indésirable » (2012 : 2-3)

Ce sont les viols et violences sexuelles survenus lors de la guerre d'ex-Yougoslavie et du Rwanda qui sont à l'origine de leur reconnaissance par la communauté internationale comme crime de guerre, ce qui rend leur occultation en Croatie d'autant plus paradoxale.

Pourtant leur prise en charge est indispensable à la reconstruction et peut venir contrebalancer, du moins partiellement, le sentiment d'insécurité éprouvé par les victimes dans l'espace public et atténuer l'effet que ces exactions produisent sur les pratiques spatiales des habitants, en leur permettant de se réapproprier le territoire. En effet, comme l'affirme Bénédicte Tratnjek :

« L'ancrage spatial de la terreur circonscrit un enjeu de la pacification des territoires. À cette géographie de la peur qui se construit autour du lieu du viol où la victime se sent vulnérable et autour des espaces de vie du violeur ou d'un groupe que la victime associe à son persécuteur, répond dans l'après-guerre une « géographie du pardon » avec l'émergence de lieux spécifiques pour les victimes (centres de soins médicaux et d'aide psychologique, lieux de mémoire, locaux d'associations ou d'ONG) qui polarisent leurs pratiques spatiales. »

(ibid. : 6)

Or, lorsqu'il n'y a pas de lieu de mémoire consacré à ces victimes, que les espaces de soins et les lieux susceptibles d'accueillir leur témoignages (groupes de paroles, associations de victimes, tribunaux...) sont insuffisants ou inexistantes dans les territoires du quotidien, lorsque la réappropriation de l'espace disputé par les belligérants se fait uniquement au moyen d'une débauche de marqueurs identitaires, comme c'est le cas en Croatie, les victimes de viols et violences sexuelles deviennent invisibles dans l'espace public, leur souffrances sont occultées, leurs expériences escamotées. Or fermer le yeux sur ces atrocités ne saurait les faire disparaître, pire, à la souffrance subie en temps de guerre s'ajoute l'injustice en temps de paix. Cette invisibilisation n'est donc pas sans conséquence sur les victimes à l'échelle individuelle, et par ricochet sur l'ensemble de la communauté, qui poussée par la peur de l'Autre menaçant peut être amenée se regrouper selon des principes d'appartenance variée, en l'occurrence l'appartenance ethno-nationale, conduisant à une dégradation durable, sinon irréversible, du vivre-ensemble et à l'instauration d'un vivre-séparé considéré comme garant de sécurité. C'est la raison pour laquelle Tratnjek prône :

« une intégration de la problématique des viols de masse dans les études stratégiques, non seulement pour les blessures psychologiques individuelles et familiales qu'ils infligent, mais aussi en tant qu'enjeu de la réconciliation des populations et de la reconstruction du « vivre ensemble » » (ibid. : 7)

Comme j'avais pu l'apprendre dans un article du journal *Le point* paru alors que j'étais sur le terrain, le *Sabor* s'apprêtait, en mai 2015, à voter une loi pour accorder aux victimes de viol le statut de victime de guerre, à l'initiative du gouvernement de gauche dirigé par Zoran Milanović et présidé par Ivo Josipović. Cette loi doit accorder aux victimes de viol « un dédommagement, versé une fois, pouvant aller jusqu'à 20.000 euros, selon la gravité du crime. Elles vont ensuite continuer à recevoir une indemnité mensuelle d'environ 320 euros, auront le droit à la sécurité sociale gratuite et à un accompagnement psychologique¹⁷⁴ ».

C'est par cet article que j'ai eu connaissance à la fois de cette avancée législative – tardive – et des activités de l'organisation *Žene u Domovinski rat*, j'ai donc entrepris de rencontrer la fondatrice et présidente de l'association, Marija Slišković. Toutefois, cette rencontre étant intervenue la veille de mon départ, je n'ai pas eu l'opportunité de creuser plus avant cette question, ou de rencontrer d'autres interlocuteurs, ce que je déplore.

Lors de notre entretien, Marija Slišković m'explique comment les missions de l'association ont évolué au fil des ans pour aboutir à son combat actuel : la reconnaissance et la réparation des viols de guerre. En effet, initialement, elle s'intéressait à l'engagement des femmes pour empêcher le déclenchement de la guerre en proposant des solutions pacifiques, avec l'Appel des mères, pétition ayant réuni 64 000 signatures à l'époque, puis aux initiatives mises en œuvre par les femmes une fois la guerre déclarée, notamment les actions de charité, la recherche de disparus, les manifestations devant les ambassades étrangères ou les activités de lobbying des femmes de la diaspora. Elle a donc entrepris de collecter ces témoignages pour mettre en valeur la contribution des femmes à la guerre par la publication d'ouvrages.

C'est cette activité qui a fait émerger la question des viols de guerre, qu'elle s'attelle depuis 2011 à faire reconnaître et prendre en charge par les autorités :

« La question a été : Allons nous commencer à lutter pour les victimes ? Pour qu'elles obtiennent leur statut de victime ? Parce qu'elles n'avaient aucun statut et pour punir les coupables ? Allons nous en parler pour ça ou pas ? C'était la question alors. Et après quatre ans maintenant, nous sommes près du but que nous avons. Demain au Parlement, a lieu la seconde lecture de la loi sur les droits des victimes sexuelles dans la guerre patriotique. Et vendredi, c'est le vote pour ça, donc nous verrons si cela va passer. » (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

Mon interlocutrice affirme qu'elle n'a eu de cesse d'interpeller le gouvernement croate pour faire reconnaître les souffrances endurées par les femmes pendant la guerre et après un combat de plusieurs années contre le silence et l'inaction de l'État croate, elle est parvenue à

¹⁷⁴ Source : http://www.lepoint.fr/monde/croatie-les-victimes-de-viols-osent-sortir-de-l-ombre-20-ans-apres-la-guerre-17-04-2015-1922397_24.php

une victoire notable : le vote de mesures compensatoires 25 ans après les crimes dont ces personnes ont été victimes.

Pour Marija Slišković, si les publications de l'organisation ont contribué à libérer la parole des victimes, elle reconnaît que le combat était ardu et que pour l'heure, la majorité des femmes victimes de viols gardent le silence, pour des raisons nombreuses et complexes.

Elle évoque tout d'abord la distance temporelle d'avec les événements. Ces femmes qui auraient pu être disposées à témoigner de leur calvaire juste après la guerre se sont résignées à garder le silence. Elles ont dû rebâtir leur vie sans soutien (psychologique, financier, émotionnel) et sans reconnaissance alors elles refusent souvent en parler après-coup, car cela risquerait de détruire ce qu'elles se sont efforcées de reconstruire.

« Peut-être que s'il y avait eu une opportunité pour elles de le signaler en 1991 ou 1992, il aurait été beaucoup plus facile pour elles de parler alors, mais personne ne leur a demandé. Parce que c'était une période où beaucoup de gens ont été tués, ou emprisonnés, ou torturés. Et si cette question leur avait été posé, les femmes en auraient parlé beaucoup plus facilement. Maintenant, après que tant d'années se soient écoulées, elles ont leur propres familles, leurs enfants, et c'est très dur d'en parler parce que, maintenant elles se sentent désespérées, parce qu'elles sont seules, tout ce qui est arrivé alors a été résolu, mais pas leur statut. » (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

À cette distance temporelle s'ajoute en effet le risque de stigmatisation, la honte, le risque de délitement des liens familiaux :

« Les femmes à qui j'ai parlé ne veulent pas que leurs enfants les voient de cette façon, comme des victimes de violence sexuelle. Et parce que ce genre de crimes est très intime. Aucun mari, ne seraient pas heureux d'entendre quelque chose comme ça. Donc ces histoires vont rester tues pour beaucoup de femmes. Elles n'en parleront pas. » (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

Car dans une société patriarcale, conservatrice et catholique, les violences sexuelles de guerre demeurent un tabou qu'il faut dissimuler. Alors pour les victimes c'est la double peine. En raison de ce silence, il est impossible de connaître de le nombre de victimes, ainsi que l'affirme Marija Slišković au cours de l'entretien : « on en connaît pas le chiffre exact, mais le nombre de femmes qui se sont signalées à nous ou à d'autres institutions est très limité, même maintenant, parce que ce n'est pas très facile d'en parler¹⁷⁵ ». En effet, selon l'article susmentionné, l'ONU estime que 1500 à 2200 personnes ont été victimes de violences

¹⁷⁵ Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb

sexuelles pendant la guerre, mais seules 147 sont officiellement répertoriées, et le stigmate qui entoure ces violences explique vraisemblablement l'absence de données fiables.

Mon interlocutrice y voit la conséquence de l'absence de volonté politique de prendre en charge les viols et violences sexuelles de guerre. Au contraire, il y aurait plutôt une volonté de mettre sous le tapis cette cause frappée du sceau de l'ignominie et, selon ses dires, l'État croate rechignerait à admettre l'importance de la question, au nom de la réconciliation. Alors que pour la présidente de l'association, la réconciliation passe par la reconnaissance et la sanction des crimes, et non par l'impunité :

« C'était une décision totalement politique de ne pas parler de ces crimes. Parce que les politiciens disent qu'on peut aller de l'avant et commencer de nouvelles relations avec nos voisins, et ne pas résoudre ce problème. Mais nous devons d'abord résoudre ces problèmes et ensuite commencer... Parce qu'ils disent que si on oublie, à propos de la guerre et à propos des victimes, alors on aura de bonnes relations avec eux. Donc « on n'a pas besoin de commencer avec ce sujet, laissez le et commencez à construire de nouvelles relations ». Mais les victimes sont là, on ne peut pas oublier. Et c'est l'expérience qu'on doit utiliser, vous ne pouvez pas construire la confiance entre de États, vous devez construire la confiance entre deux nations, pas entre États. Vukovar, en tant que ville, ils ont 24 nations là-bas, et ils ont été choqués quand l'agression... Beaucoup de femmes ont témoigné que les gens qui les ont trahi étaient leurs voisins. Et vous ne pouvez pas résoudre ça par des décisions politiques, et « tout va bien à Vukovar », et ça doit être comme ça. Cet homme qui a fait ça, il vit maintenant à Vukovar, et il doit savoir que ce n'est pas bien ce qu'il a fait. Et la victime doit savoir que tout ce qu'elle a traversé est...connu et les coupables sont punis, alors, ce sera, la paix. Et après ça, vous avez besoin de beaucoup de temps. Parce que nous avons passer ce temps à créer c'est imaginaire, que tout va bien et qu'on peut aller de l'avant. Maintenant tout le monde peut voir que ça ne va pas se passer comme ça, on doit d'abord résoudre les problèmes et ensuite. » (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

En cela, elle est rejoint par le Docteur Charles Tauber, médecin et psychothérapeute, fondateur de l'organisation CWWPP qui œuvre dans le domaine de la prise en charge du traumatisme et de la réconciliation à Vukovar et dans les environs, qui affirme :

« Tout est politisé. Le trauma est politisé, et c'est très dangereux, parce qu'on a été, on a voulu prendre en charge ces femmes violées, et en fait, il y a beaucoup d'hommes violés. Il y a eu beaucoup d'abus sexuels. Et tout d'abord c'est devenu très politisé et, mais personne ne va le prendre en charge, et ce n'est pas pris en considération, ce n'est pas considéré comme pertinent, et ce n'est pas considéré comme une priorité du tout, de s'occuper de ces problèmes. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

En outre, elle affirme que rien n'a été mis en place pour accueillir convenablement la parole des victimes dans les institutions, alors même qu'une approche subtile est nécessaire pour prendre en charge ces récits de violences, incompatibles avec la froideur de la bureaucratie et des procédures judiciaires. Les victimes de viols et de violences sexuelles de guerre garderait aussi le silence par peur d'être malmenées par les institutions :

« Je pense que les politiciens sont coupables de ça, parce que, euh, maintenant, à cette époque moderne, vous ne pouvez pas vous rendre dans des institutions et dire « hey, je suis là et j'ai été violée », parce qu'ils créent, une sorte de mauvaise... , euh, ils n'agiront pas bien envers elles. Vous avez, vous avez besoin d'avoir une autre approche. Un procureur nous a dit, « vous pouvez dire aux femmes de nous appeler » et nous verrons avec elles. Mais les femmes savent, que si elles vont là-bas, elles devront donner leur carte d'identité, attendre, et ensuite voir un tel et un tel, et c'est très dur pour elles, et elles ne veulent pas faire ça. C'est une méthode avec laquelle vous n'encouragez pas les femmes à dire ce qui s'est passé. Au contraire ! » (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

Pourtant l'ONU préconise de former les membres l'appareil judiciaire et de la police en contact avec les femmes victimes de violences sexuelles dans le cadre d'un conflit armé et a même élaboré un manuel de 393 pages consacré à l'intégration des perspectives de genre dans les opérations de paix¹⁷⁶. Mais il semble que dans ce domaine l'administration judiciaire croate soit à la traîne.

D'autant qu'elle affirme que peu d'organisations œuvrent dans ce domaine, par conséquent, les femmes ne disposent pas d'espaces en nombre suffisant pour évoquer leur expérience, relayer leur parole, restreignant encore la possibilité pour ces victimes de faire connaître leurs souffrances et les exactions qu'elles ont subi au cours de la guerre. Elle critique la prise en charge du traumatisme par le système de santé, car elle consiste uniquement en une médication lourdes, alors que la prise en charge psychologique, au moyen de différentes approches, apporte des résultats probants. Mais cette option n'est pas privilégiée par les autorités, par conséquent, de tels programmes peinent à trouver des financements. En cela, elle rejoint Charles Tauber en dépit de leurs opinions politiques antagonistes. Et elle affirme :

« Les méthodes de guérison du traumatisme sont très mauvaises, nous croyons qu'elles sont très mauvaises, parce que ce genre de médecine vous donne, une médication, des comprimés, vous devez prendre des comprimés et c'est tout, « vous êtes en bonne santé maintenant ». Et nous essayons de faire cela autrement, de faire de la thérapie, de parler avec elles, de travailler avec elles, pas leur donner des comprimés. Nous avons élaboré un programme, beaucoup de

¹⁷⁶ Source : https://police.un.org/sites/default/files/20200326_french_united_nations_police_gender_toolkit_handbook.pdf

psychologues et l'équipe d'experts ont travaillé sur ce programme. Six thérapeutes travaillent sur le projet. Pour nous, en tant qu'association, nous n'avons pas de budget important, nous sommes une très petite association, alors c'est un très gros projet. Le premier programme était payé par le Bureau du PNUD à Zagreb. Nous avons créé une méthode qui a de très très bons résultats. Avant tout, les femmes qui ne pouvaient pas dormir, ont commencé à dormir, parce qu'elles faisaient des cauchemars, ou. Elles ne prennent plus de sédatifs, ou très peu. Leur communication est bien meilleure, en particulier dans la famille, avec leurs enfants, elles ont commencé à prendre soin d'elles. Et maintenant, nous ne faisons plus ce programme, parce que nous n'avons plus l'argent pour cela. Et l'intérêt de l'Etat devrait être de regarder quels sont les résultats et d'utiliser cette méthode. Parce que nous sommes une Nation très malade et traumatisée, parce que le traumatisme de la guerre passe maintenant aux jeunes générations.

» (Extrait d'entretien Marija Slišković, 19/05/2015, Zagreb)

La législation, qui est une première mondiale, permettra aux personnes victimes de violences sexuelles pendant la guerre de faire reconnaître leur statut, elle permettra à une partie d'entre elles de faire valoir leurs droits, d'obtenir une réparation octroyée par l'État, et peut-être en libérant la parole des victimes permettra-t-elle la déstigmatisation de leur expérience (ce qui à mon avis relève de l'utopie). La visibilité donnée à leurs souffrances et la reconnaissance de leur caractère massif et systématique aura probablement un effet thérapeutique en soulevant, un peu, la chape de silence, de honte et de culpabilité qui écrasait ces victimes jusqu'à lors. Mais peut-on envisager que cette mesure révolutionnera la grande fresque mémorielle pour y intégrer les victimes de violences sexuelles de guerre ? Il y a lieu d'en douter.

III. La concurrence des mémoires croates et serbes : deux récits exclusifs et excluants

L'interprétation victimaire n'est pas spécifiquement croate, au contraire, toutes les parties ayant pris part au conflit recourent à cette rhétorique qui consiste à imputer à l'ennemi la responsabilité des événements et le déclenchement des hostilités, à accuser l'adversaire de barbarie, à faire le décompte des morts pour équilibrer la balance des responsabilités, à minorer ses propres crimes par une mise en perspective qui amoindrit leur portée et à s'arroger le statut de victime. À ce propos, Christina Koulouri affirme :

« il apparaît que la production d'interprétations du passé diamétralement opposées est une 'maladie' commune à tous les nationalismes, et que ces doublons peuvent d'autant plus proliférer qu'il y a de voisins. Autant de voisins, autant d'histoires nationales concurrentes. Au-delà de leurs différences et de leurs exclusivismes apparents, ces histoires nationales présentent une même structure, des concepts semblables, des finalités similaires et un discours normatif. Ce qu'elles partagent le plus communément, c'est une interprétation unilatérale et dogmatique de l'histoire dans laquelle la voix de l'autre n'a pas de place » (2002 : 26).

Cette concurrence mémorielle provoque la dépolitisation de la violence, lui donnant un caractère d'inéluctabilité, et cela fait écho à l'analyse de Jean-Yves Boursier qui affirme :

« Dès que certains parlent de « mémoire » pour parler de « victimes », immédiatement d'autres mettent en avant les « leurs ». Les « victimes » sont une manière d'éviter de faire le bilan de la politique qui a conduit à ce qu'ils sont aujourd'hui. Faute de le traiter, nous en sommes réduits dans cette vision du Monde à une humanité de victimes où chacun avance les siennes, qui seraient en définitive toutes équivalentes parce qu'un mort égalerait un autre mort. Le crime est effacé par le crime, des corps effacent d'autres corps. En définitive, il n'existe que des politiques criminelles de tous les temps et leurs victimes, qu'un océan de crimes. La mémoire ainsi convoquée n'aide pas à l'intelligibilité des événements et aucune histoire n'est possible. » (2010 : 55)

Il en va ainsi de la concurrence entre la mémoire de la majorité croate et de la minorité nationale serbe en Croatie. En effet, au sein de la communauté serbe de Croatie, qui rejette le récit de victimisation nationale croate, circule un récit de victimisation symétrique fondé sur l'appartenance ethno-nationale donnant lieu à la dichotomie soi-victime versus l'autre-bourreau et à une interprétation unilatérale de la guerre.

Le récit porté par les acteurs nationalistes serbes de Croatie est aussi monolithique et excluant que le discours de victimisation croate. Il met l'accent sur les victimes serbes de la guerre, sur les souffrances endurées au nom de l'appartenance ethnique, élude les responsabilités et les crimes commis par les forces serbes. La communauté serbe considère qu'elle est ostracisée, que son apport culturel est dénié depuis l'indépendance de la Croatie, et que sa mémoire bannie de l'espace public ne circule qu'à travers des histoires murmurées. L'État croate est accusé de refuser de reconnaître les crimes, discriminations et abus dont ont été victimes les Serbes, avant, pendant et après la guerre.

Du fait même de l'importante symétrie¹⁷⁷ qu'ils présentent, ces récits victimaires sont fondamentalement inconciliables, ce qui est source de tensions entre les deux communautés, qui se considèrent chacune comme étant victimes de l'Autre et jugent qu'aujourd'hui justice ne leur a pas été rendue pour les souffrances qu'elles ont subies. Du fait de ces tensions, souvent larvées mais parfois ouvertes, et de l'impossible coexistence de ces mémoires concurrentes dans l'espace public, la mémoire de la minorité nationale serbe ne circule-t-elle guère en dehors de l'entre-soi ethno-national. Il ne s'agit pas de remettre en question la légitimité des récriminations ou la véracité des phénomènes dénoncés, mais de montrer qu'à l'instar de la majorité croate, la minorité nationale serbe est porteuse d'une mémoire victimaire. Le récit se focalise sur ses propres victimes, les propos ne sont pas exempts de clichés sur l'Autre, et bien souvent l'analyse de la situation est binaire et oppose de façon parfois simpliste « les Serbes » et « les Croates ».

Il importe ici de nuancer le propos et de souligner que, s'il n'existe pas une mémoire unifiée et homogène au sein de la majorité croate, on ne peut pas non plus considérer l'existence d'une mémoire partagée et consensuelle au sein de la minorité serbe de Croatie. Il existe au sein de la minorité serbe des divergences, des dissensions, des conflits, des représentations individuelles du passé qui varient selon les situations, selon l'expérience individuelle de la guerre et des relations inter-communautaires, et les convictions politiques des acteurs.

Les acteurs nationalistes les plus radicaux ressassent les discours anxiogènes des années 1990 et vont jusqu'à présenter la République de Croatie comme un État oppresseur, poursuivant en silence l'homogénéisation ethnique entamée à la fin de la guerre par le recours à la violence symbolique, comme un État qui serait l'héritier de l'État croate indépendant (NDH) et pratiquerait dans l'ombre un véritable ethnocide. Arguments que les néo-oustachi croates leur servent sur un plateau. Et il se trouve encore des individus pour contester la souveraineté de la Croatie sur un territoire pourtant reconnu par la Communauté internationale.

Nombres d'analyses vont dans ce sens dans la littérature scientifique et dans la presse, et certains acteurs nationalistes croates rencontrés ont formulé des accusations de ce type envers la communauté serbe de Croatie. Toutefois, lors de mon enquête, aucun des interlocuteurs appartenant à la communauté serbe et se revendiquant comme tel n'a tenu une telle position, qui a trop mauvaise presse pour être défendue face à une chercheuse étrangère rencontrée uniquement lors d'un entretien formel enregistré. Il aurait fallu pour se faire que je tisse des liens de confiance de longue haleine avec des acteurs politiques radicaux, ce qui n'a pas été possible. En outre, j'ai été introduite auprès de mes interlocuteurs par le biais d'un réseau

¹⁷⁷ La symétrie de ces récits et les affrontements mémoriels entre Croates et Serbes à Vukovar sera détaillée dans le chapitre suivant

d'interconnaissance, et je n'ai pas eu accès à des pans entiers de la communauté serbe de Croatie. J'ai bien conscience de donner à voir ici les opinions de membres de la communauté serbe considérés comme « modérés », ayant des liens avec la société civile et qui ne reflètent pas l'intégralité du spectre des attitudes à l'égard de la Croatie, de la guerre et des relations inter-communautaires, ou de personnes tenant des propos « modérés » dans un contexte d'énonciation où la modération est de mise. J'aurai souhaité rencontrer des interlocuteurs appartenant à d'autres cercles, avoir accès à d'autres récits. Mais le fait est que je n'y suis pas parvenue, ce qui biaise la représentation que je peux donner ici, en donnant la parole seulement à des acteurs, en nombre restreint de surcroît, qui partagent le fait d'avoir un niveau d'éducation élevé, de résider à Zagreb, d'avoir des postures intersectionnelles.

Les principales récriminations des acteurs que j'ai rencontré portent sur le caractère ségrégatif des politiques mémorielles croates, le déni du nettoyage ethnique perpétré lors des opérations de reconquête de la Croatie, et en particulier l'opération *Oluja*, la non-reconnaissance des victimes serbes de la guerre, les obstacles au retour des réfugiés serbes. Enfin mes interlocuteurs ont mis l'accent sur les discriminations et violences dont sont victimes à l'heure actuelle les Serbes de Croatie sur la base de leur identité ethnique.

Les différents membres de la minorité serbe – qui s'identifient comme tels – rencontrés lors de mes séjours successifs critiquent unanimement le récit de victimisation croate et les politiques mémorielles adoptées par l'État croate. Ils dénoncent la stigmatisation et la culpabilisation collective des Serbes de Croatie qui accentuent l'antagonisme fondé sur l'appartenance ethno-nationale, et participent à faire des Serbes de Croatie des ennemis de l'intérieur, entachant les relations inter-communautaires et entretenant la défiance et le ressentiment. En diabolisant la communauté serbe dans son entièreté, les politiques mémorielles participent au maintien de la fragmentation sociale et les lieux de mémoire qui véhiculent des représentations nationalistes de la guerre favorisent la cristallisation des conflits.

Et s'ils sont prompts à condamner les crimes commis à l'encontre des Serbes de Croatie, mes interlocuteurs ne soufflent mot à propos des crimes et exactions à l'actif des forces serbes, ils ne mentionnent pas le nettoyage ethnique des populations non-serbes dans le territoire de la Krajina, l'intervention de la JNA et des milices sur le territoire croate, ni le projet Grand-Serbe de Slobodan Milošević, préférant se focaliser sur les actions mises en œuvre pour éviter la guerre, et sur les souffrances endurées par les Serbes. Cette position s'entend, car cette facette de la guerre est trop rarement évoquée. Il n'en demeure pas moins qu'elle permet d'éluder les atrocités commises par les forces serbes pendant la guerre.

En mai 2012, j'ai eu l'opportunité de rencontrer Milorad Pupovac, linguiste à la faculté de

philosophie de Zagreb, député du parti démocratique indépendant serbe (SDSS) et Président du Conseil National Serbe (SNV), organe représentatif des Serbes de Croatie. Lors de notre entretien dans son bureau à l'université de Zagreb, Milorad Pupovac, figure médiatique de la communauté serbe de Croatie affirme l'existence d'une continuité entre les rhétoriques belligènes des années 1990 et les politiques mémorielles mises en œuvre par l'État croate depuis la fin de la guerre :

« La mémoire officielle est une sorte de continuation de la propagande de guerre. Donc entre la propagande de guerre et les politiques mémorielles et les commémorations, il y a une continuité. Les politiques ethno-centrées, les politiques croato-centrées ont été traduites dans l'histoire croato-centrée, dans la mémoire croato-centrée, sans place pour les autres. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Il affirme par ailleurs que la posture victimaire est influencée par l'Église catholique croate qui contribue à donner à la mémoire officielle une dimension sacrificielle :

« Cette victimisation est fortement soutenue non seulement par l'État, mais aussi par l'Église, et cela ajoute une sorte de sacralisation des victimes. C'est une ligne importante des politiques mémorielles, c'est la sacralisation, et non seulement le sacrifice dans le sens d'être sacrifié pour la liberté, être sacrifié pour l'indépendance, être sacrifié pour l'intégrité du pays, mais aussi pour l'idéal du catholicisme, la culture du catholicisme, la civilisation du catholicisme, et ainsi de suite. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Il m'explique en outre, dans un extrait que j'ai choisi de reproduire ici *in extenso*, que la mémoire de la guerre, telle qu'elle est promue par les entrepreneurs de mémoire croate possède une double dimension et qu'au sacrifice s'ajoute la glorification, ce qui rejoint nombre de mes analyses :

« Il y a quelques éléments dans cette mémoire. Premièrement c'est une mémoire de victime : victime en tant que peuple, victime en tant que société et l'État comme victime. Et la souveraineté de l'État comme victime. Il y a aussi des éléments de mémoire de la victoire. Donc non seulement les victimes, mais ensuite les vainqueurs. Mais pas tellement d'héroïsme, l'héroïsme, c'était quelque chose qui était associé à la guerre des Partisans, pendant la Seconde guerre mondiale, où il était possible de reconnaître les noms et les acteurs des actions héroïques, c'était présent dans les politiques de commémoration et dans les politiques de souvenir et de mémoires, dans des types variables d'éléments, depuis la dénomination des écoles, depuis la dénomination des usines, des entreprises et les institutions publiques. Donc l'héroïsme, et les noms héroïques ont été un élément important du système de dénomination après la Seconde guerre mondiale, en Yougoslavie et Croatie. Ce n'est pas le cas en Croatie,

dans la Croatie post-yougoslave. Il y a très peu de noms qui sont héroïques, dans la part du système officiel de dénomination, comme le Général Blago Zadro en Slavonie orientale par exemple. Il y a des noms. Il y a des noms qui symbolisent les victimes et les vainqueurs. Comme le Général Gotovina, le Général Markac, et ceux qui sont à La Haye, et ceux qui sont dans les prisons croates, qui sont responsables mais qui sont dans le même temps victimes, et héros, et Généraux. C'est une sorte de traduction de l'approche générale de la mémoire en Croatie qui est basée sur la victimisation, et la glorification de l'autre côté. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Je rencontre Ljubo Manojlović, directeur exécutif du Forum démocratique Serbe (SDF), pour un entretien formel dans les locaux de l'association situés dans le centre ville de Zagreb, le 5 mai 2012. L'ONG est présidée par Veljko Džakula, personnalité au rôle trouble pendant la guerre. D'une part il a occupé des fonctions dans la République serbe de la Krajina pendant la guerre, et a été accusé d'avoir pris part au nettoyage ethnique de la région¹⁷⁸. D'autre part, il a été arrêté par la police serbe pour avoir signé les accords de Daruvar avec des représentants croates, et a été porté disparu au point qu'*Amnesty International* se mobilise¹⁷⁹ et au cours de cette période, il aurait été emprisonné et aurait subi des mauvais traitements pendant sa détention, il a ensuite été témoin à charge dans les procès contre Slobodan Milošević, Milan Martić et Milan Babić.

Mon interlocuteur m'explique que l'organisation est une organisation anti-guerre, fondée en 1991 par des intellectuels serbes et croates dans le but d'éviter la confrontation, et qui pendant la guerre a mis en œuvre de nombreuses d'actions pour mettre un terme à la guerre. L'organisation est membre de la coalition RECOM, réseau d'organisations de la société civile des pays post-yougoslaves, telles *Dokumenta* et *Centar za mir*. La coalition s'attelle à établir les faits concernant les victimes de crimes de guerre et d'atteintes aux droits humains et cherche à donner la parole aux victimes, interroge les politiques mémorielles et cherche à promouvoir la réconciliation à l'échelle régionale.

¹⁷⁸ Selon le rapport de l'OGN Human Rights Watch, datant du 1^{er} juin 1995, disponible sur le site de l'UNHCR Refworld :

« *The first group is accused of being leaders of the armed uprisings during the war against Croatia, in Pakrac, Daruvar, Grubino Polja and Virovitica. Allegedly, the accused were founders of the central and regional jail in Bucja. In addition, they purportedly ordered the forced separation of civilians to use them as security in the subsequent negotiations. Those civilians taken prisoner were reportedly mistreated, tortured and killed. This group of accused includes the following: Veljko Dzakula, Veljko Vukovic, Milan Loncar, Milan Petkovic, Milo Bajic, Savo estovic, Ranko Slavujevic, Vladimir Bosic and Boko Malenic.* »

Source : <https://www.refworld.org/publisher,HRW,,HRV,3ae6a7ed0,0.html>

¹⁷⁹ Source : <https://www.amnesty.org/en/documents/EUR70/002/1994/en/>

Il m'explique ainsi la participation du SDF à la coalition RECOM :

« Notre but est de savoir qui a commis des crimes pendant la guerre, parce qu'au niveau de l'ex-Yougoslavie, c'est Milošević qui était responsable de la guerre, mais dans chaque ville dans chaque pays, il y a un petit Milošević, alors il est nécessaire d'établir les faits et connaître la vérité, afin de réfuter l'idée selon laquelle tous les Serbes ont été responsable de la guerre. Mais la situation est similaire avec les Croates¹⁸⁰, les Bosniaques, les Albanais. Et il y a beaucoup de réticences envers cette action. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

En effet, selon Ljubo Manojlović, une forme de diabolisation des Serbes existe en Croatie et il ajoute : « la majorité des Croates considèrent que c'était une guerre de libération, la majorité des Serbes croient que c'était une tentative d'évacuer les Serbes de Croatie¹⁸¹ ». Mais il nuance aussitôt son propos, et affirme :

« ça dépend des milieux, elle existe, mais ça dépend des milieux, par exemple c'est plus rare chez les intellectuels des grandes villes, dans les classes plus cosmopolites. Et puis c'est plus facile de vivre à Zagreb, et c'est plus difficile de vivre dans des villes de tailles réduites, ou dans les villages. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

Outre la dénonciation de la stigmatisation collective des Serbes, l'élément central dans la mémoire de la guerre de la minorité nationale concerne les victimes serbes de la guerre, et en particulier les victimes de l'opération *Oluja*, opération militaire qui aboutit au rétablissement de la souveraineté croate sur les territoires sécessionnistes de la Krajina, au cours de l'été 1995. Cette opération a provoqué l'exode des habitants serbes (entre 100 000 et 200 000 selon les estimations), craignant les représailles, la destruction de villages serbes, et la mort de civils serbes, dont le nombre précis n'est pas aisé à établir, et variant de 324 morts à 1856 morts selon les sources.

Milorad Pupovac, évoque les crimes commis par l'armée croate lors de l'opération *Oluja* :

« Ce qui s'est passé c'est que l'armée tuait des civils âgés sans protection, et détruisait les maisons, détruisait les villages, détruisait les villes, détruisait l'activité économique. Et ensuite l'État a commencé à empêcher le retour, par des mesures administratives et juridiques. Les gens ont été condamnés en tant que rebelles, ou en tant que criminels de guerre. Donc c'était une politique. Et le discours des commémorations a pour fonction de couvrir, pour ne pas permettre aux gens de voir ce qui s'est passé, et quel rôle on a joué, et qu'est-ce qui est arrivé

¹⁸⁰ Il est à noter que la traductrice avait passé sous silence les Croates dans la traduction de cette phrase, pourtant au nombre des groupes énumérés par mon interlocuteur.

¹⁸¹ Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb

aux autres. Et sans savoir ce qui est arrivé aux autres, on ne peut pas réaliser quel était notre rôle, à quel point on a été victime, et à quel point notre victoire était glorieuse. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Selon Ljubo Manojlović dénonce l'absence de volonté de la part des autorités croates de faire la lumière sur les crimes perpétrés contre les Serbes, et l'incidence de cette attitude sur les relations inter-communautaires. En effet, il affirme lors de notre entretien :

« Il n'y a pas de volonté politique de résoudre ces crimes, et ce n'est pas bon pour l'avenir. Et ce n'est pas bon que la Croatie soit contre la condamnation des généraux croates à La Haye. Tant que les crimes ne sont pas résolus, que les victimes et les criminels ne sont pas identifiés, on ne peut pas vivre-ensemble. Sinon, il reste un sentiment d'injustice. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

Selon Milorad Pupovac, « les seules victimes qui ne sont pas reconnues par la loi, ce sont les Serbes, dans la période 1991-1995, ils ne sont pas reconnus du tout¹⁸² », il ajoute que cette absence de reconnaissance représente une entrave à l'élaboration d'une mémoire commune :

« toutes les autres victimes, du XX^e siècle en Croatie, ont été reconnues dans un sens, mais pas les victimes serbes de la Guerre de 1991-1995. Dans ce récit, les Serbes en tant que victimes n'ont pas été reconnus, jusqu'à présent. Et c'est probablement la même chose en Serbie, avec les victimes croates. Donc ça signifie qu'une véritable mémoire, qui doit être développée doit aller dans deux directions : se débarrasser des éléments nazis, fascistes et ustaši, et incorporer de nouveaux éléments, sur les Serbes et les autres. Non seulement ceux qui sont victimes, mais ceux qui ont fait des autres des victimes, et non seulement les vainqueurs, mais aussi les perdants. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Vjeran Pavlaković, dans une publication consacrée aux monuments contestés de Croatie, illustre l'impossibilité pour les autorités croates de reconnaître l'existence de victimes serbes en exposant l'exemple du Monument aux victimes de l'agression Grand-Serbe situé à Osijek. Si au nombre des victimes figurent plusieurs Serbes, Pavlaković montre qu'il s'agit d'un travestissement de la réalité, car les noms inscrits sur le monument sont présentés comme ceux des victimes de l'agression serbe, alors que les victimes serbes commémorées dans ce dispositif ont été tuées par les forces croates, comme le souligne l'auteur :

« Although Serb victims likewise deserve to be recognized on a public memorial, it is problematic that civilians murdered by Croatian troops are listed as victims of Greater Serbian aggression. This controversial monument raises the issue of polarizing inscriptions

¹⁸² Extrait d'entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012, Zagreb

found on memorials, and suggests that war monuments need to use a more empathetic language to allow all victims, regardless of ethnicity, to be included. » (2018 : 51)

Mirjana K., étudiante qui m'a assisté lors de mes deux premiers séjours, et m'a notamment introduit auprès de Milorad Pupovac et Ljubo Manojlović, est membre de la communauté serbe de Zagreb. Au cours de l'entretien formel qu'elle a accepté de m'accorder à la fin de mon premier séjour, elle s'insurge contre le refus des Croates de reconnaître aux Serbes de Croatie le statut de victime, et contre la tendance à les considérer comme des dommages collatéraux dont la société fait peu de cas :

« La maison de mon père a été brûlée par l'armée serbe et la maison de ma mère a été brûlée par l'armée croate, alors j'essaie d'expliquer que les Serbes ont aussi pu être des victimes, mais on ne comprend pas. Les gens pensent « C'est ta faute, tu es Serbe, tu aurais dû dire aux Serbes qui sont venus brûler ta maison qu'ils ne doivent pas le faire ». C'est comme si quelques Serbes étaient un dommage collatéral, mais ils ne peuvent pas prétendre au statut de victime. »
(Extrait entretien Mirjana K., 19/12/2011, Zagreb)

La jeune femme dénonce cette stigmatisation collective critique le refus de la part des Croates de reconnaître l'existence de victimes serbes :

« Ce que les Croates pensent c'est que les Serbes ont attaqués les Croates, j'ai essayé d'expliquer quelques fois à mes amis que les Serbes qui habitaient ici [à Zagreb] ne sont pas des monstres, ils sont aussi des êtres humains, qui n'ont pas voulu être impliqués dans la guerre, mais ça ne marche pas, ils sont quand même Serbes. Alors j'ai arrêté d'essayer de m'expliquer. Même avec les gens, de ma génération, ils sont comme on dit « *brainwashed* ». Les nationalistes croates, mais les gens normaux aussi, ils ne parlent pas du tout de la responsabilité des Croates, tu sais ce qui s'est passé avec Gotovina, les gens sont furieux qu'il ait été condamné, ici il est un héros, mais il y a des gens qui sont morts. Les Croates ici, ils n'admettent pas que Oluja c'était un nettoyage ethnique des Serbes de Croatie. » (Extrait entretien Mirjana K., 19/12/2011, Zagreb)

Mirjana K. m'explique les nombreuses difficultés qu'elle rencontre au quotidien du fait de son appartenance ethnonationale. Elle exprime à maintes reprises sa volonté de quitter la Croatie pour s'installer en Europe Occidentale, et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a entrepris un cursus de langues étrangères à la faculté de philosophie de Zagreb. Elle exprime sa lassitude face à la stigmatisation permanente, les insinuations et les humiliations, les conflits relationnels liés à son identité ethnique et le fait qu'elle doive sans cesse se disculper en expliquant où – géographiquement et dans quel « camp » – se trouvait sa famille pendant la

guerre. Alors que je ne lui ai jamais posé aucune question sur le sujet au cours de notre collaboration longue de plusieurs mois, Mirjana tient à préciser au cours de l'entretien enregistré que ses parents vivaient à Zagreb tout au long de la guerre, qu'ils n'ont pas pris part aux combats et n'ont jamais pris fait et cause pour les projets de Milošević, et n'ont jamais remis en cause la souveraineté de la Croatie, qu'ils considèrent comme leur pays.

Elle a longtemps éprouvé de la honte à l'égard de son appartenance en raison des représentations péjoratives qui y sont associées et a tendance à dissimiler son ethnicité, d'autant qu'elle ne se reconnaît pas dans cette identité assignée :

« Quand j'étais en 6^e année, à 13 ans, je me souviens que je me suis préparée pendant des semaines pour dire à ma meilleure amie que j'étais Serbe, c'était un secret. Moi-même je me sentais mal parce que j'étais Serbe et je ne comprenais pas de quoi il s'agissait. Plus tard, j'avais l'impression de devoir toujours me justifier, je dois expliquer que personne dans ma famille n'était impliqué dans la guerre. Mais j'ai renoncé à expliquer ça parce les gens veulent pas comprendre, alors quand je rencontre quelqu'un que je ne connais pas, je vais pas évoquer mon identité, parce que c'est difficile. Je ne suis pas très religieuse, et ici être Serbe ça veut dire que tu es orthodoxe, parce que les cultures sont presque les mêmes. Alors, moi-même, je ne suis pas sûre de ce qui fait que je suis Serbe. Mais je sais que c'est mon origine, bon, ouais ! Mais je n'ai pas cette fierté d'être serbe ou croate. C'est amusant d'ailleurs, parce qu'ici je suis une Serbe, mais quand je voyage, j'ai un passeport croate, vu que je suis née ici, c'est ma citoyenneté, j'ai des papiers croates alors les nationalistes, ils doivent bien s'étrangler de savoir qu'en dehors des frontières de la Croatie, pour le reste du monde, je suis une Croate, et les nationalistes serbes aussi ! » (Extrait entretien Mirjana K., 19/12/2011, Zagreb)

Le retour des réfugiés constitue une pierre d'achoppement dans les relations entre l'État croate les représentants de la minorité serbe, qui accusent les autorités d'entraver le retour des habitants serbes ayant fuit le territoire croate à la fin de la guerre. Durant la mandature de Franjo Tuđman, ce retour a effectivement été limité au moyen d'un arsenal législatif et administratif propre à l'entraver. La géographe Emmanuelle Chaveneau-Le Brun affirme « le gouvernement de Tuđman avait activement œuvré, durant les années de guerre, au départ des Serbes. Ce but atteint en 1995, il n'avait pas l'intention de mener une politique inverse » (2004 : 601). Elle ajoute :

« Rapidement après les opérations militaires croates de 1995, les Serbes ont voulu rentrer chez eux. Ils n'avaient fui la Croatie que pour se mettre à l'abri de l'armée, mais beaucoup pensaient pouvoir rentrer sous quelques jours, quelques semaines au plus. Mais il n'existait aucun mécanisme de retour, le gouvernement croate estimant que ceux qui étaient partis l'avaient fait de leur plein gré. » (ibid. : 601-602)

En effet, Tuđman, à l'instar des autres dirigeants de la région cherchait à établir un État ethniquement homogène, ce qui l'a conduit à favoriser l'installation des Croates de l'étranger, en provenance d'Herzégovine, de Voïvodine, du Kosovo, et dans une moindre mesure de la diaspora établie ailleurs en Europe et dans le monde. Chaveneau-Le Brun affirme qu'alors « la nationalité avait le pas sur la citoyenneté » (ibid. : 602). Elle donne un aperçu des politiques démographiques post-conflit, dont elle affirme qu'elles étaient destinées à empêcher le retour des réfugiés serbes : les habitants serbes de la République Serbe de la Krajina ayant fuit lors des opérations de reconquête ne disposaient pas de papiers d'identité croate, ils possédaient des papiers d'identité de la RSK et parfois des passeports yougoslaves, et n'étaient donc pas considérés comme des citoyens croates ; l'administration pouvait exiger des preuves de la présence des personnes sur le territoire croate après l'indépendance, refuser d'octroyer la nationalité croate à des personnes s'étant déclarées « Serbes » ou « Yougoslave » lors du recensement de 1991, et aller jusqu'à effacer l'existence administrative de résidents serbes vivant en Croatie avant-guerre. En outre, ce sont les mesures foncières qui ont représenté l'entrave la plus considérable.

Chaveneau-Le Brun affirme en effet que « le logement est le nœud du problème » (ibid. : 602) et elle expose plusieurs cas de figure :

- le logement a été vendu : le parc immobilier était la propriété de l'État yougoslave qui octroyait aux travailleurs un droit d'occupation à vie, et ce droit a été révoqué pour les habitants ayant quitté le pays. En outre, les logements ont été vendus à leurs habitants à un prix dérisoire, à condition d'avoir occupé le logement pendant six mois avant d'en faire l'acquisition, de façon à faire entrer rapidement des liquidités dans les caisses de l'État croate – et à privilégier les habitants croates et cette mesure a été abolie en 1995 ;

- le logement est occupé : les logements laissés vacants par les habitants ayant fui la Croatie ont été attribués aux personnes déplacées en provenance principalement de Bosnie-Herzégovine, les autorités municipales leur octroyant « des droits d'occupation temporaire » ;

- le logement a été détruit lors des combats : l'auteur affirme que parmi les biens immobiliers détruits pendant la guerre, 20 000 maisons serbes ont été détruites intentionnellement lors des opérations de reconquête et que la reconstruction mise en œuvre par l'État après la guerre a concerné de façon privilégiée les logements des habitants croates et la restauration des réseaux (eau, électricité) dans les villages croates.

Cette affirmation est corroborée par Ljubo Manojlović lors de notre entretien :

« Une maison qui a été détruite pendant la guerre va être rénovée, mais il n'y a pas d'électricité, il n'y a pas d'eau, ils ne peuvent pas travailler, alors les Croates disent à l'Europe, « voilà nous avons reconstruit les maisons, mais ils ne veulent pas revenir ». Alors que les gens ne reviennent pas parce qu'ils ne peuvent pas vivre là. Et aujourd'hui nous, en tant qu'association, nous demandons à l'État croate qu'il accordent tous les droits pour que les Serbes déplacés puissent revenir, pour qu'ils puissent vivre normalement. Si vous voulez savoir où sont les villages serbes et les villages croates en Croatie, vous devez voyager la nuit, et vous les reconnaîtrez, parce que les villages serbes n'ont pas l'éclairage public. Dans les villages croates, il y a l'éclairage public, mais pas dans les villages serbes. Et c'est de la discrimination, alors on fait un bras de fer avec l'État, pour changer les choses, et ça bouge, mais ça ne bouge pas suffisamment vite » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

Le directeur exécutif du Forum démocratique serbe dénonce les discriminations envers les rapatriés serbes en matière foncière, il évoque les différences dans le prix de vente, les différences de traitement entre les réfugiés serbes et les Croates de Bosnie, la confiscation des maisons inoccupées, les litiges fonciers non résolus et affirme que même les Partis de gauche ne font rien :

« Après la guerre, toutes les lois en Croatie ont été adoptées pour éviter que les Serbes ne reviennent en Croatie. Et aujourd'hui, il n'y a pas de volonté politique de permettre le retour des Serbes, au contraire, il y a beaucoup de lois pour empêcher le retour des Serbes. Et alors que la guerre est finie depuis 20 ans, il y a 30 000 Serbes qui ne sont pas retournés en Croatie. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

Mon interlocuteur m'explique que ces mesures engendrent un refus de la part d'une partie des Serbes de rentrer en Croatie :

« Il y a des groupes différents parmi les Serbes, il y a des nationalistes qui ont commis des crimes, ou qui n'aiment pas simplement la Croatie, mais je pense que c'est une minorité. La majorité des gens qui ne peuvent pas revenir ici, ont des raisons objectives, parce que le pays leur a confisqué leurs appartements, leur maison, leurs meubles, ils n'ont pas le droit de travailler, leurs enfants ont commencé à aller à l'école serbe, ils ont de nouveaux amis et fréquentations, alors pour ces raisons objectives ils ne peuvent pas rentrer ici. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

L'accent mis sur les entraves au retour des réfugiés serbes occulte le fait qu'en 2010, la majorité des Serbes de Croatie étaient revenus en Croatie. En effet, Renéo Lukic établit que, suite à l'élection du Stejpan Mesić à la Présidence de la Croatie, les entraves au retour des réfugiés ont dans une large mesure été levées dans les années 2000, permettant l'installation de dizaines de milliers de rapatriés, car « après l'arrivée de l'opposition au pouvoir en 2000, le nouveau gouvernement croate a modifié sa politique envers les Serbes qui ont fui la Croatie en 1995 et a tenté tant bien que mal de faciliter leur retour » (2014 : 594). Ce mouvement s'est poursuivi avec l'élection de Ivo Josipović, et selon les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés citées par Lukic, 132 707 Serbes étaient officiellement revenus en Croatie en 2010 (sur les 150 000 à 200 000 personnes déplacées). Toutefois, cet assouplissement ne prémunit pas les rapatriés serbes contre les discriminations. En effet, selon Lukic :

« Malgré ces chiffres et le contexte politique qui est aujourd'hui beaucoup plus favorable qu'il ne l'était il y a dix ans [dans les années 2000] pour accueillir les rapatriés serbes, les progrès politiques et administratifs accomplis au niveau national ne donnent pas nécessairement lieu à une réduction de la discrimination au niveau local. » (ibid. : 594-595)

Selon Ljubo Manojlović, la législation croate est efficace pour protéger les droits culturels des minorités, mais elle est insuffisante pour empêcher les discriminations, en particulier dans la sphère professionnelle, où selon mon interlocuteur, l'identité serbe constitue un obstacle à l'embauche. En outre, il n'y a pas de volonté politique de lutter contre les violences serbophobes, en augmentation ces dernières années, qu'il s'agisse de violences physiques contre les personnes, de messages de haine dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les discours politiques, ou dans l'espace public, de menaces, de dégradations de biens et de monuments serbes. Et ces violences sont insuffisamment condamnées aux dires de mes interlocuteurs.

Milorad Pupovac m'explique que le Conseil National Serbe (SNV) possède un département qui documente les monuments et tombes serbes vandalisés, les églises orthodoxes détruites, ainsi que les graffitis de symboles ustaši, nazi et de messages anti-serbe dans l'espace public. Ces recherches sont compilées dans un bulletin annuel disponible en version bilingue croate-anglais depuis 2014, consécutivement à l'affaire du cyrillique¹⁸³ qui avait donné lieu à une vague de démonstrations serbophobes et une augmentation des violences physiques et symboliques à l'encontre de la communauté serbe de Croatie. Depuis lors, le conseil national

¹⁸³ Voir chapitre suivant

serbe dénonce dans ses rapports annuels l'augmentation de la violence symbolique et physique à l'encontre de la minorité serbe, qui coïncide dans une large mesure avec l'arrivée au pouvoir de l'aile dure du HDZ.

Et, en 2018, le SNV a remis aux autorités croates un rapport, intitulé « Révisionnisme, discours de haine et violence envers les Serbes en 2017¹⁸⁴ », rédigé par la journaliste spécialisée dans les questions de droits humains, de questions sociales et de société civile, Tamara Opačić. Ce rapport, basé sur une analyse des médias et sur des rapports d'incidents transmis au SNV, montre une augmentation des incidents de différentes natures témoignant d'une augmentation de l'intolérance envers la minorité nationale serbe. En effet, le nombre d'incidents recensés entre 2015 et 2017 a plus que doublé, passant de 189 à 393 incidents, et la catégorie qui a connu l'augmentation la plus fulgurante est la catégorie des « insultes, menaces dirigées contre les Serbes et les institutions serbes en Croatie », passant de 20 cas en 2015 à 107 cas en 2017¹⁸⁵.

Selon l'auteure du rapport, cette augmentation de la violence symbolique et physique est notamment imputable à la position du HDZ envers les Serbes du Croatie :

« this increase has not been as drastic as the year before (between 2015 and 2016, the SNC noted a 57 percent rise in the number of such events) — which can be ascribed to the chauvinist campaign led by the then HDZ (Croatian Democratic Party) president Tomislav Karamarko. We are still witnessing the consequences of this campaign even today.¹⁸⁶ »

Le rapport établit une corrélation entre cette augmentation de la violence et la banalisation du révisionnisme et l'indulgence envers les manifestations pro-ustaši, d'autant plus nombreuses qu'elles jouissent d'une totale impunité. Et face au nombre croissant d'incidents anti-serbes l'auteure conclut à une acceptation tacite du phénomène de la part de la société croate :

« Aside from the visible manifestations that aim to send a message to Serbs that they, their culture, language, and script, not to mention political activity, are not welcome in Croatia, what is even more frightening is that the phenomena of this kind are so omnipresent in our society that they are almost tacitly accepted. This leaves an impression that the executive and legislative power, as well as the judiciary, will have to put in much more efforts just to halt the rise of such phenomena, and even more to suppress them.¹⁸⁷ »

¹⁸⁴ Historijski revizionizam, govor mržnje i nasilje prema Srbima u 2017

¹⁸⁵ Opačić, Historijski revizionizam, govor mržnje i nasilje prema Srbima u 2017 - Historic Revisionism, Hate Speech and Violence Against Serbs in 2017, SNV, Zagreb, 2018, p.105

¹⁸⁶ Opačić, Historijski revizionizam, govor mržnje i nasilje prema Srbima u 2017 - Historic Revisionism, Hate Speech and Violence Against Serbs in 2017, SNV, Zagreb, 2018, p.103

¹⁸⁷ *Idem*, p.104

Un rapport de l'ECRI publié le 15 mai 2018, documente les violences anti-serbes, notamment les discours de haines dans les discours politiques, les discours publics, les médias et le sport, et montre une résurgence des violences verbales et physiques à l'encontre de la communauté serbe depuis l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne :

« Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a exprimé en 2016 les graves inquiétudes que lui inspirent l'intensité du discours de haine et ses effets corrosifs sur la cohésion sociale. Selon l'Ombudsperson¹⁸⁸, l'intolérance ethnique est en progression, et le discours de haine à caractère raciste vise principalement les Serbes et les Roms. La plupart des observateurs font état d'une rhétorique nationaliste en durcissement en Croatie, nourrie par l'instabilité politique de ces dernières années et le relâchement des pressions extérieures consécutif à l'accession du pays à l'UE en 2013.¹⁸⁹ »

Pour les auteurs du rapport, cette violence est à mettre en lien avec la réhabilitation des *Ustaši*¹⁹⁰ : « L'essor du révisionnisme historique par éloge d'idéologies remontant à la Seconde Guerre mondiale (surtout le régime fasciste oustachi) a encore nourri cette tendance¹⁹¹ ».

Si Ljubo Manojlović insiste à maintes reprises sur les discriminations existant en Croatie à l'encontre de la communauté serbe, notamment en matière d'emploi, il tient à souligner lors de notre entretien qu'il existe de nombreuses discriminations à l'encontre des autres minorités ethniques, notamment Roms et Bosniaques, mais aussi des discriminations plus « ordinaires » : « la discrimination des femmes, des invalides, la discrimination des homosexuels, lesbiennes¹⁹² », et il m'explique qu'il va participer à la *Gay Parade* qui doit avoir lieu à Split quelques jours après notre entretien, pour défendre les droits des minorités sexuelles.

Cette perspective intersectionnelle, et cette attention au sort d'autres minorités est partagée par Milorad Pupovac, qui affirme être inquiet pour le futur de la société en raison de la résurgence décomplexée d'éléments né-oustachi de plus en plus nombreux, dont il dénonce le caractère liberticide:

¹⁸⁸ Traduction du terme « Ombudsman » qui signifie en Suédois « médiateur », « défenseur », équivaut à la fonction de Défenseur des droits en France. L'association des Ombudsmans et médiateurs de la francophonie définit ainsi cette fonction :

« L'Ombudsman ou le Médiateur est à la fois une personne et une institution indépendante qui traite les plaintes des citoyens relatives à des injustices ou à des cas de mauvaise administration. Après un examen approfondi et impartial, il détermine si la plainte est fondée et formule des recommandations à l'intention de l'organisation en cause afin de régler le problème. » Source : <https://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/quest-ce-quun-ombudsmanmediateur/>

¹⁸⁹ Rapport de l'ECRI sur la Croatie, p.15

¹⁹⁰ Sur la progressive réhabilitation des *Ustaši* depuis l'indépendance, voir infra

¹⁹¹ Rapport de l'ECRI sur la Croatie, p.16

¹⁹² Extrait d'entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb

« C'est quelque chose qui bloque la liberté de la société, qui limite la liberté des gens ordinaires dans la société, et qui exclut les Autres, les Serbes, les Juifs, les étrangers, les Lesbiennes, les Gays, les autres minorités sexuelles, ils considèrent uniquement un imaginaire Croate « pur » comme sujet de l'histoire » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

IV. TPIY, UE, OTAN : « ingérences » internationales dans la mémoire de la guerre patriotique

Le 1^{er} juillet 2013, la Croatie est devenue le 28^e membre de l'Union européenne, à l'issue d'une décennie de négociations ardues, entamées par le le gouvernement de coalition d'Ivica Račan. Le 29 octobre 2001, un Accord de Stabilisation et d'Association est signé, suivi, le 21 février 2003, du dépôt officiel de la candidature croate et le 18 juin 2004, la Croatie reçoit officiellement le statut de candidat.

Cependant, échaudée par les écueils de la précédente vague d'élargissement, l'UE fait montre d'une prudence particulière à l'égard de la Croatie, et lui impose un cahier des charges des plus stricts. Le politiste Claude Nigoul montre en effet que, si « depuis le sommet de Copenhague, en 1993, tout candidat doit satisfaire aux fameux critères d'orthodoxie démocratique et de réforme économique, administrative et juridique qui le rendent compatible avec le système européen » (2008 : 24), la Croatie doit de surcroît satisfaire à des exigences spécifiques :

« C'est, en effet, l'une des particularités de la politique européenne vis-à-vis des Balkans occidentaux : les candidats potentiels à l'adhésion doivent, pour progresser vers la terre promise, satisfaire à des conditions exceptionnelles qui ont été définies sur mesure à leur intention et, parfois même, individuellement, avec une exigence toute particulière pour certains d'entre eux. » (op.cit. : 24)

Aussi, outre l'application de réformes en vue de se conformer à l'acquis communautaire, dont les trente et un chapitres ont pour l'occasion été porté à trente-cinq, une attention particulière est consacrée aux efforts en matière de coopération régionale, de droit des minorités et de collaboration avec le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY ou ICTY en anglais), critères indispensables permettant aux États issus de la dissolution yougoslave d'« obtenir leur brevet d'européanité » selon la formule de Christina Koulouri (2007 : 7).

Car, l'adhésion de la Croatie s'inscrit dans une politique plus large d'intégration des Balkans occidentaux à l'Union européenne. Cette intégration est considérée comme la seule opportunité d'obtenir la pacification et la stabilisation de la région, comme le seul instrument de pression en vue d'obtenir une normalisation politique et une démocratisation des États issus de la dislocation sanglante de l'ex-Yougoslavie. Selon Nadège Ragaru, « l'Union européenne avait fait le pari qu'une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux pourrait fournir un puissant levier en faveur des réformes démocratiques et économiques, de la stabilisation et de la réconciliation dans la péninsule » (2007 : 38).

Dans les représentations actuelles de la gestion du post-conflit, circule l'idée d'une justice pourvoyeuse de paix. En effet, la justice pénale, par l'établissement de la vérité sur les événements, l'assignation de responsabilités individuelles, la condamnation des coupables et la reconnaissance des victimes, éviterait la stigmatisation collective, limiterait le risque de représailles et participerait de la sorte à la réconciliation, ainsi que l'analyse la philosophe Isabelle Delpla :

« L'idée qu'il n'y a « pas de paix sans justice » et que la justice pénale peut et doit contribuer à la réconciliation s'est imposée parmi les discours dominants concernant les processus de sortie de violence et d'après-guerre, notamment dans les Balkans. Ce discours, tenu principalement par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), les juristes internationaux et les associations de défense des droits de l'Homme, donne comme mission au droit et à la justice pénale de contribuer à la “restauration et au maintien de la paix” et “à faire cesser les violations [du droit humanitaire] et à en réparer effectivement les effets” » (2004 : 211)

Aussi, le TPIY se présente-t-il comme une instance en mesure de combattre l'impunité, prévenir les conflits et favoriser la réconciliation par la justice, comme en témoigne l'argumentaire publié sur le site Internet du Tribunal :

« Le TPIY a pour mission première de juger les principaux responsables de crimes odieux tels que l'assassinat, la torture, le viol, la réduction en esclavage, la destruction de biens, ainsi que d'autres crimes visés dans son Statut. En traduisant leurs auteurs en justice, le TPIY vise à prévenir de nouveaux crimes et à rendre justice à des milliers de victimes et leurs familles, contribuant ainsi à l'instauration d'une paix durable en ex-Yougoslavie » ¹⁹³

Au vu de ses missions et de sa vocation, le TPIY constituerait donc une mesure prophylactique, qui permettrait de prévenir toute résurgence de violence, en mettant fin à l'engrenage du ressentiment et au cycle de la revanche. Par conséquent, le Tribunal est considéré par la Communauté internationale comme un instrument clef pour parvenir à une

¹⁹³ Source : <http://www.icty.org/sections/LeTribunal/bref> Consulté le 07/03/2013

pacification pérenne de la région, et la collaboration avec cette juridiction internationale est érigée en condition *sine qua non* à l'adhésion de la Croatie et des autres États des Balkans occidentaux. L'adhésion fonctionnant, selon Ragaru sur un principe de conditionnalité politique, autrement appelée « la politique de la « carotte » et du « bâton » » (2002 : 35), c'est à l'aune des efforts consentis que les candidats sont rétribués. Et « les contreparties promises sont généralement de deux sortes : elles concernent, d'une part, l'accélération de la négociation d'accords avec l'Union Européenne, et, d'autre part, une administration diligente et généreuse de l'aide internationale » (ibid. : 35). Sur la base de ce principe de conditionnalité, les négociations d'adhésion de la Croatie ont été mises en suspend pendant plusieurs années, en raison de la stratégie d'obstruction adoptée par le gouvernement croate lors de l'inculpation du Général Ante Gotovina par le TPIY.

Ante Gotovina, ancien membre de la Légion étrangère française au passé trouble, rejoint les forces croates pendant le conflit, malgré les réticences initiales de l'État Major à intégrer des mercenaires et des criminels dans les rangs des volontaires (Pavlaković, 2010 : 1711). Ses faits d'armes lui permettent d'obtenir rapidement le grade de Lieutenant-Général (*General pukovnik*) de l'armée croate, et d'occuper la fonction de Commandant du district militaire de Split. Il prend ainsi part à la planification et à l'exécution d'opérations militaires en Croatie et en Bosnie entre 1994 et 1995, et en particulier l'opération *Oluja* qui permet aux forces croates de reprendre possession des territoires occupés par la République autoproclamée de RSK, victoire qui lui vaut le statut de héros national. Toutefois, les crimes à l'encontre de la population serbe, commis en marge des opérations de reconquête et restés impunis, ont poussé le TPIY à mener une enquête, ainsi que l'affirme l'historien Vjeran Pavlaković :

« It was precisely the failure of the Croatian leadership to make at least a symbolic effort in condemning the war crimes committed in the territory under its control that prompted the determined investigation into Operation Storm by the ICTY, and the subsequent issue of indictments against Gotovina and other HV officers responsible for restoring order. » (ibid. : 1714)

Cette investigation s'est soldée par l'inculpation des officiers Ante Gotovina, Mladen Markač et Ivan Čermak, le 8 juin 2001, pour leur participation présumée à une « entreprise criminelle commune » visant la purification ethnique de la région de la Krajina lors de la reconquête du territoire croate entre août et novembre 1995. Gotovina est notamment accusé des crimes suivants : persécutions pour des raisons politiques raciales ou religieuses, expulsions et déplacements forcés, pillage de biens publics ou privés, destruction sans motifs de villages ou dévastations que ne justifient pas les exigences militaires, meurtres, traitements cruels et

autres actes inhumains¹⁹⁴.

Contrairement à d'autres Hauts gradés de l'armée croate inculpés par le TPIY, à l'instar de Rahim Ademi, Mladen Markač ou Ivan Čermak qui choisissent de se rendre à la Haye de leur plein gré, le Général Gotovina, qui bénéficie de nombreux appuis dans l'armée, le clergé et le gouvernement, prend à la fuite à l'annonce de son inculpation au printemps 2001, avant que les forces de police croates ne puissent procéder à son arrestation.

Alors qu'en avril 2000, le gouvernement de coalition d'Ivica Račan avait reconnu la juridiction du Tribunal et déclaré son intention de coopérer avec La Haye, les autorités croates se montrent peu enclines à assurer la capture du Général Gotovina, tant durant le mandat de Račan¹⁹⁵ que dans les premiers temps du mandat de son successeur, Ivo Sanader. En effet, l'inculpation par le TPIY de responsables croates pour crimes de guerre et la qualification de l'opération *Oluja* d'« entreprise criminelle commune » viennent contredire la version officielle d'une guerre juste, légitime et défensive, approuvée de façon *quasi* unanime par les croates. En affirmant un partage des responsabilités dans le conflit, ou à tout le moins la perpétration de crimes par les forces croates, les activités de Tribunal entrent en concurrence avec la lecture victimaire. Par conséquent, l'injonction de coopération avec la Haye n'a pas été sans provoquer des résistances.

Ses opposants – principalement les Partis nationalistes, les organisations de vétérans et le clergé catholique – considèrent les actions du Tribunal comme un procès contre la Croatie, une remise en cause de son droit de se défendre et de libérer son territoire occupé, une criminalisation de la guerre patriotique. Et selon Pavlaković, « *Croatian right-wing political parties argue that the ICTY's indictments of Croatian generals are intended to challenge the legitimacy of the Homeland War* » (2008 : 453).

Les détracteurs du TPIY voient dans l'assimilation des *héros libérateurs* à des *bourreaux* une falsification de l'Histoire, une ingérence internationale dans l'historiographie nationale. En effet, en vue de l'adhésion de la Croatie à l'Union Européenne, les politiques mémorielles et les relations inter-communautaires en Croatie sont scrutées par Bruxelles. À plusieurs reprises, Ivo Sanader, alors Premier Ministre, fait siennes ces accusations, notamment lorsqu'il déclare « *no one but [Croatia] will write our history and change the historical truth*¹⁹⁶ » lors des commémoration d'*Oluja* à Knin, en août 2007. On peut voir dans cette déclaration un

¹⁹⁴ D'après les documents disponibles sur le site internet du TPIY pour l'affaire n° IT-01-45-I « Opération Tempête », fiche informative et acte d'accusation (source : <https://www.icty.org/x/cases/gotovina/ind/fr/got-ii010521f.htm>)

¹⁹⁵ Pour Vjeran Pavlaković (2008 : 454), Ivica Račan, Premier ministre de 2000 à 2003, échaudé par l'ampleur du mouvement protestation né de l'inculpation du général Mirko Norac en février 2001, s'est montré peu disposé à arrêter Gotovina de peur de voir son gouvernement irrémédiablement déstabilisé

¹⁹⁶ Propos cités et traduit par Pavlaković (2010 : 12)

écho notamment aux prises de position de Romano Prodi, Président de la Commission européenne de septembre 1999 à novembre 2004, suite à l'annonce officielle de la candidature de Zagreb à l'UE, le 21 février 2003. Romano Prodi, partisan d'un élargissement de l'UE à l'Europe du Sud-Est, est « également soucieux de réconciliation et d'unité » (2004 : 186) selon Dejan Dimitrijevic. Et il a déclaré que « adhérer à l'Union européenne, c'est changer sa propre histoire : l'UE est une véritable union, et non une zone d'intégration purement technique et économique¹⁹⁷ ».

C'est pourtant Sanader qui a contribué à la capture du général croate en fuite, deux ans avant cette déclaration, alors même qu'il avait critiqué la collaboration du gouvernement de son prédécesseur Ivica Račan avec le TPIY lorsqu'il faisait partie de l'opposition. Il faut dire que cette rhétorique trouve un écho au sein de l'opinion publique croate. En témoignent les nombreuses manifestations populaires d'indignation, qu'elles soient organisées ou spontanées, sous l'égide d'un parti politique ou non, patronnées par des organisations de vétérans ou non, telles que les marches de protestation, l'affichage de portrait de Gotovina dans l'espace public, les messes et prières collectives, les dépôts de gerbes.

Si l'inculpation de responsables croates est considérée comme infondée, comme une aberration, une injustice, suscitant un féroce mécontentement, et si la représentation victimaire de la guerre est largement partagée, Vjeran Pavlaković rappelle toutefois que cette représentation ne fait pas l'unanimité, et il affirme « *Croatian society remains deeply divided over the tribunal* » (2008 : 450). En effet, il existe au sein de la classe politique, de la société civile et de la population des divergences de point de vue, tant sur les activités du TPIY que sur les actions des forces croates.

Selon Pavlaković, durant sa cavale, Gotovina le héros libérateur se trouve transfiguré par l'action de la justice internationale pour devenir un martyr de la cause nationale croate, et un symbole politique de la Croatie, un emblème de la guerre patriotique, de la souveraineté croate et même de l'État croate (2011 : 1716). Cependant, le soutien au Général fugitif, affiché par un large pan de la classe politique, et la levée de bouclier provoquée au moment de la diffusion de l'acte d'accusation, finissent par se muer en coopération avec le TPIY, car ce dossier bloque le processus d'adhésion du pays à l'Union européenne. Alors aux déclarations de principe sur la guerre patriotique succèdent les nécessités impérieuses de la *realpolitik*. Les complicités dont bénéficie Gotovina cèdent sous la pression de la Communauté internationale et des autorités croates. Aussi, le 7 décembre 2005, le héros libérateur en fuite depuis quatre ans, est finalement arrêté aux Canaries par la police espagnole en collaboration avec les

¹⁹⁷ https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/02/25/la-croatie-fait-acte-de-candidature-a-l-ue_4267060_1819218.html

services de renseignements croates. Il est transféré à La Haye le 10 décembre 2005, ce qui provoque un tollé au sein de l'opinion publique croate, et donne lieu à de nombreuses protestations populaires – notamment portées par les associations de vétérans et les partis politiques d'extrême droite – au cours desquelles les manifestants dénoncent la trahison de la classe politique et sa capitulation face à l'Europe.

Si elle provoque l'ire de la population, l'arrestation de Gotovina met néanmoins fin aux tensions et aux suspicions qui entachaient les relations de la Croatie avec l'UE. L'évaluation positive émise par Carla Del Ponte, procureure générale du TPYI, concernant la collaboration du gouvernement croate avec le Tribunal permet la relance des négociations d'adhésion (Pavlaković, 2008 : 448). Ainsi, au dernier trimestre 2005, débute le processus d'examen de la candidature croate avec l'ouverture des chapitres de l'acquis communautaire. Elle s'accompagne d'une intensification de la coopération avec l'OTAN, initiée en 1999, par le biais du programme Partenariat pour la paix (PPP), et par l'association du pays à de nombreuses actions de l'Alliance Atlantique¹⁹⁸, qui conduira à l'adhésion de la Croatie à l'OTAN, le 1er avril 2009.

Le procès de Gotovina et consorts s'ouvre le 11 mars 2008. Il dure 303 jours, au cours desquels 145 témoins sont appelés à la barre, et la Chambre examine 4 819 pièces à convictions versées au dossier, parmi lesquelles les rapports d'organisations internationales et d'experts, des documents militaires¹⁹⁹. Le prononcé du jugement a lieu le 15 avril 2011 et aboutit à la condamnation en première instance d'Ante Gotovina à 24 ans d'emprisonnement, de Mladen Markac à 18 ans d'emprisonnement, et à la relaxe d'Ivan Čermak.

Le verdict suscite une vive émotion en Croatie. La condamnation de Gotovina et Markač donne lieu à la publication d'un communiqué de protestation émis par le gouvernement croate, à des manifestations populaires à travers le pays et de nombreux témoignages de soutien. Les acteurs nationalistes s'emparent de l'occasion pour dénoncer, une fois encore, une criminalisation de la guerre patriotique, une conspiration anti-croate au sein du Tribunal, alors même que les Serbes représentent la majorité des inculpés. En effet, parmi les 161 personnes inculpées, on dénombre 94 Serbes et 29 Croates, et parmi les condamnés il y a 62 Serbes et 18 Croates²⁰⁰. Toutefois, ces chiffres – qui sont aussi employés par les nationalistes serbes pour étayer l'argument selon lequel le Tribunal serait une institution anti-serbe – sont insuffisants pour convaincre ceux qui considèrent le TPIY comme une institution anti-croate, car ils se fondent sur d'autres éléments pour soutenir leur argumentaire et alimenter les « *speculations*

¹⁹⁸ Source : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_31803.htm

¹⁹⁹ Source : <https://www.icty.org/fr/sid/10633>

²⁰⁰ Source : https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_people_indicted_in_the_International_Criminal_Tribunal_for_the_former_Yugoslavia

of an anti-Croat bias at the tribunal and anti-Croat conspiracies in the international community » (Pavlaković, 2010 : 1735). Au nombre de ces éléments Vjeran Pavlaković (2008 : 447-448) mentionne : la volonté de Carla Del Ponte de poursuivre le sommet de l'État croate (Franjo Tuđman, Gojko Šušak, Janko Bobetko, Zvonimir Červenko) pour « entreprise criminelle commune », chef d'accusation qui assimilerait l'opération de reconquête à une campagne de nettoyage ethnique planifiée ; le fait que la procureure en chef du TPIY n'ait pas inculpé Borisav Jović (bras droit de Slobodan Milošević) ni le Général Veljko Kadijević (ministre de la Défense et chef d'état-major de la JNA, faisant l'objet d'un mandat d'Interpol pour crimes de guerre et réfugié en Russie de 2001 jusqu'à son décès en 2008²⁰¹) ou le Général Blagoje Adžić (successeur de Kadijević au poste de ministre de la Défense et chef d'état-major de la JNA à partir de 1992) ; ainsi que le fait que jamais jusqu'à lors un général d'une armée victorieuse n'avait été poursuivi pour crime de guerre, rendant d'autant plus inconcevable l'inculpation de Gotovina.

Lorsque débute mon enquête de terrain, deux mois après le verdict en Première instance du TPIY, je remarque qu'à travers tout le territoire de nombreux portraits de Gotovina sont encore placardés, que son patronyme est inscrit à la peinture aérosol ou au feutre dans l'espace public dans toutes les localités que j'ai visité, saturant le paysage à l'instar de ce qu'avait pu constater Pavlaković lors de l'inculpation et de l'arrestation du Général : « *during the peak of the public debate over Gotovina it was practically impossible to travel in the country without encountering his image* » (2010: 1719). Pavlaković considère que Gotovina fait l'objet d'un véritable culte et affirme que les images du général « *were practically venerated as religious icons* » (2010 : 1734). Le nombre de représentations du Général que j'ai pu observer lors de mon terrain – portraits monumentaux, tracts, affiches, t-shirt, tags – m'amène à partager cette affirmation.

²⁰¹ Courrier des Balkans, Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/veljko-kadijevic-le-dernier-commandant-de-l-armee-populaire-yougoslave-est-mort-a-moscou>



Figure n°38 : Portrait du Général Gotovina dans la vieille ville de Split. Cliché de l'auteure
(22/07/2011)

Dès le lendemain de mon arrivée en Croatie, j'ai même pu immortaliser, avant son démantèlement par les forces de l'ordre, l'installation d'un véritable autel éphémère sur le piédestal de la statue équestre du ban Jelačić sur la place éponyme dans le centre de Zagreb. Composée de portraits des généraux Ante Gotovina et Mladen Markač (ainsi que d'un homme que je ne suis pas parvenu à identifier), de deux drapeaux croates, d'un blason de la première brigade motorisée – la brigade l'élite de l'armée de terre surnommée les « Tigres » (*Tigrovi*) – et d'une veste militaire ornée de différents blasons, fixés sur le socle de bronze avec de l'adhésif transparent, cette installation est vraisemblablement l'œuvre d'un vétéran rendant hommage aux héros de la guerre patriotique. Située à quelques encablures de l'office du tourisme, l'installation intrigue les visiteurs étrangers, et est aussi l'objet d'attention de la part des riverains qui se signent, se recueillent ou prient devant les portraits des généraux détenus à la Haye, ainsi que j'ai pu l'observer.



Figure n°39 : Installation en l'honneur des Généraux inculpés au TPIY sur la place Ban Jelačić. Cliché de l'auteur (Zagreb, 21/06/2011)

Lorsque je reviens sur la place trois jours plus tard, l'installation a disparu, mais au même emplacement, une feuille A4 portant l'inscription en lettres majuscules « Dieu sauve la Croatie » (*BOŽE SPASI HVATSKU*) est placardée sur le socle de la statue accompagnée d'une veilleuse tricolore et d'une branche de lilas rose. Mais nous sommes le 25 juin, jour de la fête nationale, et un cortège de soldats en costume d'apparat (fantassins et cavaliers arborant des uniformes d'une époque révolue) défilent dans les ruelles étroites et escarpées de la vieille ville depuis le parvis de l'église Saint-Marc jusqu'à la place Ban Jelačić. Par conséquent, quand la procession composée des militaires, de badauds et de journalistes arrivent au pied de la statue, l'affichage a disparu, mais la bougie demeure, ainsi que la branche de lilas.

À côté de ces manifestations de soutien populaire, il faut ajouter les manifestations provenant de la classe politique, qu'elles soient le fait de la majorité (HDZ) ou de l'opposition, tel que le commentaire de Zoran Milanović (SDP) – avant qu'il ne devienne Premier Ministre d'un

gouvernement de coalition – qualifiant les peines prononcées contre Gotovina et Markač comme étant « injustes, trop rigoureuses et infondées »²⁰².

Parmi ces témoignages de soutien emblématiques, j'ai pu assister au discours prononcé par Jadranka Kosor, alors Première Ministre (HDZ) lors de la commémoration de l'opération *Oluja* à Knin le 5 août 2011, provoquant l'acclamation de la foule – alors qu'au moment de la proclamation du verdict, elle avait été désignée par les manifestants comme responsable de cette condamnation. De même, le 21 septembre 2011, Ivo Josipović, alors Président de la République de Croatie, a-t-il remis en cause le verdict de La Haye dans l'affaire Gotovina et consorts, lors d'un déplacement à New York, au cours duquel il a rencontré des membres de la diaspora. Josipović, pourtant fervent défenseur du TPIY et instigateur de la réconciliation régionale, a réaffirmé la légitimité de la guerre patriotique et son caractère défensif, tout en reconnaissant l'existence de crimes de guerre du côté croate, mais il a considéré que ce n'étaient pas leurs véritables auteurs qui avaient été jugés²⁰³. Ces exemples reflètent toute l'ambivalence de la classe politique (à droite comme à gauche) à l'égard du TPIY, entre allégeance envers la Communauté internationale et considérations électorales.

Toutefois ces manifestations de protestations et la contestation des verdicts du TPIY n'entravent pas le processus d'adhésion de la Croatie à l'UE. Ainsi le 30 juin 2011, la Commission européenne recommande la clôture des négociations et fixe la date de l'adhésion au 1^{er} juillet 2013. Le 1^{er} décembre 2011, le Parlement européen approuve l'adhésion de la Croatie à l'UE et le traité d'adhésion est signé le 9 décembre 2011.

Cependant, du fait de la longueur du processus d'adhésion, la lassitude s'est développée au sein de l'opinion publique croate, face à ce qui est considéré comme des attermoissements de l'Europe. Le cahier des charges de l'adhésion à géométrie variable, provoque, au sein de la population, le sentiment d'une soumission humiliante pour une société qui revendique une identité profondément européenne. Ce décalage entre appartenance culturelle revendiquée et pesanteur bureaucratique engendre un sentiment d'euro-scepticisme, accentué par un contexte économique défavorable, amenant nombre de citoyens à considérer que l'horizon européen n'est pas aussi enviable qu'ils ne l'avaient escompté.

Les actions du TPIY ont contribué à alimenter la défiance envers la Communauté internationale et l'Europe, en produisant des représentations de la guerre qui entrent en conflit avec la mémoire collective et l'historiographie locale. Ainsi les institutions internationales sont-elles accusées de mettre en péril la « dignité de la guerre patriotique » (*dostojanstvo*

²⁰² Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-le-grave-derapage-d-ivo-josipovic-sur-les-criminels-de-guerre>

²⁰³ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-le-grave-derapage-d-ivo-josipovic-sur-les-criminels-de-guerre>

domovinskog rata) selon la formule consacrée. Plusieurs manifestants rencontrés lors de rassemblements anti-Europe, à Zagreb en octobre 2011, m'ont ainsi confié l'importance du discours produit par les institutions internationales sur la guerre en Croatie dans leur positionnement anti-européen. C'est la raison pour laquelle le refus d'adhésion à l'Union européenne s'exprime aussi lors de cérémonies commémoratives, comme à Vukovar en novembre 2011, où j'ai pu constater la présence des panneaux anti-Europe brandis par des vétérans venus commémorer la chute de la ville.

Cet euroscepticisme est probablement un facteur permettant d'expliquer la faible participation électorale au référendum sur l'adhésion organisé le 22 janvier 2012, qui voit la timide victoire du « Oui » à l'Europe, (avec 66,27% des voix et un taux de participation de 43,51%, soit 1 299 008 voix en faveur de l'adhésion). Quant à la première élection des députés européens, le 14 avril 2013, elle ne mobilise que 20,74% des électeurs.

Pourtant, dans l'intervalle, le jugement initial dans l'affaire Gotovina et consort a été révisé, et la Chambre d'Appel a prononcé l'acquittement d'Ante Gotovina et Mladen Markač, le 16 novembre 2012. Cette décision, très controversée au sein même du Tribunal²⁰⁴, a donné lieu à une véritable liesse populaire à travers le pays. Car la portée de ce verdict dépasse le seul versant judiciaire et possède une dimension symbolique considérable. En effet, cet acquittement, par ce qui est considéré en Croatie comme une incapacité de la Cour à établir l'existence d'une entreprise criminelle commune, est perçu comme un rétablissement de la légitimité de la mémoire de la guerre, une réhabilitation d'*Oljua* et des opérations de reconquête, comme une validation du récit national de victimisation.

Toutefois, comme le rappelle à bon escient Vjeran Pavlaković, l'acquittement des généraux croates ne signifie pas que les crimes qui ont fait l'objet du procès n'ont pas été commis. Cependant la figure de Gotovina érigé en héros-martyr éclipse totalement les victimes effectives des crimes de guerre et la possibilité de leur évocation :

« Finally, entirely missing from the discourse over Gotovina are the actual victims of Operation Storm, even if Gotovina is legally not accountable for them. The dual symbols of hero and martyr leave no room for any crimes to have occurred; the hero is incapable of anything dishonourable, while the martyr is himself the greatest victim of the narrative. »
(2010 : 1736)

Même s'il provoque un tollé au sein de la communauté internationale, l'acquittement de Gotovina et Markač n'a pas d'incidence sur le processus d'adhésion et, le 1^{er} juillet 2013, la

²⁰⁴ Deux des cinq juges, Fausto Pocar et Carmel Agius ont en effet émis une opinion dissidente.

Croatie fête son entrée tant attendue dans l'UE, dans un contexte politique et économique maussade.

Par ailleurs, la perspective d'adhésion à l'UE a impulsé un réchauffement des relations diplomatiques régionales, en particulier une normalisation des relations entre la Croatie et la Serbie. La signature d'un accord bilatéral de coopération militaire, ainsi que de multiples accords commerciaux, laissaient escompter que la réconciliation était en bonne voie entre les deux États, et les signes d'ouverture se sont multipliés. Ainsi, le Président croate Ivo Josipović a rendu hommage aux victimes serbes de la guerre lors d'une allocution prononcée le 5 octobre 2010, à l'occasion de l'inauguration d'un mémorial consacré aux victimes serbes d'*Oluja* dans la commune de Varivode, à proximité de Knin²⁰⁵. Un mois plus tard, le 4 novembre 2010, le chef d'État Serbe, Boris Tadić, s'est rendu à Vukovar et a déposé une gerbe de fleurs sur le site du charnier d'Ovčara, il a présenté les excuses de la Serbie et aurait remis à son homologue croate des documents confidentiels à propos de l'évacuation de l'hôpital de Vukovar, ayant conduit au massacre d'Ovčara²⁰⁶. Mais si ces gestes symboliques ont été salués par nombre d'acteurs de la communauté internationale et de la société civile, ils ont aussi été critiqués avec virulence par leurs adversaires politiques et ont provoqué des réactions de crispation autour des rhétoriques victimaires dans les deux pays. Depuis, le retour au pouvoir des partis nationalistes en Croatie (2015) et en Serbie (2017) a mis un coup d'arrêt à ces tentatives de normalisation, et les nombreuses provocations auxquelles se sont adonnés les autorités serbes et croates ont envenimées les relations entre les deux pays.

La polémique autour de l'ingérence du TPIY et la criminalisation de la guerre patriotique est relancée lors du jugement en appel dans l'affaire « Prlić et consorts ». Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Milivoj Petković, Valentin Ćorić, Berislav Pušić et Slobodan Praljak ont été inculpés pour avoir pris part à une entreprise criminelle commune, et avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sur le territoire autoproclamé de la République d'Herceg-Bosna, dans le dessein de chasser les populations non-croates et recréer les frontières de la Banovina croate de 1939, permettant de constituer une Grande Croatie ethniquement homogène, projet impliquant le somment de l'État croate.

C'est en tout cas la conclusion à laquelle sont parvenus les juges du TPIY à l'issue du procès en Première instance, ainsi que l'on peut le lire dans le résumé du jugement émanant du Tribunal :

²⁰⁵ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-ivo-josipovic-rend-hommage-aux-victimes-serbes-de-krajina>

²⁰⁶ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-boris-tadic-presente-les-excuses-de-la-serbie-a-vukovar>

« La Chambre a conclu, à la majorité toujours, que dès décembre 1991, les dirigeants de la Communauté croate d'Herceg-Bosna (dont Mate Boban, Président de la Communauté (puis République) croate de Herceg-Bosna) et des dirigeants de la Croatie (dont Franjo Tudman, président de la Croatie) estimaient que pour réaliser l'objectif ultime, à savoir la mise en place d'une entité croate telle que je viens de la décrire, il était nécessaire de modifier la composition ethnique des territoires revendiqués comme faisant partie de la Communauté croate d'Herceg-Bosna. Au moins à partir de la fin octobre 1992, Jadranko Prlic, Bruno Stojic, Milivoj Petkovic et Slobodan Praljak savaient que la mise en œuvre de cet objectif était contraire aux négociations de paix menées à Genève et impliquerait le mouvement de populations musulmanes en dehors du territoire de la Herceg-Bosna.²⁰⁷ »

Parmi les 26 chefs d'accusation figurent : crimes de persécution pour des raisons raciales religieuses ou politiques, assassinat, viol, expulsion, transferts forcés, emprisonnements, actes inhumains, détention illégale de civils, violences sexuelles, destruction et appropriation de biens non justifiés par des nécessités militaires et exécutés sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire, destruction sans motif de villes et de villages²⁰⁸.

Le 29 mars 2013, Slobodan Praljak est condamné en Première instance à 20 ans de réclusion pour sa participation à une entreprise criminelle commune, eut égard aux fonctions qu'il a occupé en Herceg-Bosna lors du conflit :

« Slobodan Praljak était responsable de la gestion, de l'organisation, de la planification, de la préparation, de l'entraînement, de la discipline, de l'approvisionnement, du déploiement et des opérations des forces armées de la Herceg-Bosna/du HVO. Il avait également autorité sur la police civile de la Herceg-Bosna/du HVO, lorsque celle-ci opérait sous le commandement des forces armées de la Herceg-Bosna/du HVO, ou en coordination avec elles, en temps de conflit armé. Il était étroitement associé à tous les aspects de la planification et des opérations militaires de la Herceg-Bosna/du HVO.²⁰⁹ »

Les autres prévenus écopent de peines allant de 10 à 25 ans d'emprisonnement. Le 29 novembre 2017, lors du jugement en appel la sentence est confirmée, alors même que la Présidente de la République de Croatie Kolinda Grabar-Kitarović, ainsi que le Ministre croate de l'Intérieur, Davor Božinović avaient exprimé, la veille, leur conviction quant à l'acquittement des six accusés croates. Lors de la prononciation du verdict, Slobodan Praljak, après avoir prononcé la phrase « Praljak n'est pas un criminel ! Je rejette ce verdict ! » se

²⁰⁷Résumé du jugement dans l'affaire Prlić et consort, p.8 source : http://www.icty.org/x/cases/prlic/tjug/fr/130529_summary_fr.pdf

²⁰⁸Résumé du jugement dans l'affaire Prlić et consort, p.8 source : http://www.icty.org/x/cases/prlic/tjug/fr/130529_summary_fr.pdf

²⁰⁹ Fiche informative Prlić et consort, p.8. Source : http://www.icty.org/x/cases/prlic/cis/fr/cis_prlic_et_al_fr.pdf

suicide dans l'enceinte du Tribunal devant les caméras du monde entier en avalant une dose de cyanure de potassium contenue dans une fiole (dont les enquêtes ultérieures n'ont pas permis de déterminer la provenance).

Son geste a suscité un vif émoi en Croatie, tant parmi la classe politique qu'au sein la population. Au lendemain de l'annonce du décès de Slobodan Praljak, la Présidente croate s'est exprimée pour adresser ses condoléances aux proches du Général et pour condamner la sentence, affirmant à demi-mot l'innocence d'un homme qui a choisi de se donner la mort pour protester contre une condamnation inique. Kolinda Grabar-Kitarović a saisi l'occasion pour rappeler les piliers sur lesquels se fondent le récit national de victimisation. Ainsi a-t-elle affirmée dans une allocution : « la Croatie n'était pas un agresseur²¹⁰ », elle n'a « attaqué personne », et a « fait tout son possible pour préserver l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine²¹¹ », même si elle admet que des compatriotes aient commis des crimes en Bosnie et qu'il faut faire face à cette réalité²¹².

Différents membres du gouvernement affirment que Slobodan Praljak et ses co-accusés n'étaient pas des criminels, et que cette sentence constitue une attaque contre les Croates.

Ils se sont indignés publiquement contre ce verdict, qu'ils jugent « faux, injuste et inconcevable²¹³ », ainsi que l'a qualifié le vice-président du parlement, Željko Reiner. Quant au Premier Ministre croate, Andrej Plenković, il a affirmé que « son acte exprime la profonde injustice morale envers ces six Croates et le peuple croate », ajoutant que « la Bosnie indépendante n'aurait pas été possible sans les Croates²¹⁴ ». Ce dernier s'est d'ailleurs rendu à Mostar quelques jours plus tard afin de rencontrer ses homologues croates de Bosnie et apporter un message de soutien et de calme²¹⁵.

²¹⁰ Source : Ouest France, Après le suicide de Slobodan Praljak, la présidente croate défend son pays

²¹¹ Source : Courrier des Balkans, Guerre de Bosnie : la Croatie ne veut pas entendre parler l'entreprise criminelle commune, 1er décembre 2017

²¹² La stratégie discursive employée par la Présidente croate consiste à faire porter la responsabilité des crimes commis par les Croates pendant la guerre sur les individus qui les ont perpétrés. Le recours au terme de « compatriotes » pour qualifier les coupables dépolitise la violence, car en évitant les termes « soldats », « militaires », « combattants », « forces armées », ou même « défenseurs », elle donne à penser que les crimes résultent d'actions individuelles et non de décisions imputable au commandement croate. Cela revient à les considérer comme des crimes de guerre et non de crimes contre l'humanité, et permet de disculper l'état-major et le sommet de l'État croate des exactions à l'encontre des civils commises pendant la guerre. Cela ressemble en tous points à la stratégie qui a prévalu en Serbie, dans le cas des affaires jugées par les juridictions locales, et notamment dans le procès du massacre d'Ovčara, ainsi que l'a étudié la politiste Ana Ljubojević (2012).

²¹³ Source : Courrier des Balkans, Après le suicide de Slobodan Praljak, la Croatie fait bloc contre le TPIY, 27 novembre 2017

²¹⁴ Source : Courrier des Balkans, Après le suicide de Slobodan Praljak, la Croatie fait bloc contre le TPIY, 27 novembre 2017

²¹⁵ Source : Courrier des Balkans, Après le verdict du TPIY le Premier ministre croate à Mostar pour « soutenir et apaiser », 5 décembre 2017

Ces interventions ont trouvé un écho dans la population, puisque le décès de Slodoban Praljak a donné lieu à de nombreuses réactions populaires de consternation, d'hommage et de respect, qui se sont accompagnées de veillées funéraires, de dépôts gerbes, de messes et prières collectives, d'installation de portraits du Général défunt – surmontés du mot *heroj* (héro) – ou de pamphlets placardés dans l'espace public, en Croatie et en Herzégovine.

La condamnation des responsables croates de Bosnie inculpés dans l'affaire Prlić et consorts apparaît d'autant plus inacceptable en Croatie, qu'elle intervient quelques mois après l'acquittement de Vojislav Šešelj, le 31 mars 2016. Le chef du Parti Radical Serbe était notamment inculpé de : persécution, meurtre, torture, traitements cruels, transferts forcés, destruction sans motif de villages ou dévastations non justifiée par les exigences militaires, pillage, destruction ou endommagement délibéré d'édifices consacrés à la religion ou à l'éducation.

Mais à l'issue du procès, le Tribunal a conclu que Šešelj n'avait pas pris part à une entreprise criminelle commune dans la mesure où le projet d'unifier tous les territoires serbes dans un État serbe homogène, ne constituait pas un projet criminel en soi. Tout en reconnaissant l'existence de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par les forces serbes en Croatie (siège de Vukovar notamment) et en Bosnie-Herzégovine, le Tribunal a conclu que ces crimes ne pouvaient pas être imputés à l'accusé, dans la mesure où il ne les avait pas ordonné (il n'avait pas de fonction de commandement militaire, ni de lien hiérarchique *de facto* ou *de jure* avec les recrues impliquées dans les crimes) et ne les avait pas commis. Selon la Chambre, l'implication de Šešelj s'est limitée à des activités de propagande, au recrutement de volontaires. Ainsi peut-on lire dans le résumé du jugement :

« Ces constatations n'ont aucune prétention à sous-estimer et encore moins à occulter les crimes commis dans différents endroits en Croatie et en BiH, crimes auxquels des volontaires déployés par Vojislav Šešelj ou son parti ont pu prendre part ou être indirectement associés. La majorité indique simplement qu'elle n'a pas été convaincue que le recrutement et déploiement subséquent des volontaires présupposait de la part de Vojislav Šešelj, la connaissance, l'instruction de ces crimes sur le terrain ou qu'il y a souscrit. Ces crimes, de l'avis de la majorité ne peuvent pas être considérés comme consubstantiels au projet politique de Grande Serbie ou aux activités visant à protéger les Serbes.²¹⁶ »

La Chambre ayant conclu à l'incapacité de l'Accusation de démontrer d'une part l'existence d'une entreprise criminelle commune et d'autre part le lien de causalité entre les discours

²¹⁶ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Résumé du jugement dans l'affaire Vojislav Šešelj, 31 mars 2016, p.10

prononcés par Šešelj et les crimes commis par les forces serbes, le Tribunal a donc réfuté l'accusation d'incitation malgré la teneur des discours du prévenu, et la haine envers les non-serbes qu'ils véhiculent, les considérant comme une façon répandue d'haranguer les troupes en temps de guerre. Šešelj a donc été déclaré non-coupable de tous les chefs d'accusation en Première instance²¹⁷.

Le jugement a soulevé une vague de protestation et d'indignation en Croatie, parce qu'il a été perçu comme une « amnistie de l'idée de Grande Serbie²¹⁸ ». Cependant, le gouvernement croate avait vu dans cet acquittement une réfutation par le TPIY de la notion d'entreprise criminelle commune, et entrevoyait alors la perspective d'une réhabilitation de Tuđman. En effet, la Procureure Générale du TPIY, Carla Del Ponte, en fonction entre 1999 et 2007, a toujours affirmé qu'elle aurait poursuivi le Premier Président croate pour sa participation à une entreprise criminelle commune s'il n'était décédé dans l'intervalle.

Si l'idée d'une Grande Serbie n'était désormais pas condamnable sur le plan pénal, ainsi que l'affirmaient les juges de la Chambre dans le jugement Šešelj, cela laissait escompter aux autorités croates que les accusés dans l'affaire Prlić et consorts ne seraient pas condamnés pour avoir poursuivi l'idée d'une Grande Croatie. Dans ce contexte, les peines d'emprisonnement prononcées en appel à l'encontre des prévenus croates, la confirmation des crimes commis par les autorités de la République sécessionniste d'Hercez-Bosna comme relevant d'une entreprise criminelle commune, et la confirmation d'une implication du Président Franjo Tuđman sont apparues comme une nouvelle injustice morale à l'encontre de la Croatie. Le procès a été qualifié de parodie de justice dans les médias croates, par des membres du gouvernement et de l'entourage de Tuđman²¹⁹.

Cette affaire est venue alimenter les représentations répandues dans les pays issus de la dislocation Yougoslave, qui voient dans le TPIY une arène politique partielle, et non pas une instance judiciaire neutre et objective. Pourtant, si la légitimité et l'impartialité du Tribunal est remise en cause lorsque qu'il condamne des criminels appartenant à son propre groupe ethno-national, on se félicite de ses décisions lorsqu'il reconnaît la culpabilité de ses ennemis, comme ce fût le cas une semaine plus tôt avec la condamnation à perpétuité de Ratko Mladić, où des réactions symétriques ont été observées au sein de la classe politique serbe, en Serbie et en Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine. En effet, les responsables

²¹⁷ Par la suite, Vojislav Šešelj a été reconnu coupable par la chambre d'appel du Mécanisme – institution qui poursuit les activités du TPIY depuis la fin de son activité – de crimes contre l'humanité et a condamné l'accusé à une peine de 10 ans de prison, mais, la peine ayant déjà été purgée, il n'a pas été incarcéré.

²¹⁸ Source : TPIY : après l'acquittement de Šešelj, la Croatie veut blanchir la mémoire de Tuđman, *Courrier des Balkans*, 5 avril 2016.

²¹⁹ Source : *Courrier des Balkans*, Guerre de Bosnie : la Croatie ne veut pas entendre parler l'entreprise criminelle commune, 1er décembre 2017

politiques serbes ont dénoncé la partialité du Tribunal et affirmé que Mladić était un héros qui serait jugé par l'histoire et non par un tribunal²²⁰, ajoutant que, par ce verdict, le TPIY mettait en péril la réconciliation régionale. Alors que ce verdict a été accueilli favorablement en Croatie, et avec soulagement parmi les survivants du massacre de Srebrenica.

Un des lieux communs à propos du TPIY, consiste à faire du Tribunal le porte-voix de communauté internationale et de sa conception de la guerre d'ex-Yougoslavie. Cette dénonciation qui ne se fonde sur aucune ethnographie du prétoire ou des institutions internationales, ni sur aucune recherche en sciences sociales, tend par ailleurs à présenter un visage simpliste de la communauté internationale. Or, comme le rappelle l'historien Nicolas Moll, « il est important de ne pas oublier que la communauté internationale ne constitue pas un bloc homogène et monolithique, mais est composée d'acteurs différents, avec des intérêts divergents voire contradictoires » (2016 : 86).

L'historien Robert Skenderović, membre de l'Institut croate d'histoire, ne semble pas au fait de cette complexité, lorsqu'il dénonce ce qu'il considère être le paradigme dominant dans le traitement de la guerre d'ex-Yougoslavie au sein des cercles politiques et académiques occidentaux, et qu'il nomme « le paradigme des tords partagés²²¹ ». Selon ce paradigme, la dislocation de la Yougoslavie et la guerre en Croatie seraient également imputables à la Serbie et à la Croatie :

« According to this narrative, the collapse of Yugoslavia and the conflict in Croatia were equally the fault of the Serbian and Croatian sides. The theory of equal blame for the war in Croatia is today the dominant narrative at the global level, which a part of the academic community is attempting to transform into a dogmatic truth. The adherents of this theory are diverse; among them one may find those who do not want to acknowledge the fact that Serbian aggression was perpetrated against Croatia in 1991, those who believed in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia (SFRY) as a socialist multi-ethnic utopia, as well as those who opportunistically uphold any predominant paradigm. » (ibid. : 122)

Il l'oppose cette conception à l'interprétation croate de la guerre, selon laquelle la guerre résulte de l'agression serbe contre la République de Croatie :

« The first [narratives], tentatively called the “Croatian narrative,” stipulates that in 1991 the political leadership of Serbia and Montenegro at the time, with the help of the Yugoslav People's Army, perpetrated aggression against the Republic of Croatia with the objective of

²²⁰ Source : Courrier des Balkans, TPIY : Ratko Mladić condamné à perpétuité, les réactions en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, 22 novembre 2017

²²¹ « *The equal blame thesis* » (2015 : 122)

conquering a part of Croatian territory. This narrative has been accepted by a great majority of historians in Croatia, and it received something of a codification in the Croatian Parliament's Declaration on the Homeland War. » (ibid. : 122)

L'auteur – qui est spécialiste de l'histoire de l'Église, de l'enseignement scolaire et de la démographie croate au XVIII^e et XIX^e siècle en Slavonie – propose une conception binaire et pour le moins essentialiste. Les chercheurs étrangers ne feraient qu'appliquer une lecture idéologique de l'histoire, perpétuant les représentations préexistantes circulant dans les cercles diplomatiques aux États-Unis et en Europe occidentale, représentations qui seraient au fondement des actions de la communauté internationale. Là où les chercheurs locaux sont crédités d'une approche factuelle et impartiale. Robert Skenderović fonde sa critique des cercles académiques occidentaux (ibid. : 134) sur une biographie succincte composée, dans une large mesure de mémoires de diplomates et d'ouvrages journalistiques publiés entre 1992 et 2009 et non pas sur une revue exhaustive de la littérature internationale récente. Et s'il cite les travaux de sommités telles que Sabrina Ramet et Charles Ingrao, dont il loue les efforts pour collaborer avec des chercheurs locaux, il affirme néanmoins que ces chercheurs participent à la diffusion du paradigme tords partagés.

Pour Skenderović, le TPIY est imprégné de ce paradigme, ce qui se donnerait à voir par sa volonté d'établir l'égale culpabilité des parties impliquées dans la guerre :

« There can be no doubt that the ICTY Prosecution had a specific general vision of the collapse of the former Yugoslavia and the ensuing conflicts, and one precept in its work was very clearly expressed: the idea on the equal culpability of all sides, mostly the Serbian and Croatian. In line with this precept, the political leadership of the Croats and Serbs – and of the Bosniaks only to a smaller extent – had to be convicted. The judgment against several Croatian generals, Ivan Cermak, Mladen Markac and Ante Gotovina, for war crimes perpetrated during Operation Storm was supposed to be crucial for events in Croatia. The Prosecution compiled the indictment such that it practically incriminated the entire military campaign, as well as the entire military and political leadership of the Republic of Croatia headed by Franjo Tudman. » (ibid. : 131)

Cette conception binaire sous-entend que les historiens croates partagent unanimement la vision de la guerre dominante en Croatie, ce qui est loin d'être le cas, cela va sans dire. Que ce soit parmi les travaux de chercheurs originaires d'ex-Yougoslavie que j'ai consulté ou parmi les historiens que j'ai rencontrés lors de mon enquête de terrain, il apparaît qu'au sein du monde universitaire croate il existe des travaux qui entrent en contradiction avec la lecture victimaire

dominante, et adoptent une perspective autrement plus critique que ne le laisse entendre Robert Skenderović.

Toutefois la position de l'historien et les reproches qu'il adresse aux chercheurs occidentaux, pour réducteurs qu'ils soient, sont relativement répandus ainsi que j'ai pu le constater lors de mon enquête. J'ai fréquemment entendu cette accusation contre le TPIY et contre la communauté internationale lors de mon terrain, en particulier lors de conversations avec des vétérans. Mais j'ai aussi été confrontée à cet *a priori* envers les universitaires étrangers lors de rencontre avec certains chercheurs locaux. Ainsi, Sandra Cvikić, sociologue à l'Institut Ivo Pilar de Vukovar, qui a refusé catégoriquement que j'enregistre notre entrevue – mais me prête en revanche quelques publications en langue anglaise produites par le centre – tient un discours assez conforme à la rhétorique victimaire dominante. Elle fustige la communauté internationale et affirme :

« Les tentatives d'imposer de l'extérieur les représentations de la guerre ne marchent pas. Il faut nommer les choses comme elles sont, beaucoup de gens ne veulent pas parler de l'agression serbe et préfère parler de conflit. Mais il faut nommer, labelliser, ça oblige à poser des questions, à définir les responsabilités. Il ne faut pas adopter un vocabulaire politiquement correct, au nom de pseudo droit de l'Homme. » (Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar)

Notre rencontre s'achève par une leçon d'éthique aux allures d'admonestation et mon interlocutrice m'enjoint à « ne pas trahir mes données et mes sources comme de nombreux chercheurs étrangers avant [moi] ont pu le faire²²² ». À la lecture d'interview publiées dans la presse catholique croate, il apparaît qu'elle se situe à droite sur l'échiquier politique et accuse notamment l'Europe occidentale néolibérale d'imposer ses valeurs, et notamment la justice transitionnelle et les droits de l'homme, qui empêche la mémoire de s'exprimer, elle accuse la communauté internationale d'être sourde aux souffrances des habitants, de les infantiliser et d'imposer la coexistence entre les communautés sans prendre en compte les traumatismes subis, obligeant les victimes à réprimer les souvenirs²²³.

La rhétorique d'une nation brimée par des puissances étrangères n'est pas nouvelle, et n'est pas exclusive à la Croatie. Elle s'inscrit dans un méta-récit qui fait de l'histoire des Croates une succession de persécutions, d'humiliations, de luttes héroïques pour la préservation de leur identité culturelle et pour l'accomplissement de l'aspiration millénaire des Croates à un État indépendant, une histoire jalonnée de martyrs.

²²² Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar

²²³ Source : <http://www.ktabkbih.net/info.asp?id=81801>

Selon Stéphanie Rolland-Traina, cette rhétorique victimaire est aussi mobilisée par les Croates d'Herzégovine en maintes occasions depuis la fin de la guerre. L'auteure affirme que :

« Dans un contexte de paix inachevée, chaque événement (inauguration d'une église, d'un monument, événement culturel, parution d'un ouvrage, etc.) fournit l'occasion pour les Croates d'insister sur l'aspect dramatique de leur histoire et de remémorer leur lutte incessante pour la préservation de leur identité culturelle et religieuse en Bosnie-Herzégovine. » (2011 : 81)

Vjeran Pavlaković voit, dans l'assimilation du Général Gotovina à un martyr d'une justice internationale partielle et politisée, une façon de l'inscrire dans la longue filiation des martyrs de la cause nationale, dont regorge l'histoire croate :

« Croatian history is full of martyrs who have been remembered as dying for the Croatian national cause: Matija Gubec ; Fran Krsto Frankopan and Petar Zrinski ; Eugen Kvaternik ; Stjepan Radić ; Andrija Hebrang and Alojzije Stepinac, to name just a few. » (2010 : 1725)

Ainsi, la mobilisation de la figure du martyr, en puisant à la fois dans le répertoire du passé traumatique croate et dans celui de la foi catholique (Pavlaković, 2010) aiguillonne le sentiment d'appartenance collective grâce à la puissance fédératrice de la mémoire des expériences collectives de victimisation, fondées sur l'appartenance nationale. Les critiques adressées à l'Europe ou au TPIY, constituent autant d'occasion de renforcer la portée du récit national de victimisation, en l'étayant de nouveaux indices de l'existence d'un sentiment anti-croate au sein de la communauté internationale.

V. La mémoire de la Guerre Patriotique et son articulation avec la Seconde guerre mondiale

La sécession de la Croatie de la Fédération yougoslave et la création d'un État souverain et démocratique s'est accompagnée d'un renversement de perspective à l'égard de la Yougoslavie socialiste, et de Tito, qui n'est plus désormais adulé comme un libérateur et un unificateur, mais honni en tant que despote. Ce renversement donne lieu à la condamnation du régime communiste et à la dénonciation de son caractère autoritaire et inégalitaire.

On assiste alors au bannissement de la sphère publique de l'héritage du titisme dans le domaine politique, institutionnel, économique, social, culturel et mémoriel, désormais frappé

d'anathème. Cette situation, loin d'être spécifique aux Républiques issues de l'éclatement de la Fédération, yougoslave se retrouve, selon l'historienne Françoise Mayer, dans tous les pays post-communistes :

« Les sociétés sortant du communisme après 1989 adoptèrent toutes, dans les premiers temps du changement, des mesures censées mettre de la distance entre le régime qu'elles instauraient et leur expérience communiste. Le rapport négatif au passé apparaissait alors comme la ressource principale du discours des élites émergentes. Il s'exprima par toutes sortes de geste et de mesures symboliques, politiques, juridiques, déclinés différemment selon les pays, en fonction des spécificités de leur expérience, des modalités du changement (notamment du degré de négociation entre anciennes et nouvelles élites), du jeu politique qui se noua après l'instauration du multipartisme réel. Ces processus de « décommunisation » s'inscrivent partout dans le même cadre mental d'une condamnation globale du communisme, avec ses visions polarisées et simplifiées du passé » (2008 : 210).

En Croatie cette décommunisation ne s'est pas accompagnée de procédures de lustration dans la sphère politique, administrative, juridique, académique ou artistique, dans la mesure où nombre des acteurs politiques arrivés au pouvoir au moment des premières élections pluralistes avaient été membres du parti communiste yougoslave, à commencer par le Président Franjo Tuđman, lui-même, ainsi que le souligne le politiste Stevo Đurašković

« His politics was not only conditioned by the fact that HDZ was packed with (ex)-Communists, including Tudman himself, but also by the fact that lustration would jeopardize the very core of his national reconciliation concept. Ideologically, he explained to his associates that lustration was needless, since members of the Communist Party “redeemed themselves by helping to create and defend the Croatian state” » (2014 : 780-781)

Les autorités ont en revanche entrepris une révision historiographique de grande envergure, à l'instigation de Tuđman qui fut historien militaire et mesurait la nécessité pour le nouveau régime de maîtriser les représentations collectives du passé.

En effet, l'histoire officielle étant sollicitée pour répondre aux questions et aux nécessités du présent, pour poser les fondements et les frontières d'une nouvelle communauté imaginée et légitimer le pouvoir en place, le changement de régime imposait de procéder à la réappropriation nationale du passé et donc d'entreprendre une révision radiale de l'histoire nationale et de la mémoire officielle. Outre son caractère discriminatoire, autoritaire, économiquement défaillant, qui aurait conduit au sous-développement de la région, la Yougoslavie socialiste était aussi accusée d'avoir produit une version idéologique de l'histoire, selon une grille d'interprétation marxiste du passé. Il s'agissait donc pour les acteurs

nationalistes de substituer à l'historiographie communiste considérée comme fallacieuse, dénaturée et tronquée, une historiographie nationaliste présentée comme rationnelle, objective et impartiale.

Pourtant, l'histoire officielle promue par le nouveau régime est, elle aussi, gouvernée par des considérations idéologiques et cette instrumentalisation du passé est guidée par la quête d'une légitimité politique, et par la promotion d'une certaine conception de la citoyenneté et de l'identité croate, basée sur l'appartenance ethno-nationale et confessionnelle.

Stéphanie Rolland-Traina – se fondant sur la distinction opérée par Pierre Nora entre l'histoire qui serait une opération intellectuelle, critique, laïcisante et la mémoire affective, floue, subjective – considère que l'historiographie en Bosnie-Herzégovine revêt les caractéristiques de la mémoire, raison pour laquelle elle la qualifie de mémoire officielle :

« Dans ce sens, depuis le conflit des années 1990, ce n'est pas seulement l'histoire invoquée par les nationalistes à l'appui de leur politique ethnique séparatiste qui s'apparente à la mémoire (ce qui n'a rien d'extraordinaire) par ses caractéristiques : non critique, subjective, sélective et émotionnelle. Il en va de même pour celle présentée dans des ouvrages édités et vendus en tant que livres d'histoire, écrits par des historiens ou des pseudo-historiens originaires de Bosnie-Herzégovine. Il existe une influence réciproque entre les discours nationalistes et ces historiographies ethnicisées que les gens ordinaires s'approprient, remodelent ou dont ils se détachent selon leur expérience singulière, particulièrement de la dernière guerre. Ces histoires-mémoires sont officielles en ce qu'elles participent de l'interprétation et de l'instrumentalisation plurielles du passé par les nationalistes au pouvoir à l'époque de l'enquête de terrain. Ces derniers œuvraient à transformer des « limites » devenues « floues » pendant la période communiste en contexte urbain, en « frontières vives » (Bromberger et Morel 2001) infranchissables entre Bochniaques, Serbes et Croates. » (2011 : 68-69)

Pour des raisons similaires, j'ai opté pour l'emploi du terme « mémoire » même lorsque traiter les représentations du passé produites par les instances étatiques, et dans une certaine mesure par les historiens de métier en Croatie.

L'historiographie nationaliste est aussi imprégnée dans une large mesure par la conception de la réconciliation nationale promue par Franjo Tuđman, qui, selon Stevo Đurasković, consiste à oublier le passé pour permettre aux successeurs des Partisans et des *Ustaši* de cohabiter, car ils seraient unis par la même lutte pour atteindre l'indépendance croate contre l'hégémonie Grand Serbe (2014 : 772-773). Cette position, dont Đurasković affirme que Tuđman l'a emprunté à Vjekoslav Maks Luburic, commandant du système concentrationnaire *ustaša*, l'a amené à considérer l'Etat Croate Indépendant (NDH) comme l'expression de l'aspiration des Croates à établir leur propre État (ibid. : 772) quitte à occulter les crimes de guerre au compte

des *Ustaši*. Đurasković affirme en effet : « *Tudman eventually interpreted the Croatian fascist Ustaša as being representatives of a contemporary, desperate, and noxious expression of Croatian national aspirations to establish an independent state* » (ibid. : 775).

Ce faisant, Tuđman a ouvert la voie à la réévaluation d'un passé jusqu'à lors considéré comme honteux, à savoir le NDH dirigé par Ante Pavelić, conduisant à la réhabilitation du régime fasciste des *Ustaši*.

De plus, dans la mémoire officielle, la guerre de 1991-1995 est envisagée dans son articulation avec la Seconde guerre mondiale. Par la généalogie du conflit et le lexique employé pour désigner les belligérants, la guerre apparaît comme une conséquence logique, voire inéluctable de la Seconde guerre mondiale. Cette interprétation d'un conflit contemporain à l'aune de dynamiques, acteurs, et enjeux passés, donne l'apparence d'une histoire continue et inchangée, d'une répétition cyclique de la violence, imputable à la barbarie de l'ennemi héréditaire.

Deux conceptions du passé radicalement antagonistes, et portées par des acteurs politiques rivaux, donnant lieu à des polémiques toujours virulentes quant aux responsabilités des camps en présence, au nombre de victimes, se trouvent cristallisées dans deux lieux de mémoire de la Seconde guerre mondiale. D'une part le mémorial de Jasenovac, camp de concentration situé à la frontière avec la Bosnie où les *Ustaši* ont exterminé des dizaines de milliers de Serbes, Roms, Juifs et résistants croates, est un lieu de rassemblement des Antifascistes, les Partisans, les minorités nationales et les acteurs de gauche (politiciens, intellectuels et militants)

D'autre part, le monument de Bleiburg (Autriche), où les *Ustaši* en pleine débâcle, leurs sympathisants et leurs familles, ainsi que d'autres adversaires des forces communistes furent massacrés par les Partisans, faisant des dizaines de milliers de morts, point de ralliement d'organisation de vétérans de la guerre patriotique, du clergé catholique, de groupuscules d'extrême droite et des politiciens et intellectuels de droite.

Le corollaire de revitalisation mémoire des *Ustaši* depuis la Guerre Patriotique, est le relatif ternissement du prestige de l'Antifascisme, assimilé aux Partisans, et par ricochet aux Communistes yougoslave, et donc, aux Serbes.

V.I Commémorer Jasenovac

Je rencontre Đorđe Mihovilović, historien, conservateur du mémorial et membre du MemoryLab²²⁴, le 2 juin 2012 à Jasenovac en vue d'un entretien, en présence d'une informatrice, habitante de Lipik qui n'a jamais visité le mémorial et a souhaité se joindre à moi pour cette occasion. Il m'explique comment se déroule la visite des groupes scolaires qui dure trois heures. Dans un premier temps, les enfants visitent le monument et le site du camp, puis ils visitent le musée et enfin, ils se rendent au centre éducatif pour une session d'exercices, au cours de laquelle ils doivent répondre à des questions qui permet aux encadrants (enseignants et personnel du musée) de s'assurer qu'ils ont assimilé les connaissances qui leur ont été transmises lors de cette demi-journée sur les thèmes suivants : le NDH, les lois raciales, la déshumanisation, la vie quotidienne des détenus.

Lorsque je lui demande si des changements sont intervenus dans la façon de présenter cet épisode de l'histoire croate aux élèves depuis l'indépendance de la Croatie, il m'explique qu'en raison de la guerre, le musée a été fermé jusqu'en 1997, parce qu'il se trouvait sur un territoire faisant partie de la Krajina. Puis il a fallu attendre plusieurs années à l'issue de la guerre pour parvenir à élaborer l'exposition permanente car la plupart des artefacts exposés au musée avant-guerre avaient disparus. Ils étaient en possession des autorités de la *Republika Srpska* qui refusaient de les rendre au centre et il a fallu recourir à la voie diplomatique pour que ces artefacts soient restitués en 2001, ce qui a permis de recréer une exposition permanente. Mais mon interlocuteur estime que seuls deux tiers des objets ont été rendus. Les objets restants, qu'il qualifie de « plus intéressants » et « représentatifs », notamment les instruments de torture ont disparu, et le centre ne sait pas ce qu'il est advenu de ces artefacts. Il m'explique que les objets restitués ont été envoyés au mémorial de l'Holocauste de Washington en vue de leur restauration, parce qu'ils étaient en mauvais état de conservation.

Entre 2001 et 2006, date de la mise en place de la nouvelle exposition permanente, le musée a organisé des expositions temporaires avec les objets demeurés sur le site. Et dans le même temps, les conservateurs ont échangé avec les membres de différentes institutions muséales (le mémorial de Yad Vashem à Jérusalem, le mémorial de l'Holocauste de Washington, le musée Anne Franck à Amsterdam, l'Imperial War Museum de Londres) sur la muséographie adéquate pour présenter les victimes de l'Holocauste. Ils ont alors constaté que la présentation différait radicalement de la présentation adoptée pendant la période de la Yougoslavie

²²⁴ Plateforme regroupant des chercheurs et jeunes chercheurs travaillant sur les question mémorielle dans les Balkans occidentaux et en Europe de l'Ouest.

communiste. Cette dernière montrait des photographies des exécutions de masse, les corps victimisés, un film documentaire montrant les images des excursions était présenté aux élèves, et il n'était pas rare que des élèves s'évanouissent face à la confrontation à ses images très violentes.

Cet effet traumatisant résultant de l'exposition des enfants à la violence de guerre dans toute sa crudité, telle qu'elle se donnait à voir dans les dispositifs mémoriels yougoslaves, m'est rapporté par Saša Bjelanović. Lors de notre entretien, mon interlocuteur me raconte son expérience de la visite du mémorial de Jasenovac, plus de 25 ans auparavant et qui semble lui avoir laissé un souvenir impérissable :

« Quand j'avais 10 ans, ils nous ont amené à Jasenovac. j'étais un enfant de 10 ans, et ils nous ont amené là-bas pour nous montrer les *Ustaši*, comment ils ont tué les gens, et toutes les vieilles armes, et les outils, les couteaux. Comment ils ont massacré, c'était un désastre vous savez. Ok, c'était la réalité, et parfois c'est bon de savoir qu'il y a eu quelque chose comme ça. Ensuite ils nous ont enfermé, il y avait un cinéma à côté, ils nous ont enfermé ils ont éteint les lumières et ensuite ils nous ont montré le film sur Jasenovac qui a été fait à Jasenovac en 1943. Et alors ils ont commencé à tuer les gens, je veux dire, vous regardez en fait une vidéo où ils tuent des gens, ils les massacrent, et j'avais 10 ans. Et vous regardez ça et vous ne pouvez pas croire ce qui est en train de se passer. Et il fait sombre, et en face de vous vous pouvez seulement voir ça. Et après ça, je ne sais pas combien de temps ça a duré, peut-être 20 minutes, à la fin il n'y en avait que 10 d'entre nous qui étaient restés là. Tout le monde est parti, je veux dire, une fille a commencé à pleurer, les enfants, tout le monde a quitté le cinéma vous savez. Et il n'y avait que 10 d'entre nous qui étaient restés et qui avaient regardé jusqu'à la fin. Et après ça, j'étais comme « mais qu'est-ce que c'est que ça ! » » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Les conservateurs, conscients de ces enjeux, se sont questionnés sur la place des affects, la mise en scène de la violence, leur impact sur la transmission du message de l'exposition :

« Et l'autre question c'est la question de l'empathie. Est-ce qu'un élève qui n'est pas assez âgé peut ressentir de l'empathie pour les victimes quand il est confronté à des photo trop brutales ? Est-ce qu'on doit se concentrer sur l'histoire personnelle de la victime ? Ces questionnements sont à la base de la conception de l'exposition permanente actuelle. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

Comme l'affirme l'anthropologue Dejan Dimitrijevic, « les forces nationalistes ont exploité à outrance les frustrations de la période titiste, et particulièrement celles liées à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale » (2004 : 181), elles ont aussi exploité la peur.

Ainsi les nationalistes serbes, entretenant l'amalgame entre Croates et *Ustaši* pour justifier le projet Grand-Serbe et l'intervention de la JNA en Croatie en 1991, ont-ils trouvé un terrain propice pour agiter le spectre d'un nouveau génocide serbe auprès de ceux que la visite du mémorial de Jasenovac avait traumatisé. Ils ont exploité la stupeur émotionnelle provoquée par cette expérience marquante pour alimenter des sentiments anti-croates au sein de la communauté serbe. C'est aussi l'analyse que me livre Saša Bjelanović :

« Donc quand vous avez 10 ans, bien sûr que vous ne pouvez pas vous sentir bien après ça. Et bien sûr vous êtes tellement terrorisé, et vous ne pouvez pas imaginer que quelque chose comme ça se soit produit, et vous êtes imprégné par cette vision, avec l'utilisation de ces symboles, vous voyez, vraiment quelque chose de négatif et vous commencez à ressentir que de toute votre vie vous ne voulez pas revoir quelque chose comme ça, ces symboles. Et après quelques années, vous savez, la Croatie est devenue indépendante et a commencé à utiliser des symboles similaires. Vous savez, c'est assez effrayant. Bien sûr, encore, c'est de la manipulation, je veux dire certains symboles sont des symboles existant depuis des siècles. Mais les nationalistes serbes se sont servis de ces symboles, qu'on avait tous déjà vu dans cette situation horrible, et ils se sont servis de cette peur pour faire accepter des choses folles, parce que la peur ça paralyse la pensée. Alors ils étaient là « Jasenovac » « Jasenovac », « Jasenovac », à tout bout de champ. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar).

S'inscrivant dans une tendance à l'identification précise des victimes, apparue dans les années 1990, les conservateurs ont en outre entrepris un travail d'identification des victimes, parce qu'à l'époque communiste, le mémorial accordait beaucoup d'importance aux données chiffrées, mais il ne disposait que de peu d'éléments relatifs à l'identité des victimes. Depuis la Seconde guerre mondiale, personne n'avait compilé les noms et prénoms des victimes, ni ceux des bourreaux, et ce travail s'est avéré particulièrement compliqué, car comme le rappelle le conservateur lors de notre entretien, le mémorial de Jasenovac n'est pas seulement un mémorial de l'Holocauste, c'est aussi un mémorial du génocide et la plupart des victimes étaient serbes et la plupart des bourreaux étaient croates, ce qui complexifie fortement ce travail.

Đorđe Mihovilović m'explique qu'à l'époque yougoslave, le nombre officiel des victimes de Jasenovac était de 700 000, il s'agissait d'un nombre approximatif qui avait été « préparé » pour la conférence de Paris qui s'est tenue après la guerre, en vue d'obtenir un dédommagement de la part des pays qui ont perdu la guerre. Comme les autorités ne disposaient pas de listes avec l'identité des victimes, elles auraient demandé aux instituts de statistiques d'établir un nombre de victimes élevé.

Cela a donné lieu à l'estimation de 1 700 000 victimes de la Seconde guerre mondiale, dont 700 000 à Jasenovac, sur la base des changements démographiques, de la perte globale de population sur le territoire de la Fédération, y compris les descendants des victimes qui n'ont jamais vu le jour, mais il y aurait véritablement 1 100 000 victimes. Les démographes Vladimir Žerjavić (Croate) et Bogoljub Kočović (Serbe) ont estimé que le nombre de victimes à Jasenovac était environ 80 000, mais ils ont procédé à un travail statistique et démographique et non pas à l'identification des victimes, ils ont donc simplement fourni un nombre.

En sept ans de recherche, les conservateurs sont parvenus à identifier 82 000 victimes, dont 20 000 enfants de moins de 14 ans, toutefois m'avertit le conservateur du Mémorial, « ce n'est pas un nombre définitif, on n'aura jamais le nombre précis des victimes, parce que des familles entières ont été décimées, et il n'y a aucun survivants pour déclarer combien de personnes de leur famille ont été tuées, ni fournir leur identité²²⁵ ». Certains spécialistes de la Seconde guerre mondiale à l'instar d'Ivo Goldstein, historien à la faculté de philosophie de Zagreb, estiment qu'il y a eu 100 000 victimes à Jasenovac. D'autres chercheurs contestent le nombre de victimes et la véracité de cette liste. Parmi eux, Josip Jurčević, historien négationniste, qui s'est appliqué à minimiser fortement les crimes commis par les Ustaši, et à minimiser le caractère fasciste du régime et qui estime qu'en Croatie « 89 % des crimes ont été perpétrés par les autorités yougo-communistes, 8 % par les Italiens, 1,5 % par les Partisans et les Tchethniks, et 1,3 % par les autorités du NDH²²⁶ ».

Cette relativisation du caractère fasciste et criminel du NDH est favorisée par la relecture de la Seconde guerre mondiale à l'aune de la Guerre patriotique, provoquant un renversement de perspective à l'égard des victimes serbes qui ne sont plus déplorées mais célébrées en raison des exactions commises par les forces serbes lors l'agression Grand-Serbe.

Ce renversement de perspective n'est pas sans effet sur la muséographie du Mémorial. En effet,

« Dans la nouvelle exposition permanente, on ne peut pas voir des photos des corps guillotins, torturés, on ne peut pas voir des photos des Ustaši, mais à l'époque yougoslave, il n'y en avait pas non plus. Donc l'idée de départ était de créer un musée des victimes et pas un musée des crimes, pour ne pas inviter les néo-nazis à venir ici pour admirer les photographies des Ustaši, et on a choisi de ne pas montrer des photo des victimes pour respecter la dignité des victimes. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

²²⁵ Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac

²²⁶ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-impunie-des-declarations-revisionnistes>

Les conservateurs ont décidé de recourir à une muséographie moins violente pour la nouvelle exposition permanente, remaniée afin de véhiculer un nouveau message de paix et de tolérance, et afin d'éviter de nourrir des préjugés à l'encontre des Serbes, et des autres minorités. Malgré tout, cet anachronisme, entretenu par les entrepreneurs du ressentiment et qui relève du révisionnisme, trouve un écho fort chez les jeunes, en particulier chez ceux qui ont perdu des parents pendant la guerre, ainsi que le constatent les employés du Mémorial, et dont se désole le conservateur que je rencontre :

« Il y a des groupes d'élèves aujourd'hui qui viennent et qui concluent de leur visite du site
« c'est normal que les Croates tuaient les Serbes à l'époque, parce que les Serbes tuent les Croates aujourd'hui. » C'est la partie la plus difficile à gérer dans la présentation des événements pour le musée. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

C'est une situation est quotidienne et le mémorial tente d'y répondre en axant son action sur la tolérance, les droits humains, sur la prévention de la répétition de la violence, et en incitant les visiteurs à mettre en application ces valeurs dans la vie quotidienne, dans leurs relations avec leur entourage. En effet, selon mon interlocuteur la vocation du centre est d'éduquer les jeunes générations pour éviter que l'histoire ne se répète, parce que ces jeunes visiteurs ne connaissent pas bien les faits et idéalisent les *Ustaši*. Il ajoute que la dimension éducative du mémorial est très importante, parce que les survivants et leurs proches sont de moins en moins nombreux, alors la dimension commémorative du site s'amenuise au fil du temps, et les personnes qui viennent pour rendre hommage aux victimes sont de moins en moins nombreuses. Mais cette perspective est nouvelle, elle n'avait pas été adoptée dans les expositions permanentes antérieures à la guerre.

Les analyses de Dejan Dimitrijevic à propos du musée-mémorial de la Seconde guerre mondiale à Kragijevac en Serbie, commémorant les victimes civiles serbes et juives d'un massacre perpétré par les forces allemandes le 21 octobre 1941, sont éclairantes pour penser la resémantisation du mémorial de Jasenovac. En effet, Dimitrijevic montre qu'à l'époque de leur création, à la fin des années 1970, le « musée et le mémorial étaient mis au service idéologique du pouvoir communiste » (op.cit : 182), tout comme le mémorial de Jasenovac.

Toutefois, du fait de la distance temporelle avec le massacre et de la distance idéologique avec la Yougoslavie titiste, le risque était grand de voir le site devenir obsolète :

« Le message de ce mémorial, qui était pensé en culte politique, se serait probablement éteint, comme tous les monuments aux morts avec la disparition des survivants et l'affaiblissement de l'idéologie qu'il représentait. C'est le destin de ce type de monuments nous dit R. Koselleck mais l'enjeu historique qu'il constitue pour la période actuelle l'a transformé en un lieu

expérimental pour la mise en place d'un nouvel équilibre idéologique, national et international.
» (ibid : 182)

Aussi, les responsables du musée-mémorial du 21 octobre, sous l'égide du Ministère de la culture serbe et de la communauté internationale, ont-ils entrepris la resémantisation du site, un « changement de concept » (ibid. : 182) articulé autour des valeurs de tolérance, de réconciliation et de pacifisme, qui permet de donner une nouvelle actualité au musée, en lui donnant une nouvelle fonction. Et il en va de même avec le Mémorial de Jasenovac. Après avoir été l'emblème de la victoire des Partisans sur le fascisme, il est désormais conçu comme un centre de promotion de la Paix, afin de ne pas être relégué aux oubliettes de l'histoire par les acteurs nationalistes, soucieux de se débarrasser de l'encombrant héritage titiste - et par la même occasion de l'encombrant témoignage des atrocités au compte des *Ustaši*.

Toutefois, cette opération de resémantisation, et sa concrétisation muséographique ne sont pas au goût de tous, et en particulier des historiens serbes qui trouvent l'exposition permanente trop euphémisée, ainsi que l'affirme Đorđe Mihovilović:

« C'est l'exposition permanente du centre qui est la plus controversée. L'historiographie serbe critique l'exposition permanente et affirme qu'elle ne dit pas la vérité, parce qu'ils considèrent, les historiographes serbes en général, mais évidemment, il y a des variations de point de vue entre les auteurs, que ce n'est pas assez clairement représentés dans l'exposition qui étaient les victimes et qui étaient les bourreaux, notamment parce qu'il n'y a pas de photos des victimes et pas de photos des bourreaux. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

Puis je demande à mon interlocuteur si l'indépendance croate a eu une incidence sur la fréquentation du site. Il m'explique qu'avant la guerre d'indépendance, il y avait 400 000 visiteurs annuels, les visiteurs venaient de toute la Yougoslavie, car la visite était obligatoire pour les élèves de toute la Fédération, et désormais, il y a environ 10 000 visiteurs par an. Cette baisse considérable s'explique selon Đorđe Mihovilović d'une part, parce que la visite n'est plus obligatoire, elle est devenue optionnelle, et d'autre part, les élèves des autres pays issus de la Fédération n'ont généralement pas de passeport et ne peuvent pas se rendre en Croatie pour y effectuer un voyage scolaire. Par conséquent, le conservateur estime que 99% des élèves qui visitent le mémorial à présent viennent de Croatie. Au moment de concevoir l'exposition, s'est alors posée la question de la mise en scène de la violence et la façon appropriée d'expliquer les crimes du NDH aux élèves croates :

« On s'est longtemps demandé : Comment on va présenter les crimes, ce qui s'est passé ici aux élèves de nationalité croate, nationalité au nom de laquelle les crimes ont été commis ?

Comment expliquer la situation aux élèves pour ne pas qu'ils disent « voilà, on a tué un Serbe, on a tué un Juif, mais c'est bien, c'est normal, parce que pendant la guerre d'indépendance les Serbes ont tué les Croates ». Et on ne veut pas qu'ils disent que c'est normal, on veut qu'ils intègrent que c'est un crime. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

Pour ce faire Đorđe Mihovilović explique que l'un des choix muséographiques a été d'exposer les effets personnels des victimes ou les artefacts fabriqués par les détenus du camp pendant leur détention, dans le dessein de créer de l'empathie entre les visiteurs et les victimes.

En outre, le musée expose une statuette réalisée par un détenu Juif, Slavo Brill, décédé dans le camp. Il était réputé avant la Seconde guerre mondiale pour être l'auteur de la statue équestre du Roi Tomislav [en l'occurrence les bas reliefs sur le piédestal de la statue], figure emblématique de l'histoire croate, qui fait face à la guerre de Zagreb. Il s'agit selon mon interlocuteur de :

« montrer comment une personne qui a pu créer cette œuvre magnifique, dédiée à un personnage de l'histoire croate tellement important, et comment dans une autre situation, pendant la guerre, cette même personne peut être stigmatisée, discriminée, et même tuée. Et comment les Ustaši, s'ils étaient aussi fabuleux que la façon dont on les représente dans les familles, comment est-ce qu'ils ont pu commettre de telles atrocités ? Et cette histoire est racontée au début de l'exposition, toute l'exposition n'est pas composée d'histoires personnelles comme celle là, c'est l'histoire qu'on utilise en introduction, pour les introduire au sujet et après on raconte tous les faits, toutes les données, tous les chiffres. » (Extrait entretien Đorđe Mihovilović, 02/06/2012, Jasenovac)

J'ai pu constater la façon dont les partis-pris muséographiques ont été mis en œuvre dans l'exposition permanente lors de la visite commentée du musée par Đorđe Mihovilović à l'issue de notre entretien formel. Le musée de taille réduite est plongé dans une obscurité quasi totale (au point que cela a constitué un obstacle pour prendre des photographies décentes des lieux), le mobilier est noir de même que le revêtement des murs et du sol qui ont un aspect délabré, les sources d'éclairage sont faibles et peu nombreuses, participant à créer une atmosphère inquiétante, oppressante. Et cette impression est accentuée par le fait que dans quelques vitrines installées au sol ont été disposés des outils et armes visiblement usés. La taille limitée du musée et le nombre tout aussi limité d'artefacts exposés sont rendus moins perceptibles par la façon dont la circulation a été pensée. En effet, il faut suivre un couloir qui serpente à travers l'espace, ponctué de vitrines et de niches, donnant l'impression d'explorer un bunker laissé à l'abandon.



Figure n°40 : Le musée de Jasenovac. Cliché de l'auteure (02/06/2012)

Dans des vitrines sont disposés des objets ayant appartenu aux détenus et trouvés dans un charnier : montres, montures de lunettes, briquet et tabatières, bracelets. Ailleurs sont exposés des objets utilisés dans la vie quotidienne du camp : couverture, gamelle en fer blanc et couverts, tasse et assiette émaillées. Les travaux forcés dans le camp de travail sont illustrés par des exemplaires d'objets (briques et tuiles) fabriqués par les détenus exposés dans une vitrine, et par des photographies en noir et blanc montrant les détenus émaciés au labeur. Parmi les rares objets exposés, certains ont été trouvés sur le site, d'autres ont été donnés au musée par des survivants ou leurs descendants. Il y a aussi des documents exposés sur les murs : des cartes, des photographies dont un cliché d'Adolf Hitler serrant la main d'Ante Pavelić, ainsi que des documents d'archives (lettres, listes de noms). Quelques écrans de télévision diffusent en boucle le témoignage de survivants et des documentaires. Enfin, le cœur du dispositif réside dans la liste en lettres blanches des noms des victimes répertoriées par les chercheurs du musée, qui est disposée sur une partie des murs et sur des panneaux de plexiglas accrochés au plafond. Le dispositif est inspiré de la salle de noms du mémorial de Yad vashem.

Le mémorial de Jasenovac comporte aussi un monument de béton conçu par l'architecte Bogdan Bogdanovic, nommé « La Fleur de pierre », célèbre sculpture visible de loin depuis la

route participe à l'identité visuelle du lieu. Elle est décrite ainsi sur le site du mémorial :

« a sign of eternal renewal – an edifice as a superstructure facing two ways – with a crypt looking towards the victims, in whom its roots and crown are planted, and a kind of inverse cupola – looking towards the light and the sun. Symbolically, towards life and freedom²²⁷ ».

Malgré la volonté tolérance et de pacification guidant les activités du Mémorial, les commémorations qui ont lieu à Jasenovac sont l'occasion d'affrontements politiques et de polémiques régulières. Ainsi en est-il lors de la cérémonie commémorant le 70^e anniversaire de la libération du camp à laquelle j'ai assisté, en raison de l'absence notable de la Présidente Croate Kolinda Grabar-Kitarovic à la cérémonie officielle. La Présidente croate, qui se réclame du tudjmanisme et fait partie de l'aile dure du HDZ, a choisi de se rendre seule au Mémorial, quelques jours avant la cérémonie, suscitant de vives réactions de la part d'une partie de la classe politique croate, des représentants des minorités, et des acteurs de la société civile, qui voient dans ce geste un témoignage supplémentaire de la réhabilitation des *Ustaši* par les autorités.

Dans un article publié sur la plate-forme Le Courrier des Balkans, la journaliste Jelena Lovrić, élue journaliste croate de l'année à plusieurs reprises, s'insurge contre cette décision qui témoigne du peu d'égard de la Présidente pour l'antifascisme et pour les victimes du NHD :

« L'absence de la plus haute dignitaire de l'État croate à cet hommage aux milliers de victimes du camp de Jasenovac est pour le moins déconcertante. Cela fait des années que le sommet de l'État au grand complet se réunit à cette occasion. Kolinda Grabar Kitarović a brisé cette tradition. Son absence inexplicable et impardonnable ne peut être compensée par sa visite en solitaire sur les lieux du mémorial le mercredi 22 avril. La présidente s'est d'elle-même soustraite aux ombres des prisonniers du camp le jour de l'anniversaire de leur libération, comme s'il elle avait voulu se distancier des commémorations officielles. Ce qui met en perspective d'autres aspects de sa relation à Jasenovac. Ainsi, dans une déclaration inscrite dans le Livre d'or du lieu et relayée par les médias, elle condamne le crime, mais ne se prononce pas sur l'identité des meurtriers ni des victimes du camp de la mort du NDH, l'« État indépendant croate », régime oustachi dirigé par Ante Pavelić pendant la Seconde Guerre mondiale. Cet évitement délibéré de l'hommage rendu aux martyrs de Jasenovac est encore plus préoccupant si l'on prend en compte la relation de la présidente à Bleiburg, où des soldats et civils croates soupçonnés de collaboration ont été massacrés par les Partisans à la frontière slovéno-autrichienne en mai 1945.²²⁸ »

²²⁷ Source : <http://www.jusp-jasenovac.hr>

²²⁸ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/commemorations-de-jasenovac-kolinda-grabar-kitarovic-aux-abonnes-absents>

En 2016, plusieurs organisations, au nombre desquelles, le Conseil national serbe, l'Union antifasciste de Croatie et l'Association des Roms de Croatie, le Conseil des Roms de Zagreb, ont boycottés la cérémonie officielle du 22 avril et ont organisé une commémoration alternative²²⁹ le 24 avril 2016, à laquelle l'ancien Président Stjepan Mesić et l'ancien Premier Ministre Zoran Milanović ont pris part pour protester contre l'impunité entourant le négationnisme et l'absence de réaction du gouvernement (HDZ) face à la multiplication de ses manifestations, alors même que les pays membres de l'UE sont tenus de sanctionner pénalement le négationnisme et l'incitation à la haine raciale. Quant à la Coordination des communes juives de Croatie, elle a organisé une cérémonie le 15 avril²³⁰.

En 2017, la cérémonie est à nouveau boycottée par les organisations antifascistes et les organisations des minorités nationales, manifestant leur mécontentement suite à l'installation à l'initiative de l'Association des engagés volontaires des forces armées croates (UD-HOS) d'une plaque commémorative en hommage aux les Défenseurs croates tombés dans la région lors de la Guerre patriotique et sur laquelle était inscrite en toutes lettres la devise des Ustaši « Prêts pour la Patrie », sur la façade d'une école maternelle située à Jasenovac à proximité du Mémorial. Si les autorités croates n'ont pas réagi à l'installation de cette plaque, des militants d'une OGN de défense des droits humains ont installé un message condamnant le symbole, et ont été arrêtés par les forces de l'ordre ainsi que le relate un article paru sur le portail Courrier des Balkans²³¹. Et il faudra attendre plusieurs mois pour que la plaque soit déboulonnée, malgré la levée de bouclier suscitée par son installation, et alors même qu'une Commission parlementaire a confirmé que cette expression constituait une manifestation de l'idéologie *ustaši* devant être proscrite dans l'espace public.

J'aurai l'occasion de retourner à Jasenovac trois ans après ma rencontre avec Đorđe Mihovilović, à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération du camp, à laquelle j'assiste le 26 avril 2015.

Séjournant à Vukovar à cette période et n'étant pas véhiculée, l'organisation de ce déplacement m'oblige à arriver sur les lieux à 7h15 du matin, soit deux heures et demi avant le début de la cérémonie. Cela me permet de faire un repérage des lieux et d'observer les différents préparatifs ainsi que les protagonistes œuvrant en arrière-scène pour le bon déroulement de la cérémonie. C'est ainsi que j'observe les officiers de police en civil ou en uniforme et les maîtres-chiens qui inspectent les lieux, les employés du musée installant

²²⁹ Source : <https://www.total-croatia-news.com/politics/11558-third-commemoration-takes-place-at-jasenovac>

²³⁰ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-boycott-generalise-des-commemorations-de-jasenovac>

²³¹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-a-jasenovac-la-guerre-des-memoires-se-poursuit>

différents stands (presse, accueil et enregistrement des délégations, vente d'ouvrage, salle de réception pour les invités). Une buvette est installée sur le parking afin que les participants puissent se restaurer. Une fleuriste livre des dizaines de couronnes de fleurs tricolores qu'elle dépose au pied d'un stand. Les techniciens audio-visuel installent l'infrastructure nécessaire à l'enregistrement et à la diffusion d'images, notamment une grue métallique installée à proximité du monument, pour les prises de vue aériennes du site et des participants. D'autres techniciens installent au pied du monument les différents podiums et estrades qui accueilleront les organisateurs et les invités de marque, une autre estrade plus grande installée face au monument accueillera d'autres invités moins prestigieux et plus nombreux.

Des visiteurs individuels arrivent au compte-goutte en voiture, puis les premiers journalistes, suivis des premiers bus qui se garent sur le parking du mémorial. D'après mes estimations, environ 75% des participants sont âgés de 65 ans à 75 ans, et s'il y a un peu plus de femmes que dans les autres cérémonies auxquelles j'ai assisté, les hommes demeurent majoritaires. Il y a quelques adolescents, jeunes adultes et adultes d'âge moyen, mais les enfants sont presque absents, et se comptent sur les doigts de la main. Les participants portent pour la plupart des tenues simples, des vêtements de la vie quotidienne, comme dans toutes les cérémonies auxquelles j'ai assisté. Mais en raison de l'importance de l'événement, je m'attendais à rencontrer plus de personnes endimanchées ou vêtues de noir (contrairement aux invités qui portent tous un costume ou tailleur noir). Je remarque aussi que les participants arborent peu de marqueurs d'appartenance nationale ou politique, ce qui est conforme à mes attentes, étant donné la nature de l'événement. Ces participants profitent du temps libre avant le début du protocole pour se restaurer, discuter, saluer des connaissances, flâner aux abords du mémorial, prendre des photographies du site ou des personnes qui les accompagnent. La chorale de la radio-télévision croate arrive en bus. Des militaires en uniforme sont présents. Plusieurs ambulances se garent vers la sortie du parking, et des secouristes prennent place à proximité du monument. Des hommes apportent des couronnes de fleurs qu'ils font enregistrer au stand accueillant les délégations. D'autres visitent le musée, mais l'affluence à l'intérieur du bâtiment n'est pas très importante. Je remarque plusieurs dizaines de personnes âgées, les yeux rivés au plafond où sont fixées les listes de noms, cherchant peut-être du regard le nom d'un parent. En sortant, je remarque un homme d'environ 70 ans, portant un costume en lin beige qui consulte, absorbé, un registre à l'entrée du bâtiment, il semble lui aussi à la recherche d'un nom.

Plus l'horaire du début de la cérémonie approche, plus les visiteurs sont nombreux, et importants sur le plan protocolaire. Les représentants de l'État, présents et passés, arrivent

dans des fourgons noirs et sont encadrés par des policiers vêtus de costume noir et cravate rouge. L'ancienne Première ministre Jadranka Kosor (HDZ) descend d'une berline noire, et cette présence suscite une relative indifférence. Je remarque la présence de quelques délégations étrangères, notamment suédoise et française.

Les journalistes filment la foule qui compte plusieurs centaines de personnes à présent. Ils interviewent Branko Lustig, survivant d'Auschwitz et producteur de cinéma, célèbre pour avoir produit le film de Steven Spielberg *La liste de Schindler*, pour lequel il a remporté un oscar, dont il a fait don au mémorial de Yad Vachem. Monsieur Lustig, alors âgé de 83 ans a été invité à prononcer un discours au cours de la cérémonie de Jasenovac.

À 9h45 je comptabilise 90 voitures et 21 bus, mais il y a encore quelques arrivées, je suis étonnée de l'affluence relativement faible eut égard à l'importance de l'événement. En effet, il y a seulement quelques centaines de personnes présentes, un millier tout au plus. Une colonne se forme et se dirige vers le monument, alors j'arrête le décompte et je suis le mouvement.

Le chemin qui mène au monument a été réalisé en traverses de bois rappelant que c'est en train que les détenus étaient acheminés jusqu'au camp, il longe un train d'époque, assemblage d'une locomotive à vapeur et de cinq wagon à bestiaux stationné en contrebas, à quelques mètres de la rivière Save qui constitue une frontière naturelle avec la Bosnie. Le chemin serpente entre les plans d'eau et les tumulus figurant les charniers qui n'ont pas été ouverts. Des personnes s'arrêtent en chemin pour déposer des branches de lilas ou de petits bouquets de fleurs, des neuvaines et cierges sur la plaque commémorative et sur la locomotive.

Lorsque j'arrive au pied du monument, les représentants politiques et les invités parmi lesquels le directeur du Mémorial de l'holocauste de Washington et le directeur du mémorial de la Shoah de Paris, le représentant de la ligue antifasciste croate ont pris place aux côtés de la directrice du mémorial de Jasenovac sur une estrade à gauche du pupitre. Les autres invités, survivants du camp, représentants des différents cultes sont en train de s'installer sur l'estrade de droite.

Ayant informé le conservateur du Mémorial Ivo Pejaković de ma présence à la cérémonie, je suis considérée comme une invitée, ce qui me permet de prendre place sur l'estrade réservée aux autres invités, située en face du monument, à distance des invités de marque. Un cordon sépare ces participants des spectateurs qui prennent place autour de l'estrade sur laquelle je suis installée, debout ou assis dans l'herbe fraîchement tondue. Seuls les journalistes circulent sur le site pendant le déroulement de la cérémonie. Des militaires en uniforme d'apparat et en

arme sont positionnés de part et d'autre du chemin, à l'endroit où il rejoint le monument. La chorale a pris place à l'intérieur du monument, et interprète l'hymne national croate, suivi d'une minute de silence en hommage aux victimes.



Figure n°41 : Commémoration du 70e anniversaire de la libération du camp de Jasenovac. Cliché de l'auteur (26/04/2015)

Pendant une heure, les discours se succèdent : Nataša Mataušić directrice du mémorial de Jasenovac, Franjo Habulin Président de la ligue antifasciste croate, Milorad Pupovac représentant de la communauté serbe de Croatie, Branko Lustig survivant d'Auschwitz et producteur de cinéma, Zoran Milanović Premier ministre (SDP), Josip Leko Président du parlement (SDP). Ils sont ponctués de la lecture d'un témoignage par un acteur croate, Vili Matula, et par l'interprétation d'un poème de Mak Dizdar par la chorale.

Débute alors l'annonce des délégations venues déposer des gerbes dans le monument, ce qui marque le départ d'une partie du public. Dans le même temps a lieu un service religieux multiconfessionnel, auquel prennent part des représentants locaux des différents cultes : le prêtre de la paroisse de Jasenovac Đuro Cvitić, l'évêque orthodoxe de Slavonie Jovan Ćulibrk, l'Imam de Sisak Alem ef. Crnkić, ainsi que le rabbin en chef de Croatie et du Monténégro Luciano Prelević. Des journalistes interviewent les survivants demeurés sur l'estrade.

Après une longue attente, au cours de laquelle les différentes délégations déposent les couronnes de fleurs, je parviens à mon tour à accéder à l'intérieur du monument, désormais couvert de fleurs. Quelques personnalités sont encore présentes, et les spectateurs échangent quelques mots et prennent des photos avec elles. Certaines personnes se recueillent, prient à l'intérieur du monument, à l'instar d'un vieil homme juif que j'avais remarqué au cours de la cérémonie, le visage grave et émacié, portant un sac à dos plus épais que lui. D'autres personnes déposent des cierges ou des neuvaines rouges. Quelques personnes, jeunes pour la plupart, montent sur le talus qui se fond avec le monument, pour avoir une vue plongeante sur l'intérieur de l'immense fleur de béton et avoir un point de vue panoramique sur le site. Je vais à la rencontre de Milorad Pupovac, qui m'avait accordé un interview trois ans auparavant, mais il ne se souvient pas de moi, alors je me présente, et lui présente ma recherche à nouveau. Il me propose alors d'assister à une cérémonie qui a lieu le lendemain dans le village de Srb, commémorant le massacre d'habitants serbes de Croatie par les Ustaši en 1941, et le début de la résistance contre antifasciste. Mais je dois décliner l'invitation, car j'ai d'autres obligations à Vukovar et que ma mobilité est des plus limitée. Mon interlocuteur étant sollicité par d'autres personnes, je continue le chemin jusqu'au musée.

Sur l'esplanade j'aperçois le Premier Ministre serrant les mains des participants, je prends mon courage à deux mains et décide de l'aborder pour solliciter un entretien. Je me présente et présente mon travail en anglais, il me scrute d'un regard perçant, pendant que la sécurité me surveille de très près, et il me répond dans un français impeccable, échange avec moi quelques formules de circonstance et m'enjoint à prendre contact avec son cabinet, ce que je fais quelques jours plus tard en vain, car son équipe ne me répondra jamais, cela va sans dire.

Je retourne prendre des photographies du monument désormais déserté. Il n'y a plus guère sur place que les techniciens qui démontent toutes les installations à la hâte. Je ressens toujours une pointe de gêne dans ces moments post-liminaires, qui contrastent par leur banalité et leur caractère profane avec la sacralité des cérémonies, comme si la trivialité de ces activités était inconvenante.

Je retourne alors vers le musée et tente d'obtenir un commentaire de la cérémonie de la part du conservateur Ivo Pejoković, mais mon interlocuteur est pour le moins taciturne et ses réponses sont lapidaires. Je le remercie de son invitation et prend congé, et je me hasarde à discuter avec un homme d'une quarantaine d'années qui accompagne un groupe de personnes âgées, qui sont les seules personnes encore présentes sur le site. Mon interlocuteur, Bojan Đokić, s'avère être historien et conservateur au Musée des victimes de Génocide à Belgrade, malheureusement nos interactions sont limitées en raison de la barrière de la langue, car son

anglais est hésitant, et ma maîtrise du serbo-croate est minimale. Il m'offre toutefois de me raccompagner jusqu'à la gare de Novska, où son groupe va s'arrêter pour déjeuner. Je suis frustrée de ne pas pouvoir échanger suffisamment avec ces personnes, connaître leurs impressions et les motivations qui les ont conduit à assister à la cérémonie, mais aussi ténues soient les informations, issues de cette rencontre fortuite, elles me semblent toujours appréciables. Je déjeune avec le groupe au restaurant, puis lorsqu'ils partent, je rejoins la gare, pour y attendre pendant 3 heures le train qui me ramènera à Vinkovici à 20h, ce qui me permet de prendre des notes de la journée. J'arrive à Vukovar harassée mais satisfaite.

V.2 Commémorer Bleiburg

La première occurrence au cours de laquelle j'ai pu observer une expression de révisionnisme au cours de mon enquête s'est produite le 22 juin 2011²³², à peine deux jours après mon arrivée sur le terrain, alors que j'assistais à la cérémonie commémorant le « Jour de la lutte antifasciste » dans la forêt de Brezovica. À l'issue de cette cérémonie, et alors que je m'apprêtais à rejoindre la ville de Sisak pour y prendre un train qui me ramènerait à Zagreb, le long du chemin arboré menant à la route, j'entends des voix masculines qui semblent provenir d'un mégaphone dans le lointain. Je marche jusqu'à l'orée de la forêt et aperçois aussitôt un groupe d'une vingtaine d'hommes, âgés de 20 ans à 75 ans, installés dans un champs, brandissant des banderoles et des portraits. Ils prennent part à une contre-manifestation, derrière un cordon de policiers au moins aussi nombreux que les protestataires.

Dès qu'un véhicule passe à leur portée, ils scandent « *Partizan Četnik* » et chantent à pleins poumons. S'il y a visiblement une volonté de provoquer les participants à la cérémonie du Jour de la lutte antifasciste, j'ai toutefois l'impression que l'auditoire qu'ils ciblent se trouve plutôt du côté des médias présents en nombre pour couvrir l'événement.

D'ailleurs les journalistes s'empressent de les filmer et de les photographier, sans les interviewer, ce que j'essaie de faire aussi. Mais l'un des hommes, vêtu une chemise noire portant un écusson du NDH, surmontée d'un gilet noir et un drapeau du NDH autour du cou, cheveux ras gris et blancs, m'apostrophe et me fait signe d'approcher. Puis il demande à un autre participant de nous photographier avec mon appareil, exercice auquel je me prête de très mauvaise grâce, prise d'un élan de répulsion que je dois bien confesser.

²³² Ainsi que je l'évoque en introduction de cette recherche.

Pour accéder au monument dans la forêt en début de matinée, j'avais dû présenter mes papiers d'identité à une agente de police, alors c'est vers elle que je me tourne pour demander des explications, car je sais déjà qu'elle parle anglais couramment et sera en mesure de m'éclairer. Elle m'explique qu'il s'agit « des familles des victimes du régime communiste qui veulent que soient reconnus les crimes qui ont été commis pendant le communisme » (Carnet de terrain, 22/06/2011, Forêt de Brezovica). Mon interlocutrice m'explique en outre que la manifestation est autorisée et que les participants avaient demandé l'autorisation préalablement. Elle ne sera guère plus loquace. Dans mon ignorance d'alors je m'imagine qu'il peut s'agir de familles d'opposants au régime qui auraient été assassinés, torturés ou condamnés aux travaux forcés sur l'île de Goli Otok, cette prison de roche à ciel ouvert situé à 5 km au large du littoral dalmate, ou bien de proches de personnes que la police politique aurait fait disparaître. Je ne sais pas encore que j'assiste à une manifestation néo-oustachi.

Toutefois, quelques signaux m'indiquent qu'il s'agit d'autre chose que de simples familles de victimes réclamant justice pour leurs proches. Le fait qu'il n'y aient que des hommes adultes, d'âge moyen pour la plupart, le crâne rasé, tout de noir vêtus, habillés dans un style paramilitaire pour la moitié d'entre eux, ainsi que le fait qu'ils brandissent des banderoles sophistiquées, à la symbolique étudiée et exposant des images violentes, m'amène à soupçonner qu'il y a une dimension fascisante dans cette contre-manifestation. Mais à l'époque je ne suis pas encore familière de l'iconographie néo-oustachi, alors je n'arrive pas à déterminer de quoi il s'agit précisément. Quelques temps plus tard, en visionnant les clichés pris alors, je me rendrais compte que tous les symboles arborés par les participants de cette contre-manifestation : blason, devises, couleurs, drapeaux,... ainsi que le vocabulaire employé les inscrivaient dans cette mouvance néo-fasciste. Depuis ce moment inaugural, les occasions ont été nombreuses et variées d'observer les expressions de cette tendance néo-oustachi qui déferle dans l'espace public en Croatie telle une lame de fond.

La victoire des Partisans à l'issue de la Seconde guerre mondiale a donné lieu à une oblitération du passé *ustashi* pendant la Yougoslavie socialiste, au nom de l'unité et de la fraternité. Ce processus d'oblitération diffère de l'oubli et du secret, ainsi que l'affirme l'anthropologue Anne-Marie Losonczy :

« L'oblitération, loin de se confondre avec l'oubli, effacement d'un élément de la mémoire, constitue une mise en latence collective du souvenir d'un événement, en en sauvegardant des marqueurs indirects, est un processus culturel socialement construit, qui apparaît comme une modalité particulière de la mémoire collective. Elle se distingue également du secret, car ce qui est éludé ou évoqué allusivement, fait partie au contraire d'un savoir commun localement partagé et non explicitement interdit d'évocation à l'intérieur du groupe. » (2010 : 142)

Par conséquent, cette mémoire interdite d'expression dans l'espace public pendant près de cinquante ans, entretenue dans l'entre-soi familial et confessionnel constituait un véritable réservoir de ressentiment et les acteurs nationalistes ont su se saisir de ce « sentiment de frustration présent dans la mémoire des populations mobilisables, prêtes à le manifester » dont fait mention le sociologue Georges Mink (2008 : 30). De fait, ce passé frappé d'anathème est progressivement revenu sur le devant de la scène dans les années 1980, avant de pouvoir s'exprimer ouvertement avec l'indépendance de la Croatie.

Puis, avec la Guerre patriotique, cette mémoire longtemps demeurée honteuse est réactualisée et se trouve comme légitimée par les exactions commises par l'armée yougoslave et les milices serbes à l'encontre de la population croate.

Toutefois, la glorification ouverte du régime d'Ante Pavelić et la réhabilitation officielle du NDH est inenvisageable, dans la mesure où elle s'apparenterait à une entreprise de révisionnisme que la Communauté internationale ne saurait tolérer et qui vaudrait à la Croatie d'être mise au ban de l'Europe, à une époque où les autorités aspiraient à adhérer à l'Union européenne. En outre, cela provoquerait l'ire d'une partie de la classe politique, de l'électorat de gauche et des organisations de la société civile pouvant se traduire par des mouvements sociaux et des affrontements physiques et symboliques.

Par conséquent, le processus de réhabilitation des *Ustaši* passe par des opérations plus subtiles, qui se sont multipliées depuis la fin de la guerre. Et depuis l'adhésion de la Croatie à l'UE et le retour du HDZ à la tête du gouvernement, ce processus se poursuit. En effet, les promoteurs de cette déstigmatisation de la mémoire des *Ustaši* que sont les partis d'extrême droite, le clergé catholique croate, les organisations de vétérans de la Guerre Patriotique, certains historiens, des organisations de la diaspora notamment, ne rencontrent guère d'obstacle dans leur entreprise.

Certes, des condamnations émanent des acteurs de la société civile et des intellectuels progressistes qui s'alarment de la multiplication des indices de ce révisionnisme qui ne dit pas son nom, et dénoncent leur banalisation dans l'espace public. Mais le processus ne donne pas lieu à des poursuites judiciaires, à des sanctions disciplinaires, ni à des sanctions économiques ou remontrances de la part de la communauté internationale, tant s'en faut. Et en dépit de la multiplication des manifestations de révisionnisme depuis 2013, qui marque le début de l'affaire du cyrillique²³³, l'impunité demeure, comme en témoigne un article paru sur le portail du Courrier des Balkans :

²³³ Voir chapitre suivant

« du 1er janvier 2013 au 1er février 2016, aucune affaire n'a été instruite pour « l'apologie, la négation ou la banalisation publique des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre, lorsque le comportement de la personne en cause est exercé de manière à inciter à la violence ou à la haine à l'égard d'un groupe de personnes ou d'un membre d'un tel groupe, défini par référence à la race, à la couleur, à l'ascendance ou à l'origine nationale ou ethnique ». Or, c'est précisément au cours de ces trois années-là que sont apparues de plus en plus nettement des tendances visant, par la banalisation ou la négation des crimes, à réhabiliter la nature de l'État indépendant de Croatie (NDH), pro-nazi, et du régime oustachi.²³⁴ »

Cette déstigmatisation passe en premier lieu par la remise en question du nombre des victimes du NDH, s'accompagne de la relativisation du caractère fasciste du régime. En effet, pour les acteurs de leur réhabilitation, les *Ustaši* ne seraient pas fascistes par essence, et la violence dont ils ont fait preuve aurait été imposée de l'extérieur par les forces de l'Axe, le but des *Ustaši* aurait uniquement été la souveraineté nationale croate. En mettant l'accent sur le caractère collaborationniste du régime, l'objectif est d'atténuer son caractère génocidaire, d'amoindrir les responsabilités du *Ustaši*, de les dédouaner des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'ils ont commis entre 1941 et 1945 au nom d'idéaux raciaux, et notamment l'extermination de populations non-croates à des fins d'homogénéisation ethnique, faisant des dizaines, sinon des centaines de milliers de morts. Présenter le NDH comme un État fantoche permet d'euphémiser le rôle des Croates en transférant la responsabilités de la violence de masse sur les occupants fascistes et nazis.

Mais cette allégation est un travestissement des faits, car la violence exercée par les *Ustaši* n'était pas incidentelle, il ne s'agissait pas d'une conséquence malheureuse de la guerre, ou une tentative de complaire à de puissantes forces d'occupation. Alexander Korb montre au contraire que la violence faisait partie intégrante de la politique du régime, et qu'ils ont su tirer avantage des conflits entre Allemands et Italiens pour exercer la violence de masse contre les populations non-croates : « *The Croatian side tried to take advantage of this discord, including the pursuit of the violent agenda toward an ethnically homogeneous nation-state* » (2010 : 6). Et Korb affirme même que les autorités du NDH prirent des mesures pour soustraire au regard des forces italiennes, qui les désapprouvaient, les massacres perpétrés contre les civils Serbes et Juifs détenus en camp. Il affirme par ailleurs, que les autorités d'occupation allemandes ont exercé des pressions pour que cesse le massacre des Serbes, tout en encourageant la persécution et la violence contre les Juifs.

²³⁴ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-impunie-des-declarations-revisionnistes>

Zoran Pusić, mathématicien à la retraite, Président du Civic Committee for Human Right, membre de la Ligue antifasciste croate et frère de la députée européenne et Ministre Vesna Pusić dénonce cette falsification des faits lors de notre entretien :

« à Bleiburg, ce qui d'après moi est complètement faux et malhonnête, c'est qu'ils essaient de relativiser, le caractère criminel du régime *ustaši*, et en fait du caractère nazi du régime, parce que les *ustaši* étaient proches de l'idéologie nazie » (Extrait d'entretien Zoran Pusić, 19/05/2015, Zagreb)

Un autre moyen de relativiser la responsabilités des *Ustaši*, et de redorer leur blason, consiste à aplanir les différences entre les belligérants, en insistant sur les crimes commis par les autres camps en présence, sur la violence perpétrée par les autres. Par ce nivellement, personne n'apparaît tout à fait innocent, ni tout à fait coupable et la violence est dépolitisée pour n'être plus qu'une terrible, mais inévitable conséquence de la guerre que l'on ne peut que déplorer.

On assiste en outre à une relecture des événements de Bleiburg en termes ethno-nationaux et non plus politiques, Il ne s'agit plus seulement d'appréhender Bleiburg comme le massacre des *Ustaši* par les Partisans, ou un massacre des vaincus par les vainqueurs, mais de l'ériger en massacre de Croates perpétré par des Serbes. Cette simplification de l'histoire présente l'avantage d'inscrire ce crime de masse dans la longue histoire de l'antagonisme qui opposent les Serbes et les Croates. Toutefois, comme me le rappelle Zoran Pusić, la réalité était loin d'être aussi manichéenne :

« On a coutume de dire le massacre de Bleiburg, mais de fait, il n'y avait pas de victime à Bleiburg à proprement parler. Il y avait en fait des gens qui ont été abattus en Slovénie, pas en Autriche, sur le chemin du retour, quand les *Ustaši* ont essayé de faire demi-tour. Mais il faut savoir aussi, c'est un groupe très hétérogène qui a été tué lors de ce qu'on appelle le massacre de Bleiburg, des *Ustaši*, des *Četnik*, des Russes d'unités cosaques qui ont combattu du côté allemand aussi, beaucoup de gens qui ont été forcé de partir, des gens qui étaient effrayés à cause de la propagande anti-communiste. Les crimes ont en fait eu lieu en Slovénie, sur le chemin du retour, et les gens ont été abattus sans aucune forme de procès. Mais il y avait beaucoup aussi, vous savez, c'est assez obscur, beaucoup de soldats allemands qui, en fait ne voulaient pas se rendre, qui ont aussi essayé de s'échapper, pour se rendre aux troupes anglaises ou américaines. » (Extrait d'entretien Zoran Pusić, 19/05/2015, Zagreb)

Zoran Pusić affirme en outre que les Croates étaient nombreux dans les rangs des Partisans :

« ça a été forgé comme un massacre des Croates par les Serbes, mais ce n'est pas vrai, le mouvement Partisan était assez fort en Croatie et il y avait plus de Croates, certainement plus de Croates au sein des Partisan qu'au sein des *Ustaši*. Mais le but est d'utiliser des arguments

de plus de 70 ans pour essayer de prouver certaines idées aujourd'hui. C'est à mon avis une complète stupidité de la part des politiciens et un danger et une malchance pour la Croatie. »
(Extrait d'entretien Zoran Pusić, 19/05/2015, Zagreb)

Ce massacre, ou plus précisément cette série de massacres est donc loin d'être une épuration ethnique des Croates perpétrée par les Serbes, il n'est pas le « démocide yougoslave » que se plaisent à dénoncer certains blog de la diaspora²³⁵.

En outre, les artisans de la réhabilitation des *Ustaši* se sont arrimés aux mouvements de dénonciation des crimes commis par les régimes communistes en Europe centrale et orientale, et insistent sur la nature autoritaire de la Yougoslavie communiste. À ce propos, Milorad Pupovac m'explique :

« C'est le résultat de la malheureuse résolution du Conseil de l'Europe sur les victimes des régimes communistes. Et les recommandations, qui ont été étendues, par nos enthousiastes natiophiles locaux, et parfois, oustachophiles, qui ont trouvé que c'était une revendication européenne » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb).

Cette analyse est partagée par Vjeran Pavlaković, Dario Brentin et Davor Pauković qui écrivent :

« There is also a European context to this debate manifested through the European Parliament resolution on the condemnation of totalitarian regimes. This is a key argument in the narrative of those who support the Bleiburg commemoration and have a generally negative attitude towards the legacy of the communist Yugoslavia. Whereas prior to Croatia's EU accession left-wing parties called upon European values in order to restore legitimacy to the antifascist legacy, in the past five years the right-wing has been increasingly adept at using European discourse to justify the condemnation of communism. » (2018 : 20)

La résolution dont il est fait mention ici est la résolution 1481(2006) intitulée « Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires », dont l'article 1 énonce :

« Les pouvoirs communistes totalitaires qui étaient en place en Europe centrale et orientale au siècle dernier, et qui existent toujours dans plusieurs pays du monde, sont, sans exception, caractérisés par des violations massives des droits de l'homme. Ces violations, qui variaient selon la culture, le pays et la période historique, incluaient les assassinats et les exécutions, qu'ils soient individuels ou collectifs, les décès dans des camps de concentration, la mort causée par la faim, les déportations, la torture, le travail forcé et d'autres formes de terreur

²³⁵ On peut citer à titre d'exemple cet article de blog :
<https://inavukic.com/2017/05/13/bleiburg-evoking-memories-of-victims-of-heinous-communist-crimes/>

physique collective, les persécutions pour des motifs ethniques ou religieux, les atteintes à la liberté de conscience, de pensée et d'expression, et à la liberté de la presse, et l'absence de pluralisme politique.²³⁶ »

Cette résolution stipule que « les violations massives des droits de l'homme commises par les régimes communistes totalitaires²³⁷ » doivent être condamnées et que l'Assemblée parlementaire « exprime aux victimes de ces crimes sa compassion et sa compréhension et reconnaît leurs souffrances²³⁸ ». Elle invite les pays post-communistes « à reconsidérer l'histoire du communisme et leur propre passé, à prendre clairement leurs distances par rapport aux crimes commis par les régimes communistes totalitaires et à les condamner sans ambiguïté²³⁹ » et encourage « les historiens du monde entier à continuer leurs recherches visant à établir et à vérifier objectivement le déroulement des faits²⁴⁰ ». Ainsi on assiste désormais à la commémoration des « victimes de la terreur communiste », expression qui permet une requalification des sympathisants et collaborateurs du régime *Ustaši* massacrés par les Partisans à la libération de la Yougoslavie.

Selon Milorad Pupovac, l'invention de la catégorie « victime de la terreur communiste », constitue non-sens, un raccourci qui n'a pas de fondement historique :

« Avec cette politique de découvrir des victimes, du soi-disant communisme. C'est un paradoxe parce que le gouvernement communiste a été établi plusieurs années après que la Yougoslavie ait été libérée et plusieurs années après que la Yougoslavie ait été établie. Donc pendant la période Partisane, le mouvement des Partisans était constitué de partis multiples et des composantes idéologiques multiples. Pas seulement des communistes. Les communistes ont été la force motrice, cela ne fait aucun doute. Mais il y avait des démocrates, il y avait des partis paysans, il y avait des démocrates indépendantistes, il y avait des royalistes qui faisaient partie de ce mouvement. Donc dans le premier gouvernement yougoslave, il y avait des royalistes qui étaient Ministres dans le gouvernement. Tout ça a eu lieu avant les années 50. Ce qui signifie qu'accuser les communistes est une interprétation et une accusation fautive. Vous pouvez accuser les Partisans et vous pouvez accuser les communistes après qu'ils aient pris le pouvoir et qu'ils aient établi un système de Parti unique, et pris le pouvoir complet et absolu au sein de l'État. Donc ce qui s'est passé après ça, c'est la responsabilité des communistes, mais ce qui s'est passé avant ça, ça relève des forces armées yougoslave menée par les Partisans. Et c'est quelque chose qui est absolument erroné historiquement, et non basé sur des faits. »

(Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

²³⁶ Source : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17403&lang=FR>

²³⁷ Idem

²³⁸ Idem

²³⁹ Idem

²⁴⁰ Idem

En dépit du caractère infondé sur le plan historique de cette désignation, la catégorie de « victimes de la terreur communiste » connaît un franc succès et se retrouve sur de nombreux dispositifs mémoriels inaugurés depuis l'indépendance croate et elle est employée et dans de nombreux discours. Outre le monument « aux victimes de Bleiburg et du Chemin de croix²⁴¹ 1945 », situé dans le cimetière Mirogoj à Zagreb, et évoqué dans le chapitre précédent, j'ai pu observer plusieurs plaques, stèles et monuments portant une telle mention – entre autres symboles ustaši – à Vukovar, à côté de l'Église Saint-Philippe ou encore à Lipik, où le monument se trouve dans le cimetière municipal.



Figure n°42 : Monument aux « Martyrs de la terreur communiste et tchetnik de la ville de Lipik 1941-1945 ». Cliché de l'auteure (08/09/2011)

Ces dispositifs témoignent du caractère officiel de cette réhabilitation. Cette opération de blanchiment du régime de Pavelić qui passe par le biais des victimes de Bleiburg, n'est plus le seul fait de groupes sociaux minoritaires et socialement marginalisés, mais le fait d'autorités locales voire nationales, ce que confirme le fait que les cérémonies reçoivent des subsides de la part de l'État, et que des membres du gouvernement y assistent.

Au cours de mon enquête multi-située, j'ai eu maintes occasions d'observer des preuves attestant de cette déstigmatisation du passé *ustaši* en train de se faire, et de son caractère officiel.

²⁴¹ Le Chemin de croix (*Križni Put*) est l'appellation donnée à la fuite des *Ustaši*, des militaires, des fonctionnaires et des sympathisants de l'État croate indépendant et de leurs familles après la débâcle des forces de l'Axe, fuyant les forces des Partisans, ayant poussé environ un demi million de personnes sur les routes, et ayant fait entre 40 000 et 60 000 morts.

Le recours au paradigme indiciaire de Ginzburg s'est avéré d'une grande utilité pour observer le renversement de perspective à l'égard des *Ustaši*. Car ces éléments sont parfois ténus : le nom d'une rue, la date d'inauguration d'un monument, la présence de drapeaux à un rassemblement, l'inscription sur le ruban d'une couronne de fleurs. Ce sont ces menus détails qui m'ont permis de confirmer mon hypothèse selon laquelle, avec l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste HDZ, ce passé faisait l'objet d'une réhabilitation locale. Car, en dehors de quelques acteurs zagrébois, la plupart des interlocuteurs rencontrés sur le terrain ont eu tendance à minimiser le phénomène et sa portée.

La toponymie témoigne du caractère officiel de cette réhabilitation, dans la mesure où les redénominations de voies doivent être approuvées lors de sessions de conseils municipaux, quand bien même elles ne seraient pas à l'initiative d'élus mais portées par des acteurs collectifs comme les associations de vétérans ou de familles de victimes. Ainsi j'ai pu répertorier l'existence d'une « rue victimes de Bleiburg » (*Bleiburških Žrtava Ulica*) dans les communes de Zadar et Split, réputées pour être des bastions de la droite nationaliste et une « rue Bleiburg » (*Bleiburgška ul.*) dans la ville de Knin, haut lieu de mémoire de la guerre patriotique. S'il n'y a pas, à ma connaissance de « rue Ante Pavelic », j'ai répertorié en revanche une « rue Mile Budak » (*Ulica Mile Budaka* et une variante *Dr. Mile Budaka*), en hommage à l'idéologue du mouvement *ustaši* et Ministre des affaires étrangères du NDH, dans les communes de Slavonski Brod, Vinkovski, Pag, Pakoštane (entre Zadar et Šibenik).

Il existe encore quelques occurrences de rue Tito, notamment dans la commune de Rovinj en Istrie, mais le nom a été supprimé dans les grandes villes du pays. Et à l'issue d'une bataille longue de plusieurs années, la place du Maréchal Tito à Zagreb a finalement été débaptisée au profit de la Place du théâtre.

Une myriade d'indices (graffitis, autocollants, vêtements, drapeaux, tatouages, chants...) témoigne aussi de l'écho que trouve la rhétorique néo-oustachi auprès d'une partie de la population, et de la grande tolérance dont font preuve les pouvoirs publics face à ces manifestations ouvertes de révisionnisme (pourtant en théorie passible d'une condamnation judiciaire), qui se retrouvent jusque dans les commémorations officielles, où les participants peuvent arborer des signes d'allégeance à ce mouvement en toute impunité, ainsi que j'ai pu le constater à Knin, Split et Vukovar.

C'est sans parler de l'expression de l'idéologie néo-oustachi lors de rencontres sportives, et en particulier lors de compétitions de football. En effet, les sympathisants de cette mouvance sont nombreux chez les supporters de football en général, et chez les hooligans en particulier.

Néanmoins, je n'ai pas eu la possibilité d'étudier cette question qui constitue un sujet en soi, aussi je ne développerais pas cet aspect plus avant, sinon pour rapporter une anecdote que me raconte Milorad Pupovac lors de notre entretien. Il m'explique en effet, que le Président de la Fédération de football croate, Vladimir Marković a affirmé qu'il n'irait pas visiter Auschwitz avec l'équipe nationale croate de football, au championnat d'Europe en Pologne et en Ukraine (2012), mais qu'ils se rendraient au mémorial aux victimes du communisme situé dans la forêt de Katyn, où, en 1940, plusieurs milliers de Polonais (civils et militaires) ont été assassinés par les Soviétiques. Ils n'iraient donc pas rendre hommage aux victimes du nazisme, mais irait rendre hommage aux victimes du communiste. Les similitudes avec le massacres de Bleiburg sont assez frappantes pour y voir plus qu'une simple coïncidence. Si cette décision a été critiquée dans la presse de gauche, par les historiens Tvrtko Jakovina et Ivo Goldstein, que j'ai eu la possibilité de rencontrer au cours de mon enquête, la classe politique s'est tièdement indignée, ni le Président, ni le Premier Ministre (tout deux de gauche pourtant) ne se sont exprimé, seul le Ministre des affaires étrangères a condamné cette décision et la HRT ne s'est guère émue d'un tel geste.

Le succès du chanteur Thompson, de son vrai nom Marko Perković, vétéran de la Guerre Patriotique, est aussi révélateur de cette tendance. Thompson, dont les concerts sont interdits dans plusieurs pays européens, est célèbre pour les paroles de certaines de ses chansons, considérées comme une apologie des *Ustaši*, notamment parce qu'il reprend la devise des Insurgés « *Za dom spremni*²⁴² », et qu'il est accusé d'antisémitisme et d'incitation à la haine contre les Serbes.

Charles Tauber, fondateur du CWWPP, organisation basée à Vukovar qui vient en aide aux victimes de la guerre et promeut la paix, m'explique que la communauté juive à laquelle il appartient, est scandalisée par le chanteur et par le succès qu'il rencontre, mais n'ose pas exprimer publiquement des critiques à son encontre :

« ils étaient effrayés de protester contre quelqu'un comme Thomson qui chante des paroles au caractère antisémite et nationaliste flagrant. À cause de la peur de la réaction des autres. Cette peur des institutions, cette peur de la réaction du gouvernement, est un fait extrêmement fort. »
(Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

Le 8 juin 2012, alors je traverse la place Ban Jelačić en rentrant du cimetière Mirogoj, je remarque que des musiciens répètent sur une estrade qui a été installée dans la journée, des stands publicitaires et alimentaires ont aussi été montés.

²⁴² Devise que l'on pourrait traduire ainsi : « Pour la Patrie – Prêt ! »

Un concert gratuit du chanteur Thompson doit avoir lieu dans la soirée à l'occasion de l'inauguration de l'Euro 2012, pour lequel l'équipe croate est qualifiée. Pour l'heure, il n'est pas encore présent, mais il y a déjà un attroupement important au pied de l'estrade, et je remarque de nombreux symboles *ustaši* parmi le public présent, composé dans un large mesure d'adolescent et de jeunes adultes : drapeau et banderole où figure la devise du NDH, écharpe ornée du blason, bérets noirs ornés d'écussons, chemises noires, vestes militaires. Je ne reste pas pour assister au spectacle en raison de contraintes de temps, mais cette séquence d'observation qui aura duré moins d'une heure est riche d'enseignements.

Le lendemain du concert, j'ai rendez-vous avec Ljubica Spaskovska, doctorante en histoire à l'université d'Exeter, rencontrée lors d'un séminaire doctoral à l'école française d'Athènes. Spécialiste de la dernière génération yougoslave, elle fait escale à Zagreb pendant quelques jours à la fin de son terrain dans plusieurs pays d'ex-Yougoslavie avant de rentrer en Écosse, où elle réside. Nous devons retrouver Mirjana et Martina, les deux étudiantes zagréboises qui m'ont assisté au cours de ce séjour et du précédent, dans un café à proximité de la cité universitaire. La conversation en vient rapidement au concert de Thompson qui a eu lieu la veille, nous émettons des critiques à propos du chanteur et des manifestations de néo-fascisme auxquelles ses prestations donnent lieu. Cela fait vivement réagir Martina, qui prend la défense de l'artiste populaire et affirme avec agressivité que cette stigmatisation est injuste, et ajoute « C'est juste deux ou trois chansons, le reste c'est de la bonne musique, c'est pour ça que les gens l'aiment ! » (Extrait de carnet de terrain, Zagreb, 9 juin 2012). Le malaise s'installent, Ljubica et Mirjana, restent sans voix. Je suis surprise de la réaction épidermique de Martina sur le sujet, car rien dans son parcours et dans nos échanges ne m'aurait permis de supposer une telle attitude, ni son cursus en langues étrangères, ni son origine istrienne, région de Croatie qui n'a pas été affectée par la guerre et qui n'est pas réputée pour être un bastion du nationalisme. Je change de sujet de conversation, pour essayer de détendre l'atmosphère, en vain ! Après quelques échanges froids de banalités, Martina annonce qu'elle doit rentrer chez elle à la cité universitaire, car elle a du travail, alors nous quittons le café. J'échange quelques mots sur la situation avec Ljubica et Mirjana qui n'en reviennent pas, et Mirjana stupéfaite de la réaction de son amie ajoute « en plus elle sait que je suis Serbe ! »

Après le départ de Ljubica, je me rends chez Mirjana, et nous faisons des recherches sur Internet, dans le but d'examiner le traitement par les médias du concert de Thompson, et la surprise de la jeune femme est grande devant le silence de la presse croate face aux manifestations publiques de haine, et aux symboles *ustaši* présents en nombres dans l'espace public.

Lors de notre entretien qui a lieu trois jours après le concert Milorad Pupovac m'explique en quoi le succès de Thompson est problématique, évoque les soutiens dont il bénéficie :

« Ce type clairement nationaliste et clairement fasciste de chansons pop, qui dénie les génocides de la Seconde guerre mondiale, et les camps de concentration comme Jasenovac, qui non seulement dénie, mais célèbrent. Maintenant, ils essaient de dire que ce n'était pas ce qu'il voulait signifier, mais ça l'est. Et c'est un chanteur qui utilise l'épée, et le crucifix. Et il a un crucifix et il a une épée et il a un t-shirt noir et un pantalon noir et toute son iconographie est comme ça. Et ses chansons célèbrent ceux qui ont été défaits par les antifascistes et bien sûr omettent et dénie les crimes qui ont été commis par les *Ustaši* et par d'autres. Et c'est quelque chose qui est soutenu assez fortement par certains cercles au sein de l'Église et par des groupes politique de droite, et assez influant parmi la jeunesse et les personnes les moins éduquées dans les zones rurales et semi-urbaines. C'est une culture que certains qualifierait de subculture, mais c'est une culture assez répandue et dominante au sein de la société croate qui n'appartient pas aux élites urbaines, mais appartiennent à la population ordinaire. » (Extrait entretien Milorad Pupovac, 11/05/2012 Zagreb)

Si la mémoire des *Ustaši* trouve à s'exprimer de la sorte, c'est d'une part parce que la chape de plomb qui recouvrait ce passé pendant la période yougoslave a été retirée au moment de l'indépendance de la Croatie, permettant l'expression d'un récit jusqu'à lors frappé d'anathème, mais entretenu dans les cercles de la diaspora et du clergé catholique et dans le secret des familles. C'est aussi, parce que les atrocités commises par les forces serbes en Croatie pendant la guerre de Yougoslavie, les crimes de guerres et crimes contre l'humanité dont elles se sont rendu coupables, sont venues légitimer, après-coup, les violences commises par les *Ustaši* contre les Serbes pendant la Seconde guerre mondiale.

D'ailleurs au cours de la guerre de Yougoslavie, les appellations *Ustaši* et *Četnik* employées pour désigner les belligérants témoignent de cet amalgame soigneusement entretenu entre les acteurs de la Seconde guerre mondiale et de la guerre de 1991-1995, qui donne l'image d'une violence cyclique antédiluvienne, par des haines ancestrales endémiques et par un cercle vicieux de représailles. Cette rhétorique, permet d'évacuer la dimension politique de la guerre et autorise la dénégarion de toute forme de responsabilité dans le déclenchement ou le déroulement du conflit, mais elle n'est pas l'apanage de la Croatie, tant s'en faut.

L'opération de télescopage des deux dernières guerres permet de dédouaner les *Ustaši* des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'ils ont commis contre des civils, et de les transformer en chantre de la souveraineté nationale. De fait, c'est lors de commémorations de la Guerre Patriotique que j'ai noté le plus grand nombre de ces symboles.

Le 16 mai 2015, je me rends à la cérémonie de commémoration des 70 ans du massacre de Bleiburg avec une agence de voyage zagréboise « *Kraljica Mira*²⁴³ » spécialisée dans les destinations de pèlerinage catholique (Rome, Jérusalem, Lourdes, Fatima et Međugorje). L'agent de voyage est présent pour l'embarquement des passagers à bord du bus, qui débute à 6h40, et me présente au guide comme une « étudiante en histoire française qui travaille sur Bleiburg ». Du fait de ce statut, je suis invitée à monter à bord avec les premiers passagers et à m'installer dans une des places situées à l'avant du bus. J'observe les passagers qui s'installent progressivement, rangent leurs vêtements et leurs provisions dans les coffres au-dessus des sièges, pendant que d'autres dehors rangent des banderoles, bannières, pancartes dans les coffres latéraux du bus. Un portrait du Cardinal Stepinac et une représentation de la Vierge de Međugorje²⁴⁴ sont accrochées à la vitre arrière du bus.

Parmi les occupants de bus qui prennent part comme moi à cette excursion mémorielle, il y a des hommes et des femmes de tous âges, jeunes, personnes d'âge moyen, retraités, des familles, des couples, des individuels, des religieuses, des petits groupes d'hommes, tous semblent appartenir à la classe populaire. La plupart des passagers arborent des marqueurs de leur appartenance nationale, vêtements ou accessoires estampillés du blason croate, du mot « Hrvatska » ou d'inscriptions en alphabet glagolitique, chapelets, crucifix. Rien que je n'ai déjà vu dans des cérémonies de commémoration de la guerre patriotique. Mais je ne remarque aucun signe ostentatoire de ralliement au mouvement néo-oustachi. Je me sens à la fois rassurée de ne pas voyager dans un bus rempli de hooligans et inquiète de voir des « gens ordinaires » prendre part à un tel rassemblement.

Pendant le trajet, les passagers qui m'entourent mangent, discutent, somnolent, regardent le paysage. Après une halte sur une aire de repos, le guide prend le micro pour réciter l'Ave Maria, et les passagers scandent la prière à l'unisson, puis, toujours au micro, le guide prononce une prière spéciale pour les victimes de Bleiburg. Il m'expliquera sur le chemin du retour qu'après avoir rappelé les faits, il a demandé aux passagers « qu'on prie pour ceux qui sont morts là-bas, mais aussi pour accorder le pardon à leurs bourreaux, parce que le catholicisme est une religion d'amour, de pardon et d'ouverture²⁴⁵ ».

Nous passons la frontière slovène, puis la frontière autrichienne, et à partir de cet instant, l'effervescence commence à monter dans le bus, les passagers parlent plus fort, rassemblent leurs effets personnels, commencent à piaffer d'impatience. Nous croisons de plus en plus d'autocars et la circulation ralentit, ce qui montre que nous approchons du site.

²⁴³ Que l'on pourrait traduire par La reine de la paix, qui désigne Notre-Dame de Međugorje

²⁴⁴ Sur les apparitions mariales de Međugorje, en Bosnie-Herzégovine, voir Élisabeth Claverie, *Les guerres de la Vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard, 2003.

²⁴⁵ Carnet de terrain, 16 mai 2015, Bleiburg

Après plus de quatre heures trente de route, nous sommes arrivés. Mais il est déjà tard, et vu le nombre de bus garés dans le pré transformé en parking de fortune et tout le long des 3km de trajet menant jusqu'au site, il y a fort à parier qu'il y a déjà des milliers de personnes sur place. J'apprendrais dans la presse quelque jours plus tard qu'il y avait environ 20 000 participants²⁴⁶. Je hâte la cadence en espérant ne pas manquer une trop grande partie de la cérémonie, car je n'ai pas pu obtenir le programme et j'ignore le détail du déroulement de la journée.

À l'entrée du site de nombreuses voitures et camping-car sont stationnés, indiquant que certains participants sont vraisemblablement arrivés la veille et ont campé sur place. Il y a tant de monde que des dizaines de personnes ont dû monter sur la colline boisée pour profiter de la vue qu'offre cette position de surplomb. Mais je refuse d'être venue jusque là pour observer la cérémonie à une telle distance, aussi j'essaie de me frayer un passage jusqu'à l'entrée, mais je me vois refuser l'accès du site, déjà saturé, par les agents de sécurité. Alors je décide de rebrousser chemin, d'escalader le talus plus loin, de franchir le cordon de sécurité et de m'infiltrer malgré tout. L'accès est malaisé mais je parviens à me faufiler sous les regards mi-inquiets mi-désapprobateurs des personnes qui m'observent, et je m'engouffre plus avant dans la foule dense. Cependant, je ne me parviens pas à m'approcher suffisamment du monument ni de l'estrade pour être en mesure d'observer ce qui se passe en détail, et je suis obligée de prendre des photographies en zoomant au maximum pour voir les visages des personnes installées sur l'estrade. Aussi je me résigne à me concentrer sur la foule et à ne faire qu'une observation tronquée de la cérémonie.

La chaleur est écrasante, et de nombreux participants tentent de se protéger des rayons du soleil en utilisant leur parapluie comme ombrelle. Certaines personnes âgées ont apporté des sièges pliants, des gens sont assis dans l'herbe ou accroupis, mais pour la plupart, les spectateurs se tiennent debout regardant en direction de l'estrade de pierre couverte d'un toit en bois surmonté d'un grand crucifix de bois.

Le public est composé de participants tout-venant, mais aussi de membres de différentes organisations : délégations régionales, organisations de la diaspora, association de policiers, associations de vétérans de la guerre patriotique, adhérents de partis politiques et sympathisants d'organisations d'extrême droite, militants néo-oustachi.

Outre les drapeaux – que de nombreuses personnes portent sur leurs épaules tel un châle – les signes d'appartenance nationales arborés par les participants s'affichent surtout sur leurs vêtements : maillot de l'équipe nationale de football, t-shirt sur lesquels sont représentés des messages patriotiques, cartes de la Croatie ou nom du pays en croate, anglais, ou allemand, drapeau croate ou blason croate, *pleter*, alphabet glagolitique, noms de villes ou de régions,

²⁴⁶ Source : <https://balkaninsight.com/2015/05/18/20-000-come-to-commemorate-ww2-controversial-memorial/>

tenues folkloriques régionales, portrait de Tuđman. Et j'ai aussi répertoriée de nombreuses références à la guerre patriotique : emblèmes d'organisation de vétérans, vêtements à l'effigie de Gotovina, Vukovar...

Par ailleurs, j'ai aussi pu répertorier la présence d'éléments iconographiques généralement employés par les unités militaires et paramilitaires pour signifier la force guerrière et utilisés sur les vêtements, bannières, banderoles : aigles, épées, éclairs, grenade, crâne, ailes, laurier, barbelé, dans des combinaisons diverses et variées. Ces symboles martiaux sont parfois mêlés à des symboles religieux, et l'exemple le plus répandue est le crucifix-épée, dont la lame pointe vers le sol qui rappelle les épées des Croisés.

D'autre part, les références au NDH et à l'idéologie *ustaša* sont légions : blason à damier blanc et rouge, devise des *Ustaši* « *Za Dom Spremni* » (en toutes lettres ou sous forme d'acronyme « ZDS » pour plus de discrétion), coiffes et insignes des soldats du NDH, et quelques personnes dans des uniformes *ustaši*. Enfin, j'ai pu voir de nombreux marqueurs combinant les références au NDH et à la guerre patriotique (notamment les dates 1941-1991), ce que j'ai souvent eu l'occasion d'observer lors de commémorations de la guerre patriotique, et qui sont généralement portés par des vétérans. Tous ces signes sont aussi représentés sur des bannières et des pancartes brandies par les participants.

Malgré la présence de nombreuses femmes, de jeunes et de quelques enfants, les participants sont dans leur écrasante majorité des hommes âgés de 30 à 70 ans, et ce sont eux qui pour la plupart portent ces signes de ralliement. J'avais pris le parti de porter des vêtements noirs, et le moins que l'on puisse dire, c'est que je ne dépareille pas avec les autres participants.

L'assemblée est aussi composée d'invités appartenant à la classe politique et au clergé, de militaires. Nombre de personnes sont aussi présentes à titre professionnel : organisateurs, agents de sécurité, secouristes, policiers qui veillent au bon déroulement de la journée, ainsi que les journalistes qui se sont déplacés pour couvrir l'événement.

Un chœur d'hommes interprète des chants que je ne connais pas. Puis l'archevêque de Zagreb, Josip Bozanić célèbre une messe depuis l'autel de pierre sur l'estrade. Si je n'ai pas pu en saisir le contenu sur le moment, j'ai trouvé quelques éléments d'informations dans la presse dans les jours qui ont suivi la cérémonie. J'ai notamment pu lire que l'archevêque avait qualifié le massacre de Bleiburg de « tragédie », mais aussi de « crime contre l'humanité effectué systématiquement par l'armée yougoslave²⁴⁷ ». Le recours au jargon et aux catégories de la justice internationale est pour le moins incongru et traduit l'effort incessant mis en œuvre par les partisans d'une réhabilitation de la mémoire des *Ustaši* de renverser la perspective, pour étayer l'argumentaire victimaire.

²⁴⁷ Source : <https://balkaninsight.com/2015/05/18/20-000-come-to-commemorate-ww2-controversial-memorial/>



Figure n°43 : T-shirt porté par un participant lors des commémoration du massacre de Bleiburg
Ce vêtement condense de nombreux marqueurs identitaires : la référence à la guerre patriotique avec un portrait de vétéran auréolée des lauriers de la gloire, la remise en cause du TIPY, texte en alphabet glagolitique et Triquetra qui renvoie à la fois à la Trinité et donc à la chrétienté et à l'iconographie celte, prisée des mouvements d'extrême droite. Bleiburg, 16 mai 2015 (cliché de l'auteure)

En outre, recourir à la désignation « armée yougoslave » pour parler du mouvement des *Partizani*, permet d'associer de façon tout à fait explicite la Seconde guerre mondiale et la Guerre patriotique et d'étayer la théorie d'une Croatie martyre de toute éternité, en la dédouanant de toute forme d'implication et de responsabilité. Les victimes au compte du NDH ne sont pas évoquées et l'accent est porté par l'archevêque sur les crimes commis par les Communistes. Le fait qu'il y ait effectivement eu des civils, notamment des femmes et des enfants, dans ce qu'il est de coutume d'appeler le *Chemin de croix*²⁴⁸, que les belligérants dans leur débâcle se soient servi d'innocents en guise de bouclier humain est indéniable. En revanche, mettre l'accent sur l'innocence des uns pour la faire irradier sur tous ceux qui ont trouvé la mort lors de ces représailles, en occultant au passage qu'au nombre des fuyards, il y avait des piliers du régime, des soldats ayant commis des massacres, des exactions, des persécutions, est une figure rhétorique très couramment utilisée par les artisans de la réhabilitation des *Ustaši*.

²⁴⁸ Križni Put

Puis l'archevêque récite une prière, reprise par l'assistance, le site résonne de murmures. Certains prient les mains jointes, d'autres un genou au sol, mais autour de moi, la plupart des gens récitent simplement la prière debout, la tête basse et le regard rivé vers le sol.

Je marmonne du bout des lèvres pour faire semblant de prendre part à la prière car je me sens épiée. En effet, même si du fait de mon apparence je tends à me fondre dans la masse des participants, du fait de mes comportements – prendre des photographies, me déplacer sur le site, ne porter aucun signe de « ralliement », ou aucun marqueur d'appartenance professionnelle comme une carte de presse, être visiblement venue seule – je suscite de nombreux regards interrogateurs et suspicieux. Et comme mon absence de participation à la prière collective dans le bus m'avait valu des regards désapprobateurs, je décide de feindre la communion, même si je suis assez mal à l'aise à l'idée d'employer un tel artifice. Des prêtres circulent pour donner l'eucharistie aux participants qui sont amassés le long d'un cordon de sécurité, pendant que des quêteurs se déplacent parmi la foule pour collecter des fonds.

Plusieurs personnalités politiques se succèdent au pupitre à droite de l'autel pour prononcer un discours : Dragan Cović membre croate de la présidence tripartite de Bosnie-Herzégovine, et considéré comme un habitué de l'événement, Bruna Esih, la représentante d'une association de préservation de la mémoire de Bleiburg, ainsi que le Mufti de la communauté musulmane de Zagreb, Aziz Hasanović. Puis les différentes délégations se relaient devant le monument pour déposer les couronnes et gerbes de fleurs tricolores.



Figure n°44 : Commémoration du « Massacre de Bleiburg ».
Cliches de l'auteure (Bleiburg, 16 mai 2015)

Des groupes commencent alors à quitter l'esplanade pour retourner à leur bus, quand d'autres personnes quittent la zone principale pour se rendre à la buvette afin de se restaurer. Sous de grandes bâches en plastique des grande tablées en bois ont été installées, l'atmosphère est saturée de la fumée émanant des barbecues, la bière coule à flot et des bouteilles vides jonchent le sols et les tables. Des hommes passablement alcoolisés chantent à plein poumons, rient, discutent, s'invectivent.

Une fois achevée la séquence solennelle, de nombreux participants prennent des photographies du site, de la foule et des personnes qui les accompagnent, ils discutent, échangent des coordonnées, rient, se saluent, déjeunent dans l'herbe. D'autres patientent pour pouvoir s'approcher du monument.

Cette cérémonie représente autant un moment de recueillement et d'hommage aux disparus qu'un moment permettant d'entretenir une sociabilité militante, voire de constituer un réseau. C'est aussi une forme d'action collective, destinée à faire entendre des revendications au gouvernement lors d'un événement jouissant d'une visibilité considérable, qu'il s'agisse de revendications relatives au sort des disparus de la Guerre patriotique, de messages critiquant le gouvernement, réclamant la création d'un mémorial ou refusant la normalisation des relations avec la Serbie, exprimées sur des pancartes, banderoles et vêtements.

Il est possible d'acheter des souvenirs de l'événement sous un barnum à proximité de l'aire de restauration (ce qui m'amène à penser que cette activité est autorisée) : vêtements floqués de symboles néo-oustachi, drapeau du NDH, carte postale de la cérémonie. D'autres vendeurs en revanche ont installé des stands de fortune aux abords du site pour commercialiser des objets clandestinement. Une femme âgée d'une soixantaine d'années a installé un stand éphémère réalisé à partir de caisses de bières empilées au bord du chemin et vend des chapelet en bois. Plus loin, un homme d'une cinquantaine d'année portant un treillis noir et un t-shirt noir recouvert de symboles du NDH a disposé sur des cartons à même le sol et sur un support en mélaminé blanc des copies d'écus de ferronnerie figurant les armoiries de la Croatie médiévale, des portraits de rois croates médiévaux, Saint-George terrassant le dragon, des textes, des blasons, le ban Jelačić, dont les prix (en euro car nous sommes sur le sol autrichien) sont affichés sur des morceaux de carton.

Mais le temps file et je dois faire à pied les trois kilomètres du trajet de retour pour rejoindre mon bus, ce qui m'empêche d'observer le déroulement de cette journée jusqu'à son terme. Le fait d'avoir dû assister à la cérémonie dans le cadre d'un voyage organisé m'empêche de

procéder à mes observations habituelles des moments préliminaires et post-liminaires de la cérémonie, car mes horaires sont contraints.

De plus, en raison de la densité de la foule, des différents cordons de sécurité, je n'ai pas pu m'approcher du monument, ce qui me contrarie fortement. Néanmoins, cela me fournit l'occasion d'observer les réactions des passagers qui voyagent avec moi. Les gens discutent beaucoup entre eux, commentent la journée, se montrent les photographies qu'ils ont prises, même si certains semblent harassés, ils ont tous l'air plutôt satisfaits.

Nous faisons une brève halte dans un restaurant routier à la sortie de Maribor (Slovénie) alors j'en profite pour discuter un peu avec le guide, Mate Fotić. Il m'explique qu'il vient souvent et qu'il n'a jamais vu autant de monde, il me dit que d'habitude le bus de stationne jamais aussi loin du site et qu'il a été impressionné par la foule présente. Il m'explique que les gens qui sont morts à Bleiburg n'étaient pas tous des fascistes, il y avait même des Slovènes, et il ajoute qu'il y avait même une majorité d'innocent. Mon interlocuteur étant sollicité par les autres passagers et n'ayant plus, de mon côté, la concentration nécessaire pour effectuer un entretien formel, je ne pose pas beaucoup de questions au guide, d'autant que j'avais l'intention de lui demander de m'accorder un entretien en bonne et dû forme une fois à Zagreb, mais j'ignorais qu'il descendrait avant notre arrivée à destination.

À 18h, le chauffeur allume la radio pour que tout le monde puisse écouter les informations. Tous les passagers sont aux aguets, attendant de voir quel sera le traitement médiatique de cet événement dont ils pourront dire « j'y étais ». Lorsque les journalistes ou les interviewés font des commentaires que les passagers approuvent, ils applaudissent, se lèvent, répètent avec enchantement les estimations du nombre de participants. Lorsque vient le moment de la déclaration du Premier Ministre, Zoran Milanović, ou du représentant de la communauté serbe Milorad Pupovac qui critiquent l'événement, les passagers huent, se moquent, rient, tourne en dérision leurs déclarations. Puis progressivement, le calme revient. Et lorsque nous arrivons à Zagreb, le groupe se sépare sans formalité.

Quatre jour après la cérémonie de Bleiburg, je me rends au cimetière Mirogoj à Zagreb, afin de constater si le monument a été fleuri par les autorités locales et des personnes qui n'auraient pas pu aller à Bleiburg. Mais comme je n'ai pas pu m'y rendre au lendemain de la cérémonie, car mon terrain touchant à son terme je multipliais les rendez-vous et entretiens de dernières minutes, je ne trouvais au pied du monument que quelques couronnes de fleurs fanées et des neuvaines en train de se consumer. Si cela me permettait de vérifier que des

hommages « aux victimes de Bleiburg » avaient bien eu lieu, je ne pouvais pas, en revanche, me faire une idée de l'ampleur de l'événement sur la base de ces quelques traces résiduelles.

Si la Présidente Croate Kolinda Grabar-Kitarović n'a pas pris part à cette cérémonie officielle, il n'en demeure pas moins qu'elle s'est rendue à Bleiburg sans délégation, pour rendre hommage aux victimes, le 15 mai 2015 à la veille de la commémoration, à l'instar de ce qu'elle avait fait quelques semaines plus tôt à Jasenovac. Dans une déclaration à la presse, elle a affirmé qu'elle avait l'obligation morale de condamner le régime qui avait persécuté et tué les gens, ajoutant qu'un crime est un crime et ne doit être justifié par aucune idéologie²⁴⁹.

En procédant de la sorte, en mettant symboliquement sur un pied d'égalité Jasenovac et Bleiburg, elle a réaffirmé son inscription dans la filiation de Tuđman, dont elle se revendique depuis qu'elle s'est portée candidate à l'élection présidentielle. Ce faisant, elle confirme surtout que la réhabilitation des *Ustaši* et son corollaire, le discrédit des *Partizani* n'est plus l'apanage des seuls partis d'extrême droite que sont le HSP, le HSP-1881, le HSP- AS, le HČSP ou le DPMŠ, mais prend une ampleur considérable au sein du HDZ.

Ce phénomène se banalise au sein de la société croate, en dépit de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne qui condamne pourtant ce type de manifestations de révisionnisme.

En effet, à travers la décision cadre 2008/913/JAI, la Commission européenne affirme que sont punissables en tant qu'infraction pénale, les discours haineux, et notamment :

« l'apologie, la négation ou la banalisation grossière publiques des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre tels que définis dans le Statut de la Cour pénale internationale (articles 6, 7 et 8) et des crimes définis à l'article 6 de la charte du tribunal militaire international, lorsque le comportement est exercé de manière à inciter à la violence ou à la haine à l'égard d'un groupe de personnes ou d'un membre d'un tel groupe.²⁵⁰»

En l'absence de sanctions effectives mises en œuvre par les instances européennes, et du fait de la ténuité des sanctions adoptées par les autorités croates, les promoteurs de la réhabilitation des *Ustaši* ont le champ libre pour s'adonner à un révisionnisme décomplexé, ce qui ne sera pas sans compromettre des relations inter-communautaires et des relations régionales déjà tendues.

²⁴⁹ Source : <https://balkaninsight.com/2015/05/15/croatian-president-visits-bleiburg-ww2-memorial-in-secret/>

²⁵⁰ Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/LSU/?uri=celex%3A32008F0913>

CHAPITRE 3 : HABITER LA “VILLE-MARTYRE” : MÉMOIRE DE LA GUERRE ET VIE QUOTIDIENNE À VUKOVAR

I. Habiter le traumascape

Vukovar, ville des confins de l'empire des Habsbourg, située à la confluence du Danube et de la Vuka, a hérité de son passé austro-hongrois une architecture baroque et une population multiculturelle. La mosaïque démographique caractéristique des villes habsbourgeoises, où se mêlaient des populations issues de l'ensemble de l'empire, ainsi qu'une importante communauté juive, est à la source de l'effervescence artistique, intellectuelle et scientifique qui a fait la grandeur et le prestige de la Monarchie danubienne. Cette culture urbaine, cosmopolite, effervescente et polyglotte a notamment donné naissance à la psychanalyse et au mouvement sécessionniste viennois.

Il faut néanmoins se garder d'idéaliser ce passé multiculturel. Car si elle est un lieu de cohabitation de cultures et de confessions variées, un creuset d'innovation sociale, artistique, technique, la ville multiculturelle, par la cohabitation de populations aux mœurs, valeurs, croyances variées est aussi, potentiellement, porteuse de tensions, de conflits, voire d'affrontements. En effet, la fréquentation quotidienne de la pluralité qu'implique l'existence dans la ville multiculturelle, l'expérience des différences linguistiques, confessionnelles, culturelles auxquelles donnent lieu les interactions sociales dans des espaces partagés, ne conduit ni à une uniformisation culturelle, même si des syncrétismes s'observent. Le côtoiement de l'altérité ne conduit pas mécaniquement à une attitude de tolérance, et peut même donner lieu à une exacerbation des différences. La ville multiculturelle peut donc être un espace d'émulation, de coopération, ou de différenciation, et de compétition entre les différents groupes qui la constituent.

Et dans un contexte de mutations politiques et sociales, entraînant le bouleversement des valeurs, codes et idéaux au fondement des identités collectives, et provoquant une incertitude existentielle et identitaire, la ville multiculturelle peut devenir un lieu où s'exerce la violence contre une altérité perçue comme menaçante.

En effet, ainsi que le rappelle l'historienne Catherine Horel (2015 : 61), malgré la contribution des Juifs de l'empire au rayonnement culturel de la Double monarchie, et alors même que « la mobilité et la polyglossie de l'Empire ont été par excellence exprimées par ses habitants juifs », faisant de ces derniers « des archétypes de l'Austro-Hongrois », l'empire austro-hongrois ne sera pas exempt des poussées d'antisémitisme qui touchent l'Europe dès la fin du XIX^e siècle, tant s'en faut.

À Vukovar, Croates, Serbes, Hongrois, Juifs, Italiens, Allemands, et de nombreuses autres minorités nationales, cohabitent jusqu'à ce que les violences de guerre du XX^e siècle ne viennent altérer irrémédiablement son tissu social et ne mettent fin à ce cosmopolitisme.

Année	Total	Croates	Serbes	Allemands	Hongrois	Autres
1910	10.359	4.092	1.628	3.503	954	183
		39,50%	15,70%	33,80%	9,20%	1,80%
1931	10.242	5.048	1.702	2.670	571	215
		49,60%	16,60%	26,10%	5,60%	2,00%
1948	17.223	10.943	4.390	54	913	923
		63,50%	25,50%	0,30%	5,30%	5,30%
1971	30.222	14.694	9.132	60	835	5.501
		48,60%	30,20%	0,20%	2,80%	18,20%
1990	44.639	21.065	14.425	94	694	8.361
		47,20%	32,30%	0,20%	1,50%	18,80%
2001	31.670	18.199	10.412	58	387	2.614
		57,46%	32,88%	0,18%	1,22%	8,25%

Tableau n°5 : Composition ethnique de la population de Vukovar entre 1910 et 2001 d'après les données produites par la municipalité²⁵¹

En effet, selon l'archéologue et fondatrice du *Center for Urban Conflict Research*, Britt Baillie, l'histoire récente de Vukovar est jalonnée par les violences inter-ethniques :

« *Vukovar has a dark history of ethno-religious genocide, destruction and deportation. Even before the war in 1991 there were no longer any traces of the mosques which graced the skyline during the Ottoman period or the grand synagogue which stood in the centre of the Old City (Stari Grad) since 1891.* » (2013 : 302)

²⁵¹ Source : <https://www.vukovar.hr/e-usluge/ostalo/pitanja-i-prijedlozi/255-nekategorizirano/2814-stanovnistvo-grad-a-vukovara>

Baillie affirme par ailleurs que la politique d'industrialisation et de sécularisation menée par Tito avait permis de dépasser, un temps, les haines inter-ethniques résultant des atrocités perpétrées pendant la Seconde guerre mondiale. Mais ces politiques se sont avérées inefficaces pour juguler sur le long terme la méfiance et le ressentiment. En effet, l'auteure ajoute :

« *Forty-five years later, Vukovar became the city in which Tito's Brotherhood and Unity violently unravelled, setting the precedent for the destruction of religious heritage and urbicide which continued for more than a decade across the former Yugoslavia.* » (ibid. : 300)

Les deux guerres mondiales, puis la guerre d'ex-Yougoslavie, ont donc eu un impact délétère sur la démographie, le dynamisme culturel et économique de Vukovar, qui a cessé d'être une ville multiculturelle, charmante et prospère, pour se transformer en *traumascap*²⁵². Ce concept a été élaboré par Maria Tumarkin pour désigner les lieux qui, à l'instar d'Auschwitz, Sarajevo ou Ground Zero, sont transformés physiquement et psychologiquement par la souffrance, la tragédie, la violence, et qui en portent les marques comme autant de cicatrices, témoignant de la douleur et des atrocités passées. Ce terme permet de décrire l'inscription du trauma collectif dans l'espace :

« *at traumascap, wich is the word I have been using to describe places across the wold marked by traumatic legacies of violence, suffering and loss, the past is never quite over. Years, decades after the event, the past is still unfinished business. Because trauma is contained not in an event as such but in the way this event is experienced, traumascapes become much more than physical settings of tragedies : they emerge as spaces, where events are experienced and re-experienced across time. Full of visual and sensory triggers, capable of eliciting a whole palette of emotions, traumascapes catalyse and shape remembering and reliving traumatic events. It is through these places that the past, whether buried or laid bare for all to see, continues to inhabit and refashion the present.* » (2005 : 12)

I.1 Sanctuarisation de la ville : dimension symbolique en concurrence avec l'expérience habitante

Vukovar constitue bien un espace hanté irrémédiablement par la violence. On l'a vu dans le chapitre précédent, à Vukovar, l'espace public est saturé de références à la guerre. La mémoire est présente à la fois dans des lieux circonscrits dans lesquels prennent place les rituels de remembrance collective et au cœur des territoires du quotidien, ce qui fait dire à Višeslav

²⁵² Je dois la découverte de ce concept et son application à Vukovar à Patrick Naef

Raos que Vukovar « *on a certain level functions as if the whole city were a war memorial* » (2012 : 355). Quant au journaliste Boris Dežulović il qualifie Vukovar de « *life-size monument to a dead city*²⁵³ », et rappelle que différents acteurs avaient formulé le vœux de muséifier Vukovar proposition qu'il critique avec virulence :

*« the professional mourners lamenting over the dead body of Vukovar came up with the idea that the ruined town should be preserved for the future generations, as a museum city or a memorial park. In short, the idea was to turn Vukovar itself into a monument. The bizarre proposal was not an aberration coming from the margins. The enthusiastic advocates of the idea included certain very important figures of that time, among them professors, academics and the so-called patriotic intelligentsia, all of them going out of their way to outstrip each other in expressing ritual reverence for the sacrifice made by the Hero Town. »*²⁵⁴

Dežulović affirme dans sa tribune que, si le projet n'a pas vu le jour, la ville de Vukovar n'en est pas moins prisonnière de cette identité de ville-martyre, assignée à son rôle de réceptacle pour bougies et gerbes de fleurs. Il considère que la ville est finalement devenue un monument grandeur nature, un monument en soi, réduite à n'être aux yeux de la société croate qu'un « lieu de révérence spécial²⁵⁵ » selon l'expression consacrée. Renata Schellenberg partage cette assertion, et affirme que « *the canonical status given to the city in view of its role during the Homeland War has confined the identity of the city to its memory, making that memory more relevant than the city itself* » (2015 : 18).

Pour la sociologue Sandra Marić, membre de l'association CWWPP, rencontrée dans le cadre d'une interview collective avec plusieurs membres de l'association :

« si on parle de mémoire de la guerre, tout ici va dans le sens de la victimisation de la ville, vous savez, avec toutes ces questions de mémoire, la signification symbolique de la ville pour le reste de la Croatie » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Dežulović dénonce cette sanctuarisation de la ville qui prend le pas sur tous les aspects de la vie sociale et culturelle locale :

« There is no other purpose in Vukovar besides the ceremonial one. There are no painters or actors in Vukovar, no musical bands or rappers, no Vukovar starlets, designers or skaters, no Vukovar houses in real estate sections of the newspapers, no Pride parade, no sensational Vupik cabernet sauvignon, no odd balls from Vukovar on YouTube or on Živa Istina reality show, no ceremonial ribbon cuttings, no big fish catches, no Guinness records, and even no

²⁵³ Dežulović, Vukovar : a life-size monument to a dead city, Source :

<https://www.europeanpressprize.com/article/vukovar-a-life-size-monument-to-the-dead-city/>

²⁵⁴ idem

²⁵⁵ La ville de Vukovar est en effet qualifiée par les autorités locales et nationales de « *mjesto posebnog pijeteta* » ce qui signifie « lieu de révérence spéciale »

*tycoons or thieves, scandals or affairs, traffic accidents or armed robberies – nothing of this can be found in Vukovar devoid of Croatia-Serbia war background. In short, there is nothing in Vukovar. Or rather, there is something – the Hero Town, the Homeland War, the Hawks, both senior and junior, the segregation in schools between Croatian and Serbian children, graffiti about Croats and Serbs, Cyrillic letters and bilingual street signs, demonstrations and memorial marches, flags and memorial masses, Chetniks and defenders, bishops, generals and the Headquarters for the Defense of Croatian Vukovar.*²⁵⁶ »

La dimension symbolique du lieu et la place prépondérante qu'occupe la mémoire de la guerre patriotique dans l'espace urbain entrent en concurrence avec les besoins et usages des habitants et leur expérience quotidienne de la ville. Et nombreux sont ceux qui critiquent le contraste existant entre le rôle symbolique de la ville et le désintérêt de la classe politique pour les difficultés post-réintégration. Suzana, la psychologue de l'association CWWPP, déplore, lors de l'entretien collectif, cette focalisation sur la guerre au détriment de tous les problèmes qui touchent les habitants au quotidien :

« Beaucoup de gens viennent ici et pensent que tout est relié à la guerre, ils exagèrent la place de la guerre et la guerre est une excuse pour tout et je ne suis pas d'accord. Je m'inquiète aussi, je ne sais pas comment les jeunes vont faire. Parce qu'à chaque fois qu'on mentionne Vukovar, c'est pour la guerre et personne ne parle des autres problèmes, comment vivent les gens maintenant. C'est reconstruit mais quelque chose ne repoussera pas. La mémoire de la guerre, « vous devez voir ceci », « vous devez voir cela ». Vous devez être désolée pour la population locale. Tout le monde se demande « comment vous pouvez vivre ici, comment pouvez-vous vivre dans ces bâtiments ? » Ils ne comprennent pas, ils prennent des photos et ils s'en vont. Ils ne prennent pas de photos des beaux endroits, et ils prennent seulement des photos des ruines. Je m'en fiche de ce que pensent les gens, Je suis habituée à voir ces bâtiments et je ne les vois pas. Je ne pense pas beaucoup à ça. J'ai mes amis et j'ai des préoccupations plus importantes que regarder les dégâts autours et penser « oh, je suis tellement désolée ! Nous sommes pauvres et pitoyables ». Ce n'est pas bon. » (Suzana extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Pour d'autres habitants, c'est le défilé annuel de la classe politique croate et de tous les entrepreneurs de mémoire qui est difficilement supportable, d'autant que la situation contraste durement avec l'invisibilisation des problèmes qui touchent les habitants pendant le reste de l'année. En effet, selon plusieurs interlocuteurs, la focalisation sur la mémoire de la guerre est un prétexte à l'abandon de Vukovar à son sort. Plusieurs habitants m'ont confié leur

²⁵⁶ Dežulović, Vukovar : a life-size monument to a dead city

impression de n'exister aux yeux de la Nation qu'une semaine par an, lors des cérémonies de novembre. Sandra Marić s'offusque de cette instrumentalisation de Vukovar :

« Donc en novembre, c'est une bonne opportunité pour tous les politiciens nationaux, ils viennent ici, ils font toutes sortes de discours, toutes sortes de promesses, vous savez, ça sonne bien et après une semaine, deux semaines... Tout reprend comme avant et chacun vit sa misérable vie, vous savez et ils attendent, parce que « l'année prochaine... » ! Et puis ça dépend des élections, parce il y a je dirais, un énorme un nombre très important de défenseurs, vétérans de la guerre, vous savez, et ils sont très manipulables, alors les politiciens les utilisent pour leurs intérêts privés. Ils viennent visiter ici et là, ils font des discours, donnent des directives et puis au revoir. » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Cette omniprésence du récit de victimisation nationale provoque un sentiment dépossession des habitants de leur mémoire des événements au profit de la version officielle. Kruno Kardov souligne cet aspect et montre que dans une certaine mesure les souvenirs individuels se télescopent avec le récit officiel « *the standardized national narratives created structure for and gave meaning to traumatic experiences that successfully avoided the possibility of individual comprehending* » (2007 : 69). Il affirme en effet :

« *it is often said that refugees have nothing have nothing but their memories. The problem here is not that they could have something more, but in how much those memories are « their » memories. Since the citizens of Vukovar were left without their home and without their natural environment, the influence of national narratives on the articulation of local memories was immense. The previous social ties within the community were broken ; the population was dispersed and did not exist anymore in its integrity. Thus the new situation was characterized by a direct and unmediate link between the « uprooted » and the central government. In this circumstances, national agencies played a crucial rôle in communicating individual stories but also providing the terms in which the stressful experiences could be considered and thereby organised into a meaningful narrative.* » (ibid. : 68)

Le paysage est porteur des stigmates de la guerre, les monuments et mémoriaux, les plaques commémoratives, la toponymie, les ruines et les façades criblées d'impacts qui parsèment la ville sont autant de témoignages du conflit, venant sans cesse rappeler aux habitants la souffrance et les atrocités passées. Ces espaces meurtris sont autant de lieux d'ancrage pour des souvenirs douloureux, pour un ressassement traumatique. Ils participent à la reviviscence du trauma, en venant aiguillonner la mémoire jusque dans les espaces de la vie quotidienne, et entraînent un investissement particulier du territoire.

En effet, cette patrimonialisation à outrance, qui transforme des lieux ordinaires en lieux consacrés n'est pas sans conséquences sur l'appropriation du territoire par les habitants. Certains habitants ont parfois l'impression de vivre dans un cimetière et déplorent cette omniprésence de la guerre dans leur vie quotidienne. Lors de notre entretien, la directrice de l'office du tourisme de Vukovar, Jasna Babić me raconte une anecdote pour illustrer cette situation :

« Un jour un monsieur nous a écrit un mail, il y a deux ans de cela, parce qu'il voulait, il demandait qu'à chaque endroit à Vukovar où quelqu'un était mort, ce soit signalé, par un monument ou je ne sais quoi, parce qu'il voulait venir avec son fils ou ses enfants, je ne me souviens plus, et il voulait leur montrer. Alors je lui ai répondu et je lui ai dit : « Est-ce que vous pensez à nous qui vivons ici et à nos enfants, voulez-vous que nos enfants grandissent dans un cimetière ! ». Il y a des endroits, il y a déjà beaucoup, beaucoup de monuments. Vukovar a été décimée, pratiquement. Je ne veux pas que mes enfants grandissent dans une ville où à chaque mètre ils voient la mort. D'accord pour rendre hommage aux gens qui ont perdu la vie et défendu la ville et leur témoigner du respect, mais il y a des limites à respecter ! » (Extrait d'entretien Jasna Babić, Vukovar, 22 novembre 2011).

Sandra Marić considère pour sa part que la ville est devenue dans une certaine mesure un conservatoire de la guerre :

« Ici, tout c'est arrêté. Je dirais que cette mémoire de la guerre est a peu près conservée. Et la ville est devenue une sorte de musée de la guerre, ce qui est, à mon avis, affreux. » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

I.1.1 Trauma et omniprésence de la violence : réactions face aux ruines

Ainsi que je l'ai évoqué dans le chapitre 2, la ville de Vukovar est parsemée de ruines, résultant de l'attaque de la ville par les forces serbes trois mois durant. Le centre ville historique comme les différents quartiers résidentiels qui l'entourent sont concernés par la présence de ces maisons effondrées dont la végétation prend lentement possession, par ces bâtiments dont ne demeure que le frontispice, par ces façades au revêtement criblé d'impacts, ou par ces tas de gravas dont plus rien ne permet d'affirmer qu'ils ont autrefois été des habitations.

Cette ubiquité m'a fait forte impression lors de mon arrivée sur le terrain et depuis, je n'ai cessé de ressentir une tristesse particulière pour ces édifices, comme si le bâti était une victime à part entière de la guerre.



Figure 45 : Maison en ruine dans le centre de Vukovar. Cliché de l'auteur (17/11/2011)

Toutefois, lors de mes déambulations quotidiennes dans la cité danubienne, lorsque mon attention n'était sciemment pas focalisée sur ces ruines, l'omniprésence dans le paysage de ces carcasses, de ces squelettes, de ces cicatrices, de ces tumulus participait à créer en moi un sentiment de malaise, d'oppression. Mais ce ressenti, loin d'être singulier, est au contraire assez commun face aux ruines « issues de la destruction catastrophique » dont Taïka Baillargeon (2013 : 26) affirme qu'elles sont « intrinsèquement liées à l'horreur ou au trauma. Un trauma qui nous est contemporain et qui nous marque de façon personnelle et émotive ». En effet, poursuit la géographe :

« De tels événements nous rappellent que l'architecture, les bâtiments, les constructions humaines sont éphémères. Bien que le bâti soit généralement construit pour rester, ces événements viennent déranger notre perception du long terme et de la stabilité. Non seulement ils affectent la vie quotidienne des citoyens, mais les événements catastrophiques significatifs, tels que la Seconde Guerre mondiale, les attaques sur le World Trade Center ou le dernier tremblement de terre en Haïti créent également une rupture dans le temps et dans l'histoire. La destruction inattendue de villes et de l'architecture dans un contexte traumatique souligne la fragilité humaine et, d'une certaine manière, nous confronte à un certain malaise. » (ibid. : 26)

L'auteure recourt au concept d'« éphémère continu » pour questionner « la ruine post-catastrophe qui subsiste dans le temps » (ibid. : 27) et affirme que la vue de ces structures « nous laissent un arrière-goût presque romantique de tristesse et de nostalgie » (ibid. : 30) en même temps qu'elles « nous amène à réfléchir à la capacité résiliente des villes et à la résistance de la création humaine » (ibid. : 30).

On peut cependant se demander si cette dimension contemplative et réflexive est partagée par les habitants qui ont été affectés par la catastrophe qui a causé ces destructions. J'ai décidé de m'enquérir des réactions des habitants face aux ruines, afin de comprendre dans quelle mesure cette confrontation quotidienne avec les traces de la violence passée impactait leur relation à la ville, pouvait raviver des traumatismes, ou finissait par s'estomper. Mais j'ai rapidement dû me rendre à l'évidence : ce questionnement était un véritable poncif de l'ethnographie de Vukovar, et au choc du chercheur répondait la lassitude des habitants. Face aux soupirs exaspérés, aux moues de désapprobation, aux réponses lapidaires, j'ai réalisé que mon interrogation était convenue et suscitait l'agacement pour avoir été rabâchée au fil des ans, par tant de chercheurs, de journalistes, de touristes, et de « pèlerins ».

Lors de notre rencontre, Sandra Marić, me reproche de façon à peine masquée d'effectuer une énième recherche sur un thème éculé, de participer à l'essentialisation des habitants et de la ville dans cette figure de la victime. Lorsque je présente mon thème de recherche au début de l'entretien, elle soupire, lève les yeux au ciel d'agacement et rétorque :

« La vie continue, vous savez, tout le monde a son partenaire, les jeunes sont accaparés par des questions d'amour, ils ont leur propres jeunes enfants, ils essaient de, vous savez comment va la vie partout. Mais je peux aussi dire que les gens en ont marre de toutes sortes de recherche, interview, à propos de cette guerre, de la mémoire de la guerre, parce que c'est constamment. » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Si sa remarque jette un froid, mon interlocutrice a beau jeu de critiquer cet intérêt pour la guerre, car elle a collaboré avec une chercheuse américaine, Linda Garrett sur un recueil de témoignages intitulé *Vukovar Both sides now* paru en octobre 2011 (soit sept mois avant notre rencontre). En outre, l'association accueille, contre rémunération, des chercheurs et journalistes étrangers et leur fournit un support logistique, des contacts et l'accès à des données collectées par l'association. D'ailleurs, au cours de notre interview, deux chercheuses néerlandaises accueillies par l'association s'installent dans la pièce où se déroule notre entretien.

Comme de nombreux interlocuteurs ont pu l'affirmer lors de mon enquête, la fréquentation quotidienne des ruines fini par estomper leur caractère disruptif qui progressivement n'apparaît plus aux habitants. Ils s'accommodent de leur présence au point de finir par les oublier. Il y a donc une banalisation progressive de la présence des ruines dans l'espace public conduisant à leur invisibilisation. C'est ce qu'affirme en substance Dejan Drakulić lors de notre entretien :

« Nous y sommes habités maintenant, quand on est arrivé tout de suite après la guerre, on les voyait, mais maintenant, on peut pas dire que c'est normal, parce que ce n'est pas normal de vivre dans un endroit comme ça, mais c'est normal pour nous parce qu'on y est habitué. Et puis les choses commencent à être reconstruites, réparées, tout est en train d'être rénové, donc on voit le progrès, mais le progrès le plus important dont on a besoin tout de suite, c'est le progrès économique. » (Extrait d'entretien Dejan Drakulić, Vukovar, 21/05/12)

Néanmoins, cette présence peut aussi engendrer un sentiment malaise récurrent, entraînant des stratégies d'évitement, de contournement. C'est le cas de Zdenka, institutrice et propriétaire de la pension dans laquelle je réside, qui m'explique, lors d'un trajet en voiture au cours duquel nous traversons à l'aube des villages encore dévastés sur la route qui mène de Vukovar à Vinkovci :

« Pour beaucoup de gens, les traces de la guerre finissent par s'estomper, ils ne les remarquent plus à la longue, et c'est le cas pour moi aussi. Sauf sur la rue Ban Jelačić, là, il y a encore trop de bâtiments détruits, les traces des balles ou des bombes, c'est comme si une explosion venait d'avoir lieu. Et il y a des moments où je ne peux pas les regarder, j'avance dans la rue en fixant droit devant moi, j'évite de regarder les immeubles, sinon, je commence à me sentir suffoquée ! » (Extrait d'entretien, Zdenka, Vukovar, 26 avril 2015)

En effet, malgré les affirmations d'une atténuation progressive de l'impact des ruines, vivre dans un tissu urbain portant les traces indéniables de la guerre n'est pas anodin. Et pour Charles Tauber, cette myopie constituerait un mécanisme de défense pour se préserver face au traumatisme, plutôt qu'une véritable normalisation :

« Les gens disent la vie continue, mais il y a quelque chose, c'est un mécanisme de défense ou quelque chose comme ça, ou du déni, mais c'est impossible de faire comme si c'était une ville normale. Ce n'est pas une ville normale » (Extrait entretien, Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar).

Je partage cette assertion car de nombreux habitants que j'ai interrogé ont affirmé s'abstenir d'y penser et s'abstenir de regarder les ruines. Il y a donc une intentionnalité dans le fait d'éviter de percevoir les traces de la guerre. D'autant plus que les bâtiments détruits ne sont pas des coquilles vides, il s'agit la plupart d'habitations de personnes qui ont souffert pendant le siège, qui ont perdu des proches, qui ont été blessés ou qui ont perdu la vie. Aussi, la présence de ces ruines de guerre dans son voisinage, constitue un rappel constant qu'un voisin, un ami, un parent a été affecté par la guerre ou n'a pas survécu au siège ou à ses conséquences :

« Je me souviens, ça devrait Noël 98 ou 99, peut-être que c'était un peu plus tôt ou un peu plus tard, et je me promenais dans le centre ville, et je n'aime pas cette période de l'année de toute façon, et je me promenais dans le centre ville et je me demandais « qui vivait dans ces maisons ? » et ça m'a rendu très déprimé. Et si vous êtes résident. Je veux dire, c'est une petite ville, tout le monde connaît tout le monde, très bien. Et, si vous vous figurez que chacun sait exactement qui vivait dans quelle maison, et qu'est-ce qui se passait, et des choses comme ça, alors vous réalisez, ouais, bon, ce que les gens devaient ressentir » (Extrait entretien, Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

Cet aspect retraumatisant de la ruine n'est pas sans conséquence sur les politiques urbanistiques, et selon Antoine Leblanc :

« la mémoire douloureuse d'une catastrophe est un facteur déterminant des politiques urbaines. La trace d'un passé immédiat et douloureux est difficilement soutenable : les populations traumatisées désirent le plus souvent effacer la ruine, soit en reconstruisant à l'identique le bâti détruit, soit en passant le plus rapidement possible à autre chose, en construisant un nouveau bâtiment, quitte à l'associer à un mémorial. » (2010 : 258)

Dans le chapitre précédant, j'ai indiqué les raisons qui ont conduit la municipalité à opter pour l'anastylose et j'ai dressé un état des lieux de la situation, entre ruines de l'en-attendant, ruines en voie de patrimonialisation et reconstruction. Il persiste donc dans l'espace public des ruines que l'on peut considérer comme non-intentionnelles (litige foncier, attente de financements) vouées à disparaître et des ruines intentionnelles qui font l'objet d'une intervention publique, destinée à les transformer en lieux de mémoire, tel le château d'eau. Cela rejoint l'analyse de Leblanc lorsqu'il affirme que le message dont les ruines traumatiques sont porteuses résulte non seulement de la cause de la destruction, mais aussi de l'aménagement et de la présentation décidé par les autorités (ibid. : 260). L'auteur affirme que, s'agissant des ruines traumatiques, la conservation est guidée par une volonté de sauvegarde de la mémoire de l'événement douloureux et de prévention du risque, afin de limiter la possibilité de voir cet événement se reproduire :

« La majorité des exemples de conservation volontaire de ruines traumatiques témoignent d'une volonté au moins partielle de prévention d'un risque futur. Les traces conservées d'un événement catastrophique éveillent la conscience du risque : les ruines posent question, elles témoignent d'une catastrophe, et imposent à l'observateur une réflexion sur le risque encouru. » (ibid. : 258)

Si l'on considère ainsi que le fait Leblanc que les ruines traumatiques peuvent jouer le rôle d'avertissement face au risque, alors la présence de ces bâtiments effondrés et recouverts de végétation, ou encore des façades criblées d'impacts, en venant rappeler aux habitants les souffrances causées par le siège de la ville, leur intime de se méfier de l'Autre, et entretient la peur face au potentiel voisin-bourreau. Cela constitue une entrave de taille au vivre-ensemble.

Toutefois, le processus de reconstruction en cours conduit à la résorption progressive des ruines, ce qui va probablement atténuer cette fonction d'aiguillon mise en évidence par l'auteur, et par ricochet l'entrave que cela constitue au vivre-ensemble. Mais il est trop tôt pour se prononcer à ce sujet, d'autant que de nombreux autres facteurs constituent un obstacle à la restauration des liens sociaux, malgré la reconstruction du bâti.

I.1.2 Reconstruction : disparition progressive des ruines et création de nouvelles infrastructures

Le processus de reconstruction qui dure depuis plus de deux décennies a permis la réhabilitation des infrastructures publiques (hôpital, administrations, écoles...), la réparation des différents réseaux (électricité, téléphone, eaux) la reconstruction des habitations détruites ou endommagées par les bombardement et de nombreux commerces, l'installation de plusieurs aires de jeu pour enfants. Même si le tissu industriel est encore en friche, et que les infrastructures de transports (gare ferroviaire et gare routière) nécessitent des investissements considérables²⁵⁷, la situation donc est sans commune mesure avec l'état de la ville lors de la réintégration de la région en 1998. C'est d'ailleurs un élément récurrent dans mes échanges avec des habitants.

Ainsi, Juraj D., âgé de 26 ans lors de notre entretien, employé dans le secteur public à Vukovar, fait partie des réfugiés croates retournés vivre à Vukovar suite à la réintégration pacifique de la région. Il m'explique :

« Quand je suis revenu, Vukovar avait une apparence bien pire que ce à quoi elle ressemble aujourd'hui. Il y avait moins d'habitants qu'aujourd'hui, vous aviez peut-être deux ou trois cafés, je ne sais pas une boulangerie, trois épiceries, etc. Vous voyez ce que je veux dire. C'était vraiment sinistre. La ville avait l'air vide, par exemple, quand vous sortez le samedi soir, euh, il n'y a personne à rencontrer, à qui donner rendez-vous, etc. Donc, la situation s'est

²⁵⁷ En 2019, le gouvernement a alloué 1,5M de Kuna à la région pour la revitalisation de Vukovar, dont 700 millions de Kuna pour la rénovation de la gare ferroviaire et du chemin de fer reliant Vukovar à Vinkovci. Source : <https://www.telegram.hr/velike-price/grandiozna-obnova-pruge-vukovar-vinkovci-kosta-700-milijuna-kuna-dnevno-preveze-40-ak-putnika-bio-sam-jedan-od-njih/>

grandement amélioré et continue à s'améliorer, même s'il y a encore beaucoup de problèmes, même aujourd'hui. Toute l'infrastructure ici à Vukovar, comme vous l'avez peut-être remarqué, il y a beaucoup de travaux de construction. Quand vous venez ici à Vukovar, c'est comme un grand chantier, toute cette ville. Vous marchez sur 100m, vous tournez à droite et vous tombez sur un chantier, et ensuite vous marchez encore 100m et à votre gauche, il y a un énorme chantier. Et en fait, c'est plutôt bien et c'est plutôt enthousiasmant quand vous voyez qu'il y a des parties qui ont toujours besoin d'être rénové, par exemple, cette maison ici, elle a toujours l'air d'avoir besoin de beaucoup de travail. Mais je me souviens qu'en 1999, 90% de Vukovar ressemblait à cet immeuble²⁵⁸, croyez-moi, 90% ou même plus ressemblait à ça, et maintenant peut-être 10% ressemble à ça, sont restés comme ça. Vingt ans, c'est long, mais je dirais que tout ce changement, en fait, a eu lieu assez rapidement, parce que c'était beaucoup d'argent, de temps. Je pense que dans les 20 prochaines années, on arrivera à ce point où on se dira « ok, c'est une ville normale ». La structure visuelle, et les gens qui vivent ici et ainsi de suite. Donc ça prend du temps. » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Outre la situation économique de la ville, l'absence d'infrastructures culturelles et de loisir, et au premier chef l'absence de cinéma figurent au nombre des récriminations récurrentes relatives à la vie quotidienne à Vukovar formulées par les habitants rencontrés. C'est d'ailleurs un sujet que soulève la fondatrice de l'agence Danubium Tour au cours de notre entretien, qu'elle explique notamment par la mauvaise santé économique de la ville :

« il n'y a pas de cinéma, pour le moment, mais j'espère que ce sera pour l'année prochaine. Nous avons un théâtre, qui est très bon, mais tout est à Osijek. Et Osijek est seulement à 30 minutes depuis, en voiture vous êtes à 30 minutes à Osijek. Donc, peut-être que c'est un peu problématique, parce que les jeunes maintenant veulent aller dans les centres commerciaux, etc., et c'est à Osijek. Parce qu'à Vukovar, en 1991, Vukovar avait 50 000 personnes qui vivaient rien que dans la ville, mais aujourd'hui, je pense que c'est seulement 28 000 quelque chose comme ça. Donc c'est aussi un problème. Et bien sûr les investisseurs qui viennent ici, ils n'ont pas, pourquoi ils auraient besoin d'ouvrir un centre commercial ici, c'est une petite ville. » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Marijana V. habitante de Vukovar que j'ai rencontré lors de mon premier terrain et que j'ai côtoyé quotidiennement lors de mon dernier séjour me fait part de toute son exaspération face à la situation de Vukovar :

« J'ai beaucoup de respect pour les vétérans et les défenseurs de Vukovar. Ils se sont battus pour notre ville. Ils se sont sacrifiés, je veux dire ils ont sacrifié quand même leur jeunesse, leur santé, leur santé physique avec tous ceux qui ont des handicaps irréversibles et leur santé

²⁵⁸ Le bâtiment auquel fait référence mon interlocuteur est visible sur la figure n°45 p.349

mentale, tu sais avec le stress post-traumatique. D'autres ont carrément sacrifié leur vie, pour notre liberté, alors on leur doit le respect, on doit leur rendre hommage pour leurs actions, pour leur...comment dire, leur abnégation. Moi-même comme tu sais, mon propre père et mon frère aîné ont été fait prisonniers et ils ont été détenus en camps à la chute de la ville, et nous on a été réfugiées. Donc je suis personnellement... concernée. Mais ce que je veux dire c'est qu'ils se sont aussi battus pour que nous on ait une jeunesse, pour qu'on ait un avenir, pour qu'on puisse vivre normalement. Alors ce qui me scandalise, c'est pas de devoir faire 45km pour aller au cinéma à Osijek, pendant toutes ces années. C'est pas parce que c'est compliqué. Non, même si c'était chiant, c'est clair ! Ce qui m'énerve en fait, c'est de penser à tous ces sacrifices qu'ils ont fait et de me dire qu'on ne peut pas vivre normalement, comme tous les autres jeunes de notre époque. Enfin, en Europe je veux dire. Parce qu'à Vukovar, y'a pas de travail, y'a pas d'université, y'a pas de culture, y'a pas de salle de sport, je veux dire, y'a même pas de piscine. Mais quand même, c'est pas un village ici, c'est une grande ville, il y a des dizaines de milliers d'habitants, alors c'est pas normal tout ça, que les habitants, et je veux dire les jeunes surtout, qu'on soit obligé de vivre comme si c'était un village. Parce qu'à part aller au café ou au supermarché, y'a rien à faire ici, c'est l'ennui et c'est pas digne de Vukovar. » (Extrait entretien Marjana V.,15/05/2012,Vukovar).

Si lors de mes séjours en 2011 et 2012, il n'y avait effectivement pas de cinéma à Vukovar, à mon retour sur le terrain au printemps 2015, un complexe comprenant un centre commercial, un cinéma, des salles de jeu, un fast food avait été inauguré depuis peu. De plus, la ville comptait plusieurs nouveaux restaurants et cafés, donnant lieu à une animation un peu plus importante dans le centre ville, ce que confirme, lors de notre entrevue Ana Červar-Manojlović, bibliothécaire responsable du fond consacré à la guerre patriotique à la bibliothèque municipale :

« la vie a repris son cours, il y a des choses à faire, des cafés, des endroits où sortir, et même pour mon fils de 15 ans, il y a des endroits où sortir le soir. La ville a beaucoup changé, c'est agréable maintenant. » (Extrait entretien Ana Červar-Manojlović, Vukovar, 22/04/2015)

Et d'après mes récentes recherches, un complexe sportif²⁵⁹, incluant notamment une piscine municipale – comportant un bassin intérieur et deux bassins extérieurs – a été inauguré en 2017 après 13 ans de travaux, dans le quartier de Borovo où se trouvait la piscine municipale avant-guerre. La ville de Vukovar retrouve donc progressivement une aménité perdue. Selon l'adjoint au maire de Vukovar Marjan Pavlicek les changements intervenus dans la ville ces dernières années améliorent la qualité de vie des habitants :

²⁵⁹ Source : <https://www.archdaily.com/919393/swimming-pool-vukovar-turato-architects>

« Beaucoup de choses ont été réparées, donc on ne voit plus les conséquences de la guerre désormais. Tous ces changements ont amélioré la qualité de vie, en particulier pour les jeunes générations. Donc maintenant, concernant la vie et la qualité de vie, on peut être comparé aux autres villes « normales » si on peut appeler normales celles n'ont pas souffert de la guerre. » (Extrait entretien Marjan Pavlicek, 28/04/2015, Vukovar)

Pourtant mon interlocuteur – et tant d'autres avec lui – est formel, la question économique²⁶⁰ est fondamentale.

I.1.3 Le tourisme comme opportunité pour la cité

Le tourisme représente une opportunité économique considérable pour la cité, mais un travail substantiel est nécessaire pour développer le secteur, à la fois au niveau des infrastructures, et de la promotion de la destination. La directrice de l'Office du tourisme m'explique lors de notre entretien, qu'avant la guerre la ville n'était pas une destination touristique de premier ordre, attirant seulement des voyageurs d'affaire en provenance de la Fédération, elle ne possédait donc pas d'infrastructures adaptées à des flux importants de touristes internationaux. De plus les destructions causées par l'attaque de la ville, ont aggravé une situation déjà peu favorable au développement du tourisme, car les bombardements ont – entre autres dommages – causé la destruction du port de plaisance, des infrastructures de transport, des institutions culturelles et des deux seuls hôtels que comptait la ville. Cela a durablement compromis le potentiel touristique de la ville, accentué par un défaut d'investissement dans ce secteur de la part des pouvoirs publics et des investisseurs privés, nationaux et internationaux.

De nombreux facteurs rendent la ville peu attractive pour la plupart des touristes internationaux, qui affluent pourtant par millions chaque année en Croatie. D'une part, étant située dans la partie la plus orientale du pays, la ville est éloignée de la côte adriatique, espace de prédilection des visiteurs²⁶¹. Si cet éloignement n'est pas considérable en soi²⁶², la ville se trouve à cinq heures de bus de la capitale et à vingt heures de bus de Pula en raison d'une mauvaise desserte (absence d'aéroport, absence de ligne ferroviaire reliant la ville au littoral ou à Zagreb, absence de ligne du bus direct), ce qui entame son attractivité.

Par ailleurs, ainsi que l'ont souligné à maintes reprises les personnes que j'ai interrogé sur le sujet, Vukovar souffre d'un manque d'infrastructures d'hébergement dans toutes les catégories : hôtels et hôtels-club de différents standards, auberges de jeunesse, pensions et

²⁶⁰ Sur la dimension économique voir infra (p. 434 et suivantes)

²⁶¹ Voir chapitre 5

²⁶² La distance entre Vukovar et Zagreb est « seulement » de 293 km, et 556km séparent de Pula à Vukovar.

chambres d'hôte, camping, appartements meublés. Lors de mon premier séjour, j'ai été contrainte de résider dans une auberge de jeunesse située à Osijek et de faire le déplacement quotidiennement en bus, j'ai passé mon deuxième séjour dans la résidence secondaire d'une informatrice zagréboise, et lors de mon troisième séjour, j'ai loué une chambre dans une pension relativement éloignée du centre ville, alors j'ai pu expérimenter l'insuffisance de l'offre d'hébergement. Cette capacité d'accueil très limitée constitue un frein de taille au développement du tourisme, ainsi que le déplore Zrinka Šesto, la fondatrice de l'agence de voyage Danubium Tour qui affirme que les visiteurs sont obligés de séjourner dans les villes environnantes :

« Maintenant, la situation actuelle, on a seulement un hôtel et c'est un hôtel 4 étoiles, c'est un centre de congrès, alors ce n'est pas pour ce genre de touristes et oui, je suis d'accord, c'est le problème. Mais bien sûr, on a besoin d'investisseurs ici. Et maintenant, cet hôtel Danube, vous verrez, est en cours de rénovation, alors on espère que l'an prochain la situation sera meilleure de ce point de vue. On a beaucoup de restaurants, je pense que la situation est bonne, mais il n'y a pas d'hôtel, c'est vrai. On n'a toujours pas d'auberge par exemple, et juste un hôtel qui est 4 étoiles alors les gens réservent à Vinkovci ou Osijek, et ils restent là-bas. Alors ce n'est pas bon pour la ville parce que, euh, ils restent seulement pour la journée ici, et notre but est de les faire rester ici 2-3 jours peut-être plus. Parce que les touristes, ils ont de quoi voir, nous avons un programme que vous pouvez voir sur notre site Internet. Un jour pour Vukovar, un jour pour Illok, Illok est une ville vinicole, troisième jour on va à Osijek, au parc naturel de Kopački rit. Alors ils ont beaucoup de choses à faire pour 3 ou 4 jours. Mais maintenant ils restent à Osijek et Vinkovci à l'hôtel. Mais, vous devez aussi comprendre que Vukovar a vraiment eu une sale guerre ici et tout a été complètement détruit, donc ce n'est pas facile de décider de construire maintenant un hôtel ici ou quelque chose de ce genre. Nous avons besoin de temps pour ça, bien sûr. Mais on espère qu'au cours des prochaines années, la situation sera nettement meilleure. » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Depuis cet entretien, l'offre d'hébergement s'est très peu étoffée, la capacité d'accueil pour l'ensemble du comté de Vukovar-Srijem est passé de 1563 lits en 2012 à 1603 lits en 2019²⁶³. L'hôtel Dunav n'a toujours pas rouvert ses portes, quelques appartements de locations sont recensés par le site internet de l'Office du tourisme, ainsi que deux auberges de taille modeste. Un centre à destination des groupes scolaires a été inauguré dans l'enceinte du Centre mémorial de la guerre patriotique afin d'accueillir les élèves durant leur voyage scolaire. Mais il n'y a toujours pas d'établissement à même d'accueillir une clientèle internationale nombreuse, diverse et exigeante.

²⁶³ Source : Ministry of Tourism, *Tourism in Figures* 2012, p.17 et *Tourism in Figures* 2019, p.16

Enfin, le nom de Vukovar est surtout connu des citoyens européens (clientèle majoritaire du pays²⁶⁴) en raison de la guerre, et de la médiatisation des atrocités qui se sont déroulées dans la région en 1991, ce qui représente une entrave majeure à la fréquentation touristique.

Certes, on voit émerger depuis plusieurs années un phénomène qualifié de thanatotourisme ou *Dark Tourism*, qui désigne selon Philip R. Stone « *the phenomenon by which people visit, purposefully or as part of a broader recreational itinerary, the diverse range of sites, attractions and exhibitions which offer a (re)presentation of death and suffering* » (2006 : 146). Mais cette activité constitue une niche qui n'attire pas une clientèle internationale très abondante, en comparaison avec le tourisme balnéaire qui représente le principal motif de séjour en Croatie. En outre, en matière de *Dark Tourism*, Sarajevo²⁶⁵ jouit d'une notoriété sans commune mesure avec celle de Vukovar, et la capitale bosnienne attire des milliers de « routards » et autres touristes internationaux, qui viennent visiter les différents dispositifs en lien avec l'attentat contre François Ferdinand en 1914 ou en lien avec le siège de la ville lors de la guerre d'ex-Yougoslavie.

Si la mémoire de la guerre ne représente pas un motif suffisant pour voir se développer un tourisme de masse à Vukovar, elle demeure la principale cause de fréquentation de la ville par les visiteurs nationaux et internationaux. Selon Zrinka Šesto, la clientèle de l'agence Danubium Tour, qu'elle soit domestique ou internationale, a connaissance des événements qui ont eu lieu pendant la guerre à Vukovar et veulent visiter les différents sites avec des guides qui leur en font un récit de première main. D'ailleurs les guides employés par l'agence sont des défenseurs qui ont combattu à Vukovar pendant le siège.

« Beaucoup de gens viennent ici à Vukovar à cause de la guerre, et ils veulent voir ce qui s'est passé à Ovčara par exemple, à l'hôpital de Vukovar, dans la ville et comment la ville progresse aujourd'hui. Nos clients, environ 80% de nos clients, encore aujourd'hui viennent de Croatie, mais on a aussi beaucoup de gens, de touristes étrangers, avec ces bateaux de croisières qui font escale au port de Vukovar, et je dois dire que ce sont généralement des gens qui viennent des Etats-Unis, d'Australie, mais bien sûr on a des gens de Suède, beaucoup Japonais, beaucoup d'Allemands, de toute l'Europe et le monde. Et je dois dire qu'ils sont très très intéressés par ce qui s'est passé ici à Vukovar. Généralement ils savent ce qui s'est passé ici en 1991. Bien sûr tout le monde regardait la télévision CNN, etc. Par exemple, on travaille avec une compagnie de croisière, et dans cette compagnie de croisière, ils ont le choix. Leurs clients peuvent choisir entre tourisme de guerre, par exemple pour Vukovar, tourisme de guerre, et tourisme vinicole à Illok. Et habituellement, beaucoup de gens décident de voir ce qui s'est passé ici à Vukovar en 1991, oui. Alors si on a 150 personnes sur le bateau, 30 personnes

²⁶⁴ Voir Chapitre 5

²⁶⁵ Sur le tourisme de guerre à Vukovar et Sarajevo, voir les travaux du géographe de Patrick Naef (2015, 2012).

veulent voir le vin et les autres veulent voir ce qui s'est passé à Vukovar et à quoi ressemble Vukovar maintenant. Les gens sont vraiment intéressés par la guerre, ils veulent savoir
 » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Enfin, la guerre et sa commémoration donne lieu à la fréquentation de la ville par des dizaines de milliers de visiteurs nationaux, qui assistent aux cérémonies et offices religieux en hommages aux victimes, visitent les monuments, musées et mémoriaux, ainsi qu'il en a été question dans le chapitre précédent. Mais, de l'aveu même de la directrice de l'Office du tourisme il est très difficile de comptabiliser précisément le nombre de personnes qui visitent Vukovar à l'occasion de ces commémorations, ou à d'autres périodes, et l'Office du tourisme ne dispose que d'informations relatives aux touristes qui passent au moins une nuitée sur place, ou des données relatives à la fréquentation des mémoriaux. Il est donc impossible de comptabiliser avec précision ces pèlerins de la mémoire, qu'ils viennent en groupe ou individuellement.

Le problème principal qui résulte de ce tourisme mémoriel est qu'en dépit d'un nombre considérable de visiteurs, il ne constitue pas une source de dividendes pour la cité. En effet, dans leur immense majorité, les personnes qui assistent aux cérémonies sont des excursionnistes, c'est-à-dire qu'ils viennent à la journée. Il suffit pour s'en convaincre de comparer pour une même année le nombre de visiteurs enregistrés dans l'un des mémoriaux gérés par le Centre commémoratif de la guerre Patriotique (tableau n°7) et le nombre de touristes recensés par l'Office du tourisme (tableau n°6). Ainsi, pour l'année 2014, 6997 touristes ont été enregistrés alors que dans le même temps, le cimetière-mémorial a accueilli 174740 visiteurs (soit 25 fois plus).

	Touristes				Nuitées			
	2011	2012	2013	2014	2011	2012	2013	2014
Total	6107	6353	9217	6997	9512	10301	18665	11913
Local (Croates)	3647	4220	5665	4423	5691	6892	10498	7598
International	2460	2133	3552	2574	3821	3409	8167	4315

Tableau n° 6 : Nombre d'arrivées et de nuitées entre 2011 et 2014 d'après les données fournies par l'Office du tourisme de Vukovar

Cela signifie que dans une large mesure, les visiteurs qui se rendent à Vukovar ne passent pas de nuitées dans des hébergements locaux, ne payent pas de taxe de séjour et ne font pas de dépenses sur place : ils arrivent dans des bus spécialement affrétés, et d'après les observations auxquelles j'ai pu procéder, ils apportent des couronnes de fleurs et des neuvaines achetées

dans leur localité d'origine, l'accès à la plupart des musées et mémoriaux est gratuit, il n'y a pas de boutique de souvenirs. Et le 18 novembre, jour de la commémoration de la chute de la ville, qui marque le pic de la fréquentation touristique annuelle, la plupart des commerçants baissent le rideau en guise de respect. Seuls quelques cafés, boulangeries et restaurants restent ouverts pour permettent aux visiteurs de se restaurer et de se réchauffer un peu, ce qui leur permet de tirer un bénéfice de cette présence pour le moins éphémère.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Centre mémorial de l'hôpital de Vukovar	37715	39500	63180	64000	66000	63000
Cimetière-mémorial	81065	89920	130916	140000	167155	174740
Centre mémorial d'Ovčara	120000	100000	120400	130000	130000	130000
Centre mémorial de Trpiska Cesta	-	-	-	-	45000	130000

Tableau n°7 : Nombre de visiteurs des principaux mémoriaux de Vukovar entre 2009 et 2014, d'après les données fournies par l'Office du tourisme de Vukovar

L'agence Danubium Tour, qui travaille avec des compagnies de croisières et organise des voyages et visites guidées pour les touristes croates tout au long de l'année, parvient elle aussi à générer un revenu de cette activité et à rémunérer quelques guides, mais aux dires de mon interlocutrice, la situation n'est pas florissante :

« Notre compagnie est ouverte depuis 5 ans maintenant. C'est toujours la lutte parce que nous sommes une compagnie privée, donc c'est toujours la lutte, mais nous avons de l'enthousiasme, nous sommes vraiment enthousiastes, et nous devons lutter avec ça. » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de croisiéristes	16054	18301	22914	26548	27755	31477
Nombre de bateaux de croisière	138	154	182	217	209	235

Tableau n°8 : Nombre de croisiéristes et nombre de bateaux de croisières ayant fait escale à Vukovar entre 2009 et 2014, d'après les données fournies par l'Office du tourisme de Vukovar

Les acteurs du secteur touristique locaux et nationaux, publics et privés tentent de diversifier l'offre touristique, et d'axer la promotion de la ville sur ses nombreux atouts. La gastronomie de Slavonie, le terroir viticole réputé, en particulier les vignobles d'Illok, la richesse de la faune et de la flore sauvage, le Danube, les villages agricoles environnants sont autant de ressources pour le développement du tourisme rural.

En outre, l'architecture austro-hongroise restaurée, la richesse culturelle et artistique de la région résultant de son passé multiculturel exposée au musée de la ville et mise en scène lors de spectacles folkloriques et le patrimoine archéologique de Vukovar constituent par ailleurs des ressources propices au développement du tourisme culturel. La découverte du site de Vučedol, et de la culture éponyme considérée comme la culture la plus ancienne découverte en Europe, et la construction d'un musée à quelques kilomètres de Vukovar devrait attirer les visiteurs internationaux férus d'histoire. Les acteurs du tourisme que j'ai rencontré soulignent la nécessité de mettre en valeur et de médiatiser ces atouts, pour attirer les visiteurs. Tomislav Džanak, employé de l'Office du tourisme affirme en effet :

« Vukovar et les environs, ils ont un contexte historique important, par exemple vous avez ce site historique de Vučedol, dont vous avez peut-être entendu parler. C'est véritablement la civilisation la plus ancienne en Europe, et c'est quelque chose que les gens ignorent. Et aussi, toute cette région était réputée pour euh, en fait, beaucoup de nations en fait, ont traversé cette région de Croatie au cours de l'histoire. Par exemple, vous aviez des Turcs, vous aviez des Autrichiens, vous aviez des Hongrois, vous aviez des Allemands, vous aviez des Serbes, et ainsi de suite, et bien sûr des Croates. Donc c'est en fait une des parties les plus riches de Croatie, en terme de culture, diversité, et ainsi de suite. » (Extrait entretien Tomislav Džanak, 23/05/2012, Vukovar)

Zrinka Šesto espère que ces différents atouts conduiront les touristes fréquentant la côte adriatique à faire un détour par Vukovar :

« Mais aujourd'hui, on veut que par exemple un touriste qui vient à Dubrovnik, il passe quelques jours, 7 jours à Dubrovnik, et ensuite qu'il se rende dans la partie continentale en Croatie, pour voir Zagreb, notre capitale, et ensuite vienne à Vukovar et ainsi de suite. Parce qu'on a un aéroport proche de Vukovar à Osijek, donc c'est très important pour nous, je pense que dans le futur, ce sera comme ça. Et je l'espère. Et bien sûr nous avons le Danube ici, et le Danube constitue aussi une bonne perspective pour Vukovar. Beaucoup de personne qui viennent ici veulent passer du temps sur le Danube, faire du bateau sur le Danube. » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Mon interlocutrice pense que l'avenir du tourisme à Vukovar réside dans la diversification de l'offre, dans le tourisme rural et culturel, mais affirme : « ce tourisme de guerre va demeurer, bien sûr le tourisme mémoriel sera un pilier²⁶⁶ ». Si je n'ai pas eu accès à des données relatives à la fréquentation de la ville depuis mon dernier séjour sur le terrain, qui permettrait d'infirmer ou de confirmer cette assertion, j'ai en revanche pu consulter les données relatives à la

²⁶⁶Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar

fréquentation du comté, publiées annuellement dans une brochure éditée par le Ministère du tourisme, intitulée *Tourism in Figures*. Entre 2012 et 2019, la fréquentation touristique du comté de Vukovar-Srijem a progressé de façon significative, passant de 34 000 arrivées et 61 000 nuitées en 2012 à 80 000 arrivées et 134 000 nuitées en 2019. Une telle progression est selon toute vraisemblance imputable dans une large mesure au public scolaire, et fait suite à l'instauration d'un voyage obligatoire pour les élèves de 8^e année.

Malgré tout, la fréquentation du comté paraît dérisoire à l'échelle nationale et représente seulement 0,1% des nuitées et 0,4 % des arrivées à l'échelle nationale en 2019 (contre 0,1% des nuitées et 0,3% des arrivées en 2012)²⁶⁷. C'est dire si la région peine à attirer les visiteurs, malgré les tentatives de mettre en valeur ses attraits.

Vraisemblablement, le profil des visiteurs n'a pas radicalement changé dans l'intervalle. En dehors du public scolaire, les touristes qui se rendent à Vukovar sont des excursionnistes nationaux et internationaux (groupes en provenance de la Bosnie voisine ou groupes de la diaspora) qui viennent à la journée dans le cadre des commémorations annuelles ou des croisiéristes internationaux qui font escale pendant quelques heures dans la cité danubienne. Il y a aussi des touristes nationaux et internationaux qui séjournent pendant quelques jours sur place, visitent la ville et ses environs, mais ils restent minoritaires, si l'on en croit les données de la fréquentation disponibles. Par conséquent, il apparaît pour l'heure, que ce tourisme mémoriel prédomine et que la guerre demeure un motif de fréquentation *per se*, à l'instar de ce que j'ai pu observer à Mostar ou de Sarajevo.

Mais ce tourisme mémoriel ne suscite par un enthousiasme unanime de la part des habitants. Au contraire, certains l'accueillent défavorablement, expriment de la lassitude, voire une profonde exaspération devant cet afflux de visiteurs. Lors de notre entretien, Charles Tauber énumère les ressources qui pourraient être exploitées par le secteur touristique à Vukovar :

« Si vous voulez vraiment faire, faire de cette ville une ville touristique, vous pouvez le faire sans grande difficulté, parce cette ville a 6000 ans d'histoire. Virtuellement, tous les groupes ethniques en Europe ont été ici à un moment ou à un autre. Vous avez le premier calendrier en Europe, avec la culture de Vučedol, vous avez des bâtiments qui datent du 12^e ou 13^e siècle, et bien sûr toute la période austro-hongroise, vous avez beaucoup d'exemple de choses. Et bien sûr vous avez le Danube ! » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

En cela il s'accorde avec les acteurs du tourisme que j'ai rencontré. Toutefois, il critique la dimension nationaliste du tourisme mémoriel et la focalisation sur la guerre :

²⁶⁷ Source : Ministry of Tourism, *Tourism in Figures* 2012, p.34-35 et *Tourism in Figures* 2019, p.30-31

« Mais pour le moment, la plupart des touristes étrangers, les touristes individuels, les groupes qui font des croisières sur le Danube, ils viennent pour voir la guerre, et c'est promu. Il y a quelques années quelqu'un m'a demandé d'écrire, pas d'écrire, mais d'éditer une brochure touristique, il faisait la traduction et il m'a demandé en tant que locuteur anglophone, de regarder la traduction. Et j'y étais opposé, à cause du nationalisme qu'il y avait dans cette brochure. Je ne sais pas s'ils l'ont changé, je ne l'ai pas vu récemment. Mais, cette ville a beaucoup à offrir, elle est aussi, aussi curieux que ça puisse paraître, beaucoup de nature. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

En outre, les cérémonies en hommage aux victimes peuvent avoir un effet retraumatisant pour les habitants, qu'ils choisissent ou non d'y prendre part. Kruno Kardov souligne cet aspect :

« During the commemoration days, and especially on 18 November, the compression of memory reaches its peak, with all the traumatic events reenacted within a short span of time, and the pressure is so intense that social contact are blocked. Shops are closed, and activity outside people's home is significantly reduced. Some Croats from the town avoid news about Vukovar and do not even watch television because the documentaries televised are too disturbing. Many complain of having concentration problems, dizziness and confusion. This particularly interesting phenomenon is related to the time-space transformation of the city, for this is the only day of the year when the whole city becomes one place, though a place overwhelmed with sorrow. » (ibid. : 80)

Cette situation n'est pas spécifique à Vukovar. En effet, selon Stéphanie Rolland-Traina, les commémorations provoquent une réactivation du trauma et de la défiance envers l'Autre, en Croatie, en Bosnie et en Serbie :

« Les multiples commémorations liées à la guerre qui jalonnent le calendrier annuel, en Bosnie- Herzégovine mais aussi en Croatie et en Serbie voisines, participent à la réactivation de la mémoire des traumatismes des habitants de BiH. Elles rappellent régulièrement les exactions commises par les « Autres », désignés parfois par des termes à connotation péjorative : les « Turcs » ou les « Ottomans » (« balija »), les « oustacha-s » ou les « tchetnik-s », établissant une continuité fictive entre des groupes du passé et ceux en présence aujourd'hui. » (2001b : 95)

Certains des habitants que j'ai rencontré préfèrent éviter d'assister aux commémorations officielles, et choisissent de rendre hommage à leurs proches disparus dans l'intimité de leur domicile. D'autres quittent la ville pour quelques jours à cette occasion, car le ressassement des événements leur est trop pénible.

I.2 Les conséquences psychologiques de la guerre et l'insuffisance de leur prises en charge

I.2.1 Les effets thérapeutiques escomptés de la justice internationale

Pierre Hazan, spécialiste de justice transitionnelle, consultant auprès d'organisations de la société civile et d'organisations internationales rappelle la mission allouée par la communauté internationale à la justice transitionnelle :

« les promoteurs de la justice transitionnelle affirment que les politiques de pardon et/ou de châtement permettent de redonner leur dignité aux victimes, de contribuer à la réconciliation nationale par un travail de vérité et de justice qu'elle soit symbolique ou pénale, de prévenir de nouveaux crimes, de participer au rétablissement et au maintien de la paix, d'établir, sinon de renforcer l'État de droit, par l'introduction de réformes institutionnelles et politiques.²⁶⁸ »

L'assertion d'une justice pourvoyeuse de paix est partagée par beaucoup d'ONG, au nombre desquelles *Amnesty international*, qui déclare notamment dans un bulletin d'information en date du 16 novembre 2001, publié à l'occasion des dix ans de la chute de la ville : « L'organisation est convaincue que la détermination individuelle des responsabilités en ce qui concerne ces crimes faciliterait le processus de réconciliation et la réintégration des personnes déplacées de retour à Vukovar après plusieurs années²⁶⁹ ».

Toutefois, Hazan affirme la difficulté qu'il y a à évaluer les effets de la justice transitionnelle. La difficulté réside notamment dans le fait que rien n'atteste empiriquement de son efficacité : il n'y a pas de critères objectifs permettant d'apprécier l'efficacité politique et symbolique de la justice internationale, les concepts de vérité, réconciliation, pardon sont flous et leur concrétisation est difficile à appréhender, enfin, il est difficile de déterminer dans quelle mesure la prévention des crimes futurs est effective.

Cela rejoint l'analyse de la philosophe Isabelle Delpla qui affirme que les effets de la justice internationale sont plus supposés que constatés :

« Les déclarations de principe sur les vertus de la justice internationale sont rarement confrontées à la situation effective des pays concernés. Elles ont été acceptées comme une évidence parmi les militants des droits de l'Homme, sans qu'elles soient guère ni confirmées ni infirmées par des études empiriques sur les effets de ces tribunaux. Les effets de la justice internationale en termes de contribution à la paix et à la réconciliation, se trouvent donc

²⁶⁸ Hazan, Mesurer l'impact des politiques de châtement et de pardon, p.4-5

²⁶⁹ Amnesty International, Croatie/ RFY Vukovar : dix ans d'impunité alors que des violations massives des droits humains ont été commises, Bulletin d'information 203/1

stipulés plutôt qu'observés. Ils ont été supposés et transposés par analogie d'un cadre national à un cadre international, comme la fonction supposée de la dissuasion, ou d'une expérience historique, notamment celle du procès de Nuremberg, à une autre. Ils ont aussi été extrapolés et importés à partir d'autres expériences de justice de transition dans les démocraties émergentes, comme les CVR [Commissions Vérités et Réconciliation], en dépit des différences flagrantes de contextes et de procédures, ces commissions étant plus axées sur la vérité que sur la justice. » (2004 : 212)

Néanmoins, si on ne peut confirmer cette hypothèse d'une justice pourvoyeuse de paix, on ne peut pas non plus l'infirmier catégoriquement, aussi « conclure à une absence d'effet de cette justice internationale dans un processus d'après-guerre serait aussi hâtif que les déclarations de principe sur son efficacité révolutionnaire » (ibid. : 213). La philosophe Magali Bessone interroge plus spécifiquement l'impact du TPIY sur la réconciliation :

« la question se pose toujours de la véritable influence du TPIY sur la paix durable, c'est-à-dire non seulement sur l'arrêt des violences, mais sur la réconciliation au quotidien de communautés qui doivent réapprendre à vivre ensemble pas seulement à se côtoyer dans la haine cachée ou la méfiance permanente d'une 'guerre froide'. » (2005 : 54)

Elle conclue que l'évaluation de l'impact du TPIY est compliquée dans la mesure où elle implique de prendre en compte des logiques contradictoires :

« Le tribunal pénal œuvre pour la paix au niveau historique et collectif, et il s'intègre dans un ensemble de mesures dont chacune prend en compte un aspect particulier du *peace building*. Les difficultés surgissent quand on veut en faire l'instrument majeur de la réconciliation individuelle et de la sortie immédiate de la violence, quand on pense le processus judiciaire avec des outils (évidence, transparence, instantanéité) qui sont difficilement compatibles avec la réalité de son fonctionnement. » (ibid. : 72)

Hazan interroge par ailleurs l'effet thérapeutique supposé de la justice transitionnelle sur les victimes :

« Ce sont à travers leur rétablissement, leur réparation, que le corps social est censé lui aussi guérir des cicatrices du passé et se ressouder, vérité faite et châtiment symbolique ou pénal infligé. Mais « la reconnaissance », « la justice », « la vérité » ont-ils un effet thérapeutique pour les victimes, comme l'affirment nombre de promoteurs de la justice transitionnelle ? » (2006 : 18)

Par le dévoilement de la vérité factuelle, la lutte contre l'impunité, la justice faciliterait le travail de deuil, restaurerait la dignité des victimes, les libérerait d'un passé traumatique. Quels que soient les effets thérapeutiques présumés de la justice internationale à l'échelle de communautés ayant subi des formes de violence de masse, à l'échelle individuelle, les dommages psychologiques incommensurables causés par l'expérience la guerre et de ses atrocités ne sauraient être réparés par le seul effet d'un verdict rendu dans un tribunal à l'étranger. D'autant moins quand la sentence prononcée est considérée par les victimes comme insatisfaisante, ou lorsque le sort des disparus n'a toujours pas été résolu. En effet, « les victimes peuvent (et c'est souvent le cas) être déçues par la sentence jugée trop bénigne, et en ressentir durement les effets » (Hazan, *ibid.* : 20).

Ainsi en est-il lors de l'affaire Slavko Dokmanović, Président de la municipalité de Vukovar avant et après le siège de Vukovar. Il est accusé dans le cadre de l'affaire « hôpital de Vukovar » de crimes contre l'humanité, violations des lois et coutumes de guerre et infractions graves aux conventions de Genève, en raison de sa responsabilité dans le massacre d'Ovčara. Il est arrêté le 27 juin 1997, mais son décès le 29 juin 1998 met un terme à la procédure.

Il en va de même dans l'affaire Goran Hadić²⁷⁰, Président du gouvernement de la région autonome autoproclamée de Slavonie, Baranja et Srem occidental (SAO SBSO), puis Président de la République Serbe de Krajina. Il est inculpé en pour huit chefs d'accusations de crimes contre l'humanité et six d'accusation de violations des lois et coutumes de guerre, notamment pour les crimes perpétrés contre les populations non-serbes à la fin du siège de Vukovar. L'accusé, arrêté en juillet 2011, plaide non coupable. Mais son décès le 12 juillet 2016, met fin aux poursuites du Tribunal.

Un autre procès a eu lieu dans le cadre de l'affaire « hôpital de Vukovar », au cours duquel Mile Mrkšić (Colonel de la JNA), Miroslav Radić (Capitaine de la JNA) et Veselin Šljivančanin (Chef de bataillon de la JNA) ont été inculpé au titre de leur responsabilité pénale individuelle et de leur responsabilité pénale en tant que supérieur hiérarchique pour crimes contre l'humanité et violation des lois et des coutumes de guerre. Cette affaire concerne les crimes commis contre les civils non-serbes et les défenseurs à la chute de la ville, et notamment pour le massacre d'Ovčara. Les trois accusés, remis au TPIY entre mai 2002 et juillet 2003, ont plaidé non coupable. À l'issue du procès,

²⁷⁰ Pour plus d'éléments concernant l'affaire Goran Hadić, voir la documentation disponible sur le site du TPIY. Source <https://www.icty.org/case/hadzic>

Mile Mrkšić a été condamné à 20 ans de prison (il décédera en 2015), Miroslav Radić a été déclaré non coupable et Veselin Šljivančanin a été condamné à 5 ans d'emprisonnement (il sera condamné à 17 ans de prison lors du procès en appel en mai 2009). Selon le juge, Kevin Parker, les « trois de Vukovar » ont été jugé uniquement pour leur rôle dans le massacre d'Ovčara et non pour leur participation à une entreprise criminelle commune, par manque de preuve, ni pour l'attaque contre Vukovar. Le jugement rendu le 27 septembre 2007, provoque l'indignation et l'incompréhension en Croatie. Et la directrice de l'hôpital, Vesna Bosanac, en fonction pendant le siège, incarcérée dans un camps de prisonniers à la chute de la ville, a fait part à la presse de sa stupéfaction face à ce verdict : « À la vérité, je suis abasourdie. Je n'ai pas de commentaires sur ce jugement, sauf qu'il est clair qu'il n'y a pas de justice pour les victimes de Vukovar en ce monde²⁷¹ ». La légèreté des peines prononcées a été condamnée à l'époque par le Président croate Stjepan Mesić et le Premier Ministre Ivo Sanader, ainsi que par la plupart des associations de victimes, de familles de disparus, de prisonniers en camps, de vétérans de la guerre patriotiques. Au soir du verdict, de nombreux habitants se sont rendus sur les lieux du charnier d'Ovčara pour y allumer des bougies et prier pour les victimes²⁷².

La justice internationale présente en outre l'inconvénient de ne pas poursuivre les exécutants à l'échelle locale, mais de poursuivre uniquement les hauts responsables et les commanditaires, ce qui peut réduire la portée cathartique d'un procès, d'autant plus quand bourreaux et victimes d'hier sont contraints de cohabiter au quotidien.

Cela fait dire à Charles Tauber que la justice internationale s'avère contre-productive : « Le TPIY, malheureusement, est peut-être, même, je pense en train d'avoir un effet opposé, je pense qu'il a un effet délétère. Il satisfait certains désirs politiques, et besoins, et agendas, mais il n'est pas ne fait rien, en dehors de ça » (Extrait d'entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar).

Aux dires des tous mes enquêtés, qu'ils soient habitants, acteurs associatifs, ou acteurs politiques, toute la population de Vukovar est affectée d'une façon ou d'une autre par la guerre et la palette des conséquences psychologiques est vaste : dépression, stress post-traumatique, troubles anxieux, somatisation, suicide, alcoolisme et addictions diverses, mais aussi violence intrafamiliale, transmission du trauma. Cela n'est pas spécifique à Vukovar, ni à la guerre d'ex-Yougoslavie de façon plus large, au contraire, il s'agit d'affections consécutives à un traumatisme très répandues.

²⁷¹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/massacre-de-vukovar-le-tpi-a-la-main-tres-legere>

²⁷² Source : https://www.courrierdesbalkans.fr/spip.php?page=article&id_article=8879&cdbvisu=8879

J'ai choisi de reproduire ici un extrait d'entretien avec le Dr Charles Tauber, qui prend en charge ces problématique depuis 1995, parce qu'il est assez édifiant :

« Avant tout chose, après 17 ans, à cause du manque d'intervention gouvernementale ou internationale, à un niveau approprié, ces problèmes existent encore et existent en grande quantité. Virtuellement, toute la population est toujours affectée, d'une façon ou d'une autre. Les effets sur la vie des gens sont multiples. Vous avez les problèmes psychologiques chroniques au sens strict, au sens pur, en d'autres termes, les dépressions, vous avez beaucoup de suicides par ici, vous avez beaucoup de dépressions par ici, vous avez beaucoup de problèmes d'anxiété par ici, en énorme quantité. Euh, ce sont les trois problèmes majeurs. Vous avez du PTSD, mais je n'aime pas particulièrement la définition ni du DSM²⁷³ ni du ACD, nous parlons plutôt de réactions de stress post-traumatique, nous parlons de, nous voyons beaucoup de combinaisons qui n'entrent pas dans la définition du DSM ou du ACD. On utilise aussi le mot réaction vraiment délibérément pour dépathologiser, pour dépathologiser les choses, parce que, encore, en lien avec la déstigmatisation. Et nous croyons sincèrement que ce sont des réactions. Nous voyons beaucoup de problèmes somatiques, *soupirs* une énorme quantité de problèmes somatiques. Euh, tout depuis, tout ce à quoi s'attendre : les problèmes d'estomac, les maux de tête, les trucs neurologiques, mais nous, nous voyons beaucoup de problèmes endocriniens, en d'autres termes, thyroïde, diabète, et le reste. Nous voyons les cancers, que l'on s'attend à voir. Malheureusement, il y a extrêmement peu, sinon aucune, données épidémiologiques fiables. Et, encore, nous n'arrivons pas à convaincre qui que ce soit de mener une étude épidémiologique correcte, donc je suis très en colère avec ce genre de choses. Mais nous le voyons avec nos clients. Nous voyons aussi beaucoup de somatisations, dans le sens où les gens qui tournent le psychologique vers l'intérieur et l'expriment en termes somatiques. C'est typique, à cause, encore, de cette stigmatisation à laquelle nous avons affaire concernant les problèmes psychologiques. Une autre chose que nous voyons, c'est beaucoup de violences domestiques. Nous voyons beaucoup de transmission du trauma, à cette génération. Beaucoup d'addiction aussi. Le problème des médicaments est un très mauvais problème, le problème de l'alcool est un autre très mauvais problème » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

Pour illustrer son propos sur la consommation de substances psychoactives par la population de Vukovar, Charles Tauber me raconte l'anecdote suivante : en 2007, la police a effectué une opération de contrôle de grande ampleur sur les automobilistes, en procédant notamment à des prélèvement sanguins, ce qui scandalise mon interlocuteur : « Ils peuvent s'en sortir avec ce genre de non-sens ici, ce qui est évidemment en France, ou en Hollande, ou aux États-Unis,

²⁷³ Le DSM et l'ACD sont deux manuels de psychiatrie américains de référence.

ils n'auraient jamais pu faire ça, mais ils peuvent le faire ici. Ouais !²⁷⁴ ». Il en est résulté qu'un tiers des personnes contrôlées étaient positives à des substances (alcool, drogues, médicaments), mais Tauber, affirme à partir des personnes qu'il reçoit, que ce pourcentage est sous-évalué et considère que le pourcentage de gens consommant des substances psychoactive est de l'ordre de 50% de la population adulte.

Ces estimations issues nombreuses années d'exercice sont corroborées par une étude réalisée par Dragica Kosarić-Kovačić, Tajana Ljubin et Michel Grappe, parue en 2000, relative au stress post-traumatique et à la dépendance à l'alcool chez les personnes déplacées. Les auteurs ont procédé à une enquête auprès de 368 personnes déplacées (hommes et femmes adultes), originaires des régions de Vukovar, Slunj et Lika, vivant dans un camp de réfugiés à Zagreb. Ils ont étudié la prévalence de syndrome de stress post-traumatique et de dépendance à l'alcool en corrélation avec les caractéristiques socio-démographiques (niveau d'éducation, statut marital, situation professionnelle) des personnes interrogées, ainsi qu'avec le nombre d'épisodes traumatiques vécus par les personnes interrogées. Les auteurs concluent que 50,3% des hommes et 36,5% des femmes de leur échantillon souffrent d'un syndrome de stress post-traumatique, en outre, 60,5 % des hommes et 8,1% des femmes présentent une dépendance à l'alcool. Il existe une importante comorbidité entre PTSD et dépendance à l'alcool chez les hommes, en effet, 69,6% des hommes souffrant de PTSD présentent une dépendance à l'alcool, mais cette comorbidité est faible chez les femmes et se retrouvent seulement chez les femmes ayant des antécédents de dépendance à l'alcool avant la guerre. Selon Kosarić-Kovačić et al., les variables socio-démographiques ne sont pas significatives dans l'étiologie du PTSD, et notamment dans la comorbidité entre PTSD et dépendance à l'alcool, mais le nombre d'expériences traumatiques est déterminant dans la survenue de ces troubles :

« To analyze the role of trauma in relation to PTSD and alcohol dependence, four groups (group with PTSD and alcohol dependence, group with PTSD, group with alcohol dependence and group without PTSD or alcohol dependence) were compared with regard to trauma experiences (Table 5). The highest number of traumas was experienced by the displaced persons with a current PTSD only, followed by those with PTSD and alcohol dependence. The lowest number of war traumas was experienced by displaced persons with alcohol dependence, but without current PTSD. » (2000 : 175)

S'ils n'ont pas étudié la prévalence des troubles anxieux et des troubles dépressifs chez les personnes déplacées, les auteurs se réfèrent néanmoins à d'autres travaux qui montrent

²⁷⁴ Extrait d'entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar

l'occurrence de tels troubles chez les personnes déplacées (81% de personnes souffrants de troubles anxieux légers à sévères et 90% de personnes présentant des symptômes dépressifs légers à sévères).

Sachant que les habitants de Vukovar ont enduré nombre des expériences traumatiques listées par Kosarić-Kovačić, Ljubin et Grappe²⁷⁵, la prévalence de stress post-traumatique, dépendance à des substances psychoactives, troubles anxieux, troubles dépressifs, maladies d'origines psychosomatiques, est peut-être supérieure aux estimations fournies par le Dr. Tauber lors de notre entretien.

Une étude éclairante menée par Živko Mišević, Andreja Bogdan, Maja Mišević et Tena Ružić a été publiée au printemps 2020. Les auteurs ne se focalisent pas sur l'incidence des troubles psychopathologiques résultant de la guerre, mais étudient la consommation d'alcool et ses conséquences selon les régions de Croatie. Mišević et al. évoquent néanmoins une augmentation de certaines affections (dépression, PTSD) et une augmentation des hospitalisations pour troubles mentaux, avec un pic entre 2004 et 2010, qui atteint 250 hospitalisations/100 000 habitants en 2007. Et en ce qui concerne les hospitalisations pour désordres mentaux liés à la consommation d'alcool, les hospitalisations pour troubles mentaux et le suicide, les courbes des hommes et des femmes présentent une apparence identique, avec une prévalence nettement supérieure chez les hommes. En revanche, les hospitalisations pour des réactions sévères au stress et les troubles de l'adaptation (notamment syndrome de stress post-traumatique), la différence genrée est très prononcée, avec une augmentation légère et progressive chez les femmes entre 1995 (11/100 000) et 2017 (38/100 000), alors que chez les hommes le taux est de 34/100 000 en 1995 et de 57/100 000 en 2017 avec un pic marqué entre 2004 et 2010, atteignant 140/100 000 en 2007. Ils donnent aussi des informations relatives aux troubles dont souffrent les vétérans :

« In almost the same observation period (1995 to 2017), according to CES data, it is noticeable that women are significantly more hospitalized for depression [...] and men for PTSD [...], which is understandable for the participation of men in the Homeland War [...]. A disease specific to the veteran population is post-traumatic stress disorder (PTSD). According to data during 2016, 31 337 Croatian veterans used health care for this disorder. The largest number of such veterans is 5 397, from Split-Dalmatia County, followed by 4 510 veterans from Osijek-Baranja County, 2 993 from Vukovar-Srijem County and 2 615 from City of Zagreb. According to the CIPH data (2017), 21 236 veterans were registered in the Republic

²⁷⁵ Au nombre de ces expériences traumatiques figurent (je traduis ici les catégories employées par les auteurs) : situation de combat, être proche de la mort, destruction du logement, séparation forcée d'avec la famille, privation d'eau et de nourriture, privation d'abris, maladie sans soins médicaux, meurtre de membre de la famille ou d'amis, être témoin du meurtre d'étrangers, captivité en camp de détention, membre de la famille disparus, viol ou abus sexuel.

of Croatia in 2016 who, because of their depressive disorders, used health care. Veterans are particularly vulnerable to the suicides of their fellow soldiers. Between 1991 and 2015, 2 734 veterans committed suicides in the Republic of Croatia. In the last three years (2013-2015), the veteran population has committed twice as many suicides as other civilians, making it the most vulnerable social group. About 150 veterans' suicides occur annually and this number is on the rise, and according to media reports in September 2019, 3 246 veterans have committed suicide since 1991 » (2020 : 51)

Selon Mišević et al., en 2017, le taux de suicide dans le comitat de Vukovar-Srijem (16/100 000 hab.) est non seulement supérieur à la moyenne nationale (12/100 000 hab.), mais il est largement supérieur au taux de suicide dans le comitat d'Istrie (10,5/100 000 hab.) et dans le comitat de Split-Dalmatie (7,5/100 000 hab.), deux comtés qui n'ont pas ou peu été affectés par la guerre. Les auteurs n'expliquent pas les différences de taux de suicide observées entre les régions par la géographie du conflit, mais y voient la conséquence de normes culturelles différentes en matière de consommation d'alcool dans ces régions. Toutefois, à mon sens, la guerre constitue une variable qui mériterait d'être interrogée. Et le fait que ce taux soit à peu près équivalent dans les comtés de Vukovar, Šibenik-Knin et Osijek-Baranja, constitue l'indicateur d'une possible corrélation entre taux de suicide et spatialisation de la guerre.

L'Institut croate de santé publique fournit des données précises sur la santé des vétérans, mais des données relatives à la prévalence de troubles mentaux et psychosomatiques des civils vivant dans les régions touchées par les combats et les campagnes de nettoyage ethnique ne sont, à ma connaissance, pas disponibles. D'ailleurs, lors de notre entretien, Charles Tauber se désole d'une telle lacune et affirme la nécessité de collecter des données épidémiologiques.

I.2.2. L'inadéquation de la prise en charge du trauma

Malgré l'ampleur des conséquences psychologiques de la guerre sur les vétérans et les civils, l'offre de soin est insuffisante ou inadaptée, les moyens mis en œuvre sont en inadéquation avec l'étendue des besoins. C'est du moins ce que soutiennent plusieurs de mes enquêtés qui œuvrent à leur échelle pour prendre en charge du traumatisme.

Charles Tauber s'insurge contre le fait que selon lui ni la communauté internationale ni le gouvernement croate n'accordent d'attention à cette question, et pas voie de conséquences l'insuffisance des subsides qui y sont consacrées, à la fois pour prendre en charge les patients et pour effectuer un travail d'éducation qui permettrait d'atténuer le stigmate associé à la santé mentale :

« Le programme pour la réhabilitation, et pour tout le reste et pour, ce que j'appellerai la reconstruction sociale, c'est essentiellement comme ça qu'on peut l'appeler, a été abominable, n'a pas atteint le niveau qu'il aurait dû atteindre, ils ont été trop court, ils ont été très superficiel, et à un moment, ils n'existaient pratiquement pas. Nous étions virtuellement la seule organisation à faire ça, dans cette région, dans ces termes. Euh, ils n'ont pas atteint les gens. Euh, avant toute chose, il y a toujours, il y a toujours beaucoup de stigmatisation, associée avec le fait d'obtenir une assistance psychologique. Personne ne fait rien à ce propos à part nous, nous avons un petit programme d'éducation publique à la déstigmatisation que nous voudrions étendre. Encore une fois, c'est une affaire de ressources. La communauté internationale considère un travail tel que le nôtre comme, je cite « périphérique » *soupirs* et je cite « hors-sujet », ce qui, je pense, est tout sauf ces deux qualificatifs. Donc je suis très très critique envers eux. Euh, avant tout chose, après 17 ans, à cause du manque d'intervention gouvernementale ou internationale, à un niveau approprié, ces problèmes existent encore et existent en grande quantité. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

Par ailleurs, le Dr Tauber est très critique en ce qui concerne la prise en charge du traumatisme par l'hôpital de Vukovar et notamment le recours à la médication :

« Nous avons beaucoup de frustration à propos du système. Cet hôpital est absolument inutile et beaucoup de docteurs là-bas sont absolument inutiles. Ils donnent des médicaments que vous ne pouvez pas imaginer, ils transforment les gens en zombies, ils créent de l'addiction aux benzodiazépines²⁷⁶, ils donnent des combinaisons insensées et terrifiantes de médicaments, incluant tout. J'ai vu des clients²⁷⁷ avec une combinaison de benzodiazépine, anti-dépresseurs, neuroleptiques et anti-épileptiques. Vous pouvez imaginer ? À quoi le client ressemble ? Il est comme un zombie. C'est des trucs horribles, et ils le font constamment, et les clients parfois, ont été sous benzodiazépine pour peut-être 15 ou 20 ans, je veux dire, et vous et moi savons que vous devez en prendre pendant un maximum de 4 semaines ! » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

Pour ma part, je n'ai pu rencontrer aucun interlocuteur à l'hôpital de Vukovar qui aurait pu m'expliquer les dispositifs et protocoles existants, je n'ai donc aucune information de première main concernant la situation de Vukovar, sinon que l'unité de soins psychiatrique compte six médecins²⁷⁸, ce qui n'est pas négligeable pour une ville de cette taille, mais peut sembler dérisoire au regard des besoins évoqués. Cependant rien ne me permet de préjuger de la

²⁷⁶ Molécule qui entre dans la composition de calmants, sédatifs et somnifères

²⁷⁷ J'ai choisi de traduire littéralement le terme « client » employé par Charles Tauber, car cela est révélateur de la relation patient-thérapeute telle que la conçoit la tradition psychiatrique américaine, dans laquelle mon interlocuteur a été formé. Mais en français, le terme approprié serait « patient ».

²⁷⁸ Source : <http://www.ob-vukovar.hr/odjeli/psihijatrija.htm>

qualité des soins prodigués, et d'accréditer ou de nuancer les propos de mon interlocuteur, qui reconnaît d'ailleurs que les soignants et les travailleurs sociaux sont submergés.

« Je ne sais pas si vous avez parlé aux services sociaux, ou si vous allez le faire, on travaille avec eux, sur une base assez régulière, et un ou deux d'entre eux ont été mes étudiants dans certains cours. Mais ils sont absolument débordés, ils n'ont le temps pour rien. Ils ne peuvent pas, et ce sont des gens bien, comme je disais on a affaire à eux sur une base régulière, mais ils n'ont pas le temps de gérer ces choses. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

C'est la raison pour laquelle le CWWPP forme des intervenants que mon interlocuteur appelle des *lay therapists*²⁷⁹ ou « psychologues aux pieds nus²⁸⁰ » qui sont des relais au sein des communautés. Ils animent « des groupes d'auto-assistance, supervisés par des professionnels²⁸¹ » permettant d'accroître la capacité de prise en charge des traumatismes en constituant un premier niveau de soin :

« On essaye aussi d'accroître la capacité, par l'enseignement aux *lay therapists*. On travaille avec des professionnels, mais on se concentre essentiellement sur les *lay therapists*. Ce sont des personnes qui n'ont pas de formation formelle, ou qui ont une variété de formations formelles, et pour leur apprendre à apporter une assistance psychologique basique. Le cours s'appelle le cours pour travailleurs dans le domaine de la régénération CWR, pour la version courte, ça dure environ 120 heures, il comprends des bases en communication, en psychologie, en particulier, la psychologie de régions comme celle-ci, euh, techniques de base en conseil, sociologie civile, gestion non violente des conflits et droits humains. On a fait environ 50, ou peut-être quelque uns de plus, de ces cours. On travaille avec environ 20, quelque part entre 20 et 100 élèves par an, quelque chose comme ça. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

L'association Europ House qui se donne notamment pour objectif « la reconstruction de la société, de la communauté » a aussi axé une partie de ses activités sur la santé mentale, ainsi que me l'explique Lana Mayer, même si ces deux acteurs ne se connaissent pas :

« Nous avons beaucoup d'activités travaillant sur le plan social, au cœur de la reconstruction du social mais en commençant par le niveau individuel. Il y a maintenant un groupe pratiquant l'ECOSANA, c'est-à-dire l'auto-aide, l'auto-santé, un groupe de guérison travaillant pour que les individus travaillent sur eux-même, sur leur esprit et leur corps. De nombreux participants étaient traumatisés par la guerre, parce que toute la communauté était affectée par la guerre.

²⁷⁹ La traduction littérale signifie thérapeutes laïques, mais cela ne rend pas compte de la dimension « amateur » et communautaire de ce rôle, je ne connais pas l'existence d'une fonction équivalente en France, alors j'ai fait le choix de ne pas traduire

²⁸⁰ Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar

²⁸¹ Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar

C'est notre principal objectif, surmonter le trauma et reconnecter la communauté, pour surmonter ces divisions entre les ethnies, pour fonctionner en tant que communauté de façon productive. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015)

Le traumatisme et la transmission intergénérationnelle du traumatisme, complique sinon empêche la restauration des relations inter-ethniques qui demeurent teintées de méfiance et de ressentiment, et compromet la réconciliation. Il y a donc un risque que le traumatisme impacte les générations post-conflit et constituent un réservoir d'animosité et de rancœur qui pourrait alimenter de futurs conflits.

Charles Tauber procède à un parallèle entre la prise en charge des traumatismes résultant de la Seconde guerre mondiale en Yougoslavie et la prise en charge des traumatismes causés par la Guerre patriotique et y voit une menace pour l'avenir :

« Et le seul moyen de le faire, c'est de traiter ces traumatismes et de prendre en charge ces récits. Et vous savez, c'était un autre problème que Tito n'a pas géré non plus, et le régime communiste. C'est un point de cette transmission du trauma et du trauma choisi, parce que si vous le regardez, si vous regardez ce que Tito a fait, dans les années 40, 50, 60, 70, il a mis un couvercle sur la prise en charge du trauma, il a mis un couvercle sur la question ethnique, en mélangeant tout le monde et en parlant de « fraternité et unité » et il a préparé le terrain, en fait, pour cette guerre. Donc ! Et ils le font encore. Parce que nous pensons qu'il doit y avoir un énorme effort, nous pensons que le gouvernement devrait prendre ça en main. Et la communauté internationale est complice de ça. Nous pensons que la communauté internationale devrait prendre ça en main et le fait qu'ils ne l'aient pas fait, ils jouent avec le feu, en ce qui me concerne. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

II. Habiter la ville ségrégée

II.1 Affrontements mémoriels et tensions inter-communautaires dans la ville post-urbicide

Outre qu'elle est propice au ressassement du traumatisme, l'omniprésence de la mémoire matérialisées par les nombreux dispositifs ne favorise pas la pacification. Bien au contraire, elle exacerbe l'antagonisme entre Croates et Serbes et perpétuent la défiance entre les communautés, dans la mesure où Croates et Serbes ont de la guerre des lectures antagonistes qui donnent lieu à des mémoires irréconciliables.

Les propos tenus par Juraj D. lors de notre entretien, mettent en évidence le caractère fondamentalement antinomique de ces récits :

« Les mémoires sont toujours fraîches, même si c'est arrivé il y a 21 ans, mais, vous pouvez essayer d'imaginer, les personnes qui ont survécu et qui sont restées à Vukovar, beaucoup d'entre elles savent ce qui s'est passé vraiment pendant cette guerre et chaque camp à sa propre interprétation. En Serbie, quand ils parlent de cette guerre, ils mentionnent cette guerre comme une guerre pour la libération de Vukovar. Et en Croatie, on l'interprète comme une guerre patriotique, où on s'est défendu. Donc, c'est toujours vivace. Pour moi c'est très proche et symbolique et émotionnel, etc. Nous Croates, on l'interprète absolument comme une guerre patriotique, où on était les défenseurs, où les Serbes étaient les agresseurs, et ainsi de suite. »
(Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

En effet, ainsi que je l'ai montré à maintes reprises dans ce travail, pour les Croates, la guerre est considérée comme une guerre juste et légitime face à l'agression serbe, une guerre de défense de la Patrie face aux appétits territoriaux serbes. Pour les Serbes, au contraire, la guerre est considérée comme une tentative de se prémunir des exactions croates en faisant sécession. En effet, selon le sociologue Kruno Kardov, la guerre est présentée comme une guerre civile au cours de laquelle l'action des Serbes étaient cantonnée à leur défense :

« The principal understanding of the conflict was form through the interpretation of war in terms of civil conflict, necessitating that local Serbs defend their lives and their personal belongings against the Croatian state. The official Serbian narratives particularly emphasized the time before the attack on the city, in the spring 1991, when certain Serbian store and café-bar were destroyed by bombs. » (2007: 70)

Et Kardov précise que le 18 novembre, jour de la chute de la ville, est commémoré par les nationalistes serbes comme le jour de Libération nationale. Ce récit occulte consciencieusement les atrocités commises à l'encontre des civils en général et des non-serbes en particulier. En outre et le sort des habitants serbes demeurés à Vukovar lors du siège de la ville est évacué, ainsi que l'affirme l'auteur, corroborant des conclusions auxquelles j'étais moi-même parvenue :

*« The memories of a great number of Serbs who stayed in the city, living with Croats for three months in basement or city shelters, were not represented in the official versions. Those people were second-class citizens, called by the offensive name *podrumasi*, « people from the basement ». »* (ibid. : 70-71)

Cet aspect du siège de Vukovar n'est pas non plus représenté dans la fresque de victimisation croate qui ne laisse guère de place aux victimes non-croates de la guerre.

Alors que le TIPY s'est attelé à inculper des individus ciblés pour le rôle précis qu'ils ont joué dans la guerre afin d'éviter la stigmatisation collective, il est apparu au cours de mon enquête qu'un tel objectif ne trouve pas l'écho attendu à l'échelle régionale. Car c'est en termes de collectifs, fondés sur l'appartenance ethno-nationale, que sont appréhendées la guerre, ses causes et ses conséquences. En effet, en dehors des personnes appartenant à des cercles intellectuels de gauche ou à des organisations la société civile actives dans le domaine des droits humains, pour mes interlocuteurs sur le terrain, ce ne sont pas Slobodan Milošević, Slavko Dokmanović, Mile Mrkšić, Veselin Šljivančanin et Miroslav Radić, Željko Ražnatović (dit Arkan), ou même Ante Gotovina et Mladen Markač qui sont mis en cause dans les récits sur la guerre ou le post-conflit qui me sont racontés, ce sont « les Serbes » ou « les Croates » qui sont collectivement considérés comme responsables.

Lors de mon entretien collectifs avec plusieurs salariés de l'ONG CWWPP, Charles Tauber et Sandra Marić ont un échange à ce sujet, qui pour bref qu'il soit n'en demeure pas moins éclairant :

- Sandra : Et ensuite on peut parler de culpabilité collective dans cette ville, vous savez.
- Charles : De culpabilité collective, et ensuite tu rentres dans le sujet de qui est une victime. Ce qui est important pour votre recherche. Et tout toute cette affaire, où tout le monde ici a l'impression d'être une victime. Ici tout le monde affirme « notre groupe est le groupe victime ».
- Sandra : Et bien sur, si on va sur ce terrain, on peut ouvrir la question suivante, qui est la question de l'identité.
- Charles : Mais cette question identitaire, à qui tu t'identifies, avec quel groupe ethnique, et si tu es mixte, comme c'est le cas de tout le monde par ici.
- Sandra : Pour moi c'est un phénomène qui fait qu'à un moment, les gens sont obligés de choisir leur identité en fonction de leur ethnicité, vous voyez, et c'est tout, vous savez. Et pourquoi nous devrions choisir entre l'identité et l'ethnicité. Pourquoi nous ne pourrions pas être artiste, docteur ...
- Charles : C'est vrai. Définir notre identité uniquement à travers l'ethnicité !

(Extrait entretien CWWPP, 23/05/2012, Vukovar)

En dépit de l'importance de la mixité, et en dépit de l'existence de divergences idéologiques profondes, et de lignes de démarcations politiques qui divisent chaque communauté, que j'ai souligné à maintes reprises dans ce travail, il y a une essentialisation des communautés en présence, sur la base d'une appartenance ethno-nationale, qui amène à considérer que « les

Croates » ou « les Serbes » partagent des positions unanimes sur la guerre et sur les relations inter-communautaires. C'est cette essentialisation que je cherche à traduire ici en mettant en évidence les accusations binaires qui marquent les relations post-conflit entre Croates et Serbes à Vukovar.

Tout d'abord les Croates accusent les Serbes de refuser d'admettre leur responsabilité dans la guerre, le rôle qu'ils ont joué, les crimes qu'ils ont commis, et pour lesquels ils n'ont pas été punis. C'est ce qu'affirme Sandra Cvikić lors de notre rencontre :

« la population serbe est dans une attitude de déni, elle refuse de reconnaître ce qui s'est passé, elle n'exprime pas de culpabilité, pas de remords. Ils regardent le futur comme s'il n'y avait rien à discuter, ils ne se sentent pas coupables, donc ils peuvent reprendre une vie normale. La communauté serbe ne veut pas reconnaître ce qui s'est passé, le discuter, l'accepter, et payer justement pour ces crimes, pour ensuite progresser. » (Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar)

Les Croates reprochent aux Serbes de ne pas avoir fait leur *mea culpa* et de ne pas prendre part aux cérémonies en hommage aux victimes croates et de se camper sur leur position de victime. C'est ce qu'affirme l'adjoint croate au Maire de Vukovar lors de notre entretien :

« Il n'est jamais arrivé que des représentants de la minorité, de la minorité nationale serbe, viennent et rendent hommage aux victimes à Ovčara. Le président de la République de Serbie, le président précédent, est venu, néanmoins. Mais ceux d'ici, de, les représentants de la minorité nationale n'ont jamais, n'ont jamais rendu hommage aux victimes. Par exemple, l'adjoint au maire, Srđan Milaković, le 18 novembre, quand c'est le jour de commémoration, des victimes de Vukovar, il n'a jamais marché, vous savez, dans le cortège, et n'a jamais déposés de fleurs sur les monuments. L'année dernière, il y avait une discussion pendant une session du conseil municipal, c'était moi et l'adjoint au maire Milaković, et j'ai personnellement demandé à l'adjoint au maire Milaković, en face de la minorité serbe, pourquoi il ne rendait jamais hommage aux victimes à Ovčara ou au cimetière mémorial, et dépose des fleurs, et allume des bougies, etc. L'adjoint Milaković a dit qu'il ferai ça, une fois que l'adjoint au Maire Pavlicek, rendrait hommage aux victimes serbes. J'étais d'accord pour rendre hommage à ceux qui ont perdu la vie, mais, du côté croate, pas du côté serbe, parce que les agresseurs étaient serbes, après quoi l'adjoint au maire Milaković m'a répondu qu'ils n'étaient pas les agresseurs, que les Serbes n'étaient pas les agresseurs. Donc, c'est sans fin. Ils utilisent l'argument qu'il faut juste les accepter comme ils sont. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Marijan Pavlicek affirme en outre :

« Ils, en tant que nation, ne passent pas par ce par quoi est passé la population allemande. Quand je vivais en Allemagne, je me souviens que la population allemande, leurs jeunes avaient honte d'Hilter et de ce que l'État allemand avait fait aux Juifs. Ce n'est pas ce qui se passe ici. Vous n'éprouvez pas des sentiments qui devraient être là. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Inversement, les Serbes accusent les Croates de ne pas reconnaître les crimes commis avant et pendant la guerre, et les violences exercées à l'encontre des Serbes de Croatie depuis la fin de la guerre. L'adjoint serbe au Maire de Vukovar m'explique que Serbes et Croates commémorent des victimes différentes et que tant que les Croates ne reconnaîtront pas l'existence de victimes serbes, la réconciliation ne sera pas envisageable :

« Pendant ces cérémonies, comme vous les appeler, à la fois les serbes et les croates se rendent et témoignent leur respect aux victimes. On a des victimes des deux côtés et pas seulement d'un côté, et il y a toujours des questions qui n'ont pas été résolues, concernant la guerre, ce qui est arrivé pendant la guerre. Pendant les cérémonies, les Serbes, alors c'est différent, pas différentes positions, mais c'est simplement divisé, les Croates posent des fleurs et assistent aux cérémonies et les Serbes ne vont pas avec eux parce qu'ils ne se sentent pas toujours en sécurité, mais c'est parce que, la raison c'est que les victimes de la guerre doivent être déterminées des deux côtés, pas juste d'un côté. Tout doit être clarifié et c'est le seul moyen pour que les nations serbes et les croates soient capables d'assister ensemble aux cérémonies, parce qu'il y a eu des victimes des deux côtés. Des crimes terrifiants ont été commis en particulier à Ovčara, mais le fait est que les crimes contre la nation serbe doivent être établis, les gens doivent être jugés pour ce qu'ils ont fait, et c'est le seul moyen pour parvenir à des relations normales, à l'unité et à la tolérance. Et même avant la guerre, il y a eu 20 à 30 civils qui sont morts, de la minorité serbe et pendant le déroulement de la guerre, il y a eu environ mille personnes, et on ne sait toujours pas. Nous n'avons pas de compréhension générale et de jugement sur ce qui est arrivé à ces personnes.» (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

Mais s'il est prompt à dénoncer les crimes commis par les Croates, le représentant de la communauté serbe se garde bien de mentionner les crimes commis par les forces serbes et les exactions commises par les habitants serbes ayant adhéré à la rhétorique Grand Serbe ou au projet de la JNA de maintenir par la force la Croatie au sein de la Fédération yougoslave. Il passe sous silence cet état de faits et se focalise sur les victimes serbes et les discriminations dont ils sont victimes au présent.

Même Saša Bjelanović, qui n'adhère pas aux valeurs nationalistes et encore moins à l'idéologie Grand-serbe, tend à minorer la responsabilités des Serbes dans la guerre en général et rechigne à considérer la participation des habitants serbes dans les exactions commises lors du siège de Vukovar. S'il évoque brièvement la responsabilité des politiciens serbes, il insiste sur la responsabilité des deux camps et utilise un vocabulaire très euphémisé pour parler des crimes commis par les Serbes de Vukovar, parlant de « mauvaises choses ».

« Peu importe maintenant qui a commencé, parce que tout ce qu'on a eu ici, du moins c'est comme ça qu'on le voit, c'était un genre de manipulation du peuple, vous savez. Je ne veux pas parler des causes, qui avait des raisons de commencer, quelque chose comme ça. Mais d'un autre côté, le plus grand problème c'était cette manipulation par les politiciens. Des deux côtés, parce que, par exemple, certains politiciens serbes avaient aussi un intérêt à manipuler les Serbes. En fait, c'est la même histoire, vous savez, les uns disent : « Ils veulent nous tuer », les autres disent : « Ils veulent nous tuer », vous savez, et ce combat a commencé, vous savez. Et ensuite, quand vous avez ces tensions, peu importe vraiment qui a tiré le premier. Ça n'a aucun sens, c'est inutile de débattre de ça. Parce qu'évidemment, c'est juste une affaire de temporalité. Mais le fait est que les deux côtés dans cette danse, ils avaient en fait le même état d'esprit. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

À ces conceptions antagonistes de la guerre, s'ajoutent des accusations symétriques qui viennent miner des relations déjà tendues entre Croates et Serbes. Cela rejoint l'affirmation de Christina Koulouri, selon laquelle :

« Les discours historiques antagonistes énoncés par des nationalismes rivaux fonctionnent habituellement par paires opposées et ne favorisent certainement pas une histoire supranationale, c'est-à-dire balkanique dans le cas qui nous occupe. Les enjeux de mémoire alimentent également les divisions dans une région bouleversée par les guerres et les déracinements. » (2007: 9)

Le premier point concerne des différences de conception de l'intégration, à la source de dissensions, impactant négativement les relations inter-communautaires. Au vu des éléments que j'ai pu collecter au fil de ma recherche, je dirais que parmi une majorité de Croates circule une conception assimilationniste de l'intégration qui « revendique un aveuglement à l'égard des différences culturelles et religieuses. Fondé sur le principe de l'égale dignité des citoyens, il se fonde sur une politique universaliste attribuant à tous les mêmes droits, abstraction faite de leurs différences²⁸² ». Alors même que l'État reconnaît des droits spécifiques aux minorités, les citoyens et les acteurs politiques sont nombreux à considérer la Croatie comme l'État-

²⁸² Source : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0449-les-modeles-d-integration-en-europe>

nation des Croates et à souhaiter que les particularismes culturels trouvent plutôt une expression dans la sphère privée. Selon cette conception, les membres des minorités nationales devraient adhérer aux valeurs de la République croate, manifester un sentiment d'appartenance, et partager culture dominante. Par conséquent, les Croates accusent les Serbes de refuser de s'assimiler, d'entretenir une séparation entre Serbes et Croates. Ainsi en est-il pour Zrinka Šesto, fondatrice de l'agence de voyage Danubium Tour et habitante de Vukovar obligée de quitter la ville avec sa famille après le siège :

« Je veux croire que les gens qui sont serbes et qui ont décidé de rester là, ils aiment la Croatie et ils savent où ils vivent. Bien sûr, si je vis, maintenant par exemple, si je décide de vivre en France, je dois aller à l'école française, je dois suivre les lois françaises, etc. Et je pense que c'est la même situation pour les Serbes, les musulmans ou toutes les nationalités différentes. Ils doivent savoir, les Serbes doivent savoir que maintenant ils vivent en Croatie et que la Croatie est un pays indépendant maintenant. Alors je pense que peut-être certains d'entre eux ont ce problème parce qu'ils sont, ils veulent être dans la Yougoslavie encore etc.. Mais c'est, c'est le passé et ils doivent vivre dans le futur et le futur c'est qu'on vit tous ensemble maintenant en Croatie et c'est République de Croatie, c'est une république indépendante, alors je pense que ça va, je veux croire que les gens qui vivent ici, ils honorent notre pays, qu'ils respectent notre culture. » (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Dans le cadre des commémorations de la chute de la ville, en novembre 2011, je rencontre à plusieurs reprises Siniša Maslova, médecin et directeur adjoint de l'hôpital de Vukovar, qui était médecin à l'hôpital pendant le siège de la ville. Lors d'une conversation informelle, il m'explique que la cohabitation entre Serbes et Croates se passe bien dans le cadre professionnel, qu'il n'y a pas d'incidents en lien avec l'appartenance ethno-nationale sur le lieu de travail. Mais, il ajoute que quand le travail est terminé, la plupart du temps, ils ne se côtoient pas, ils fréquentent des lieux différents, ils ne nouent pas de relations d'amitiés. En effet, selon lui, les Serbes veulent conserver leur identité, il y a une volonté de leur part de ne pas s'assimiler. Toutefois, il nuance son propos, en affirmant que les choses changent et certains n'agissent pas comme ça.

Lors d'une conversation ultérieure, mon interlocuteur me racontera qu'il est issu d'une famille mixte : son père est serbe et sa mère est elle-même issue d'une famille mixte croate allemande et hongroise. Alors il m'explique qu'il comprend les deux points de vue, mais il se sent plutôt croate car il a vécu dans un contexte croate, mais il aurait pu vivre en Serbie et tout aussi bien se sentir serbe. Il a d'ailleurs étudié à Split, mais aussi à Novi Sad, en Serbie, ce qui ne

l'empêche pas de refuser d'avoir des liens personnelles avec les habitants serbes.

Les Croates accusent en outre les Serbes de ne pas reconnaître la souveraineté de l'État Croate, ou à tout le moins de ne pas faire preuve de patriotisme envers la Croatie. L'adjoint croate au Maire Marijan Pavlicek, qui se situe à l'extrême droite de l'échiquier politique, affirme que la minorité serbe de Vukovar refuse de s'assimiler, et de reconnaître l'indépendance croate : « un des plus grand problème est qu'une grande partie de la minorité, de la minorité nationale serbe n'accepte toujours pas l'État croate, la République de Croatie²⁸³ ». Pour illustrer son propos, il me raconte deux anecdotes. La première anecdote à trait aux drapeaux dans les cortèges de mariages :

« Samedi, j'étais dans un café à Trpinska et un couple serbe allait se marier, alors ils passaient en voiture, ce qui est une tradition ici, et quand ils passent en voiture, habituellement il y a des drapeaux, et ils avaient le drapeau serbe, sans le drapeau croate et il est normal d'avoir le drapeau croate et le drapeau serbe. Donc s'ils ont seulement le drapeau serbe, c'est une forme de provocation de leur part. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

L'autre exemple concerne les équipes nationales de football :

« il y avait la coupe du monde football, et la Croatie jouait, pourtant les jeunes de la minorité nationale serbe souhaitent que la Croatie perde. C'est un des exemples du fait qu'ils n'acceptent pas et c'est une situation absurde parce qu'ils vivent en Croatie. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Il impute notamment ce refus d'assimilation aux partis politiques de la minorité : « d'après moi, ceux qui œuvrent le plus à la séparation, ce sont les représentants des partis politiques des minorités nationales, de la minorité nationale serbe²⁸⁴ ». Il partage l'analyse de la sociologue Sandra Cvikić qui affirme lors de notre entretien que les leaders politiques serbes exploitent la situation pour conserver leur position. Cela fait partie d'une politique plus globale, car les autorités locales autour de Vukovar sont majoritairement serbes, politique qui consiste à préserver l'environnement local où la population est toujours « en danger ». Il n'y a pas d'égalité de droit parce que la politique est liée à des questions de représentativité à Zagreb. Cela produit des bénéfices individuels pour les représentants politiques : les « entrepreneurs » de la minorité reçoivent des gains personnels pour combattre pour les droits de leur communauté (Carnet de terrain, extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar).

²⁸³ Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015

²⁸⁴ Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015

L'adjoint croate au Maire attribue à la communauté serbe la responsabilité des difficultés de cohabitation inter-communautaires qui pourraient survenir à l'avenir :

« Le fait est, que je pense, la coexistence sera difficile, il va y avoir, les chances d'avoir une vie normale, entre la minorité, la minorité nationale serbe et la population croate domestique est assez difficile. Et la plus grande raison à cela est cette séparation des générations et ce sera encore plus visible à l'avenir. Les résultats et les conséquences seront visibles à l'avenir. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

La situation lui semble d'autant plus scandaleuse, que selon lui les Serbes de Vukovar bénéficient d'une qualité de vie incomparable :

« 80% de la population serbe n'accepte pas le fait qu'aujourd'hui, ils vivent beaucoup beaucoup mieux, ils ont une meilleure qualité de vie et de meilleures conditions que pendant l'occupation. Aujourd'hui, ils vivent mieux que la population en Serbie. Parce que la qualité de vie en Croatie est beaucoup plus élevée. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Alors que parmi les Serbes, mais cela est aussi valable pour les autres minorités nationales, une conception multiculturaliste de l'intégration circule. Sur la base de cette conception qui « repose au contraire sur une politique de la différence qui se fonde lui aussi sur un postulat universaliste : tous les citoyens doivent avoir le droit de vivre en conformité avec leur culture et leur religion²⁸⁵ », les Serbes revendiquent le droit de parler leur langue, d'utiliser leur alphabet²⁸⁶. C'est sur la base de cette conception, et de la législation nationale qu'ils accusent les Croates de refuser de respecter les différences culturelles.

L'accusation porte aussi sur le fait l'apport de la communauté serbe à la culture nationale n'est pas reconnu à sa juste mesure, et qu'il n'y a pas de référence au patrimoine culturel serbe et aux personnalités serbes ayant œuvré au rayonnement culturel du pays dans l'enseignement croate. Ainsi pour l'adjoint au serbe au Maire de Vukovar, il y a une occultation délibérée du patrimoine culturel serbe :

« il y a une chose très importante, c'est le fait que sur les cartes de la ville, certains des plus importants héritages culturels sont du côté serbe et n'ont pas été inscrits sur les cartes. C'est important, pas parce que c'est serbe, mais parce que c'est l'héritage culturel de cette communauté alors ça n'a pas été inscrit » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

²⁸⁵ Source : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0449-les-modeles-d-integration-en-europe>

²⁸⁶ Voir Chapitre 3, II.3, p.417 et suivantes

S'il y a parmi les habitants serbes de Vukovar, des gens qui remettent en cause la souveraineté de l'État croate sur la région, il ne s'est trouvé personne pour me tenir un tel discours au cours de mon enquête, il faut dire qu'une telle posture n'a pas bonne presse.

Le second point concerne l'existence de discriminations sur la base de l'appartenance ethnographique. D'un côté, les Croates accusent les Serbes de bénéficier de discriminations positives et d'être privilégiés en matière d'emploi. Et cette iniquité résulterait à la fois d'un favoritisme entre Serbes et de la peur des Croates d'être taxés de serbophobie et de provoquer des scandales, conduisant à l'embauche préférentielle de salariés serbes. Selon Juraj D.,

« Par exemple, quand vous avez un marché public, quand vous essayez d'obtenir quelque chose, par exemple, un bureau ouvre et ils cherchent un employé, si deux personnes postulent pour cette place, s'ils ont des qualifications identiques, généralement, l'homme ou la femme serbe obtient le poste parce que, euh, comme je l'ai dit, c'est très sensible. Et, on n'a pas habituellement, les gens ici ont peur de la presse, des journaux, etc, qu'ils, je ne sais pas, en fassent un drame ou quelque chose comme ça, à cause de discrimination. Parce que, c'est ironique en fait, parce que nous sommes la population, nationalité, dominante ici, mais, on essaie toujours de garder ces différences et ces problèmes au minimum, ce qu'on fait en fait plutôt bien, je dois le dire, mais on a toujours ces problèmes. Alors quand deux personnes sont *ex æquo*, pour ainsi dire, dans leur qualifications, l'employeur va choisir le candidat serbe, pour ne pas qu'ils crient au scandale. » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Il est aussi reproché aux Serbes de servir uniquement les intérêts de leur communauté et de ne pas œuvrer au bien commun. Selon l'adjoint croate au Maire :

« Le parti représentant la minorité nationale serbe, existe ici depuis plus de 15 ans, et au cours de ces quinze années, ils n'ont jamais émis une seule proposition pour le bien-être de l'ensemble de la population à Vukovar, uniquement pour le bien-être de la minorité nationale serbe. Par exemple, pourquoi ne pas faire venir des investisseurs de Serbie, en Croatie, ou, ils ne construisent rien ensemble, non, seulement pour la minorité nationale serbe. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

De l'autre côté, les Serbes accusent les Croates de les discriminer, et de ne pas respecter leurs droits en tant que minorité nationale, notamment en matière d'emploi. C'est le propos tenu par l'adjoint serbe au Maire de Vukovar lors de notre entretien :

« Concernant les droits des minorités cependant, la minorité serbe ne peut pas être satisfaite, parce qu'ils ont beaucoup perdu. Leurs principales demandes concernent le fait que leurs droits ne sont pas respectés. En particulier le cas de la minorité serbe, parce qu'ici ils

représentent plus de 30% de la population alors ils ont le droit d'avoir le même pourcentage d'emploi, mais ce droit n'est pas respecté, en particulier dans les administrations publiques, au niveau local, dans les tribunaux et dans ce type de corps, ils sont supposés avoir le même pourcentage d'emploi que les gens de nationalité croate. La population, la population serbe veut apporter sa contribution à la communauté, et même s'ils ont des gens qualifiés, ils n'ont pas toujours l'opportunité de l'apporter. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

Son point de vue est partagé par d'autres acteurs que j'ai pu rencontrer, et qui n'appartiennent pas aux cercles nationalistes tant s'en faut. Ainsi Saša Bjelanović affirme qu'à formation égale, les candidats serbes et croates devraient avoir les mêmes chances sur le marché de l'emploi, et le cas échéant, il s'agit d'une injustice qui doit être dénoncée :

« si vous avez cette formation, si vous avez ce diplôme, si vous postuler pour l'emploi, peu importe dans quel domaine, si vous êtes bon, vous devez avoir le poste. Si vous ne pouvez pas avoir le poste à cause de votre nationalité, alors il y a un problème. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Le troisième point concerne la part des Serbes dans la population de Vukovar, qui donne lieu à une véritable bataille autour du véritable nombre d'habitants serbes.

D'une part les Croates affirment que les Serbes sont moins nombreux que le chiffre officiel issu du recensement de 2011. Cela s'expliquerait par le fait qu'une importante partie de la population serbe déclarerait sa résidence à Vukovar, mais ces habitants résideraient en réalité en Serbie. Ils ne viendraient en Croatie qu'au moment du recensement et pour profiter d'avantages sociaux (retraite, couverture santé...) et de bénéfices liés à la nationalité croate (passeport croate et libre circulation en Europe...). C'est en substance ce qu'affirme la sociologue Sandra Cvikić lors de notre entretien :

« la population serbe accepte le gouvernement car elle profite du système social, elle utilise le système mais refuse de s'intégrer. Certains résidents vivent en Serbie mais viennent pour profiter du système, pour toucher leur retraite, pour accoucher, ils utilisent le système sans avoir développé un sentiment d'appartenance » (Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar).

L'adjoint croate au Maire défend un point de vue identique. Pour Marijan Pavlicek « on estime que 22 000 personnes vivent véritablement dans la ville, mais les recensements disent qu'il y a 27 500 et quelques²⁸⁷ », et il impute cette différence de population au décalage qui

²⁸⁷ Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015

existerait entre le nombre d'habitants appartenant à la minorité nationale serbe qui déclarent résider à Vukovar (soit selon lui 33,3% de la population totale) et ceux qui y résident effectivement (soit selon lui 25-28% de la population totale)²⁸⁸.

À l'inverse, les Serbes affirment que leur importance démographique est sous-estimée et critiquent les statistiques officielles, qui ne refléteraient pas la réalité. C'est la position que défend Saša Bjelanović lors de notre rencontre :

« Si on considère le nombre de personnes qui vivent dans cette ville, les chiffres officiels, il y a quelques 25 000 personnes et en réalité, en fait, il y a moins de 20 000 personnes. Selon les chiffres officiels, je dirais que, dans la ville, vivent 34% de Serbes. En réalité, je pense que ce chiffre est beaucoup plus élevé. Vous pouvez le voir dans le centre ville, vous pouvez le voir dans les cafés, vous pouvez voir cette réalité. Et, ce que je veux dire aussi, c'est qu'ils aiment utiliser le nombre d'enfants serbes qui assistent à l'école dans le programme serbe, pour évaluer le nombre d'habitants serbes. En fait, non, en fait, c'est toujours le programme croate ! Il n'y a pas de programme serbe, c'est le programme croate en langue serbe. Mais en fait, personne ne compte les enfants comme mon enfant, qui assistent à l'école en langue croate, vous voyez. Ils ne les comptent pas comme Serbes. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Il va sans dire que je ne dispose d'aucune donnée qui me permettrait de valider ou d'infirmer les assertions des différents acteurs au sujet de cette question politisée, mais ce n'est pas mon propos, ce sont les représentations des acteurs qui m'intéressent ici, et ce qu'elles disent des relations inter-communautaires. Et la phrase de Tomislav Džanak, prononcée lors de notre entretien à l'Office du tourisme résume bien la situation : « Beaucoup de gens ici n'ont pas fait la paix entre eux même si la guerre est finie depuis 20 ans !²⁸⁹ ». L'antagonisme dans l'espace public de ce deux récits est tel que l'on peut véritablement parler d'affrontements mémoriels.

L'archéologue Britt Baillie affirme que durant la période communiste, les lieux de cultes catholiques et orthodoxes étaient fréquentées par les habitants des différentes communautés en diverses occasions :

« Both communities attended weddings, christenings and funerals in the churches of the 'Other'. Vukovar's churches were valued as sites at which family members underwent rites of passage, aesthetic landmarks, central community meeting places and sites where locals could seek a connection with God. » (2013 : 304)

²⁸⁸ Afin d'éviter une redondance je n'ai pas reproduit ici ses propos, qui figurent p.430-431

²⁸⁹ Extrait d'entretien Tomislav Džanak 22/11/11, Vukovar

Désormais, cette fréquentation des lieux de culte de l'autre communauté n'est plus d'actualité et Baillie parle même de « bataille de clocher²⁹⁰ » pour désigner la concurrence à laquelle s'adonne orthodoxes et catholiques dans la reconstruction des édifices religieux à Vukovar. Elle montre l'importance symbolique de ces bâtiments et leur rôle dans le marquage de l'espace, voire la prise de possession de l'espace, qui passe notamment par la hauteur des clochers, élevés toujours plus haut.

Selon l'auteur, ce marquage spatial passe aussi par l'orientation des édifices, et elle cite l'exemple de l'église catholique Notre-Dame de Fatima sur la route de Trpiska, qui en plus d'avoir été agrandie, a vu son orientation modifiée de façon à donner sur le mémorial des défenseurs situé à quelques mètres de là :

« In addition, the church's towering nine story, 46.3 m campanile can be read as a one-fingered reminder to Serbia and to the nearby Serb village of Borovo of the supremacy of the returned Catholic community. The once ethnically mixed neighbourhood around Trpiska Road, is slowly being remade as a Croat space through the visual dominance of the Lady Fatima church and associated 'Homeland war' memorials. » (ibid. : 311)



Figure n° 46 : Char d'assaut de la guerre patriotique installé à l'entrée du mémorial de Trpiska et dans l'alignement de l'église reconstruite. Cliché de l'auteure (Vukovar, 20/11/2011)

Selon Baillie, le nom donnés aux édifices religieux joue aussi un rôle dans le marquage symbolique de l'espace. Ainsi en est-il de l'église orthodoxe de Saint-Stephan de Dečani, au style néo-byzantin qui ne permet pas de confusion sur le fait qu'il s'agit d'une église orthodoxe, qui sert selon l'auteure à affirmer les prétentions de la communauté serbes sur un quartier autrefois mélangé :

²⁹⁰ « Battle of Bell Tower » (Baillie, 2013 : 310)

« The heavily securitised church is dedicated to St. Stephan of Dečani. The choice of name is symbolic, the 14th century Dečani monastery in Kosovo, the 'cradle of the Serbian Orthodox church', sits as a Serb island in a sea of Albanian Kosovars; its Vukovar namesake sits as a Serb atoll in an increasingly Croat dominated city. » (ibid. : 312)

Enfin, Britt Baillie montre que les ornements sont loin d'être anodins et peuvent devenir des marqueurs en soi, à l'instar de la croix dorée ornée de quatre lettres « C » installée au sommet de clocher de l'église orthodoxe Saint-Nicolas, :

« A new cross was erected on the church's steeple embellished with four C's, an abbreviation of Само слога Србица спасава (Only Unity Saves Serbs)—a slogan frequently used by Serb ultra-nationalists to justify the notion of 'Greater Serbia' and their possession of Vukovar » (ibid. : 308)

Ce symbole est érigé en 1996, lors de la rénovation extérieure du bâtiment endommagé pendant le siège de la ville, alors que la ville est sous administration internationale et que la population croate est encore en exil. Sa fonction de marquage identitaire, dans un paysage urbain dévasté est indubitable. Y répond la rénovation de l'église catholique Saint-Philippe, située à moins de 200 mètres l'église Saint-Nicolas, sur une colline surplombant toute la ville. Au sommet du clocher, entouré de projecteurs être visible jour et nuit depuis tous les point de la ville, brille une croix dorée, et sur le toit anthracite du campanile sont inscrites en chiffres dorés les dates « 1874 » et « 2000 ».

Je rejoins donc Britt Baillie lorsqu'elle affirme que Vukovar devient l'arène où se déroule une compétition pour la reconstruction des sites sacrés et édifices religieux, et qu'elle conclue que dans le paysage urbain post-conflit, les églises jouent en premier lieu un rôle de marqueur identitaire :

« Today, in this period of heightened tensions, Vukovar's churches are first of all ethnic symbols; other values which they hold are secondary. Their façades, bell towers and distinct crosses enable the remapping of ethnicity and therefore ownership onto this devastated city. Their placement at strategic junctions and boundaries is indicative of their ability to redefine public space by acting as a constant reminder to the 'Other' of the contemporary dominant and minority roles. » (ibid. : 316)

Cette dimension de marquage territorial des édifices religieux et des monuments n'échappe pas aux habitants, ce qui en fait des cibles toutes désignées de la vindicte populaire, dans les affrontements mémoriels qui opposent la communauté croate et serbe. En effet, lorsque comme l'affirme Anne-Marie Losonczy (2010 : 147) « l'histoire territorialisée » des groupes

en présence est antagoniste, ces groupes peuvent pratiquer des « contre-rituels » qui prennent la forme de « l'endommagement, le déboulonnement des monuments ou la construction de marquages rivaux, accompagnés de polémiques dans les médias et parfois même d'incidents diplomatiques ».

Tant Britt Baillie que Kruno Kardov font état d'actes de vandalisme ciblant cimetières, édifices religieux serbes. Baillie rapporte que l'église orthodoxe de Saint-Stephan de Dečani, qui se situe dans le quartier de Borovo a été prise pour cible à plusieurs reprises, des symboles nazis et ustaši ont été peints sur sa façade : « *This church, built between 2006 and 2010, suffered several attacks by Croat ultranationalist vandals* » (2013 : 312). Et Kardov évoque les destructions causées aux pierres tombales du cimetière des combattants serbes, où sont enterrés des habitants serbes de Vukovar ayant combattu au côté de l'armée yougoslave et ayant été tués durant la bataille de Vukovar. En effet, outre le fait qu'il est considéré comme un lieu de mémoire de l'ennemi, le cimetière a été pris pour cible à plusieurs reprises en raison de la forme des pierres tombales toutes similaires dont le sommet représente une coiffe četnik (*šajkča*), ce qui était considéré comme un affront par les Croates. Ces destructions ont donc donné lieu à une modification de la forme des pierres tombales ainsi que l'explique Kardov : « *After a number of incidents in which tombstones were broken, Serbian political and religious leaders decided to replace the tombstones with the new ones, but this time without šajkča* » (2007: 73). Cette modification a permis d'évacuer la dimension militaire initiale du lieu, le rendant moins controversé.

J'ai visité ce cimetière installé sur un terrain privé, le 22 novembre 2011, ce qui m'a valu des regards suspicieux de la part de riverains. Je cherchais à me rendre au cimetière orthodoxe pour y faire des observations, quand j'ai aperçu depuis la rue ce cimetière-mémorial, qui ne figurait sur aucun document consulté au préalable et dont j'ignorais jusqu'à lors l'existence. Le site comporte deux rangées de treize tombes blanches, orientée vers Ouest-Est, et exactement similaires, si ce n'est les caractéristiques propre au défunt (nom, prénom, année de naissance et de décès et portrait) : les inscriptions sont réalisées en lettres noires et en alphabet cyrillique, l'année de décès est identique (1991), un portrait en noir et blanc orné d'un liseré doré figure dans un médaillon ovale sur presque toutes les tombes. Au centre du dispositif se trouve une croix blanche monumentale qui ne comporte aucune mention, aucun signe d'appartenance ethno-nationale. Et la configuration des lieux m'amène à penser qu'un monument peut-être été envisagé et n'a pas vu le jour (ou qu'il a été effectivement construit mais a été démoli), mais il y a un emplacement vide au centre d'un cercle. Lorsque je visite le site, des gerbes de fleurs encore fraîches et des pots de chrysanthèmes et des bougies ont été

déposées sur le piédestal de la croix monumentale ainsi que les tombes. Les gerbes de fleurs sont ornées de rubans sur lesquels figurent des inscriptions en alphabet cyrillique, ce qui m'amène à penser qu'une cérémonie a eu lieu dans le cimetière quelques jours auparavant.

La presse croate relate la dégradation de monuments croates, notamment le vandalisme du monument en l'honneur des policiers tués dans le quartier de Borovo Selo, qui a été recouvert de symboles Četniks peint à la peinture aérosol rouge.

Pour ma part, je n'ai pas eu l'occasion d'observer de dégradations lors des mes séjours, ni à l'encontre des monuments serbes, ni à l'encontre des monuments croates. En revanche, j'ai pu constater que le cimetière orthodoxe situé entre l'église orthodoxe Saint Nicolas et le cimetière des défenseurs serbes, était toujours en ruine, lors de ma visite en novembre 2011, soit une décennie après la fin du siège.

Ainsi que je l'ai évoqué dans le chapitre précédent, il est possible en outre de considérer les graffitis, tags, collages comme autant de pratiques protestataires, pour reprendre l'expression de Johanna Siméant (2005). À Vukovar, j'ai répertorié dans l'espace public de nombreux tags anti-serbes, le nom de clubs de hooligan, des acronymes de partis politiques d'extrême droite, des autocollants représentant le visage de Tito barré, des autocollants néo-oustachi collés sur la plaque de la rue Ljudevic Gaj, et une quantité pléthorique de symboles *ustaši*. D'autres, pour tenter de déjouer la fragilité de leur support d'expression, soumis aux aléas météorologiques, ont tout simplement gravé des croix gammées et des symboles *ustaši* dans le pavement fraîchement coulé de la promenade qui longe le Danube. Les emplacements de prédilections des auteurs de ces messages sont les façades des bâtiments en ruines, les murs d'enceintes, les façade d'immeuble, les armoires électriques, le mobilier urbain (poubelles, jardinière, abris-bus, banc public), les panneaux de circulation, les poteaux électriques ou téléphoniques.

Les accusations mutuelles, récriminations et dégradations évoquées jusqu'à lors sont à la fois les témoins de la difficile réconciliation, et des sources de conflits qui alimentent les tensions inter-communautaires pré-existantes et participent à perpétuer la séparation provoquée par la guerre.

Deux décennies après réintégration de la Slavonie à la Croatie, la situation à Vukovar est encore loin de correspondre à une cohabitation irénique. Rares sont les entreprises mises en œuvre pour réparer le tissu social détruit par le nettoyage ethnique et les idéologies nationalistes excluantes. Au contraire, la mémoire collective instrumentalisée par des acteurs nationalistes au pouvoir s'érige en obstacle à la reconstruction du vivre-ensemble par

l'entretien de la méfiance, de la rancune et la crispation identitaire. Le passé de tolérance, de multiculturalisme et de partage est remis en cause pour être réinterprété comme un état de violence larvée que des circonstances propices ont révélé au grand jour. En instillant ainsi la peur de l'Autre, les acteurs nationalistes s'assurent une place indétronable dans la société croate, mais ils compromettent durablement les possibilités de réconciliation et de pardon.

Ces constats ne sont malheureusement pas propres à Vukovar, et les analyses auxquelles aboutit Stéphanie Rolland-Traina à propos de la Bosnie post-conflit se sont avérées particulièrement éclairantes pour comprendre les phénomènes se produisant sur mon terrain. Elle met en effet en évidence la réinterprétation a posteriori du multiculturalisme et de la bonne entente, la remise en cause de l'authenticité du vivre-ensemble et du voisinage pacifique par les acteurs politiques et souligne l'impact de l'expérience personnelle de la guerre et des traumatismes subis sur la teneur des relations inter-communautaires post-conflit :

« L'expérience singulière du conflit détermine le maintien ou la rupture des relations sociales entre des individus appartenant à différents groupes ethnonationaux . L'épreuve directe ou indirecte de la violence sous ses multiples formes peut rendre insupportable la seule idée de revoir d'anciens amis ou collègues d'un autre groupe ethnonational. C'est justement le souvenir des bonnes relations passées avec l'autre que les politiques nationalistes s'efforcent d'effacer en le remplaçant par l'idée désormais répandue que ces relations étaient hypocrites et que cet autre n'attendait que le moment opportun pour montrer son vrai visage. Cette relecture a posteriori des relations sociales de la période titiste, doublée de la réinterprétation de l'histoire comme continuum d'événements dramatiques entre les populations, marque aujourd'hui profondément les esprits et freine la relation à l'autre rejeté dans une altérité monstrueuse. » (2011: 73)

Il y a donc lieu de considérer que les mémoires – officielles et familiales – concurrentes et omniprésentes empêchent la restauration du vivre-ensemble et participent d'une forme de ségrégation, entérinant le vivre-séparé et les frontières ethniques que les nationalistes des deux camps se sont évertués à bâtir, à grand renfort de violence discursive, symbolique et physique.

Cependant, à Vukovar, il n'y a pas de partition spatiale nette, à l'instar de ce qu'on observe dans des villes ségréguées comme Belfast, Nicosie, Jérusalem ou Ahmedabad (Calame, 2010). La situation diffère aussi d'autres villes d'ex-Yougoslavie telle Mitrovica au Kosovo étudié par la géographe Bénédicte Tratjnek (2006), ou Mostar en Bosnie-Herzégovine étudiée par l'anthropologue Stéphanie Rolland-Traina (2011), ville dans laquelle j'ai séjourné pendant

deux semaines en juillet 2011. J'ai été frappée par la partition de la ville en Croates et Bosniaques, et je m'attendais à trouver une situation similaire à Vukovar.

Or à Vukovar, cette ségrégation est moins visible sur le plan spatial, car la ville n'est pas divisée en deux entités distinctes qui seraient séparées par une frontière matérielle. Toutefois, les sociologues Marco Oberti et Edmond Préteceille l'affirment, il ne faut pas réserver le terme de ségrégation aux seules situations où cette ségrégation est totale et relève de la ghettoïsation :

« Le terme est fortement connoté, renvoyant dans la première acception aux idées de ghetto, de groupes séparés dans l'espace, et, dans la seconde, à l'idée de volonté de tenir à l'écart, de discriminer, d'exclure, voire de politique publique de ségrégation, dont l'apartheid a été un des exemples historiques récents les plus tristement célèbres. Or, nous le verrons, il faut pouvoir penser la séparation des groupes sociaux dans l'espace urbain aussi bien lorsqu'elle est complète – ce sont les cas extrêmes, et ils sont assez rares – que lorsqu'elle est relative – ce sont les cas les plus fréquents, qui présentent une diversité de situations avec des quartiers mélangés et des quartiers socialement spécialisés. Il faut pouvoir penser la séparation résultant d'actions explicites d'acteurs dominants comme celle qui résulte de mécanismes structurels traduisant des inégalités économiques ou encore celle qui résulte des choix des ménages. »
(2016: 4)

On peut donc considérer Vukovar comme une ville ségrégée. En effet, si les habitants croates et serbes vivent ensemble au sein des mêmes quartiers, voire des mêmes immeubles, ils évitent consciencieusement de se côtoyer et inscrivent, au moyen de nombreux marqueurs identitaires (drapeaux, symboles religieux, alphabet, graffitis...), les frontières ethniques dans les territoires du quotidien. La prolifération de monuments célébrant la guerre patriotique n'est pas le signe d'un apaisement.

Au contraire, l'inscription dans la pierre de récits mémoriels non partagés et dissensuels entérine un refus de pardonner, matérialise la crispation dans une posture de victime et l'impossibilité du pardon. En effet, dans un espace contesté, comme Vukovar, les monuments, musées et mémoriaux sont autant de bornes délimitant, symboliquement, des territoires à éviter. De même, les habitants fréquentent des commerces différents, des cafés et lieux de sociabilité distincts et identifiés comme « serbe » ou « croate ». La ville multiculturelle a donc disparu en même temps que la Yougoslavie, dont elle était une émanation²⁹¹.

²⁹¹ Si, comme je l'ai mentionné plus haut, la ville multiculturelle est un héritage du passé austro-hongrois (et ottoman dans les autres pays de l'ex-Yougoslavie), elle trouve une expression particulière au temps de la Yougoslavie socialiste où le brassage de populations résultant de l'exode rural et de l'encouragement de la mixité a donné lieu à une augmentation des intermariages et des familles mixtes, en particulier dans les villes de Sarajevo et Vukovar, cible de prédilection des forces serbes pendant la guerre.

Nombre de mes interlocuteurs déplorent la disparition du multiculturalisme, à l'instar de Viktor, art-thérapeute au CWWPP :

« Ici, rien n'a changé géographiquement, mais les gens ont changé bien sûr. Beaucoup de gens qui étaient là avant la guerre ne sont plus là. En particulier, par exemple, les juifs, et d'autres nationalités. C'était une ville multiethnique, tout le monde ici, vivait en paix, ensemble, cette ville a toujours été une ville où les gens vivaient plus ou moins les uns avec les autres. Je suis sûr que tout le monde vous a dit ça, mais avant même cette guerre, et en particulier avant la Seconde guerre mondiale, il y avait plus de 25 ethnicités différentes et 10 religions différentes au moins. Et maintenant ça ne l'est plus, il y a juste des Croates et des Serbes, ce n'est pas aussi multiethnique que ça ne l'a été par le passé. » (Viktor, extrait d'entretien collectif CWWPP, 23/05/2012, Vukovar)

Britt Baillie emploie le terme « balkanisation » à propos de Vukovar pour signifier la disparition du multiculturalisme et souligner le succès des politiques de nettoyage ethnique : « *in Vukovar, Balkanization—the violent fragmentation of territory into ever-smaller, exclusive communities—found a foothold in the rubble of a previously pluralist city* » (op.cit. 301). En effet, malgré la reconstruction, la ville est divisée par des lignes de fracture invisibles : « *Rather than creating a reintegrated environment, the city remained divided on invisible lines. Schools, cafes, workplaces and sports teams continued to be segregated— it remained a city in Conflict-time* » (ibid. : 310). Ce qui amène l'auteure à considérer que deux décennies après la réintégration de la ville à la Croatie, il n'y a pas encore de paix à Vukovar, ni même une situation de post-conflit mais plutôt une situation de conflictualité :

« *Although on the spectrum between wartime and peacetime, 'post-conflict' remains a misnomer for the situation in Vukovar. Despite the 1995 Erdut Peace Agreement and the UN's Peaceful Reintegration of the region into Croatia (1996–1998), real peace remains elusive—the battle for the city continues through memory wars, contestation over dual language signage, ethnically divided education, etc. Conflict remains the dominant paradigm against which all actions are read and understood.* » (ibid : 300)

En dépit des tensions qui caractérisent les relations inter-communautaires, la coexistence pacifique entre les habitants croates et serbes est avérée et la vie quotidienne n'est que très rarement entachée par l'irruption de la violence. Toutefois, si la conflictualité demeure latente, c'est parce les habitants vivent séparés, selon des lignes de démarcation ethno-nationales, dans un entre-soi sécurisant. Selon l'adjoint au Maire de Vukovar :

« Les gens se sentent en sécurité, ici, à Vukovar, mais 90% de la population, se tient de son côté, donc les habitants croates d'un côté et les habitants serbes de l'autre côté. Ils ne se mélangent pas tellement. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar 28/04/2015)

C'est donc à l'évitement des interactions entre les communautés qu'il faut attribuer la tranquillité qui règne à Vukovar, et non au succès d'un processus de réconciliation.

Pour l'adjoint au Maire Marijan Pavlicek, cette séparation pose problème mais ce n'est pas tant la ségrégation en soi qui le désole que le fait que, selon lui, les citoyens Serbes adhèrent à des représentations qui divergent de la conception croate de la guerre et refusent de s'assimiler :

« Honnêtement, je pense qu'à Vukovar, vous n'aurez jamais de coexistence normale. D'après moi, le plus grand problème, c'est que la population nationale croate et la minorité nationale serbe sont complètement séparées. Écoles maternelles séparée, écoles élémentaires séparées, collèges séparés, lycées séparés. Des bars où vont les Croates, des bars où vont les Serbes. Donc vous avez des générations qui grandissent, qui sont séparés les uns des autres et qui ont des conditions différentes. Et c'est absolument le plus grand problème pour le futur de la ville. Donc quand les gens grandissent, en particulier, les jeunes, les enfants, ils ont des visions différentes sur ce qui s'est passé, par exemple, pendant la guerre patriotique. Et d'après moi, il ne devrait y avoir qu'une seule vérité, il n'y a qu'une seule chose qui a eu lieu, donc l'histoire devrait être la même pour tout le monde. » (Extrait d'entretien Marijan Pavlicek, 28/04/2015, Vukovar)

II.2 Une ville à l'urbanité révolue

Le siège du Vukovar a provoqué la destruction de la ville dans sa quasi entièreté : habitations, édifices publics (mairie, écoles, bibliothèque), infrastructures urbaines (gare ferroviaire et gare routière, rues, routes, mobilier urbain, château d'eau), lieux de sociabilité (parcs et aires de jeu, cafés et restaurant, cinéma), outil de production (usines), mais aussi bâtiments remarquables (palais baroques bordant l'artère principale), monuments, ainsi que les lieux de cultes et les cimetières. Par la destruction de l'espace public et des relations inter-communautaires, c'est l'urbanité qui a été détruite avec le siège de Vukovar : diversité, mixité et aménité ont été réduites à néant. Car ce qui fait la ville ce n'est pas sa morphologie, ses infrastructures ni un seuil démographique, ou la densité du bâti, qui la distinguerait de la campagne, du périurbain ou du bidonville.

Selon l'anthropologue Michel Rautenberg, l'urbanité désigne « ce caractère spécifiquement

urbain de l'homme vivant dans une ville. Elle associe étroitement des modes de vie, des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être, à un lieu particulier auquel on est attaché par nos souvenirs » (2015 : 91). Se référant aux travaux de Pichon, Herbert et Perdrix 2014, il affirme en outre :

« En fait, plus qu'une qualité propre à la ville, elle apparaît plutôt comme un trait d'union, un lien dynamique entre des espaces publics, des fonctions urbaines, une certaine atmosphère faite d'anonymat entre les passants et d'attachement à des lieux, des formes complexes de mobilité, des sociabilités, un art de vivre, une éthique du bien commun dans les espaces publics. » (ibid. : 91)

Pour le philosophe Thierry Paquot, ce qui fait une ville réside dans la combinaison de trois caractéristiques, l'urbanité, la diversité et l'altérité :

« l'heureux et étonnant entremêlement des trois qualités suivantes : l'urbanité, la diversité et l'altérité. Une d'elle vient à manquer et c'est l'esprit de la ville qui s'évanouit. [...] La diversité se mesure par la variété des activités, des générations, des origines ethnico-géographiques, des langues, des pratiques alimentaires, culturelles, sexuelles. Plus c'est divers, mieux c'est. On s'enrichit de ce qu'on ne possède pas. Cette diversité que la ville stimule et facilite constitue sa biodiversité en quelque sorte. L'altérité, c'est l'autre que je ne connais pas et que je ne comprendrais jamais (qui sait ce qu'est le pardon pour un juif, la prière pour un musulman, la grâce pour un chrétien, l'athéisme pour un athée?). Son étrangeté même s'avère la garantie de ma propre différence, c'est dire si cette altérité est bienfaisante. Il ne faut pas qu'elle devienne menaçante et se ferme sur elle-même en une peur aussi communicative que le rire ou les larmes... La tolérance entretient l'altérité, la magnifie, elle n'est jamais donnée une fois pour toute, elle se cultive. Cultiver la tolérance, c'est accepter la différence. Accepter la différence revient à pacifier les relations interculturelles au sein de la même ville » (2016 : 10-11)

Par conséquent lorsque ces qualités font défaut, c'est l'urbanité des villes qui est remise en question :

« Toutes les formes de ségrégations voulues ou subies génèrent des urbanités sélectives et par conséquent incomplètes, ce qui les disqualifie. Ainsi les villes sont fragiles. On a tendance à l'oublier, mais les destructions urbaines récentes en ex-Yougoslavie, Syrie, Libye, Irak, nous rappellent que l'urbicide n'a pas disparu de notre horizon, de même que les murs qui se montent au cœur des villes (Beyrouth, Los Angeles, Mexico, Rio, Le Caire, Istanbul, Johannesburg, etc.) brisent l'élan urbain et consacrent la peur, la violence et l'incommunicabilité. » (Paquot, ibid. : 11)

II.2.1 Des lieux de sociabilité séparés et des lignes de fracture invisibles

Avant d'entreprendre mon premier séjour à Vukovar, j'avais déjà été informée par des interlocuteurs de l'existence d'une séparation dans les lieux de sociabilité, et en particulier du fait que les cafés étaient estampillés « croate » ou « serbe » et qu'il existait de rares établissements considérés comme « mixte ». Et j'ai tout de suite pu constater sur le terrain la réalité de cette séparation.

Dans l'intervalle entre mon premier séjour à Vukovar à l'automne 2011 et mon second séjour au printemps 2012, j'avais même pris connaissance d'un article du journal *Le Monde*²⁹² relatant cette séparation, et dressant l'inventaire des cafés du centre-ville appartenant à chacune des catégories, c'est dire cette situation est notoire.

J'ai donc pris grand soin lors de mon enquête de fréquenter différents cafés considérés comme croates ou comme serbes dans le centre-ville, afin que des connaissances qui me verraient travailler à la terrasse (ce qui est arrivé en maintes occasions) ne m'attribue pas une loyauté particulière pour un groupe ou pour un autre. Mais ma prédilection allait au café El Maritimo, et mon choix avait surtout été guidé par des considérations purement pratiques : son emplacement en angle m'offrait une vue dégagée sur les artères principales du centre-ville, le mobilier était confortable et les tables espacées, et facteur décisif entre tous, la radio était réglée à un niveau sonore supportable, ce qui me permettait d'y travailler pendant des heures, sans que ma concentration ne soit trop parasitée par la musique ou les publicités diffusées par la radio.

Pendant un temps, je me suis fourvoyée, croyant qu'il s'agissait d'un café mixte, mais cet impair a été l'occasion d'une expérience éclairante. J'avais rendez-vous avec Juraj D. rencontré à de nombreuses reprises au cours de mon enquête, pour réaliser un entretien formel enregistré. Étant déjà installée à la terrasse du café El Maritimo à rédiger un compte-rendu d'entretien, je lui avais proposé de m'y rejoindre, d'autant que ce café se trouvait à quelques dizaines de mètres de son lieu de travail. S'il n'avait pas émis d'objection lors de notre échange téléphonique, aussitôt arrivé sur place, Juraj D. avait refusé de s'installer et m'avait proposé de changer de lieu, et de nous installer sur la terrasse mitoyenne, il était resté à distance, le temps que je range tous mes effets personnels. Sachant que mon interlocuteur se considérait selon ses propres termes comme une personne tolérante, ouverte et sociable, et qu'il avait mentionné à plusieurs reprises compter plusieurs Serbes parmi ses amis proches, j'avais été surprise par ce rejet épidermique.

²⁹² Source : http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/12/28/les-vies-paralleles-de-vukovar_1623369_3214.html Consulté le 3 janvier 2012

À l'opposé, lorsque j'avais évoqué le fait que je fréquentais ce café lors de mon entretien avec Saša Bjelanović, ce dernier s'était félicité de mon choix et m'avait expliqué qu'il s'agissait en quelque sorte du camp de base des volontaires internationaux qui venaient travailler à l'association et que certains serveurs avaient été bénévoles au YPGD, ce que m'a confirmé l'un de serveurs de l'établissement, lui-même ancien bénévole de l'association.

Enfin, lors d'un rendez-vous avec Jelena J. mon interlocutrice, vivant désormais à Zagreb, m'a raconté qu'elle avait l'habitude de se rendre dans ce café à l'époque où elle habitait et travaillait à Vukovar, ce qui lui a valu des remarques et reproches de la part de son entourage :

« El maritimo n'est pas mixte, il est serbe. Il n'est pas fréquenté par des serbes nationalistes, mais tout de même il est serbe. J'y allais quand même, pour la bonne musique, les serveurs sympas, et l'emplacement est agréable, mais c'était très mal vu. On m'a d'ailleurs reproché d'avoir fréquenté certains commerces étiquetés serbes, ce à quoi j'étais obligée de rétorquer « je fréquente des endroits selon mes besoins, et pas selon l'identité du propriétaire ! ». Mais ma posture est très mal perçue. Ma cousine par exemple, n'ira jamais dans ce café, jamais. »
(Extrait entretien Jelena J., Zagreb, 17/05/2015)

Tous ces éléments contrastent avec l'assertion de l'adjoint serbe au maire de Vukovar qui affirme lors de notre entretien qu'il n'y a pas de ségrégation dans les lieux de sociabilité :

« Concernant les bars, les clubs, il n'y a pas de ségrégations, parce que les gens, les jeunes vont dans les endroits qui leur plaisent, selon là où ils se sentent à l'aise, ça dépend de la musique qu'ils écoutent... il n'y a pas de ségrégation en ces termes. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012 Vukovar)

Aucunes des personnes que j'ai rencontré lors de mes différents séjours n'a confirmé ses dires, tant s'en faut. La séparation des lieux de sociabilité et de l'école sont les exemples les plus couramment mentionnés pour illustrer la ségrégation existant à Vukovar depuis la réintégration pacifique en 1998. Il en va de même de certains commerces et boutiques estampillés d'un groupe ou de l'autre, qui selon l'identité ethnique de leur propriétaire et des employés sont préférentiellement fréquentées par les Croates ou les Serbes.

Selon Kruno Kardov, la mise en place de lieu de sociabilité ethniquement distinct est destinée à créer un entre-soi sécurisant, pour se prémunir d'une hétérogénéité menaçante, dans un espace devenu méconnaissable de fait de la destruction de la ville, de l'exil, ou pour ceux demeurés sur place, du fait de sa rapide transformation, qui ont fait perdre aux habitants, serbes et croates, leurs repères visuels pour évoluer dans la ville. Il affirme ainsi : « *By losing the sense of the place, citizens also lost the feeling of security. They started to feel*

exposed and vulnerable. The physical presence of the Other who is not easily identifiable contributed even more to the urgen need for reterritorialization » (Kardov, op.cit. : 74) .

Toutefois, ainsi que l'affirment les auteurs d'une étude menée par le laboratoire CinC²⁹³ de l'université de Cambridge, dans les villes ségréguées, les résidents partagent plus l'espace qu'ils ne le pensent :

« People in divided cities often claim that they never mix ; nonetheless Conflict in Cities (Cinc) has found that in the course of daily life, space is often shared more than residents realise. Spaces examined by the project show social relations we may otherwise not to be aware of or think about very much. These create room for unexpected or surprinsing encounters, and illustrate both the potential and challenges of having a less segregated city. » (CinC, 2012 : 1)

Dans la vie quotidienne, les communautés en présence sont en effet amenées à partager de nombreux lieux, au nombre desquelles, on peut notamment citer : transports en commun, zones commerciales (marché, supermarché), administrations (mairie, police, poste, impôts) infrastructures de santé (hôpital, cabinets médicaux, pharmacie), infrastructures publiques (bibliothèque municipale), espaces de loisir (piscine, terrain de sport, parc et jardin d'enfant). Ces espaces sont fréquentés par toutes les communautés en présences.

Cependant, dans la plupart des cas, le partage d'espace ne résulte pas d'une recherche délibérée de vivre-ensemble, de mixité ou d'intégration. Ce partage est plutôt guidé par des nécessités d'usage et des considérations pragmatiques, comme la facilité d'accès ou l'absence d'alternatives.

« People's motivations for sharing space can be spontaneous, pragmatic, or intentional, and sharing can take place at many levels including shopping, the accessing of services such as education and heath care, and cultural events and entertainment. In cities with extreme levels of conflict, residents consciously decide whether to mix, and the routes they take and places they visit are very considered. » (CinC, op.cit : 1-2)

Ces contacts, aussi tenus soient-ils, peuvent parfois suffire à désamorcer l'appréhension suscitée par la présence de cet autre inquiétant. Alors que, selon les auteurs, *« its absence can mean a reduce potential for improving relations in the future »* (ibid. : 1).

Selon les chercheurs du CinC, dans les villes divisées, les zones commerciales peuvent être des zones partagées, et les centres commerciaux, avec leurs enseignes internationales et leurs standards de consommation globalisé sont des espaces qui tendent à neutraliser les

²⁹³ Conflict in cities, devenu désormais le Center for urban conflict Research

différences, ne sont pas assimilés de façon exclusive à l'une ou l'autre communauté et sont donc plus aisément appropriables par l'ensemble des habitants. Il en est ainsi avec la création d'un centre commercial dans le centre ville de Vukovar, Golubica Mall, comprenant un supermarché, plusieurs fastfood, diverses boutiques (de vêtements, de produits cosmétiques et d'articles sportifs), des salles de jeu et surtout un cinéma, qui crée une zone neutre de consommation et de divertissement, propice, sinon aux échanges, du moins à une cohabitation pacifique dans un espace partagé par toutes les communautés.

Enfin, pour les auteurs du rapport, la mémoire de relations passées influe sur le partage de l'espace :

«Thus, interactions appears to be conditionned by the memory of sharing and personnal relations, as well as more fonctionnal considerations. People who are afraid or distrustful of each other need practical reasons to mix at even minimal levels. On the other hand, mixing can also be limited by pragmatic considerations. » (CinC, ibid. : 3)

En effet, l'expérience individuelle de la guerre joue un rôle, sinon déterminant, du moins considérable dans le maintien ou l'évitement de relations inter-communautaires. Mais la haine et ressentiment ne sont pas une fatalité, même chez ceux qui ont été affectés par la guerre. Et parmi la jeune génération, la polarisation peut être moins prononcée, et la possibilité de tisser des liens d'amitié, de conjugalité, des relations professionnelles inter-communautaires semble moins proscrite que dans l'immédiat après-guerre.

Lors de notre premier entretien formel, Juraj D. m'explique que son expérience de la guerre, dans sa prime enfance ne l'empêche pas d'avoir des amis serbes et il met cette ouverture aux autres sur le compte de l'éducation qu'il a reçu de la part de ses parents. Pourtant, comme il me le racontera plus loin, son père souffre de stress post-traumatique, car comme la plupart des hommes non-serbes de Vukovar, il a été détenu en camp, où il a subi des mauvais traitements, jusqu'à sa libération lors d'un échange de prisonniers. Il se réveille régulièrement pendant la nuit en raison de cauchemars, mais il les « gère » par le sport, en allant faire du jogging au beau milieu de la nuit.

« Je suis de la jeune génération, parmi les personnes les plus jeunes qui en fait, ont survécu à cette guerre, mais je vais vous dire honnêtement, j'avais 5 ans, je ne me souviens vraiment de absolument rien ! Je euh, mes premiers souvenirs, je ne me souviens en fait de rien ici avant la guerre, mon souvenir le plus précoce, c'est quand on est arrivé à Zagreb, mon école élémentaire, ma première année et ainsi de suite. Mon père est je dois le dire, un gars vraiment cool, il ne nous a jamais appris, à mon frère, à ma sœur ou à moi « Vous êtes Croate, vous devez détester les Serbes, ils étaient les agresseurs, ils étaient les ennemis ». Il était vraiment,

euh, cool à ce sujet. Je me souviens que quelques fois, quand ces problèmes étaient discutés dans les médias, ou dans la société, il nous disait toujours « ne jugez pas une personne par son ethnicité ou les choses de ce genre, mais jugez la pour ses actes ». Donc, encore une fois, mes parents sont super, ils nous ont élevés pour être amicaux, et pour juger les gens par leur caractère et pas par leur origine etc. Donc, vraiment, personnellement, je n'ai pas de rancune, envers personne. Je me considère comme une personne équilibrée, communicative, joyeuse, ordinaire. Mais si j'avais eu des parents qui avaient été, je ne sais pas, strict ou dépressifs, ou pessimistes, ou négatifs d'une façon ou d'une autre, je pense que ça m'aurait fortement influencé. Donc je peux dire aujourd'hui, je suis croate, et habituellement, je traîne, et la majorité de mes amis sont croates, mais j'ai quelques amis qui sont serbes et qui sont vraiment, des gars super et des filles super, et on n'a jamais eu aucun problème. Ma sœur, qui est bien plus jeune, a beaucoup d'amis croates et serbes. Donc c'est ce que j'essaie de dire, c'est les jeunes générations, sont influencées par leurs parents, ce qui est logique en fait. Mais beaucoup de jeunes serbes et croates, enfants, ou adolescents ou jeunes adultes s'entendent vraiment bien entre communauté. » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Si les clivages sont désormais moins opérants chez les jeunes générations que chez les premiers « rapatriés », et que des relations inter-communautaires sont désormais possibles, les mentalités demeurent profondément marquées par la guerre et la mixité demeure un idéal difficile à atteindre. On est loin de la ville conviviale appelée de ses vœux par le philosophe Thierry Paquot et qu'il décrit de la sorte :

« Les villes « conviviales » sont joyeuses, colorées, composites tant sur les plans sociologique que générationnel et culturel, elles palpitent des mille et un souhaits de chaque habitant qui jamais ne se trouve contraint à effectuer une tâche déplaisante ni à subir une quelconque humiliation. Les villes « conviviales » renforcent l'autonomie de tout habitant, petit ou grand, femme ou homme, d'ici ou d'ailleurs. Elles ne vont pas de soi et connaissent des tensions et des contradictions. Elles mobilisent le sens commun en chacun. Elles « aménisent » les rues et tous les lieux urbains et visent à conserver une proportionnalité habitable, à la fois aux humains et aux espèces vivantes qui s'y déploient. Elles sont des stimulateurs de possibles, des amplificateurs du vivre mieux, des rituels assurant la cohésion du groupe et la solidarité entre ses membres. » (2019 : 43)

Il emprunte cette notion de convivialité urbaine à l'anthropologue et militante américaine Lisa Peattie, petite fille du fondateur de l'école de Chicago, Robert Erza Park, qui y voit une dimension fondamentale de la vie sociale, et affirme :

« La convivialité au sens large ne se manifeste pas seulement dans des activités joyeuses comme celles de chanter dans des bars ou danser dans les rues lors d'une fête de quartier. Elle

est aussi présente dans les rituels propres aux petits groupes et se déploie dans les liens sociaux qui se nouent à l'occasion d'activités collectives sérieuses : de l'érection d'une grange au nettoyage dans un quartier et jusqu'aux actions de désobéissance civile, qu'il s'agisse de bloquer une rue ou d'envahir un site militaire. Elle peut être brève et évanescence, comme dans le cas d'un groupe d'amis partageant un café, ou pérenne et institutionnalisée au sein d'une coopérative alimentaire ou d'un syndicat de colocataires. » (2019 : 30)

Cette convivialité dont Peattie montre qu'elle est dans une large mesure tributaire des politiques urbanistiques qui peuvent, par l'aménagement de l'espace, la favoriser ou la limiter :

« L'aménagement urbain peut favoriser les conditions d'une convivialité car la convivialité requiert peu de moyens : un coin à l'abri du vent où des amis puissent partager un café, un terrain vague qui deviendra un jardin. Mais elle doit reposer sur une base matérielle – le bon coin, le bout de terrain vague et quelques râteaux – et les règlements qui l'autorisent. La convivialité ne peut être forcée, mais elle peut être encouragée par de bonnes réglementations, de bons accessoires, et les bons espaces et lieux. Et ces derniers relèvent à l'évidence du domaine de l'aménagement. » (ibid. : 31)

Le cas de Vukovar permet d'affirmer, s'il en était besoin que l'aménagement urbain ne suffit pas à faire la convivialité. Malgré ses environs verdoyants et la présence paisible du Danube, dont les berges sont agréablement aménagées, malgré ses rues arborées et ses jardins en fleurs, malgré les nombreuses terrasses de café confortables, Vukovar est très éloignée de cet idéal urbain. Si l'urbanisme peut « améniser²⁹⁴ » ou au contraire stériliser la ville, en favorisant ou en contraignant les possibilités de sociabilité, il n'est pas suffisant en soi pour permettre la rencontre avec l'Autre. Aussi, malgré la paix retrouvée, malgré la reconstruction (presque achevée) des bâtiments démolis par le conflit, la ville de Vukovar ne fait pas urbanité, car le tissu social s'est délité sous le coup de la violence de masse, de l'exil, pour laisser place à la méfiance et au ressentiment et on ne peut que déplorer la victoire de l'urbicide.

II.2.2 La problématique des écoles séparées

Si la séparation des lieux de sociabilité peut sembler un obstacle à la reconstruction de vivre-ensemble aisément franchissable, en revanche, la séparation des écoles constitue une entrave incommensurable au vivre-ensemble. En effet, depuis la réintégration en 1998, les élèves serbes et croates sont séparés, et jusqu'en 2006, ils étaient scolarisés soit dans des

²⁹⁴ Améniser : rendre amène, terme forgé par Thierry Paquot qui *extraordinaire des lieux urbains*, « propose de créer ce verbe à partir du mot « aménité ». » in Paquot (2019 : 40)

établissements différents, avec des programmes scolaires distincts, soit dans des bâtiments partagés mais à des horaires décalés : les uns le matin et les autres l'après midi et inversement une semaine sur deux.

Désormais, ils fréquentent les mêmes établissements scolaires, (sauf dans les quartiers excentrés où les effectifs ne sont pas assez nombreux pour créer des classes distinctes et où il y a seulement un jardin d'enfant ou une école primaire de l'une ou l'autre nationalité). Toutefois, même dans les établissements communs, les élèves croates et serbes suivent des enseignements dans des classes distinctes, chacun dans sa « langue nationale » et ainsi, ils ne sont pas amenés à se côtoyer.

En outre, les enseignants appartiennent strictement à la communauté dans laquelle ils enseignent. Le programme scolaire est constitué d'un tronc commun et d'enseignements spécifiques pour les minorités nationales, validé par le Ministère de l'éducation. Une telle partition a été adoptée au nom du multiculturalisme, afin de permettre à la minorité serbe de préserver son identité culturelle. En effet, cette mesure permet de dispenser aux élèves les enseignements généraux dans leur langue nationale, et ils reçoivent des cours spécifiques qui mettent l'accent sur le patrimoine culturel de leur groupe d'appartenance, notamment en histoire et en littérature.

Cette mesure n'est pas propre à Vukovar et existe dans d'autres régions où d'autres minorités nationales représentent une partie importante de la population. C'est par exemple le cas en Istrie, où la minorité italienne bénéficie d'un tel droit.

Selon plusieurs interlocuteurs, réticents à employer le terme ségrégation, cette partition de l'école selon des lignes de démarcation ethno-nationale répond à une exigence de la communauté serbe de Vukovar. L'adjoint au Maire de la majorité croate affirme que ce sont les Serbes, et en particulier les politiciens de la communauté serbe qui entretiennent la séparation, en raison d'une peur, selon lui infondée, de perdre leurs particularismes culturels :

« d'après moi, ceux qui œuvrent le plus à la séparation, ce sont les représentants des partis politiques des minorités nationales, de la minorité nationale serbe. Ils ne sont pas d'accord pour que les enfants aillent à la même école, ils veulent avoir des écoles séparées, avec l'argument que ces enfants seraient assimilés, et ce n'est pas valable parce qu'ils appartiennent à des religions différentes, ils ne peuvent pas être assimilés. Par ailleurs, je veux dire, le pays d'où ils sont issus, ou la nation dont ils sont issus, est juste à cinq kilomètres de distance, donc ils peuvent aller dans un autre pays, s'ils veulent aller dans des écoles séparées. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Sandra Cvikić considère, elle aussi, que la séparation répond à une exigence des représentants de la communauté serbe qui refusent une intégration contraire à leurs intérêts personnels, et c'est aussi un moyen pour les enseignants serbes de conserver leur emploi :

« Concernant la séparation entre Croates et Serbes dans le domaine de la scolarité, cette demande de séparation émane des représentants serbes, car en qualité de minorité, ils ont le droit de choisir le type d'école où scolariser leurs enfants. Trois options se sont présentées et ils ont choisi la pire : la ségrégation de leur propre population, car les représentants politiques ont leur propre intérêt : rester au pouvoir et employer des enseignants serbes. Ils ont exercé une pression politique sur leur propre groupe, qui sinon, ne seraient pas des « bons serbes ». Ce n'est pas une bonne solution sur le long terme, parce qu'elle perpétue la division et la fragmentation des communautés. Les Serbes continuent de ne pas s'intégrer dans la société croate, cela ne crée pas un environnement normal pour le développement de la communauté. Cela ne résout pas ce qui c'est passé et de surcroît, cela crée de nouveaux problèmes, par conséquent, sur le long terme, cette région ne sera pas stable. » (Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar)

En effet, aux dires de l'adjoint serbe au Maire Dejan Drakulić, les professeurs serbes ne peuvent pas enseigner dans les écoles croates :

« Il y a un grand problème avec les professeurs serbes, c'est qu'ils ne peuvent enseigner aucune matière à l'école croate, même les disciplines qui peuvent être suivies par les élèves serbes, ils ne peuvent pas enseigner dans les classes croates, je ne parle pas de langue croate, mais aucune matière : ni géographie, ni mathématiques, rien. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

Aussi la partition représenterait-elle un moyen d'assurer la conservation des emplois des enseignants serbes, ce que critique Saša Bjelanović :

« Donc les politiciens serbes, ils luttent pour ça, mais qu'est-ce qui se passe ? Le fait est qu'ils présentent, s'ils intègrent les anciennes écoles, ensemble, ça effraie les gens que les professeurs, serbes perdent leur travail. Et les gens, et aussi ces professeurs, maintenant, ils sont effrayés, et bien sûr, ils vont aussi lutter pour avoir des écoles indépendantes, en langue serbe etc. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Lors de notre entretien à Zagreb, trois ans auparavant, Ljubo Manojlović, directeur exécutif du Forum démocratique serbe, critiquait lui aussi cette séparation, tout en reconnaissant qu'elle pouvait être justifiée par les discriminations susceptibles de toucher les enseignants serbes :

« À Vukovar, les Serbes font une erreur, ils ont des écoles serbes, et c'est mauvais, parce que c'est la continuation de cette ethnicisation de la société. Mais une des raisons de l'existence de ces écoles serbes, c'est que les enseignants serbes ne peuvent pas trouver de travail dans les écoles croates. Mais selon moi, ce n'est pas la solution, ce serait mieux que les écoles serbes n'existent pas, parce que ça perpétue les catégories, et parce que quand les élèves terminent l'école serbe, ils vont aller en Serbie. » (Extrait entretien Ljubo Manojlović, 05/06/2012, Zagreb)

Pour Saša Bjelanović, dans la mesure où les enseignants reçoivent une formation similaire validée par le Ministère de l'éducation, quelle que soit leur appartenance ethno-nationale, ils devraient pouvoir être recrutés indifféremment pour enseigner dans les classes et écoles croates ou serbes. Et si leur nationalité représente une entrave à leur recrutement, cela constitue une discrimination que les partis politiques serbes devraient combattre, au lieu de défendre la séparation.

Mais c'est surtout au nom de la préservation de leur identité culturelle que cette mesure a été revendiquée par les habitants serbes et leurs représentants. L'adjoint au maire de la minorité serbe insiste sur le fait que les élèves reçoivent le même enseignement, le même programme validé par le Ministère de l'éducation, et que ce droit n'est pas un privilège de la communauté serbe, mais concerne toutes les minorités dans les localités où leurs effectifs sont suffisamment importants, « c'est juste le droit qu'ils peuvent avoir ont en tant que minorité nationale²⁹⁵ ». La différence majeure réside dans le droit pour les minorités nationale de suivre cet enseignement dans leur langue :

« Quand on dit école croate ou école serbe, ce n'est pas une école différente, c'est exactement le même programme, juste en langue croate pour la nation croate et mais dans les langues des minorités nationales, serbes, italien, tchèque, hongrois. Donc c'est complètement, un programme, une formation identique, tout le monde apprend la même chose, mais ils ont juste l'opportunité d'apprendre dans leur propre langage, s'ils le veulent. Mais c'est exactement le même programme. Le programme éducatif est développé par le Ministère pour l'ensemble de la Croatie. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

En outre, les élèves issus de minorités nationales peuvent suivre des cours spécifiques, relatifs à l'histoire et à la culture de leur groupe d'appartenance. Selon mon interlocuteur :

« par exemple si vous apprenez sur les écrivains, ils n'apprennent pas seulement les écrivains serbes en Serbie, mais aussi de Croatie ou d'autres pays qui ont contribué à leur culture. C'est strictement spécifique aux minorités nationales. Donc c'est aussi la différence entre le

²⁹⁵ Extrait d'entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar

programme national et le programme pour les minorités nationales, parce que, par exemple, les Croates n'ont pas à apprendre à propos de tous les écrivains serbes, italiens, mais les minorités nationales, parce qu'elles veulent apprendre sur leur histoire, leur droit, leur héritage culturel, elles apprennent plus sur ce domaine spécifique. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

Selon Saša Bjelanović, cette partition n'est pas pour déplaire aux Croates qui sont satisfaits de ne pas voir leurs enfants se mélanger avec des enfants serbes, ou suivre des cours avec des enseignants serbes :

« De fait, les Croates, ils ne s'en plaignent pas trop. Officiellement, ils disent, « ce n'est pas bien vous savez, ils devraient aller ensemble à l'école », mais sur le terrain, ils ne s'en soucient pas beaucoup. J'ai même l'impression que les Croates, en tant que majorité, ils n'aimeraient pas voir, tous les Serbes intégrer toutes les écoles, parce que je pense qu'en fait, beaucoup de gens ne sont pas à l'aise. Et en particulier, les partis politiques, les partis politiques nationalistes ne seraient pas à l'aise si vous voyez ça sur le terrain. Et beaucoup de gens ne voudraient pas voir des professeurs serbes, vous voyez, qui enseignent à leurs enfants, parce qu'ils sont serbes, vous voyez. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Et cette assertion est partagée par Lana Mayer qui affirme que le député-maire Ivan Penava, situé à l'extrême droite de l'échiquier politique croate²⁹⁶, est largement favorable à cette séparation.

La conséquence de ce système d'enseignement est qu'il perpétue les clivages, et en l'absence de cohabitation, il participe à la propagation des stéréotypes culturels et entretient la défiance entre Croates et Serbes. En effet, selon Emilie Proust,

« si le multiculturalisme a l'avantage de donner à chacun la chance de pouvoir exprimer son identité, la contrepartie est le risque de marginalisation des groupes minoritaires. Leur visibilité et leur existence dans des poches spécifiques de la société contiennent à terme le danger d'un manque d'intégration dans la société. » (2007 [en ligne])

Citant l'appui de son analyse, l'exemple de la séparation des écoles à Vukovar, elle affirme en outre « cette politique n'augurait pas favorablement le renouveau du vivre ensemble dans une région douloureusement frappée par la guerre » (ibid.). Lorsque je demande à Juraj D. si on peut parler de ségrégation à propos de Vukovar, il répond négativement, je lui demande alors ce qu'il en est des écoles, ce qui l'amène à nuancer sa réponse initiale :

²⁹⁶ Après avoir été encarté au HDZ, Ivan Penava a été élu maire de Vukovar en tant que candidat indépendant. Il est désormais membre du parti de droite souverainiste, nationaliste et considéré comme populiste de droite fondé en 2020 le DPMŠ, (*Domovinski pokret Miroslava Škore*, Mouvement patriotique de Miroslav Škoro).

« Dans cette perspective, oui, on a des écoles séparées pour la langue croate et serbe, mais ça marche bien. Ils enseignent basiquement la même chose, mais c'est vrai que ça ne permet pas d'interagir normalement, et c'est peut-être une chose négative, véritablement. » (Extrait d'entretien Juraj D., 22/11/11, Vukovar)

Pour Lana Mayer, elle-même issue de la minorité allemande, il est important de respecter les droits linguistiques des minorités nationales, mais le respect de ces droits ne doit pas devenir un prétexte à pour entretenir les divisions, en mettant l'accent sur les différences au détriment des ressemblances existant entre les enfants :

« Donc c'est le droit des minorités, bien sûr, d'avoir les enseignements dans leur langue propre. La minorité serbe, utilisant leur droit, usant de leur droit, ont leur propre enseignement. Ils apprennent beaucoup à propos de leur minorité, à propos de la Serbie. Et les Croates, encore, que sur la Croatie, comme s'il n'y avait pas de minorité, en Croatie, ou dans cette région. Il faudrait qu'ils l'apprennent. Et puis on a beaucoup d'autres minorités. Mais que l'école présente cette séparation, c'est une triste image pour moi, de voir qu'ils n'apprennent pas, les enfants à l'école, on ne leur apprend pas sur l'Autre, ils vivent juste à côté des autres. Je ne sais pas comment, ce sera un déficit pour moi quand il [son fils aîné] me posera des questions sur les enfants de l'autre classe, ou peut-être s'il dit quelque chose offensant envers les autres enfants. Ce serait très difficile pour moi. Cette séparation, ce n'est pas productif dans le sens de la communauté, du vivre ensemble, parce que les jeunes ont seulement, n'ont pas la possibilité de se voir les uns les autres Serbes et Croates, ils n'ont la possibilité de faire connaissance, de voir que l'Autre n'est pas aussi différent qu'ils le pensent. Vraiment ils fonctionnent de la même façon, ils se ressemblent... » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Le système semble majoritairement approuvé par les habitants, mais il a quelques transfuges, car certains parents refusent de jouer le jeu de la ségrégation, émettent des critiques, refusent de scolariser leurs enfants dans une classe ou une école particulière sur la seule base de leur appartenance ethno-nationale. Certains parents franchissent les frontières inter-communautaires et scolarisent leurs enfants dans l'école de la majorité croate à l'instar de Saša Bjelanović, qui affirme être en désaccord sur le sujet avec les représentants serbes et scolarise son fils à l'école croate :

« Je suis serbe et j'ai un enfant. Et j'ai mis mon fils à dans l'école avec le programme croate. Et il a maintenant 12 ans, et il n'y a pas beaucoup de Serbes dans cette école. En fait, tout le monde sait qu'il est Serbe. Et il est en 6e année [équivalent de la 4e en France] maintenant et jusqu'à présent, on n'a jamais eu aucun problème. Pour moi c'était normal d'envoyer mon enfant dans une école qui était dans ma rue, vous voyez. Pourquoi est-ce que je devrais

l'amener dans une autre partie de la ville ? Et c'est, vous savez, j'ai une école dans ma rue. »

(Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Si ce choix est guidé par des considérations pratiques, pour le fondateur de l'association YPGD, qui travaille au quotidien à la reconstruction d'une ville multiculturelle, c'est surtout par opposition de principe à la ségrégation qu'il est allé à l'encontre des normes en la matière. Cette position lui a valu des critiques de la part des nationalistes serbes radicaux, qui, ainsi que me l'explique mon interlocuteur le considèrent comme un traître à la Nation.

« Je me dispute constamment avec eux. Et pourquoi en fait, je me bat à ce sujet ? C'est en fait pour que les enfants soient ensemble. Non pas qu'ils aient besoin de s'apprécier mutuellement, mais je pense qu'ils doivent savoir qu'ils vivent dans la même rue, qu'ils vivent dans la ville, c'est une première chose. Et la deuxième chose, je pense que dans chaque école, vous devriez ces options, à ceux qui sont Serbes, Hongrois, peu importe de qui il s'agit, mais vous pouvez dire « ok, à côté de ces cours que vous avez, vous aurez des cours de votre culture, de votre langue... » et c'est tout. Vous devez mettre ça dans toutes les écoles. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Mais, selon ses dires, il a aussi fait des émules dans son entourage, rassuré de voir qu'il n'y a pas de problèmes particuliers :

« j'ai mis mon fils à cette école, et beaucoup de gens, des amis à moi, vous savez, m'ont demandé « comment ça se passe, comment ça marche ? », je leur ai dit « c'est bien, tout va bien ». Et au bout d'un moment, de plus en plus de gens, de Serbes ont commencé à envoyer leurs enfants aussi dans la même école » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Selon l'adjoint croate au Maire et enseignant de profession, cette situation est anecdotique, et la norme consiste à scolariser les enfants serbes dans les écoles et classes serbes :

« Je dirais qu'environ 5% des familles serbes envoient leurs enfant à l'école croate. Par exemple, quand j'enseignais dans une classe d'environ 25 élèves, un ou deux étaient issus de la minorité serbe. 95% des familles de la minorité serbe n'accepteraient pas ça, ils n'acceptent pas que leurs enfants aillent à l'école croate, mais dans le programme séparé. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28/04/2015)

Alors que l'adjoint au Maire de la minorité serbe critique le fait que cela soit à sens unique et qu'il n'y ait pas d'élèves croates dans les écoles serbes :

« Quand vous avez cette école en langue serbe, vous avez l'opportunité pour les enfants croates d'aller à l'école serbe, ou pour les enfants serbes d'aller à l'école croate, et suivre un programme entièrement en langue croate et en alphabet latin. Cependant, en pratique, quelques enfants serbes vont à l'école croate, mais il n'y a jamais d'enfants croates à l'école serbe, parce que la plupart des parents pensent qu'ils n'ont pas besoin d'apprendre la langue serbe ou l'alphabet serbe, l'alphabet cyrillique. » (Extrait Entretien Dejan Drakulić, 21/05/2012, Vukovar)

Pour d'autres parents, la solution consiste à scolariser leurs enfants dans d'autres localités où cette séparation n'existe pas et où les élèves sont mélangés quelque soit leur appartenance ethno-nationale. Enfin, certains parents appellent de leurs vœux des solutions alternatives. C'est le cas de Lana Mayer, dont le fils aîné devait faire sa première rentrée scolaire quelques mois après notre rencontre, qui espérait scolariser son enfant dans une école privée interculturelle, subventionnée par le fond EEA²⁹⁷ à l'initiative d'une ONG croate :

« il y avait un projet, initié par une organisation d'Osijek, Nansen Dialogue Center, le projet d'une nouvelle école. Vous en avez entendu parler ? Ce serait une école interculturelle pour regrouper tous les enfants ensemble. Mais, en fait, les progrès sont très... difficiles, c'est très triste. L'année dernière, ils ont signé, Nansen Dialogue Center, l'organisation a accompli un pas supplémentaire pour vraiment ouvrir cette école et j'étais très excitée parce que mon fils pourrait peut-être aller dans cette école. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Toutefois, elle s'inquiétait de voir le projet s'enliser, et de voir son fils fréquenter une école séparée. Il y aurait eu un précédent, si j'en crois Juraj D. qui m'explique « il y a eu des tentatives de la part de l'Union européenne, je dis ça mais je ne suis pas sûr, ils voulaient investir de l'argent pour créer une école pour les enfants croates et les enfants serbes, ensemble, pour interagir et en anglais²⁹⁸ ». Mais cette initiative aurait échoué en raison des réticences suscitées par le projet, car selon Juraj, « les gens ne veulent pas se mélanger, il y a toujours un parent qui dira je ne veux pas que mon enfant aille à l'école avec des serbes²⁹⁹ ». Je ne sais malheureusement pas ce qu'il est advenu de ces projets.

Si la question de l'école est aussi critique, c'est parce que cette institution occupe un rôle majeur dans la socialisation politique des citoyens en devenir que sont les élèves.

²⁹⁷ Il s'agit d'un fond financé par l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège, destiné à réduire les disparités sociales et économiques en Europe, d'après les éléments que j'ai pu trouver sur leur site internet.

Source : <https://eeagrants.org/about-us>

²⁹⁸ Extrait d'entretien Juraj D., 22/11/2011, Vukovar

²⁹⁹ Extrait d'entretien Juraj D., 22/11/2011, Vukovar

Catherine M. Reidy, Laura K. Taylor, Christine E. Merrilees, Dean Ajduković, Dinka Čorkalo Biruški et E. Mark Cumming, examinent la socialisation politique des jeunes nés après la guerre à Vukovar. Ils recourent à la définition de la socialisation politique de Almond and Verba's (1963), « *political socialization as a process by which a political culture could be developed* » (Reidy et al., 2015 : 12) et de Hyman (1959), « *political socialization as an individual's learning of social patterns associated with his/her societal positions as mediated through various agencies of society* » (ibid. : 12).

Les chercheurs affirment que la socialisation politique influe sur les attitudes et les comportements dans les interactions inter-groupe, ainsi que sur les orientations politiques des jeunes et détaillent la façon dont l'école participe à cette socialisation :

« *Schools serve as agents of political socialization in their capacity to instill political beliefs formally through conscious, planned instruction, as well as informally through inadvertent, casual experiences in the school environment. Specific political curricula, and also coursework pertaining to contemporary social debates, influence young people's understanding of political issues* (Kuterovac-Jagodić, 2000). *Schools can, furthermore, validate the attitudes and behavior patterns developed in the family context, as well as foster the creation of new political orientations* (Langton, 1969; Tolley, 1973). » (ibid. : 13)

Selon les auteurs l'éducation scolaire, dans les sociétés divisées représente pour les jeunes un pivot de la socialisation politique, et tend à entretenir ou à diminuer les tensions intergroupes, ou à maintenir un statu quo.

« *In an environment such as Vukovar, Croatia, where ethno-political tensions are salient, and societal reconciliation has yet to take root* (Kosic & Tauber, 2010a, 2010b), *processes of political socialization among youth may determine the future of intergroup relations and inter-ethnic harmony.* » (ibid. : 12)

Par conséquent, la séparation des élèves croates et serbes à l'école, même s'il s'agit d'un droit octroyé par les accords de Erdut de 1995, en limitant les contacts entre pairs d'ethnicités différentes, constitue un facteur renforçant les stéréotypes et les attitudes négatives envers l'Autre (ibid.:13).

Toutefois, malgré la place centrale qu'elle occupe, les auteurs rappellent que l'école n'est qu'une des instances de la socialisation politique des jeunes à Vukovar, la famille, les pairs, les médias jouent un rôle tout aussi considérable dans la transmission des normes sociales, des orientations politiques, des préjugés et stéréotypes, ainsi que de récits sur la guerre et sur les relations interethniques. Ces instances peuvent se nuancer mutuellement, se concurrencer, ou

se cumuler, renforçant ou atténuant les messages et valeurs qu'elles transmettent en matière de relations inter-ethnique post-conflit.

Par conséquent, lorsque l'école, les dispositifs mémoriels, les médias, et, dans bien des cas, les familles et les pairs partagent une même conception victimaire de la guerre, les risques sont élevés que les jeunes habitants de Vukovar soient exposés à des stéréotypes qui entachent les représentations de l'altérité et affectent durablement les relations inter-communautaires. Ce qui conduit à penser qu'à l'avenir les tensions existantes risquent de s'exacerber. En effet, selon Reidy et al. :

« In an environment such as Vukovar, youth are believed to operate as important “political actors,” functioning both as potential threats to peace and as critical peacebuilding resources with significant levels of agency (McEvoy-Levy, 2006). Their attitudes and behaviors are critical to the re-establishment of harmonious relations and to sustainable peacebuilding in Croatia. » (ibid. : 13)

Jelena J., informatrice privilégiée rencontrée à Zagreb, qui a pourtant passé une partie de son enfance à Vukovar avant la guerre et fait l'expérience du siège, de l'exil et dont le père a été détenu en camp pendant plusieurs mois, s'insurge à maintes reprises lors de nos échanges contre la ségrégation existant à Vukovar et affirme :

« L'ethnicité n'est pas naturelle, elle est inculquée aux enfants. L'ethnicité constitue une frontière indépassable car elle est trop profondément ancrée, et c'est dangereux, car elle est inculquée aux enfants. Et la division de l'école, ajoutée à la transmission familiale conduira à la division de la ville sur du long terme, sans aucun doute possible. » (Extrait d'entretien, Jelena J., 13/05/2015, Zagreb).

Pour illustrer son propos, elle me raconte une anecdote à propos de sa cousine, Marijana V., dont elle me parle car c'est elle qui nous a mis en contact, Jelena et moi. Il s'agit d'une de mes interlocutrices sur le terrain, qui, du fait de ses fonctions m'a aidé dans des démarches au cours de mes trois séjours à Vukovar, et que j'ai rencontré régulièrement de façon informelle. Mais Marijana V. n'a jamais abordé son histoire personnelle, ni les relations qu'elle entretient avec la communauté serbe au cours de nos échanges. C'est donc sa cousine Jelena qui m'en parle en ces termes :

« Je ne comprend pas ma cousine, pourtant une fille éduquée, intelligente, qui voyage et donc qui devrait être tolérante, et que par ailleurs, j'adore, et que je considère comme ma meilleure amie, avec qui j'ai traversé tellement de choses pendant la guerre. Elle a pourtant intimement incorporé les barrières ethniques. Elle les a incorporé tellement profondément qu'elle ne peut même pas envisager l'éventualité de fréquenter un beau garçon juste parce qu'il est serbe, elle

en ressent du dégoût. Je trouve ça totalement incompréhensible et sur ce point nos positions s'opposent radicalement. Alors on évite d'en parler. » (Extrait d'entretien, Jelena J., 13/05/2015, Zagreb).

Juraj D., collègue de travail et proche de Marijana V. depuis plusieurs années me parle lui aussi de la situation de la jeune femme, car c'est une connaissance que nous avons en commun.

« Son père était aussi dans cette guerre, et il a été blessé, et il est décédé, en fait, quelques années plus tard, entre autres choses, à cause de problèmes qui étaient liés à cette guerre. Il a commencé à boire et son esprit a commencé à dérailler. C'est quelque chose qu'elle m'a raconté, et c'est aussi en fait une bonne manière de raconter l'histoire. Donc ma collègue et sa sœur, elles ont été élevées, je n'irais pas jusqu'à dire pour détester les Serbes, mais pour les regarder comme des gens dont il faut se méfier, et toujours surveiller ce que tu fais, ce dont tu parles, ce que tu racontes, comment tu te comportes, agis, etc. Donc, elle est maintenant une fille normale, super en fait, maline, mais j'ai remarqué, dans des petites proportions qu'elle a toujours de la rancune et elle considère toute la population serbe ici, dans une certaine mesure responsable pour son père, pour la mort de son père. » (Extrait d'entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Cet exemple, pour tragique qu'il soit, n'en illustre pas moins toute la difficulté d'envisager les relations inter-ethniques post-conflit pour des habitants qui ont fait l'expérience de la guerre et de ses conséquences, ont perdu un proche, et ont en outre été scolarisés dans des écoles séparées et exposées à la mémoire officielle à travers tous les dispositifs identifiés dans le chapitre précédent. Ainsi, lorsque toutes les instances de socialisation se conjuguent pour inculquer la méfiance et le ressentiment, les individus tendent à adopter ces attitudes et comportements envers l'Autre dans leur vie quotidienne.

II.2.3 Des relations inter-communautaires en voie de normalisation ?

Il est surprenant, dans ces circonstances de rancunes et de tensions, qu'aucun incident notable ne soit à déplorer depuis la réintégration pacifique de la région à la Croatie en 1998. En dépit des crispations identitaires et des griefs réciproques, les relations inter-communautaires se normalisent petit à petit, fortement influencées par les exigences de l'Union Européenne, qui encourage l'apaisement des relations diplomatiques entre la Croatie et la Serbie et des relations entre les autorités et les minorités.

Malgré les rhétoriques conflictogènes et la défiance qui émaillent les relations interethniques et conduisent à une séparation effective des communautés, et malgré la concurrence à laquelle se livrent les entrepreneurs de mémoire Croates et Serbes, les habitants cohabitent de façon pacifique. En effet, il règne un grand calme dans les rues de Vukovar. Non seulement à l'échelle nationale le niveau de sécurité actuel est très élevé, avec un taux de criminalité très faible, et un taux d'homicide parmi les plus bas du monde³⁰⁰, mais il est notable, en outre, que la réintégration n'est été suivie d'aucune forme de revanchisme. En effet, il n'y a pas eu de représailles exercés par les *returnees*, par les vétérans, ou les anciens détenus en camp ou par les familles des victimes à l'encontre de la population serbe. Il y a aussi un niveau de sécurité élevé à l'échelle locale, au dire de la plupart de mes interlocuteurs, mais je ne suis pas parvenue à obtenir des données officielles sur le sujet. Saša Bjelanović affirme en entretien que d'après les statistiques Vukovar est la ville la plus sûre de Croatie, et il voit dans cette situation une preuve de la réussite du processus de réintégration, chapeauté par les Nations unies :

« On a eu de la chance, parce qu'il y avait l'ONU ici, vous savez. Donc quand vous avez cette partie tierce, qui était un genre de grand frère, qui vous soutient, c'est la raison pour laquelle ça été plus facile pour nous. On avait cette sorte de grand frère qui avait intérêt à permettre la réconciliation. Mais c'est ainsi que les choses ont marché ici, et évidemment, ça a fonctionné. Et comme résultat final, dont on peut dire à l'heure actuelle, peut-être que c'est important de mentionner que selon les statistiques, au cours des dernières années, la ville de Vukovar est la ville la plus sûre de Croatie. À tous les niveaux, si on considère les crimes, si on considère les conflits, et tout, donc, je pense que c'est un succès. » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Sandra Cvikic, pour sa part, explique cet état de fait par la religion et par la mansuétude des réfugiés croates lors de leur retour à Vukovar, mais j'ai dû mal à souscrire à cet argument :

« Il n'y a pas eu de revanche après la guerre de la part des réfugiés. Ces personnes qui ont tout perdu et qui reviennent s'établir à Vukovar n'ont pas été revanchardes, parce qu'elles ont pensé de la sorte « je suis humain et je suis meilleur, je ne suis pas un animal », il y a eu pardon mais pas oublié. Cette attitude est influencée par la religion, c'est plus fort que le sentiment de ressentiment. » (Extrait entretien Sandra Cvikic, 16/05/2012, Vukovar)

³⁰⁰ D'après les données de la banque mondiale, le taux d'homicide en Croatie est de 0,577 pour 100 000 habitants, ce qui place la Croatie parmi les pays ayant les plus faibles taux d'homicide au monde avec moins d'un homicide pour 100 000 habitant, à l'instar du Japon (0,263), de la Norvège (0,468), de la Suisse (0,532) de la Nouvelle Zélande (0,744), de l'Iceland (0,891). Source : <https://data.worldbank.org/indicator/VC.IHR.PSRC.P5?locations=HR-NO>

Charles Tauber, en revanche, considère la situation avec circonspection, et affirme, lors d'un échange avec Sandra Marić, qu'elle ne saurait durer :

« Sandra Marić : Malgré cette mémoire traumatique, il y a ce niveau de sécurité. Il n'y a pas tellement d'incidents. Je me suis aperçue de ça.

Charles Tauber : Non, c'est assez remarquable qu'il y ait si peu d'incidents. Mais je pense que ça va émerger dans quelques années. Je pense qu'on est dans une phase dépressive qui amoindrit tout ça, mais je pense que ça ne va pas durer. Ce qui, et bien ... » (Extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/2012, Vukovar)

Et je suis encline à partager ses analyses, notamment lorsqu'il affirme :

« Encore une fois, le trauma n'a pas été pris en charge, c'est assez simple. Je pense que c'est une situation très dangereuse, je pense que, à la longue, si ce n'est pas pris en charge, et rapidement maintenant, parce que c'est 20 ans après le début de la guerre et 17 ans depuis qu'elle a pris fin, je pense que cela va se terminer en tragédie, en terme de, plus de conflits ethniques, d'une façon ou d'une autre. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

J'ai tendance à penser que l'accalmie pourrait ne pas durer et qu'une dégradation des relations inter-ethniques demeure dans l'horizon des possibles. D'une part, de nombreux habitants Croates partagent un sentiment d'injustice, ne se satisfont pas des jugements rendus par le TPIY et doivent cohabiter avec des voisins-bourreaux qui ne seront jamais traduit en justice et ont refusé de faire leur *mea culpa*. Et contrairement à l'affirmation de Sandra Cvikić, j'ai rencontré à maintes reprises des habitants qui disent refuser de pardonner, même s'ils ne cherchent pas à se venger.

D'autre part, de nombreux habitants Serbes partagent un sentiment d'injustice et de frustration du fait de la non-reconnaissance des crimes et discriminations dont ils sont victimes et du fait de leur statut de minorité nationale.

Cela constitue un terreau fertile pour des violences futures. À moins que Vukovar ne se dépeuple encore davantage, ou que la Serbie voisine n'intègre l'Union européenne dans un avenir proche. Mais je me demande aussi dans quelle mesure cette appréhension est influencée malgré moi par la représentation fantasmatique de la poudrière des Balkans.

II.2.4 La polarisation Croate versus Serbe conduisant à l'invisibilisation de la mixité et des autres groupes ethno-nationaux à Vukovar

La polarisation de la ville autour de l'opposition Croates versus Serbes entraîne une occultation de la mixité et une invisibilisation des autres groupes ethniques. Pourtant 2148 personnes, soit 7,76% de la population de Vukovar, déclarent appartenir à l'une des 19 autres nationalités (tableau n°9) : Ruthènes, Hongrois, Ukrainiens, Slovaques, Albanais, Bosniaques, Allemands... Mais aucun groupe ne possède des effectifs supérieurs à 500 personnes, chacun représente donc une portion congrue de la population totale. Ces chiffres sont inférieurs (en nombre d'habitants et en proportion de la population totale) aux chiffres du recensement de 1991.

Ethnicité	Nombre 2001	% 2001	Nombre 2011	% 2011	Comparaison Nombre 2001-2011	Comparaison Pourcentage 2001-2011
Total	31670	100	27683	100	-3987	100
Croates	18199	57,46	15881	57,37	-2318	-0,09%
Albanais	112	0,35	89	0,32	-23	-0,03%
Autrichiens	-	-	-	-	-	-
Bosniaques	39	0,12	59	0,21	+20	+0,09%
Bulgares	7	0,02	4	0,01	-3	-0,01%
Monténégrins	67	0,21	51	0,18	-16	-0,03%
Tchèques	19	0,06	17	0,06	-2	IDEM
Hongrois	387	1,22	347	1,25	-40	+0,03%
Macédoniens	39	0,12	33	0,12	-6	IDEM
Allemands	58	0,18	58	0,21	IDEM	+0,03%
Polonais	21	0,07	11	0,04	-10	+0,03%
Roms	45	0,14	49	0,18	+4	+0,04%
Roumains	9	0,03	18	0,07	+9	+0,04%
Russes	17	0,05	13	0,05	-4	IDEM
Ruthènes	567	1,79	440	1,59	-127	-0,2%
Slovaques	85	0,27	68	0,25	-17	-0,2%
Slovènes	28	0,09	25	0,09	-3	IDEM
Serbes	10412	32,88	9654	34,87	-758	+1,99%
Italiens	1	0,00	4	0,01	+3	+0,01%
Turcs	-	-	-	-	-	-
Ukrainiens	242	0,76	224	0,81	-18	+0,05%
Valaques	-	-	-	-	-	-
Juifs	1	0,00	4	0,01	+3	+0,01%
Autres	100	0,32	59	0,21	-41	-0,11%

Tableau n°9 : Comparaison de la composition ethnique de la population de la ville de Vukovar entre 2001 et 2011, d'après les données de recensement

Aux dires de nombreux interlocuteurs, ces groupes sont constitués d'habitants vieillissants, ce qui implique que leurs effectifs risquent encore de diminuer à l'avenir. Néanmoins, je n'ai pas pu trouver de données pour étayer ces affirmations, car il n'existe pas de statistiques articulant ethnicité et tranche d'âge.

Lana Mayer se désole de la faible participation des groupes minoritaires à la vie culturelle de Vukovar, et de leur repli sur soi :

« C'est un vrai défi et je voudrais vraiment obtenir que les minorités s'impliquent plus, parce que j'ai l'impression que les Ruthènes et les Ukrainiens, d'une certaine manière, restent entre eux, ils ne partagent pas vraiment ce qu'eux-même ont à offrir, en tant qu'ethnie ou minorité, aux autres, et c'est triste. J'ai l'impression qu'ils sont invisibles. Et il y a des villages où dans une certaine manière, ils gardent, ils restent entre eux, et je souhaiterais qu'ils soient plus présents, d'une certaine manière. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Mais dans le même temps, mon interlocutrice regrette le peu d'intérêt que suscite les activités mettant en valeur l'apport des minorités :

« Jeudi dernier c'était comme la journée mondiale des livres ou quelque chose comme ça et la bibliothèque municipale organisait « la nuit des livres » et ils demandaient à chaque organisation des minorités de présenter leur travail, leur groupe et de présenter la minorité à travers la littérature. Ma mère n'était pas là alors je l'ai aidée pour ce qui est des allemands et autrichiens. Je suis issue de la minorité allemande, mais, je n'aime pas, j'aime me considérer juste comme Lana, et pas en terme de nationalité³⁰¹, donc je n'ai pas de nationalité. Mais mère est apparentée aux Allemands, mais je l'ai aidé à cause de la littérature. Donc j'ai parlé des auteurs allemands qui ont écrit sur cette minorité allemande en Croatie. Et il y avait d'autres minorités, Ukrainiens, Ruthènes, Hongrois. Deux organisations serbes étaient invitées et ils ne se sont pas montrés. C'était bien, on a entendu parlé des Ukrainiens, et de leur organisation, comment ils vivent, et ils sont beaucoup plus nombreux que les Allemands et les Autrichiens qui sont environ 50 seulement à Vukovar ! Et ils ont aussi des jeunes, les Allemands sont tous vieux. Et puis une dame est venue à moi, et a dit, on parlait de, ensemble, de ce qu'elle avait écrit et de ce qu'elle avait dit. Et je lui ai dit, « c'est vraiment sympa d'être tous ensemble comme ça ! » Mais elle m'a dit, « Regarde, il n'y a que nous, que les minorités, pas de croates et pas de serbes ». Et c'était tellement vrai et tellement triste. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Par ailleurs, le recensement, basé sur l'auto-déclaration d'une ethnicité unique, ne permet pas de rendre compte de la mixité. Pourtant, comme l'affirme Britt Baillie, la célébration de l'unité et de la fraternité yougoslave sous Tito a eu une certaine efficacité à Vukovar, qui se traduit

³⁰¹ Dans ce contexte nationalité réfère à l'ethnicité, à distinguer de la citoyenneté

par le nombre élevé de mariages mixtes :

« Monuments were built, and ceremonies created to celebrate Brotherhood and Unity and to indoctrinate the population about the perils of ethno-religious conflict. Inter-marriage rates reached new highs. By the 1990s, it is estimated that roughly 80 per cent of Vukovarians had at least one relative who was of the 'Other' ethnicity (Kosic and Tauber, 2010, p. 2). » (Baillie, op.cit. : 302)

Vukovar est en effet considérée comme la ville ayant le plus de mariages mixtes de la Fédération yougoslave après Sarajevo, il y a donc une importante proportion d'habitants ayant des origines multiples. Pourtant, comme le soutient Charles Tauber, peu de gens admettent qu'ils sont « mélangés » :

« Si vous regardez la démographie de cette région, et au fait, ne faites pas confiance aux recensements croates, parce que c'est très influencé ethniquement et c'est influencé par les intérêts politiques, alors je ne m'y fierai pas. Je n'ai pas, depuis 17 ans que je suis là, j'ai rencontré peut-être qu'une ou deux personnes qui n'ont pas, au moins un parent d'une autre ethnicité. Si vous creusez un peu, et s'ils acceptent de vous faire confiance. C'est hautement mélangé ethniquement. Comme je le disais, je ne pense pas que j'ai rencontré plus que quelques personnes au cours des 17 ans que j'ai passé ici, qui n'ont pas, au moins des parents au second degré d'une autre ethnicité. Ils étaient tous un genre de mélange. Toute l'identité a été brouillée à cause de l'ethnicité. Il y a vraiment peu de personnes disposées à admettre qu'elles sont d'une ethnicité mixte. Quelques personnes très courageuses le font, mais c'est loin d'être la norme. » (Extrait entretien Charles Tauber, Vukovar, 21/05/2012)

Dans l'association qu'il préside, YPGD, Saša Bjelanović accueille des bénévoles et des bénéficiaires issus de nombreuses minorités nationales et de familles mixtes. Il me parle de la situation démographique de Vukovar qu'il illustre en faisant un tour d'horizon des personnes présentes dans les locaux au moment de notre entretien :

« avant la guerre, il y avait 25 minorités différentes à Vukovar, vous savez. Donc en fait, il y a beaucoup de personnes issues de mariages mixtes, vous savez. Et ils nous reconnaissent aussi, comme un genre d'île où ils savent qu'ils peuvent venir et personne ne va les traiter comme s'ils étaient un genre d'étrangers, ou quoi. Ok tu fais partie de cette ville, ok tu es issu d'un mariage mixte, tu ne sais pas où te mettre, vous voyez, je ne dis pas qu'ils ont un genre de crise d'identité, ou quoi. Non, en fait, ils savent exactement qui ils sont et où ils sont, et comment ils veulent vivre, mais ils n'ont pas beaucoup de possibilités. Donc, ils trouvent aussi cette organisation comme un genre de solution. Donc par exemple, à cet instant, laissez moi l'envisager comme ça : donc vous avez une personne qui ruthène, vous avez cette fille qui est Serbe, le gars est Serbe, l'autre fille est issu d'un mariage mixte entre Serbe et Croate, l'autre

filles est issu d'un mariage mixte entre Allemand et Ukrainien, et le gars d'un mariage entre Tchèque et Serbe. Et je suis Serbe.

Donc laissez moi vous dire, si vous faites une photo de cette organisation là tout de suite, en fait, en général, vous trouverez une image similaire dans la ville. Donc quand, c'est amusant, vous savez, parfois, vous avez des gens qui essaient de se présenter comme quelque chose qu'ils ne sont pas, vous voyez. Comme s'ils avaient honte d'appartenir à certaines minorités spécifiques. » (Extrait entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Toutefois, cette association œuvrant dans le domaine de la réconciliation, du multiculturalisme et de la paix, attire, à l'instar d'autres structures de la société civile de Vukovar, des individus qui ne se reconnaissent pas dans l'opposition binaire Croates versus Serbes, ni dans leurs rhétoriques nationalistes. Cela entraîne donc une surreprésentation des personnes issues de groupes minoritaires et/ou de familles mixtes. Aussi, se fonder sur l'appartenance des membres de l'organisation pour en déduire la composition démographique de la municipalité, ainsi que le fait mon interlocuteur, conduit à une extrapolation erronée.

La situation démographique est donc autrement plus complexe qu'une simple partition entre un groupe majoritaire, les Croates, et un groupe minoritaire, les Serbes, même si c'est à cette dichotomie qu'elle tend à être résumée. Sandra Cvikić explique cette invisibilisation par la monopolisation de la parole par la minorité serbe :

« Dans les discours les autres groupes ethniques sont occultés, l'analyse se focalise toujours sur l'opposition entre Serbes et Croates, et les autres minorités sont négligées. La minorité serbe est plus une minorité que les autres. Tout le monde est égal aux yeux de la loi, mais les Serbes sont plus nombreux alors ils se considèrent comme étant plus importants, et ils créent une polarisation entre Serbes et Croates. » (Extrait entretien Sandra Cvikić, 16/05/2012, Vukovar)

Pourtant, à aucun moment sur mon terrain, ni à Vukovar ni dans aucune des autres localités dans lesquelles j'ai enquêté, le sort des autres communautés pendant la guerre ou à l'heure actuelle n'a été évoquée par les membres de la majorité croate, et je n'ai trouvé aucune mention relative aux minorités nationales dans aucun des dispositifs mémoriels que j'ai étudié ! Par conséquent, cette occultation, quoi qu'en dise mon interlocutrice est largement imputable aux acteurs croates.

Il n'y a eu que par Lana Mayer (Allemande) et Sasa Bjelanović (Serbe) et Charles Tauber (de citoyenneté néerlandaise, installé à Vukovar au milieu des années 1990) pour évoquer avec moi ces questions.

III. Enjeux toponymiques et marquage symbolique dans territoire disputé : L'affaire du cyrillique

Pour Hervé Guillorel, « les pratiques de nomination sont fondatrices du « vouloir vivre ensemble » constitutif de la *polis* » (2012 : 3). En effet, ainsi qu'on a pu le voir précédemment, outre la nécessité de nommer les lieux, les toponymes sont dotés de propriétés identitaires. Selon le politiste,

« Le choix des anthroponymes et des toponymes répondent à des motivations très diverses dont le fondement principal est la connaissance et la reconnaissance des lieux, des individus, des groupes, etc. ; ils ont une fonction identitaire tant à l'égard de la cohésion du groupe qu'à l'égard des relations entre les groupes, relations qui peuvent être amicales ou conflictuelles. » (ibid. : 14)

Par conséquent, les pratiques de nomination peuvent aussi devenir les symboles du vivre-séparé. En effet, « les revendications identitaires s'appuient sur les pratiques onomastiques, qu'il s'agisse de s'assimiler ou de résister à l'assimilation » (ibid. : 14). Aussi un contexte de concurrence mémorielle, l'appropriation et le marquage du paysage représentent des enjeux décisifs. En témoigne la levée de boucliers provoquée par la décision d'introduire le bilinguisme au niveau des bâtiments officiels et des panneaux signalétiques à Vukovar.

Considérant cette *affaire du cyrillique*³⁰² comme le symptôme d'un rapport non pacifié à la mémoire de la guerre, plutôt que comme un événement strictement local et déconnecté de la situation sociale et politique nationale, j'ai choisi de l'englober dans ma recherche portant sur les usages et la matérialisation de la mémoire de la guerre d'ex-Yougoslavie. Toutefois, le paroxysme de la polémique ayant été atteint en 2013, à une période où je n'étais pas sur le terrain, j'ai surtout suivi les événements à distance par le biais des médias, et j'ai procédé à une enquête après-coup, lors de mon retour à Vukovar en 2015, alors que la question n'avait pas été résolue, mais la polémique s'était relativement essoufflée. Mes tentatives pour rencontrer des interlocuteurs disposés à évoquer leur point de vue sur cette affaire se sont souvent avérées vaines. Par conséquent, ma compréhension du sujet, et en particulier le ressenti des habitants de Vukovar à l'égard du bilinguisme dans l'espace public, n'est pas aussi approfondie que je l'aurai souhaité, et je le déplore.

³⁰² Traduction de la dénomination locale de « Slučaj Ćirilica » à propos de ces événements

L'affaire du cyrillique offre un exemple de « nationalisme scriptural » étudié par la sociolinguiste Ksenija Djordjevic, tel qu'il est apparu « à la suite de l'effondrement du bloc communiste en Europe centrale et orientale, et parallèlement au développement d'un nationalisme linguistique » (2004 : 59). Si l'auteure ne précise pas ce qu'elle entend par ce phénomène, l'expression qu'elle emploie est en soi assez évocatrice. Et on comprend à la lecture de son article que le nationalisme scriptural renvoie aux enjeux identitaires associés au choix d'un alphabet, et la place du système d'écriture dans les politiques linguistiques. Dans la mesure où ils ont été érigés en « emblèmes nationaux ou confessionnels » (ibid. : 60), les alphabets ont en effet été « utilisés à travers l'histoire et manipulés à des fins de domination politique dans l'espace yougoslave » (ibid. : 60).

L'affaire du cyrillique vient tout de même nuancer son affirmation selon laquelle le nationalisme scriptural est « moins virulent, peut-être moins souvent objet d'actualité ou de débat hors des aires culturelles concernées, bref, moins visible, mais ses conséquences sont tout aussi importantes » (ibid. : 59). En effet, la présente polémique montre que l'alphabet peut aussi devenir source d'affrontements symboliques et physiques.

Le processus d'adhésion à l'Union Européenne, outre la collaboration avec le TPIY, implique pour le gouvernement croate de résoudre la question du droit des minorités. Sous-jacente à cette question de minorités, se pose l'épineuse question du statut des Serbes de Croatie et du retour des réfugiés serbes. Dans l'immédiat après-guerre, nombreuses furent les entraves à leur retour, malgré les engagements officiels. Mais le tournant démocratique des années 2000, consécutif au décès de Franjo Tuđman, change la donne, dans la mesure où le retour des réfugiés fait partie intégrantes des négociations d'adhésion. Suite au remaniement, à l'été 2002, du gouvernement de coalition de centre-gauche du Premier ministre Ivica Račan, « la politique de rapprochement de l'UE semble avoir connu un coup d'accélérateur », ainsi que l'affirme Daniel Thomas (2003 : 46). L'auteur poursuit son analyse en ajoutant :

« Le Premier ministre a présenté en effet au Parlement, en décembre 2002, un programme allant dans ce sens et obtenu un vote de confiance dont il est sorti largement renforcé, sa politique ayant été approuvée non seulement par les partis de la coalition gouvernementale, mais également par la plupart de ceux de l'opposition, y compris la Communauté démocratique croate (HDZ). » (ibid. : 46)

C'est donc pour se conformer aux exigences de l'UE en la matière que la loi constitutionnelle sur le droit des minorités nationales est votée le 13 décembre 2002 aux termes de débats houleux au *Sabor*, et est publiée au journal officiel le 19 décembre 2002. Outre, l'autonomie

culturelle, la représentation politique dans les instances nationales et locales (par le biais d'élus et de comités), la législation prévoit aussi que les minorités jouissent du droit d'arborer leurs symboles nationaux, d'utiliser leur alphabet et leur langue maternelle. L'article 12 paragraphe 1 de la loi stipule notamment :

« L'usage officiel à égalité de traitement de la langue et de l'alphabet employés par les membres d'une minorité nationale est effectif dans la région d'une collectivité locale autonome, lorsque les membres d'une minorité nationale comptent pour au moins le tiers de la population.³⁰³ »

En 2007, Emilie Proust considérait que la politique linguistique mise en œuvre par l'État croate était en conformité avec les conditions fixées par les Accords de Dayton en matière de droits des minorités, et affirmait :

« L'actuelle politique linguistique croate donne des bases très positives en matière de respect des langues minoritaires, et à bien des titres elle peut être un modèle de multiculturalisme. La législation en vigueur a la vertu de pouvoir rassurer les minorités sur leurs droits linguistiques, et ce d'autant plus qu'elle est globalement bien respectée. » (op.cit.)

Pour Sanja Beronja (2010), la loi constitutionnelle sur les minorités nationales « offre une protection qui non seulement respecte les standards internationaux, mais dans certains domaines offre même une protection supérieure », avec notamment la constitution de conseils représentatifs des minorités.

Mais c'était sans compter l'entreprise d'obstruction mise en œuvre par les acteurs nationalistes au moment de son application à Vukovar. En effet la loi constitutionnelle sur le droit des minorités nationales implique l'obligation pour les autorités municipales de procéder à un double affichage sur les panneaux de signalisation et les bâtiments administratifs dans les localités concernées, lorsque une minorité représente un tiers de la population d'une localité.

Cependant, la loi ayant été votée à une époque où les Serbes représentaient 32,88% des habitants de Vukovar, elle n'est pas mise en application dans la cité danubienne à l'époque de son adoption. En revanche, à l'issue du recensement de 2011, il apparaît que les Serbes représentent désormais 34,87% de la population de la ville, ce qui implique pour les autorités municipales la nécessité de mettre en application la loi constitutionnelle sur le droit des minorités nationales, afin de se conformer à l'acquis communautaire, et à la législation nationale.

³⁰³ Source : http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/croatie-loi_const-2002.htm

Aussi, à l'approche de l'entrée de la Croatie dans l'Union Européenne, le gouvernement de centre-gauche présidé par Ivo Josipović (SDP) a-t-il décidé d'apposer sur les bâtiments administratifs des plaques bilingues en alphabet latin et en alphabet cyrillique et d'installer des panneaux de signalisation bilingues à Vukovar, ainsi que dans une vingtaine de communes de Croatie, mais cette décision provoque un tollé et va se heurter à une farouche résistance.

En effet, l'annonce en janvier 2013, par le Ministre de l'administration publique, Arsen Bauk, de sa volonté de faire appliquer la législation à Vukovar, a scandalisé l'électorat de droite et a suscité une levée de boucliers de la part des partis nationalistes, des associations de vétérans et de victimes de la guerre patriotique qui ont appelé à une mobilisation générale, en vue d'empêcher l'application de cette mesure considérée comme une offense insupportable.

Le Président du HDZ, Tomislav Karamarko s'est exprimé pour affirmer : « Ces panneaux ne devraient être mis en place que s'ils contribuent à une meilleure coopération et compréhension entre la majorité croate et la minorité serbe à Vukovar. Or, actuellement, ce n'est pas le cas. La municipalité irrite les habitants, elle les insulte³⁰⁴ ». Mais en affirmant que les habitants étaient insultés par la mise en place de la législation par les autorités municipales, Karamarko donne à voir qui sont, selon lui, les habitants légitimes de Vukovar. En effet, les habitants serbes ne se sont jamais exprimé dans ce sens, au contraire, et il n'y a pas eu à ma connaissance de prise de position à ce sujet de la part des représentants des autres minorités. De fait, seule une partie des habitants croates s'est indigné face à cette décision.

Le HDZ et les autres formations nationalistes croates « ont immédiatement réclamé un moratoire de cinquante ans en invoquant les blessures toujours ouvertes de la guerre, avec 400 disparus et des auteurs de crimes de guerre restés impunis³⁰⁵ ». Certains partis, notamment le Parti croate du droit-Ante Starčević (HSP-AS), et des organisations de vétérans, ont été jusqu'à réclamer l'organisation d' « un nouveau recensement de la population de la ville, contestant les données officielles, qui évaluent la minorité serbe à 34,8% de la population globale »³⁰⁶. Pero Ćorić, secrétaire général du Parti croate du droit – Ante Starčević, prône aussi l'organisation d'un référendum local qui permettrait aux habitants de Vukovar de d'exprimer leur position à l'égard du bilinguisme³⁰⁷.

³⁰⁴ Source : <http://fr.euronews.com/2013/09/03/croatie-tensions-ethniques-a-vukovar/> Consulté le 09 septembre 2013

³⁰⁵ Source : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Vukovar-le-fardeau-du-passe-2013-06-28-979774> Consulté le 8 novembre 2013

³⁰⁶ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/de-novi-sad-a-vukovar-la-nouvelle-querelle-du-cyrillique-dechire-les-balkans> Consulté le 10 février 2013

³⁰⁷ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-a-vukovar-le-cyrillique-ne-passe-toujours-pas> Consulté le 8 septembre 2013

La ville est alors devenu le théâtre d'affrontements entre les autorités croates et les associations de vétérans, les associations de victimes et les partis nationalistes, soutenus par l'Église catholique et une partie de la population, luttant contre cette mesure qu'ils jugeaient offensante. L'imposition de l'alphabet cyrillique ayant fait partie de l'arsenal d'éléments symboliques employés par les forces serbes pour marquer leur emprise sur la ville occupée, sa réintroduction dans l'espace public est considérée comme une provocation. Les opposants au bilinguisme arguent que la présence dans l'espace public de la langue de l'agresseur serait un affront inacceptable à la mémoire de tous ceux qui ont sacrifié leur existence pour la Patrie, envers la souffrance des habitants ayant perdu des proches. C'est le cas par exemple de Danijel Rehak, Président de l'association des prisonniers de guerre croates, qui a lui-même été détenu en camp à la chute de la ville, qui affirme dans une interview : « Nous sommes contre l'introduction de la langue serbe et les enseignes en cyrillique parce que cet alphabet a fait partie de leurs armes quand ils ont attaqué Vukovar en 1991³⁰⁸ ».

Les opposants au bilinguisme affirment que, eu égard aux souffrances infligées à la ville par les forces serbes, le statut de ville-martyr de Vukovar, le sort non résolu des personnes disparues, une telle mesure est prématurée. Les organisateurs avancent l'argument selon lequel les plaies causées par la guerre ne sont pas encore cicatrisées et ils accusent les autorités de raviver les tensions inter-communautaires, de faire preuve de déconsidération pour le traumatisme enduré par les victimes et pour le sacrifice des Défenseurs.

La sociologue Sandra Cvikic, que j'ai rencontré en mai 2012 affirme lors d'une interview : « on sous-estime la profondeur du traumatisme subi par la population³⁰⁹ » et évoque le sentiment d'injustice ressenti par les habitants. La directrice de l'hôpital de Vukovar Vesna Bosanac est une personnalité incontournable de la mémoire du siège, elle est considérée comme une héroïne de la guerre patriotique pour son courage, et son humanité dans la prise en charge, sans distinction de nationalité, des 2500 patients blessés au cours du siège. Interrogée par la presse internationale à propos de l'affaire du cyrillique, elle déclare que « les gouvernements croates successifs n'ont jamais compris l'importance émotionnelle de la ville pour le pays³¹⁰ », elle ajoute que le cyrillique « ne serait plus un problème si les blessures des gens d'ici s'étaient refermées, s'ils avaient retrouvé le corps de leurs proches ou leur parent porté disparu, mais ce n'est pas le cas³¹¹ ».

³⁰⁸ Source : <https://fr.euronews.com/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar> Consulté le 13/04/2015

³⁰⁹ Source : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Vukovar-le-fardeau-du-passe-2013-06-28-979774> Consulté le 8 novembre 2013

³¹⁰ Source : <https://fr.euronews.com/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar> Consulté le 13/04/2015

³¹¹ Source : <https://fr.euronews.com/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar> Consulté le 13/04/2015

Par conséquent l'introduction du bilinguisme reviendrait selon elle à « appliquer de l'alcool sur une plaie ouverte³¹² ». L'alphabet peut être considéré comme un marqueur identitaire, comme un attribut culturel, et « peut se transformer en symbole de l'identité d'un peuple et mobiliser à son tour en lui des sentiments collectifs, être l'objet d'un attachement » (op.cit. : 69), ainsi que l'affirme Ksenija Djordjevic. Pourtant, il n'est pas inutile de rappeler que la question est autrement plus complexe que l'opposition binaire à laquelle elle se trouve réduite à l'occasion de cette polémique.

D'une part, il importe de souligner comme le fait très justement l'auteure, que « ni le cyrillique ni l'alphabet latin ne peuvent être considérés comme des « alphabets nationaux » spécifiques ou essentiellement inhérents aux peuples qui se les arrachent aujourd'hui, dans le but de s'éloigner encore plus lorsque la langue est réinvestie comme un lieu de conflit » (ibid. : 69), dans la mesure où ils sont employés par de très nombreuses autres langues, au sein de nombreux États.

D'autre part, nation et alphabet ne coïncident pas de façon aussi rigoureuse que ne l'affirment les acteurs nationalistes, dans la mesure où pendant la période yougoslave le bialphabétisme était la norme, qu'au Moyen Âge (période régulièrement mobilisée par les acteurs nationalistes pour justifier leurs revendications) Serbes et Croates ont eu recours à l'alphabet glagolitique, et aussi parce le cyrillique fût en usage dans certaines régions de Croatie entre le XI^e et le XVII^e siècle et qu'il existe donc un « patrimoine cyrillique croate³¹³ ».

Enfin, en raison de la mondialisation, et notamment du fait de l'usage généralisé d'Internet et des réseaux sociaux, l'usage du cyrillique régresserait au profit de l'alphabet latin, et ce même Serbie. C'est du moins ce qu'affirment les autorités serbes, et en particulier le Ministère de la Culture qui envisage de prendre des mesures pour la sauvegarde de la langue :

« L'usage officiel du cyrillique va être mieux défini et son utilisation sera obligatoire pour toutes les communications entre les institutions étatiques, les administrations locales, les écoles et les universités, aussi bien dans sur des supports papier qu'électroniques. La même règle vaudra pour les communications entre l'État et les entreprises.³¹⁴ »

Et à ce propos, Djordjevic affirme que, « même après la chute du régime de Milosevic, le sentiment que l'alphabet cyrillique serait en danger continue d'être très présent dans certaines couches de la société serbe » (op.cit : 63), donnant lieu à la création d'une Association pour la

³¹² Source : <https://fr.euronews.com/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar> Consulté le 13/04/2015

³¹³ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/de-novi-sad-a-vukovar-la-nouvelle-querelle-du-cyrillique-dechire-les-balkans> Consulté le 10 février 2013

³¹⁴ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Serbie-mobilisation-generale-pour-sauver-l-ecriture-cyrillique> Consulté le 12 août 2018

protection du cyrillique et à l'adoption de mesure par le gouvernement serbe dans les années 2000.

Lors du premier week-end du mois de février 2013, une manifestation à l'initiative d'une association d'anciens combattants, appelée Quartier général de la défense pour la défense de Vukovar croate³¹⁵ – dont l'emblème est composé d'un « V » majuscule noir au premier un d'un damier ustaši à l'arrière plan entouré d'un pleter – a rassemblé à Vukovar environ 20 000 personnes, en provenance de tout le pays. Parmi les participants se trouvaient des citoyens croates, mais aussi des militaires, des vétérans, les représentants d'associations de victimes. La manifestation a été suivie d'un dépôt de gerbes au pied du monument situé sur la rive du Danube.

Le Premier ministre Zoran Milanović s'est exprimé pour assurer que la législation s'appliquerait à l'ensemble du territoire croate et que Vukovar ne ferait pas exception, « il a rappelé que « l'État croate devait traiter à égalité tous ces citoyens », car c'est un État de droit, un État juste et solide dans l'exercice de ses fonctions³¹⁶ ».

Le 7 avril 2013, une nouvelle manifestation d'envergure regroupe environ 20 000 personnes à Zagreb. Ces événements marquent le retour sur le devant de la scène politique des vétérans de la guerre patriotique³¹⁷. Comme en témoigne la déclaration de Tomislav Jović, Président du Quartier général de la défense pour la défense de Vukovar croate, qui affirme « le cyrillique est venu à Vukovar avec des tanks en 1991 et personne, hormis les anciens combattants, ne peut comprendre ce qu'il représente pour les victimes³¹⁸ », les organisations d'anciens combattants qui se sont emparés de l'affaire, monopolisent accaparent la parole sur le sujet.

Le 1 septembre 2013, une nouvelle manifestation a lieu contre l'installation de la signalétique bilingues prévue le 6 septembre. Mais cette installation est anticipée et les plaques sont finalement posées sur les bâtiments officiels dans la nuit du 2 au 3 septembre 2013. Les opposants à la mesure, qui espéraient empêcher cette installation, ont le sentiment d'avoir été abusés par les autorités et se mobilisent pour manifester en nombre et procéder à la destruction à coup de marteau et à l'arrachage des plaques situées sur les bâtiments du commissariat, du Trésor public et la Mairie, devant les caméras de la presse nationale. Cela conduit à quelques heurts avec les forces de l'ordre, faisant quatre blessés légers dans les

³¹⁵ *Stožer za obranu hrvatskog Vukovara*

³¹⁶ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/de-novi-sad-a-vukovar-la-nouvelle-querelle-du-cyrillique-dechire-les-balkans> Consulté le 10 février 2013

³¹⁷ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-l-alphabet-cyrillique-les-anciens-combattants-et-le-retour-de-la-droite-nationaliste> Consulté le 14 avril 2013

³¹⁸ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-a-vukovar-le-cyrillique-ne-passe-toujours-pas> Consulté le 8 septembre 2013

effectifs de la police, même si les vidéos³¹⁹ de la manifestation montrent une relative connivence des policiers en uniformes postés devant les bâtiments avec la foule. Ce qui n'est guère surprenant dans la mesure où le HDZ exerce depuis sa création une influence considérable sur la police et l'armée³²⁰. Ces destructions entraînent néanmoins l'interpellation, pour quelques heures, des organisateurs de la protestation. Deux semaines durant, des manifestations auront lieu tous les jours, regroupant plusieurs centaines de personnes, des vétérans et habitants de Vukovar, ainsi que des manifestants en provenance des contés environnants et du reste du pays. Le gouvernement s'est exprimé pour condamner un acte qu'il a qualifié de « violence chauvine » et a affirmé son intention de faire réinstaller les panneaux bilingues³²¹.

Sous l'impulsion d'élus nationalistes, notamment Igor Gavrić « conseiller municipal du parti croate du droit et porte-parole du Comité de Défense de Vukovar croate, le groupe de vétéran à la tête du mouvement contre le cyrillique³²² », et au grand dam du Maire SDP, le Conseil municipal de Vukovar a adopté un arrêté municipal, octroyant à la commune le statut de « ville d'une importance particulière³²³ » qui lui permettrait de se dispenser d'appliquer la loi sur les minorités.

Lancée en novembre 2013 à l'initiative d'un collectif d'organisations de vétérans, de victimes et de personnes déplacées croates, une pétition visant à réclamer la convocation d'un référendum populaire relatif à l'application de la loi sur les minorités à Vukovar, a réunit 650 000 signatures en un mois (quand le minimum requis par organiser un tel référendum est de 400 000 signatures). Il s'agirait pour les protestataires de modifier le seuil à partir duquel le bilinguisme est obligatoire, afin de le porter à 50% de la population, ce qui permettrait d'exclure d'office Vukovar de la liste des villes concernées par l'application de la loi. Les organisateurs ont affirmé leur intention de déposer la pétition au Parlement³²⁴.

Néanmoins, le gouvernement refusant de céder à la pression de la rue envisage alors de procéder à une révision de la Constitution pour empêcher la tenue de ce référendum. Le Président de la République s'est exprimé pour affirmer sa compassion pour les victimes, mais

³¹⁹ Euronews, Croatie : le cyrillique divise un peu plus Vukovar, 8 novembre 2013, Source : <https://www.youtube.com/watch?v=bfjC3YdzfOU> Visionnée le 17 novembre 2013

³²⁰ Voir Derens et Samary (2000)

³²¹ Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20130906.AFP4453/croatie-tensions-entre-croates-et-serbes-autour-du-cyrillique.htm> Consulté le 09 septembre 2013

³²² Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/partie-de-vukovar-la-guerre-du-cyrillique-embrase-toute-la-croatie> Consulté le 10 novembre 2013

³²³ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/partie-de-vukovar-la-guerre-du-cyrillique-embrase-toute-la-croatie> Consulté le 10 novembre 2013

³²⁴ Source : https://www.rtb.be/info/monde/detail_croatie-650-000-signatures-pour-reduire-les-droits-des-minorites?id=8151670 Consulté le 8 décembre

il a appelé au respect de la loi³²⁵. Quant au Premier ministre croate, il a déclaré : « Tant que je suis Premier ministre, ce référendum ne passera pas³²⁶ ».

En plein cœur de la polémique, l'Union Européenne, en la personne de Dennis Abbott, porte-parole du Commissaire européen pour l'éducation, la culture, le plurilinguisme et la jeunesse, a fait savoir que l'UE n'avait pas l'intention d'intervenir pour imposer l'application de la législation, dans la mesure où « la juridiction des pays membres fait autorité en la matière³²⁷ ». Le point d'acmé des tensions entre le gouvernement et les opposants à cette mesure est atteint lors de la cérémonie de commémoration de la chute de la ville le 18 novembre 2013. La présence du Président de la République Ivo Josipović et du Premier ministre Zoran Milanović, venus assister aux commémorations, comme il est de coutume, provoque l'ire des vétérans et des acteurs d'obédience nationaliste. La délégation gouvernementale après s'être vue conspuée et chahutée par les manifestants, a été contrainte *manu militari* de quitter le cortège. Cela n'a pas été sans provoquer l'indignation d'une partie de la classe politique et d'une partie de la presse croate, scandalisée par cette atteinte à la démocratie et à la paix.

Pourtant, comme le rappelle dans une interview Željko le maire social-démocrate de Vukovar qui dénonce l'instrumentalisation de la question, le bilinguisme existe de fait dans l'espace public depuis la réintégration pacifique de la Slavonie orientale :

« Cela fait 15 ans que nous vivons en paix à Vukovar. Il nous a fallu faire preuve de tolérance pour arriver à cela et il serait dramatique que cette ville se transforme de nouveau en Beyrouth. C'est une honte d'utiliser cette ville comme tremplin politique. À Vukovar, il y a des panneaux bilingues depuis 1998 sur l'école primaire, et le bilinguisme est de règle dans les registres officiels depuis 2009 !³²⁸ »

Lors de notre entretien Saša Bjelanović, Président de l'ONG *Youth Peace Group Danub* (YPGD) qui œuvre pour la paix et le vivre-ensemble, me raconte, non sans espièglerie, que le cyrillique est, de toute façon déjà présent dans l'espace public dans la mesure où une partie des palais du centre historique, et les premiers édifices en briques de la ville, ont été construits à la fin du XVIII^e siècle par des familles serbes fortunées et le nom de leur propriétaire en cyrillique figure sur des plaques apposées sur les bâtiments :

« Si vous allez dans le centre, au sommet des bâtiments vous pouvez voir des lettres en

³²⁵ Source : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Nouvelle-manifestation-contre-les-enseignes-en-cyrillique-a-Vukovar-2013-09-02-1005505> Consulté le 8 novembre 2013

³²⁶ Source : <https://www.7sur7.be/monde/une-petition-contre-les-droits-des-minorites-recolte-650-000-signatures~a63e624e/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F> Consulté le 8 décembre 2013

³²⁷ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/cyrillique-en-croatie-l-ue-n-a-aucune-intention-de-se-meler-des-evenements-de-vukovar> Consulté le 15 septembre 2013

³²⁸ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-la-guerre-du-cyrillique-enflamme-toujours-vukovar> Consulté le 22 septembre 2013

cyrillique, au sommet des bâtiments vous pouvez voir de noms cyrilliques, parce qu'une partie de la vieille ville, sur la rive droite de la rivière, a été bâtie par une famille Serbe, la famille Poić et il y a leur nom en cyrillique sur les bâtiments.

Et quand la reconstruction a commencé en 1997-1998, ils ont enlevé tous ces panneaux. Mais des gens du Ministère de la culture sont arrivés et se sont offusqués « mais qu'est-ce que vous faites, vous ne pouvez pas reconstruire ces bâtiments anciens de cette façon ! » Je veux dire, si ces bâtiments avaient ces plaques vous devez en tenir compte. Ils n'étaient pas très contents, mais ils ont dû remettre les plaques en cyrillique » (extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar).

Cette présence très limitée, mais effective, du cyrillique dans l'espace public est passée sous silence par les détracteurs de la législation sur les minorités.

Guillourel considère que l'on peut considérer « les pratiques linguistiques et donc les pratiques onomastiques comme formes de violence symbolique » (2013 : 4) et c'est bien ainsi qu'elles sont appréhendées tant par les opposants au bilinguisme que par les représentants de la communauté serbe, les premiers en raison des connotations historiques associées au cyrilliques, les seconds en raison des discriminations présentes.

Au moment où Vukovar est ébranlée par l'affaire du cyrillique, la loi constitutionnelle sur le droit des minorités nationales est déjà entrée en application en Istrie, où les panneaux signalétiques et les plaques bilingues croate-italien sur les bâtiments officiels sont en vigueur, car la communauté italienne représente une minorité nationale importante dans la région. Les nationalistes croates ne se sont guère émus de cette application. Pourtant, la région a fait l'objet de contentieux territoriaux depuis 1868. La souveraineté de l'Istrie étant revendiquée par les Italiens au nom de l'irrégentisme adriatique et par les Yougoslaves au nom de la réunion des Slaves du Sud dans un même État, donnant lieu à des affrontements sanglants au cours de la Seconde guerre mondiale. En effet entre 1941 et 1943, l'Istrie a été le théâtre d'« exactions exercées par les Italiens contre la population slave, entre avril 1941 et septembre 1943 » (2019 : 106), commises dans le cadre de la politique d'italianisation de la région mise en œuvre par les autorités fascistes, ainsi que l'évoque l'historienne Valentina Vardabasso. Et, selon l'historien Boris Mlakar :

« L'Italie fasciste était opposée depuis le début à l'existence de l'État yougoslave et, dans ce but, mit tout en œuvre pour déstabiliser ce dernier et pour, finalement, le faire éclater. En effet, elle comptait bien entrer en possession de la côte adriatique orientale, ce qui lui aurait permis de transformer la mer adriatique en mer intérieure italienne. Sans parler de l'italianisation agressive exercée sur les minorités slovène et croate à l'intérieur de ses frontières, l'Italie

utilisa tous les moyens dont elle disposait, depuis l'encerclement politique de la Yougoslavie jusqu'à la propagande concernant la Première Guerre mondiale et ce qu'elle appelait la « victoire mutilée » (*vittoria mutilata*), concept lié au mythe de la Dalmatie « non libérée ». Naturellement, cela conduisit à la volonté directe d'obtenir de nouveaux territoires considérés comme revenant de droit au nouvel empire romain. » (2009 : 79)

L'application du bilinguisme, selon qu'elle concerne l'italien en Istrie ou le serbe en Slavonie donne lieu à une différence marquée de réception par les acteurs nationalistes croates qui mérite d'être interrogée. Le silence qui confère au mutisme concernant l'application de la législation en Istrie doit-il être mis sur le compte des accointances entre *fascisti* italiens et *ustaše* croate ? Doit-il être mis sur le compte de la distance temporelle qui sépare l'application de la législation, des atrocités survenues lors de la Seconde guerre mondiale ? Il y a lieu d'en douter étant donnée que la mémoire de Jasenovac ou de Bleiburg est encore vivace pour ne pas dire à vif. L'indignation suscitée par l'application de la législation à Vukovar doit-elle être mise sur le compte d'un sentiment serbophobe, ou témoigne-t-elle de la difficulté à surmonter un épisode traumatique récent ? La question demeure en suspend, mais il y a tout lieu de penser que les causes sont plurielles. Toujours est-il que Schellenberg voit dans les protestations contre la réintroduction du cyrillique à Vukovar l'expression d'un sentiment anti-serbe (2015 : 15-16), et je ne saurais la contredire, au vu des éléments collectés à l'appui de cette hypothèse lors de mes différents séjours.

L'opposition de grande envergure au bilinguisme croato-serbe, qui résulte certes d'une mobilisation politique entreprise par les acteurs nationalistes, prouve aussi que les habitants et les citoyens sont à même de saisir la portée identitaire de l'alphabet et que les enjeux associés au marquage spatial par l'écriture ne leur sont pas étrangers. L'insistance sur les acteurs nationalistes et leur rôle dans la polémique ne doit pas faire oublier que, c'est parce qu'elle trouve un écho avec les expériences des citoyens et parce qu'elle entre en résonance avec des vécus traumatiques que la mobilisation a été si importante. Toutefois, l'affrontement entre un gouvernement social-démocrate et une opposition droite/extrême-droite dans cette affaire du cyrillique, démontre que deux décennies après le conflit, la mémoire est toujours instrumentalisée par ceux qui en retirent des bénéfices directs ou indirects, en l'occurrence, les associations de vétérans et les partis de droite, en particulier le HDZ, qui tente ainsi de faire oublier les scandales récents qui ont entaché le parti.

S'il avait été réélu pendant la polémique, l'affaire du cyrillique aura finalement eu raison du siège du maire SDP Željko Sabo, malgré l'adoption du statut spécial adopté par le conseil municipal pour apaiser les tensions. En effet, un an plus tard, le 29 juin 2014, sont organisées « des élections anticipées après l'échec de l'adoption du budget 2014³²⁹ ». Et c'est le candidat HDZ, Ivan Penava qui remporte le scrutin au détriment du maire sortant, qui s'était présenté sous l'étiquette de « candidat indépendant ». Le maire sortant avait d'ailleurs affirmé pendant la crise que l'opposition nationaliste utilisait le prétexte du cyrillique dans un dessein électoral, et avait ajouté : « C'est une tentative délibérée de l'Union démocratique croate [HDZ] et du Parti des droits de perturber l'ordre public dans tout le pays afin de déstabiliser le gouvernement³³⁰ ».

Saša Bjelanović considère que le cyrillique est un prétexte utilisé dans la compétition entre les formations politiques croates, et que les habitants serbes restent en dehors de la polémique :

« Toute cette histoire d'alphabet cyrillique, ce n'est pas une question de Serbes, les Serbes s'en fichent. C'est un affrontement politique entre les deux principaux partis politiques croates, c'est une lutte entre eux. Le fait est que le HDZ va présenter les socialistes en disant « Regardez ce qu'ils font, ils autorisent le cyrillique à Vukovar, vous voyez, ce ne sont pas de bons croates, ils ont accordés ça aux Serbes et le cyrillique a détruit cette ville... ». Vous savez c'est une théorie intéressante que des lettres détruisent la ville. Et les socialistes vont aussi polémiquer, « on ne veut pas non plus, et ainsi de suite ». Et au final, on n'a pas ces lettres en ville. En réalité les Serbes sont conscients de ça, et à partir de ce moment, ils restent en retrait. Ils sont conscients que personne ne demande ce qu'ils pensent, et ils peuvent voir qu'il s'agit d'une lutte entre ces deux partis politiques. » (extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Des éléments issus de mon enquête de terrain, et notamment la présence de tags où Vukovar est écrit en cyrillique sur les murs de la ville m'amènent à penser que la question pas aussi anodine que ne le laisse entendre mon interlocuteur. Mais son point de vue s'explique peut-être par le fait qu'il travaille dans une ONG prônant le pacifisme et l'interculturalité et qu'il ne côtoie probablement pas d'assez près les milieux nationalistes serbes de Vukovar.

Quand à l'adjoint au maire, Marijan Pavlicek, représentant de la majorité croate au conseil municipal, il affirme, lors de notre entretien :

« Une grande, une immense partie des habitants de la minorité nationale serbe, n'est pas vraiment intéressée, par la signalétique bilingue, ce qui y poussent, ce sont les représentants de

³²⁹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-la-droite-domine-les-municipales-partielles-de-vukovar> Consulté le 22 juin 2014

³³⁰ Source : <http://fr.euronews.com/2013/09/03/croatie-tensions-ethniques-a-vukovar/> Consulté le 09 septembre 2013

la minorité nationale. Les gens sont préoccupés, vous savez, par vivre, avoir un travail, une bonne qualité de vie, pas des panneaux sur les institutions et dans les rues, les noms de rue. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, 28/04/2015, Vukovar)

Néanmoins, il se gardera de répondre à ma question sur les données qui lui permettent d'émettre une telle hypothèse, et il est peu probable que les administrés serbes adressent au représentant de la majorité croate au conseil municipal leurs récriminations quant à la situation. J'ai donc tendance à penser que cette assertion est destinée à relativiser l'importance de cette mesure aux yeux des habitants serbes et donc à justifier la politique adoptée par la municipalité qui a déposé une requête auprès de la cour constitutionnelle pour obtenir un statut spécial pour Vukovar, statut qui dispenserait la municipalité d'appliquer la législation.

S'il est vrai que les habitants serbes sont préoccupés par d'autres considérations, et qu'ils « ne veulent pas jeter de l'huile sur le feu³³¹ », comme j'ai pu le lire dans la presse, les prises de position des représentants de la communauté serbe dans les médias confirment néanmoins que la question du bilinguisme dans l'espace public représente tout de même un enjeu pour les habitants serbes de Vukovar. Ou, à tout le moins, cette question constitue-t-elle un enjeu pour les leaders politiques serbes qui condamnent les actes de vandalisme. Ainsi, la Coalition pour les réfugiés serbes a déclaré : « Ces événements ne sont pas surprenants, ces incidents lancent un message aux Serbes pour leur dire qu'ils ne sont pas les bienvenus en Croatie³³² ». Quant à Dragan Crnogorac, député SDSS au *Sabor* et membre de la commission parlementaire pour les droits de l'Homme et des minorités nationales³³³, il affirme que « sa communauté ne renoncera pas à son droit d'avoir des panneaux bilingues qu'il voit comme une « confirmation de l'égalité garantie par la loi »³³⁴ ».

Lors de notre entretien le 28 avril 2015, soit deux ans après le début de l'affaire du cyrillique, l'adjoint au maire de Vukovar Marijan Pavlicek, se lance dans diatribe qu'il m'a semblé judicieux de reproduire dans son intégralité, dans la mesure où elle condense à elle seule tous les poncifs employés par les opposants au bilinguisme pour justifier leur position : statut de ville-martyre qui devrait exempter la ville de cette obligation légale, souffrance de la population (et notamment des familles de victimes et des familles de disparus), relativisation du nombre d'habitants serbes de Vukovar, essentialisation des groupes en présence, culpabilité

³³¹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-la-guerre-du-cyrillique-enflamme-toujours-vukovar>
Consulté le 22 septembre 2013

³³² Source: <https://www.courrierdesbalkans.fr/cyrillique-en-croatie-l-ue-n-a-aucune-intention-de-se-meler-des-evenements-de-vukovar> Consulté le 15 septembre 2013

³³³ Source : <https://sabor.hr/en/members-parliament/crnogorac-dragan-7-term>

³³⁴ Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20130906.AFP4453/croatie-tensions-entre-croates-et-serbes-autour-du-cyrillique.htm> Consulté le 09 septembre 2013

collective, tolérance dont les Croates font preuve envers les Serbes, comparaison avec le nazisme, qualité de vie dont bénéficient les habitants serbes, énumération des droits déjà obtenus, inversion de la perspective, caractère démocratique irréfutable de l'État croate.

« Le fait est, que conformément à la loi constitutionnelle sur les minorités, sur le droits des minorités nationales, ils ont le droit d'avoir une signalétique bilingue. C'est difficile à accepter du fait qu'il y a vingt ans, il y avait la guerre et plusieurs milliers de personnes ont été tuées ici, trois cent personnes sont toujours portées disparues, on ne sais pas ce qu'il est advenu d'eux. Et d'après moi, Vukovar ne devrait pas être concernée par cette loi, elle devrait être en dehors de cette législation en raison de ce qui est arrivé. Exactement ce qui est arrivé avec la guerre ici !

Même avant la guerre, l'alphabet cyrillique n'était pas un alphabet officiel, ici, dans la ville de Vukovar. Et ce n'est pas après la guerre que ça va être accepté. Donc Vukovar a besoin d'être exemptée de la loi constitutionnelle. Autre chose. Ce droit, basée sur la loi constitutionnelle est accordé quand l'appartenance à certaines, je veux dire, quand certaines minorités nationales ont plus de 33,3% d'habitants. Selon le recensement, c'est le cas pour la minorité serbe. Mais c'est selon le recensement, selon ce qu'il y a sur le papier, cependant, d'après moi, et d'autres personnes le pensent aussi, qu'il n'y a pas autant de personnes appartenant à la minorité nationale serbe vivant vraiment dans la ville. Une grande partie de cette population serbe vit en vérité en Serbie, mais ils ont des documents croates. Ils ont leur résidence ici, et ils ont tous les papiers, mais en vérité, ils vivent en Serbie. On pense maintenant que 25 à 28% vivent vraiment ici. Et on peut le voir quotidiennement par le nombre d'enfants qui vont au jardin d'enfants ici, qui vont à l'école ici, et si vous ajoutez ce petit pourcentage qui va à l'école croate, alors vous parvenez à ces 25%, maximum 28%, pas ces 33,3%.

Vous devez savoir qu'il n'y a pas, il n'y a aucun endroit dans le monde où la démocratie est à un niveau aussi élevé qu'elle ne l'est à Vukovar. La nation serbe a complètement détruit la ville, tué plusieurs milliers de personnes, 200 personnes blessées amenées de l'hôpital et tuées à Ovčara. Pendant sept ans, quand la ville était occupée, par l'agresseur serbe, ils n'avaient pas d'électricité et pas d'eau courante. Les Croates exilés sont revenus dans la ville en 1998.

Alors et jusqu'à aujourd'hui, plus de deux milliards de *kuna*³³⁵ ont été investis pour rebâtir la ville. Et les maisons serbes ont aussi été reconstruites, les appartements serbes, tout ce qui appartient à la population serbe. Tout a été financé par l'État croate. Ils ont tous les droits comme tous les autres citoyens. Après la réintégration pacifique, il n'y a pas eu d'incident, par exemple que quelqu'un incendie la maison d'un serbe par un croate. Ils ont droit à des membres au conseil municipal, et un tiers les représentent, donc les représentants serbes constituent un tiers du conseil municipal. Aussi, au niveau de l'autorité locale, un tiers des employés doivent être issus de la minorité nationale serbe.

³³⁵ Soit environ 266 millions d'euros.

Ils ont, vous voyez, ils ont beaucoup, beaucoup de droits. Des programmes séparés pour leurs enfants, au jardin d'enfant, à l'école et au lycée.

Toutefois, ce droit pour la signalétique bilingue ne sera pas accepté. À cause du symbole. Par exemple, si les choses qui se sont passées à Vukovar, s'étaient passées en France, ou dans n'importe quel autre pays, après les événements, la nation qui était l'agresseur, les gens ne se vanteraient pas « hey, je suis de Serbie », ils se tiendraient tranquilles et vivraient tranquillement. À Auschwitz, par exemple, aujourd'hui, vous n'êtes pas autorisé à jouer l'hymne allemand, même aujourd'hui. En Serbie, à Kragujevac, où les allemands nazis ont tué 7000 personnes, en 1945, dans les années 1940, jusqu'à 1980, les gens de la communauté allemande n'étaient pas autorisés à entrer physiquement dans la ville, ils n'étaient pas autorisés à aller à Kragujevac, c'est juste un exemple de relations post-conflit. Donc quand quelqu'un d'autre, qui vient d'ailleurs parle de démocratie et tout, il n'y a pas de plus haut niveau de démocratie qu'à Vukovar, de nos jours, après tous les événements qui se sont produits ici.

Si la situation était inversée, par rapport à ce qui c'est passé, si par exemple la Croatie était l'agresseur en Serbie, aucun Croate ne serait en mesure de vivre en Serbie, pas une seule personne. Donc on respecte tout, on donne les droits, et ils ont tout, je veux dire, on respecte les valeurs démocratiques et tout. Mais chaque chose a ses limites et la limite c'est cette ligne, la signalétique bilingue. » (Extrait d'entretien Marijan Pavlicek, Vukovar, 28 avril 2015)

Dans une ville où l'espace est sacralisé par la mémoire de la guerre, et notamment par l'articulation entre mémoire et religieux (usage de symboles religieux dans les dispositifs mémoriaux, accomplissement des rites religieux lors des commémorations) l'inscription du cyrillique sur les bâtiments officiels est considérée comme une forme la profanation, d'une offense insoutenable. Cette introduction est en outre perçue comme une tentative symbolique de la part de la communauté serbe de se réapproprier une ville violemment disputée au cours de la guerre. En effet, comme le souligne Guillorel, « le pouvoir de nommer implique le droit de réclamer » (op.cit. :19).

Aussi, cette campagne anti-cyrillique s'est-elle transformée en campagne anti-serbe, donnant lieu, à une lutte sur le plan symbolique, ainsi qu'à une augmentation des agressions physiques, insultes, profanations, discriminations à l'encontre de la communauté serbe sur l'ensemble du territoire croate, documentées dans le bulletin du Conseil national serbe depuis 2013.

Le paroxysme de la violence discursive a été atteint au début du mois d'avril 2014, avec l'appel au boycott des commerces serbes. Une liste de trente-cinq commerces tenus par des membres de la minorité serbe de Vukovar est publiée sur les réseaux sociaux par le Quartier général pour la défense de Vukovar croate qui incite les croates à boycotter entreprises

« jusqu'à ce que les inscriptions en cyrillique soit officiellement interdites³³⁶ ». Cette publication ouvre la porte à des discours de haine qui atteignent leur comble avec des messages d'incitation au meurtre dans les commentaires de la publication et dans l'espace public. En effet, les tags anti-serbes se multiplient sur le territoire : « À mort les Serbes », ou « Les Serbes à Jasenovac »³³⁷ peut-on notamment lire sur les murs de nombreuses municipalités croates.

Cet appel au boycott a été condamné par une partie de la classe politique, et par des associations, telles que l'association des vétérans de Zagreb et l'association des vétérans antifascistes³³⁸ qui ont rappelé que « la Croatie avait accepté l'obligation de respecter les droits humains et des minorités en entrant dans l'Union européenne³³⁹ ». Aleksandar Tolnauer, qui préside le Comité Croate des Minorités Nationales a déploré lors d'une conférence de presse spéciale : « *an atmosphere of xenophobia is being created similar to the one in early nineties in which the fear is being converted into hatred and hatred into violence*³⁴⁰ ».

Milorad Pupovac, député de la minorité serbe et membre de SNC, s'est aussi exprimé pour condamner fermement ces agissements :

« L'appel au boycott a été diffusé sur Facebook et désigne 35 magasins et entreprises appartenant à des Serbes qui font leur travail correctement pour gagner leur vie. Cette méthode est caractéristique des régimes nazi, fasciste ou de celui des Oustachis et ne devrait pas avoir lieu dans des pays démocratiques européens³⁴¹ »

Ce n'est donc pas un hasard si les premières échauffourées entre Serbes et Croates à propos du cyrillique ont lieu à Vukovar quelque jours plus tard, le 26 avril 2014. À l'issue d'une demi-finale d'une compétition de basket-ball, opposant les équipes de Zagreb et de Belgrade, un groupe de jeunes habitants croates s'est rendu dans un bar fréquenté par des consommateurs serbes, situé dans les arcades du marché de Vukovar. Les témoins ont déclaré qu'ils auraient crié « Où êtes-vous les Tchetniks ?³⁴² » au moment de pénétrer dans le café, avant de s'en

³³⁶ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-des-ultranationalistes-appellent-au-boycott-des-magasins-serbes-de-vukovar> Consulté le 30 avril 2014

³³⁷ « *Ubi Srbina* » et « *Srbe U Jasenovac* »

³³⁸ Source : https://www.b92.net/eng/news/region.php?yyyy=2014&mm=04&dd=11&nav_id=89962 Consulté le 13 avril 2014

³³⁹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-des-ultranationalistes-appellent-au-boycott-des-magasins-serbes-de-vukovar>

³⁴⁰ Source : https://www.b92.net/eng/news/region.php?yyyy=2014&mm=04&dd=09&nav_id=89938 Consulté le 13 avril 2014

³⁴¹ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-des-ultranationalistes-appellent-au-boycott-des-magasins-serbes-de-vukovar> Consulté le 30 avril 2014

³⁴² Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-violences-et-manifestations-citoyennes-a-vukovar> Consulté le 30 avril 2014

prendre aux propriétaires, qui ont dû être hospitalisés. Au cours de la rixe, cinq personnes présentes dans le bar ont été blessées.

Ces violences sont suivies, quelques heures plus tard d'une manifestation pacifiste organisée par la section basée à Osijek de l'association *The Youth Initiative for Human Rights* (association ayant des antennes en Croatie, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et au Monténégro). Au cours de la manifestation, une vingtaine de militants croates et serbes, ont brandit des pancartes bilingues portant les mots « Paix à Vukovar », « Égalité à Vukovar » et « Liberté à Vukovar³⁴³ ».

Pour illustrer son propos concernant l'intolérance qui règne à Vukovar envers la communauté serbe, Saša Bjelanović tient à me montrer l'extérieur des locaux de l'association, pour que je puisse constater que la plaque de l'association était avait été détruite. Le Président et membre actif de l'association m'explique que la plaque était pourtant écrite en alphabet latin et affirme « il n'y a pas que le cyrillique qui pose problème, même un panneau en anglais peut subir les foudres des mécontents, des haines ! » (Extrait entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar). Mais ce n'est pas tant dans le cadre de cette polémique qu'elle a été vandalisée, puisque, aux dires de mon interlocuteur, cela est arrivé régulièrement depuis la création de l'association. Selon lui, c'est l'association en tant que telle qui est visée, et qui, parce qu'elle combat la rhétorique des nationalistes croates, prône le vivre-ensemble, promeut le multiculturalisme, serait perçue par ses détracteurs comme une association « serbe ».

Les discours de haine proférés à l'occasion de cette polémique s'accompagnent d'une réhabilitation qui ne dit pas son nom de l'idéologie *ustaši*, rendue possible par le retour au pouvoir de la faction la plus réactionnaire du HDZ, avec l'élection en janvier 2015 de Kolinda Grabar-Kitarović (rendue célèbre pour son enthousiasme et son attitude peu protocolaire lors de la coupe du monde en Russie à l'été 2018). Depuis lors, à ma connaissance, aucune suite n'a été donnée à la mise en place des ces plaques bilingues et la législation a peu de chance d'être appliquée.

S'il en était besoin, cette affaire du cyrillique rappelle que les conflits de mémoire ne se limitent pas à un conflit d'interprétation qui opposerait Croates et Serbes, tant s'en faut. Les conflits de mémoire se jouent aussi au sein du groupe national. Cette question sera traitée plus en détail dans la section suivante.

En outre, je ne peux qu'adhérer l'affirmation de Renata Schellenberg, lorsqu'elle affirme que la ville de Vukovar est traversée de tensions qui ne peuvent être réduites aux seules tensions

³⁴³ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-violences-et-manifestations-citoyennes-a-vukovar>
Consulté le 30 avril 2014

interethniques :

«The recent incidents with the plaques clearly highlight some of the existing tensions within the city, but do not tell the whole story of what is happening in present-day Vukovar and it would indeed be facile to assume that the existing tensions in the city are purely nationalistic in nature. » (2015 : 23-24)

En effet, lors de mon enquête de terrain, habitants et travailleurs sociaux, activistes, n'ont eu de cesse d'affirmer lors de nos échanges l'existence de problèmes sociaux et économiques autrement plus capitaux dans la vie quotidienne des citoyens de la cité danubienne, que la mémoire de la guerre et les affrontements auxquels elle donne lieu.

III. Une situation économique désastreuse, préjudiciable à la reconstruction du vivre-ensemble

Si la prise en charge du traumatisme évoquée plus haut est indispensable, elle n'est pas suffisante en soi pour dépasser les conséquences de la guerre. En effet, la question de l'emploi constitue un problème central qui nécessite d'être résolu. Et cela est d'autant plus important que le désœuvrement et l'inactivité sont propices aux ruminations mentales et au ressassement des épisodes traumatiques. Cet état de fait n'échappe pas à mes enquêtes, comme en témoigne la remarque formulée par Ana Červar-Manojlović : « Le seul problème, c'est qu'il n'y a pas de travail, alors les gens ont tout le temps de ressasser les souffrances, la destruction, ça laisse toute la place à la mémoire, aux souvenirs³⁴⁴ ».

Le colonel Marin Ivanković, qui a été défenseur pendant le siège de Vukovar et a poursuivi une carrière militaire après la guerre, affirme lui aussi la nécessité de travailler pour détourner son attention des souvenirs pénibles :

« Les autres vétérans passent leur journée au café et ne font que boire, discuter et encore boire. Ils se plaignent de leur pension, mais si on leur en donnait plus ils ne feraient rien d'autre, toujours assis dans les cafés à rien faire et boire. Mon père m'a appris que pour ne pas penser aux choses négatives, il faut travailler, au lieu de paresser et se morfondre, il faut s'occuper. » (Extrait d'entretien Marin Ivanković 14/04/2015, Vukovar)

³⁴⁴ Extrait entretien Ana Červar-Manojlović, Vukovar, 22/04/2015

De plus, le chômage est en soi un facteur de dépression, de suicide et de problèmes de santé multiples, occasionnant une surmortalité des chômeurs (Meneton et al., 2017). L'insuffisance d'emploi, résultant du marasme économique dans lequel la région a été plongée par la guerre, accroît donc la vulnérabilité des habitants de Vukovar déjà fragilisés par le siège, l'exil et le quotidien dans un traumatisme.

Pour l'adjoint au maire de Vukovar, Marijan Pavlicek, la reconstruction étant achevée, il est indispensable de se focaliser sur la question économique, car elle constitue un moyen de tourner la page de la guerre :

« Le plus gros problème actuellement, est la mauvaise situation de l'économie. Si la situation économique est améliorée dans les années à venir, les gens ne penseront pas tellement et ne seront pas tellement préoccupés par la guerre et par les événements de la guerre. » (Extrait entretien Marijan Pavlicek, 28/04/2015, Vukovar)

En effet, toutes les personnes que j'ai pu rencontrer lors de mon enquête sont formelles, la préoccupation centrale des habitants de Vukovar concerne le manque de travail, et les difficultés financières que cela engendre. Lors de notre entretien Charles Tauber m'explique, non sans ironie :

« Il y a un taux de chômage extrêmement élevé ici, tellement élevé qu'on ne parle même plus de chômage, on parle d'emploi, et de faible pourcentage d'emploi. Ce qui, bien sûr, empire tous les problèmes existants. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/12, Vukovar)

En effet, à Vukovar, seules 40% des personnes d'âge actif occupent effectivement un emploi, soit à peine 26,7% de la population totale de Vukovar en 2011, ce qui représente un taux d'emploi particulièrement bas. À titre de comparaison, le taux d'emploi national est de 51,91%, la moyenne de l'UE est de 67,55%, le taux d'emploi de la France est de 66,4%, celui de la Slovaquie est de 68,9%, celui de la République tchèque est de 74,2% et celui des Pays-Bas est de 79,3%³⁴⁵. Selon les données du dernier recensement, 2 615 personnes (soit 14,24% de la population d'âge actif et 9,45% de la population totale) étaient officiellement au chômage³⁴⁶

³⁴⁵ Source : <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm>

³⁴⁶ À titre de comparaison, à l'échelle nationale 6,82% de la population totale et 10,17% de la population d'âge actif était au chômage en 2011

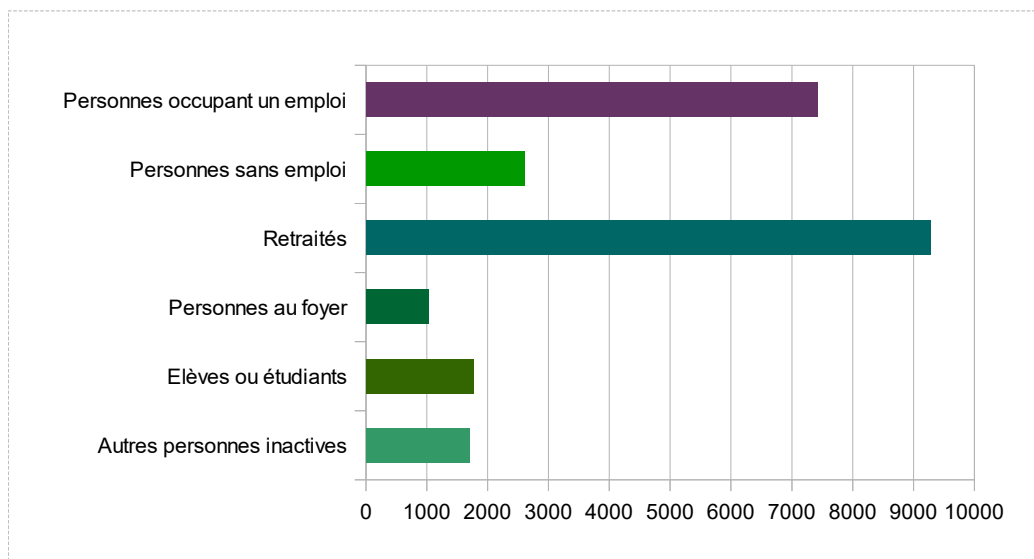


Figure n°47 : Population de plus de quinze ans par statut d'activité d'après les données issues du recensement de 2011³⁴⁷ (la bande bordeaux représente les personnes occupant un emploi et les différentes bandes vertes figurent les différentes catégories de population « économiquement inactives »)

Si ce chiffre est relativement faible en regard de la population d'âge actif qui n'occupe pas d'emploi (60 %), c'est parce qu'à côté des différentes catégories classiques d'inactifs, les élèves et les étudiants (1770), les personnes au foyer (1024), les effectifs de la catégorie « autres personnes inactives » (1697) sont particulièrement élevés. Cette proportion s'explique en partie par le nombre de vétérans de la guerre patriotique toujours en âge de travailler mais qui n'exercent pas d'activité en raison de leur statut d'invalidé de guerre et qui reçoivent une pension octroyée par l'État.

D'ailleurs, certains habitants, à l'instar de Juraj D., s'agacent du poids que représentent les vétérans dans l'économie de la ville

« il y a des problèmes de stress post-traumatiques chez ceux qui ont connu la guerre, un énorme problème d'emploi, un tiers des gens qui seraient aptes à travailler touche une pension et ne sont pas productifs » (Juraj D. , Extrait entretien, 22/11/11, Vukovar)

Lors de notre second entretien, mon interlocuteur revient sur cette question et affirme :

« Vous avez je pense peut-être un tiers de la population masculine qui a traversé cette guerre et qui étaient dans l'armée en tant que défenseurs. La plupart d'entre eux reçoivent cette pension, qui est plutôt élevée pour nos standards. Ils tournent autour de 1000 euros³⁴⁸, ce qui représente beaucoup par rapport à nos standards. Et bien, le salaire moyen en Croatie, est je pense de 5000 kunas³⁴⁹, mais, c'est relatif, par vous avez beaucoup de business euh, de personnes qui

³⁴⁷ https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_40/e01_01_40_zup16_5185.html

³⁴⁸ 1000 Euros correspondent environ à 7500 kunas.

³⁴⁹ D'après les statistiques officielles, le salaire net moyen en Croatie est de 5696 kunas, soit 760 euros (Croatian

travaillent dans le secteur du business qui sont comptés là-dedans, mais, en fait, ce n'est pas le nombre précis. Je dirais que c'est autour de 3500 kunas, ce serait vraiment la moyenne pour la majorité des Croates. Donc, vous avez, peut-être vous avez peut-être 10 000 personnes qui travaillent ici. Bien sûr, il y a beaucoup de retraités, de personnes âgées, d'enfants, et ainsi de suite, mais moins de la moitié des personnes ici à Vukovar sont employées et ces salaires sont vraiment assez bas. Ils tournent autour de 2500 et peut-être 3500-4000 kunas. Donc c'est un standard assez bas. » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

	Total	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans
Population d'âge actif par tranche d'âge à l'échelle nationale	2873828	244177	261658	289066	294619	284754	286933	307561	320502	311818	272740
Population d'âge actif occupée par tranche d'âge à l'échelle nationale	1491674	10434	93862	192578	220816	210307	198534	201904	185440	125423	52376
Taux d'emploi à l'échelle nationale	51,91 %	4,27 %	35,87 %	66,62 %	74,95 %	73,83 %	69,19 %	65,65 %	57,86 %	40,22 %	19,2 %
Population d'âge actif par tranche d'âge à Vukovar	18367	1238	1458	1787	1980	1789	1606	1736	2065	2412	2296
Population d'âge actif occupée par tranche d'âge à Vukovar	7384	32	413	1007	1255	1097	870	863	908	636	303
Taux d'emploi à Vukovar	40,20 %	2,58 %	28,33 %	56,35 %	63,38 %	61,01 %	54,17 %	49,71 %	43,97 %	26,37 %	13,2 %

Tableau n° 10 : Taux d'emploi (Population en âge de travailler occupant un emploi) par tranche d'âge à l'échelle du pays et à l'échelle de la ville de Vukovar, en 2011, d'après les données compilées du recensement. Source : *Croatian Bureau of Statistics*

Par ailleurs, les chiffres du chômage émanant de l'administration croate ne tiennent pas compte des personnes sans emploi qui ne perçoivent plus (ou pas) d'allocation chômage et ne sont pas inscrites dans les registres officiels, dont il est difficile d'évaluer le nombre effectif et leur part dans le nombre des personnes inactives.

Enfin, j'ai été surprise de constater en étudiant les données du recensement³⁵⁰ que 4171 personnes de moins de 64 ans, dont 759 personnes de moins de 50 ans sont recensées dans la

bureau of statistics, *Statistical year book*, 2018, p.171)

³⁵⁰ Source : https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_40/e01_01_40_zup16_5185.html

catégorie « retraité » qui compte au total 9274 personnes, et ce alors même que l'âge légal de la retraite est de 64 ans. Si on peut aisément envisager que les 60-64 ans (1713) et dans une moindre mesure les 55-59 ans (1192) puissent bénéficier d'un système de pré-retraite, je n'ai pas d'explication concernant le reste des effectifs de cette catégorie.

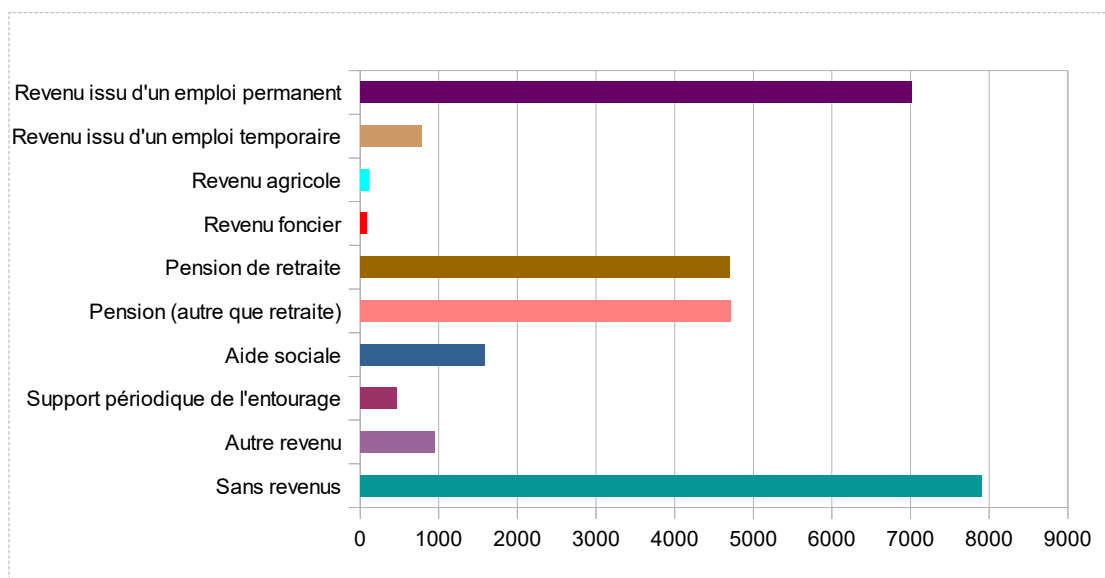


Figure n°48 : Moyen de subsistance pour l'ensemble de la population de la municipalité de Vukovar (toutes classes d'âge confondues), les données additionnées dépassent le nombre d'habitants en raison de la possibilité de cumul de certaines sources de revenus. Source : recensement 2011³⁵¹

Si le faible taux d'emploi concerne toutes les catégories de la population, les habitants de plus de 55 ans sont particulièrement affectés. En effet, seuls 26,37% des 55-59 ans et 13,2% des 60-64 ans occupent un emploi. Cependant cette situation, si elle est particulièrement prononcée à Vukovar, n'est pas spécifique à la municipalité. En effet, comme le montre l'anthropologue Tihana Rubić, la dissolution de la Fédération yougoslave et l'indépendance de la Croatie, se sont accompagnées de changements économiques majeurs « avec le passage de l'économie socialiste à l'économie capitaliste, ce qui s'est fortement ressenti dans la structure du marché du travail « formel » et a entraîné une importante augmentation du chômage » (2013 : 217). L'entrée de la Croatie indépendante dans l'économie de marché a donc provoqué une cascade de faillites et de liquidations à travers le pays qui a alors connu une vague de licenciements massive, principalement dans le secteur industriel :

« Environ 500 000 personnes se sont retrouvées au chômage. Entre 1991 et 1995, la précarité de l'emploi en Croatie a augmenté du fait de la guerre, alors que le pic du chômage, conséquence du déclin économique au niveau national, fut atteint en 2001, touchant près de 10 % de la population. » (ibid. : 217)

³⁵¹ https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_47/e01_01_47_zup16.html

Selon l'auteure, les principaux perdants de la transition économique sont les ouvriers qualifiés d'âge moyen, qui « se sont retrouvés sans emploi alors qu'ils étaient » au maximum de leur capacité de travail ». C'est précisément cela qui explique qu'on les qualifie de « perdus » et de « sacrifiés ». » (ibi. : 2019). Ces ouvriers pour la plupart quadragénaires au moment de la transition économique ont en effet été considérés comme étant trop jeunes pour accéder à la retraite anticipée et trop vieux « par rapport aux nouvelles valeurs et aux nouveaux besoins du marché du travail » (ibid. : 219) et sont pour la plupart au chômage depuis lors³⁵². Ces analyses concordent avec les statistiques issues du recensement, car à l'échelle nationale, seuls 40,22% des 55-59 ans et 19,2% des 60-64 ans occupent effectivement un emploi en 2011.

La situation de Vukovar ne diffère donc pas fondamentalement de la situation du reste de la Croatie, sinon en terme d'ampleur. La cause se trouve en partie dans la destruction du tissu industriel lors de la guerre, dont les répercussions pèsent encore sur l'économie de la ville. En effet, la guerre a engendré la destruction du complexe industriel de Borovo Selo (principal employeur de la région), du port fluvial de Luka-Vukovar, des voies de chemin de fer utilisées pour le fret. La reconstruction de ces infrastructures onéreuses a duré de nombreuses années et a nécessité des dizaines de millions d'euros d'investissements, octroyés par l'État croate et l'Union européenne.

L'usine de Borovo (succursale de la société tchèque Bata, leader mondial de la chaussure), implantée dans la périphérie de Vukovar depuis 1931, employait 22 000 personnes avant la guerre, et était l'employeur le plus important de la région. Non seulement le complexe industriel avait été détruit par les bombardements et le siège de l'entreprise avait transféré à Zagreb, mais de surcroît, la marque est tombée en désuétude dans les années 1990 et le savoir-faire local a pendant longtemps souffert de la concurrence chinoise bon marché.

Depuis la fin de la guerre, la manufacture s'est réimplanté à Vukovar, après l'inauguration de nouveau bâtiment, et depuis 2013, la marque Spartas, qui était la figure de proue du groupe, avec ses baskets cousues à la main et portées par les athlètes des jeux olympiques universitaire de Zagreb en 1986, recommence à connaître un certain succès en Croatie et à l'étranger. Toutefois, la chaîne de production n'emploie plus désormais qu'un millier de personnes, ce qui est insuffisant pour résorber le problème de l'emploi dans le comté.

³⁵² Toutefois Rubić insiste sur le fait que le statut de chômeur n'empêche pas ces personnes d'exercer une activité génératrice de revenus en prenant part à l'économie informelle : travail non déclaré (construction et travaux de bricolage, garde d'enfant, aide à domicile de personnes âgées), vente de denrées alimentaires issues de la propriété familiale... permettant de compenser l'absence de ressources pour ces hommes et ces femmes qui ne parviennent pas à trouver un emploi pérenne dans l'économie formelle.

Le manque d'emploi à Vukovar donne aussi lieu à un mouvement de migration saisonnière : de nombreux habitants partent travailler sur le littoral pendant la saison touristique, et rentrent à Vukovar pendant la saison creuse, ainsi que l'indique Saša Bjelanović lors de notre entretien :

« la saison va arriver, en particulier pendant l'été la plupart des gens, on est maintenant en avril, les gens commencent à partir, ils vont travailler sur la côte, alors la ville se vide et puis ils reviennent » (Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar)

Ce sont principalement les jeunes qui partent travailler de façon saisonnière, sur le littoral adriatique, mais aussi parfois à l'étranger, avec le risque que ces habitants partent s'installer ailleurs définitivement. En effet, si les personnes âgées de plus de 50 ans souffrent fortement du chômage, c'est le chômage des jeunes et notamment des jeunes diplômés qui pose le plus de problèmes à Vukovar, car, il donne lieu à un mouvement migratoire qui participe à la dépopulation de la région.

Cet état de fait a été souligné par plusieurs interlocuteurs lors de mon enquête. Zrinka Šesto me fait part de ce problème :

« les jeunes ont besoin de travail, c'est quelque chose, si la ville veut que ces jeunes restent, ils doivent travailler ici. On a une université ici³⁵³, mais ce n'est pas assez, parce qu'ils vont à Osijek, Zagreb, dans de plus grandes villes, et généralement ils y restent, parce que même aujourd'hui, maintenant on est en 2012, c'est un très gros problème à cause du travail.» (Extrait entretien Zrinka Šesto, 22/05/2012, Vukovar)

Et Sandra Marić partage ce constat :

« Mais bien sûr aujourd'hui, nous avons presque le taux de chômage le plus élevé et rien n'est investi dans cette direction, alors on a beaucoup de problèmes sociaux, et la jeunesse, les jeunes quand ils finissent leur études, ils ne trouvent pas de travail, alors ils partent dans d'autres parties de la Croatie ou même dans d'autres pays, et je pense que le Canada est la première destination. Alors très prochainement, Vukovar sera définitivement une ville peuplée de personnes âgées. » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

En effet, les différents problèmes sociaux et économiques existants à Vukovar ont des répercussions démographiques visibles. Et comme le dit Suzana P. lors de l'entretien collectif :

« Beaucoup de gens ne reviennent pas à Vukovar parce qu'ils trouvent du travail ailleurs. S'ils reviennent ici, ils ont un appartement, une maison, mais ils n'ont pas de travail alors ils

³⁵³ Lavoslav Ružička Polytechnic Vukovar : il s'agit en fait d'une école polytechnique, avec une section médecine, commerce et administration.

décident de rester où ils sont. Beaucoup de jeunes vont à l'université dans une autre ville et veulent rester là-bas et travailler là-bas. » (Suzana P., extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Elle formule cette remarque qui amène tous ces collègues présents à acquiescer :

« Les gens veulent rester ici, mais Vukovar les forcera à partir. » (Suzana P., extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

Sandra Marić ajoute alors un commentaire montrant que ce désir de quitter Vukovar est ancré même chez les plus jeunes :

« de ma propre expérience pendant les premières années, quand je travaillais à l'école, je me rappelle que mes élèves, quand je leur demandais quand vous serez adultes qu'est-ce que vous voudrez faire, ils exprimaient le désir de partir de Vukovar. Peu importe comment et quand. Et en fait, je pense que nous n'avons pas les données finales, mais les données préliminaires du dernier recensement montrent que beaucoup de gens, en particulier les jeunes quittent la région. » (Sandra Marić, extrait entretien collectif CWWPP, 23/05/12, Vukovar)

En 2001, date du premier recensement depuis la réintégration, Vukovar comptait 31 670 habitants. Au début de mon enquête une décennie plus tard, la population est de 27 683 habitants et en 2017 il n'y a plus que 24 219 habitants. En raison de la pandémie de Coronavirus, le recensement prévue en 2021 n'a pas encore pu avoir lieu, les dernières données démographiques ne sont donc pas encore disponibles. Mais si la dépopulation se poursuit au même rythme (avec un solde naturel négatif moyen de -3,31% d'habitant par an³⁵⁴), alors on peut estimer que la population actuelle devrait être d'environ 20 000 habitants. Cependant, il y a fort à parier que le chiffre passera même sous la barre des 20 000 habitants, car depuis l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne, la dépopulation de Vukovar s'est accélérée, et pour la seule année 2017, il y a eu une diminution de 4,78% de la population. Le souhait de quitter Vukovar exprimé par de nombreux habitants a donc été suivi d'effets. Dès 2012, Charles Tauber s'inquiétait de ce risque lors de notre entretien :

« Et bien sûr, beaucoup de gens ici pensent « hey, on peut partir ! ». Et j'ai l'impression que, qu'une fois que, je ne sais pas quelle est la période à partir de laquelle que les gens pourront, vous savez, être des citoyens européens, peut-être que c'est 5 ans ou quelque chose comme ça ou 7 ans. Mais une fois que ce sera ouvert, je vous garantie que cette ville sera vide. C'est déjà le cas, tous les jeunes, et toutes les personnes qui peuvent, sont en train de partir, ou sont déjà parties. » (Extrait entretien Charles Tauber, 21/05/2012, Vukovar)

³⁵⁴ Source : <https://ugeo.urbistat.com/AdminStat/en/hr/demografia/popolazione/vukovar/20642414/4>

	Total	0-9 ans	10-19 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	70-79 ans	80-89 ans	90 ans et+
Total 2001	31670	2864	3823	4406	3972	5049	4389	4174	2413	429	46
% 2001	99,62 ³⁵⁵	9,04	12,07	13,91	12,54	15,94	13,85	13,17	7,61	1,35	0,14
Hommes 2001	14565	1497	1965	2177	1904	2249	1985	1772	845	115	8
Femmes 2011	17015	1367	1858	2229	2068	2800	2404	2402	1568	314	38
Total 2011	27683	2526	2584	3245	3769	3342	4477	3750	2930	1007	53
% 2011	100	9,12	9,33	11,72	13,61	12,07	16,17	13,54	10,54	3,63	0,19
Hommes 2011	12741	1272	1347	1662	1910	1617	1969	1594	1077	283	10
Femmes 2011	14942	1254	1237	1583	1859	1725	2508	2156	1853	724	43

Tableau n° 11 : Population de Vukovar par tranche d'âge par sexe pour les années 2001 et 2011 d'après les données compilées du recensement³⁵⁶

Lors de notre entretien, Saša Bjelanović affirme que de plus en plus de jeunes quittent Vukovar pour partir travailler à l'étranger : « Maintenant on a des gens qui partent travailler en Allemagne, qui partent travailler en Irlande, au Royaume-Uni. Donc ça réduit aussi la population dans la ville. Donc c'est aussi le problème³⁵⁷ ». En effet, de nombreux habitants de Vukovar, mais aussi du comitat de Vukovar-Syrmie et plus largement de Slavonie, quittent la région pour s'établir ailleurs, tant en Croatie qu'à l'étranger, provoquant une diminution de la population.

Même s'il est particulièrement prononcé à Vukovar, cet exode n'est pas spécifique à l'Est de la Croatie, tant s'en faut. À l'exception des comitats de Zagreb, d'Istrie, du Primorje-Gorski Kotar (Golfe de Kvarner), tous les comtés de Croatie continentale ainsi que la plupart des îles se dépeuplent.

³⁵⁵ La somme des tranches d'âge diffère de la population totale pour l'année 2001, car le recensement de 2001 comporte une catégorie « Inconnu » qui compte 105 personnes.

³⁵⁶ Source :

https://www.dzs.hr/Eng/censuses/Census2001/Popis/E01_01_01/e01_01_01_zup16-5185.html

https://www.dzs.hr/Eng/censuses/census2011/results/htm/e01_01_01/e01_01_01_zup16_5185.html

³⁵⁷ Extrait d'entretien Saša Bjelanović, 23/04/2015, Vukovar

Avec 4 437 460 habitants en 2001, 4 284 889 habitants en 2011, et 4 076 246 habitants en 2019³⁵⁸ et une croissance démographique estimée désormais à -0,72% par an la situation commence à préoccuper Zagreb, car le phénomène fait planer d'importantes menaces économiques et sociales sur le pays si la tendance n'est pas inversée :

« Cette longue dépopulation s'accompagne de nombreuses conséquences négatives, telle que la réduction de la part de la population en âge de donner le jour à de nouvelles générations, la réduction de la part constituée par la population active, l'accroissement des besoins de prise en charge des personnes âgées et l'augmentation de la charge budgétaire que représentent pour l'État les retraites, la protection sociale et médicale des personnes âgées, etc³⁵⁹. »

En effet selon les projections³⁶⁰, la population devrait encore décroître fortement et atteindre 3,4 millions d'habitants en 2050, soit une diminution de 22,7% de la population en un demi-siècle, ce qui, incidemment, correspond peu ou prou au taux de chômage des jeunes qui était de 22,3% en 2019³⁶¹.

Depuis l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, le phénomène s'accroît, en raison de l'émigration d'une partie de la population, qui augmente le solde migratoire négatif, de l'ordre de -5,4‰ en 2016. Selon le bureau croate des statistiques, 30 384 personnes avaient émigré dans un autre pays en 2018, ce chiffre est de 30 518 en 2019.

De nombreux articles dans la presse s'inquiètent de ce phénomène, en particulier parce que l'émigration est principalement le fait des jeunes, notamment de jeunes femmes et des jeunes diplômés qui quittent la Croatie à la recherche de perspectives professionnelles, de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et une meilleure protection sociale. Selon la sociologue Silva Mežnarić, chercheuse à l'Institut d'étude des migrations de Zagreb, « la plupart des candidats à l'émigration sont des jeunes femmes et cela joue un grand rôle dans la décroissance démographique du pays³⁶² ».

Leurs destinations de prédilection en 2013 sont : l'Allemagne qui regroupe 71,3% des émigrants croates et comptabilise environ 400 000 ressortissants croates, l'Autriche qui accueille 7,6% des émigrants croates et l'Irlande, qui accueille 6,7% des émigrants croates³⁶³.

³⁵⁸ Source : <https://www.populationdata.net/pays/croatie/>

³⁵⁹ Source : <https://croatia.eu/index.php?view=article&lang=4&id=14>

³⁶⁰ Source : https://migrationdataportal.org/fr/data?cm49=191&amp_%3Bfocus=profile&i=flows_abs_emig1&t=2013

³⁶¹ Source : https://migrationdataportal.org/fr/data?cm49=191&amp_%3Bfocus=profile&i=flows_abs_emig1&t=2013

³⁶² Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/enjeux-migratoires-en-croatie-2-2-ceux-qui-partent-ceux-qui-restent>

³⁶³ Source : <https://www.eyes-on-europe.eu/partir-pour-une-vie-meilleure-lexode-des-croates/>

Si la dimension économique est un facteur déclencheur important d'un projet d'émigration ce n'est pas la seule motivation de ce départ. Selon différents médias, le népotisme, le clientélisme, la bureaucratie, la corruption font partie des raisons avancées les émigrants pour expliquer leur départ³⁶⁴. En effet, selon Tado Jurić, politologue et historien, auteur d'une étude partagée par l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP), « l'augmentation de la corruption en Croatie serait l'une des raisons majeures de la forte émigration qui touche le pays³⁶⁵ », mais cette analyse est nuancée par Predrag Bejaković, chercheur à l'Institut des finances publiques, qui affirment que les raisons de l'émigration sont multifactorielles et complexes.

Juraj D. me livre une anecdote dont son père a été témoin lors d'une cession du conseil municipal, et qui illustre le problème que représente la corruption à Vukovar :

« une société allemande, je ne me souviens absolument pas le nom, voulait ouvrir une succursale, une installation, à Borovo, et ils voulaient employer, ils avaient dans l'idée d'employer entre 400 et 500 personnes ce qui pour une ville de cette taille est dix fois plus grand que celle qu'on a. Et quand ils se sont installés à la table ronde avec le conseil municipal, pour voir ce qui pouvait être fait, etc., les gens qui gouvernaient Vukovar à ce moment, ce Parti de, vous voyez ce que je veux dire, ils ont dit : « ok, vous pouvez ouvrir cette entreprise, on vous donnera tous les autorisations, papiers, documents, et ainsi de suite, mais vous devez embaucher » ils leur ont donné un papier avec des noms « vous devez employer ces personnes qui sont listés sur ce document », c'était des membres de ce Parti. Donc en Croatie, c'est malheureusement, je ne dirais pas normal, mais, euh, commun, commun pour ainsi dire. Quand cet investisseur a vu ce papier, il l'a juste déchiré, mis en pièce, et il a dit : « on avait vraiment prévu d'implanter un business ici, mais merci pour votre temps, on ne veut pas travailler dans ces conditions, on trouvera un autre endroit où investir » et les gens qui étaient assis là aurait dit « oh, non non, c'est n'est pas un problème, on n'a pas d'employés à, vous pouvez employer qui vous voulez ». Et ces gars se sont juste retourné et leur ont dit « Non, on a vu comment vous êtes, ce que font vos politiciens ici, et on ne veut avoir aucune relation avec ça ». » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Mon interlocuteur se désole de cet état de fait et y voit une sorte d'ethos croate qui touche jusqu'aux plus hautes sphères de la société :

« Je suis vraiment un peu honteux, de ce que notre peuple est capable de faire. On est toujours en train de chercher comment voler, soudoyer, ou quelque chose comme ça, c'est notre mentalité. Mais c'est vraiment quelque chose avec laquelle on a des problèmes, la corruption

³⁶⁴ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Partir-de-Croatie>
<https://www.courrierdesbalkans.fr/enjeux-migratoires-en-croatie-2-2-ceux-qui-partent-ceux-qui-restent>

³⁶⁵ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Croatie-plus-de-corruption-plus-d-emigration>

va jusqu'aux plus hauts niveaux. Par exemple, je ne sais pas si vous vous tenez au courant de la politique, ici à Vukovar, mais notre Premier ministre, il a été jugé, et il sera certainement condamné parce qu'il a volé quelques centaines de milliers d'euros, pendant son mandat. C'est une entreprise hongroise de pétrole, Mol, je pense, et il a fait des arrangements qui étaient complètement officieux, et complètement illégaux, donc. » (Extrait entretien Juraj D., 23/05/2012, Vukovar)

Quelques que soient les raisons à sa source, l'émigration provoque une pénurie de main d'œuvre dans certaines professions, en particulier les professions du secteur médical. Selon un article du journal Libération, paru le 4 septembre 2018, « depuis l'entrée de la Croatie dans l'UE, 600 médecins sont partis à l'étranger, causant une pénurie de docteurs³⁶⁶ », mais aussi d'infirmiers et autres professions médicales et paramédicales. Jelena Prtoric correspondante du journal à Zagreb affirme que le secteur touristique est aussi concerné. Les professionnels du secteur peine à recruter en raison de la précarité des contrats et de la pénibilité des conditions de travail et se voient désormais dans l'obligation de recourir à une main d'œuvre en provenance des pays voisins, en particulier de Serbie et de Bosnie (notamment des Croates d'Herzégovine qui possèdent un passeport croate).

L'économiste Željko Lovrinčević, chercheur à l'Institut d'économie de Zagreb, affirme dans une interview avec le journal Novi List³⁶⁷, que l'exode des personnes qualifiées, cumulé avec la faillite de grandes entreprises qui conduit à une perte de savoir-faire industriel, va accélérer le retard technologique de la Croatie, notamment dans le secteur agroalimentaire, industriel et informatique. Ce qui va rendre le pays plus dépendant encore du secteur tertiaire marchand et en particulier du tourisme, ainsi que des transferts financiers en provenance de la diaspora.

Dans les régions rurales du centre et de l'Est du pays, la dépopulation s'accélère car la désindustrialisation se poursuit entraînant une augmentation du chômage dans des régions où l'emploi est déjà rare. Par conséquent, la perte d'un emploi donne souvent l'impulsion au départ de familles entières et dans ces localités faiblement peuplées, le départ de plusieurs familles au fil des années suffit à entraîner la fermeture des classes (qui implique la perte d'emploi pour les professeurs enseignants dans ces établissements). Cela s'accompagne généralement du départ progressifs des services publics, et la fermeture des commerces, compliquant le quotidien des habitants restants, qui s'ils n'avaient pas nécessairement l'intention de partir, s'y voient contraint avec le temps. Par conséquent, cette émigration accélère d'autant la déprise démographique et l'isolement des villages de Slavonie qui se désertifient rapidement.

³⁶⁶ Source : https://www.liberation.fr/planete/2018/09/04/croatie-le-peril-de-l-exode_1676594/

³⁶⁷ Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Croatie-les-statistiques-de-l-exode-et-de-la-desindustrialisation>

En outre, les difficultés pour les jeunes diplômés de trouver un emploi correspondant à leurs qualifications ne les incitent pas, à l'issue de leur études, à retourner dans leur région d'origine.

Cette migration s'accompagne d'un vieillissement de la population qui accentuera la dépopulation à l'avenir. En effet, le solde naturel est négatif (avec un taux de natalité de 8,9‰ et un taux de mortalité de 12,7‰³⁶⁸), la population féminine en âge de procréer diminue, alors que l'indice de fécondité avec 1,47 enfant par femme est déjà bas, même pour les standards européens, puisque l'indice moyen de l'UE est de 1,56 enfant par femme³⁶⁹. L'espérance de vie augmente pour atteindre 76 ans pour les hommes et 82 ans pour les femmes, alors qu'en 1990, elle était de 69 ans pour les hommes et 76,5 ans pour les femmes³⁷⁰. L'âge médian est ainsi passé de 35,8 ans en 1990 à 44,3 ans en 2020³⁷¹.

La démographe Snježana Mrđen et le géographe Ivan Maric, ont étudié les données relatives aux 6606 localités croates et constatent une déprise démographique dans 50% d'entre elle :

« there are 3,300 settlements in Croatia characterized by demographic depression, which is equal to 50% of the total number of settlements. Those settlements take up 50% of Croatia's total area and 8% of its total population (324,000). » (2018 : 699)

Les localités où la dépopulation est la plus sévère, et où les auteurs observent une inversion de la pyramide des âges sont des localités rurales et isolées, situées pour la plupart dans les comitats de Karlovac, Sisak-Moslavina, dans l'arrière-pays dalmate et dans l'arrière pays istrien. Toutefois, il y a de fortes disparités au sein même des comtés, car les grandes villes, en particulier les grandes villes du littoral (Pula, Rijeka, Zadar, Šibenik, Split, Dubrovnik,) et les *općina*³⁷² environnantes connaissent une importante croissance urbaine, avec un accroissement significatif de population, alors que l'arrière-pays se désertifie. Et l'aire urbaine de Zagreb connaît une importante croissance.

Pourtant la concurrence mémorielle, la ségrégation urbaine, la peur de l'Autre n'ont pas une fatalité, et ils existent des organisations qui œuvrent pour favoriser la paix, le vivre-ensemble, et restaurer la ville multiculturelle, en proposant notamment des programmes destinés à la

³⁶⁸ Source : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/europe-pays-developpes/natalite-mortalite-mortalite-infantile/>

³⁶⁹ Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381396>

³⁷⁰ Source : <https://www.worldometers.info/demographics/croatia-demographics/#median-age>

³⁷¹ Source : <https://www.statista.com/statistics/348301/average-age-of-the-population-in-croatia/>

³⁷² Il est courant de traduire le terme croate *općina* par municipalité mais cela ne coïncide pas vraiment avec cette subdivision administrative, qui s'apparente plutôt à un canton, mais les grandes villes ont aussi le statut d' *općina*

jeunesse de Vukovar et des villages alentours. Ces programmes, qui se traduisent par des voyages d'échanges interculturels, l'accueil et l'envoi de volontaires internationaux, d'atelier, d'activités artistiques et culturelles. Ainsi en est-il de l'association Europ House Vukovar, dont Lana Mayer m'explique :

« Nous avons beaucoup de programme pour la jeunesse. On a deux jeunes gens travaillant ici, chacun travaille à mi-temps, alors ensemble ils ont un poste quand ils travaillent ici. Et ils doivent développer des programmes, combinant des gens, rassemblant des gens de Bosnie, Serbie, Croatie et de nombreux autres pays d'Europe, Allemagne... Ils organisent des camps de jeunes, ils travaillent ensemble sur différents projets, des projets internationaux, comme, je ne sais pas euh, il y a un projet, ça n'a pas commencé ici, mais je pense en Bosnie peut-être ou avec une organisation d'Allemagne : « vacances hors de la guerre ». Il y a beaucoup d'activités, pour, pour aider les jeunes de différentes ethnicité et horizon sociaux différents à aller ensemble. Pour vraiment, de, faire de ce multiculturalisme pour qu'il devienne interculturelisme, pour travailler ensemble. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Les associations travaillent aussi auprès des adultes, dans le domaine de la justice, de la santé – physique et mentale – de l'insertion professionnelle, de la formation aux outils numériques et par l'organisation de conférences et de tables-rondes cherchent à faire avancer la réflexion des habitants, sur des thèmes comme l'éducation, l'interculturalité, le dialogue, la mémoire mais aussi l'économie. Malheureusement, de l'aveu même des personnes impliquées les habitants ne sont pas nombreux à prendre part à ces activités, ouvertes à tous et gratuites.

Je n'ai pas eu la possibilité de rencontrer toutes les organisations impliquées dans la reconstruction du tissu social pour échanger autour de ces questions, et avoir une connaissance approfondie de secteur et de ses acteurs. Mais, mes rencontres avec Saša Bjelanović, Président du Youth Peace Group Danube, Lana Mayer, Présidente de Europ House Vukovar, Charles Tauber Président de la Coalition for Work With Psycho-Trauma and Peace, me donnent un aperçu du travail mis en place depuis la fin de la guerre, pour tenter de réparer le tissu social déchiré par la guerre et ses conséquences, en partenariat avec des associations, fondations et instituts nationaux et internationaux.

Toutefois, ces initiatives, aux moyens limités, peinent à faire le poids face à l'ethnisation de la société et la ségrégation entretenues par les politiciens nationalistes et les entrepreneurs de mémoire qui en tirent des bénéfices individuels et collectifs. Lana Mayer s'exaspère face à la situation et affirme que l'ethnicité est devenu un programme politique en soi qui sert à masquer l'absence de solutions politiques et économiques aux problèmes de la ville :

« Ici, si vous êtes Croate vous êtes supposé voter pour le HDZ, si vous êtes Serbe, vous êtes supposé voté pour le parti de la minorité, même si ce ne sont pas vos orientations politiques. Ils font de leur appartenance ethnique leur orientation professionnelle, leur carrière. Parce que sans leur vote, sans leur corps électoral, ils n'ont rien. Ils n'ont pas leur bon salaire, et là est la question. Le parti serbe ! J'aurais espéré qu'ils soient intéressés par des choses pour mettre la ville en avant, ensemble, travailler avec les autres minorités nationales. Mais, véritablement, leur but, je présume, probablement si vous leur poser la question, c'est « de préserver la minorité serbe, l'identité, l'identité nationale, les traditions » et des trucs du genre. Comme si c'était tellement différent d'ici. Il n'y a pas de travail à Vukovar et personne n'a de solution. Alors s'il n'y avait pas la question de l'ethnicité, les gens commenceraient à être en colère à l'encontre des politiciens, parce qu'ils ... Ils réalisent « oh, vous êtes celui qui est supposé travailler pour nous », « vous êtes celui qui est supposé permettre la création d'usine ou l'arrivée d'industries étrangères qui emploierait des gens, et vous ne faites rien pour nous ». Ils amplifient la division, ils en ont l'intention, ils le veulent. » (Extrait entretien Lana Mayer, 27/04/2015, Vukovar)

Il est difficile d'augurer à quoi ressemblera la vie quotidienne à Vukovar dans les décennies à venir. La plupart des habitants sont optimistes pour l'avenir, mais pour les travailleurs sociaux et les chercheurs en sciences humaines, la stabilité régionale ne peut être atteinte que si l'on règle des problèmes structuraux et que l'on fait toute la lumière sur l'histoire, afin qu'à l'avenir les rancunes ne puissent pas être instrumentalisées par les entrepreneurs du ressentiment.

CHAPITRE 4 : UNE LONGUE TRADITION DE TOURISME MISE À MAL PAR LA GUERRE

Contrairement à ce que pourrait laisser penser la promotion touristique croate, qui sera évoquée en détail dans le chapitre suivant, l'essor du tourisme en Croatie depuis le milieu des années 2000, n'est pas un phénomène *ex nihilo*, mais plutôt le résultat de politiques de développement anciennes qui ont contribué à en façonner durablement la morphologie. En effet, le pays peut se prévaloir d'une longue tradition touristique puisque le phénomène y débute dès le XIX^e siècle.

Depuis ses origines, le tourisme en Croatie ne cesse de se développer. Mais cette croissance est scandée par les bouleversements politiques qui ont ébranlé la région au cours des deux siècles passés et ont entraîné des changements radicaux de régime politique. Cela permet de délimiter quatre périodes de développement du tourisme en Croatie : la période austro-hongroise, jusqu'à la Première guerre mondiale ; la période du Royaume de Yougoslavie et l'occupation italienne jusqu'à la Seconde guerre mondiale ; la période titiste jusqu'à la guerre d'ex-Yougoslavie ; et la période actuelle, celle de la Croatie indépendante.

I. Naissance et émergence du tourisme en Croatie (1850-1914)

Le tourisme moderne, héritier du Grand Tour anglais s'est diffusé au cours du XIX^e siècle en raison de plusieurs facteurs : imitation de pratiques aristocratiques de distinction, changement de perspective à l'égard de la Nature sous l'influence du Romantisme, industrialisation et urbanisation des villes d'Europe occidentale, développement et diffusion de la doctrine hygiéniste, développement des modes de transport et de communication.

C'est dans ce contexte de développement du tourisme en Europe qu'est apparu, avec quelques décennies de décalage, le tourisme sur le littoral adriatique, alors intégré à l'empire austro-hongrois.

I.1 Contexte global d'émergence et de développement du tourisme

I.1.1 Genèse du tourisme

Le tourisme est communément considéré comme le fruit de la Révolution industrielle, comme l'appropriation d'une pratique aristocratique britannique à vocation éducative : le Grand Tour. Ce voyage à travers l'Europe, entrepris par les jeunes nobles accompagnés par leur précepteur, à la recherche des vestiges antiques, est destiné à parfaire leur éducation, en découvrant des horizons culturels et sociaux différents, en dehors des contraintes et normes éducatives habituelles. Mais il a aussi pour objectif de tisser des relations avec des pairs (compatriotes ou non) et ainsi élargir leur réseau, dans un espace et un temps défini, comme le montre Cousin et Réau :

« Le Grand Tour parachève l'éducation des jeunes aristocrates par les expériences de sociabilité faites au cours du voyage autant que par ce qu'ils ont vu et reconnu des sites et des monuments. La culture s'acquière, en partie, au contact des personnes étrangères au cercle familial [Mension-Rigaud, 1990]. Le Grand tour élargit l'horizon social des jeunes nobles. Le voyage de plusieurs mois les amènent à rencontrer leurs pairs d'autres pays, mais aussi à côtoyer des classes sociales inférieures et à vivre dans des conditions matérielles moins confortables qu'à l'accoutumée. » (2009 : 8)

Boyer voit dans cette pratique de distinction de l'aristocratie britannique un soubresaut face à la montée en puissance de la bourgeoisie :

« les aristocrates, les rentiers du sol, accapareurs des honneurs, menacés de perdre une part de leur pouvoir au profit de la bourgeoisie montante, entendent se distinguer en exaltant les valeurs de la gratuité : la richesse oisive, une culture gréco-romaine, des jeux et des sports aux règles complexes (ce qui décourage l'imitation), des voyages sans obligation et pour les jeunes gens élevés dans les meilleurs collèges, l'éducation se termine par *The Tour*. Accompagnés de leur précepteur, munis de *Guides*, ils font le tour de l'Europe occidentale. Au retour, ce sont des *gentlemen* ; ils ont l'esprit *cosmopolitan* ; ils sont « dépourvus de préjugés », comme le souligne la Grande Encyclopédie à l'article *voyage* (éducation). » (1999 : 21-22)

Cousin et Réau confirment la portée distinctive du Grand Tour : « Dès son origine, c'est aussi une pratique distinctive qui permet le renouvellement des formes de sociabilité et des pratiques culturelles. » (op.cit : 7). Le Grand Tour n'est, toutefois, pas une pratique typiquement britannique, comme on a coutume de le considérer, mais plutôt une pratique

nobiliaire répandue sur l'ensemble du continent européen dès le XVI^e siècle. Boutier (Le Grand Tour...) montre en effet que, dès la fin du XVI^e siècle, cette expérience concerne l'ensemble des aristocraties européennes : britannique, allemande, hollandaise, française et dans une moindre mesure italienne, scandinave, russe, polonaise. L'auteur montre par ailleurs que cette pratique n'est pas aussi formalisée qu'il n'y paraît, même si certains sites sont considérés comme incontournables. Ses temps et ses lieux fluctuent plutôt au gré des aléas géopolitiques, mais aussi des péripéties du voyage, des goûts personnels du voyageur et de ses finances. Les destinations ne se limitent donc pas à l'Italie et à la France, mais incluent, selon les périodes : Angleterre, Suisse, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Hongrie, Moravie, Bohême, et de façon plus marginale, Russie, Pologne, Danemark et Espagne.

D'autre part, le Tour n'a pas seulement vocation à étayer un savoir livresque, par l'exploration des vestiges antiques, il s'agit surtout, pour les jeunes hommes, de poursuivre leur formation en fréquentant des académies, en pratiquant les arts mondains permettant de développer une sociabilité aristocratique par la participation à la vie de cour (fêtes, jeux, bals) et à la vie de salon des plus grandes familles du *monde*, mais aussi de tisser des liens avec des conationaux ou des coreligionnaires (Boutier, 2004).

Enfin, ces voyages permettent d'acquérir des connaissances en matière économique, politique, militaire, par l'observation et l'expérience des villes, sociétés et souverains étrangers, ainsi que le donne à voir Boutier :

« Le Grand Tour constitue la mise à l'épreuve d'une éducation nobiliaire dont l'économie, commune aux principales nations européennes, s'est constituée à la Renaissance : elle articule les disciplines militaires (équitation, maniement des armes, mathématiques) et les arts mondains (danse, musique), l'apprentissage politique (histoire, géographie, droit) et la connaissance de moyens de communication (langues étrangères). Le voyage prolonge cette éducation : le jeune noble se déplace sous la conduite d'un précepteur, le tuteur ou *bearleader* anglais, le gouverneur français ou le *hofmeister* allemand ; il séjourne par moments, sur son passage, dans les académies pour nobles qui sont créées à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle, pour y « faire ses exercices », là où les arts nobiliaires ont atteint leur perfection [...] Il est aussi une ouverture sur le monde européen contemporain, sur sa diversité, physique et humaine, sur son histoire, sur ses foyers culturels : le jeune noble va ainsi de cour en cour, où il découvre aussi bien les formes du pouvoir politiques, les institutions qui le supportent et les hommes qui l'exercent, que les diverses façons de se comporter en courtisan accompli. » (ibid. : 8-9).

Le Grand Tour, serait donc l'ancêtre tutélaire du tourisme moderne si l'on se fonde sur la généalogie qu'en font la plupart des auteurs. Pourtant Monique Dacharry, dans son ouvrage

Touristes d'un autre âge (1991), fait remonter le phénomène à la Rome antique, position que partage Jean-Michel Dewailly : « L'appellation fera sans doute bondir les tenants du tourisme comme expression de la modernité apparue avec la Révolution industrielle et pour qui il ne saurait être question de parler du « tourisme » avant notre ère. Et pourtant... » (2006 : 71).

L'ouvrage de Dacharry étant désormais introuvable, on me pardonnera d'en donner un aperçu par la citation *in extenso* du commentaire qu'en fait Dewailly, qui défend cette idée d'une histoire longue du tourisme :

« l'on trouve tous les ingrédients du tourisme et des loisirs modernes dans leurs diverses manifestations, de la première moitié du I^{er} siècle avant J.C à la fin du IV^e siècle après J.C. Citons-les, en vrac : accès d'abord aux fortunés et aux instruits, temps libre disponible, visiteurs proches et lointains, et parfois en masse, accessibilité et sécurité sur terre et sur mer, rôle des paysages et du climat, patrimoine monumental attractif, bains thermaux et marins, villégiature, résidences secondaires (parfois multiples), « stations » balnéaires, thermales, rurales, fuite de la ville, de ses embarras, de ses bruits, de sa pollution, libération du contrôle social, ressourcement familial, travail et loisir mêlés hors de sa résidence principale, renouvellement des destinations, modes d'hébergement variés, voyages lointains pour culture et divertissement, guides de voyages, grands événements et spectacles, culturels, sportifs, militaires, certains d'ailleurs organisés non sans démagogie, promotion immobilière et spéculation, élection d'un autre lieu de résidence en cas de « saturation », effondrement de tribunes, protection contre le soleil et le froid, croisières et naufrages, rôle des empereurs et de l'aristocratie dans le lancement des « lieux touristiques », retraités s'établissant sur des lieux qu'ils ont fréquentés comme « touristes », intérêt du bilinguisme... Cet inventaire à la Prévert, d'ailleurs exprimé ici avec beaucoup de mots et de concepts que les Romains ne maniaient pas, ne saurait masquer ce qui est beaucoup plus important pour notre propos : toutes ces pratiques et les aménagements qui y sont liés procèdent d'une véritable quête « d'altérité » et de « distinction », qui sont plus d'une fois aussi explicitement ou implicitement mentionnées, dans des formes variées, par les Romains concernés, et dans lesquelles le MIT d'une part, M. Boyer d'autre part, voient les véritables moteurs du tourisme et de son émergence moderne. » (ibid : 71-72)

Face à ce constat, Dewailly s'interroge, le tourisme peut-il être un invariant anthropologique, « une exigence anthropologique profondément inscrite au cœur de l'homme », ou bien s'agit-il de « l'expression, au sein d'une culture occidentale héritière du monde romain, d'aspirations, plus ou moins concrétisées, liées au système humaniste établi sur ces fondements depuis plus de vingt siècles, et ayant connu une éclipse au Moyen Âge, avant de ressurgir à la Renaissance, avec la première modernité du Grand Tour ? » (ibid. : 72)

Et l'auteur d'ajouter plus loin :

« Autrement dit, le tourisme moderne, de filiation occidentale incontestable, n'est-il pas un vin vieux mis dans des outres nouvelles, un mot nouveau pour des pratiques universelles (dans des formes évidemment adaptées aux conditions techniques de chaque époque) et peut-il avoir valeur universelle ? Certes, le mot, apparu au début du XIXe siècle, semble incontestablement dériver du « Tour » que faisaient en Europe les voyageurs fortunés à partir du XVIe siècle. Mais ce type de déplacement à composante largement divertissante, dans sa nature, pourquoi aurait-il attendu la Révolution industrielle pour se manifester ? Réduire ainsi son apparition à cette période, n'est-ce pas une façon d'en faire une affaire d'Européens entre eux, avec une dénomination qu'ils imposent ensuite, mais qui peut correspondre, mutatis mutandis, à des pratiques du même genre ailleurs ? » (ibid. : 74)

Les recherches sur le tourisme non-occidental et ses ressorts étant trop rares, elles ne permettent ni d'infirmer ni de confirmer cette hypothèse d'universalité du tourisme, qui reste pour l'heure du domaine de la spéculation, mais mériterait de plus amples développements.

I.1.2 Facteurs ayant concouru au développement du tourisme

L'essor du tourisme est la résultante d'une combinaison complexe de ressorts techniques et culturels variés qui seront évoqués ici : médecine et hygiénisme, développement des moyens de transport, de communication et d'hébergement, représentation de la Nature. Selon Boyer : « Du XVIIIe au XIXe siècle, la diffusion socioculturelle a trouvé des conditions de plus en plus favorables. Les moyens de transport, la médecine, la pédagogie et la sensibilité se sont renouvelés ; ils sont autant de vecteurs de la grande transformation sociale étudiés isolément dans de savants ouvrages ; ils ont aidé, accompagné la pénétration du tourisme dans des couches sociales de plus en plus larges. » (1999 : 30)

A. Le Romantisme et le « désir de rivage »³⁷³

Parmi les facteurs ayant joué un rôle dans l'émergence et le développement du tourisme, il faut tout d'abord mentionner l'impact du Romantisme. En effet, il aura fallu un renversement radical de perspective à l'égard de la Nature, pour qu'elle cesse de susciter la peur et la répulsion et devienne source d'agrément. Qu'il s'agisse de la campagne, de la montagne et surtout de la mer, une révolution des représentations est le préalable à toute mise en tourisme

³⁷³ Corbin, *Le territoire du vide. L'occident et le désir de rivage*, 1990, Flammarion, Paris

de la Nature. Du fait de la prégnance, dans le tourisme croate, des activités balnéaires par rapport à d'autres types d'activités et de lieux, on se concentrera ici sur les représentations de la mer et du rivage, et sur la façon dont le Romantisme a contribué à les transformer, pour en révéler l'attrait.

Mais cet attrait, toutefois n'est pas inédit, il a connu un précédent avec l'Antiquité romaine, et comme l'écrit Corbin, « Les hommes cultivés n'ignorent pas que les rivages de la mer, si longtemps déserts et répulsifs, ont été jadis lieux de méditation, de repos, plaisirs collectifs et de volupté débridée. » (1990 : 284). Selon Lageiste, pour faire la filiation des usages de la plage, « il paraît fondamental d'accorder la place qui leur revient aux représentations et à l'usage de l'eau ainsi qu'aux loisirs dans le monde antique. » (2008 : 7)

Cela fait donc écho à la position de Dacharry qui voit dans l'existence de pratiques balnéaires antiques la genèse des usages contemporains de la mer. En effet, « les pratiques de l'eau dans la société antique sont multiples. Le triomphe du thermalisme, des bassins, des piscines et des bains d'eau de mer en témoignent. » (ibid. : 8)

L'engouement pour la mer, à la fois source de contemplation et de distraction, est tel dans la Rome antique, qu'elle devient le cadre privilégié de l'*otium*, cette pratique qui correspond à une période de repos loin des affaires de la cité, moment de recentrement sur soi et ses proches, de ressourcement, mais qui se garde « du double écueil de la paresse et de l'ennui » (Corbin, op.cit. : 284). Corbin nous en donne un aperçu :

« Le Romain d'élite aime, du moins on le dit alors, que son oreille soit caressée par les bruits agréables de la nature, par le murmure de la fontaine, par le souffle du vent dans les arbres, par la percussion rythmée des vagues sur le rivage. Au besoin, il goûte le plaisir de sentir le sable s'enfoncer sous le pied, là où viennent mourir les dernières ondulations de l'eau. L'*otium* implique la variété ; lecture, plaisirs de la collection et de la correspondance, temps accordé à la contemplation, à la conversation philosophique et à la promenade se goûtent en alternance. Le repos en plein air s'accompagne parfois de jeux puérils que propose la plage : la pêche, la collecte de galets ou de coquillages, la natation. Ensemble de pratiques que l'amitié et l'hospitalité réunissent en faisceau. » (ibid. : 284-285)

Aussi, « de la fin de la République jusqu'au cœur du second siècle de l'Empire » (ibid. : 284), ce goût pour la mer, et les plaisirs qui lui sont associés, s'accompagne de la construction de villas de plaisance, notamment dans le golfe de Naples, et une attention particulière est portée au point de vue dans la conception des bâtiments.

Cependant, le délitement de l'empire romain et le développement du christianisme s'accompagnent d'un changement d'attitude à l'égard de la plage, d'autant plus aisé qu'il

coïncide avec une période d'insécurité sur les littoraux. En effet « il s'agit d'une période où Barbaresques et Normands compromettent la sécurité des littoraux. La mer et son rivage soulèvent alors une certaine frayeur, aussi bien culturelle que sociale. » (Lagueite, op.cit. : 9)

Outre l'insécurité qui règne sur les littoraux, le changement de perspective peut être imputable selon Corbin au rôle des interprétations de la Bible, et en particulier les épisodes de la Genèse et du Déluge, qui ancrent dans l'imaginaire collectif des représentations anxiogènes de la mer et du rivage. L'étendue marine devient synonyme de créatures monstrueuses, d'abîme infini, de menace d'engloutissement. Ainsi, « une chape de représentations répulsives pèse alors sur l'imaginaire collectif, empêchant l'émergence du désir de rivage. » (Corbin, op.cit. : 11)

Pour autant, cela ne signifie pas que le rivage soit déserté. Il reste un lieux d'activités (pêche, baignade, promenade...) pour les populations qui l'habitent, que les représentations sociales dominantes ne sauraient éloigner de l'attrait physiologique exercé par la plage.

Avec l'essor du Romantisme³⁷⁴, un renversement de perspective à l'égard de la Nature a lieu. Elle cesse d'être considérée comme un espace hostile et angoissant, pour devenir un lieu de recueillement, de contemplation, d'expression de la transcendance, une échappatoire dans un monde bouillonnant en pleine mutation, une évasion de la ville corrompue, ainsi que le montre Boyer :

« Il s'agit d'une révolution idéologique dont on perçoit mieux aujourd'hui l'ampleur : alors que la *Ville*, pendant des siècles, avait été tenue – ontologiquement – comme le berceau de toute *Civilisation*, le cadre de l'*Urbanité*, le lieu du *Politique*, la deuxième moitié du XVIIIe siècle renverse les valeurs : la Ville devient le *Babylone* moderne qui pervertit, pollue, perd ; de nombreux textes de la fin du XVIIIe et de l'époque romantique ont une tonalité que l'on qualifierait d'écologique. Bien plus qu'une mode nouvelle, c'est une construction idéologique ; commencée par la deuxième moitié du XVIIIe et poursuivie au XIXe, elle s'achève fin XXe par la « campagne désirée », plus appréciée pour sa valeur esthétique et thérapeutique que pour son intérêt productif, connotée – dès le XVIIIe – comme lieu de Vertu, de Liberté, d'épanouissement du Corps. » (op.cit. : 34-35)

La fréquentation du rivage, l'appriovissement progressif du front de mer, par l'aménagement de grèves, promenades, esplanades, cabines de bain, mobilier, participent de cette anthropisation du littoral permet de dominer la « phobie de la mer » :

« L'opération fondatrice a consisté en la domestication d'un espace relevant de la nature sauvage. La vogue des bains de mer a en effet permis la découverte de littoraux qui ont été

³⁷⁴Philippe Van Tieghem *Le romantisme français*, (Paris : PUF, 1999)

pour la première fois valorisés. La grève indifférenciée, non maîtrisée, s'est trouvée façonnée en un espace facilement appréhendable et praticable par tous. Elle perd son aspect désertique à grand renfort de marqueurs spatiaux : allées de planches, cabines, mobilier adéquat, pieux, fanions et cordes destinés à borner l'espace (Lageiste, 2006). Ce désensauvagement spatial procède d'une démarche foncièrement territorialisante. » (Lageiste, op.cit. : 10)

B. Urbanisation, industrialisation et hygiénisme

Parmi les facteurs qui ont, directement ou indirectement, concouru au développement du tourisme, mentionnons la doctrine hygiéniste qui se développe au cours du XIX^e siècle, concomitamment à l'industrialisation et à l'urbanisation des métropoles d'Europe de l'Ouest.

Les grandes villes connaissent un afflux sans précédent de populations exogènes en provenance des campagnes ou de régions frontalières. Cet accroissement démographique non maîtrisé provoque des problèmes sanitaires, liés à l'entassement d'habitants modestes dans des logements insalubres, vétustes, surpeuplés, couplé à l'absence ou à l'insuffisance d'infrastructures publiques en matière d'hygiène et de santé publique (Paquot, 2016). En effet, cette urbanisation sans urbanisme, rapide, désordonnée, chaotique, est associée à la taudification des centres anciens dont la morphologie est héritée du Moyen-Âge : venelles étroites, égouts à ciel ouvert, arrières-cours humides et obscures. Cette combinaison de facteurs constitue un environnement propice à la propagation de maladies infectieuses et d'épidémies : tuberculose, fièvre typhoïde, choléra, dysenterie.

D'autre part, la présence d'usines, ateliers, fabriques et manufactures au cœur même des cités provoque une pollution atmosphérique qui rend l'air littéralement irrespirable. Aux effluves nauséabondes qu'exhalent les rues et caniveaux s'ajoutent la nocuité des émanations et fumées en provenance des nombreuses industries à proximité immédiate des habitations (Le Roux, 2009).

Cette pollution est aggravée par le recours généralisé au charbon comme combustible de chauffage pour les habitations et les usines. Aux nuisances olfactives s'ajoutent donc les risques sanitaires, en particulier les affections respiratoires comme la tuberculose, l'asthme, la pneumonie, qui affectent plus particulièrement les populations démunies que leurs conditions de vie rendent plus vulnérables. Aussi, la mortalité dans les villes est-elle supérieure à celle des campagnes, alors que la natalité y est plus faible (Frioux, 2015).

L'air vicié des métropoles industrielles du nord de l'Europe est alors l'objet de préoccupations de la part des pouvoirs publics (Lestel, 2013), qui adoptent des décrets afin de protéger la population, en limitant l'implantation d'usines polluantes, ou en incitant les industriels à

traiter les fumées toxiques. Mais dans les faits, ces mesures ne sont que rarement appliquées. La médecine, en raison d'un arsenal thérapeutique alors limité, étant souvent impuissante à guérir les malades, l'accent est mis sur la prévention. Le rôle des facteurs environnementaux dans le développement des maladies est dans le même temps mis en évidence par le recours à la statistique.

Aussi, l'hygiénisme et le génie sanitaire, associent urbanisme, ingénierie et médecine pour concourir à la santé publique, par le biais de dispositifs techniques – destinés à gérer l'approvisionnement en eau potable et l'évacuation des eaux usées, la prise en charge des ordures ménagères, la propreté des rues – et de dispositifs architecturaux et urbanistiques, comme les percées haussmanniennes, qui doivent permettre « la circulation de l'air, de la lumière et des hommes³⁷⁵ ».

Quand aux classes aisées, qui ne sont pas concernées par les problèmes d'insalubrité des logements, elles subissent « l'influence pathogène des conditions de vie morales de la vie urbaine » (Seignan, 2010 : 125) et souffrent de neurasthénie, de mélancolie, et autres maux psychiques.

Aussi les médecins formés à la doctrine hygiéniste préconisent-ils la pratique d'activités physiques, la prise de mesures diététiques, la recherche de soleil et d'air pur, la réfection morale et la récréation comme mesures sanitaires, prophylactiques et curatives. Seignan nous donne un aperçu de cet état d'esprit :

« Ainsi, tandis que l'hygiène sociale œuvre à désentasser les corps dans les espaces collectifs, et alors que le thème de la villégiature et de la climatologie investissent la littérature médicale, à la fin du XIX^e siècle les cures en altitude restent l'apanage des seules classes sociales dont les revenus garantissent l'accès aux soins. Agir sur le moral, c'est alors exposer les patients au soleil, un sous-vêtement préservant leur pudeur, pour que la peau endurcie fasse écran à l'excitation pathogène des centres nerveux psychiques. La cure, à mille mètres d'altitude, procure d'autres bénéfices. Après les premiers jours d'acclimatement, d'agréables excursions ont pour tâche de changer les idées. Rempart dressé contre les effets pervers de la modernité, la cure contrebalance l'incidence somatique des remords, de la jalousie, de l'envie et de l'avarice, des chagrins ou des revers de fortune. Toutes ces impressions morales qui, répercutées sur les sens, amènent le nervosisme et génèrent la maladie du siècle. » (ibid. : 126-127)

Par conséquent, les élites européennes commencent à séjourner de façon saisonnière à la montagne et en bord de mer, afin de fuir l'atmosphère (physique et morale) délétère des métropoles, comme le montre Boyer :

³⁷⁵ <http://blog.bnf.fr/gallica/index.php/2014/01/16/cest-du-propre-la-salubrite-publique-a-paris-au-xixe-siecle/>

« Le XIXe est marqué par le *spleen* romantique, mais aussi par le retour des grandes épidémies d'autrefois comme le choléra. Écartant les superstitions, asseyant leur autorité, les médecins qui expliquent tout par la physiologie croient pouvoir guérir et prévenir. Tout est dans l'hygiène et la qualité de l'air. Leur discours se fait *prédicat*. Aux pauvres, ils ordonnent la sobriété ; à leurs patrons de construire des cités-dortoirs avec petits jardins ; Jules Verne décrit *Hygée, la ville de santé*. Parallèlement, aux riches, ils recommandent le changement d'air, souverain pour tous les maux : allez dans des lieux privilégiés où l'agrément du séjour, à lui seul, procurera guérison, ou du moins, soulagement. Les eaux minérales et/ou thermales donnent ainsi des grands résultats, que les médecins, dans leurs guides touristiques, alignent, en exposant les raisons très matérialistes : la vertu des eaux tient en leur composition. Quant aux hivers méditerranéens, leur bienfait thérapeutique provient de leur douceur » (op.cit. : 31)

Ces pratiques ayant à l'origine une vocation thérapeutique sont donc progressivement détournées pour un usage d'agrément, de récréation, par les classes dominantes. Un véritable engouement pour les eaux, les alpages et le littoral essaime alors à travers toute l'Europe et entraîne la création de stations thermales, de montagne et balnéaires (sur le pourtour méditerranéen, la côte atlantique, la Manche), où l'aristocratie et la grande bourgeoisie s'adonnent aux promenades et aux bains de mer, dont les vertus sont vantées par des médecins réputés. Les stations les plus prisées, Nice, Cannes, San Remo, Monté-Carlo, Deauville, attirent les élites en provenance d'Angleterre, de France, de l'empire Russe, de l'empire Austro-hongrois, notamment, qui fuient le frimas du nord et viennent passer l'hiver sous un climat plus clément (Boyer, 1999).

C. Développement des transports, des hébergements, des guides de voyage

Selon Boyer, contrairement à ce que l'on pourrait penser a priori, ce ne sont pas les innovations dans les moyens de locomotion, d'hébergement, de restauration qui participent au développement du tourisme, mais plutôt le tourisme qui participe au développement à la diffusion et à l'amélioration des conditions de transport, d'hébergement et de restauration, qui lui préexistent et n'ont pas été inventé pour le tourisme : « Le progrès des moyens de voyage est un facteur qui a pesé ; cela ne fut pas une « condition *sine qua non* ». En lui-même, aucun de ces moyens n'a été créateur de lieu de tourisme, initiateur de forme. » (op.cit. : 45) et l'auteur d'ajouter : « Ne confondons pas facteur, cause et conséquence. La plupart du temps, le progrès des moyens de voyage a suivi celui du tourisme plus qu'il ne l'a précédé. L'essentiel est ailleurs, dans la symbiose entre le moyen de circulation et d'hébergement utilisé et le

contenu de chacun des tourisms. » (ibid. : 46)

Les progrès dans les moyens de transports (le chemin de fer en particulier, puis l'automobile par la suite et l'avion bien plus tard), facilitent le déplacement d'un plus grand nombre de voyageurs et créent ainsi de nouvelles catégories de partants (Cousin et Réau, op.cit.). Mais ils ne donnent pas naissance à de nouveaux lieux touristiques. Au contraire, c'est l'existence de lieux déjà courus qui occasionne la création de réseaux de transport pour y acheminer les visiteurs et d'infrastructures d'hébergement et de restauration pour les accueillir.

Certes, ni les diligences, le train, les auberges, les restaurants et les cafés n'ont été créés en vue du tourisme, lui ont pré-existé et ont connu d'autres usagers, mais, ils ont participé au développement du tourisme en rendant le voyage plus accessible et réciproquement, ils ont bénéficié de l'essor du tourisme (Boyer, op.cit.).

I.2 Émergence et développement du tourisme dans l'empire des Habsbourg : aménagement du littoral adriatique

Le tourisme en Croatie débute, selon le schéma classique que l'on retrouve dans le reste de l'Europe, par le goût des élites pour le thermalisme, impliquant la construction de stations, le développement d'infrastructures d'hébergement, de transport, de récréation, l'implantation de commerces et de services. Cependant, la création de stations thermales débute plus tardivement que dans les autres pays européens et les lieux sont essentiellement destinés à une clientèle locale. Contrairement aux stations réputées internationalement, comme Bath, Baden ou Karlsbad, les trois stations les plus renommées sur le territoire croate, à savoir Krapina Toplice, Daruvar et Lipik, reçoivent des investissements limités (du fait de leur éloignement par rapport au reste de l'Empire) et accueillent une clientèle relativement restreinte, ce qui leur donne un caractère périphérique, comme le montre Fabrice Pinteau : « Avec moins de 5 000 curistes en 1912, il est possible de considérer que ces trois stations thermales appartiennent à la « périphérie » du thermalisme austro-hongrois. » (2011 : 294).

Cet intérêt pour les eaux s'étend par la suite au littoral et voit l'essor des stations balnéaires, d'abord fréquentées en hiver. Le littoral adriatique qui constitue le seul accès à la mer de l'empire austro-hongrois, bénéficie d'un climat sain et d'une position géographique propice, qui lui permettent de profiter de ce contexte d'engouement pour les activités balnéaires. Aussi est-il investi par le tourisme dès la seconde moitié du XIXe siècle, métamorphosant progressivement un espace consacré à la pêche en lieu de villégiature pour l'élite de l'empire austro-hongrois.

La péninsule istrienne et le golfe de Kvarner concentrent à cette époque la majorité des infrastructures, des investissements et des visiteurs, en raison de la proximité géographique de ce territoire avec le reste de l'empire, mais aussi grâce à la connexion de la région avec le réseau ferroviaire reliant Trieste à Vienne, dès les années 1840. Autours des villes portuaires de Rijeka et Pula, de même que sur les îles environnantes, plusieurs stations sont créées, à partir la valorisation de villages de pêcheurs, ou bâties de toutes pièces grâce à des investissements privés.

La station la plus réputée, celle d'Opatija, constitue l'archétype du développement touristique de la région : village de pêcheurs qui bénéficie d'investissements locaux et internationaux et voit la multiplication d'aménagements et de services destinés à recevoir des touristes et qui provoquent un accroissement de sa population, ainsi que le montre Pinteau :

« alors qu'en 1870, Opatija n'est qu'un village, abritant 309 habitants permanents qui vivaient essentiellement de la pêche, de la viticulture et des oliveraies, dès 1890, sa population a quadruplé (1 192 dont 569 résidents permanents et 623 de façon temporaire). On assiste, en effet, à une attraction de population pendant la haute saison touristique. Cette dernière travaille dans les commerces et propose ses services aux touristes de plus en plus nombreux. En 1908, la station comptait trois coiffeurs pour dames, cinq pour hommes, neuf orfèvres, dix-neuf couturiers et costumiers pour hommes et femmes, quinze chausseurs, une parfumerie et sept photographes (MIHAJLOVIĆ in JORDAN : 1998). A côté de ce micro-capitalisme local commerçant, la ville voit également s'ouvrir des succursales bancaires d'institutions viennoises. La première, Nagel et Wortmann, est autrichienne et a sa maison mère située à Vienne alors que la seconde, Bock&Co, est hongroise. L'origine de ces deux banques correspond donc à celles de la majorité des touristes, mais elle montre également que le micro-capitalisme local cède le pas, pour des investissements plus lourds, à des sociétés par actions implantées dans les grandes villes de l'Empire. » (op.cit : 301)

En Dalmatie, le tourisme se développe de façon plus tardive, en raison de sa connexion tardive avec les infrastructures de transport (train et route), de son éloignement par rapport aux principaux foyers émetteurs, mais aussi du fait de sa proximité géographique avec la Bosnie (qui est alors un important foyer de tensions). Ce retard structurel est donc en partie imputable à l'instabilité politique dans la péninsule balkanique qui dissuade les investisseurs étrangers, et limite l'entrée des capitaux nécessaires au développement du secteur.

Malgré tout, une tentative de valorisation touristique débute autours de Dubrovnik (avec la construction du premier hôtel en 1895), puis Zadar et Korčula, mais le tourisme restera longtemps marginal dans la région, jusqu'à l'annexion de la Bosnie en 1908 (Pinteau, p.298).

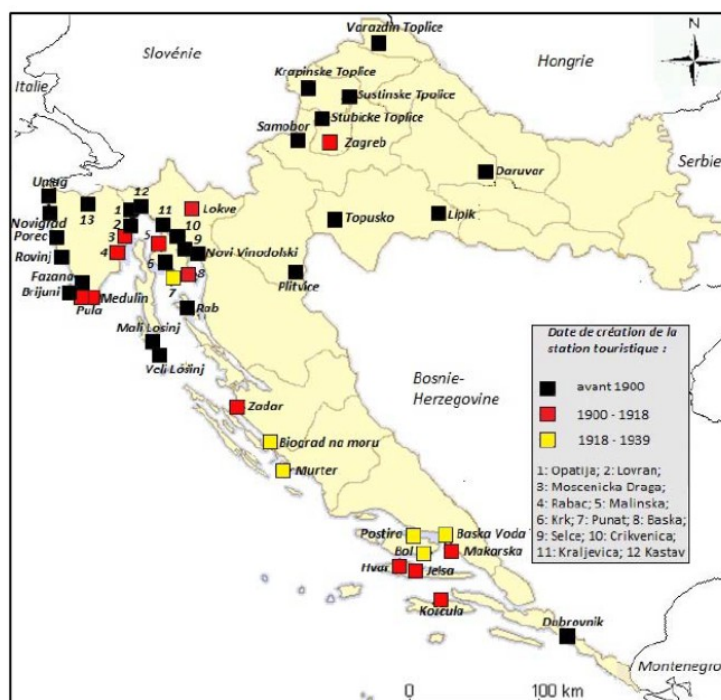


Figure n°49 : Localisation des premières stations touristiques – thermales et balnéaires – en Croatie avant 1939
 (Source : Pinteau, 2011 : 293)

Les stations situées sur le littoral austro-hongrois présentent donc un décalage temporel marqué par rapport à la concurrence, en particulier française et italienne. En effet, la valorisation touristique du littoral austro-hongrois débute un demi-siècle plus tard, ce qui engendre un retard de développement dans les infrastructures d'hébergement et de transport, ainsi que des prestations de standing moindre si l'on compare avec la variété des infrastructures de loisirs (casino, hippodrome, opéra et théâtre) et le luxe des établissements hôteliers offerts par des stations de la côte d'Azur, qui attirent les familles royales et les élites économiques du vieux continent.

« Le développement des stations, même les plus renommées du littoral, n'a donc pas, à la fin du XIXème siècle, un niveau comparable à celui des principales villes touristiques, que ce soit celles du bassin méditerranéen, de l'Atlantique, de la Manche ou de la mer du Nord. » (Pinteau, *ibid.* : 302)

À ce décalage de développement, Pinteau montre que s'ajoute un décalage prononcé dans les pratiques : alors que le climatisme est en passe de se démoder et qu'émerge un intérêt progressif pour les bains ludiques qui s'accompagne d'un début de fréquentation estivale, les stations du littoral croate axent encore leur promotion sur les vertus thérapeutiques de l'air et des bains de mer, sur les infrastructures de soin, de type sanatorium, solarium et sur les conditions de chauffage dans l'hôtellerie :

« Se créent donc des établissements de soin dans les stations de la riviera : en 1885, à Opatija, un sanatorium est ouvert avec cent cinquante lits, où les malades sont soignés grâce à l'air et aux bains de soleil. En 1906, un autre sanatorium s'ouvre dans les murs de la villa Ambassadeur. De plus, la fréquentation est encore essentiellement hivernale, d'où le fait que la promotion hôtelière insiste sur les conditions de chauffage. » (op.cit. : 302).

Du fait de cette différence de standard et de pratiques, les stations de la Riviera austro-hongroise accueillent une clientèle majoritairement domestique, issue de la noblesse et de la bourgeoisie urbaine, de l'administration (militaires, cadres de la fonction publique) en provenance des différentes provinces de l'Empire, avec une prédominance de la clientèle hongroise. Comme le montre Pinteau, elles attirent aussi des visiteurs en provenance de l'Empire russe, de Serbie et de l'Empire allemand, issus des classes favorisées. Mais cette clientèle est néanmoins moins fortunée et moins prestigieuse que celle qui fréquente les stations de renommée internationale. Aussi, parallèlement à la construction d'hôtels luxueux et des infrastructures de transport, des hébergements d'un standing inférieur se multiplient afin de répondre aux besoins de cette clientèle moins nantie.

Cependant, l'instabilité politique de la péninsule balkanique et le climat géopolitique influent directement sur la fréquentation touristique, ainsi que l'affirme Pinteau :

« En effet, en 1908, l'Empire d'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, territoire jusque-là sous autorité ottomane. La politique impériale se montre alors conquérante et ne cache pas ses aspirations à unir tous les Salves du sud dans un seul et même empire, s'attirant les foudres des Russes et des Britanniques. La crise politique ne sera réglée qu'en mars 1909, grâce à l'entremise de l'Empire allemand. De même, les années 1912 et 1913 correspondent aux guerres balkaniques, qui ont lieu aux portes de l'Empire. Même si ce dernier n'intervient pas directement dans les deux guerres, le climat géopolitique tendu et instable de la région des Balkans peut expliquer la crise touristique que connaît la région. Ces troubles sont, d'ailleurs, les prémisses du premier conflit mondial, qui provoque une crise touristique majeure puisque le tourisme est très réduit pendant le conflit » (ibid. : 299-300)

Le développement du tourisme dans la région est donc compromis par la l'éclatement de la Première guerre mondiale. D'autant que le littoral adriatique est l'objet d'appétits territoriaux antagonistes et devient le théâtre d'affrontements entre l'Italie et l'Empire austro-hongrois, qu'Ernest Hemingway narre magistralement dans son roman *L'adieu aux armes*. Ce contexte ne favorise donc guère l'arrivée des visiteurs.

Si l'irrédentisme historique des années 1870 réclame l'unification de toutes les terres

italophones ou ayant appartenu aux États italiens (Corse, Nice, Malte, Savoie, Istrie, Trentin, Trieste, Dalmatie, Tripolitaine) et leur rattachement au Royaume d'Italie, les revendications territoriales au moment de l'entrée en guerre de l'Italie s'articulent à la doctrine nationaliste et impérialiste et se focalisent sur les terres en possessions de l'Empire austro-hongrois, à savoir, principalement Trente et le Trentin, Trieste, l'Istrie, mais aussi la Dalmatie (Paris, 1996, Pitassio, 2015).

Si les prétentions italiennes sur le littoral adriatique ont un caractère idéologique, elles ont aussi une visée stratégique : il s'agit de sécuriser son littoral, notamment les ports de Venise, Ancône, Brindisi et l'étroit canal d'Ortrante, comme l'affirme Frédéric Le Moal :

« les côtes italiennes sont dépourvues d'îles, s'étendent sur plusieurs kilomètres, entre Venise et Brindisi, sans ports d'importance, et avec des eaux peu profondes. Ce faisant, ces côtes s'offrent à des bombardement venant d'une flotte ennemie en mesure de détruire les infrastructures de communications et de transport établis le long de la côte. Au contraire, les côtes orientales sont protégées par tout un système d'îles (Quarnero et dalmates), en eaux profondes, avec de nombreux ports établis au fond de rade dont certains sont, lors de l'éclatement de la guerre, déjà fortifiés (Pola³⁷⁶ où se trouve l'arsenal de la flotte austro-hongroise, Cattaro) et d'autres qui peuvent l'être (Zara, Spalato). » (2005 : 2)

L'Autriche-Hongrie, pour sa part, souhaite à la fois maintenir son accès à la mer, mais aussi étendre son emprise sur la péninsule balkanique, et la Méditerranée, ce qui implique de museler les velléités territoriales italiennes et serbes :

« Pour l'Autriche-Hongrie, qui a déclenché la catastrophe, la guerre doit lui permettre de se débarrasser de l'État serbe, soit en l'annexant purement et simplement, soit en le vassalisant. Quoi qu'il en soit, une fois la menace serbe écartée, les Balkans pourraient devenir le champ d'expansion politico-économique de la monarchie des Habsbourg. De plus, celle-ci peut également espérer annihiler la pression italienne, en mettant à profit la neutralité de Rome jusqu'en 1915, puis, à partir de cette date, en misant sur l'incapacité des Italiens à arracher la victoire par les armes. La victoire des Empires centraux doit logiquement déboucher sur la transformation de l'Adriatique en un lac autrichien, capable à terme de remettre en cause la suprématie de l'Entente sur la Méditerranée. » (ibid. : 65)

Quant à la Serbie, elle espère réaliser le projet d'une grande Serbie et bénéficier d'un accès à la mer :

« la Serbie aspire à s'installer sur les côtes adriatiques. Tant qu'il s'agit du projet grand-serbe, ce débouché maritime, que lui ont refusé en 1912-1913 Vienne et Rome, peut s'établir entre

³⁷⁶ Il s'agit des villes croates de Pula, Zadar et Split et de la ville monténégrine de Kotor

Spalato et Cattaro ; mais avec le succès grandissant du projet yougoslave, c'est toute la côte, avec toutes les îles, que les Serbes désirent annexer, pour prix de leurs souffrances et de leur fidélité à l'Entente. » (ibid. : 2).

L'Adriatique est donc une zone de tensions tout au long de la Première guerre mondiale, et si les combats demeurent épars pendant cette période, l'atmosphère de défiance et de le risque d'affrontement n'en est pas moins incompatible avec la venue de touristes.

II. L'entre-deux-guerres (1918-1939) : période de diffusion du tourisme

II.1 Contexte global de diffusion du tourisme

À l'origine pratiqué par un petit nombre de privilégiés, le tourisme s'est propagé dans la société occidentale, pour concerner de plus en plus de voyageurs. Selon Boyer cette pratique élitiste, cette invention de distinction, inutile, ostentatoire se diffuse par « ruissellement le long de la pyramide sociale »³⁷⁷ qu'il illustre par la figure suivante :

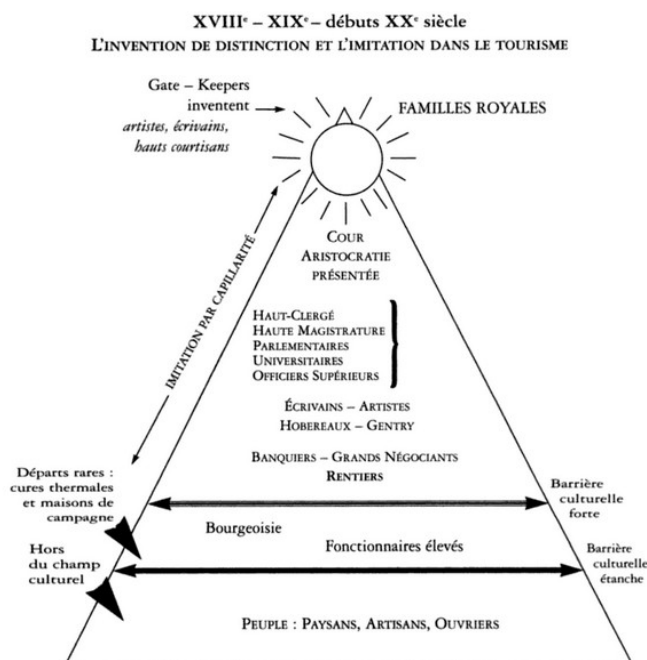


Figure n° 50: Mécanisme de diffusion du tourisme: l'invention de distinction et l'imitation
(Source : Boyer, 1999 : 19)

³⁷⁷ Boyer, Le tourisme en l'an 2000, Lyon, Presse Universitaire de Lyon p.107, In Dehoorne (2013)

La diffusion du tourisme s'effectue donc par capillarité, par l'imitation des élites par les classes sociales inférieures, selon un mécanisme caractéristique de diffusion des pratiques culturelles mis en évidence par Bourdieu et que synthétisent Jourdain et Naulin :

« Dans la théorie bourdieusienne de la culture, le premier mécanisme qui permet d'expliquer la hiérarchie des goûts est celui de l'imitation : chaque classe tend à imiter le goût des classes supérieures, mais n'atteint qu'une forme dégradée de ce goût. Cette imitation est cependant une menace pour les classes dont la culture est imitée dans la mesure où elle leur fait perdre leur exclusivité et où elle met en danger leur position dominante. Un second mécanisme, celui de la distinction, est alors mis en place par les classes supérieures pour maintenir l'écart qui les tient à distance des autres classes. » (2001 : 76)

Les auteures poursuivent :

« La tendance à l'imitation de ces pratiques par les groupes sociaux inférieurs pousse les classes supérieures à une fuite en avant dans la consommation de nouveaux produits. [...] Ainsi, selon Pierre Bourdieu, dès qu'une pratique se diffuse, elle perd son pouvoir distinctif car elle est « dévalorisée par la divulgation » (*La Distinction*, p.16). La pratique diffusée est alors abandonnée par les classes dominantes qui se tournent vers d'autres pratiques (temporairement) plus exclusives et donc plus distinctives. » (ibid. : 77)

Cousin et Réau évoquent ce « renouvellement des indices distinctifs » (op.cit. : 11-12) afin d'expliquer l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux lieux touristiques. En effet, « les catégories sociales supérieures modifient leur style de vie à mesure qu'il se banalise » (ibid. : 31). C'est donc pour se démarquer des nouvelles catégories sociales accédant au tourisme, en particulier la petite et moyenne bourgeoisie, que les nouvelles pratiques comme la fréquentation estivale du littoral méditerranéen sont inventées. Boyer explique que cette découverte est initialement le fait des peintres impressionnistes qui « recherchent la lumière forte du soleil et non plus celle tamisée par les brumes océanes qui plaisent à Corot et Monet. Renoir s'installe à Cagnes, Van Gogh vient à Arles » (2005 : 305)

Cependant, le littoral reste pratiqué par les hivernants jusqu'aux années 1920, période à partir de laquelle les écrivains américains de la *lost generation* – Scott Fitzgerald, Ernest Hemingway, John Dos Passos, Henri Miller – et les stars d'Hollywood popularisent la fréquentation estivale de la côte d'Azur, qui s'accompagne de nouvelles pratiques, normes, lieux et clientèle.

La nouvelle clientèle, nouveaux riches (industriels et banquiers), artistes et noctambules qui suivent l'exemple des intellectuels nord-américains, initie des usages inédits de la plage, ainsi

que le montre Alain Callais :

« la nouvelle clientèle moins riche et moins distinguée n'a plus le même souci de l'étiquette que celle de la Belle Époque et limite la durée de ses séjours. Parmi ces nouveaux clients, de nombreux intellectuels et riches Américains qui viennent en toute saison profitant de la faiblesse du franc par rapport au dollar. Cette nouvelle clientèle bouleverse les codes, la mode et la perception du corps humain. On ne recherche plus comme avant à le cacher et surtout à l'abriter de ce soleil estival qui donnait aux classes laborieuses ce teint hâlé peu apprécié des élites mondaines. Durant ces Années Folles soucieuses d'oublier le sacrifice de la Grande Guerre, on aspire non seulement à libérer le corps de toute contrainte mais aussi à le montrer et à rechercher son épanouissement par la pratique d'activités physiques. Les activités sportives, la natation, les activités nautiques et la soif de ce soleil d'été amènent à fréquenter les plages en été en *short* ou en maillot de bain, une mode lancée par la jeune station de Juan-les-Pins dès le début des années 1920 et relayée ensuite par de nombreuses autres stations de la région. » (2016 : 9)

Ces nouveaux venus sont donc à l'origine de mutations culturelles profondes alors jugées scandaleuses. D'une part, ils diffusent des transformations du rapport au corps entamées dans la seconde moitié du XIX^e siècle, par le biais notamment de nouveaux codes vestimentaires qui exposent le corps aux regards et aux rayons du soleil, comme le montre Cousin et Réau :

« De la seconde moitié du XIX^e à l'entre-deux guerres, l'évolution des pratiques de bain s'inscrit dans le processus de relâchement contrôlé décrit par Norbert Elias [1991, 1994]. La pudeur diminue, les maillots de bain deviennent de plus en plus courts, les cabines de bain sur roue n'accompagnent plus les baigneuses dans l'eau, le soleil devient un plaisir et on ne s'en protège plus autant. Le teint hâlé n'est plus la marque du travail aux champs, comme sous l'Ancien Régime, mais le signe valorisant de vacances passées au bord de la mer. » (op.cit. : 10-11)

Urbain confirme ce changement de perspective, et les défiances qu'il suscite :

« De critiques en polémiques et de rejets en condamnations, le corps moulé dans son maillot collant, c'est donc le corps exposé, exprimé dans sa différence et ses attraits, le corps rendu à son sexe après un siècle de mise au secret. C'est le corps resexualisé et comme offert à l'autre – non seulement au regard, mais au désir de l'autre. Du moins est-ce ainsi que s'interprète le nouveau « costume » , qu'on le fantasme et qu'on le redoute, dans le cadre d'un psychose de viol, d'adultère ou de retour (provoqué) à une sexualité sans règle ni morale. Sous la transgression, la phobie du désordre, de la licence, de l'ensauvagement et de la régression encore. » (1995 : 134)

D'autre part, ils entérinent un rapport hédoniste aux éléments qui ne sont plus appréhendés dans une perspective thérapeutique ou de rédemption, toujours selon Urbain :

« C'est la réforme d'une morale sociale, d'un ordre de la convivialité de loisir, qui touche à des concepts aussi relatifs que la décence, la pudeur, l'hygiène, la sociabilité, la jouissance ou la beauté corporelle – à l'image de soi, à la relation à autrui et à la relation au monde. Une morale hédoniste s'empare ici de pratiques initialement assujetties à la norme médicale, une morale du plaisir qui, avant même la santé, donne sa place au bonheur, à l'expression physique des passions, et qui, point par point, vient contredire les arguments éthiques et les alibis esthétiques du XIXe siècle. » (ibid. : 138).

Cependant, cette invention de distinction ne restera pas longtemps l'apanage des élites et de ceux que Boyer nomme les *Gate-keeper*, car le tourisme se démocratise progressivement à partir des années 1930, attirant sur la côte d'Azur de nouvelles classes sociales.

Toutefois, s'il est communément admis que les congés payés, votés en 1936 à l'initiative du Front Populaire, ont marqué le début du tourisme pour les classes populaires, Boyer considère qu'il s'agit d'un « mythe du tourisme de masse de 1936 » (1999 : 87) et de « stéréotype de la Côte d'Azur envahie par les congés payés » (ibid. : 90).

De leur côté, Cousin et Réau montrent que malgré la législation, « les ouvriers n'ont pas les moyens de partir en vacances » (2009 : 77). Aussi, les ouvriers s'adonnent-ils sur leur temps libre à des activités de bricolage, à des excursions journalières, et rendent visite à leur entourage. Le droit au vacances n'a donc pas déclenché mécaniquement le départ des classes populaires et il faut attendre l'après-guerre pour assister véritablement à la démocratisation du tourisme.

Cette image d'une horde d'ouvriers venant empiéter sur les plates-bandes des classes dominantes a été entretenue à la fois par ceux qui se sont sentis dépossédés par les nouveaux arrivants et par ceux qui ont œuvré à la diffusion du tourisme. C'est ce que montre Boyer lorsqu'il écrit : « la réalité importe moins que la représentation : les privilégiés eurent peur du Front Populaire qui menaçait leur fortune et même leur personne par l'invasion des lieux de tourisme qu'ils croyaient leur être réservés. » (1999 : 90-91). Et l'auteur d'ajouter : « Le stéréotype eut la vie très dure [...] la mauvaise clientèle des congés payés a chassé la riche clientèle des touristes étrangers. C'est plus compliqué que cela, certes ; mais les responsables du Front Populaire eux-mêmes, par leurs rodomontades, ne furent pas étrangers à la constitution du mythe. » (ibid. : 91)

Si les auteurs cités se focalisent sur le cas français, le mouvement se retrouve néanmoins à travers toute l'Europe industrialisée, ainsi que sur le littoral adriatique.

II.2 La partition du littoral croate dans l'entre-deux-guerres

A l'issue de la Première guerre mondiale, et consécutivement au démantèlement de l'empire austro-hongrois, le littoral croate est partagé entre deux États. L'Istrie passe sous domination italienne et la Dalmatie est intégrée au Royaume des Serbes Croates et Slovènes.

II.2.1. Le littoral sous domination italienne

L'Istrie, région où le tourisme est le plus développé, connaît une reprise rapide de son activité, entre 1919 et 1925 et les touristes regagnent rapidement la région. Toutefois, elle ne retrouve pas son niveau d'avant-guerre et cette situation est imputable notamment au climat géopolitique qui règne alors. Lors de l'instauration du fascisme en 1922, les politiques touristiques ont pour objectif d'améliorer l'image du pays sur la scène internationale, mais aussi d'attirer des devises fortes afin de redresser une économie mise à mal par les dépenses de guerre, ainsi que l'affirme Elisa Tizzoni :

« C'est dans ce contexte spécifique que l'ENIT³⁷⁸ coordonne un réseau international de bureaux touristiques et de correspondants pour améliorer la pénétration des marchés étrangers, diffuser des informations récentes aux médias internationaux et suivre les évolutions de la concurrence étrangère. Pendant la première moitié des années vingt, les institutions centrales mobilisent d'importantes ressources pour être présentes dans les pays qui constituent l'essentiel de l'apport touristique et établir des canaux d'informations mis à jour en permanence pour satisfaire la demande. L'action est conduite en particulier par la direction générale du commerce, organe du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui développe une véritable action de marketing territorial dont le but est de dépasser la simple promotion touristique pour chercher à attirer les investisseurs étrangers et relancer les échanges commerciaux avec l'extérieur. » (2014 : 4)

Mais le durcissement du fascisme provoque la diminution du tourisme international qu'un tourisme domestique ne permet pourtant pas de compenser. En effet, le régime, guidé par des considérations idéologiques, cherche alors à promouvoir le tourisme domestique – italien – en Istrie et à écarter les touristes étrangers, comme l'affirme Pinteau : « à partir de 1925, le régime de Mussolini se durcit et le fascisme est désormais développé dans tous les domaines économiques, politiques et sociaux. En clair, une fois son pouvoir consolidé, Mussolini souhaite écarter les touristes étrangers de l'Italie », et l'auteur d'ajouter plus loin : « Cette

³⁷⁸ ENTI (*Ente nazionale per le industrie turistiche*) : bureau central du tourisme créé en 1919.

logique xénophobe et autarcique, qui s'accompagne en retour d'un mouvement international de refus de la politique fasciste, entraîne alors une importante chute du tourisme » (op.cit. : 313).

L'*Opera Nazionale Dopolavoro*, organisation chargée d'encadrer le temps libre des classes populaires et de veiller à leur élévation morale est ainsi créée en 1925. Par la promotion du sport, du tourisme, de l'éducation artistique que cet organisme met en place, « il s'agit non seulement de récompenser le citoyen-travailleur pour sa contribution à la production de richesse nationale et au maintien de l'ordre social préétabli, mais également de cultiver l'adhésion à l'esprit du régime » (Tizzoni, op.cit. : 6).

Cependant, la perte de revenu engendrée par la raréfaction de la clientèle internationale, n'étant pas compensée par le tourisme domestique, une politique tournée vers la clientèle allemande est-elle mise en place. Cette promotion du tourisme en Italie, destinée au marché allemand se fait par l'entremise de la *Compagnia Italiana Turismo*, et s'adresse prioritairement à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne. Ce changement de cible implique des ajustements dans les infrastructures d'hébergement et de restauration, et donne lieu à la création de nombreuses pensions, au confort plus rudimentaire, et à l'apparition de la location de « meublés » chez l'habitant. Le but étant d'attirer le plus possible de visiteurs, en s'adaptant à leurs ressources et besoins.

Mais, la crise de 1929 touche de plein fouet l'économie allemande et la fréquentation touristique baisse drastiquement en Istrie. En effet, la clientèle qu'elle soit italienne ou internationale, se fait plus rare. Les élites fortunées, mais aussi les classes moins privilégiées voient leur niveau de revenu s'abaisser et leur mode de vie en est affecté, aussi les loisirs et les vacances sont les premiers secteurs touchés par les restrictions économiques.

Après 1935, la clientèle allemande et autrichienne revient sur le littoral, favorisé par le rapprochement de l'Italie fasciste et du III^e Reich. L'Adriatique devient alors un débouché privilégié pour les touristes allemands. Mais le climat d'insécurité qui se développe en Europe centrale et la mobilisation des troupes organisée par le Reich sont peu propices au maintien du tourisme dans la région, donnant lieu, une nouvelle fois à une baisse de fréquentation.

Le graphique ci-dessous illustre, à l'échelle de la station d'Opatija, l'influence de la conjoncture politique et économique sur la fréquentation du littoral croate.

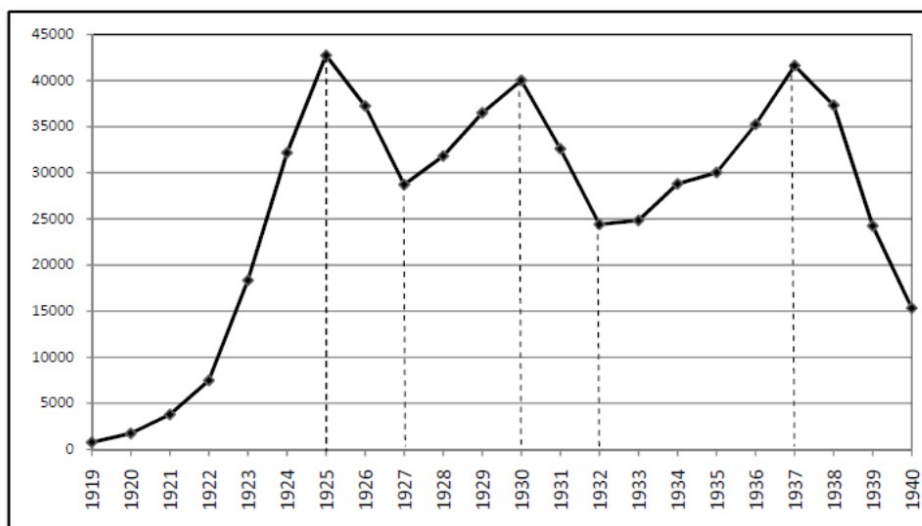


Figure n°51 : Fréquentation de la Riviera d'Opatija entre 1919 et 1940
(Source : Pinteau, 2011 : 312)

II.2.2 Le littoral du Royaume des Serbes Croates et Slovènes

Le reste du littoral croate, à savoir la Dalmatie septentrionale, centrale et méridionale, est régi par Royaume des Serbes Croates et Slovènes, créé en 1918 et qui deviendra le Royaume de Yougoslavie en 1929. L'État mène une politique de développement touristique visant à combler le retard accumulé par la région du fait de son éloignement géographique et de l'instabilité politique de la Bosnie voisine. Cette politique donne lieu à la création de plusieurs stations autour des villes portuaires de Split, Zadar et Dubrovnik et sur les îles environnantes et s'accompagne de la création de moyens d'accessibilité, en particulier, l'ouverture de la ligne ferroviaire Zagreb-Split en 1925, ainsi que de la construction de nombreux hôtels. Il s'agit de poursuivre le développement entamé sous le règne des Habsbourg, comme le montre Pinteau :

« Globalement, les caractéristiques du développement touristique sont donc les mêmes que celles que nous avons précédemment évoqué pour le développement pendant la période austro-hongroise, c'est-à-dire création des moyens de l'accessibilité puis investissements (le plus souvent extérieurs) pour bâtir les grands hôtels et enfin investissements locaux. Tout se passe comme si, sous le royaume de Yougoslavie, la Dalmatie refaisait une partie (mais une partie seulement) de son retard. » (op.cit. : 316).

Cependant, la crise de 1929 engendre, ici aussi, une baisse drastique de la fréquentation intérieure et internationale, et provoque une interruption de la croissance touristique : Split voit sa fréquentation diminuer de 25% et Dubrovnik perd 40% de ses visiteurs au cours de la période 1929-1933 (ibid : 316).

Cette diminution est néanmoins rapidement contrebalancée par l'arrivée d'une clientèle

tchécoslovaque nombreuse, comme le montre Igor Tchoukarine dans un article consacré au tourisme tchèque en Yougoslavie dans l'entre-deux guerres : « Les touristes tchécoslovaques (parmi lesquels les Tchèques prédominent) se placent, en 1933 et en 1935, de par leur importance numérique, en première position parmi les nations étrangères visitant la Yougoslavie (les quelque 60 000 touristes tchécoslovaques représentaient alors presque 30 % des touristes étrangers). » (2008 : 28).

Ce intérêt tchécoslovaque pour le tourisme sur le littoral du Royaume Yougoslave, et la diffusion de la représentation de l'Adriatique comme « mer slave »³⁷⁹ s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, un courant panslave émerge parmi les nouveaux États issus de la dislocation de l'Empire austro-hongrois, entraînant un rapprochement entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Les affinités culturelles, linguistiques et politiques entre les deux États sont mises en exergue afin de favoriser un sentiment de solidarité, de fraternité slave, à travers la littérature, et par le biais d'associations sportives, de clubs et de ligues touristiques tchéco-yougoslaves.

D'autre part, cet engouement est favorisé par la présence sur l'Adriatique d'investisseurs tchèques dans le secteur touristique avant même le déclenchement de la Première guerre mondiale. Ces derniers ont participé au développement de stations, par la construction d'hôtels et de maisons de convalescence et autres infrastructures.

Enfin, ce développement est le fruit d'une promotion active à destination de cette clientèle, avec la publication de guides, de brochures, de récits de voyage : « Le nombre de brochures publiées est impossible à évaluer, environ deux cent brochures nous apparaît une estimation raisonnable. Pas moins de 18 guides touristiques et 39 récits de voyages sont publiés sur les pays yougoslaves entre 1918 et 1938. » (ibid. : 29).

À partir de 1933 et jusqu'en 1939, la relance est donc rapide, et si le tourisme est encore faible dans la région, en comparaison avec d'autres régions d'Europe, ou même avec la péninsule istrienne, il est en plein essor, avec une augmentation considérable du nombre de nuitées³⁸⁰.

Toutefois, les tentatives de développement touristique de la Dalmatie sont interrompues par le déclenchement de la Seconde guerre mondiale qui frappe durement la région.

³⁷⁹ Tchoukarine, 2008 : 36

³⁸⁰ Soit : + 109% pour Korčula, +80 % pour Hvar, + 111 % pour Makarska et +696% pour Šibenik (Pinteaup.316-317)

III. Le tourisme yougoslave (1948-1990)

III.1 Contexte global de massification du tourisme

Si l'aspiration au tourisme se transmet aisément des élites aux classes moyennes, il faut une combinaison de facteurs et l'émergence d'une volonté politique pour que les classes populaires y accèdent et puissent franchir la « barrière culturelle forte » dont fait état Boyer dans le schéma qui figure ci-dessous : augmentation de la durée des congés payés, élévation du niveau de vie et du pouvoir d'achat, création d'infrastructures d'hébergement à bas coût, développement des moyens de transport, subventions et financements publics.

En France, l'État, ainsi que les associations de différents courants idéologiques (laïques, religieux, communistes) saisissent l'intérêt du tourisme des classes populaires et se chargent de l'organiser. Il s'agit pour les classes dominantes d'encadrer le loisir des classes laborieuses, mais aussi d'éduquer voire d'exacerber le sentiment patriotique. Sylvain Pattieu montre ce changement de perspective à l'égard du tourisme :

« Cette diffusion a reposé en partie sur des élites sociales ou militantes, qui, a rebours de la simple distraction oisive, concevaient le tourisme populaire dans une optique d'encadrement et d'éducation, idée partagée par les « catholiques, socialistes, communistes, syndicalistes et patrons éclairés ³⁸¹ » Dans ce cadre, les objectifs patriotiques assignés au tourisme par les premiers dirigeants du Touring Club de France ont pu se calquer sur les vacances populaires, une meilleure connaissance de son pays permettant d'affermir le sentiment national. »

(2009 : 63)

Cousin et Réau partagent cette position lorsqu'ils affirment : « les membres des classes supérieures ne renoncent pas à orienter l'organisation du temps libre des autres classes. » (2009 : 78), et les auteurs poursuivent :

« Dans ce cadre, le touriste doit être intégré dans une stratégie globale des loisirs, mise en place par l'État. À la peur bourgeoise d'un « mauvais » usage populaire du temps de loisir se substitue ainsi le souci des intellectuels et des « leaders socio-culturels » d'orienter les pratiques de loisir vers des pratiques socialement utiles. » (ibid. : 78-79)

Ainsi, le tourisme social, tel qu'il se déploie en France dans l'après-guerre est envisagé par certains de ses promoteurs comme une « utopie concrète », expression qui « vaut pour la plupart des associations de loisir et de tourisme social, pour les pionniers des années 1950 qui

³⁸¹ Richez Jean-Claude et Strauss Léon, Généalogie des vacances ouvrières, *Le Mouvement social*, 150, janvier-mars 1990, p. 3-18, p. 9, cité par Pattieu (2009)

veulent que le temps des vacances épanouisse les hommes, rapproche parents et enfants, fasse naître un esprit communautaire, et même serve la paix et l'entente entre les peuples. » (Boyer, 2005 : 312-313)

Il ne s'agit plus seulement de restaurer la force de travail des classes laborieuses, fonction longtemps dévolue aux jours de vacances et à la récréation conçue comme re-crédation (Paquot : 2015). Longtemps « "les petits travailleurs infatigables" ne s'arrêtent que "le temps de reconstituer leur force de travail" », comme le montre Boyer (1999 : 68). Désormais, il s'agit d'œuvrer à « une société plus fraternelle, plus égalitaire » (Boyer, 2005 : 312)

Cela se traduit par l'allongement de la durée des congés payés, à trois puis quatre semaines, par l'investissement de l'État dans le secteur de l'hébergement (soutien à la création d'hébergements bon marché de type village de vacances et camping) et dans les infrastructures de transports (autoroute, ligne de chemin de fer, aéroport). Ainsi,

« les conditions d'un développement économique du tourisme social sont réunies : augmentation d'une demande de plus en plus solvable, intervention de l'État dans la construction d'hébergements, investissement des organisations syndicales, patronales et politiques pour l'encadrement du temps libre des classes populaires. » (Cousin et Réau, op.cit. : 78).

Dans le cas français, une fois créées ces infrastructures, l'État se désengage de l'« aide à la pierre » au profit d'une « aide à la personne » par la création des chèques-vacances, permettant aux plus démunis d'accéder à la consommation touristique d'une part, et de remplir les lits ainsi créés d'autre part : « On passe ainsi à une politique d'équipement à une politique « individualisée » ciblant les publics les plus défavorisés, d'une politique de subvention de l'offre à une politique de subvention de la demande. » (Cousin et Réau, op.cit. : 82-83)

Outre l'importance politique accordée au tourisme social, la massification du tourisme résulte d'un contexte socio-économique favorable qui permet aux catégories moins aisées de partir en vacances. En effet, les « Trente Glorieuses », constituent une période de plein emploi, de croissance économique qui donne lieu à une élévation du niveau de vie des classes moyennes et populaires, qui leur permet d'accéder à de nouveaux biens de consommation. Boyer insiste sur le rôle fondamental joué par la généralisation de la voiture individuelle dans le développement du tourisme :

« L'histoire contemporaine du tourisme est imbriquée dans celle des moyens de communication de masse, bicyclette, automobile et celle des hébergements économiques comme le camping et les villages de vacances. La fabrication de voitures « populaires »,

Volkswagen des années 30, 2 CV Citroën et 4 CV Renault autour de 1950 a fait plus pour le tourisme de masse que les efforts des associations. » (Boyer, 1999 : 5).

Cet enrichissement des sociétés occidentales en satisfaisant les besoins vitaux (physiologique, sécurité) de ses membres, leur permettrait de se consacrer à des besoins plus élevés dans la pyramide de Maslow (besoins d'estime, d'accomplissement), donnant naissance à la civilisation du loisir. C'est la posture que défend le géographe Olivier Dehoorne, qui affirme :

« à partir des années 1950, la pleine croissance économique favorise l'enrichissement de la société occidentale et l'évolution des types de consommations vers le besoin de reconnaissance et l'estime de soi (cf. la pyramide de Maslow) ; c'est l'avènement de la « civilisation du loisir » et l'institutionnalisation du temps libre. » (2013 : 80)

Progressivement, le tourisme se transforme en industrie comme les autres, régie par la concurrence, l'offre et la demande, la recherche de profit, ce qui conduit à une baisse des prix, propice à une démocratisation accrue de la consommation touristique.

Cependant, tout le monde n'accède pas au tourisme, et le taux de départ en vacance stagne autour de 60-65% de la population française. Ce chiffre constitue une sorte de plafond difficilement franchissable, créant une nouvelle forme d'inégalité sociale :

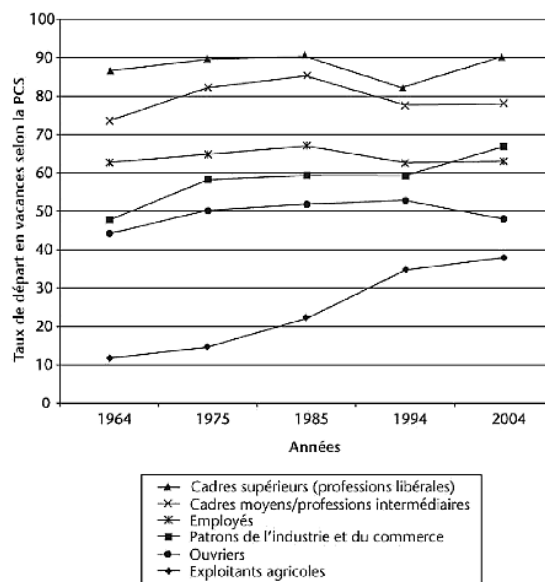
« Il reste des exclus pour le tourisme comme pour les autres bienfaits de la croissance. Rien ne permet de croire qu'ils vont disparaître. La contradiction demeure : le tourisme, même devenu de masse, garde un important non-public, tandis que d'autres pratiques de loisir comme la télévision ont réussi en un laps de temps plus bref, à pénétrer la quasi-totalité de la population. » (Boyer, 1999 : 124)

Ce creusement entre les classes sociales, dans la consommation touristique, s'explique, selon Cousin et Réau, par le niveau de revenu, mais d'autres facteurs sont aussi à prendre en considération, car des différences apparaissent au sein des classes sociales :

« à niveau de revenu identique, les pratiques de vacances ne sont pas forcément semblables : au sein d'une même classe sociale, par exemple, tout le monde ne part pas nécessairement en vacances. Il faut donc ajouter d'autres variables (notamment l'âge, le genre, le lieu de résidence, les niveaux de diplôme et les effets de génération) dans l'analyse des inégalités vacancières. » (op.cit. : 34)

Le graphique suivant (figure n°52), issu de leur ouvrage, illustre les différences qui existent entre les catégories socio-professionnelles.

L'accès des classes populaires au tourisme engendre alors une massification de la pratique, avec un nombre de touristes de plus en plus élevé. Cependant, la vulgarisation de cette pratique autrefois élitiste conduit à la banalisation du phénomène, selon le mécanisme de distinction mis en évidence par Pierre Bourdieu et développé dans la section précédente. C'est probablement ce qui explique l'essor de la délégitimation et du mépris pour le touriste, et l'émergence de la figure de « l'idiot du voyage » (Urbain, 2002) qui imprègne jusqu'aux touristes eux-mêmes.



Sources : Insee [1964, 1975, 1985, 1994, 2004]. Les données étant incomplètes pour les « inactifs » (qui regroupent selon la période des catégories différentes) et les « personnels de services », ces catégories ne sont pas représentées.

Figure n°52 : Taux de départ en vacances en fonction des professions et catégories socioprofessionnelles 1964-2004 (Source : Cousin et Réau, 2009 : 33)

III.2 Le tourisme en Croatie à l'époque de la Yougoslavie socialiste

Avec la défaite de l'Italie et la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie en 1945, l'Istrie réintègre le giron balkanique. Le littoral yougoslave est alors principalement constitué des régions croates de l'Istrie et de la Dalmatie. Dès le début de la période socialiste, le régime accorde une importance considérable au secteur touristique, qui représente un facteur de développement économique et social, ainsi qu'un instrument de promotion du modèle titiste, tant sur la scène internationale qu'au sein de la Fédération. On peut distinguer trois phases dans le développement du tourisme yougoslave : une période de démarrage (durant les années 1950), suivie d'une période de massification (au cours des années 1960-1980), enfin, une période de stagnation-diminution (dès la fin des années 1980).

III.2.1 Redémarrage du tourisme en Yougoslavie

Pinteaumontre que la Seconde guerre mondiale a entraîné une chute de la fréquentation touristique du littoral yougoslave, pendant plusieurs années après la fin du conflit, parce que l'économie des principaux foyers émetteurs – Allemagne, l'Autriche et l'Italie – a été profondément ébranlée par la guerre :

« Alors qu'avant guerre, le tourisme international représentait 29 % des flux touristiques (soit un chiffre plus qu'honorable), dans l'immédiat après guerre, sa part devient minime (4 % des arrivées en 1948 et 5 % en 1952). La destination yougoslave est, entre 1945 et 1950, en pleine restructuration. C'est, en effet, la période de reconstruction économique qui a cours, dans la plupart des pays européens, jusqu'au milieu des années 1950. Elle se double ici de la méconnaissance, par la clientèle, de la nouvelle Yougoslavie et est accentuée par la difficulté de reconstitution d'un puzzle littoral autant géopolitique que touristique. » (op.cit. : 326)

Par ailleurs, la rupture entre Tito et Staline, intervenue en 1948, provoque la désertion de la clientèle traditionnelle d'Europe de l'Est (Hongrie et Tchécoslovaquie) qui dédaigne désormais le littoral adriatique pour se tourner vers la mer Noire ou la Baltique, destinations plus conformes aux préceptes du stalinisme. Cette crise diplomatique engendre une baisse drastique de la fréquentation internationale et une perte de revenus considérable pour le pays. Le tourisme constituant un secteur indispensable à la santé financière du régime doit donc être favorisé. Aussi une ouverture à l'Ouest apparaît-elle nécessaire pour compenser la perte de la clientèle traditionnelle, ce qu'affirme Pinteaumont :

« Alors, au vu de ces manques en recettes produites par le tourisme et de l'importance de l'entrée de devises étrangères permettant un rééquilibrage de la balance des paiements avec l'Ouest, le tourisme est très vite considéré par les dirigeants yougoslaves comme l'un des principaux appuis de la planification économique ; et tout est mis en œuvre pour le favoriser et l'organiser. » (ibid. : 334)

La conquête de ces nouveaux marchés implique une adaptation des politiques touristiques, dont la mise en œuvre dans la seconde moitié des années 1950, aura des répercussions sur la fréquentation dans les décennies suivantes. Toutefois, on note une timide reprise de l'activité touristique, qui résulte principalement du tourisme domestique, comme l'illustre le graphique de Pinteaumont (figure n°53).

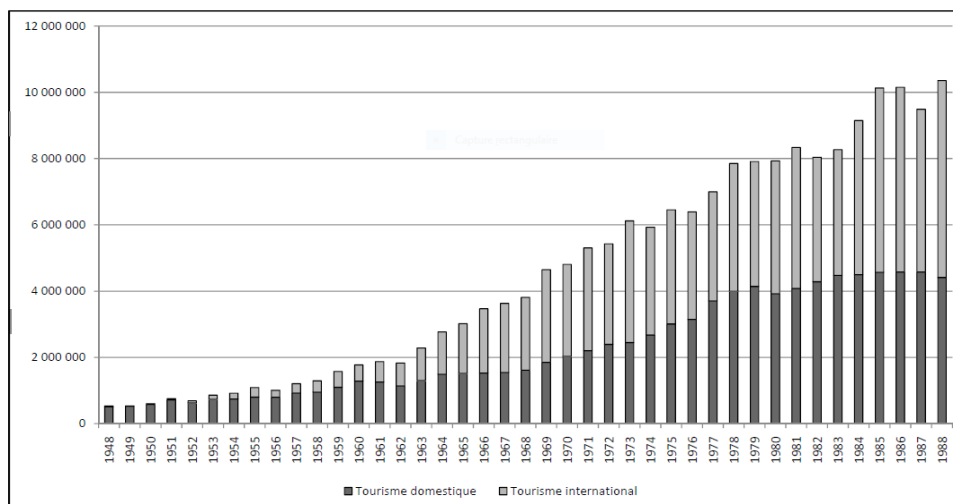


Figure n°53 : Évolution du nombre des arrivées des touristes domestiques et internationaux en Croatie 1948-1988 (Source : Pinteau, 2011 : 324)

III.2.2 Phase de massification du tourisme

État, syndicats et comités d'entreprises mènent une politique conjointe pour promouvoir les vacances des travailleurs de la Fédération : instauration de congés, financement partiel ou total des séjours, dispositifs à destination des enfants (de type colonie de vacances), construction d'infrastructures d'hébergement bon marché qui leur sont dédiées. Cette politique sociale a vocation à encadrer le temps libre des travailleurs et de leur famille, dans une perspective de restauration des forces de production, ainsi que l'affirme Maroje Mrduljaš :

« free time was clearly understood to be an essential factor in the overall production cycle, and therefore came to be structured, planned and evaluated, just as work time was. The State provided workers and young people with subsidized vacations, which they were supposed to spend at the various holiday houses that the State, the Army, and major labour and social organizations had been constructing for that purpose along the coast since the mid 1950s. Most of these leisure facilities were quite basic new buildings, or old hotels and larger town houses converted into tourist facilities. » (2013 : 171).

D'autre part, il s'agit de créer pour chacun un droit d'accès à la mer, de démocratiser une pratique et des espaces jusqu'à lors réservés à la bourgeoisie et de promouvoir l'idée que le littoral et les infrastructures qu'il comporte (plage, hôtel, promenade, parc) appartiennent à tous les travailleurs de la Fédération (Zingarel, 2013).

Dans la continuité de cette perspective, le tourisme social est développé par les autorités yougoslaves avec une visée idéologique centrale. Il s'agit pour la jeune République socialiste

de créer un sentiment patriotique, la conscience d'une appartenance partagée, une fraternité qui transcende les différences ethniques, ainsi que s'attache à le montrer Michael Zingarel :

« So whether for socio-political or commercial purposes, the main thing at the time was to teach the masses to travel. For holidays were a means not only for people to return refreshed to the workplace, but also to learn more about their country — or, in Yugoslavia's case, about their 'multi-ethnic federation of nations'. Domestic tourism was assigned a pivotal role in the creation of the 'New Yugoslavian' who, regardless of his origins, was to demonstrate socialist consciousness, love his country, and consider every fellow citizen a 'brother'. Travel and holidays were intensively promoted at trade fairs and featured in a broad range of magazines and newspapers » (2013 : 162-163).

Le tourisme est aussi utilisé comme étendard de la politique de Tito et moyen de promotion de sa troisième voie sur la scène internationale. Zingarel indique que l'entrée de vacanciers étrangers dans le pays est considéré comme un moyen de faire taire les critiques et les fantasmes à propos du régime et de diffuser une image positive du pays et de sa politique, grâce aux récits et images que ces derniers rapporteront à leur retour dans leur pays d'origine (Zingarel, *ibid.* : 156).

Par conséquent, les infrastructures touristiques sont-elles conçues comme une vitrine destinées aux visiteurs étrangers et locaux, pour promouvoir le mode de vie, le talent et la créativité yougoslave. Architectes et artistes locaux renommés sont donc impliqués dans la conception de certains hôtels, qui sont pensés comme les fleurons de la culture yougoslave et le véhicule des idéaux titistes. C'est la perspective que développe Mrduljaš qui affirme :

« Thus, whether intentionally or not, ambitious interior design and product design in these contrasting contexts became a means of showcasing Yugoslav 'socialist' culture and architectural design to a wide audience from both East and West. Hotels even became museums of modern art, in a sense, with collections that included diverse artistic genres and media — paintings, murals, tapestries, reliefs, mosaics, and custom-designed furniture and textiles — and so disseminated and promoted modern culture among both foreign and domestic tourists. » (2013 : 198-201)

En raison de la rupture avec Staline, les acteurs de la promotion touristique ont principalement ciblé la classe moyenne d'Europe de l'Ouest : Allemands, Autrichiens, Italiens, Anglais, Néerlandais (Mrduljaš, *op.cit.*). L'objectif est de compenser le déficit de revenus provoqué par la perte de cette clientèle traditionnelle et nombreuse, par l'arrivée d'une nouvelle clientèle aux devises fortes et dont le niveau de vie permettait d'importantes dépenses touristiques. Différentes mesures ont donc été prises pour attirer ces consommateurs potentiels : partenariat

avec des entreprises multinationales, réseau d'office du tourisme à travers l'Europe, assouplissement des formalités administratives d'entrée dans le pays.

En effet, comme le montre Zingarel, des marques et entreprises internationales, jusqu'à lors considérées comme le symbole du « capitalisme décadent » s'associent à des entreprises ou aux autorités locales en vue de proposer à la clientèle un paysage commercial familier :

« Paying court to potential guests and offering them familiar surroundings became top priority during the 1960s. Brands hitherto disdained as symbols of 'decadent capitalism' suddenly cropped up in the socialist service industry : in 1967 / 68, both Pepsi and Coca Cola opened bottling plants in Yugoslavia and the government authorized credit card systems; in 1969, the Croatian travel agency, Generalturist became an official partner of Diners Club; in 1972, the Dalmatian agency, Atlas teamed up with American Express... And this ideological thaw also gave rise to other joint ventures, such as one with the French ClubMed in 1960, close to the Dalmatian village of Pakoštane, and another with the US-American Penthouse magazine in 1972, on the island of Krk. » (op.cit. : 165)

Par ailleurs, la promotion touristique à destination de la clientèle occidentale s'accompagne de la constitution d'un réseau d'offices de tourisme et d'associations de tourisme, implanté au sein des principales métropoles européennes à partir de 1953, afin de montrer à la clientèle les atouts de cette destination abordable, ainsi que l'a décrit Tchoukarine :

« A network of Yugoslav tourist offices targeting the main Western European cities was established in 1953 and led by the Yugoslav Tourist Association (Turistički Savez Jugoslavije [TSJ]), which was responsible for tourism propaganda abroad. Starting with tourist offices in Vienna, Frankfurt, Paris, Stockholm, London, and New York, the network had expanded to four other cities (Hague, Zurich, Rome, Athena) by 1963. » (2015 : 173-174).

Enfin, pour faciliter le séjour des touristes étrangers, les formalités d'entrée dans le pays ont été révisées. Progressivement assouplies, les démarches d'obtention de visas ont par la suite été abandonnées pour de nombreux pays, afin de permettre à leurs ressortissants de séjourner aisément en Yougoslavie pour leurs vacances (Pintea, op.cit. : 334). Ainsi, durant les années 1960, les visas ont été supprimés pour les citoyens en provenance de la plus part des pays européens, mais aussi de la Turquie, de la Tunisie, du Maroc et du Japon (Tchoukarine, 2015 : 180). Ces mesures de promotions touristiques s'accompagnent d'une politique étatique de planification urbaine et de création d'infrastructures de transports, d'hébergement et de récréation.

Au cours des années 1960, les autorités croates commissionnent un groupe de travail dirigé par Mijo Hečimović et Miro Marasović afin de procéder à l'inventaire des ressources

naturelles et culturelles dont dispose le littoral adriatique pouvant être employées dans le développement du secteur touristique, ainsi que l'explique Mrduljas:

« What the planners did, in essence, was to make a clear inventory and a detailed analysis of all the Adriatic region's potential and resources — its spaces, people, infrastructure, energy, traffic, industry, agriculture, spatial and natural qualities and cultural heritage, among other things — and then collate this data in comprehensive documents that served as the operative basis for the development of future plans. » (op.cit. : 179)

L'auteur détaille plus loin les procédés employés alors par les urbanistes pour évaluer la capacité touristique maximale de la Croatie, et ainsi déterminer le nombre de lits à créer et d'infrastructures à aménager : surface de plage nécessaire par touriste, proportion de touristes utilisant la plage simultanément, ressources en eau et en énergie disponibles, usages de la plage par les habitants (ibid. : 180-183).

Une fois ces données estimées, les acteurs de la planification urbaines (décideurs politiques, experts, urbanistes) élaborent plusieurs programmes d'aménagement du territoire, afin, d'une part, de concilier le tourisme et les autres activités économiques locales (agriculture, industrie) et, d'autre part, d'optimiser le développement du tourisme. Plusieurs plans d'aménagement du littoral sont élaborés afin de tirer profit du potentiel touristique inexploité de la région. Pinteau³⁸² montre que cet aménagement se déroule en deux temps : le plan « Adriatique I » (1962-1969) qui concerne le sud de la Dalmatie et en particulier les localités de Dubrovnik et Hvar, et le plan « Adriatique II » (1969-1975) relatif à la zone située entre Split et la frontière slovène.

Ces programmes impliquent la création coordonnée d'infrastructures d'hébergement (hôtels, camping, villages de vacances, pensions), d'infrastructures de transport (autoroute *Jadranska Magistrala*, aéroports, ports de croisière), d'infrastructures touristiques (installations récréatives, installations sportives, centres commerciaux, restauration...), l'aménagement du front de mer (promenade, jetée, mobilier urbain).

Toutefois, les architectes et urbanistes préconisent des mesures afin de préserver le patrimoine culturel, architectural, naturel, qui participent à l'attractivité de la destination. Il est question d'une part, de s'inspirer de l'architecture vernaculaire dans la conception des bâtiments pour ne pas dénaturer le paysage naturel et urbain. D'autre part, il s'agit délimiter l'espace constructible afin de ne pas dégrader le rivage. Selon Mrduljaš, les autorités prennent donc des dispositions afin de préserver le littoral, notamment par l'interdiction de construire à moins de 100 mètres du rivage : « *The unequivocal decision to restrict tourist construction —*

³⁸² Voir p.336

nothing could be built within 100 metres of the shoreline — has in turn preserved the coastal area as commonland, accessible to all, while complementary investments were made in promenades and parks. » (ibid. : 176)

Il résulte de ces programmes d'aménagement et des investissements réalisés par l'État, une augmentation considérable de la capacité d'accueil croate qui passe de 151 500 lits en 1960 à 860 000 en 1990.

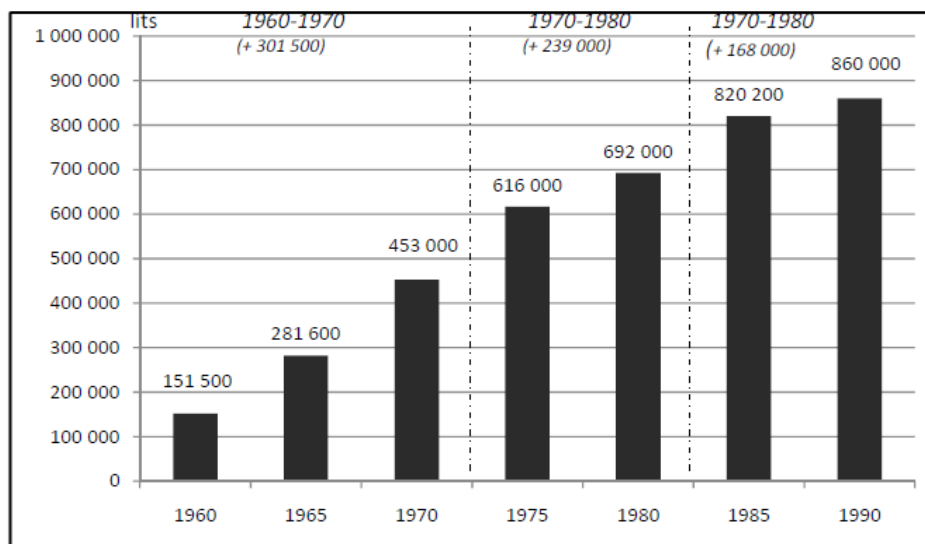


Figure n°54 : Évolution de la capacité d'accueil de la Croatie yougoslave entre 1960 et 1990, en lits disponibles (Source : Pinteau, 2011 : 340)

Ces politiques de planification et d'aménagement du territoire influent considérablement sur la morphologie du tourisme en Yougoslavie, qui se caractérise par :

- la prépondérance de la Croatie dans le tourisme yougoslave : 81% des nuitées réalisées en Yougoslavie en 1980 ont lieu en Croatie³⁸³
 - une saisonnalité marquée : en 1980, 84% des nuitées sont réalisées au cours de la période estivale
 - une très forte littoralisation : le littoral adriatique concentre, en 1990, 95% de la capacité d'hébergement croate, comme en atteste le graphique suivant réalisé par Pinteau (figure n°55).
- Fabrice Pinteau montre l'importance que représente la clientèle domestique dans le développement du tourisme yougoslave, phénomène qui selon l'auteur est caractéristique des pays socialistes. Ainsi la fréquentation du littoral croate par les touristes yougoslaves double tous les dix ans entre le début des années 1950 et la fin des années 1970 : on passe d'un million de touristes domestiques en 1959 à quatre millions en 1979. Les visiteurs proviennent de l'ensemble de la Fédération, en particulier de Slovénie et de Serbie, mais aussi de Croatie. Et ce tourisme national représente les 2/5 des visiteurs domestiques.

³⁸³ Voir Pinteau p.321

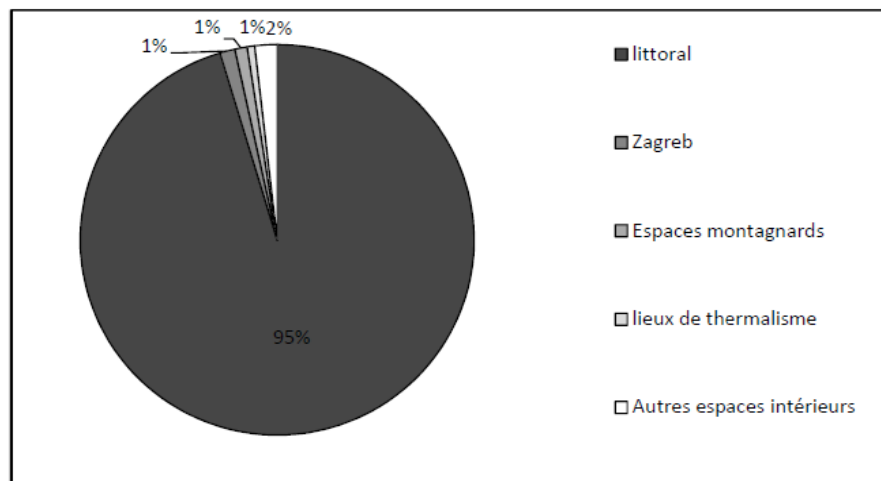


Figure n°55 : Répartition de la capacité d'accueil en République de Croatie Yougoslave en fonction du type d'espace (Source : Pinteau, 2011, 320)

Pourtant, à partir de 1965, le tourisme international devient équivalent au tourisme domestique, avant d'occuper une place prépondérante. D'après Pinteau, « après 1965, le tourisme international s'emballe et représente 50 %, puis 60 %, des arrivées touristiques totales, ce qui montre bien que le tourisme yougoslave est issu (de façon très classique en Europe) d'une fréquentation aussi bien endogène qu'internationale. » (op.cit. : 323).

L'auteur affirme qu'en 1990 la Yougoslavie occupe la quatrième place dans le palmarès des destinations méditerranéennes, en nombre de nuitée, après la France, l'Italie et l'Espagne. Et si l'on considère la seule Croatie, à la même date, elle se place en 5^e place, juste après la Grèce, ce qui lui permet que la Yougoslavie est alors une destination de premier plan :

« Alors que le nombre de touristes internationaux était de 32 000 en 1948, il atteint le nombre de 5 944 000 en 1988, et a été multiplié par 185 en quarante ans. La République fédérale et socialiste de Yougoslavie s'impose donc, durant cette période, comme une destination méditerranéenne de première importance. » (ibid. : 319)

Toutefois, l'écart avec la destination de tête est considérable : la Yougoslavie représente 6% des nuitées internationales, alors que la France concentre à elle seule 54% des nuitées effectuées sur le pourtour méditerranéen. En revanche, l'écart est moindre avec les deux autres destinations du trio : Italie 12% et Espagne 9,5%, ainsi il affirme que pour honorable qu'elle soit, « cette quatrième place méditerranéenne montre cependant que la République fédérale et socialiste de Yougoslavie ne soutient pas la comparaison avec les toutes premières destinations. » (ibid. : 322).

III.2.3 Un secteur en perte de vitesse

La chute du mur de Berlin en 1989 donne lieu à une ouverture à l'Est et à l'élargissement de « l'œkumène touristique » (Dehoorne, Saffache, Tatar, 2008). Néanmoins, cette situation bénéficie assez peu à la Yougoslavie dont le secteur touristique est en perte de vitesse, provoquant un déclin de fréquentation qui intervient avant le déclenchement de la guerre. Comme le montre Pinteau, « la guerre dite "de la fin de la Yougoslavie" est considérée comme le facteur essentiel de la rupture avec la croissance du tourisme connue dans ce pays. Pourtant, les prémices sont visibles bien avant et ne trouvent pas leur origine dans le conflit géopolitique. » (op.cit : 103-104).

À plusieurs reprises, le contexte économique mondial vient saper la compétitivité de la Yougoslavie sur la scène touristique et engendre un recul de la fréquentation. Le premier puis le deuxième choc pétrolier (1974 et 1979) affectent l'économie des principaux pays émetteurs, provoquant une diminution de la fréquentation touristique au cours des années 1974-1977, puis 1982-1983.

Consécutivement à la mort de Tito en 1980, la Fédération yougoslave entame une transition économique, sous la pression du FMI et de la Banque mondiale. Les deux institutions internationales incitent l'État à des ajustements structurels destinés de réduire ses dépenses afin d'honorer ses emprunts contractés à l'étranger pour soutenir sa croissance. Les investissements nécessaires à la santé du secteur touristique sont alors interrompus, le pays connaît une inflation galopante et une dévaluation de sa monnaie, qui provoquent une augmentation des prix du séjour. Cette situation de marasme économique affecte le secteur touristique, entraînant une baisse de la fréquentation domestique et internationale à partir de 1989.

Cette baisse de fréquentation de la clientèle domestique est imputable à la fois à la diminution du niveau de vie des travailleurs de la Fédération, et au fait que l'État n'est plus en mesure de subventionner le tourisme qu'il soit social ou médical (thermalisme).

Ces réformes structurelles ont aussi un impact sur la fréquentation de la clientèle internationale. D'une part, la clientèle traditionnelle d'Europe de l'Est est également affectée, à partir de 1989, par la transition économique du socialisme vers le capitalisme que traversent les pays du bloc de l'Est et se voit contrainte de réduire ses séjours à l'étranger. D'autre part, la clientèle d'Europe de l'Ouest se fait moins nombreuse, en raison de plusieurs facteurs. Elle aussi est affectée par l'inflation et la crise économique qui entraîne des restrictions budgétaires dans les postes consacrés aux loisirs et aux vacances. À cela, s'ajoutent les difficultés

économiques du régime qui l'empêchent de procéder aux investissements pourtant nécessaires pour adapter un parc hôtelier vieillissant (datant pour l'essentiel des années 1960-1970) aux standards d'une clientèle européenne mobile et exigeante. Enfin, on assiste à la démocratisation du transport aérien qui rend accessible des destinations plus lointaines (Turquie, Égypte), venant concurrencer la Yougoslavie à l'échelle du bassin méditerranéen.

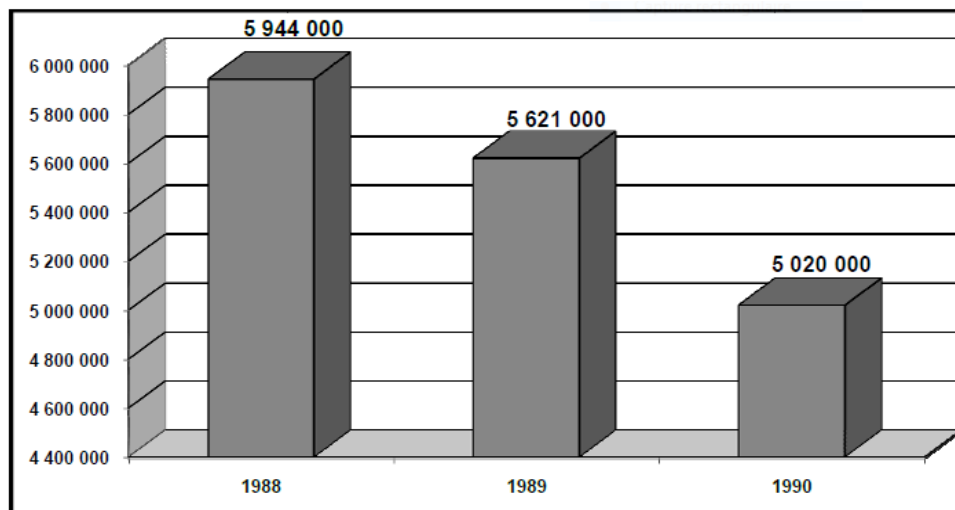


Figure n°56 : Évolution du nombre de touristes internationaux en République fédérée de Croatie 1988-1990 (Source : Pinteau, 2011 : 104)

Ces facteurs concourent à une perte de dynamisme du secteur touristique yougoslave. La destination devient donc moins compétitive et moins attractive sur la scène touristique avant même que les événements politiques ne viennent précipiter le sort de la Croatie.

Malgré une croissance émaillée par les crises économiques mondiales, le tourisme représente une source considérable de revenus, ce qui en fait un objet de convoitises et de dissensions au sein de la Fédération.

En effet, le tourisme en Yougoslavie est marqué par une forte concentration de l'activité autour du littoral croate, comme le montre Pinteau :

« On peut donc constater une véritable hégémonie croate sur le tourisme yougoslave. La Croatie concentre donc l'essentiel du tourisme en Yougoslavie, ce qui se justifie d'ailleurs par le fait que cette république possède 85% du littoral de la fédération yougoslave ! La Croatie constitue donc le cœur du tourisme yougoslave, et son littoral l'espace unique qui profite le plus du tourisme de masse qui s'y développe. » (op.cit. : 321)

Cette prépondérance croate crée un déséquilibre dans la répartition des revenus issus du tourisme, qui sera source de tensions politiques entre les différentes Républiques de la Fédération, qui jugent inéquitable la répartition des taxes issues du tourisme. Les autorités croates considèrent en effet qu'elles sont lésées par Belgrade dans la redistribution des revenus

liés au tourisme, alors que les Républiques les plus pauvres, trouvent disproportionnée la planification étatique dont bénéficie la Croatie.

Zingarel fait état de tentatives d'accaparement des infrastructures touristiques et des revenus issus du tourisme par le gouvernement de Tuđman, préalablement à la déclaration d'indépendance de la Croatie :

« The Croatian government under President Franjo Tuđman began to prepare for privatization of the tourism industry even before signing its Declaration of Independence. To this end it seized possession, by decree, of all coastal tourism operations under workers' management — regardless of which federal republic they were allocated to — and put them under the management of the Croatian Privatization Fund (CPF) but it could not yet countenance privatization per se. » (op.cit. : 167)

Si une diminution de la fréquentation touristique est déjà notable à la fin des années 1980, le déclenchement de la guerre en Yougoslavie constitue le paroxysme de la crise que connaît le secteur touristique.

IV. Les conséquences de la guerre d'ex-Yougoslavie sur l'activité touristique

IV.1 Contexte global 1990-2000 : l'ère du « tout tourisme »

IV.1.1 Ouverture de nouvelles destinations et de nouveaux marchés

La décennie 1990-2000 est marquée par la fin de la guerre froide qui rend possible l'extension de l'« oekoumène touristique » (Dehoorne, Saffar, Tatar, 2008), période dont Olivier Dehoorne affirme qu'il s'agit d'une : « phase brève mais euphorique, la dernière décennie du XX^e siècle se caractérise par une prodigieuse expansion de l'espace touristique » (2013 : 81). En effet, selon Etienne Pauchan, la chute du Mur de Berlin, en 1989, et l'ouverture des frontières qui en résulte donne accès à de nouvelles aires d'exploration pour le tourisme, autorisant par ailleurs l'expression, pour les populations jusqu'à lors situées derrière le Rideau de fer d'« une vaste aspiration aux voyages récréatifs et à la découverte de destinations jusqu'alors inaccessibles » (2007 : 69).

Le contexte géopolitique semble propice à l'expansion du tourisme : transition démocratique

et consolidation économique en Amérique du Sud (Chili, Argentine, Brésil), ouverture de Cuba et de la République dominicaine, fin de l'apartheid en Afrique du Sud, ouverture progressive de la Chine, au tourisme occidental, ouverture du Vietnam et du Cambodge.

Toutefois, comme le précisent Dehoorne et al., l'ouverture de nouveaux horizons dans la décennie 1990-2000, avec l'émergence de nouvelles destinations et de nouveaux marchés émetteurs, ne révolutionne pas la hiérarchie mondiale du tourisme, les principaux pays émetteurs et récepteurs demeurent identiques, et le bassin méditerranéen continue à canaliser un tiers des flux de touristes internationaux :

« L'extension de l'espace touristique, symbolisée par l'ouverture de territoires longtemps retranchés comme la Chine continentale, la Péninsule indochinoise ou encore l'Afrique australe, ne signifie pas pour autant un bouleversement de la hiérarchie mondiale. À l'exception de la percée chinoise et plus largement de la progression des marchés asiatiques, les grands équilibres demeurent. Les pays les plus anciennement touristiques, qui appartiennent également aux ensembles régionaux les plus riches, restent au cœur de la dynamique : ils sont les principaux pays récepteurs et naturellement les principales puissances émettrices. L'essor du tourisme international engagé au début des années 1960 a contribué effectivement à une plus large diffusion des flux au profit de nouvelles destinations qui fondent des espoirs importants sur ce secteur d'activité, mais le positionnement de ces nouvelles périphéries touristiques est souvent précaire et leurs marges instables. » (op.cit. : 2).

IV.1.2 Part du tourisme dans l'économie mondiale

Au cours de cette décennie, le tourisme devient un secteur de plus en plus mondialisé. Cela se traduit par la diminution du rôle des États dans sa promotion, son organisation et son financement, ainsi que le développement d'entreprises multinationales (tours-opérateurs, compagnies aériennes privées, chaînes hôtelières), ainsi que par l'augmentation du flux de voyageurs, ce qui en fait, selon Gilles Caire « la plus grande industrie du monde » (2003 : 1).

En effet, comme le signale l'auteur :

« Les dépenses touristiques internationales représentaient en 2000, 477 milliards de dollars, soit 6,5% des exportations mondiales de biens et services (contre 5% en 1980) et 34% des exportations des seuls services. Si l'on y ajoute les recettes provenant des voyages internationaux, l'ensemble représente alors 8% des exportations mondiales de biens et de services et 41% des exportations de services (respectivement 7,3% et 36,2% pour les pays industrialisés, 10,1% et 65,7% pour les PVD). Les dépenses internationales de tourisme et de transport des personnes (555 milliards de dollars en 1999) constituent ainsi le premier poste d'exportations mondiales devant l'automobile (550 milliards), la chimie (530 milliards), les

produits alimentaires (435 milliards) et les combustibles (400 milliards). » (ibid. : 2)

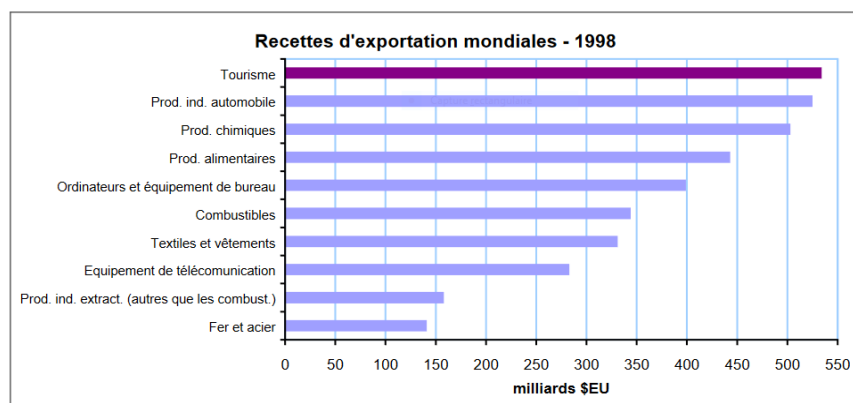


Figure n°57 : Recettes d'exportation mondiale 1998 (Source : OMT : Faits saillants, Août 2000, p.13)

Le tourisme constitue ainsi la principale source de devise pour 38% des pays³⁸⁴, et figure parmi les cinq premières sources d'exportations pour 83% d'entre eux. Le tourisme ne profite donc plus seulement au trio Etats-Unis/ France/ Espagne, qui représentent respectivement, 16,4, 7,2 et 7,0% de part de marché en 1999, selon l'OMT, même s'ils dominent largement le secteur.

IV.1.3 Intériorisation du mépris anti-touristique

Paradoxalement, la diffusion du tourisme, sa démocratisation, sa banalisation, loin de dissiper le mépris anti-touristique qui s'observe depuis l'émergence du phénomène, entérine, cristallise cette représentation de « l'idiot du voyage » et les touristes eux-mêmes intériorisent cette image de soi péjorative, ainsi que le montre Jean-Didier Urbain : « le mépris de soi est aussi en héritage, si intériorisé par ce voyageur que le nombre croissant, loin de diluer ce sentiment, le multiplie à l'infini. » (2002 : 253)

Si le tourisme est érigé en « besoin humain » (Pauchan, op.cit. : 70), et fait l'objet de revendication de la part de ceux qui en sont exclus, s'il est encensé par ses promoteurs, il n'en demeure pas moins que la figure du touriste est moquée, tournée en dérision, voire exécrée, ce que souligne Urbain :

« la mondialisation de ce loisir ne change rien à l'affaire. Le voyageur d'agrément demeure un homme problématique. Pèlerin hésitant, généralement mal dans sa peau, le touriste rêve souvent d'en changer. Qui est le touriste ? Qui est touriste ? Si faire du tourisme est une idée séduisante, *être* touriste est pour beaucoup une perspective insupportable. Qui d'entre nous d'ailleurs, parlant de l'étranger de passage ou même de son compagnon de voyage, n'a pas un

³⁸⁴ Source : OMT : Faits saillants Août 2000, p.13

jour employé l'infamante épithète de « touriste » ? Ce mot est devenu un sobriquet. Il blesse. Il porte atteinte à la dignité du voyageur. Et si l'indigène l'emploie fréquemment dans ce sens, le touriste aussi, pour parler de ses semblables. Touriste n'est donc pas un mot sans arrière-pensée. Péjoratif, il dépouille dans l'instant le voyageur de sa qualité principale : *voyager*. Sur ce point, le préjugé ordinaire est formel, le touriste ne voyage pas. Adepte des « circuits », il ne fait que *circuler*. Cela suffit à faire de ce voyageur un mauvais voyageur : un nomade aux pieds plats. » (Urbain, op.cit. : 16)

Le nombre de ses détracteurs, loin de diminuer ne cesse de croître, ethnologues, ONG, militants écologistes et altermondialistes, populations autochtones... vilipendent ce visiteur indésirable, dénoncent les méfaits de sa présence, déplorent ses comportements et ses excès. Aussi, à la violence discursive s'additionne la violence physique.

En effet, la décennie 1990 est aussi marquée par l'irruption de la violence dans l'horizon des possibles du tourisme, mettant la fin de l'insouciance des voyageurs. De nombreux événements émaillent l'actualité et rappellent que voyager à l'étranger n'est pas sans risque, soit que les lieux touristiques sont visés à dessein, soit que les touristes constituent des victimes collatérales : série d'attentats en Égypte (entre 1992 et 1997), prise d'otage aux Philippines (1999), enlèvements en Colombie, en Algérie, au Yémen, au Soudan. Ces faits ne concernent pas seulement les touristes, mais aussi les expatriés et les humanitaires, et leur médiatisation contribue à créer un climat d'insécurité, décourageant les touristes internationaux qui se replient sur des destinations sans danger. Ces désenchantements viennent rappeler aux touristes qu'ils ne peuvent se soustraire au contexte géopolitique et aux réalités sociales à l'œuvre dans les pays récepteurs, ainsi que l'affirme Olivier Dehoorne :

« Après le temps de l'euphorie et les illusions d'un monde touristique sans frontières, ces événements dramatiques rappellent que le fait touristique n'est pas apolitique : il ne peut s'affranchir ni des réalités sociales, économiques et politiques des pays d'accueil, ni faire abstraction du contexte géopolitique international. A côté des épiphénomènes conjoncturels, des événements profonds affectent la structure sociale et influent naturellement sur les choix de mobilités touristiques. » (2013 : 81)

L'auteur poursuit en mettant en évidence les différents niveaux d'insécurité auxquels les touristes sont exposés (ibid. : 84) :

- les touristes peuvent être victimes de la petite délinquance (larcin, escroqueries et arnaques en tout genre, agressions physiques et sexuelles), qui opère à proximité des lieux fréquentés par les visiteurs étrangers, et voit en eux un « portefeuille ambulant », en raison de leur

« moindre vigilance », « du différentiel économique » et « des liquidités financières qu'il porte ». Cette petite délinquance, ordinaire, est répandue au sein même des métropoles occidentales, dans les espaces fréquentés par les touristes (à tel point que, de nos jours, l'on trouve des infographies qui répertorient les différentes formes d'escroqueries par pays) ;

- les touristes peuvent aussi être pris pour cible par le crime organisé, ou par des groupes armés politisés, ce qui donne lieu à du racket (coupeur de route, piraterie) ou à des enlèvements avec demande de rançon. Les kidnapping peuvent aussi être employés afin de donner une visibilité internationale à une cause, grâce à la couverture médiatique qui en résulte. Ces « actes prémédités ciblent des touristes pour leur valeur économique et / ou politique »

- d'autre part, ils peuvent être la cible de groupes terroristes et être visés par des attentats, en raison de leur nationalité : « le touriste, par sa nationalité, reste l'ambassadeur d'une nation qui, par exemple, peut être engagée dans une guerre. Il peut être victime d'engins explosifs, d'attaques-suicides commanditées ou de terroristes infiltrés évoluant dans le cadre de réseaux internationaux ».

Ils peuvent aussi être attaqués en raison du modèle culturel qu'ils représentent et qui peut entrer en conflit avec les valeurs de la culture réceptrice, c'est ce que développe Frank Michel :

« Le touriste voyage avec sa culture, il est – sans le savoir, voire sans le vouloir – le représentant *de facto* légitime et ambulant du pays d'où il vient. Les voyageurs deviennent des cibles car ils véhiculent une série de valeurs (démocratie, laïcité, etc.) et d'habitudes (consommation d'alcool, de viande de porc, musique, danse et jeux, tenues vestimentaires, etc.), susceptibles de perturber les valeurs en terres d'Islam par exemple. En ce sens, le touriste emprunte les traits du colonisateur européen ou de l'impérialiste américain d'autrefois... ou de toujours. Le tourisme est le vecteur qui permet une « contamination » qui pourrait « souiller » la pureté supposée d'un Ailleurs prétendument « vierge ». Il devient dans l'imaginaire des uns le pollueur par excellence et dans celui des autres le corrupteur-né de qui il importe de se méfier... On est loin de la rencontre culturelle que le voyage est censé encourager ! » (2004, en ligne)

La prise de conscience des risques encourus par les touristes étrangers et la mise en évidence de la vulnérabilité des lieux touristiques influent sur la façon de faire du tourisme : choix des destinations de voyage sûres (éviter des zones de guerre, de guérilla, de tensions et conflits ethniques, politiques et religieux...), choix des modalités de voyage moins exposées (complexes hôteliers fermés, voyages organisés, entre-soi sécurisé). En retour, cela incite les

destinations réceptrices à prendre des dispositions pour sécuriser le séjour des visiteurs et ainsi continuer à bénéficier de cet afflux de devises : recommandations aux voyageurs, services de police dédiés, interdiction de visiter certaines régions, répression accrue de la criminalité dans les lieux touristiques.

IV.2 Impact de la guerre en Yougoslavie sur le tourisme croate

IV.2.1 Diminution de la fréquentation touristique

Snežana Prokić décrit ainsi la situation du tourisme yougoslave à l'aube de la guerre : « Des 22 256 000 touristes séjournant en Yougoslavie en 1990, 47% se trouvaient sur le territoire croate (55% des touristes étrangers). Les trois quart d'entre eux étaient sur le littoral (80% des touristes internationaux), représentant 92% des nuitées (95% des internationales). » (1998 : 12)

Outre le fait qu'elle constitue un véritable traumatisme national, en raison du déferlement de violence à l'encontre des populations qu'elle a engendré, et de l'ampleur de ses conséquences humaines, sociales et matérielles, la guerre de 1991-1995 représente aussi un cataclysme pour le tourisme croate. En effet, le conflit donne lieu à un effondrement des flux, avec une baisse de 80% de la fréquentation : en 1991, la Croatie dénombre 2 146 000 visiteurs (800 000 touristes domestiques et 1 346 000 touristes internationaux), contre 8,5 millions (soit 1 477 000 touristes domestiques et 7 049 000 touristes internationaux) en 1990. Le détail de la fréquentation au cours de la guerre figure dans le tableau figurant ci-dessous.

	Nombre de touristes			Nombre de nuitées		
	Total	Dont touristes domestiques	Dont touristes internationaux	Total	Réalisées par les touristes domestiques	Réalisées par les touristes internationaux
1990.	8 497 000	1 448 000	7 049 000	52 523 000	6 747 000	45 776 000
1991.	2 146 000	800 000	1 346 000	10 158 000	3 394 000	6 764 000
1992.	2 010 000	739 000	1 271 000	10 725 000	3 170 000	7 555 000
1993.	2 363 000	842 000	1 521 000	12 908 000	3 150 000	9 758 000
1994.	3 402 000	1 109 000	2 293 000	19 977 000	4 421 000	15 556 000
1995.	2 438 000	1 113 000	1 325 000	12 885 000	4 370 000	8 515 000

Figure n°58 : Nombre de touristes domestiques et internationaux et nuitées réalisées en Croatie 1991-1995 (Source : Pinteau, 2011 : 110)

Il apparaît d'après ces statistiques que, même au paroxysme de la guerre, le tourisme ne s'est jamais complètement interrompu, avec une moyenne de presque deux millions de visiteurs par an entre 1991 et 1995. Cette situation est imputable, d'une part, au maintien d'un important tourisme domestique sur le littoral adriatique. En effet, comme l'explique Pinteau (op.cit. :

111), les visiteurs croates ont une meilleure appréhension du conflit, du théâtre des opérations, des risques, et n'ont pas, par ailleurs, la possibilité de se rendre à l'étranger pour leurs vacances.

D'autre part, poursuit l'auteur (ibid. : 114) ce chiffre résulte d'une politique de dumping visant à faire baisser les prix du secteur pour maintenir une activité auprès d'une clientèle étrangère hardie ou ayant une bonne connaissance de la situation, comme c'est le cas des Slovènes, Italiens, Autrichiens, Tchèques. Ces visiteurs constituent une clientèle traditionnelle qui fréquente le littoral adriatique de longue date, et une clientèle de proximité – géographique et historique – et possèdent donc une bonne connaissance de la région, du fait de relations politiques de long terme entre ces pays émetteurs et la Croatie. Aussi, même si la baisse de fréquentation est drastique, l'activité touristique, se maintient car leurs stations balnéaires de prédilection, situées en Istrie sont épargnées par la guerre. En effet, même au plus fort de la guerre, l'Istrie (ainsi que certaines portions de Dalmatie et la plupart des îles) demeure accessible et sûre, et ses infrastructures ne sont pas endommagées, car elle n'est pas affectée par les combats.

En revanche, on note une *quasi* disparition des autres foyers émetteurs d'Europe de l'Ouest : Allemagne, France, Royaume-Uni et Pays-Bas, effrayés par la médiatisation de la guerre.

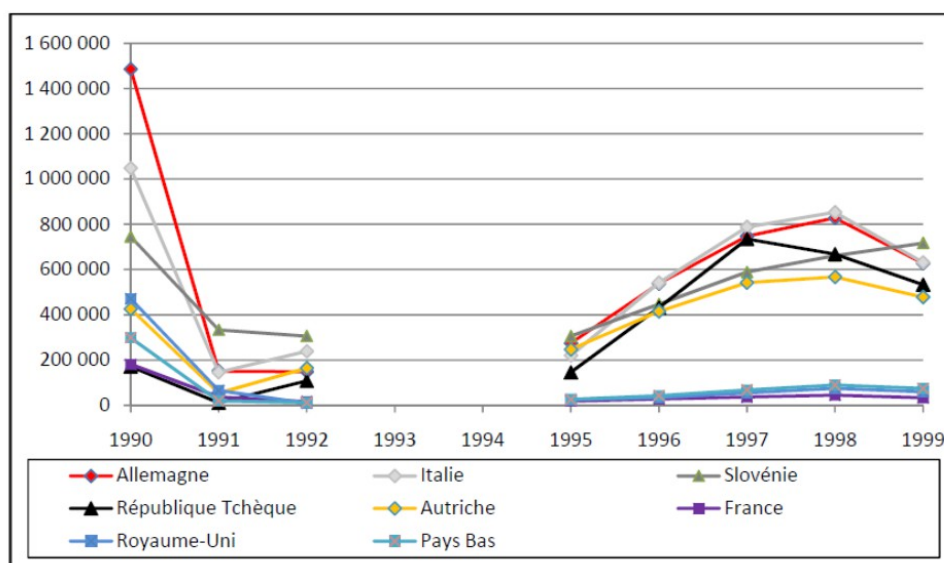


Figure n°59 : Évolution du nombre de touristes des principaux foyers émetteurs entre 1990 et 1999
(Source : Pinteau, 2011 : 115)

En effet, les populations déplacées, l'épuration ethnique, les bombardements ne constituent guère des attractions touristiques. Au contraire, violence et tourisme sont fondamentalement antinomiques. Or, la médiatisation sans précédent de la guerre, la diffusion d'images d'une rare violence, couplée à une méconnaissance de la région, ont choqué l'opinion publique

internationale et ont participé à la diffusion d'un sentiment d'insécurité parmi la clientèle étrangère à la recherche de vacances « *Sea Sun and Sand* » qui évite alors la destination, ce qui ternit durablement l'image de la Croatie sur la scène internationale.

De plus les chancelleries européennes déconseillent à leurs ressortissants de se rendre dans la région, les tour-opérateurs retirent la destination de leurs catalogues, diffusant un sentiment d'insécurité parmi la clientèle – d'Europe de l'Ouest en particulier – qui déserte le littoral adriatique.

IV.2.2 La médiatisation de la guerre d'ex-Yougoslavie : un désastre pour l'image de la Croatie à l'international

La médiatisation du conflit a eu un effet dévastateur pour l'image de la Croatie sur la scène internationale, et a entraîné l'effondrement du tourisme sur le littoral croate. En effet, le traitement médiatique de la guerre dans son ensemble – pas seulement la situation croate – a entériné les stéréotypes d'instabilité, de barbarie, de violence qui caractérisent les Balkans depuis le XIX^e siècle³⁸⁵.

À la méconnaissance de cette région, s'ajoute une mauvaise compréhension de cette guerre éminemment complexe, de ses protagonistes, de ses causes, de ses mécanismes et de sa nature. Guerre de religion, fratricide, interétatique, civile, interethnique... les polémiques font rage entre les experts, les journalistes, les humanitaires, les associations de la diaspora, les agences étatiques, sur la morphologie du conflit, sur les responsabilités, sur l'identité des auteurs des exactions et des violences, sur la validité de l'information. Le traitement du conflit dans les médias prend alors une dimension éminemment idéologique, et les tenants des différents camps se livrent à une guerre de l'information et des images. Chacun accuse l'adversaire faire preuve de partialité, de propagande, de contre-information, de manipulation de l'opinion à son avantage.

De surcroît, la couverture médiatique jusqu'à lors inédite³⁸⁶ de la guerre d'ex-Yougoslavie, largement axée sur les combats en Bosnie, avec la diffusion dans la presse d'images dévoilant la violence endurée par les civils et l'utilisation du vocable « purification ethnique », émeut l'opinion publique internationale. Le spectre du génocide fait retour sur le sol européen. Il s'accompagne des vieux démons que l'on croyait définitivement enterrés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, marquant profondément les consciences.

³⁸⁵ Sur les stéréotypes à propos des Balkans voir Todorova (2011).

³⁸⁶ Exception faite du précédent que constitue la guerre du Golfe et pour laquelle là aussi de vives critiques ont été émises sur les visées manipulatrices des belligérants – et en particulier de l'armée américaine – se livrant une guerre des images, afin d'influencer l'opinion publique internationale.

Cela crée un sentiment diffus de danger parmi les citoyens européens (risque de contamination des pays limitrophes et d'embrasement général de la péninsule balkanique, risques de dommages collatéraux et notamment de bombardements des côtes italiennes, afflux de réfugiés...), rendant encore plus anxiogène une région déjà source de fantasmes.

D'autant que les médias font volontiers le rapprochement entre la Seconde guerre mondiale et la guerre en Bosnie. À partir de l'analyse du traitement photographique des camps en Bosnie par les médias français, Pedon et Walter affirment : « un regard est proposé au lecteur et concours à faire assimiler les camps serbes de prisonniers musulmans à des "camps de concentration" » (1996 : 24).

En effet, on observe un recours à des images archétypales qui résonnent dans la mémoire collective avec les images des camps de concentration nazi : corps décharnés et nus, visages émaciés, baraquement, barbelés. Cet usage des images, leur charge symbolique, les rapprochements historiques propres à susciter l'indignation de la communauté internationale, éludent la dimension politique de la guerre, sa spécificité, sa complexité, pour en faire un recommencement tragique de l'histoire.

La couverture médiatique de la guerre, les débats auxquels elle donne lieu, les amalgames et raccourcis qui ont été fait, l'ambivalence argumentaire, augmentent l'opacité du conflit, qui devient encore moins intelligible pour le grand public. Et dans ces circonstances, la région est perçue comme encore plus inquiétante.

L'image de la Croatie sur la scène internationale a donc considérablement souffert de cette médiatisation. Cela a provoqué une crise majeure dans le secteur touristique croate et a entaché durablement la réputation du pays auprès des visiteurs et des voyageurs.

On peut, par ailleurs s'interroger sur le rôle qu'a joué en France le film de Gérard Jugnot, *Casque bleu*, sorti au cinéma en juin 1994. Le film met en scène des touristes français en vacances sur une île au large des Balkans qui se retrouvent aux mains de militaires au moment du déclenchement d'une guerre qui, si elle n'est pas nommée, fait implicitement référence au conflit yougoslave. Il est difficile d'estimer l'impact de cette fiction sur les représentations des Balkans auprès de la clientèle française. Néanmoins, il figure parmi les dix films français ayant dépassés le million de spectateur au box-office, l'année de sa diffusion, ce qui mérite d'être mentionné.

IV.2.3 Les dommages provoqués par la guerre

En se fondant sur la capacité d'hébergement, Pinteau se demande si les dommages causés par la guerre au secteur touristique ne sont exagérés pas par les nationalistes croates :

« la capacité d'accueil de la Croatie a-t-elle été réellement affaiblie par la crise ou doit-on nuancer le discours nationaliste croate officiel qui considère que la guerre a eu de nombreuses conséquences, empêchant pratiquement le développement du tourisme croate au début des années 2000 ? » (op.cit., 116)

L'auteur considère que le littoral a finalement été assez peu affecté et que la diminution de la capacité d'accueil (-29% de lits) résulte moins de dommages de guerre, que de la frilosité des particuliers propriétaires de locations saisonnières (-39%) relativisant ainsi cette diminution :

« Globalement, la guerre de la fin de la Yougoslavie n'ayant eu que très peu d'impacts matériels sur les espaces littoraux, les destructions ont été limitées en ce qui concerne les infrastructures touristiques. Ainsi, la baisse constatée dans la capacité totale est essentiellement due aux "hésitations" des exploitants qui ont, en 1995 encore, d'autres préoccupations que l'accueil des touristes : certains sont, d'ailleurs, réfugiés dans d'autres régions ou pays. » (ibid : 117).

Cependant, il ne faut pas négliger le fait que de nombreux établissements hôteliers sont réquisitionnées au cours de la guerre, pour héberger les réfugiés et personnes déplacées en provenance de régions affectées par les combats. Leur présence, incompatible avec la venue de touristes étrangers, provoque de surcroît des dégradations dans les établissements concernés, du fait de la sur-occupation des lieux, ce qui les rend inexploitable dans l'immédiat après-guerre.

Cette situation m'a été rapportée à de nombreuses reprises au cours de mon terrain, à la fois par des professionnels du tourisme et par des personnes déplacées pendant la guerre, et c'est ce qu'affirme le directeur de l'Office du tourisme de Split, lors d'un entretien :

« La guerre, à Split, n'était pas tellement... présente, vous savez. Les gens venaient, pendant la guerre voyaient la marina et tous ces yachts, et demandaient « c'est vraiment la guerre ? ». Il n'y a véritablement pas eu de dommage de guerre, il n'y a pas de dommages de guerre particulier à Split. Mais les dommages résultent du fait qu'on a accueilli des réfugiés, on les a installé dans les hôtels, et les hôtels ont été endommagés par les réfugiés, qui ont adapté les hôtels et ont commencé à entrer en concurrence avec le tourisme. » (Extrait d'entretien avec Vedran Matošić, à Split le 07/11/2011)

Christopher Cviic, dans son article intitulé *L'avenir incertain de la Croatie*, datant de 1994, corrobore cette affirmation lorsqu'il écrit :

« Jusqu'au second semestre de 1993, près de 70 000 réfugiés bosniaques étaient hébergés dans des hôtels de la côte et des îles de l'Adriatique, mais la plupart d'entre eux ont été relogés aujourd'hui à l'intérieur du territoire pour laisser la place aux touristes qui reviennent peu à peu en Croatie, l'une des grandes régions touristiques européennes jusqu'en 1991. » (p.146)

D'autre part, l'effet de la guerre sur la fréquentation touristique ne se limite pas à son impact sur la capacité d'hébergement. Il importe de prendre en considération d'autres aspects, qui influent directement ou indirectement le secteur touristique : destructions de routes, ponts, ports, infrastructures sanitaires, terres arables, usines, qui permettent la circulation des touristes ou leur approvisionnement au cours de leur séjour. Comme l'indique Cviic :

« Selon des estimations croates officielles, la guerre a détruit près de 40 % du potentiel économique du pays, et le total des dommages estimés s'élève à 13 milliards de dollars. Quelque 12 480 km de routes, représentant 38 % de l'ensemble du réseau routier, ont été gravement endommagés. Des dizaines de ponts d'importance vitale ont été entièrement détruits, notamment le pont de Maslenica, à côté du port de Zadar, emprunté par la majeure partie du flot de touristes qui déferlent chaque année en Dalmatie, sur la côte adriatique, principale région touristique de Croatie. De graves destructions ont été aussi infligées aux installations portuaires et aux aéroports. Des milliers d'usines, d'écoles, d'hôpitaux et d'églises ont été délibérément visés par l'artillerie et les attaques aériennes. » (Cviic, *ibid.* : 145)

Par ailleurs, il convient de ne pas négliger les dommages subis par le patrimoine culturel et architectural qui constituent des attractions touristiques, même si la Croatie est une destination largement balnéaire.

Un article de Vesna Blazina, cheffe de service à la bibliothèque de Lettres et Sciences humaines de l'Université de Montréal, recense les dommages infligés aux bibliothèques croates durant la guerre, nombre d'entre elles se situant dans des édifices à l'architecture remarquable, notamment dans d'anciens monastères. Selon l'auteure « pendant la guerre de 1991, plus de 195 bibliothèques du pays ont été endommagées » et elle ajoute : « selon l'Institut croate pour la protection des monuments culturels, le triste bilan de la guerre s'élevait en février 1993, à 801 monuments individuels et 350 sites historiques endommagés » (1996 : 10) .

Un ouvrage publié par le *Museum Documentation Center* de Zagreb, en 1997 – qui m'a été fourni par un conservateur du Musée de la ville de Vukovar au cours de mon terrain au printemps 2015 – répertorie les dommages subis par les musées et galeries sur l'ensemble du

territoire. Selon les informations collectées à l'époque de sa publication, sur les 204 musées et galeries qui se trouvent en Croatie, soixante-six musées et galeries ont subis des dommages de guerre au niveau de leurs bâtiments et quarante-cinq musées et galeries déplorent des dommages au niveau de leurs collections (6551 objets disparus, 1430 objets détruits, et 728 objets abîmés). Ces dommages causés au patrimoine artistique et architectural concerne majoritairement des localités de Slavonie, mais aussi, selon des degrés d'intensité variés, certaines villes côtières qui sont des hauts-lieux du tourisme croate : Zadar, Šibenik, Split, Dubrovnik

Aux dommages subis par les monuments et musées, il faut ajouter les dommages occasionnés aux façades des bâtiments publics et privés, visibles dans l'espace public et qui défigurent le paysage urbain des stations balnéaires affectées par les combats.

Etant donné l'ampleur des dommages matériels et réputationnels, on peut dès lors se demander comment les acteurs du tourisme sont-ils parvenus à relancer l'activité de l'industrie touristique ? C'est à ces politiques touristiques que le chapitre suivant sera consacré.

CHAPITRE 5 : “LA MÉDITERRANÉE RETROUVÉE” : LES POLITIQUES TOURISTIQUES CROATES ET LEURS EFFETS

I. Promouvoir la destination « Croatie »

L'importance du tourisme pour l'économie et pour l'image du pays est telle, que les autorités croates élaborent des stratégies de développement touristique dès 1993, alors même que la guerre est encore en cours. Les objectifs du premier plan de développement (1993-2003), et qui figurent sur un document interne fourni par un de mes interlocuteurs, sont les suivants : reconstruction, valorisation et protection des ressources touristiques accompagnées de la construction d'une nouvelle identité et du repositionnement de la Croatie comme une destination touristique majeure en Europe et en Méditerranée. Toutefois, il faut attendre 1998 pour que les mesures et stratégies élaborées par les acteurs de la promotion touristique, puissent être mises en œuvre, tant l'ampleur de la tâche est considérable.

L'urgence réside, en premier lieu dans la restauration des infrastructures d'hébergement endommagées par les combats ou par l'accueil des réfugiés, et dans la réparation des infrastructures de transports (routes, ponts, ports) détruites par la guerre, afin de permettre à la clientèle habituée de retrouver le chemin du littoral adriatique. À cela s'ajoute la sauvegarde et la rénovation du patrimoine endommagé, entamées dès le début de la guerre en partenariat avec différentes institutions nationales (Ministère de la culture, Institut pour la restauration de Dubrovnik, Museum Documentation Center) et internationales (ICOMOS, UNESCO).

L'autre priorité se trouve dans la constitution d'une équipe de professionnels du tourisme, afin d'élaborer les politiques touristiques à l'échelle nationale et de les mettre en œuvre à l'échelle locale. En effet, Pinteau rappelle que jusqu'à lors, le tourisme en Yougoslavie était géré par l'agence étatique *Putnik*, à la fois agence de voyage et « organe de promotion de l'Etat yougoslave » (Pinteau, op.cit., 357) et qu'il faut attendre 1992 pour que la Croatie se dote d'un

l'Office national du tourisme, puis l'adoption d'un décret parlementaire le 15 avril 1995 pour lui donner sa morphologie actuelle.

D'autre part, comme le rapporte Blanka Belošević, cheffe du département pour la coopération internationale au Ministère du tourisme croate, dès 1998, le Ministère du tourisme est dans l'obligation de procéder à d'importantes campagnes de recrutement :

« Beaucoup des précédentes équipes de management hautement qualifiées étaient parties, parce qu'il n'y avait pas de travail pendant la guerre, ou ils ont été blessés, ou autre, ils ne pouvaient pas continuer, beaucoup ont quitté la compagnie. Parce qu'il n'y avait pas de travail ! Il fallait nourrir leurs familles, donc, ils sont simplement partis. Et donc une importance particulière a été accordée au développement d'une nouvelle structure de management, et bien sûr, une nouvelle politique parce que pendant ce temps là, le tourisme a changé, s'est développé, a progressé. » (Extrait entretien Blanka Belošević, Zagreb, 13 mai 2015).

Selon Vedran Matošić, directeur de l'Office du tourisme de Split, à l'époque yougoslave, les Serbes monopolisent les hautes instances dans le secteur du tourisme (à l'intérieur de la Yougoslavie ou dans les agences implantées à l'étranger), alors que le littoral croate draine la majorité des visiteurs, provoquant un sentiment d'injustice et de discrimination. Aussi, avec la dissolution de la Fédération Yougoslave, le remaniement des équipes – en ce qu'il permet de remplacer les Serbes détenant des postes clefs, par des Croates – apparaît comme une nécessité irrémédiable.

Par conséquent, un important travail de recrutement, de formation et de management des professionnels du tourisme, a été nécessaire afin d'aboutir à l'organisation représentée dans le schéma ci-dessous (figure n°60). Le Ministère du tourisme et l'Office croate du tourisme ont été mobilisés afin d'élaborer des stratégies de marketing et de communication modernisées et de mettre en œuvre les plans de développement du tourisme réussis.

En parallèle, le Ministère du tourisme a aussi participé à améliorer le système d'éducation et de formation des professionnels au contact des visiteurs (écoles, Instituts, formation continue) afin qu'ils acquièrent des compétences professionnelles requises ainsi que l'affirme Blanka Belošević qui ajoute « parce que vous ne pouvez pas avoir de tourisme de qualité, à moins d'avoir du personnel de qualité ». Or, en 2011, seuls 20,5% des employés du secteur de l'hôtellerie-restauration (tous postes confondus) sont considérés comme « qualifiés ou hautement qualifiés », et 12,9% sont « semi-qualifiés », selon les données qui figurent dans le document *Proposal for Tourism development Strategy*³⁸⁷.

³⁸⁷ Proposal for Tourism development Strategy, p.10

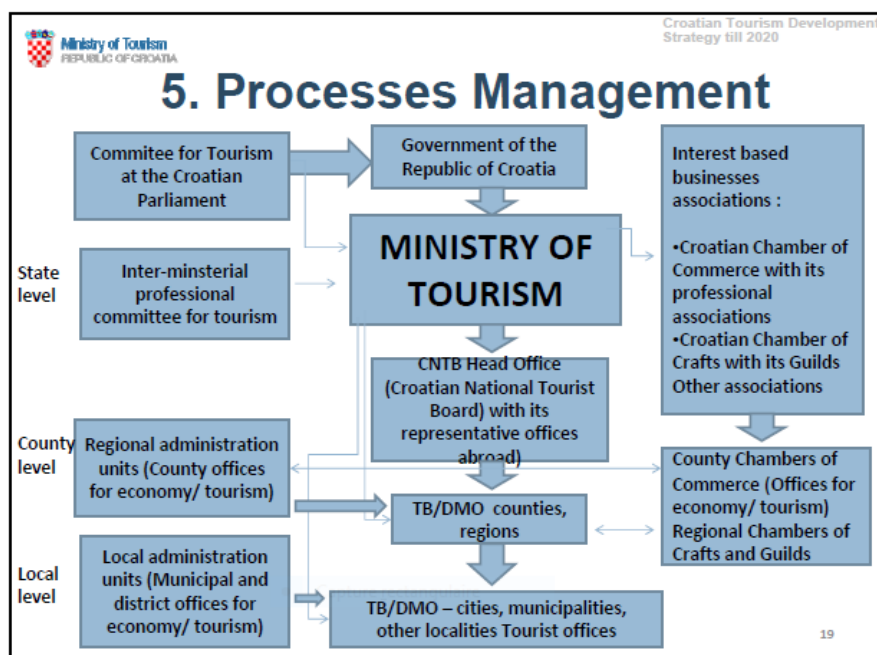


Figure n°60 : Les acteurs du management touristique selon le Ministère du tourisme croate.
Source : <https://mint.gov.hr/UserDocsImages//arhiva//Strategy-tourism.present.pdf>

À ces mesures d'urgence, s'ajoutent différents dispositifs destinés à favoriser la reprise de la croissance touristique : développement des infrastructures de transport, rénovation du parc hôtelier, privatisation.

Le développement des infrastructures de transport, réalisées conjointement avec le Ministère des transports, a pour but d'améliorer l'accessibilité de la destination, et notamment de désenclaver la Dalmatie du Sud. Un article de l'Ambassade de Croatie en France datant de 2005, est consacré à la mise en service de l'autoroute Zagreb-Split, on y apprend que :

« L'idée de la construction d'une autoroute entre Zagreb et Split n'est pas nouvelle, puisqu'elle remonte à 1961. Ses 39 premiers kilomètres, entre Zagreb et Karlovac, ont d'ailleurs été réalisés entre 1970 et 1973. Ce fut alors à l'initiative de la direction croate de l'époque, incarnée par Savka Dabcevic-Kucar, mais aussi grâce aux dons de nombreux Croates désireux d'aider à son financement. Cependant, le limogeage des dirigeants réformistes croates au lendemain du "Printemps croate" en 1971 devait marquer un coup d'arrêt durable au projet, la direction communiste yougoslave ayant alors privilégié d'autres axes de développement jugés prioritaires.³⁸⁸ »

Le projet revient sur le devant de la scène au moment de l'indépendance croate, mais la guerre viendra l'interrompre.

³⁸⁸ Source : http://www.croatia.org/crown/amb-croatie.fr_rez/www.amb-croatie.fr/actualites/autoroute-zagreb-split-2005.htm Consulté le 10 août 2019.

Mais dès 1999, une fois le tracé définitif arrêté, les travaux débutent, et le 30 juin 2005, le Premier Ministre Ivo Sanader (HDZ) inaugure l'autoroute qui relie Zagreb à Split, permettant de mettre « le centre-ville de Zagreb à seulement quatre heures des plages de Split³⁸⁹ ».

La question du réseau routier n'est pas neutre, elle est l'objet d'investissements nationalistes, en ce qu'elle permet une réappropriation du territoire, par le biais de son aménagement, et la vocation de cet axe routier est « réunifier le territoire national³⁹⁰ ». Et cet enjeu apparaît de façon encore plus saillante avec le pont de Pelješac. En effet, les autorités croates avaient l'ambition d'étendre rapidement cette autoroute jusqu'à Dubrovnik, cependant, le chantier s'est avéré nettement plus épineux que prévu, et la difficulté n'a pas tant résidé dans les contraintes techniques que dans les relations avec la Bosnie voisine.

Car, la Dalmatie est scindée en deux entités territoriales séparées par la bande côtière de Neum, longue de 20 km et qui constitue le seul accès à la mer – et donc l'unique port et station balnéaire – de Bosnie, causant l'enclavement de la région de Dubrovnik. Ce faisant, les touristes et les automobilistes croates rejoignant la cité dalmate méridionale par la route ne se voient obligés de franchir deux frontières en l'espace de 20km, il en va de même des marchandises (avec les droits de douane que cela implique).

Comme l'affirme Émilie Proust (2007), cette « curiosité politique », dont « on pourrait se figurer qu'elle est le résultat des tractations bosno-croates au moment de la dissolution yougoslave » ne date pourtant pas de l'indépendance des deux Républiques, ni des accords de Dayton. Elle trouve son origine dans les affrontements entre l'Empire Ottoman et la République de Venise ! En effet, comme le rappelle l'auteure : « après une conquête vénitienne de la région située entre la Neretva et les bouches de Kotor, les Ottomans cèdent Neum à Venise en 1701. Dès lors, la ville devient un espace tampon entre les deux belligérants, une porte ouverte et fermée à maintes reprises » (Proust, op.cit.).

Les autorités croates, Ivo Sanader en tête, ont donc choisi de trancher le nœud gordien en bâtissant un pont qui relierait le continent à la péninsule de Pelješac, permettant de contourner la baie de Neum, et cette solution a une portée symbolique importante, puisqu'elle permet de restaurer la continuité territoriale chère à Tuđman³⁹¹.

Toutefois, le projet n'a pas rencontré un écho favorable auprès des autorités bosniennes et depuis 2005, le pont de Pelješac est devenu le pont de la discorde. En effet, pour Sarajevo l'ouvrage constitue une violation des conventions sur le droit de la mer, dans la mesure où le

³⁸⁹ Source : http://www.croatia.org/crown/amb-croatie.fr_rez/www.amb-croatie.fr/actualites/autoroute-zagreb-split-2005.htm

³⁹⁰ Source : http://www.croatia.org/crown/amb-croatie.fr_rez/www.amb-croatie.fr/actualites/autoroute-zagreb-split-2005.htm

³⁹¹ Zagreb-Sarajevo : le pont de la discorde, Courrier des Balkans Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/zagreb-sarajevo-le-pont-de-la-discorde>

pont pourrait entraver la circulation maritime et l'accès au port de Neum.

L'opposition croate, pour sa part, dénonce une aberration économique, qui fait d'autant moins sens qu'à terme, la Bosnie-Herzégovine devrait rejoindre l'Union Européenne³⁹².

Le pont est donc resté dans les cartons pendant plusieurs années et des alternatives ont même été imaginées, comme la possibilité que l'autoroute croate traverse Neum sans s'y arrêter puisque « le trajet ne comporterait aucun échangeur, ni aucune station-service³⁹³ ». Cette proposition portée par Siniša Hajdaš Dončić (SPD), ministre des Transports du gouvernement de Zoran Milanović, n'a pourtant pas vu le jour, et après des années de tergiversations, le projet de pont a été relancé, le fait que cela coïncide avec le retour au pouvoir du HDZ ne relève certainement pas du hasard.

Malgré le litige territorial, le contrat de construction du pont est signé le 23 avril 2018 par le Premier Ministre Andrej Plenković (HDZ), qui rappelle son importance, en ce qu'il permet de rassembler le territoire croate. En avril 2019, la société chinoise *China Road and Bridge Corporation*, qui a remporté l'appel d'offre, a donc débuté les travaux du futur ouvrage long de 2,4 km, financés par l'Union Européenne à hauteur de 85 % (soit 280 millions d'euros) et devraient être achevés à l'horizon 2021.



Figure n°61 : Le projet de Pelješki most³⁹⁴

Ce développement du réseau routier, qui s'est d'abord focalisé sur la desserte du littoral, s'ajoute à la modernisation et à l'agrandissement des aéroports de Split, Brač³⁹⁵, et à la

³⁹² Zagreb-Sarajevo : le pont de la discorde, Courrier des Balkans
Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/zagreb-sarajevo-le-pont-de-la-discorde>
Consulté le 23 août 2019

³⁹³ Transport : l'autoroute de Dubrovnik devrait traverser Neum, Courriers des Balkans
Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/transports-l-autoroute-de-dubrovnik-devrait-traverser-neum>,
Consulté le 23 août 2019

³⁹⁴ Source <https://www.courrierdesbalkans.fr/Entre-Bosnie-Herzegovine-et-Croatie-nouvelle-poussee-de-fievre-autour-du-pont>

³⁹⁵ Je n'ai pas trouvé d'informations disponible pour l'aéroport de Pula, ni pour celui de Rijeka, mais il est vraisemblable qu'ils aient été modernisés dans le même mouvement.

reconstruction des aéroports de Dubrovnik, Zadar qui furent détruits pendant la guerre. Il s'agit d'accompagner la croissance du trafic aérien, que les compagnies *low coast* ont contribué à populariser, et qui constitue désormais un moyen de transport de plus en plus utilisé par les touristes européens, permettant de mettre la destination à environ deux heures de vol de la plupart des capitales européennes. Le développement du réseau aérien se poursuit, avec le remplacement en mars 2017 de l'aéroport de Zagreb-Pleso, par un nouvel aérogare sur le même site, baptisé Zagreb-Franjo Tuđman, dont la surface a été multiplié par cinq pour accueillir à terme jusqu'à huit millions de passagers par an.

Selon le document produit par le Gouvernement croate en 2013, intitulé *Proposal for tourism development strategy of the Republic of Croatia until 2020*, le secteur du tourisme emploie environ 96 500 personnes (ce qui représente 6,9% des emplois en Croatie), 90 000 personnes travaillent dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, auxquelles s'ajoutent les employés travaillant dans des champs associés au tourisme : Ministère du tourisme et Office du tourisme (bureaux locaux et national), département touristique des chambres du commerce, enseignants et formateurs.

Ces données, qui ne prennent pas en compte les emplois induits (dans le secteur des transports, du bâtiment, de l'industrie, de l'agriculture ou des services) datent de l'année 2011, et je n'ai pas eu accès à des informations plus récentes, mais il est possible de supposer que l'augmentation du tourisme depuis cette date coïncide avec une augmentation des emplois dans le secteur.

Cependant, ces chiffres négligent le caractère saisonnier de l'activité touristique, et par conséquent, le caractère intermittent de la plupart de ces emplois. Une structure a été créée pour tenter de résorber la précarité des travailleurs du secteur, ainsi que me l'explique avec entrain, Blanka Belošević :

« nous avons cet Institut des travailleurs saisonniers permanents, ce qui peut sembler étrange. Pourquoi ? Parce que les travailleurs saisonniers sont habituellement employés comme équipe additionnelle, car les entreprises ne peuvent pas les garder l'année entière !

Et nous avons remarqué que très souvent, certaines entreprises emploient toujours les mêmes travailleurs saisonniers. Parce que si vous avez du personnel expérimenté et que vous êtes satisfait de la qualité de leur travail, pourquoi devriez vous encore, en former un autre et un autre, et un autre pour faire le même travail, alors qu'en fait, vous êtes satisfait avec celui là ? Mais malheureusement, vous ne pouvez pas garder ces personnes toute l'année... ou dans un emploi permanent, mais vous pouvez seulement les employer de façon saisonnière, quand vous avez besoin d'eux.

Donc, l'Institut actuel fonctionne comme ça : si vous êtes satisfait avec cette personne et que

vous voulez toujours avoir cette personne, qui convient quand un besoin apparaît, vous les payer quand ils sont là, de façon normale, juste, tout, vous payez toutes les taxes, toutes les cotisations, tout ce que vous devez payer, en tant qu'employeur vous le payez. Mais, quand ça finit, le gouvernement prend en charge et paye pour les cotisations sociales, la retraite, l'assurance santé.

Donc c'est un des éléments qu'on essaie de résoudre, des problèmes sociaux. Et alors, un autre aspect est comment promouvoir, bien sûr, le salaire, le revenu fourni n'est pas terrible, si vous travaillez trois mois ou quatre mois, au lieu de, au moins six ou sept ou huit mois. Ce n'est pas bien sûr la même chose, à Zagreb, où vous avez des hôtels ouverts toutes l'année. dans certaines destinations, vous avez certains hôtels ouverts à l'année comme à Opatija, à Dubrovnik. » (Extrait d'entretien, Blanka Belošević, Zagreb, 13 mai 2015).

Si, une telle initiative représente une opportunité d'améliorer les conditions de travail des employés de tourisme, elle ne saurait suffire à elle seule (voir infra).

Parmi les mesures préconisées dans les plans de développement du tourisme, figure aussi l'épineuse question de la privatisation. Comme le rappelle l'anthropologue Pamela Ballinger, durant la période titiste, les particuliers étaient autorisés à proposer leurs biens immobiliers à la location pour les touristes ce qui constituait une source de revenus, et de confort :

« The growth of large hotel structures along the Adriatic coast was paralleled by the creation of private accommodations in the form of apartments for rent, with legislation passed in 1965 (the Basic Law on Catering Activity) permitting Yugoslav citizens to house paying guests and to establish private catering enterprises. Credits from the government together with remittances from workers abroad facilitated the building of such apartments [...]. The income generated by renting apartments and the possibilities for rebuilding or building anew comfortable, modern homes raised standards of living along the coast. » (2003 : 5)

Cette pratique permettait aux habitants des régions côtières de bénéficier directement des dividendes générées par le tourisme, de même que les salariés des entreprises auto-gérées du secteur touristique, comme l'explique l'auteure : *« self-management also created in some workers a sense of rights and participation much greater than that found in the Soviet bloc, a fact to be kept in mind when considering the reaction of average Croats to privatization »* (ibid. : 4).

Aussi la privatisation du secteur a-t-elle été considérée avec méfiance sinon avec hostilité, en ce qu'elle représentait une menace pour les habitants et les salariés de se voir dépossédés d'un moyen de subsistance, par des investisseurs étrangers des multinationales, mais aussi par des investisseurs locaux, ainsi que l'affirme l'historien et architecte Michael Zinganel :

« Given the long tradition of workers' self-management and the towns' considerable political leverage, local populations and local authorities identified strongly with the tourist enterprises that had once been 'theirs'. They therefore tried to maintain as much control as possible and showed a healthy distrust of investors of any type – proteges of the Zagreb government and foreigners alike – as well as of proposals and schemes floated by the Croatian Privatization Fund that had formally expropriated them. » (2013: 168)

À cela s'ajoute la crainte de voir leur droit d'accès au littoral entravé par la création de plages privées ou payantes, là où le titisme avait fait des plages un bien public inaliénable. Cette crainte n'est pas infondée, puisque dans de nombreuses destinations touristiques, en particulier dans les pays en voie de développement, les touristes étrangers demeurent à l'intérieur des complexes qui leur sont réservés et ils y effectuent l'ensemble de leurs dépenses : hébergement, restauration, services (excursions organisées, activités optionnelles, prestations diverses), achats de souvenirs... l'archétype de ce type d'infrastructure étant le Club Med. Et les habitants, non seulement n'ont pas accès aux infrastructures qui se trouvent sur leur territoires, mais profitent peu des retombées du tourisme.

La privatisation a aussi été ralentie par le fait que l'État croate voyait d'un mauvais œil tout ce qui pouvait s'assimiler à une limitation de la souveraineté nationale, et selon Ballinger :

« The Croatian state instead remained a main shareholder in certain key firms and sought to control foreign investment (at the same time that foreigners often proved wary of investing in Croatia). The fear that "carpetbagger" foreigners would buy out Croatia and strip the country of its assets did reflect genuine concerns, though the continuation of a virtual state monopoly suited the nationalistic and autocratic style of the Tudjman regime. » (op.cit.)

Ces éléments expliquent la lenteur avec laquelle la privatisation est mise en œuvre en Croatie. En effet, selon Fabrice Pinteau :

« en 1996, de 70 à 80 % du capital des entreprises du secteur du tourisme est ainsi encore entre les mains de l'État. De même, en 1997, sur 470 hôtels et entreprises touristiques, seuls 71 étaient privatisés, soit 8 % du total. De ce fait, la plupart des entreprises se trouvent donc, à la fin du conflit (en 1998) être encore la propriété de l'état, soit directement (par le biais du fonds de privatisation croate), soit indirectement (leurs capitaux étant détenus par des banques nationales ou des fonds de pension croates). » (op.cit. : 106)

Il faudra attendre l'alternance politique consécutive au décès de Tudjman, pour que la privatisation devienne effective. Toutefois, le problème de la privatisation n'est pas encore résorbé, comme le confirme Blanka Belošević lors de notre entretien, car il y a des situations

ou la propriété des biens n'a pas été résolue :

« ce problème de terrains touristiques qui n'étaient pas privatisées est toujours très lourd et parfois vous ne pouvez pas commencer des investissements parce que vous ne pouvez pas, vous ne pouvez pas résoudre la question de la propriété du terrain. Nous avons eu d'énormes migrations de la Yougoslavie précédente, pas seulement de Croatie, c'était...avant la Première Guerre, après la Seconde, Première Guerre encore plus, après la Seconde guerre mondiale, beaucoup euh, même dans les siècles précédents, parce que dans certaines régions, les gens les plus pauvres migraient. Parfois vous avez une parcelle de terrain, vous avez des douzaines et des douzaines de propriétaires, parfois les gens sont morts, vous ne pouvez pas les retrouver, ou quelqu'un est vraiment inflexible et ils veulent beaucoup d'argent, comme partout dans le monde. » (Extrait d'entretien Blanka Belošević)

Si la défiance à l'égard des capitaux étrangers a probablement permis de préserver le littoral croate de la spéculation immobilière et de la bétonisation à outrance dont souffraient déjà les destinations concurrentes, la lenteur du processus de privatisation a aussi eu des effets négatifs sur le tourisme, dans la mesure, où il en est résulté une absence d'investissement, provoquant le vieillissement de parc hôtelier et des infrastructures touristiques.

Le Ministère du Tourisme adopté une mesure destinée à soutenir financièrement les propriétaires individuels porteur d'un projet de location touristique à rebâtir, restaurer, mettre aux normes leur bien pour bénéficier des revenus du tourisme, permettant à la fois de pallier au manque d'infrastructures d'hébergement et au taux de chômage élevé consécutivement à la guerre, Blanka Belošević me donne des détails sur ce programme lors de notre entretien :

« Par exemple une des mesures très fructueuse était « Incitation à la réussite » comme beaucoup d'hébergements étaient détruits, ou inutilisés ou inachevés, les gens avaient perdu leur travail, ou avait perdu leur revenu parce qu'il n'y avait pas de tourisme. Et il était très difficile pour eux de recommencer, rénover, continuer. Euh, vous savez comme c'est difficile avec les banques, ils font *tellement* pour sécuriser leurs investissements et le remboursement des prêts. Nos taux d'intérêts étaient très élevés, parce que vous savez, c'était une économie d'après-guerre, donc c'était risqué. Alors le ministère a négocié avec des banques commerciales, pour obtenir un taux situé entre environ 5, et 6% d'intérêts, ce qui était plus bas qu'habituellement. Souvent les particuliers ne pouvaient pas fournir autant de garanties, quelle qu'elles soient. Alors on a conçu ce projet, ce programme, pour payer une partie de leur taux d'intérêts » (Extrait d'entretien, Blanka Belošević, Zagreb, 13 mai 2015)

Outre l'adoption de mesures ayant une portée locale, les acteurs du développement touristique croate entreprennent un travail de façonnement de l'image de la destination. Cette stratégie

promotionnelle se développe en amont du séjour, par la diffusion de l'image touristique auprès de la clientèle potentielle, par le recours à plusieurs canaux de transmission : guide de voyage à grand tirage (*Guide du Routard* et *Lonely Planet*), articles de presse, reportages télévisés dans des médias à large audience, sites Internet, campagnes publicitaires dans le métro parisien, événements culturels et commerciaux qui se multiplient depuis la fin des années 2000. Mais, en dépit de la variété des sources, la plupart des informations émanent, directement ou indirectement, de l'Office national du tourisme ainsi que l'affirme Fabrice Pinteau.

I.1 Débalkanisation et élaboration d'une image identifiante

La promotion touristique de la Croatie implique, en premier lieu, de se démarquer du reste de la péninsule balkanique, car celle-ci est associée à des connotations trop péjoratives. En effet, en raison d'une méconnaissance de la région, de sa culture et de son histoire, des représentations négatives circulent au sujet des Balkans et provoquent un sentiment d'altérité et d'incompréhension parmi les citoyens européens, principale clientèle de la Croatie.

L'historienne Maria Todorova a eu beau déconstruire magistralement le balkanisme, dans son livre *Imaginaire des Balkans*, il semble qu'en dehors d'un cercle restreint d'intellectuels, les stéréotypes associés à la région soient très profondément ancrés et résistent à la critique.

La diversité et la complexité culturelle de la péninsule sont étouffées sous les stéréotypes de haines ataviques et irrationnelles toujours prêtes à ressurgir, d'instabilité politique, de criminalité et de chaos, lieux communs largement véhiculés dans les médias. Alors, malgré de nombreuses caractéristiques culturelles partagées avec ses voisins, la Croatie tente de se défaire de cette étiquette dévalorisante et cette débalkanisation s'effectue par la focalisation sur l'identité méditerranéenne et dans une moindre mesure sur l'identité centre-européenne, en mettant l'accent sur l'héritage austro-hongrois, vénitien, le catholicisme romain et sur le caractère civilisé de la nation croate, entonnant ainsi le refrain du balkanisme pour s'en démarquer de la sorte : les Balkans c'est les Autres.

I.1.1 Restauration de la touristicité et élaboration d'une image identifiante

Le tourisme constitue un secteur vital de l'économie croate. Au sortir de la guerre, la restauration des flux touristiques, et en particulier le retour de la clientèle internationale représentait donc une nécessité impérieuse, pour un pays à l'économie sinistrée par le conflit et la reconstruction. C'est pourquoi, parallèlement à la reconstruction des infrastructures d'hébergement, de transport et de loisir, et en sus de la restauration du patrimoine architectural et artistique endommagé par les combats, il était indispensable de restaurer la *touristicité* du pays, afin de se départir de la mauvaise réputation sur la scène internationale induite par la guerre, d'effacer des esprits le souvenir de la violence, pour attirer à nouveau la clientèle étrangère et ainsi, injecter des devises fortes dans l'économie du pays.

La touristicité, concept élaboré par le géographe Jean-Marie Théodat, dans sa comparaison de la situation touristique entre Haïti et la République Dominicaine, réfère au potentiel d'attractivité d'une destination touristique et s'avère particulièrement éclairant pour comprendre la construction d'une identité touristique, ou dans le cas croate, sa reformulation. Elle est la résultante des atouts objectifs de la destination (climat, géographie, accessibilité), de l'offre de tourisme proposée, du climat géopolitique, de l'absence de risque (sanitaire, naturel, politique), et de l'image du pays :

« La “touristicité” d’un territoire est la résultante d’un ensemble de facteurs physiques et sociaux qui favorisent la valorisation du séjour ou l’assignent à la marginalité. Elle se traduit par un ensemble de clichés (au propre comme au figuré) immédiatement reconnaissables, renvoyant à un code établi de connaissances communes. Ces clichés sont créés par une publicité sélective qui filtre les éléments de la représentation collective pour n’en retenir que celles dont la valeur marchande (variable selon l’offre) est la plus élevée. Ces clichés jouent un rôle décisif dans la promotion touristique. D’eux dépend en grande partie la “touristicité” d’un site ou d’un pays. » (2004 : 315)

La touristicité de la Croatie ayant été mise à mal par la guerre et sa médiatisation, il était nécessaire, au sortir de la guerre, de prendre des mesures afin de restaurer le potentiel d'attractivité du pays. Une transformation de l'image du pays a donc été entreprise par les acteurs de la promotion touristique, afin de reconquérir la clientèle étrangère, de redorer le blason croate sur la scène internationale, et de doter la destination d'une *image identifiante* attractive. L'anthropologue Saskia Cousin, dans sa thèse de doctorat recourt à l'expression d'image identifiante formulée par Marc Augé et en donne la définition suivante :

« L'image identifiante est donc la notion que j'emploierai pour désigner l'ensemble des images et des discours que j'ai observés et qui organisent une mise en scène spécifiquement touristique de l'identité, à travers la littérature grise nationale et internationale, les brochures touristiques, la dénomination des lieux, la constitution de territoires touristiques, les interprétations de l'histoire et des traditions populaires, l'intégration des normes de protection et de conservation, la création de réseaux et de labels, l'exposition dans les salons du tourisme, les " fêtes historiques ", les " maisons de pays ", etc. Bref, tout ce qui tend à produire une image normée à laquelle chacun est prié de s'identifier. » (2007 : 24)

Ce concept s'avère particulièrement utile pour comprendre le processus de construction de l'image du pays entrepris par le Ministère et l'Office croate du tourisme. En effet, dans un document interne que j'ai pu me procurer, l'objectif de « Construire une nouvelle identité » figure mot pour mot, parmi les préconisations du Ministère, témoignant du fait que les acteurs locaux sont au fait de cette nécessité d' « édifier une image susceptible d'être reconnue par le tourisme » (po.cit. : 230), et qu'ils mettent en œuvre des stratégies et des moyens pour y parvenir.

La première étape de la restauration de la touristicité croate et de l'élaboration d'une image identifiante a consisté à faire la publicité du nom et de la localisation de la destination. En effet, si, le littoral croate était fréquenté de longue date par les touristes européens, avec une massification progressive de la fréquentation à partir des années 1960, comme cela a été analysé dans le chapitre précédent, les visiteurs étrangers en villégiature sur le littoral dalmate se rendaient en Yougoslavie, pays dont la notoriété sur la scène internationale le rendait aisément identifiable.

Krešimir Rašan, qui occupe la fonction de *Director of Services for visitors* à l'Office du tourisme de Zagreb, établit un parallèle entre la situation croate et la situation américaine pour illustrer l'enjeu que représente le nom de la destination :

« Peut-être peut-on comparer, disons que vous êtes allée aux États-Unis. Vous n'allez pas dire que vous êtes allée en Ohio, ou peut-être en Utah, ou en Pennsylvanie, vous diriez vous êtes allée aux États-Unis. C'était la même chose si vous alliez en Yougoslavie, vous n'auriez jamais dit que vous étiez en Croatie. Alors pour les Croates, il était vraiment important que le reste du monde puisse savoir qu'il y avait désormais un nouvel État indépendant. Malheureusement, ils ont entendu parler de nous à cause de la guerre. Et c'était bien et mal dans le même temps, pour nous. On avait de la visibilité à cause de la guerre, que ce soit positif ou négatif. Le fait qu'on parle de la guerre ça a été l'occasion de faire connaître au gens qu'il y avait quelque chose de nouveau là-bas, un nouvel État, un État indépendant, c'était la guerre, mais quelque chose était en train de se produire. » (Extrait d'entretien Krešimir Rašan, Zagreb, 06/12/2011)

Ainsi, selon mon interlocuteur la médiatisation de la guerre, aussi néfaste soit-elle pour l'image de la destination, a permis de faire connaître le nouvel État, son nom et sa localisation. L'importance de cet enjeu m'est confirmée par Blanka Belošević :

« Donc qu'est-ce qui s'est passé après la guerre ? Vous devez montrer au monde, qui connaissait la côte *yougoslave*, qu'en fait, c'est la même côte que celle qu'ils ont aimé, mais avec un nouveau nom. Ça a toujours été une côte *croate*, mais comme le nom du *pays* était officiellement Yougoslavie, tout le monde s'y référait en tant que *yougoslave*. Donc c'est pour cela que, initialement, avec le premier ensemble d'activités promotionnelles c'était très axé sur le positionnement du nom. Vous savez, montrer ces belles images qu'ils connaissent et dire, « Croatie » « Croatie » « Croatie », blablabla... » (Extrait d'entretien, Blanka Belošević, Zagreb, 13 mai 2015)

Pour ce faire l'Office National du tourisme a réalisé un clip publicitaire montrant des images du pays accompagné du slogan « *Mediterranean as it once was* », qui a été diffusé sur CNN en 2002, pariant sur l'audience que la chaîne avait tant aux USA qu'à l'international, ainsi que me l'explique Blanka Belošević :

« initialement, la première partie était de ré-établir quelque chose qui était mort, en donnant votre nom, et faire comprendre aux gens que c'est sûr maintenant. Donc on a montré beaucoup d'images, beaucoup de présence sur CNN, c'était bien reçu, vous savez, vous avez de la musique, vous avez des images et vous avez CROATIE ! Voilà ce que ça signifie d'avoir un moyen puissant, pour promouvoir le NOM ! » (Extrait d'entretien, Blanka Belošević, Zagreb, 13 mai 2015)

Il a aussi fallu faire connaître la destination aux professionnels du secteur par deux opérations complémentaires débutées dès la fin de la guerre et intensifiées dans les années 2000. Tout d'abord, comme me le raconte Krešimir Rašan, les acteurs croates du tourisme ont organisés des voyages de presse :

« La première étape a consisté, en coopération avec l'Office national du tourisme, à organiser des voyages d'inspection pour les journalistes étrangers et les voyageurs : ils viennent visiter la côte croate, ainsi que Zagreb, ils restent quelques jours et voient ce qu'on peut offrir aux touristes étrangers et pourquoi il serait intéressant pour eux d'incorporer la destination à leur catalogue, ça c'est pour les agences de voyage, et les journalistes, ils peuvent faire des reportages sur la Croatie, et la côte adriatique, et montrer que nous sommes un beau pays qui n'est pas si éloigné, en particulier de nos jours, et montrer qu'on a beaucoup de diversité à offrir sur un espace limité. » (Extrait d'entretien Krešimir Rašan, Zagreb, 6 décembre 2011)

Ces voyages permettent aux professionnels internationaux de s'assurer que la destination est sûre et qu'elle dispose des infrastructures requises, ils représentent aussi une occasion de rencontrer les professionnels du tourisme locaux et de conclure des accords commerciaux.

Parallèlement, les acteurs institutionnels du tourisme ont pris part à de nombreux événements professionnels internationaux : salon, foire, expositions. D'après Krešimir Rašan, au cours la décennie 2000-2010, l'Office national du tourisme a participé à environ soixante-dix événements commerciaux majoritairement en Europe (mais aussi au Japon, en Inde, aux USA et en Chine), quant à l'Office du tourisme de Zagreb, elle a participé à une cinquantaine d'événements. Depuis plusieurs années, ce événements commerciaux et culturel se multiplient en France.

Au nombre de ces événements figure notamment le "Village de la Croatie" installé place du Palais Royal à Paris, du 30 mai au 9 juin 2011. Le but affiché de cette exposition itinérante, organisée en partenariat avec l'Office du tourisme et la Chambre de commerce croate et qui circule dans le monde depuis 2007 sous le nom "Be CROative", était de faire connaître le terroir, les traditions et les grands hommes croates, en témoignent les propos du Président de la Chambre de commerce de Croatie, Nadan Vidošević, dans la plaquette consacrée à l'événement :

« Par l'exposition Be CROative, est faite la promotion des produits croates de bonne qualité (portant les indications "Produit d'origine croate" et "Qualité croate"), des artistes, des scientifiques, des innovateurs et des inventions des Croates, connus dans le monde entier, et ainsi également la promotion de la Croatie elle-même en tant que pays d'hommes innovateurs et créateurs. Par cette exposition, la Chambre de commerce de Croatie tient à montrer que la Croatie, a non seulement des sportifs de première ligue et des paysages admirables, mais qu'elle réalise aussi des produits de qualité supérieure, créés par son intelligence et son ingéniosité. La CEC tient également à présenter, avec fierté, les grands hommes croates, les artistes, les savants et les innovateurs, qui ont contribué au progrès global.³⁹⁶ »

Par cet extrait, il apparaît clairement que la promotion touristique sert à la fois des desseins économiques et identitaires, dont il sera question dans la conclusion de ce chapitre.

Pour la délégation de l'office du tourisme de Zagreb présente sur place, il s'agissait de fournir au public des informations directes sur la Croatie et sur Zagreb, et cela même s'il ne devait pas y avoir d'impact immédiat en terme de fréquentation, car pour Krešimir Rašan, « l'important c'est de susciter un intérêt, à travers ces événements, notre objectif c'est que beaucoup de gens viennent et posent des questions, c'est important pour nous, qu'ils aient des informations de

³⁹⁶ Nadan Vidošević, Achetons des produits croates ! Be CROative !, Chambre économique de Croatie, Zagreb, mai 2011, p.3

première main, de la part de quelqu'un qui y vit, ou de la part de quelqu'un qui a été là-bas » (Extrait d'entretien Krešimir Rašan, Zagreb, 6 décembre 2011).

D'autres événements culturels parrainés, voire organisés par l'Office du tourisme croate, ont eu lieu en France, comme l'exposition « Instantanés de Croatie », qui a circulé à travers la France pendant plusieurs années. Les clichés des photographes français Sarah Bouillaud, Eric Bourrier, Yann Castanier, Gaëlle Gonzalez, Eric Legrand et Martin Le Roy, accompagnés de mots-clefs en grands caractères – héritage, intimité, pureté, sagesse, oxygène, saveurs, tranquillité, douceur, équilibre, fraîcheur, évasion, authenticité, caractère, éternité – ont servi de support aux différentes campagnes publicitaires de l'année 2009 organisées dans le métro parisien (10-16 mars), la presse magazine « dans des titres dédiés à l'art et la culture, à la décoration et au design ou encore au voyage et aux loisirs³⁹⁷ » et sur Internet (campagne cofinancées par les voyagistes Fram, Jet-Tours, Marsans et Thomas Cook).



Figure n°61 : Visuels de la campagne publicitaire « Instantanés de Croatie 2009 »

Les clichés de la campagne publicitaire de 2010, que l'on doit aux photographes français Pierre-Elie de Pibrac, Aurélie Bussière, Jean-Stéphane Cantero et Dominique Milherou (voir infra), ont aussi fait l'objet d'expositions photographiques, notamment au Festival de la photographie de Toulouse en mai 2010.

³⁹⁷ La Croatie lance une campagne de promotion instantanée, Tourmag,
Source : http://www.tourmag.com/La-Croatie-lance-une-campagne-de-promotion-Instantanee_a31089.html
Consulté le 10/02/2015

Dans le même registre, il convient d'évoquer le festival « Croatie la voici » organisé dans le cadre de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, entre septembre et décembre 2012. Le festival regroupait environ 350 artistes croates, et se composait de 18 expositions, 25 concerts, 16 représentations théâtrales, une centaine de projections, 15 performances, à travers toute la France, mettant en valeur à la fois la scène artistique contemporaine que le patrimoine croate. Dans l'éditorial du dossier de presse, Andrea Zlatar Violić, Ministre de la Culture de la République de Croatie affirme que le festival représente « une opportunité sans pareil de promouvoir le patrimoine culturel croate et présenter les artistes contemporains au public français exigeant. Durant les trois mois pendant lesquels se déroulera le programme du festival, un public plus large aura l'occasion de découvrir ou de mieux faire connaissance avec l'art croate³⁹⁸ ». Le festival mobilise de nombreux acteurs institutionnels croates de premier plan : Ministère de la culture, Ministère des affaires étrangères et européennes, Ministère des sciences, de l'éducation et des sports, Ministère de l'économie, Ministère du tourisme, Chambre de commerce et Office croate du tourisme, ce qui permet d'affirmer la portée identitaire, politique et économique d'un événement culturel d'une telle ampleur. L'insistance sur les dimensions telles que la richesse culturelle, l'appartenance à l'Europe et les apports de la Croatie à la culture européenne et mondiale, permet de diffuser des représentations positives du pays et contribue à forger l'image identifiante de la destination. Toutefois, pour faire revenir la clientèle étrangère échaudée par les atrocités et les destructions provoquées par la guerre et conquérir la clientèle française qui n'est pas familière de la région, il a d'abord fallu mettre l'accent sur la sécurité et la stabilité de la destination.

I.1.2. Évacuation de la guerre de la sphère touristique et accent sur la sécurité

Comme cela a déjà été souligné dans le chapitre précédent, la multiplication des actes de violence visant les voyageurs depuis la fin des années 1990 – attentats, prises d'otage, meurtres, enlèvements, violences sexuelles – marquent un tournant dans l'appréhension du monde par le tourisme. Depuis lors, en effet, la sécurité est devenue pour de nombreux voyageurs, un critère crucial dans le choix d'une destination de voyage. En témoignent les fiches pays élaborées par le Ministère français des Affaires étrangères, disponibles par ordre alphabétique dans la rubrique « Conseils aux voyageurs », et qui recensent – outre les formalités d'entrées dans le pays, les informations utiles et les coordonnées des représentations diplomatiques et consulaires – les risques en matière de sécurité,

³⁹⁸ Croatie La voici, Festival de la Croatie en France, Dossier de presse, p.4

accompagnées de recommandations aux voyageurs.

Les exigences du secteur touristique en matière de sécurité n'ont pas échappé aux acteurs de la promotion touristique croate. Aussi, au sortir de la guerre, la stratégie du Ministère croate du tourisme et de l'Office croate du tourisme a donc consisté – outre le travail de positionnement du nom – à certifier la sûreté de la destination, auprès des voyagistes, des investisseurs étrangers et des diplomates des pays-émetteurs de tourisme.

Pour ce faire, les deux institutions se sont attelées à prouver aux professionnels internationaux du secteur que la région était pacifiée et stable depuis la fin de la guerre, et à leur rappeler que le littoral croate leur était familier et possédait une longue expérience du tourisme. C'est ce qu'affirme Blanka Belošević lors de notre entretien :

« Donc, vous devez d'abord leur montrer, prouver que c'est sûr, vous devez leur dire : « mais vous nous connaissez, nous étions ici avant, et vous nous connaissiez avec un autre nom ». Donc la première étape de la promotion était, en fait, de leur assurer que c'était sûr, qu'il n'y avait aucun risque à craindre ! » (Extrait d'entretien Blanka Belošević, Zagreb, Ministère du tourisme, 13 mai 2015)

La participation de l'Office croate du tourisme aux foires, expositions et salons professionnels internationaux, ainsi que l'organisation des voyages de presse (dans un premier temps en Istrie et à Zagreb, régions n'ayant pas été affectées par les combats) représentait une opportunité décisive de fournir « des informations de première main » aux professionnels internationaux du tourisme de leur assurer que la destination était « absolument libre, et sûre, et accueillante, autant que leur propre ville et leur propre pays », ainsi que me l'explique Krešimir Rašan, lors de notre entretien.

La seconde étape dans la promotion de la Croatie comme destination sûre, et donc propice au retour des touristes, a consisté en l'occultation du récent passé de violence. En effet, comme le rappelle la sociologue Lauren Rivera, les événements qui attirent négativement l'attention de l'opinion publique internationale (attentat, guerre, instabilité politique) affectent la renommée d'un pays sur la scène internationale et par ricochet son économie, mais aussi, pourrait-on ajouter, sa touristicité.

La médiatisation de la guerre d'ex-Yougoslavie venant réactiver tous les fantasmes profondément ancrés autour de la poudrière des Balkans et entérinant l'image d'une région pouvant s'embraser et sombrer dans la violence sans préavis, a provoqué un grave dommage de réputation pour la Croatie. Par conséquent, pour les spécialistes internationaux du marketing – dont Rivera rappellent qu'ils ont été sollicités par les autorités croates – le souvenir de la guerre est-il perçu comme une menace pour l'image du pays, et donc une

entrave potentielle au retour des touristes étrangers. Aussi les responsables de la promotion touristique ont-ils fait le choix de l'invisibilisation de la guerre. Et cette occultation concerne à la fois le matériel promotionnel s'adressant aux visiteurs potentiels et l'espace public des localités touristiques.

Selon le directeur de l'Office du tourisme d'Osijek, Damir Macanić, les visiteurs étrangers, pour la plupart, n'ont pas connaissance la guerre (comme j'ai pu le constater à maintes reprises lors de conversations avec des touristes, qu'ils soient européens ou extra-européens). C'est particulièrement vrai des jeunes générations, des visiteurs qui étaient enfants ou n'étaient pas encore nés pendant la guerre, et qui sont d'importants consommateurs de tourisme. Par conséquent, selon mon interlocuteur, le moyen le plus efficace de ne pas attirer leur attention sur cette période, c'est, tout simplement de ne pas mentionner la guerre, et de focaliser la promotion sur les atouts que le pays et ses différentes régions ont à offrir au tourisme, sur les attractions dont les visiteurs peuvent profiter :

« Il n'y a pas besoin de dissimuler, il suffit simplement, ne pas mentionner la guerre. C'était il y a plus de 20 ans désormais et les visiteurs ne viennent pas pour ça. Donc inutile d'en faire la publicité ! » (Extrait d'entretien Damir Macanić, Osijek, 26 novembre 2011)

L'étude des matériaux utilisés dans la promotion touristique permet en effet de constater que la guerre a été occultée du discours promotionnel croate. Ce qui signifie tout simplement que la guerre n'est pas évoquée, comme c'est le cas sur le site internet de l'Office du tourisme, où, même la page consacrée à la Slavonie ne fait aucune mention de la dernière guerre, et où la ville de Vukovar n'est citée que pour évoquer la distance qui la sépare du site archéologique de Vučedol. Et lorsque il est fait mention de la guerre, cette évocation se caractérise par le fait qu'elle est euphémisée, simpliste, et surtout laconique.

Concernant les brochures proposées par l'Office croate du tourisme en France, ou par les Offices du tourisme des localités touristiques dans lesquelles j'ai enquêté, nulle mention de la guerre, de ses causes ou de ses conséquences, sauf à Vukovar, où dans la brochure éditée par l'Office du tourisme de la ville, la guerre se résume à la phrase suivante : « *In 1991, the city was destroyed and occupied by Serbian aggressor and all non-Serbian population was expelled and captured in concentration camps* ». Et le site internet³⁹⁹, qui au moins jusqu'en 2016 était axé autour de la guerre et des lieux de mémoire à visiter dans la cité (proposant même une visite virtuelle des différents sites), a été complètement remanié, pour faire la part belle à tourisme rural, à la gastronomie et l'œnologie, et aux activités sportives en pleine nature. Les pages de la version anglaise du site sont vides et il faut se rendre sur le site

³⁹⁹ Source : <https://turizamvukovar.hr/>

internet de l'Office du tourisme du comté de Vukovar-Srijem⁴⁰⁰ pour trouver des informations en anglais. Ici encore, la guerre est exclue et la promotion touristique met l'accent sur l'agrotourisme, les traditions locales et les richesses de la nature.

Le Guide du Routard Croatie (édition 2010/2011) consacre une page à la guerre en Croatie (contre une page et demi à la guerre en Bosnie dans le même volume) dans sa rubrique « Hommes culture et environnement », entre les sections consacrées à la gastronomie et aux médias. L'ouvrage distille aussi des éléments de l'histoire récente, notamment de la guerre d'ex-Yougoslavie, au fil des pages, dans les sections consacrées à l'histoire des villes à visiter, qui présentent des ressemblances évidentes avec l'interprétation nationaliste de l'histoire croate, à la différence que cette histoire est narrée sur un ton oscillant entre désinvolte et sensationnalisme.

Dans le Géoguide Sélection Croatie (édition spéciale 2005), celui-là même qui est à l'origine de mon sujet de recherche, aucune section n'est consacrée à l'histoire, et la guerre se résume à une phrase dans les présentations de Zagreb et d'Osijek, et à un paragraphe dans la présentation de Dubrovnik. Quant à la ville de Vukovar, elle ne fait même pas partie de la sélection des localités à visiter.

Le site marchand « Croatie tourisme », qui propose différentes prestations de voyage, « *all inclusive* », billets d'avion, de train ou de ferry, location de voiture, hébergement, présente dans sa rubrique « découvrir » un onglet « histoire de la Croatie » qui a la particularité de se focaliser uniquement sur les naufrages de navires dans l'Adriatique. Quant à la page consacré à la Slavonie, elle contient des informations sur le patrimoine architectural de Vukovar, mais aucune mention de la guerre, sinon la phrase suivante qui peut paraître assez énigmatique pour un lecteur qui n'aurait pas connaissance du destin de Vukovar : « Depuis 1998, après la réintégration pacifique, sous contrôle croate, de nombreux bâtiments ont été reconstruits et restaurés. Néanmoins, on remarque encore de nombreuses ruines dans la ville⁴⁰¹ ».

Puisque les références au passé de violences sont considérées comme étant inappropriées dans les espaces destinés aux touristes, inconciliables avec les exigences du secteur, et incompatibles avec les aspirations d'une clientèle à la recherche de vacances « *Sea Sun and Sand* », elles ont été évacuées de l'espace touristique. Par conséquent, la restauration du patrimoine et des infrastructures endommagées par la guerre est associée à une stratégie d'occultation qui donne l'impression que la page de la guerre a été tournée, voire qu'elle n'a

⁴⁰⁰ Source : <http://www.visitvukovar-srijem.com/en/>

⁴⁰¹ Source : <https://www.croatieturisme.com/regions-touristiques-de-croatie/slavonie/>
Consulté le 19/08/2019

jamais eu lieu, permettant aux visiteurs étrangers de profiter de leurs vacances en toute insouciance. Cependant, ce passé « honteux », « embarrassant », ou encore « difficile »⁴⁰², ainsi que le qualifie Lauren Rivera, s'il a effectivement été omis de la promotion touristique, n'est pas pour autant ostracisé, ou proscrit de la vie sociale croate, il est seulement confiné à la sphère de l'entre-soi. Cela va à l'encontre de l'affirmation de Rivera, qui fait l'amalgame entre invisibilisation à l'œuvre dans la sphère touristique et absence de mémorialisation lorsqu'elle écrit :

« The CNTB⁴⁰³'s decision not to recognize the war is linked to a broader absence of state-sponsored commemoration throughout the country. There are currently no national monuments or museums dedicated to the war⁴⁰⁴. As of 2007, the Croatian history Museum had not expanded its collection to include exhibits pertaining to Croatia's postindependence history. [...] Moreover, despite the recommendations of international consultancies, the government has not created cultural or educational institutions dedicated either to the war or to issues of ethnic conflict. » (2008 : 620)

De nombreux éléments viennent invalider son analyse. Non seulement pléthore de monuments, mémoriaux et musées sont consacrés à la guerre patriotique, mais, de surcroît la mémorialisation a débuté de façon très précoce : première commémoration de l'opération Oluja en 1996⁴⁰⁵, (soit un an après la reconquête de la région de Knin) création du cimetière-mémorial de Vukovar en 2000 (soit deux ans après la réintégration pacifique de la région), inauguration du monument « Wall of pain » à Zagreb en 2004, création du HMDCCR⁴⁰⁶ en 2004 ..., le processus était donc déjà à l'œuvre au moment de la parution de cet article ! Peut-on considérer cette interprétation erronée de la situation croate comme une preuve de la performativité de l'imagerie touristique, ou du succès de l'entreprise d'invisibilisation de la mémoire ? Dans tous les cas, cela donne lieu à des interrogations.

Ce passé difficile n'est donc pas été refoulé (contrairement à ce que j'avais pu moi aussi penser initialement), il a seulement été dissimulé, soustrait aux yeux des visiteurs étrangers. Car même dans les villes côtières, principales destinations du tourisme en Croatie, la mémoire de la guerre trouve à s'exprimer. Simplement elle recourt à des codes inaccessibles aux visiteurs étrangers, qui ne perçoivent pas son iconographie, ne saisissent pas la portée de ses symboles, ou bien, elle se donne à voir dans des espaces habituellement exclus de la

⁴⁰² Rivera 2008

⁴⁰³ Croatian National Tourism Board

⁴⁰⁴ C'est moi qui souligne

⁴⁰⁵ Vjeran Pavlakovic. Source : <https://www.wilsoncenter.org/publication/347-eye-the-storm-the-icty-commemorations-and-contested-histories-croatias-homeland-war>

⁴⁰⁶ HRVATSKOGA MEMORIJALNO-DOKUMENTACIJSKOGA CENTRA DOMOVINSKOGA RATA : Centre Croate de documentation et de mémoire de la guerre patriotique

consommation touristique (cimetières, ville moderne...). Ces deux univers de représentations, aussi antagonistes puissent-ils paraître, peuvent ainsi se superposer géographiquement.

Dans le même mouvement, c'est toute l'histoire du XXe siècle qui est exclue de la construction de l'image touristique, qu'il s'agisse de la période yougoslave (royale ou socialiste) et des deux conflits mondiaux. Car le désenchantement, que de tels événements provoquent, ne s'accorde pas avec les nécessités du tourisme, et conduit à leur éviction de la documentation touristique. Dans les guides de voyage, ces épisodes sont à peine esquissés malgré leur impact considérable sur la société croate contemporaine, et on ne trouve aucune évocation des monuments socialistes (quelque soit leur valeur esthétique par ailleurs), pourtant nombreux à travers le territoire. Et des sites comme le camp de concentration de Jasenovac ou l'île-prison de Goli Otok ne bénéficient d'aucune visibilité dans les documents destinés aux visiteurs étrangers.

I.2 Une stratégie marketing axée sur l'appartenance à l'aire méditerranéenne et l'originalité de la destination

L'invisibilisation de la guerre dans l'espace public et dans les discours possède une certaine efficacité, mais elle ne saurait être suffisante en soi pour compenser le dommage de réputation causé par le conflit. Aussi, pour compléter le travail accompli afin de promouvoir le nom et la sécurité de la destination, les institutions en charge du développement touristique ont entrepris un travail colossal afin de substituer aux représentations péjoratives associées la région une imagerie méliorative.

Ces acteurs ont été assistés dans leur tâche par des consultants étrangers, spécialisés en *Nation branding* ainsi que le rappellent Zala Volcic et Mark Andrejevic (2011). Le phénomène qui émerge à la fin des années 1990, consiste à employer les outils du marketing pour façonner l'image, non pas d'une entreprise, mais d'un pays, dans un contexte de compétition accrue entre les États pour l'accès au capital économique et politique, à laquelle la mondialisation donne lieu. Mais comme le rappellent les auteurs, si cette stratégie est employée à des fins de fréquentation touristique, l'objectif est plus vaste. Il s'agit de promouvoir une certaine représentation de soi, une certaine conception de l'identité nationale, tant sur la scène internationale (auprès des institutions internationales, de l'opinion publique, des investisseurs, des touristes potentiels) que sur le plan national (auprès des citoyens).

Et cette stratégie est particulièrement prisée des pays post-socialistes. Cette branche du marketing territorial est considérée par ses promoteurs comme un moyen de donner de la visibilité à des pays souffrant d'un défaut de représentation (mauvaise réputation ou méconnaissance⁴⁰⁷) et d'améliorer leur image, et leur influence. Selon les chercheurs en médias et communication Zala Volcic et Mark Andrejevic :

« *They claim that nation branding can help such nations achieve greater visibility, attract tourists and foreign investors, expand exports, and promote their profile among the member states of various international organizations (such as the EU), all while cultivating patriotism at home* » (2011 : 604).

La Croatie étant concernée par l'amélioration de son image à la fois pour améliorer sa touristicité, mais aussi dans le cadre de sa candidature à l'Union Européenne, elle a fait appel au consultant anglais Simon Anholt, fondateur de l'agence de communication *Placebrands*, que Volcic et Andrejevic qualifie de « *Nation branding guru* » (ibid : 599), tant son ouvrage *Brand new justice: The upside of global branding* (2003) a eu impact dans les cercles politiques, économiques et académiques.

Dans un article du New York Times, Simon Anholt explique la nécessité pour la Croatie de recourir à ce procédé :

« *While most countries have complicated identities, Croatia, one of Mr. Anholt's clients, is a particularly vexing case. To the extent that people in Western Europe think of the country at all, they associate it with Nazi complicity in World War II, Mr. Anholt said, or with the bloody conflicts in the 1990's between the Serbs and the Croats. Stjepo Martinovic, editor of Croatia's national heritage magazine, Matica, and a former adviser to the Croatian government on European integration, said that because Croatia is scheduled to join the European Union as early as 2007, it was particularly important that the country project a positive image*⁴⁰⁸. »

Par conséquent, l'activité du consultant consiste, en collaboration avec des acteurs institutionnels et privés locaux, à mettre en valeur les qualités du pays, son dynamisme culturel, son économie de marché, son système démocratique, et son identité méditerranéenne. Les spécialistes du marketing territorial, qui étudient les mécanismes influant sur le choix d'une destination, mesurent toute l'importance des représentations de la destination dans l'attribution d'une valeur à un lieu (voir infographie infra). Les acteurs de la promotion du tourisme croate ont donc élaboré et diffusé une imagerie idyllique, afin de générer des

⁴⁰⁷ Comme c'est le cas pour la Slovénie, étudiée par les auteurs, souvent confondue avec la Slovaquie, qui souffre d'un défaut d'identification par les autres Européens qui méconnaissent son histoire, sa culture, et jusqu'à sa localisation.

⁴⁰⁸ Rendon Jim, Business; When Nations Need A Little Marketing, New York Times, Nov. 23, 2003

perceptions positives auprès de la clientèle potentielle, car comme le rappelle l'anthropologue et sinologue Béatrice David « l'expérience du voyage commence par la lecture et la consommation d'images » (2007 : 151). Et Selon Fabrice Pinteau, « quelle que soit l'image qui est promue, cette dernière devient, de fait, une réalité, au moins à l'extérieur du pays, et donc un instrument de connaissance de la vision que les Croates veulent donner de leur pays » (op.cit. : 31).

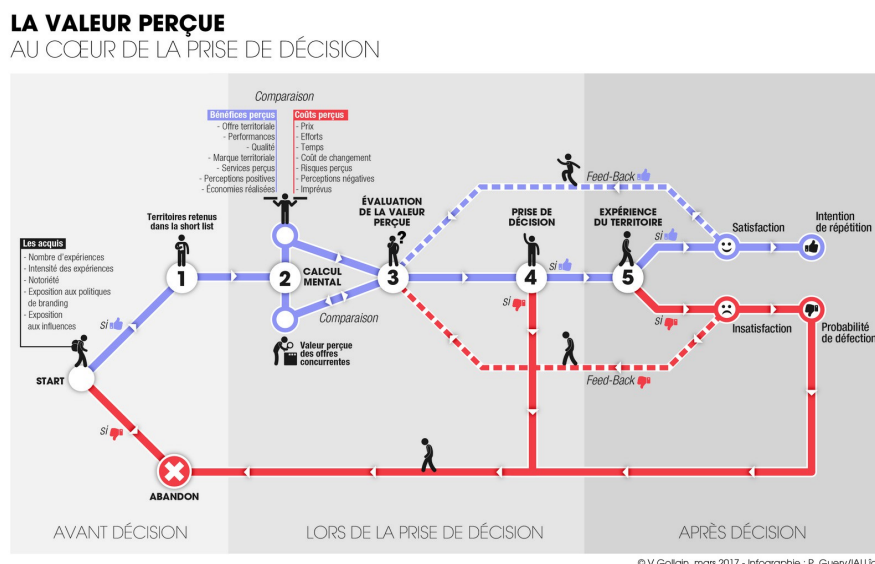


Figure n°62 : Infographie illustrant l'impact de la valeur perçue sur la prise de décision de voyage
source : <http://www.marketing-territorial.org/page-5608177.html>

En effet, les imaginaires touristiques jouent un rôle central dans le choix d'une destination, comme le montre Maria Gravari-Barbas et Nelson Graburn (2012) :

« Ils permettent aux individus et aux groupes de se représenter un lieux en tant que destination touristique appréhendable ; ils créent le désir, ils rendent un lieux attractif, ils contribuent à concrétiser un projet de voyage (à la fois en intervenant dans la sélection préalable du lieu visité et sur des pratiques *a priori* associées au voyage entrepris), ils réduisent la distance avec le lieu touristique, ils apprivoisent son caractère exotique (Staszak, 2008), en même temps qu'ils le construisent. Ils interviennent non seulement au moment du choix de la destination, mais également sur place, orientant, déterminant ou empêchant certaines pratiques. S'ils sont négatifs, ils contribuent à détourner de certaines destinations. »

Afin de déterminer quelle image du pays était donnée à voir aux visiteurs potentiels afin de susciter en eux le désir de séjourner en Croatie, quels imaginaires touristiques étaient convoqués, je me suis intéressée à différents supports : campagnes publicitaires conjointes de

l'Office croate du tourisme et de voyagistes dans le métro parisien, publications électroniques produites par l'Office croate du tourisme, descriptifs des séjours proposés par différents voyagistes dans leur catalogue, articles de la presse généraliste et reportages télévisés consacrés à la destination. Toutefois, je n'ai pas procédé à une analyse systématique du discours publicitaire, car mon objectif n'était pas de faire une analyse lexicologique, mais de saisir, à partir du lexique utilisés et des images employées, la teneur du discours auquel un visiteur potentiel était exposé lors de ses recherches, les informations auxquelles il avait accès, et ainsi l'image qu'il pouvait se forger de la destination à partir de ces éléments.

J'ai tout de même entrepris la démarche de décryptage du discours promotionnel dans un échantillon de publications : les textes de présentation de la destination figurant dans le catalogue de cinq voyagistes, et je me suis focalisée sur les termes et les champs lexicaux utilisés pour désigner la destination, décrire ses atouts.

Concernant la dénomination et la localisation de la destination, il apparaît que les consignes du Ministère pour promouvoir le nom et la caractère méditerranéen du pays ont été appliquées, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous (Figure n°63), puisque parmi les toponymes employés « Croatie » est le plus fréquent et est utilisé en moyenne quatre fois par texte, viennent ensuite « Méditerranée », « Adriatique », « Dubrovnik », « Split », puis une énumération des sites les plus renommés du pays. Quant aux désignations « Europe centrale » et « Europe de l'Est », elles ne sont utilisées que pour dire que la Croatie se situe au carrefour de ces régions et de la Méditerranée. Aucune mention des Balkans ne figure dans ces publications, ni des pays voisins. À plusieurs reprises, la localisation de la destination est indiquée par la durée du trajet en avion : « à 2h de Paris ». J'ai pu relever la présence d'erreurs et d'approximations dans les descriptifs des tours-opérateurs ainsi Mostar se situerait en Croatie (ce qui ne serait pas pour déplaire à la ligne dure du HDZ), et le village de Trogir et la station balnéaire de Makarska, bien que situés sur le continent se sont vu transformés en îles dans certains descriptifs !

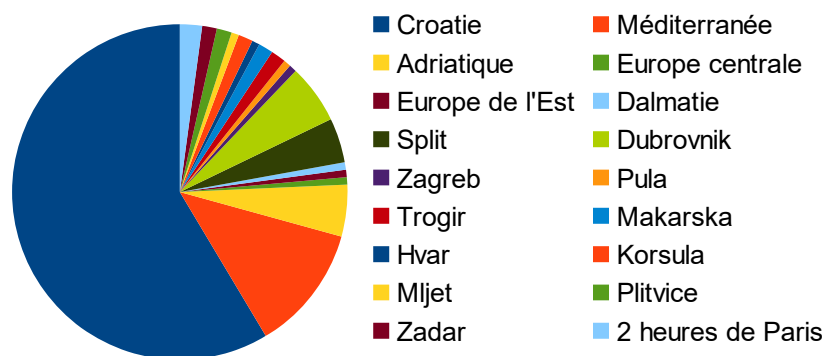


Figure n°63 : Les principaux toponymes employés dans les publications destinées aux touristes

Je me suis aussi intéressée aux atouts mis en avant dans la promotion touristique croate pour convaincre les visiteurs potentiels de choisir la destination. Parmi ces arguments, figurent à la fois des éléments relatifs à l'offre touristique (balnéaire, culturel, de nature), aux prestations proposées (dates, tarifs, description de l'hôtel et des services compris dans la formule), et des éléments relatifs à l'essence de la destination (son authenticité, son exceptionnalité, sa richesse, son charme, sa beauté, sa diversité). Le graphique ci-dessous (Figure n°64), illustre la fréquence avec laquelle les différents arguments sont employés par les tours-opérateurs.

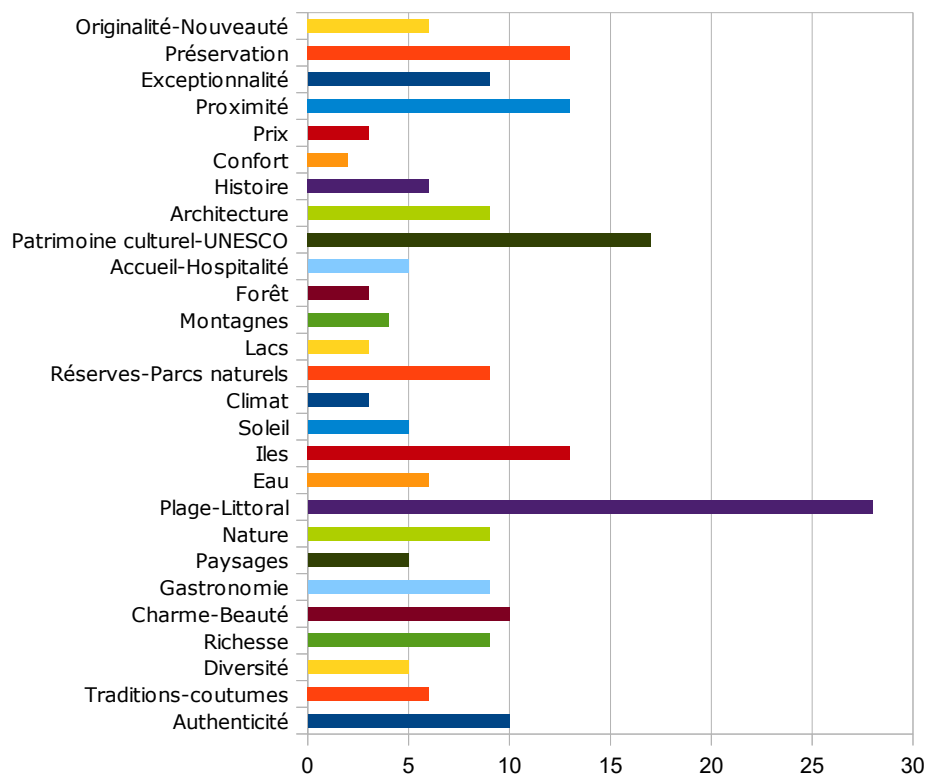


Figure n°64 : Les atouts touristiques mis en avant dans les publications

Si l'on regroupe les différents atouts de la destination par catégories (Figure n°65), les motifs d'élection de la destination apparaissent plus clairement : le caractère balnéaire (plage, îles, eaux, soleil et climat), le patrimoine culturel (patrimoine mondial, architecture, histoire), le patrimoine naturel – hors plages – (parcs et réserves protégés, paysages, montagne, lacs, forêts), l'authenticité de la destination (avec ses coutumes, savoir-faire et traditions « authentiques », « typiques » et « préservés »), le caractère exceptionnel de la destination (conféré par la richesse, le diversité, le charme, la beauté de ses attraits et le fait qu'il soient préservés).

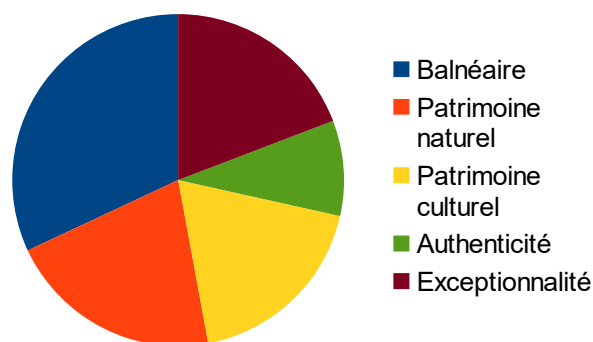


Figure n°65 : Les atouts touristiques de la Croatie par catégorie

Il ressort de l'analyse des sources à disposition des touristes et des enquêtes de terrains réalisées pour les besoins de cette recherche que l'image identifiante de la Croatie post-conflit s'est articulée autour de deux axes principaux largement diffusés via les publications touristiques, les médias et les campagnes publicitaires. Il s'agit d'une part de l'appartenance de la Croatie à l'espace méditerranéen et d'autre part, de la nouveauté/originalité de la destination.

I.2.1 La Méditerranée archétype de la désirabilité touristique

Les géographes Olivier Dehoorne, Pascal Saffache et Corina Tatar distinguent dans leur analyse des flux touristiques mondiaux trois bassins régionaux de fréquentation : le bassin euro-méditerranéen, le bassin Asie orientale-Pacifique et le bassin Amérique du Nord-Caraïbes, qui sont constitués à la fois des principales régions émettrices et des principales régions réceptrices de tourisme et concentrent la majorité des revenus liés au tourisme. Concernant le bassin euro-méditerranéen, les auteurs affirment :

« Le premier bassin mondial est le bassin euro-méditerranéen qui concentre 375 millions de touristes internationaux en 2004, son volume d'activité correspond à 49 % du marché mondial. Sa part relative s'est néanmoins amenuisée ; elle était de 53 % environ en 2000 et de 59,5 % au début des années 1990. Le cœur du bassin le plus ancien s'articule autour des rives méditerranéennes de l'Europe, de l'Espagne à la Turquie (23,3 millions de touristes en 2007), puis s'étire sur les rives nord-africaines, vers le Maroc (7,45 millions en 2007 contre 2,6 en 1990), la Tunisie et l'Égypte. Une auréole secondaire se dessine au nord de la zone centrale. Elle couvre le reste du territoire français et se prolonge vers le nord et l'est de l'Europe intégrant des pays comme les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne et quelques lieux privilégiés de la Russie et de l'Ukraine. Le poids des clientèles régionales est prépondérant au cœur du bassin et davantage encore dans ses ultimes extensions qui sont alimentées par quelques émetteurs privilégiés. » (Dehoorne, Saffache et Tatar, 2008)

Actuellement, les touristes internationaux se déplacent encore majoritairement dans leur espace régional, ainsi que l'affirme l'OMT :

« The large majority of international travel takes place within travellers' own regions (intraregional tourism), with about four out of five arrivals worldwide originating in the same region. Traditionally the advanced economies of Europe, the Americas and Asia and the Pacific have been the world's major source markets for international tourism.⁴⁰⁹ »

Par conséquent, « sur le continent européen, 87 % des séjours internationaux sont le fait de ressortissants européens » (op.cit.). L'Europe occupant une place importante dans le palmarès des pays émetteurs, cela explique qu'elle demeure le principal bassin touristique mondial, et ce malgré les transformations du secteur au cours des dernières décennies. Selon l'OMT, on assiste à l'émergence de nouvelles destinations, à une emprise plus grande de l'Asie du Sud Est sur les flux mondiaux, due à l'importance croissante du tourisme chinois, une croissance du tourisme en Europe inférieure à la croissance globale (respectivement +2% et +3,9%) entre 2015 et 2016, ainsi que le montre les données produites par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) datant de 2016.

Si ces transformations provoquent une diminution de la part de l'Europe dans le tourisme mondial⁴¹⁰, elle demeure la région touristique dominante et représente encore 49,9% des

⁴⁰⁹ UNWTO, Tourism highlights 2017, p.12

⁴¹⁰ Cette part s'est considérablement amenuisée, puisque l'Europe reçoit 72,4 % des arrivées internationales en 1970, puis 64,8% en 1985, 61,8% en 1995, 54,6% en 2005, d'après les données compilées dans leur article par Dehoorne et al. Et selon les projections de l'OMT, cette proportion devait atteindre 41,1 % en 2030, au profit de l'Asie-Pacifique qui devrait représenter 29,6% des arrivées touristiques internationales en 2030, contre 25% actuellement. Pour autant, cela ne signifie pas une diminution des flux, au contraire, la fréquentation de l'Europe devrait continuer à progresser, et la région devrait accueillir 744 millions de touristes en 2030.

arrivées internationales (616 190 000 ITA⁴¹¹). Quand à l'Europe du Sud-Méditerranée, elle concentre 18,5% des arrivées internationales, et représente à elle seule environ 37,5 % du tourisme européen (228 458 000 ITA). Si on cumule ces chiffres avec les données de fréquentation des pays d'Afrique du Nord pour lesquels l'OMT dispose de données statistiques, à savoir le Maroc (10 332 000 ITA) et la Tunisie (5 724 000 ITA), ainsi qu'avec les données de fréquentation pour les pays du Moyen-orient ayant une façade méditerranéenne⁴¹² et pour lesquels l'OMT dispose de données statistiques à savoir l'Égypte (5 268 000 ITA), la Jordanie (3 858 000 ITA) et le Liban (1 688 000 ITA), alors, le bassin méditerranéen a attiré en 2016 un total de 255 328 000 touristes internationaux, soit 20,67% des flux mondiaux. Par conséquent, malgré toutes les transformations dans la morphologie du tourisme, la Méditerranée demeure une destination région de prédilection pour les touristes européens.

Les acteurs de la promotion touristique au fait de cette désirabilité, se sont donc attachés à mettre en avant l'appartenance de la Croatie à l'aire culturelle méditerranée⁴¹³ dès les campagnes promotionnelles d'après-guerre. Cette identité méditerranéenne est affirmée dans les textes de présentation des voyagistes, dans la documentation et les slogans de l'Office croate du tourisme (« La Méditerranée s'agrandit », « La Méditerranée retrouvée ») ou dans les articles de presse présentant les qualités touristiques du pays.

Mais c'est surtout dans la sélection des visuels utilisés pour illustrer ces textes que l'appartenance à cet ensemble culturel valorisé se donne à voir. En effet, tous les archétypes d'une identité méditerranéenne sont convoqués dans ces illustrations : eaux turquoises, ensoleillement, littoral accidenté, criques rocheuses, vestiges antiques, embarcations de pêcheurs, voiliers, villages pittoresques, ruelles escarpées, venelles désertes, chats se prélassant au soleil, cyprès, pins parasols, lauriers roses, bougainvilliers, olivier, orangers, gastronomie ...

⁴¹¹ ITA : International tourist arrivals, pour reprendre le sigle de l'OMT

⁴¹² Selon la classification de l'OMT, Israël figure dans les destinations d'Europe du Sud-Méditerranée, et non dans la région Moyen-orient.

⁴¹³ Il ne s'agit pas de dire que la Croatie n'est pas une destination méditerranéenne, seulement de montrer que le marketing touristique s'est focalisé presque exclusivement sur cet aspect de la culture et de la géographie croate, dans une volonté de séduire la clientèle internationale.



Figure n°66 : Quelques visuels de la campagne promotionnelle affichés dans le métro parisien du 7 au 13 avril et du 2 au 8 juin 2010. Source : Office national croate du tourisme

Ainsi, le recours à des références connues, partagées de ce qui constitue cette identité méditerranéenne permet d'ancrer dans les esprits cette appartenance culturelle revendiquée, en mobilisant les leviers de la familiarité et de la désirabilité.

Ces éléments sont accompagnés d'un travail sur le chromatisme visant à renforcer le message de l'identité méditerranéenne de la Croatie. La « psychologie des couleurs » a fait l'objet d'une attention particulière dans le domaine du marketing et ces réflexions semblent avoir été employées par les concepteurs des campagnes promotionnelles croates. En effet, dans les différentes publications, on remarque une récurrence des tons ocre, lin, sable, safran, mais aussi azur, turquoise, marine, ainsi que les camaïeu des verts, olive, sapin, émeraude, qui inscrivent la destination dans une véritable « géographie de la couleur » - pour reprendre de le titre du coloriste Jean-Philippe Lenclos (1999) venant convoquer l'imaginaire associé à la Méditerranée. Car ces teintes, en plus de figurer les éléments (soleil, ciel, mer, rivières et lacs, roche, forêt), permettraient aussi d'évoquer l'hospitalité et la convivialité, la douceur de vivre et la simplicité, l'authenticité et la rusticité, l'intemporalité et les traditions préservées, la quiétude et la sérénité, caractéristiques associées dans les représentations collectives des touristes occidentaux à la Méditerranée.



Figure n°67 : Les visuels de la campagne promotionnelle 2005, constitués d'une image principale mettant en valeur le patrimoine culturel et un encadré mettant en valeur le paysage maritime et inversement, associés à un mot-clef et au slogan « Croatie la Méditerranée retrouvée »

L'objectif d'une telle orientation promotionnelle n'est pas de créer un visuel qui permettrait une identification infaillible de la destination, qui permettrait de la distinguer sans conteste des destinations concurrentes, telles que Malte, Chypre, la Sicile, la Sardaigne, la Crète, la Corse, la Grèce, la Costa Brava espagnole, la Riviera italienne, ou la côte d'Azur française. Au contraire, cette stratégie commerciale a pour objectif d'affirmer l'identité méditerranéenne de la Croatie, et ainsi de profiter du prestige qui y est associé.

I.2.2 Une destination loin des sentiers rebattus ? Promouvoir l'originalité et l'authenticité de la destination sur le marché français

Si l'accent porté sur l'appartenance à l'aire méditerranéenne offre maints avantages et permet de rassurer la clientèle par le recours à des images familières et connotées positivement, il présente aussi des inconvénients. D'une part, la Croatie possède de nombreuses ressources touristiques (climat, paysage, patrimoine naturel et culturel, position géographique), mais les destinations concurrentes de la région partagent les mêmes atouts et proposent le même type d'offre, à savoir un tourisme balnéaire et estival.

Or, comme l'indique Fabrice Pinteau, « la demande pour ce type de produit touristique est saturée, du fait d'une offre pléthorique, au moins à l'échelle du bassin méditerranéen » (op.cit. : 136). D'autre part, le tourisme en Méditerranée souffre de désagréments que les touristes européens cherchent à éviter dans leur quête d'une rupture avec l'univers du quotidien : forte affluence, bétonisation du littoral, pollution, embouteillages et difficultés de stationnement, plages surpeuplées, culture folklorisée, prix élevés, prestations de qualité moyenne ou médiocre.

Le but de la promotion touristique étant avant tout d'inciter les visiteurs à choisir la Croatie comme lieu de villégiature, il était donc nécessaire que la destination puisse se démarquer dans un marché fortement concurrentiel. Pour se faire, il était indispensable d'adjoindre un autre message-clef à cette appartenance méditerranéenne.

Avec la multiplication d'études consacrées au tourisme, qu'elles soient le fait d'universitaires, d'organismes de recherche privés ou de bureaux d'étude marketing, les acteurs de la promotion touristique sont au fait des attentes et des aspirations des visiteurs. Ils ont accès au savoir des sciences sociales et sont en mesure de l'employer pour élaborer leur image, ainsi que l'affirme Bernard Debarbieux : « à la faveur de la diffusion et de la circulation de celle-ci, les acteurs locaux se montrent de plus en plus familiers des images que cette connaissance donne d'eux, et de plus en plus à même d'en emprunter quelques éléments pour leur propre travail d'autodéfinition » (2012). Ils ont aussi connaissance des représentations du tourisme de masse comme un fléau qui dénature les sociétés réceptrices, de la dichotomie entre bon voyageur et mauvais touriste, des mécanismes de distinction à l'œuvre dans les pratiques touristiques, des fantasmes d'exploration des dernières *terra incognita*, ou à tout le moins, la volonté des touristes de se rendre dans des destinations « à l'abri de la contamination touristique » pour reprendre la formule de la géographe Linda Boukhris (2012), ainsi que de la recherche d'authenticité (des lieux visités et de soi) des visiteurs.

Aussi, les acteurs de la promotion touristique croate ont-ils fait le choix de présenter la Croatie comme une destination ante-touristique.

Ainsi, tout en s'inscrivant dans l'espace culturel méditerranéen, le second axe de la politique touristique croate engagée depuis le début des années 2000, consiste à présenter la Croatie comme une alternative originale à des destinations méditerranéennes plus convenues. Et cette originalité se fonde sur un cocktail de nouveauté, d'authenticité et de singularité.

1. Introduction

Conformément au plan de marketing stratégique du tourisme croate pour la période 2014-2020, le programme d'activités de l'Office National Croate de Tourisme, et notamment la communication, doit permettre d'atteindre les objectifs stratégiques suivants :

- a) L'augmentation du trafic touristique en avant et en arrière-saison,
- b) L'augmentation du trafic touristique dans les destinations continentales,
- c) L'augmentation de la consommation quotidienne moyenne des touristes,
- d) Le renforcement de l'image de marque nationale - Croatie.

En outre il faudra veiller à :

- a) Positionner la Croatie comme une destination pure, unique et authentique, caractérisée par :
 - Un patrimoine naturel superbe et diversifié,
 - Une côte et des eaux merveilleuses,
 - Un patrimoine culturel et historique remarquable,
 - Une gastronomie riche et variée

Figure n°68 : Les objectifs de la campagne publicitaire 2014-2020 de L'Office national croate du tourisme. Source : Appel d'offre 2014 Achat médias, p.2

En effet, si la côte adriatique n'a jamais cessé d'attirer les touristes depuis le XIXe siècle, la Croatie n'est un État indépendant que depuis 1991. Alors, par le recours à une figure rhétorique, la Croatie s'affirme comme une destination nouvelle, dans la mesure où, par le passé, les visiteurs se rendant sur son territoire se rendaient en Yougoslavie ou dans une province austro-hongroise. Le message destiné aux visiteurs au début des années 2000 diffère fortement du message destiné aux professionnels du secteur et aux investisseurs étrangers, à savoir la sécurité rétablie dans un espace ayant une longue expérience du tourisme.

La fabrication de l'originalité croate présente le double avantage de faire oublier son passé en se démarquant de la Yougoslavie, et d'attirer les visiteurs lassés par les inconvénients du tourisme de masse considéré comme impersonnel et formaté, qui affectent les destinations méditerranéennes concurrentes, en particulier auprès de la clientèle française qui fréquentait peu le littoral yougoslave. Cette originalité affirmée viendrait donc satisfaire un désir de destinations « insolites », « inédites », « authentiques », et par conséquent ante-touristique. Bien qu'elle soit artificielle, l'originalité croate est vantée dans les articles consacrés à la destination (articles de la presse écrite, Internet, reportages télévisés). Mais c'est surtout dans la documentation destinée aux touristes (brochure, site internet de l'Office croate du tourisme) et dans les campagnes publicitaires, qu'elle s'affirme.

Dans la majorité des photographies consacrées aux espaces touristiques croates (naturels ou urbains), les visiteurs et les habitants sont invisibles, les activités humaines sont masquées et toute trace de « modernité » est occultée. Cela génère l'impression d'un territoire « vierge », d'un espace inexploré à découvrir. Les campagnes promotionnelles mettent en scène des paysages hors du temps, un mode de vie traditionnel au charme désuet, propices à la détente et au ressourcement.

Ainsi la nouveauté de la destination représenterait à la fois un gage de tranquillité et la garantie d'une culture préservée.

En effet, dans une époque considérée comme étant caractérisée par le changement rapide et incessant des modes de vie, par la course à la performance dans tous les domaines de la vie quotidienne, par le rythme effréné de la vie citadine et par l'uniformisation culturelle..., l'authenticité, l'immuabilité et le calme seraient des valeurs prisées par les touristes, à la recherche de dépaysement, de rupture avec le quotidien. Dans leur ouvrage *Sociologie du tourisme*, Saskia Cousin et Bertrand Réau expliquent que la quête d'authenticité est au cœur des motivations des touristes qui chercheraient à fuir l'aliénation de la vie moderne par le voyage. Pourtant, cette quête ne saurait être couronnée de succès, dans la mesure où le tourisme, par sa nature est incompatible avec la préservation d'une quelconque authenticité, qui n'est plus désormais qu'un argument marketing, dont les touristes eux-mêmes prennent conscience, regardant avec dédain, tout ce qui est trop ouvertement « touristique » (artefact, animation, relation...) :

« cette quête est forcément vouée à l'échec, en raison de la nature même de la pratique touristique. En ce début de XXI^e siècle, parce qu'elle a été appropriée par les touristes et par le marché, la notion d'authenticité peut désormais être analysée en tant que catégorie de marketing visant à démarquer une destination ou une expérience du tourisme. Comme le note Kjell Olsen, une destination identifiée comme touristique la fait considérer par les touristes eux-mêmes comme inauthentique, quelle que soit l'authenticité mise en avant par ses promoteurs. [...]. D'où la multiplication de voyages visant à se démarquer du tourisme ordinaire, pour les destinations choisies, comme pour les expériences vécues. » (2009 : 42)

Malgré tout, l'authenticité reste un argument largement utilisé par la promotion touristique, car comme l'affirme l'anthropologue Edward Bruner, l'industrie du tourisme est à la recherche de nouveaux lieux pour raconter les mêmes vieux récits, ceux qui fonctionnent auprès de la clientèle : « *Tourism is not that innovative in inventing new narratives but rather seeks new*

locations in which to tell old stories, possibly because those stories are the ones that the tourist consumer is willing to buy. » (2005 : 22)

Dans ses travaux sur la production de l'identité touristique du Costa Rica, Linda Boukhris propose une analyse qui peut assurément être transposée à la situation croate :

« Aussi la rhétorique issue de cette documentation touristique reprend-elle la charge négative véhiculée par le mot touriste et répandue dans l'opinion publique. En d'autres termes, le touriste est, selon l'expression bien connue du sociologue Jean-Didier Urbain, « l'idiot du voyage » (Urbain, 1991). Cette « touristophobie » constitue un axe majeur dans la communication marketing de l'écotourisme : elle est relayée par les brochures touristiques qui proposent aux futurs clients de « découvrir le vrai Costa Rica, celui que peu de touristes n'a vu » et d'« explorer les endroits les moins visités ». Les guides touristiques participent de cette même stratégie commerciale qui consiste à distinguer l'aristocrate voyageur du plébéen touriste, en proposant aux premiers la découverte de paysages inédits et d'une nature encore vierge. Ceci peut apparaître paradoxal dans la mesure où ces ouvrages n'ont pour seule vocation que d'être vendus à des milliers d'exemplaires. C'est ainsi qu'en alimentant la figure du voyageur solitaire, ces ouvrages contribuent à une démocratisation de ce type de voyage et ont pour cible le fameux touriste plébéen qu'il flagelle tant. » (op.cit.)

L'accent mis sur les îles dans l'élaboration de l'image identifiante croate permet de mobiliser l'imaginaire associé à l'insularité, à la fois paradis terrestre et territoire vierge, et donc d'entériner la représentation d'une destination anté-touristique.

Je me suis attelée à décrypter la stratégie marketing croate au moment où j'ai débuté ma thèse, en 2011. Depuis lors, de nombreux changements ont eu lieu : le site internet de l'Office du tourisme a changé d'adresse et de design, par conséquent les pages que j'avais utilisé pour analyser le lexique employé n'existent plus, le slogan a changé pour devenir « Croatie Pleine de vie », une nouvelle directrice a pris la tête de l'Office croate du tourisme en France, les supports se sont diversifiés, multipliés, de nouvelles pratiques et événements sont mis en avant (conformément aux préconisations du Ministère) : tourisme culturel, sportif, de santé/de bien-être, nautisme, tourisme d'affaire, cyclotourisme, gastronomie et œnologie. Mais un tour d'horizon des publications de l'Office du tourisme permet de conclure que le contenu du produit « Croatie » n'a pas été révolutionné, le cœur de la promotion réside dans l'héliotropisme et le balnéotropisme, agrémenté d'arguments de distinction, de ressourcement, de liberté et d'hédonisme.

Pour s'en convaincre, il suffit de consulter le compte Instagram de l'Office du tourisme « *Croatia full of life* », dont l'immense majorité des clichés, reprennent les poncifs de la promotion antérieure qui a fait montre de son efficacité : littoral ensoleillé, criques rocheuses, eaux cristallines, îles vierges et îlots rocheux, couchers de soleil, villages pittoresques, embarcations de pêcheurs et voiliers, patrimoine architectural, vieilles pierres et ruelles étroites pavées, nature verdoyante et préservée (attestée par la présence de la faune sauvage), gastronomie et vin. Les photographies à la luminosité et au cadrage très travaillés permettent de sublimer les lieux, et de provoquer à la fois l'émerveillement et l'impression d'immersion. Les publications se caractérisent, encore une fois, par la quasi absence d'êtres humains. Lorsque des habitants sont représentés, ils sont vêtus de tenues folkloriques (sauf pour les quelques publications ayant pour thème l'équipe nationale de football). Les paysages sont souvent exempts de touristes, mais sur les clichés où figurent des vacanciers, deux points sont remarquables. D'une part, quand des personnes sont représentées, elles sont seules ou à deux (voire dans de rares cas, un petit groupe), et semblent jouir d'un paysage vierge qu'elles ne partagent avec personne d'autre. L'autre point marquant dans cette image, c'est que les touristes qui y figurent appartiennent à une seule catégorie : ils sont occidentaux, jeunes, valides, hétérosexuels, athlétiques, conformes aux canons esthétiques dominants. Il n'y a pas de place dans ce discours promotionnel, pour des personnes non-occidentales, âgées, atteintes de handicap, homosexuelles, et on voit rarement apparaître des enfants ou des familles.

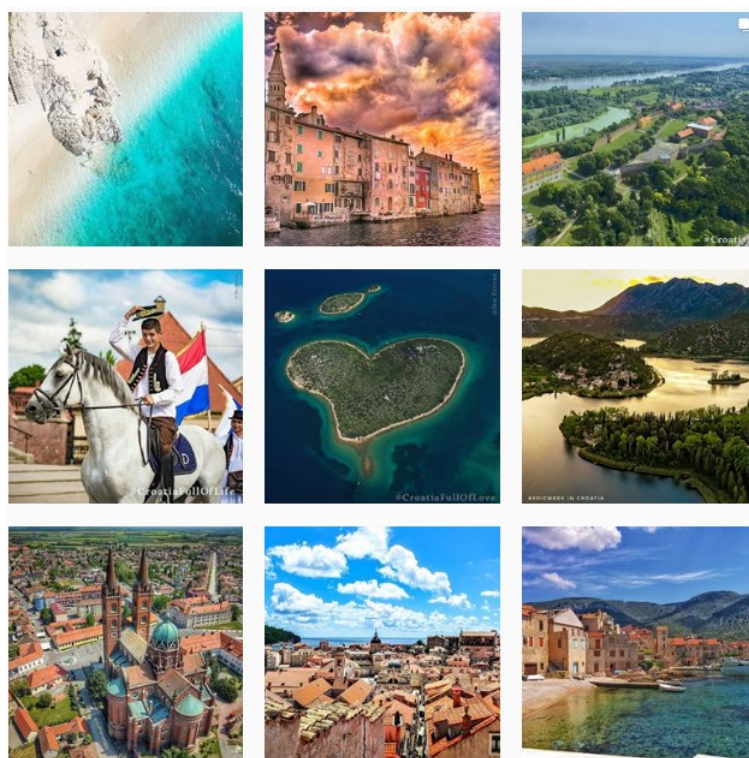


Figure n°69 : Visuel issu du compte Instagram de l'Office croate du tourisme en France

Par ailleurs, la promotion se caractérise par l'absence de référence à la Croatie moderne : pas de véhicules motorisés, de routes, de building, de panneaux publicitaires, de supermarchés, de zones d'activités économiques ou d'usine, pas d'hôpitaux, pas même les infrastructures touristiques (ni hôtels, ni paquebots, ni gare routière, seulement deux clichés montrent quelques parasols alignés sur une petite plage vue du ciel), car tous ces éléments sont trop prosaïques et viennent contredire l'image d'une destination exclusive, confidentielle, intime et hors du temps.

II. État des lieux du tourisme en Croatie : un secteur qui renaît de ses cendres

Dès la fin de la guerre en Croatie, les touristes retrouvent le chemin du littoral adriatique avec presque quatre millions de touristes en 1996. Toutefois, comme le souligne à juste titre Pamela Ballinger, la véritable reprise de l'activité touristique coïncide avec la fin de la guerre au Kosovo : « *Though the outbreak of hostilities in Kosovo dashed initial post-Dayton hopes that large numbers of tourists would return, the last three years have signaled a major revival of the Croatian tourist industry.* » (2003 : 8)

Depuis lors, la croissance du tourisme a été rapide et exponentielle, et dès 2003, moins d'une décennie après les accords de Dayton, la destination dépasse son niveau d'avant-guerre puisque la fréquentation atteint 8 878 000 touristes, alors qu'elle est de 8 497 000 touristes en 1990. Depuis lors, la fréquentation augmente d'environ 500 000 visiteurs supplémentaires par an. Toutefois, il est à noter une diminution des arrivées internationales consécutivement à la crise économique de 2008⁴¹⁴ qui affecte l'économie de l'ensemble des pays européens, mais la croissance reprend dès 2011 pour atteindre 18 667 000 d'arrivées en 2018.

Outre le retour d'une clientèle historique (Allemands, Italiens, Hongrois, Tchèques), ainsi que l'affirme Pinteau, l'après-guerre en Croatie est marqué par l'augmentation visible de nombre de visiteurs d'Europe du Nord et de l'Ouest (Royaume-Uni, Pays-Bas, France). Cette nouvelle fréquentation peut s'expliquer par la démocratisation du transport aérien, rendue possible notamment par la multiplication des compagnies *low coast*, qui rend la destination abordable et attractive même pour des visiteurs ne résidant dans des pays limitrophes.

⁴¹⁴ Le pays enregistre 11 261 000 d'arrivées en 2008, 10 935 000 d'arrivées en 2009, 10 604 000 d'arrivées en 2010 et 11 456 000 d'arrivées en 2011.

Au moment où je débute mon enquête, deux décennies se sont écoulées depuis le début de la guerre. Depuis, le souvenir de la guerre s'est encore plus estompé parmi les visiteurs, les flux touristiques se sont intensifiés, et l'offre touristique de la destination s'est étoffée, sans pour autant qu'on puisse constater un changement radical dans la morphologie du phénomène.

II.1 Un tourisme de masse, balnéaire et saisonnier : une réalité à mille lieues de l'image promue

Contrairement au message induit par la communication promotionnelle, la Croatie n'est pas un territoire inexploré par le tourisme. Ce n'est ni une destination nouvelle, ni une destination ante-touristique, ni une destination plus « authentique » qu'une autre, qui serait épargnée par les désagréments du tourisme de masse. Non seulement, la destination est fréquentée de longue date et a hérité sa morphologie des politiques antérieures de développement, mais de surcroît, la fréquentation est autrement plus intense que ne le donne à voir l'image élaborée par les acteurs de la promotion touristique.

Cet héritage touristique ancien, occulté dans le message promotionnel destiné à la clientèle étrangère, est le facteur clef qui a rendu possible le redémarrage rapide du tourisme après la guerre (Pintea). En effet, la Croatie a bénéficié des apports des périodes antérieures de son développement touristique : elle a hérité de rapports privilégiés tissés avec les pays émetteurs d'Europe centrale (Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie...), d'une forte capacité d'accueil, et de moyens d'accessibilité performants. Elle a bénéficié des politiques d'aménagement et des investissements réalisés par le passé et qui ont permis de mettre en valeur son littoral. Par ailleurs, elle a pu tirer avantage d'une solide expérience acquise dans la promotion du pays et d'une grande aptitude à conquérir de nouveaux marchés, compétences développées par les acteurs du tourisme au cours des phases précédentes de développement du secteur, et en particulier pendant la période yougoslave.

En outre, elle a hérité du développement touristique passé, les caractéristiques qui dessinent le visage du tourisme croate actuel : une forte saisonnalité, une hypertrophie du littoral par rapport aux autres espaces, une activité axée sur le secteur balnéaire et une clientèle majoritairement européenne poussée par l'héliotropisme.

En effet, les touristes étrangers sont largement majoritaires et représentent 89,6% (soit 15 593 000 arrivées) et 93,1% des des nuitées (soit 80 222 000 nuitées⁴¹⁵) en 2017, et avec l'augmentation de la fréquentation cette disproportion ne cesse de croître. D'une part, parce que la Croatie étant un petit pays, peuplé d'environ 4 millions d'habitants, son marché intérieur n'est pas extensible, d'autant que les touristes croates se rendent aussi à l'étranger pour leurs vacances. D'autre part, il faut garder à l'esprit que si le tourisme domestique n'a jamais retrouvé son niveau d'avant-guerre, c'est parce que les statistiques considéraient comme « domestique » l'ensemble des citoyens de la Fédération yougoslave, alors que depuis l'indépendance de la Croatie, seuls les citoyens croates sont considérés comme « domestique », ce qui a pour effet de fausser la comparaison, ainsi que le confirme Krešimir Rašan lors de notre entretien.

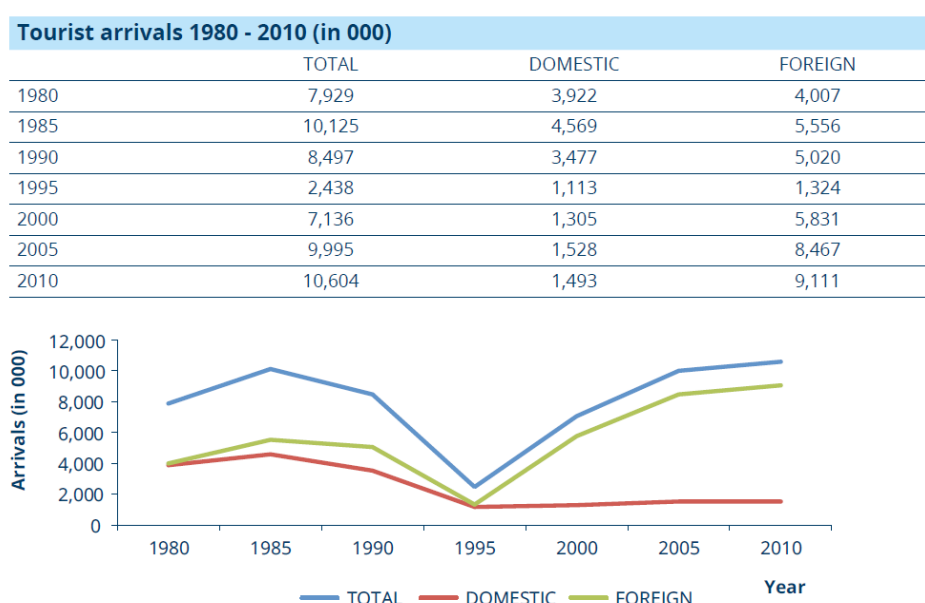


Figure n°70 : Comparaison de la fréquentation domestique et étrangère entre 1980 et 2010
Source : Tourism in Figures 2017, p.18

D'après les données statistiques disponibles⁴¹⁶ les dix principaux pays émetteurs sont :

- l'Allemagne (16,8 % des arrivées, 24,3 % des nuitées),
- l'Autriche (8,5 % des arrivées, 8,7 % des nuitées),
- la Slovénie (8,3 % des arrivées, 8,9 % des nuitées),
- l'Italie (7,1 % des arrivées, 6,1 % des nuitées),
- la Pologne (6 % des arrivées, 7,5 % des nuitées),
- le Royaume-Uni (4,8 % des arrivées, 4,7 % des nuitées),

⁴¹⁵ Tourism in figures 2017, p.19

⁴¹⁶ Tourism in figures 2017, p.27

- la République Tchèque (4,8 % des arrivées, 6,3 % des nuitées),
- la Hongrie (3,5 % des arrivées, 3,5 % des nuitées),
- la France (3,4 % des arrivées, 2,5 % des nuitées),
- les USA (2,9 % des arrivées, 1,5 % des nuitées).

Les quatre principaux pays émetteurs représentent à eux seuls 40,7 % des arrivées.

Les données relatives à la fréquentation mensuelle montrent une concentration saisonnière de l'activité touristique avec un pic estival prononcé. En effet, la période juin-septembre représente 74,91% des arrivées (soit 13 056 917 d'arrivées) et 85,9% des nuitées (soit 74 048 455 de nuitées), et la période juillet-août concentre 49.06 % des arrivées (soit 8 551 963 d'arrivées) et 60.46% des nuitées (soit 52 118 521). Ces données de fréquentation de l'année 2017 présentent le même profil que celles compilées par Pinteau, une décennie plus tôt, qui montre qu'il s'agit d'une tendance établie de longue date.

Quant à la répartition spatiale du tourisme, elle concorde avec les analyses du géographe, qui montre une forte concentration du flux sur la zone littorale : « d'emblée une très forte dichotomie , entre littoral et intérieur, peut être soulignée. En 2008, sur 57 millions de nuitées, plus de 54,5 millions (soit près de 96%) sont effectuées dans l'une des sept régions littorales » (op.cit. : 153).

En effet, depuis ses travaux, la répartition du tourisme n'a pas varié et se caractérise par une littoralisation très prononcée. En 2017, les régions littorales concentrent 86,7 % des arrivées, 95,1 % des nuitées. L'Istrie reçoit la majorité des arrivées (23,5 %) et des nuitées (29,5 %), mais si on additionne le score des différents comtés dalmates, c'est la Dalmatie qui cumule le plus grand nombre d'arrivées (43 %) et de nuitées (45,2 %).

Cette prégnance du littoral sur les autres espaces est confirmé par le palmarès des villes et municipalités ayant la plus forte intensité touristique⁴¹⁷. En dehors de Zagreb, la capitale, toutes les localités figurant dans ce classement sont des villes situées sur le littoral ou les îles croates : Dubrovnik, Split, Rovinj, Poreč, Zadar, Umag, Opatija, Medulin, Pula.

⁴¹⁷ Tourism in Figures 2017, p.33

Comté	Nombre de lits	Arrivées (en millier)	Part des arrivées (en %)	Nuitées (en millier)	Part des nuitées (en %)
ZAGREB (conté, sans Zagreb ville)	1908	87	0,5	149	0,2
KRAPINA - ZAGORJE	2735	142	0,8	330	0,4
SISAK - MOSLAVINA	1141	37	0,2	90	0,1
KARLOVAC	8288	333	1,9	565	0,7
VARAŽDIN	2428	61	0,3	142	0,2
KOPRIVNICA - KRIŽEVCI	676	19	0,1	39	0
BELOVAR - BILOGORA	843	23	0,1	70	0,1
PRIMORJE - GORSKI KOTAR	202586	2789	16	14898	17,3
LIKA - SENJ	44222	736	4,2	2647	3,1
VIROVITICA - PODRAVINA	705	14	0,1	33	0
POŽEGA - SLAVONIA	596	13	0,1	31	0
BROD - POSAVINA	1093	29	0,2	51	0,1
ZADAR	160501	1559	8,9	9218	10,7
OSIJEK - BARANJA	2511	92	0,5	178	0,2
ŠIBENIK - KNIN	97237	923	5,3	5455	6,3
VUKOVAR - SRIJEM	1872	89	0,5	138	0,2
SPLIT - DALMATIA	263597	3160	18,1	16596	19,3
ISTRIA	306040	4104	23,5	25426	29,5
DUBROVNIK - NERETVA	90851	1864	10,7	7712	8,9
MEĐIMURJE	1538	70	0,4	168	0,2
CITY OF ZAGREB	16059	1286	7,4	2264	2,7
Sous-total (régions littorales)	1165034	15135	86,7	81952	95,1
Total	1207427	17430	100	86200	100

Tableau n°12 : Répartition régionale du tourisme en 2017 (en bleu les comtés ayant une façade littorale), d'après les données compilées du rapport *Tourism in Figures 2017*.

Les statistiques élaborées par les institutions croates, permettent d'affirmer que le tourisme en Croatie est un tourisme de masse, balnéaire estival, largement européen et marqué par une forte disproportion entre tourisme domestique et international. Et selon Fabrice Pinteau, « les caractéristiques fortes du tourisme croate actuel, notamment l'hypertrophie du littoral et la saisonnalité excessive, proviennent du système mis en place par la Yougoslavie » (op.cit. : 321).

Alors qu'elle se présente comme une destination inédite, la Croatie partage les mêmes atouts et les mêmes handicaps que ses concurrents méditerranéens, mais de surcroît, elle présente à l'heure actuelle un stade de développement de type « première génération » (caractérisée par la mono-activité et une forte concentration des flux sur une période et un espace réduit) que la

plupart des destinations méditerranéennes concurrentes ont dépassé, en diversifiant leur offre et en développant l'avant et l'arrière saison.

Le succès de la destination est largement imputable à la construction de l'image touristique et à sa promotion par les acteurs du tourisme sur une vaste échelle, qui ont su mettre en valeur des éléments correspondant à une demande latente (recherche de nouveauté, d'authenticité, de calme...) quand bien même ces éléments procède d'un montage artificiel. Et cela est particulièrement vrai sur le marché français. En effet, si les touristes français ont eu l'impression de découvrir une destination inédite dans les années 2005-2010, on peut y voir une preuve de l'efficacité des campagnes promotionnelles et l'identification, par le public ciblé, de la Croatie à l'image promue, même si la fréquentation connaît des fluctuations.

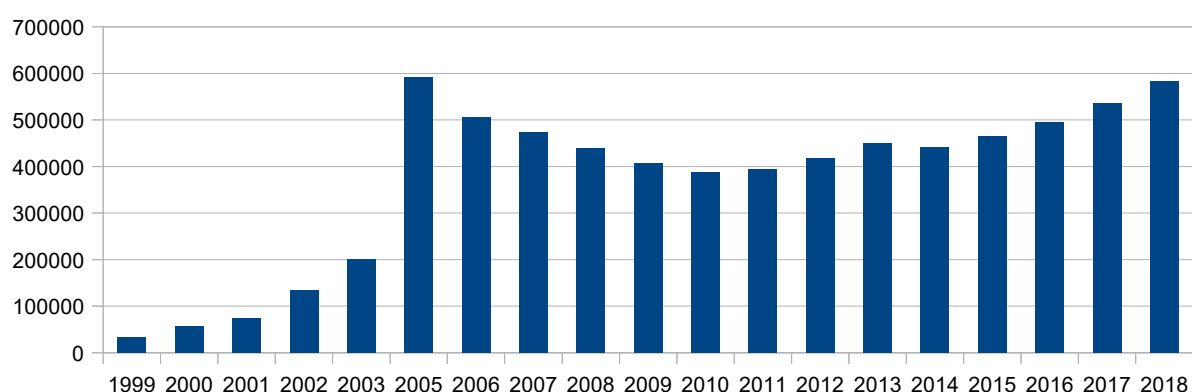


Figure n° 71 : Évolution du nombre de visiteurs français en Croatie (1999-2018 ; pas de données disponibles pour l'année 2004) à partir des données du Bureau central d'études statistiques de la République de Croatie

Ces données statistiques permettent d'établir le caractère balnéaire, saisonnier et intensif du tourisme croate et viennent corroborer les conclusions auxquelles je suis parvenue au cours de mes enquêtes de terrain sur le littoral croate.

Arrivée à Dubrovnik, lors de mon premier séjour sur le littoral adriatique en juillet 2011, il m'est aussitôt apparu que la destination était rompue au tourisme, qu'il s'agissait d'une activité « rodée ». Dès les abords de la vieille, les individus arborant des autocollants permettant de les identifier comme appartenant à un groupe attendent entre les guides-files pour embarquer dans des bus, pendant que d'autres groupes patientent, assis sur des bancs de pierre, ou au pied de la fontaine surmontée d'une sculpture sur laquelle les pigeons ont pris leurs quartiers. Des panneaux indiquent « *Rooms* » ou « *Apartments* » sur les façades de la place, au-dessus du bureau de change et d'une pizzeria. De jeunes gens proposent aux passants différentes activités : location d'audio-guide en plusieurs langues, kayak de mer, cyclotourisme, excursion

et repas à bord du *Galjun* (Galère) Tirena, visite des remparts... et distribuent des prospectus illustrés détaillant les prestations et les tarifs proposés. Des groupes suivent leur guide, qui leur fournit des explications à l'aide d'un micro-casque, et pour ne pas perdre leur groupe dans le dédale des ruelles, les guides brandissent des signes distinctifs : panneau ou parapluie coloré. Une signalétique a été mise en place afin de fluidifier les entrées et sorties dans la vieille ville. Un vendeur ambulant en costumes propose des portes-clefs souvenir, il est possible de se prendre en photo en costumes « traditionnel » grâce à des panneau passe-tête, ou de poser avec un perroquet sur l'épaule contre quelques euros, ce qui rencontre un certain succès auprès des enfants. Quand l'heure de déjeuner approche, des serveurs accostent les passants avec carte plurilingue en main pour les inciter à se restaurer dans leur établissement.

Les boutiques de souvenirs sont de plusieurs types, il y a celles qui proposent des souvenirs mondialisés (magnet, tee-shirt, mug, éventail, stylo, peluche, cendriers, porte-clef, reproductions d'éléments architecturaux « typique »... et les incontournables boules à neige) ; on trouve aussi les stands commercialisant des objets que l'on retrouve dans toutes les stations balnéaires (masques et tuba, drap de bain, chapeau de paille et lunettes de soleil, sandales, petite bagagerie...), ainsi que des boutiques qui proposent des artefacts « authentiques » et estampillés comme tels (broderies, réplique de parures en argent exposées au musée ethnographique) et des produits du terroir (huile d'olive, sachet et huile essentielle de lavande, liqueurs, confiture, miel et fruits sec, savon...) que l'on trouve aussi sur les stands du marché.

Les professionnels du secteurs jonglent entre les langues pour renseigner, vendre ou servir les clients. Les restaurants se succèdent, proposant des spécialités locales ou des plats considérés comme appartenant à une culture alimentaire « mondialisée » (pizza, steak-frites, burger), supposée être prisée des touristes, il y a aussi des stands proposant des pizza à la part, des confiseries, des glaciers.

Sur le vieux port, les passagers de croisière se retrouvent et patientent en file indienne pour remonter sur le paquebot et poursuivre leur voyage. Les visiteurs arpentent les ruelles écrasées de soleil, flânent dans la vieille ville, visitent monuments et musées, se désaltèrent aux fontaines, ou se détendent aux terrasses des cafés, savourent des glaces et font l'acquisition de souvenirs, prennent des photos.

J'ai pu constater qu'à quelques variation près, il en allait de même dans toutes les villes côtières dans lesquelles j'ai enquêté. Tous ces éléments entrent en contradiction avec l'imagerie promotionnelle d'une destination ante-touristique, originale, nouvelle, authentique, singulière, et c'est sans mentionner la densité de visiteurs, le bruit, les sollicitations

intempestives, le balais incessant des bus, les chats émaciés, les amas de détritres laissés par les visiteurs... donnant lieu à un décalage entre les attentes des touristes et leur expérience de la destination.

II. 2 Tentatives de diversification de l'offre touristique

Si l'originalité-nouveauté de la destination a fait recette dans la période 2000-2010, les acteurs de la promotion touristique croate ne peuvent plus recourir au caractère ante-touristique de la destination. D'une part, parce qu'elle entre en contradiction avec l'expérience des visiteurs (et du retour qu'ils en font à leur entourage, voire désormais sur les réseaux sociaux), et d'autre part, parce qu'après une décennie de martelage, l'argument de l'originalité de la destination commence à s'essouffler.

Par conséquent, en complément du caractère méditerranéen de la destination, qui constitue le principal motif d'élection des visiteurs⁴¹⁸, les acteurs de la promotion touristique mettent l'accent sur la préservation de la destination, en particulier sur le patrimoine naturel, considéré comme une ressource touristique centrale à l'heure où le développement durable devient une préoccupation pour de plus en plus de citoyens et où le tourisme durable a le vent en poupe. Aussi, les acteurs étatiques insistent sur la nécessité de souligner ce point dans la promotion de la destination, comme on peut le lire dans un rapport commandé par le Gouvernement de Croatie :

« The beauty of the scenery and the preservation of ecology are elements in Croatia's tourist offer that place her ahead of its competitors. Tourists perceive the urban and architectural harmony of Croatia's destinations as equal to its competitors, and while the preservation of the environment is one aspect of our tourist offer that firmly puts us ahead of the competition, Croatia's advantage in this field compared to Spain, France and Greece slowly decreased in 2010. It is therefore extremely important to continue to grow Croatia's tourism offer on continuing protection of the environment, preservation of the quality of natural resources and responsible and sustainable management of the content of its tourism offer.⁴¹⁹ »

À cela s'ajoute l'argument de la diversité de la Croatie, la richesse du patrimoine culturel, architectural, naturel, la diversité de ses paysages, concentrés sur un territoire à la superficie réduite, mais aussi sur le caractère préservé de la destination (autre moyen d'employer la carte de l'authenticité).

⁴¹⁸ Ainsi que le montre les données de fréquentations (voir infra), et les éléments que j'ai pu collecter sur le terrain, lors de mon travail d'enquête parmi les touristes.

⁴¹⁹ Proposal for the development strategy of Republic of Croatia until 2020, p.17

Cet accent porté sur les différentes facettes de la destination, a vocation à consolider son attractivité, mais aussi à améliorer la portée économique du tourisme. Lors de notre entretien, Krešimir Rašan le déplore : « sur la côte adriatique on reçoit du tourisme seulement pour la saison estivale, la pré-saison et la post-saison ne sont pas aussi bonnes qu'on le voudrait dans ces régions ». En effet, le tourisme croate se caractérise par une densité saisonnière forte, or comme le rappelle Marc Boyer, « la densification est certaine, mais elle est saisonnière – ce qu'on oublie souvent d'indiquer, omettant du coup de souligner qu'au trop-plein succède un semi-vide » (2002: 397).

C'est pour pallier à cette succession trop-plein/semi-vide que l'Office croate du tourisme tente de développer des formes additionnelles de tourisme, qui favoriseraient une meilleure répartition de la fréquentation sur le territoire et sur le l'année. Ce qui permettraient de rentabiliser les infrastructures existantes, de bénéficier de revenus plus réguliers, de pérenniser des emplois et d'atténuer la pression touristique.

Cette diversification de l'offre touristique est aussi appréhendée comme un moyen de combler les nouvelles aspirations des touristes, qui ne se satisfont plus du triptique *Sea sun and sand*. Aux dires de Krešimir Rašan il est donc nécessaire d'adapter la promotion aux changements intervenus au niveau la morphologie du tourisme et des attentes des touristes.

Une insistance sur l'identité balnéaire de la destination étant incompatible avec ces nécessités, une adaptation des politiques touristiques et de l'image de la destination a été entreprise conjointement par le Ministère et l'Office du tourisme croate, et c'est ainsi qu'à été mise en œuvre l'opération « Croatie 365 ».

Lancé en août 2014 à Split et présentée à Paris en octobre 2014 aux professionnels français, tours-opérateurs et compagnies aériennes notamment, le projet « Croatie 365 » a pour objectif « le renforcement de l'image de marque de la Croatie et la promotion d'une offre touristique en hors-saison, afin de renforcer la dessaisonalisation du tourisme croate⁴²⁰ » aux dires du Ministre croate du tourisme, Darko Lorencin, rapportés dans un article du blog de l'Office croate du tourisme à Paris. Le marché français est spécialement ciblé par ce projet parce qu'il est considéré comme étant particulièrement propice à la dessaisonalisation, car les touristes français visitent déjà la destination pendant l'avant-saison. D'autre part, comme le montrent les données produites par le Ministère français de l'économie et des finances, le marché français est marqué par la tendance à la multiplication de séjours de courte durée (avec une moyenne de 4,9 voyages personnels, dont 3,6 voyages courts – 1 à 3 nuitées – par an et par

⁴²⁰ Source : <http://regardsurlacroatie.com/blog/9779/>

individu en 2014⁴²¹), rendue possible par la réduction du coût du transport aérien, la diminution du temps de travail, et par la tendance accrue à partir en vacances pendant la pré et la post-saison (les mois d'avril, mai, juin, septembre et octobre cumulés représentent 42% des voyages⁴²²), en particulier chez les cadres et les retraités. Cette tendance bénéficie aux destinations européennes (avec 18 751 000 voyages en Europe), en particulier l'Espagne (17%), l'Italie (12,3%) le Royaume-Uni (6%) et l'Allemagne (6%), quant à la Croatie, la destination représente alors 1,2% des voyages hors de France.

Le projet « Croatie 365 », implique à la fois les acteurs publics (Ministère et Office du tourisme) et les acteurs privés, car pour développer l'offre touristique hors-saison, il est indispensable que la destination soit accessible (liaisons aériennes) et que les infrastructures nécessaires au séjour des visiteurs soient ouvertes (hôtels, restaurants, boutiques, musées, agence de location de véhicule, club de plongée...). Cela implique aussi de mettre l'accent sur le tourisme culturel (patrimoine matériel et immatériels) mais aussi de mettre en valeur ou de créer des événements à même d'attirer des visiteurs (expositions internationales, festivals de musique électronique ou de folklore, foires médiévales et marchés d'artisanat, spectacles, concerts, événements sportifs).

Le projet qui se décline autour de six thématiques (culture, vins et gastronomie, cyclisme, activités de pleine air et aventure, santé et bien-être, voyages d'affaires) permet d'articuler les différentes préconisations des stratégies de développement afin d'améliorer la fréquentation hors-saison et la fréquentation d'autres espaces que le seul littoral en proposant une offre touristique complémentaire du tourisme balnéaire.

Dans cette optique, l'Office croate du tourisme met l'accent, via son site internet, sur d'autres pratiques : nautisme, tourisme de bien-être (permettant de remettre au goût du jour les infrastructures thermales, un temps tombées en désuétude) et tourisme médical (chirurgie dentaire, chirurgie esthétique, ophtalmologie, convalescence, via des sites web dédiés comme « Medicrotour »), route des vins et gastronomie, cyclotourisme, tourisme rural (agrotourisme, chasse, pêche), et tourisme sportif (golf, plongée sous-marine, sports d'eaux vives, randonnées pédestres et équestres, escalade, parapente, *kitesurf*), tourisme culturel (patrimoine architectural et artistiques et coutumes et traditions locales, histoire, sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO). Cela permet de mettre en valeur d'autres espaces, et par le recours à des arguments distinctifs d'inviter les touristes potentiels à démarquer du tourisme de masse en faisant preuve d'audace pour découvrir les facettes méconnues de la

⁴²¹ DGE, Les déplacements touristiques de français, Memento du tourisme Édition, 2015, p.84

⁴²² Idem, p.102

destination : arrière-pays des régions littorales, montagne, forêt, afin de susciter un intérêt pour les régions qui ne reçoivent que peu ou pas de tourisme, comme les comtés de Croatie centrale et de la Slavonie (Krapina-Zagorje, Sisak -Moslavina, Karlovac, Varaždin, Koprivnica-Križevci, Bjelovar-Bilogora, Virovitica-Podravina, Požega-Slavonia, Brod-Posavina, Osijek-Baranja, Vukovar-Srijem, Međimurje).

Cet argument distinctif est aussi un levier permettant de séduire une clientèle plus aisée, ou à la recherche d'un tourisme de luxe. En effet, comme le signale le réseau veille tourisme (RVT), « le nombre de voyageurs nantis s'est accru au cours des dernières années et il devrait doubler d'ici 2020, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de touristes sur le marché du luxe⁴²³ ». Selon les analystes du réseaux, les voyageurs de luxe se répartissent en sept catégories :

- « les couples actifs sans enfants (*double income, no kids*): jeunes cadres urbains diplômés (25-35 ans) qui disposent d'un bon revenu discrétionnaire et qui aiment voyager » ;
- « les parents face au nid vide (*empty nesters*): cadres dirigeants ou de professions libérales, matures (50-60 ans), souvent dégagés de leurs obligations financières, n'ayant plus d'enfants à charge. Ils possèdent un revenu discrétionnaire élevé et voyagent beaucoup » ;
- « les retraités actifs (*healthy retired*): personnes à la retraite (60-70 ans) qui ont du temps libre et qui souhaitent voyager en couple ou en famille » ;
- « les familles (*happy families*): les parents hyperactifs ou les familles éclatées compensent le peu de temps consacré à leurs enfants en leur offrant des expériences de qualité dans des lieux paradisiaques, où la cellule familiale pourra se reconstruire » ;
- « les voyageurs de circonstances (*special events*): des particuliers ou des entreprises organisent des voyages exceptionnels pour célébrer une occasion spéciale, un événement familial ou une réussite professionnelle » ;
- « les voyageurs assidus (*aspirational travellers*): ils ne sont pas riches, mais ils économisent patiemment pour s'offrir ponctuellement des vacances » ;
- « les fortunés (*high-net worth*): personnes ultra-riches, dont les revenus annuels sont supérieurs à un million de dollars; leur niveau d'exigence en ce qui a trait à la qualité et à la reconnaissance est très élevé ».

Ces « voyageurs » rechercheraient des prestations haut de gamme, mais leurs attentes se situeraient surtout dans le registre de l'expérience vécue, puisqu'ils seraient en quête d'expériences sensorielles, d'intimité (se sentir chez-soi sur leur lieu de vacances), de

⁴²³ Veille info tourisme, Une nouvelle génération de voyageurs de luxe.

Source : <https://veilletourisme.ca/2014/05/06/une-nouvelle-generation-de-voyageurs-de-luxe/>

personnalisation, d'exclusivité, de sécurité, de services intégrés, d'authenticité, d'insolite, d'un environnement préservé, de divertissements et d'activités...

Les institutions en charge du développement touristique semblent au fait de ces analyses et ne mettent pas tant l'accent sur l'élévation du standing des hébergements, des infrastructures touristiques (avec la création d'hôtels et de complexes quatre et cinq étoiles, de villas, de marinas, de golfs, de spa), ou la qualité de l'accueil et des prestations, que sur la sensorialité, l'exclusivité et la rareté, l'authenticité de la destination, la liberté et la quête de soi, la nature préservée et vierge, une expérience hors du commun (qui diffère à la fois du quotidien et de l'expérience des autres voyageurs).

Les infrastructures de standing, telles que les hôtels quatre et cinq étoiles, peuvent, si elles sont accompagnées de la création d'auditorium ou de salles de conférence ou de réunion, servir de cadre au tourisme d'affaire, dont les différentes composantes sont en plein développement (congrès professionnels, conventions d'entreprises, foires et salons, *teambuilding*, *incentive*, célébrations, voyages d'affaire). Ce segment en pleine croissance présente l'intérêt d'optimiser les flux touristiques, puisqu'il a généralement lieu en dehors du pic estival et qu'il est friand de lieux insolites ou grandioses (privatisation de musées, châteaux, monuments), dont le pays dispose en quantité. L'Office croate du tourisme cherche à se positionner comme une destination appropriée à ce type d'activité.

Enfin, pour tenter de diversifier les périodes et les lieux de la fréquentation touristique, l'Office du tourisme croate, au fait de l'engouement des voyageurs européens pour le *City break* (séjour de 2 à 3 jours dans une métropole) a entrepris de positionner Zagreb comme destination de tourisme urbain en soi (et non plus seulement comme une escale sur le chemin de la côte adriatique). Car le tourisme urbain permet de bénéficier du tourisme toute l'année « comme toutes les capitales », comme l'affirme Krešimir Rašan, et la ville possède de nombreux attraits pour les touristes et sa taille réduite la rend particulièrement adaptée à aux séjours courts. En se positionnant comme une ville centre-européenne, la ville espère profiter de l'engouement de Prague ou Budapest, mais aussi la vogue des marchés de Noël, qui se développe depuis plusieurs années. La capitale croate est aussi une destination pour le tourisme domestique, ainsi l'affirme mon interlocuteur de l'Office du tourisme de Zagreb. En effet, la ville accueille des concerts d'artistes internationaux, des événements sportifs et culturels (exposition, festivals...) qui rendent la destination attractive pour les touristes nationaux.

Pour le géographe Vincent Coëffé rappelle que la fréquentation des métropoles est concomitante de la naissance du tourisme :

« La fréquentation des lieux les plus denses et les plus animés des métropoles, par les touristes, n'est pas chose nouvelle. Elle existe depuis les débuts du tourisme, les plus grandes villes d'Europe ayant constitué les matrices et les réceptacles du phénomène lui-même. Mais la tendance s'est exacerbée dans les dernières années à la faveur de la redistribution des citadins dans l'espace urbain. Alors que ces derniers habitent de moins en moins les ville-centre durant leur quotidien, au profit des espaces péri voire suburbains, les citadins investissent plus que jamais, durant le hors-quotidien, les lieux aux gradients d'urbanité les plus élevés (où le couple densité-diversité est donc maximisé) (Knafou, 2007). » (2013 : 16)

Pour l'auteur, le succès du tourisme urbain s'explique aussi par d'autres raisons. La ville offre à la fois un environnement familier et un niveau d'altérité suffisant pour la rendre intéressante à visiter, et dans la mesure où il ne s'agit pas d'un cadre artificiel créé pour les touristes, elle offre des possibilités d'interaction avec des résidents, et permet le partage – éphémère – de leur mode de vie, la faisant apparaître comme plus authentique. De plus, les touristes étant majoritairement des urbains, ils disposent de compétences sociales et cognitives qu'ils peuvent mettre en œuvre pour apprivoiser un certain degré d'altérité.

Afin d'évaluer l'impact des nouvelles politiques touristiques sur la saisonnalité, j'ai comparé les données de fréquentation mensuelle entre l'année 2012 et l'année 2017, en compilant les données relatives aux arrivées internationales et domestiques, individuelles et organisées.

La première conclusion à laquelle je suis parvenue, c'est que depuis les travaux de Fabrice Pinteau, le profil de la fréquentation est identique. En effet, en 2007, la période juin-septembre représente 74% des arrivées, et « les mois de juillet et août représentent, à eux deux, 49 % du total annuel des arrivées avec, respectivement, 23,7 % en juillet (soit 2,6 millions) et 25.3 % en août (soit 2,8 millions) » (Pinteau, op.cit. : 135). Il en va de même en 2012, avec 75.9% des arrivées lors de la période juin-septembre, et 50.1% pour la période juillet-août. Et malgré les tentatives de diversification de l'offre touristique, la tendance est la même en 2017, avec 74.91% pour la période juin-septembre, et 49 % pour la période juillet-août.

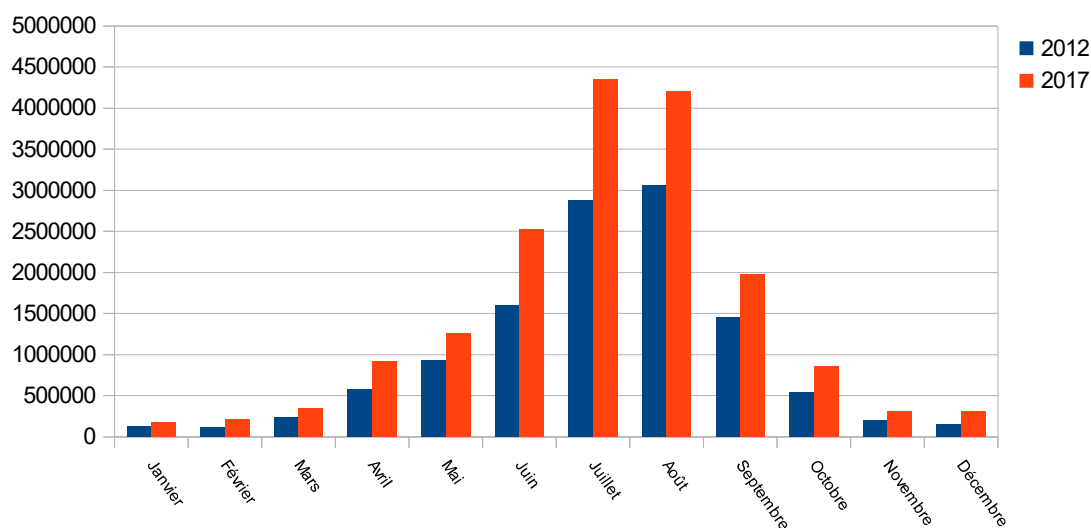


Figure n°72 : Comparaison de la fréquentation mensuelle pour les années 2012 et 2017 à partir des données issues du rapport *Tourism in Figures*

De surcroît, la fréquentation durant la haute saison touristique à savoir les mois de juillet et août a augmenté de 57% en une décennie, passant de 5,4 million d'arrivées en 2007, à 8,5 millions d'arrivées en 2017.

Mois	Arrivées 2012	Proportion 2012	Arrivées 2017	Proportion 2017	Comparaison 2012-2017
Janvier	119.765	1.01%	177.401	1.02%	+48.12%
Février	117.325	0.99%	209.536	1.2%	+78.59%
Mars	232.981	1.97%	342.540	1.97%	+47.02%
Avril	573.333	4.85%	915.770	5.25%	+59.73%
Mai	923.520	7.8%	1.256.710	7.21%	+36.8%
Juin	1.594.451	13.47%	2.526.241	14.49%	+58.44%
Juillet	2.882.654	24.36%	4.346.419	24.94%	+50.78%
Août	3.051.943	25.79%	4.205.544	24.13%	+37.8%
Septembre	1.452.988	12.28%	1.978.713	11.35%	+36.18%
Octobre	536.148	4.53%	850.333	4.88%	+58.60%
Novembre	195.203	1.65%	307.824	1.77%	+57.69%
Décembre	152.664	1.29%	313.549	1.8%	+105.39%
Total	11.832.975	99.9	17.430.580	100.1	+47.31%

Tableau n°13 : Comparaison de la fréquentation mensuelle pour les années 2012 et 2017 à partir des données compilées du rapport *Tourism in Figures 2017*

Si la comparaison de la fréquentation mensuelle entre 2012 et 2017 donne l'impression d'une croissance fulgurante de la période hivernale, la part relative des mois d'hiver et de printemps est sensiblement la même et demeure dérisoire. Par conséquent, malgré une augmentation de

la fréquentation hors saison, la saisonnalité est loin de s'atténuer, puisqu'elle s'accompagne d'une augmentation considérable des arrivées et des nuitées pendant la période estivale.

En effet, sur les 5 597 605 arrivées supplémentaires enregistrées entre l'année 2012 et l'année 2017, 4 074 881 arrivées ont lieu sur la période juin-septembre (soit 72,8 %), dont 2 617 366 sur la seule période juillet-août (soit 46,76 %).

Quant à la répartition spatiale des flux touristiques, la comparaison de la part des régions littorales dans le tourisme entre l'année 2012 (88,4 % des arrivées et 82,2% des nuitées) et l'année 2017 (86,7 % des arrivées et 95,1 % des nuitées), permet de constater que la part des régions littorales sur le tourisme est sensiblement la même. Même si l'échelle du comté n'est pas assez fine pour distinguer la fréquentation des villes côtières et de celle de l'arrière-pays, il apparaît qu'à l'échelle du territoire national, les régions littorales monopolisent les flux touristiques. Par conséquent, il n'est pas erroné de considérer que l'hypertrophie du littoral sur les autres régions n'a pas encore été contrebalancée.

Il est difficile d'évaluer l'effet de la promotion du tourisme urbain et culturel, car, exception faite de Zagreb, Osijek, Karlovac et Varaždin), les villes croates de plus de 40 000 habitants se situent sur la côte (Split, Rijeka, Zadar, Pula, Šibenik, Dubrovnik). Et les centres urbains du littoral peuvent se targuer d'héritages architecturaux riches et remarquables, du fait de la présence de colonies romaines, puis de la domination vénitienne sur la côte adriatique.

Du fait de ce patrimoine romain, byzantin, vénitien, qui participent de leur attractivité touristique il est difficile de distinguer le tourisme culturel et les pratiques balnéaires, et les deux motifs sont souvent indissociables. Ainsi, les centres historiques des villes de Split (palais et mausolée de l'empereur Dioclétien), Dubrovnik (vieille ville fortifiée d'architecture renaissance), Zadar (Église préromane de Saint-Donat et forum romain), Šibenik (cathédrale gothique) et Pula (amphithéâtre d'Auguste) sont de véritables musées à ciel ouvert.

Cependant, comme le rappelle Fabrice Pinteau, le plus souvent, cet héritage n'apporte qu'une activité de complément, constitue une occasion de visite et de balades, en plus des activités balnéaires : « ce tourisme urbain côtier est encore trop lié au tourisme balnéaire et, même dans une ville comme Dubrovnik qui dispose d'indéniables atouts, le tourisme urbain côtier semble toujours s'inscrire comme une offre complémentaire au tourisme balnéaire⁴²⁴ ».

Cela s'accorde avec la critique de la notion de tourisme culturel faite par Saskia Cousin en introduction de sa thèse. En effet, selon l'auteure, la demande des touristes en matière de culture et de patrimoine n'est pas corroborée par les faits, et cette exigence supposée de la

⁴²⁴ Pinteau, *Le tourisme en Croatie...*, p.182-183

clientèle ne s'appuie pas sur l'analyse des comportements des consommateurs, ni sur les recherches en sciences sociales :

« les auteurs sont nombreux à critiquer la réalité d'un marché du tourisme culturel, la réalité d'une demande et d'une motivation culturelle pendant les vacances. Les nombreux discours sur le nouvel attrait des Français (ou des étrangers) pour des pratiques culturelles pendant leurs vacances ne s'appuient pas sur les analyses des consommations touristiques. Pour Jean-Didier Urbain, les motivations culturelles affirmées d'un séjour sont bien souvent plus un alibi qu'un mobile ; ce qui est important est de savoir qu'une pratique est possible.⁴²⁵ »

Il s'avère que l'offre culturelle sert davantage d'alibi que de motivation aux touristes. En effet, de nombreux touristes sont guidés par l'héliotropisme et le désir de ne rien faire, de se reposer, de passer du temps avec leur proches pendant leurs vacances, et n'ont que peu d'appétence pour les activités culturelles, ludiques ou sportives à leur disposition. Mes observations sur le terrain s'accordent avec les affirmations des deux auteurs. Les dizaines de touristes que j'ai interrogé sur leurs motifs d'élection de la destination s'accordaient pour considérer que le patrimoine ajoutait à la valeur hédonique de la destination, mais que le patrimoine ne constituait pas une fin en soi. C'est le fait de pouvoir s'adonner aux activités balnéaires dans un cadre à la beauté exceptionnelle qui, dans la majorité des cas, avait guidé leur choix.

Si l'on ne saurait juger de l'efficacité des récentes politiques touristiques à si court terme, il apparaît pour le moment qu'elles ne sont pas encore parvenues à inverser la tendance et à désengorger le littoral croate. En effet, en dépit des efforts entrepris le Ministère et l'Office croate du tourisme pour renouveler l'offre touristique, pour diversifier les lieux et les périodes de la fréquentation, et pour nuancer l'image de la destination, le tourisme – qui ne cesse de croître – continue de se concentrer sur le littoral adriatique et sur la saison estivale. Par conséquent, l'intensification de la pression touristique, engendre ou accroît les effets délétères du tourisme à l'échelle nationale et surtout locale.

⁴²⁵ Cousin, L'identité au miroir du tourisme, p.16-17

II.3 Un littoral qui suffoque : le revers de la médaille du tourisme

Lorsqu'on étudie le tourisme en Croatie, on se rend instantanément compte du fossé existant entre l'image promue et la fréquentation touristique effective, et cet écart n'échappe pas non plus aux touristes. En effet, lors de mes enquêtes de terrain, j'ai maintes fois été confrontée aux déceptions des visiteurs causées par le décalage entre leurs attentes (forgées par l'exposition à la rhétorique de l'Office croate du tourisme avant le départ), à savoir une destination vierge, ante-touristique, authentique et bon marché, plages de sables fin, hospitalité ; et leur vécu, à savoir tourisme de masse, criques rocheuses difficiles d'accès, coût du séjour, mais aussi impression d'une authenticité factice.

Ayant enquêté dans les villes côtières de Split et Dubrovnik pendant la période estivale, j'ai pu observer et faire l'expérience personnelle de la pression touristique : auberges saturées, rues encombrées, atmosphère bruyante, amoncellement de déchets, files d'attentes, terrasses complètes, superficialité des interactions, dégradations et incivilités. Mais, j'ai aussi pu faire le constat inverse, et éprouver la mélancolie des stations balnéaires hors saison, notamment lors d'un séjour à Zadar en décembre, où les volets descendus des cafés et des échoppes de la vieille ville, le silence des ruelles et des places sous un ciel d'acier, les musées déserts, les restaurants vides, la promenade sur le front de mer livrée aux mouettes, m'ont laissé l'impression d'une cité abandonnée.

Si l'intensité touristique est ressentie désagréablement par de nombreux visiteurs, l'alternance de trop-plein et de vide qui caractérise le tourisme croate n'est pas sans effet délétère sur les locaux.

La création d'une structure comme l'Institut des travailleurs saisonniers vantée par Blanka Belošević lors de notre entretien est loin d'être suffisante pour améliorer le sort des employés du secteur touristique, car à la saisonnalité de l'activité, s'ajoutent des conditions de travail pénibles (en particulier dans l'hôtellerie-restauration), dont un article paru sur le portail *Courriers des Balkans* datant du 13 juillet 2016 donne un aperçu : conditions de logement précaires (en camping, dans des chambres partagées avec d'autres employés ou louées à ses propres frais), salaires dérisoires (justifiés par les employeurs par le complément en pourboire), heures supplémentaires non déclarées (et payées en espèces au taux horaire régulier), journée de congé hebdomadaire non octroyée, horaires de travail dépassant – largement – la réglementation. À cela s'ajoute des cadences de travail intenses, les employeurs souhaitant générer le maximum de profit font tourner leur établissement avec le minimum

d'employés. Le document émanant du gouvernement croate *Proposal for tourism development strategy* fait mention de l'intensification des cadences de travail lorsqu'il évoque pudiquement une augmentation de la productivité des employés du secteur.

Il n'est pas rare dans des petits établissements privés, comme ces appartements situés dans des immeubles des vieilles villes transformés en auberge (*hostel*), qu'une même personne s'occupe de la gestion des réservations, de renseigner les clients potentiels à distance, de l'arrivée du départ et de l'information des hôtes, du ménage. Il arrive même, comme dans certains établissement que j'ai fréquenté pendant mes séjours, qu'il y ait deux employés pour effectuer ces tâches, en plus des menues réparations, du service de petit déjeuner, du service au bar et de la surveillance nocturne.

Par conséquent, face à ces conditions de travail, les jeunes (souvent des étudiants) délaissent le secteur, ce qui a pour conséquence le recours par les employeurs du secteur touristique à un nombre de plus en plus important de travailleurs étrangers.

La création d'infrastructures d'hébergement et de loisirs prônée dans les différentes stratégies de développement pour accueillir des touristes toujours plus nombreux n'est pas sans effet sur le paysage. Si la comparaison du nombre total d'hôtels entre 2012 et 2017 laisse apparaître une augmentation de 82 établissements, la comparaison des différentes catégories, marquée par une diminution du nombre d'établissement deux étoiles et trois étoiles, et l'augmentation du nombre d'établissement quatre étoiles et cinq étoiles, permet de conclure que le nombre de constructions dans cette période est encore plus élevé (+128), avec une moyenne de 25,6 nouveaux établissements par an. Si l'on compare avec le total d'hôtels enregistrés pour l'année 2000, l'augmentation s'élève à 254 nouveaux établissements.

	2012	2017	Comparaison2012-2017
Hôtels total	618	700	+82
*****	29	39	+10
****	172	290	+118
***	321	306	-15
**	96	65	-31

Tableau n°14 : Évolution du nombre d'hôtels par catégorie entre 2012 et 2017, à partir des données compilée des rapports *Tourism in Figures* 2012 et 2017

Les infrastructures d'hébergement, tous types confondus, sont concentrées sur la côte, puisque 96,49 % des lits (soit 1 165 034 lits sur 1 207 427) sont situées dans l'un des sept comtés du littoral, avec les densités les plus importantes en Istrie (306 040 lits) et dans le comté de Split (263597 lits), et dans le comté de Primorje - Gorski Kotar (202 586 lits).

Par conséquent, le tourisme exerce une forte pression immobilière sur cet espace. La

multiplication des complexes hôteliers, hôtels-club, village de vacances, campings... composés de bâtiments plus ou moins imposants et plus ou moins en harmonie avec leur environnement, accompagnés d'aménagements extérieurs (piscine, plage artificielle, court de tennis, parking, mini-golf...), ainsi que la construction ou l'agrandissement de ports de plaisance, provoquent l'anthropisation des paysages, accélèrent le mitage des écosystèmes, et la bétonisation du littoral. Ces infrastructures contrastent fortement avec l'imagerie d'une destination confidentielle et préservée, avec ses villes renaissance à l'architecture baroque, ses villages pittoresques à flanc de colline, ses hôtels de charme et son littoral sauvage.

À Šibenik, le complexe hôtelier Amadria Park, avec ses différents restaurants, ses différents hôtels, ses *nightclub*, son *aquapark*, ses plages aménagées et son « village ethnologique »... ressemble à un véritable parc à thème ! Et si sur le site internet du complexe, les propriétaires se targuent d'être une entreprise familiale existant depuis un siècle, le complexe tranche fortement avec l'image de la destination.



Figure n°73 : Carte du complexe hôtelier Amadria Park

Le phénomène n'est certes pas nouveau et des complexes touristiques de grande ampleur ont été bâtis dès l'époque de la Fédération yougoslave. Seulement, comme le rappelle Michael Zinganel, ces infrastructures étaient aussi appropriées par les habitants qui pouvaient accéder à l'ensemble des équipements :

« Except for camping sites and marinas, tourist facilities had never been fenced or walled off, but remained accessible to the public and well-connected to existing networks. Promenades linked these with one another: the fishing village; the harbor and ancient-town centers; private homes of the local population; well-maintained leisure, sport and entertainment facilities at beaches and in the shadows of pine forests (playgrounds, mini-golf, boccia, table tennis and tennis); the semi-public spaces of hotels. Even some of the more expensive facilities – bars, clubs, pools, conference and ballrooms, halls for indoor sport – soon became quite naturally appropriated for the needs of the local population, hosting celebrations, sports and cultural events. For local authorities and managers, there was no way to even think about exclusively reserving them for foreign guests. These facilities were considered consensually to be supplements of the local public space and infrastructure – to be “public property,” as they had been deemed by law. » (2013 : 356)

Désormais, sauf exception, les installations de ces établissements sont réservés à la clientèle et cet usage exclusif s'étend parfois jusqu'à la plage. Pourtant, les plages sont considérées en Croatie comme un bien public inaliénable, héritage de la Yougoslavie socialiste. Cependant, depuis l'indépendance croate, ce droit d'accès à la mer est menacé par les tentatives successives de privatisation, dénoncées par Hrvoje Šimičević dans un article paru sur le portail *Courrier des Balkans*⁴²⁶. Aussi, dès 1994, des membres de l'Académie croate des sciences et des arts proposent de recourir à un système de concession privées plutôt qu'à la privatisation, alors prévue dans un projet de loi du gouvernement Tuđman, ajoutant que ces concessions ne devaient en aucun cas devenir synonyme d'une limitation de l'accès ou d'une monétarisation, seuls les services tels que les locations de chaises et de parasols, restauration... pouvant être facturé. Cependant, la marchandisation des plages est patente et le système obscur d'attribution des concessions laisse planer le doute quant à d'éventuelles pratiques de malversations, corruption, favoritisme, comme l'indique le journaliste : « Depuis les mises en garde de 1994, la mise sous concession des plages et l'accès payant à la côte sont en effet devenues monnaie courante, selon un système clientéliste bien rôdé qui fait fi de la protection de l'environnement comme de l'intérêt public⁴²⁷ ».

La mise en concession croissante du littoral, qui concernerait désormais 10% des plages, s'accompagne de plus en plus souvent d'une limitation de l'accès (clôture et droit d'entrée), et parfois en toute illégalité, car, aux dires du journaliste, certains groupes hôteliers accaparent l'espace public alors même qu'aucun permis ne leur a été octroyé.

⁴²⁶ Hrvoje Šimičević, Croatie : Sur la plage privatisée, bétonnage et parasols privés, *Courrier des Balkans*, 9 juin 2017

⁴²⁷ Hrvoje Šimičević, Croatie : Sur la plage privatisée, bétonnage et parasols privés, *Courrier des Balkans*, 9 juin 2017

Cette situation provoque l'ire des riverains et des militants écologistes qui se mobilisent pour dénoncer le clientélisme, la destruction de l'environnement⁴²⁸, l'absence de consultation des habitants, et l'accaparement de l'espace public. Un mouvement a vu le jour lors de la tentative de privatisation de *Zlatni Rat*, plage emblématique de Croatie située sur l'île de Brač, les militants du *Pokret otoka* (Mouvement des îles) se sont rassemblés pour manifester contre le projet de la loi portant sur les concessions des plages, parvenant pour le moment à faire reculer le Parlement.

Dans le même registre, le projet d'un complexe touristique de luxe (incluant golf, centre équestre, hôtels, villas, centre de conférence...) qui devait voir le jour sur les hauteurs de Dubrovnik a soulevé une vague de protestation, qui s'est traduit par un refus massif lors du référendum organisé en avril 2013 (avec environ 90% de votes contre⁴²⁹). Cependant, les autorités ont invalidé le résultat de cette consultation pour cause de participation insuffisante. L'UNESCO, opposé au projet avait alors exigé des autorités croates que le site ne soit pas visible depuis la vieille ville. Les habitants constitués en collectif⁴³⁰ ont alors intenté une action en justice. Après huit ans de lutte, le Tribunal administratif a finalement reconnu l'illégalité du projet qui entraînait en contradiction avec le plan local d'urbanisme, provoquant son annulation. Le projet de 340 hectares, jugé mégalomane par les habitants, bénéficiait pourtant du soutien de nombreux politiciens à l'échelle locale et nationale, à droite comme à gauche.

Ces différentes affaires viennent nourrir un sentiment de dépossession, dans la mesure où le contrôle de l'espace que ces projets impliquent – corollaire d'un usage exclusif de la clientèle – entre en concurrence avec les pratiques d'appropriation de l'espace public par les riverains. L'usage autonome « correspondant au fait d'user de l'espace librement ou du moins sans contrainte sociale explicite » (Ripoll et Veschambre, 2005) est entravé, matérialisant des rapports de pouvoir et de domination qui n'échappent pas aux habitants.

Ce sentiment de dépossession est déjà éprouvé par les habitants des localités réceptrices de tourisme face à l'intensification des flux touristiques qui font peser des contraintes fortes sur le quotidien des habitants, venant accroître un sentiment anti-touristique larvé. En effet, le

⁴²⁸ En raison du caractère très accidenté de la côte, avec des falaises qui plongent à pic dans la mer, des criques rocheuses difficiles d'accès, des travaux d'aménagement sont souvent entrepris pour accéder à la baignade, impliquant dynamitage et bétonisation du littoral.

⁴²⁹ Le complexe touristique géant de Srđ-Dubrovnik se fera au mépris de la démocratie, *Courrier des Balkans*, 2 mai 2013, Source : <http://balkans.courriers.info/article22373.html>

⁴³⁰ Marina Kelava, Croatie : les collines de Dubrovnik enfin sauvées de l'appétit des promoteurs, *Courrier des Balkans*, 21 janvier 2015

tourisme de masse est synonyme de difficultés de circulation et de stationnement, de pollution, la visite des édifices religieux vient perturber le culte⁴³¹ dans un pays où la pratique religieuse occupe une place très importante. Dans les environnements fragiles comme les îles (particulièrement prisées des touristes), l'afflux de visiteurs peut être à l'origine de problèmes d'approvisionnement en eau potable et en denrées alimentaires, provoquer des problèmes en matière de gestion déchets et des eaux usées. Cette question est d'ailleurs soulignée dans le document stratégique du Ministère du tourisme précédemment cité : « *waste drainage and waste management need to be examined, especially in the coastal areas, as these may present problems to Croatia's tourist development in the future*⁴³² ».

À cela s'ajoute une pénurie de logements et une augmentation du coût de la vie qui provoque la gentrification des centres historiques, conduisant aussi au remplacement des résidents par des visiteurs (locaux et internationaux) et à la transformation des logements et commerces de proximité⁴³³ en lieu d'hébergement saisonniers (auberges, pensions, hôtels) et en espace de loisirs et de consommation touristique (restaurants, bars, boutiques, attractions en tout genre). Cela accroît encore « le sentiment de désappropriation et l'incertitude ressentis par les habitants » (2013 : 135) décrit par les anthropologues David Berliner et Manon Istasse dans leur travail consacré à « l'unescoïsation » (ibid. : 133) des villes de Fès et Luang Prabang.

Certains résidents que j'ai rencontré « refusent de céder aux sirènes du tourisme⁴³⁴ », c'est-à-dire refusent de vendre ou de mettre en location leur logement, se considèrent comme des « résistants » et déplorent la dégradation de leurs conditions de vie.

Aux conséquences du surtourisme s'ajoute la colère des habitants face aux comportements jugés inappropriés, en particulier les comportements des jeunes noctambules (nudité en ville, alcoolémie, tapage...), dans un pays où l'Église catholique exerce une influence considérable, obligeant les villes à prendre des arrêtés municipaux pour encadrer ces excès. Ainsi, cette résidente septuagénaire qui m'apostrophe dans une ruelle sur les hauteurs de la vieille ville pour me prendre à témoin alors qu'un groupe d'adolescents torse nu dévale en trombe les escaliers de la vieille ville de Dubrovnik.

⁴³¹ Le programme des messes de Dubrovnik indique « Not Summer », « Not Jul-Aug » (not July-August) ou « winter » sur cinq des onze créneaux des messes dominicales (Source : <https://weekdaymasses.org.uk/fr/day/U/area/dubrovnik>), témoignant de l'incompatibilité entre la célébration de la messe et la fréquentation touristique des édifices religieux. Cette concurrence entre touristes et croyants, parfois source de tensions, dans l'usage des monuments religieux n'est pas spécifique à la Croatie. La cathédrale Notre-Dame en constitue un exemple emblématique.

⁴³² Proposal for the development strategy of Republic of Croatia until 2020, Zagreb, Février 2013, p.7

⁴³³ Un récent article du portail Courrier des Balkans est consacré à la fermeture du café *Na Kantunu* situé dans le palais dioclétien de Split, sous la pression du tourisme et de la municipalité. Pour les habitants interviewés « le dernier bastion de la vie locale tombe » (Source <https://www.courrierdesbalkans.fr/Split-disparition-du-cafe-Na-Kantunu-derniere-oasis-de-la-vieille-ville>)

⁴³⁴ Conversation de terrain, Dubrovnik, 7 juillet 2011

Comme le souligne Pinteau, cette colère est instrumentalisée par les partis conservateurs, qui « voient dans certains sites touristiques de simples lieux de débauche, pour une jeunesse européenne en perte de valeurs » (op.cit. : 482-483) et qui affirment que le salut est dans le vote conservateur : « si les locaux veulent éviter que de grands hôtels et des discothèques ne s'installent, ils doivent voter pour le parti conservateur, seul garant de la « moralité croate » » (ibid. : 483).

Avec l'alternance de trop-plein/semi-vide qu'engendre la saisonnalité prononcée de la fréquentation croate, les centres historiques des localités touristiques gentrifiées, avec leurs échoppes closes, leurs rues désertes, leurs façades aux volets clos donnent l'impression de « ville-fantôme » hors-saison, ce que déplorent les résidents. Cela s'accorde avec les propos de Boris Dezulovic, écrivain splitois qui déplore, dans un article de Courrier international consacré au surtourisme publié le 7 septembre 2018, la disparition des habitants du centre historique au profit des locations saisonnières.



LE SPLEEN DE SPLIT

Bientôt, il ne restera de la Split antique qu'un espace "*sans aucun sens urbain, social ou culturel*", s'inquiète Boris Dezulovic **dans les pages du magazine croate Novosti**. Comme le relate cet écrivain natif de la ville, le centre historique de Split est en train de se vider de ses habitants, au profit d'appartements et d'hôtels réservés aux touristes. Les commerces de proximité et les cinémas ont été remplacés par des bars et des magasins de souvenirs. Le maire a même annoncé son intention de transformer le grand immeuble Banovina, qui abrite aujourd'hui le conseil municipal, en un hôtel haut de gamme.

Figure n°74 : Le « spleen de Split »

Source : <https://www.courrierinternational.com/article/tourisme-douze-destinations-qui-craquent>

Malgré cela, j'ai pu observer la réticence des locaux (qu'ils soient habitants ou employés du secteur touristique) à évoquer les désagréments du tourisme, car le tourisme représente une manne qu'il n'est pas aisé de critiquer, surtout auprès d'une étrangère qui ressemble beaucoup à une touriste, et dont on ne sais pas ce qu'elle va en rapporter (ni à qui) ! Ainsi, lorsque je demande au directeur de l'Office du tourisme de Split comment le tourisme est perçu par la population, il m'explique :

« Ici tout le monde travaille dans le tourisme, tout le monde, nous avons 264 bateaux de croisière, et des guides, jusqu'aux emplois de musées, jusqu'aux vendeurs, en passant par les cafés, les restaurants ! Parfois en été il faut attendre pendant plus d'une heure et demi pour avoir une table dans un restaurant, tellement il y a de monde. Et ce qui est le plus intéressant, c'est que les gens d'ici aiment ça, ils aiment faire partie de cette foule, de cette atmosphère. Les

jeunes viennent parce qu'ils aiment faire partie de cette ville, ils aiment avoir des amis dans cette ville, et sortir le soir, parce qu'à Split vous pouvez sortir le soir et rencontrer des gens pour vous amusez. C'est tout, et ils aiment ça, c'est tout, c'est ce que Split vous donne. Et ce n'est pas une grande ville, ce n'est pas comme Paris, donc vous pouvez véritablement profiter. » (Extrait d'entretien, Vedran Matošić, Split, 7 novembre 2011)

Et lorsque je lui demande quels sont les désagréments liés à la fréquentation touristique de la ville, il me répond :

« il n'y pas tellement de visiteurs, c'est seulement, selon notre centre d'information, on a environ un million de visiteurs, par an, mais ce n'est pas tant que cela, pour Split, Split est très étendue, le port de Split est très étendu, si vous comparez à Dubrovnik, c'est très étendu, donc on a l'opportunité, ce n'est pas surpeuplé, vous pouvez respirez, à Split, vous pouvez circuler. » (Extrait d'entretien, Vedran Matošić, Split, 7 novembre 2011)

Et lorsque j'insiste en donnant des exemples concrets, tels que les problèmes de stationnement, de circulation, de gentrification... il convient que le problème principal réside dans les difficultés de stationnement. Mais selon mon interlocuteur, cette question devrait être prochainement résolue par les aménagements dans l'ouest de la ville, et les aménagement du port, quand les abords de l'hôtel Hilton et les infrastructures alentours (nouvelle promenade, centre de conférence, parking), alors en cours de construction, seront achevés.

Pourtant, les désagréments causés par le tourisme sont couramment dénoncés dans l'entre-soi, comme j'ai pu le constater à travers la publication d'articles de presse dénonçant la nudité des touristes dans l'espace public, les incivilités commises par les jeunes estivants noctambules, les effets du tourisme sur le niveau de vie (prix de l'immobilier, des denrées) et sur le cadre de vie (difficultés de stationnement, de circulation, bruit, pollution, déchets, privatisation des plages) dans les localités touristiques.

Par conséquent, faute d'avoir pu collecter des propos sur le phénomène, sinon, quelques phrases, à la dérobée, j'ai prêté une attention soutenue aux détails infimes, aux regards obliques, aux soupirs exaspérés, aux chuchotements, aux moqueries, dans les interactions que je pouvais observer entre touristes étrangers et habitants, pour saisir le ressenti des habitants face à cette occupation saisonnière de leur lieux de vie, pour saisir l'ambivalence à l'égard du tourisme, voire l'expression d'un sentiment anti-touristique qui ne saurait se dire ouvertement.

Face à ce qu'il est désormais courant d'appeler le surtourisme⁴³⁵, les municipalités réceptrices prennent des mesures parfois drastiques pour tenter de juguler l'afflux de visiteurs et mettent en place des politiques visant à étaler la fréquentation sur le reste de l'année et à favoriser un tourisme de standing pour bénéficier des revenus générés par de l'activité, tout en accueillant moins de visiteurs. Aux nombre de ses mesures on trouve : limitation de la durée des hébergements touristiques entre particuliers, fermeture de sites en danger, interdiction de la création de nouveaux hôtels, introduction d'une taxe d'entrée pour certains événements comme le Carnaval de Venise (permettant de contrôler le nombre de participants et de financier l'entretien de la ville), contravention en cas de dépôt de détrit, de baignade dans les fontaines ou de pique-nique aux abords d'un monument, instauration d'un *numerus clausus* et d'un droit d'entrée pour accéder aux plages ou aux centres historiques, limitation du nombre de paquebots de croisière, interdiction des cars de tourisme en centre ville, interdiction de la circulation automobile dans les centres historiques... C'est à Amsterdam que ces mesures sont les plus nombreuses et les plus restrictives⁴³⁶, à la limitation de la durée des hébergements, et l'interdiction des centres villes pour les cars de tourisme, la ville a adjoint l'interdiction d'ouverture de nouvelles boutiques liées au tourisme (souvenirs, restauration rapide, chaînes de prêt-à-porter internationales), l'interdiction des péniches aménagées en hôtels et des calèches attelées, l'interdiction d'accès aux *coffee shop* pour les touristes étrangers et la maire a récemment annoncé vouloir contrôler la prostitution et notamment interdire l'exposition des travailleuses du sexe dans les vitrines des maisons closes.

Mais les autorités croates ont tardé à réagir à l'afflux de visiteurs et désormais. Et l'UNESCO les enjoint désormais à prendre des mesures afin de protéger deux sites en particulier : le parc naturel de Plitvice et la vieille ville de Dubrovnik, qui pourraient se voir retirer de la liste du patrimoine mondial.

Concernant Plitvice, l'institution dénonce deux problèmes majeurs : le nombre de visiteurs et l'« expansion significative des installations touristiques dans le périmètre du site⁴³⁷ » à savoir le nombre de constructions – licites et illicites – dans le périmètre du parc. L'augmentation du nombre de visiteurs (qui atteint 1,72 million de visiteurs en 2017, selon l'UNESCO) a pour corollaire la multiplication des incivilités et entorses au règlement du parc (sortir des sentiers

⁴³⁵ Depuis l'été 2018, un nombre croissant d'article de presse emploie le terme pour parler des méfaits du tourisme de masse, en particulier l'impact sur des sites vulnérables, comme Venise ou Santorin, mais aussi dans les métropoles comme Londres, Amsterdam ou Barcelone, où le tourisme entre en concurrence avec la vie quotidienne des habitants.

⁴³⁶ Source : <https://www.lesechos.fr/2018/05/ca-se-passe-en-europe-amsterdam-degaine-un-arsenal-contre-le-tourisme-de-masse-990919>

⁴³⁷ Source : <https://whc.unesco.org/fr/soc/3753>

aménagés, nourrir la faune, allumer des feux, se baigner) qui mettent en danger le site, ses formations géologiques et sa biodiversité. Or, pour protéger le parc, il faudrait des gardes plus nombreux (actuellement 9 gardes pour 8 000 à 15 000 visiteurs journalier en haute saison⁴³⁸), et une limitation du nombre de visiteurs, impliquant une augmentation du ticket d'entrée, ce que l'UNESCO préconise sans succès depuis 1998. Mais il faudrait aussi une législation plus stricte sur l'octroi de permis de construire et des tournées d'inspection pour empêcher l'installation de constructions illégales, et les pollutions qu'elles occasionnent (rejet des eaux usées non traitées dans le parc).

Concernant la vieille ville de Dubrovnik, l'UNESCO a mis en garde l'État croate concernant les conséquences de l'afflux de visiteurs. Il s'est ensuivi l'organisation d'ateliers d'évaluation de l'état des lieux du tourisme et de son impact, conjointement avec le Ministère de la Culture et l'université de Dubrovnik. En 2018, le plan d'action était toujours en cours d'élaboration, mais parmi les problèmes majeurs soulevés par ces études, se posent la question de la rénovation des égouts (qui, si elle est nécessaire, risque d'affecter des édifices et des vestiges archéologiques), la proposition de remplacement de la colonne d'Orlando par une réplique, accompagné du déplacement de l'original dans un musée après restauration. En effet, située à l'extrémité ouest du Stradun, cette colonne est particulièrement appréciée des touristes qui s'y installent pour s'y prendre en photo ou s'asseoir sur ses marches.



Figure n°75: La colonne d'Orlando à Dubrovnik (juillet 2011). Cliché de l'auteure

⁴³⁸ Croatie : L'unesco menace de retirer les lacs de Plitvice du patrimoine mondial, Courrier des Balkans, 17 juillet 2016.

Toutefois, l'UNESCO estime que malgré les récents efforts de l'État croate, les progrès tangibles dans la préservation de la cité sont « encore modestes⁴³⁹ », et le risque d'une inscription de Dubrovnik sur la liste du patrimoine en péril demeure une réalité. Aussi, l'institution prône-t-elle la limitation du nombre de visiteurs à 8 000 par jours.

La municipalité a annoncé son intention de limiter le nombre de passagers de croisière qui accostent quotidiennement à Dubrovnik, et porter leur nombre à 4 000 par jour, contre 8 000 actuellement, permettant ainsi de réduire le nombre de visiteurs journaliers. Il faut dire que ces visiteurs, dont la nuitée et la restauration s'effectuent à bord de leur paquebot, ne représentent qu'un apport financier très mineur pour la ville, alors que les bateaux de croisière sont régulièrement pointé du doigt comme une source majeure de nuisance.

La ville, qui chercherait à allier tourisme et développement durable, a mis en place un plan d'action intitulé « RESPECT THE CITY/ POŠTUJMO GRAD », destiné à concilier la conservation du patrimoine, la qualité de vie des habitants et la qualité de l'expérience touristique des visiteurs, par la sensibilisation des touristes (nationaux et internationaux) aux comportements prescrits et prohibés dans l'enceinte de la cité classée.



Figure n°76 : Affichage bilingue élaborée par la municipalité de Dubrovnik rappelant aux visiteurs les comportements prohibés. Source : <http://www.dubrovnik.hr/projekti/respect-the-city-postujmo-grad>

⁴³⁹ Source : <https://whc.unesco.org/fr/soc/3727>

Il est difficile de savoir quel impact les affiches bilingues auront sur les comportements effectifs des milliers de visiteurs quotidiens, et sur le patrimoine architectural. Pour l'instant, l'idée de faire payer un droit d'entrée de la vieille ville a été rejeté, quant aux mesures relatives aux établissements d'hébergement, aux boutiques de souvenirs prises dans d'autres métropoles touristiques, elles ne sont pas d'actualité.

Alors que la municipalité de Dubrovnik tente, timidement, de réguler le flux de touristes qui visitent la ville, un élément, dont l'ampleur n'avait pas été anticipée par les autorités locales, vient ajouter à l'attractivité de la cité fortifiée – et à son engorgement. En effet, le succès mondial de la série *Games of Thrones* influe sur la fréquentation touristique du littoral croate et en particulier la vieille ville de Dubrovnik. La série américaine diffusée sur HBO, véritable phénomène de la culture populaire mondiale, a notamment été tournée à Dubrovnik, et ses environs⁴⁴⁰ (île de Lokrum, arboretum de Tsrteno), et dans une moindre mesure à Split et Šibenik. De nombreux blogs et sites internet consacrés au voyage ont publiés des articles comparant les lieux existants avec les scènes de la série qui s'y déroulent, promouvant le *set-jetting*⁴⁴¹ comme un motif supplémentaire de visiter Dubrovnik. Dans un billet publié sur le blog Mondes Géonumérique⁴⁴², le géographe Thierry Joliveau définit ainsi cette nouvelle pratique touristique :

« Le set-jetting (verbe : to set-jet), est un mot anglais nouveau difficilement traduisible en français sans périphrase, croisant *jet-set* avec *setting* entendu au sens de décor et de mise en scène. Le set-jetting désigne une nouvelle forme de tourisme en croissance rapide qui prend comme centre d'intérêt les lieux de tournage de films, principalement les « blockbusters », les méga succès internationaux⁴⁴³. »

Et l'auteur ajoute : « par le vecteur du set-jetting, l'imaginaire produit un fort effet de réalité. Une fois localisés sur une carte, les lieux de la fiction deviennent attractifs et susceptibles de générer des profits qui n'ont rien d'imaginaire⁴⁴⁴ ».

⁴⁴⁰ Quelques séquences ont aussi été tournées à Split, dans le palais dioclécien, mais l'incidence de la série y est nettement moins sensible et n'a donc pas fait l'objet d'études statistiques ou académiques. La série a aussi eu un impact considérable sur le tourisme en Islande qui y a progressé de 245% entre 2005 et 2015.

⁴⁴¹ Le phénomène a débuté en Thaïlande, où, suite au succès du film *La Plage* (2000) avec Leonardo Di Caprio et Virginie Ledoyen, l'île de Ko Phi Phi est devenue une destination dont le succès perdure dans le temps, au point que le site, dégradé par cette fréquentation massive provoquant l'érosion de la plage et la disparition du récif corallien, a été interdit d'accès par les pouvoirs publics. À ce sujet, voir l'article du monde : https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/10/03/thaïlande-la-baie-rendue-celebre-par-le-film-la-plage-degradee-par-le-tourisme-de-masse_5364046_3244.html

⁴⁴² Il s'agit de la traduction en français, non publiée dans une revue académique de l'article cité en bibliographie (Joliveau, 2009)

⁴⁴³ Source : <https://mondegeonumerique.wordpress.com/2015/01/25/connecter-espaces-reels-et-espaces-imaginaires-grace-aux-techniques-geonumeriques/>

⁴⁴⁴ Idem

Ainsi, la municipalité de Dubrovnik a-t-elle su se saisir de cette opportunité qui représente une véritable manne financière pour la localité : recrutement d'habitants comme figurants lors des différentes sessions de tournage, augmentation du nombre de visiteurs⁴⁴⁵ et dépenses des visiteurs liées à la série (achats d'objets estampillés GoT vendus dans les boutiques de souvenirs de la vieille ville), sans compter que l'équipe de production a sans doute dû s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public, comme c'est le cas dans la plupart des métropoles. Mais, sur ce point, aucune information n'est disponible.

L'Office du tourisme de Dubrovnik a éditée une brochure dédiée à la série, disponible gratuitement sur place. Une quinzaine d'agences locales proposent des circuits thématiques (pédestres dans la majorité des cas, mais aussi en kayak, en bateau, et en bus – permettant de visiter les sites environnants). Lors de ces tours, un guide anglophone décrit comme « un véritable fan de la série » qui distille « ses anecdotes sur les coulisses du tournage⁴⁴⁶ », fait visiter les différents endroits de la ville dans lesquelles se déroulent des scènes emblématiques de la série, preuve en image à l'appui. La plupart des visites durent deux heures et le montant du circuit varie de 19 à 48 euros.

Lors de mon terrain principal à Dubrovnik, en 2011, la production n'avait pas encore pris ses quartiers dans la ville dalmate. Et lors de mon retour en 2015, si je n'ai pas eu la possibilité d'enquêter sur ce sujet, j'ai tout de même pu constater la présence des guides et de leurs groupes en divers endroits de la vieille ville. Mais d'autres chercheuses (Julie Escurignan, Abby Waysdorf) dont les travaux sont en cours, se sont penchées sur le phénomène, et il faudra attendre la publication de leurs résultats pour connaître leurs analyses de la situation.

La vieille ville a par ailleurs servi de décor à de nombreuses productions cinématographiques et télévisuelles : la série Les Borgias, Robin des Bois (version 2018), le prochain James bond, mais aussi le dernier opus de la Saga Star Wars, mais aucune de ces fictions n'a eu d'impact notable sur la fréquentation touristique. Un Star Wars Tour a bien vu le jour, mais son audience est nettement plus anecdotique. Deux superproductions bollywoodiennes ont aussi eu pour décor la ville de Dubrovnik⁴⁴⁷, en 2015 et 2016, mais cela n'a pas, pour l'heure, eu d'impact sur l'arrivée de touristes indiens.

⁴⁴⁵ Selon les estimations de l'Institut d'économie de Zagreb, rapportées par plusieurs médias, le set-jetting auraient attiré environ 60 000 visiteurs supplémentaires par an depuis 2012 (soit 244 415 visiteurs supplémentaires entre 2012 et 2015, date de l'étude), ce qui représente 1,44 million de nuitées supplémentaires et 126 millions d'euros de recettes générées. Source : http://www.tourmag.com/Croatie-Game-of-Thrones-attire-60-000-touristes-supplementaires-par-an-dans-la-region-de-Dubrovnik_a88406.html#

⁴⁴⁶ Source : <https://www.tourismecroatie.fr/lieux-tournage-game-of-thrones-dubrovnik/>

⁴⁴⁷ <https://www.thedubrovniktimes.com/news/dubrovnik/item/1461-bollywood-blockbuster-filming-in-dubrovnik>

Si elle porte pas à proprement parler sur le *set-jeting*, l'analyse de Jean-Didier Urbain concernant la recherche d'un « substrat narratif » (2010 : 105) par les touristes apporte un éclairage considérable au phénomène. Il affirme en effet :

« Si un touriste à Venise aujourd'hui ne se souvient pas de Shakespeare ou de Thomas Mann, il pensera à Indiana Jones, Woody Allen ou Corto Maltese – et cela suffira à densifier l'espace. Il n'est pas question ici de tourisme littéraire mais de tourisme narratif pour voyage scénarisé, qui n'est pas seulement une nouvelle espèce de tourisme mais une évolution qualitative générale du genre, lequel, qu'il soit de nature ou de culture, de divertissement ou d'initiation, sportif ou gastronomique, de plein air ou de musée, de croisière ou de villégiature, réclame du récit, des traces à suivre, un rôle à jouer, une trame à épouser, un modèle d'usage ou un référent romanesque donnant du sens au-delà du contenu manifeste de l'espace... Dans cette optique, le problème pour chaque destination touristique soucieuse de se lancer sur le marché sera dès lors d'abord de se trouver une histoire, bien sûr, pour se promouvoir par autre chose que l'évocation habituelle de son patrimoine climatique ou architectural, puis d'augmenter sans cesse et d'entretenir ce capital narratif, ce nouveau patrimoine, de diverses façons. » (2010 : 105-106)

Cette recherche d'une épaisseur narrative, cette quête de romanesque, cette aspiration à la scénarisation des lieux, provoquant selon Urbain une mutation du tourisme, participe certainement à l'attractivité de Dubrovnik. Mais, n'ayant pas effectué d'entretien en ce sens, je ne saurais dire dans quelle mesure une telle poursuite de sens est décisive dans le choix de visiter la « perle de l'Adriatique ». Toujours est-il que la fréquentation de la cité fortifiée ne cesse de croître, tout comme la fréquentation du littoral croate⁴⁴⁸.

Si la tentation est grande de prophétiser une augmentation des flux touristiques, conduisant à un accroissement de ses effets délétères (privatisation de l'espace public, anthropisation du littoral, pollution...) qu'une absence de volonté politique ne viendrait pas juguler et une exacerbation des tensions entre touristes, résidents et travailleurs saisonniers, rien ne permet de préjuger de la véracité d'un tel scénario. S'il y a fort à parier que les grands-mères dalmates, croisées lors de mes pérégrinations, n'ont pas fini de s'exaspérer face aux inconvénients du surtourisme, il n'en demeure pas moins que le chercheur en sciences sociales n'est pas en mesure d'augurer de la trajectoire que prendra le tourisme en Croatie.

Les acteurs du secteur ont beau élaborer stratégies et projections, amenant à penser que le développement du tourisme peut être anticipé, il n'en demeure pas moins que le futur demeure une réalité qui ne saurait être appréhendé par les outils des sciences sociales.

⁴⁴⁸ Depuis l'écriture de ce chapitre, la pandémie de Covid-19, puis la guerre en Ukraine ont eu des répercussions sur la fréquentation touristique croate qui seront évoquées en conclusion de cette thèse.

Conclusion

Que nous apprend l'étude de la mémoire de la *Guerre Patriotique* plus de deux décennies après la fin de la guerre en Croatie ?

Après avoir examiné une cinquantaine de lieux mémoriels (monuments, mémoriaux et centres commémoratifs, musées et expositions, plaques, stèles, cénotaphes, cimetières) disséminés sur le territoire croate, après m'être penchée sur l'odonymie de neuf villes croates dans lesquelles j'ai séjourné au cours de mon enquête, avoir assisté à des cérémonies de la *Guerre patriotique* et de la Seconde guerre mondiale, après m'être intéressée à l'enseignement de l'histoire scolaire, j'en suis venue à considérer ces lieux de mémoire matériels et immatériels, non pas comme des objets épars, mais comme une constellation de dispositifs formant une matrice cognitive que j'ai choisi d'appréhender ensemble et de considérer comme un paysage mémoriel.

J'ai défini ce paysage mémoriel comme « les différents dispositifs qui permettent à un groupe de façonner et transmettre le récit sur le passé, qu'il s'agisse de lieux de mémoire matériels et pérennes, ou des productions plus labiles et éphémères, qui inscrivent la mémoire dans le paysage, et participent ainsi à sacraliser le territoire⁴⁴⁹ ».

Une cartographie de ce paysage mémoriel, fondée sur mon enquête de terrain dans seize localités croates, et qui n'a donc pas vocation à être exhaustive, m'a permis de mettre en lumière l'existence d'une corrélation entre haut lieux de la guerre et hauts lieux de la mémoire, qui se traduit par une concentration de dispositifs mémoriels dans les lieux les plus emblématique de la guerre : à Vukovar symbole de la Patrie meurtrier et à Knin symbole de la Patrie victorieuse. En outre, j'ai pu constater une concentration de dispositifs à Zagreb, capitale de la Croatie. Enfin, j'ai pu observer que dans les hauts lieux du tourisme, la mémoire n'est pas absente ou littéralement occultée, mais elle est euphémisée, sa présence est discrète, ténue. Si une telle répartition spatiale n'est pas pour surprendre, elle méritait d'être examinée, car il s'agit d'une configuration possible parmi d'autres modalités de mémorialisation existantes.

En outre, l'étude de ce paysage mémoriel fait ressortir les normes mémorielles dominantes, et permet d'appréhender les représentations officielles du passé que les autorités croates cherchent à transmettre aux citoyens et futurs citoyens. Il émane de ce paysage une représentation de la guerre que j'ai qualifié ici de récit national de victimisation, consistant à

⁴⁴⁹ Voir supra, p.51

considérer la Croatie, entité personnifiée, comme la victime de l'agression serbe, barbare et illégitime. Dans cette appréhension binaire de la guerre opposant des Croates-victimes et des Serbes-bourreaux, tous les éléments qui ne viennent pas accréditer cette polarisation sur une seule base ethno-nationale sont occultés et toutes les aspérités du passé sont gommé au profit d'un récit monolithique, donnant l'impression d'une mémoire consensuelle, unifiée et partagée.

Ce récit national de victimisation constitue le ciment de la nouvelle communauté imaginée que les acteurs nationalistes cherchent à souder, raison pour laquelle il présente des similitudes flagrantes avec les rhétoriques nationalistes belligères des années 1990. En raison de la dimension éminemment politique de cette narration sur le passé, la mémoire de la guerre est l'objet de luttes et de vive polémique au point que j'ai pu la considérer comme un facteur de fragmentation.

Si la concurrence mémorielle entre Croates et Serbes est tellement prégnante qu'elle est devenue un lieu commun, et que j'ai pu en faire le constat récurrent sur mon terrain, donnant lieu à des affrontements sur le plan symbolique et physique, cette situation ne doit pas occulter les clivages intra-communautaires, et notamment la mobilisation de la mémoire dans la compétition partisane entre le centre-gauche et l'alliance droite-extrême droite en Croatie. Et je me suis attachée à mettre en lumière ces différents clivages, et ces affrontements, et ces conceptions antagonistes du passé, s'agissant de la *Guerre patriotique* ou la Seconde guerre mondiale.

S'il faut se garder de tomber dans la caricature de la « Poudrière des Balkans », et dans le stéréotype d'une haine atavique irrationnelle et d'une barbarie toujours prête à ressurgir, il faut admettre cependant, que les politiques mémorielles en Croatie, n'autorisent guère à faire preuve d'optimisme concernant l'avenir de la région. Si la perspective d'adhésion à l'UE a motivé un temps un réchauffement des relations diplomatiques entre les anciens belligérants, notamment entre la Croatie et la Serbie, le pardon semble relever de la chimère dans la région. Car les plaies laissées par les violences de guerre sont encore béantes et les entrepreneurs mémoriels aiguillonnent l'animosité, la défiance, la rancœur, nourrissant la haine de l'Autre, au point que j'en suis venue à considérer ces acteurs comme des entrepreneurs du ressentiment.

En continuant à jouer sur le registre du vivre-séparé, des identités culturelles réifiées et infranchissables et sur la menace que représentent l'altérité, ces acteurs et les politiques mémorielles qu'ils mettent en œuvre ne créent les conditions favorables à la paix ni au pardon, et entretiennent la haine et la défiance inter-communautaire. Et si, parmi la communauté croate, des voix s'élèvent pour dénoncer la situation et les dérives nationalistes actuelles, elles

sont tellement rares et sous-médiatisées qu'elles sont presque inaudibles.

Par ailleurs, cette recherche a permis de déterminer que, conformément à mon hypothèse, tourisme et mémoire appartiennent constituent deux univers distincts, régis par des enjeux, logiques, intérêts. Toutefois, il apparaît que ces deux univers, ces deux sphères d'énonciation, telles que je me suis attachée à les considérer, ne sont pas hermétique, et j'ai même pu observer une certaine forme de porosité.

En effet, aussi antagonistes puissent-elles paraître de prime abord, les logiques à l'œuvre dans la sphère touristique et nationaliste présentent cependant de nombreuses similitudes. Car dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de se démarquer d'une appartenance balkanique considérée comme péjorative voire dégradante, mais aussi d'affirmer sa singularité, soit pour attirer la clientèle étrangère en se distinguant de la concurrence, soit pour fonder une identité nationale en se différenciant des nations voisines. En cela, la promotion touristique rejoint les desseins du nationalisme, et peut même les servir. Ainsi, dans la préface de l'ouvrage qu'ils ont coordonné, Michel Picard et Robert Wood affirment : « *there is an affinity between nationalism, regime interests, and the touristic promotion of a place as uniquely attractive* » (1997 : ix).

Béatrice David partage cette analyse et affirme que le tourisme participe de « stratégies politiques de légitimations identitaires », tant à l'échelle locale que nationale et en tant que « ressource et instrument de l'action politique », il « joue un rôle important dans le cadre d'affirmations identitaires » (2007 : 143).

En effet, la mise en tourisme, en mettant l'accent sur le patrimoine, le terroir, les particularismes culturels, permet de valider l'idée d'une spécificité culturelle, qui différencie le pays de ses voisins. Ce qui fait du tourisme un outil « au service de la constitution de l'imaginaire national et de sa diffusion » (ibid. : 145). Ainsi, la promotion de la destination, qui s'accompagne de la scansion du nom « Croatie » et de la diffusion d'une image identifiante valorisante, de la mise en scène du territoire national, donne à voir l'existence d'une identité, d'une culture propre, et vient étayer la thèse d'une Nation croate millénaire, et participe « à la diffusion de l'image de la nation comme espace atemporel, et à la création d'une géographie essentialiste » (ibid. : 145), selon les termes de David.

La promotion touristique permet de satisfaire le besoin de distinction vis-à-vis des nations voisines d'un État jeune, en quête de reconnaissance, de visibilité et de légitimité sur la scène internationale, d'un État dont la souveraineté a été contestée et mise à mal lors d'une guerre d'une grande violence.

Bernard Debarbieux (2012) voit dans le tourisme un moyen dont les communautés réceptrices

peuvent se saisir pour tirer des avantages économiques, mais aussi, obtenir des bénéfices « en matière de visibilité, de statut politique, de dynamique culturelle ou de prestige symbolique », mais aussi de « reconnaissance collective » ou de « cohésion interne ». Mais il me semble vraisemblable de généraliser son hypothèse et de l'appliquer à un ensemble aussi vaste que la communauté nationale, et de voir dans le tourisme un moyen de consolider l'identité nationale. En effet, Anne Doquet et Sara Le Ménestrel, se référant à Adrian Franklin, affirment que l'État « un des principaux agents de la construction touristique », use du tourisme pour « générer un sentiment de citoyenneté, de la solidarité sociale, des espaces particuliers de sentiments d'appartenance nationale, mais aussi comme outil dans les relations internationales » (2006 : 8).

La création de l'image touristique croate permet donc de satisfaire à la fois des nécessités mercantiles et identitaires. L'image attractive du pays, que renvoie la promotion touristique, permet de valoriser une identité fragile, au prix de quelques arrangements avec la réalité, et notamment l'occultation de caractéristiques communes, pourtant nombreuses, avec les anciennes Républiques de la Fédération yougoslave.

Seul le rapport à la guerre diffère fondamentalement dans ces deux univers de représentations. La guerre est surinvestie dans l'entre-soi, en raison de ses vertus cohésives fortes, mais elle est exclue de la sphère touristique en raison de son incompatibilité avec les exigences du tourisme de masse.

Mais si on observe une invisibilisation de la mémoire de guerre dans la sphère touristique, cela ne signifie pas que les références à la guerre soient absentes de l'espace public des villes côtières, tant s'en faut. Au contraire, ces deux univers de représentations peuvent se superposer géographiquement, dans la mesure où la mémoire de la guerre s'exprime dans un langage inaccessible aux visiteurs étrangers, qui ne perçoivent pas son iconographie, ne saisissent pas la portée de ses symboles et ne sauraient voir la Croatie autrement que comme une nouvelle destination paradisiaque à la mode.

Limites :

Si j'évoque tout au long de ma recherche les entrepreneurs de mémoire et les entrepreneurs du ressentiment en Croatie, je mesure la nécessité qu'il y aurait eu de procéder à une analyse plus fine des acteurs impliqués dans la mémorialisation de la Guerre patriotique. En effet, il aurait été nécessaire d'identifier plus précisément ces acteurs, leurs trajectoires, leurs réseaux de sociabilités, leurs effectifs, leurs objectifs, il aurait été nécessaire de faire le détail des partis politiques, des organisations de vétérans, des associations des familles de victimes, des

organisations religieuses. En outre, un niveau d'analyse micro aurait certainement montré l'existence de dissensions, de divergences, de conflits, de concurrences entre les différents protagonistes, là où ma focale plus large tend à homogénéiser leurs positions, répertoire d'actions, motivations, pouvant donner l'illusion d'un consensus. Je suis consciente de cette limite qui n'est pas tant le fait d'une myopie à cette complexité que la résultante de contraintes du terrain. En effet, une telle approche aurait en soi requis une enquête à part entière, à laquelle je n'ai pas pu procéder, car j'ai opéré d'autres choix et j'ai alloué mes ressources temporelles et matérielles à l'étude d'autres aspects de la mémoire.

De même, dans mes efforts pour appréhender les politiques touristiques croates et l'élaboration d'une image identifiante de la destination, je me suis focalisée sur le secteur touristique, en étudiant les matériaux promotionnels, la mise en scène de soi donnée à voir à travers les publications, musées, attractions touristiques, activités culturelles proposées aux visiteurs internationaux. Je me suis aussi intéressée aux acteurs institutionnels du tourisme, rencontrant des directeurs et employés d'Offices du tourisme et du Ministère du tourisme, pour saisir l'incidence de la guerre sur la fréquentation touristique et les politiques mises en ? uvre par les institutions croates pour favoriser la fréquentation post-conflit. J'ai aussi échangé avec des salariés du secteur touristique rencontrés pendant la haute saison : guides, commerçants, employés dans l'hôtellerie et la restauration. Mais je n'ai pas procédé à des entretiens formels avec ses acteurs, du fait de ma présence dans les localités touristiques à une période représentant un pic d'activité peu propice à rencontrer des interlocuteurs disponibles pour un tel échange. J'ai conscience de ne pas avoir mis suffisamment en valeur leurs représentations, expériences, pratiques, et de ne pas leur avoir accordé la place qu'ils méritaient.

De même, j'ai conscience de ne pas avoir laissé assez de place aux touristes dans cette recherche. En effet, je n'ai pas consacré de partie à la réception de l'imagerie touristique par les visiteurs, ni à leurs représentations de la destination, à leurs pratiques, consommations, itinéraires, aux motifs de leur voyage. Je n'ai pas exploité les nombreuses données collectées au contact quotidien des touristes pendant de long mois d'enquête, ni les travaux stimulants publiés depuis plus d'une décennie par des géographes, sociologues et anthropologues sur le tourisme, et dont la lecture a nourri ma compréhension du phénomène, mais que je n'ai pas employés ici.

Ouvertures et perspectives :

Du fait de mon objet, je me suis intéressée presque exclusivement au versant officiel de la mémoire, en me focalisant sur le paysage mémoriel, son inscription sur le territoire, son enseignement, afin de saisir les usages de ce passé, et sa transmission aux jeunes générations, son incidence sur les relations inter-communautaires. Dans une moindre mesure seulement, je me suis intéressé à la réception de ce récit national de victimisation, à son incorporation, son assimilation par les destinataires du récit mis en scène dans les dispositifs mémoriels. Mais je n'ai pas eu l'opportunité de mener plus avant l'investigation dans ce sens, aussi intéressante puisse-t-elle être par ailleurs. J'envisage donc de poursuivre mes recherches dans ce sens et d'entreprendre à l'avenir une enquête de terrain au cours de laquelle je pourrais interroger de façon plus large des participants à des commémorations (et contre-commémorations), les visiteurs d'expositions, musées et mémoriaux.

J'envisage, dans le même temps de m'intéresser de façon plus fine à la contestation et aux critiques dont la mémoire officielle est la cible, notamment de la part des minorités nationales et des acteurs de la société civile. En effet, j'ai eu l'occasion dans le cadre d'un enseignement que je dispense à l'Institut Catholique de Paris, consacré à la « Sociologie des conflits et de l'action collective », de m'intéresser à la sociologie des mouvements sociaux. J'envisage de recourir à ce prisme théorique, pour poursuivre cette recherche en me focalisant sur les organisations de mouvements sociaux, les acteurs, le travail de cadrage, les pratiques protestataires, concepts que j'ai effleuré dans cette recherche et qui apporteraient un éclairage supplémentaire. J'envisage pour ce faire de procéder à une ethnographie de l'arène militante zagréboise.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, j'enseigne la « Sociologie de l'habiter » à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Malaquais, ce qui m'a conduit à m'intéresser à l'anthropologie urbaine, et j'envisage de poursuivre des recherches sur cette voie très stimulante. Pour l'heure, je n'ai pas encore pris le temps de réfléchir plus précisément à la question, mais je souhaiterais trouver une façon d'articuler certains des thèmes que j'aborde en cours (habiter et vieillir, habiter le patrimoine, habiter au prisme du genre, habitat de fortune et mal-logement, habiter la ville durable) avec mon terrain post-Yougoslave. À moins que je ne choisisse de m'intéresser à des thèmes plus « classiques » de champs disciplinaire, à l'instar de la sociabilité urbaine, du voisinage, des diasporas, de l'ethncité. Mais actuellement, cette piste demeure en suspend.

Enfin, il serait intéressant d'étudier les répercussions du Coronavirus sur le secteur touristique. En effet, la pandémie de Covid-19 a mis à mal le secteur touristique en Croatie, et par ricochets l'économie d'un pays dont la santé financière est largement tributaire des dividendes du tourisme.

Entre confinement, restrictions des circulations et fermeture des frontières, mesures sanitaires, quarantaine, inquiétude des voyageurs, la pandémie a occasionné une diminution drastique de la fréquentation à l'échelle mondiale. En effet, selon l'organisation mondiale du tourisme⁴⁵⁰, les arrivées internationales ont diminué de 74% à l'échelle globale et de 70% en Europe en 2020. Avec 381 millions d'arrivées internationales (soit 1 milliard de moins qu'en 2019), les flux touristiques atteignent un niveau inférieur aux années 1980, ce qui représente un effondrement sans précédent. Et selon les projections de l'UNWTO, il faudra attendre 2024 pour observer un rétablissement complet de l'activité touristique.

À l'instar de la plupart des destinations touristiques, la Croatie a donc connu une diminution considérable du nombre d'arrivées et de nuitées en 2020, et dans une moindre mesure en 2021. Alors qu'en 2019, année marquant un niveau record de fréquentation touristique, avec 91, 2 millions de nuitées et 19,6 millions d'arrivées, en 2020, « seules » 40, 8 millions de nuitées sont enregistrées, soit un niveau à peine supérieur au début de la reprise de la fréquentation touristique post-conflit, et 7 millions d'arrivées, avec une concentration sur la seule période juillet-août.

Une telle situation vient souligner, s'il en était besoin, la vulnérabilité du secteur, les limites d'une politique de développement axée sur le tout tourisme et l'impérieuse nécessité pour le secteur de diversifier son offre. Les conséquences de la surfréquentation touristique ne sont plus, pour l'heure à l'agenda des localités réceptrices. Au contraire le gouvernement croate met en place des mesures incitatives pour faire revenir les voyageurs : vaccination gratuite des voyageurs, assouplissement des visa, mesures sanitaires assouplies.

En poursuivant le présent travail sur cette voix, il ne s'agirait pas tant pour analyser les conséquences économiques de la crise sanitaire mondiale, et son impact sur la fréquentation touristiques, mais plutôt de déterminer si cette crise pourrait engendrer une inflexion des politiques promotionnelles. En effet, j'ai récemment aperçu une campagne élaborée par l'Office croate du tourisme, intitulée « *Croatia Your New Office* », destinée à inviter les télétravailleurs étrangers à s'installer en Croatie, en montrant les avantages qu'offre la destination pour les « *Digital Nomads* ».

⁴⁵⁰ Source : <https://www.unwto.org/covid-19-and-tourism-2020>

Toutefois, l'accent porté sur le climat, le littoral, le patrimoine historique et architecture, la gastronomie et l'œnologie, la richesse naturelle, m'amène de prime abord à penser que l'argumentaire n'est pas fondamentalement différent de l'argumentaire touristique mis en évidence dans cette recherche. Toutefois, ce point mériterait d'être examiné.

Je conclurai cette thèse sur un déchirement, alors que je finalise ce travail, la guerre fait rage en Ukraine. Par bien des aspects, les événements en train de se produire présentent pour la balkaniste que je suis une douloureuse familiarité : bombardement, siège, exécutions de civils, massacres, colonnes de réfugiés, violences sexuelles, appartenances ethno-nationales réifiées.

Si j'ai été abreuvée dès ma plus tendre enfance par le « plus jamais ça » et que ce mantra m'a initialement conduit à considérer naïvement que mon travail pouvait avoir une visée prophylactique, j'ai dû me résoudre à accepter une douloureuse conclusion que j'avais jusqu'à lors délibérément occulté : on n'empêche pas la guerre avec des sciences sociales !

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage, chapitres d'ouvrage et articles de périodiques

Albert Sophie. Personnes déplacées et demandeurs d'asile de l'ex-Yougoslavie. *Hommes et Migrations*, n°1198-1199, 1996, pp. 55-63

Aldrin Philippe, Dakowska Dorota, Légitimer l'Europe sans Bruxelles ? Un regard sur les petits entrepreneurs d'Europe, entre décentrement et recentrages, *Politique européenne*, 2011/2, n°34, pp.7-35

Anderson Benedict, L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme, Paris : La découverte, 2006 [1996]

Appadurai Arjun, Les marchandises et les politiques de la valeur, *Sociétés politiques comparées*, n°11, 2009

Arnaud Fanny, The city and the city. Lire Miéville à l'aune de l'habiter dans la ville post-urbicide, *Chantiers politiques*, n°15, 2019

Arnaud Fanny, Les paysages mémoriels en Croatie après la guerre d'ex-Yougoslavie, *Cargo, Revue internationale d'anthropologie culturelle et sociale*, 6-7, 2017, pp.35-56

Arnaud Fanny, Vukovar de ville multiculturelle à ville croate, *Etudes balkaniques, Cahiers Pierre Belon*, n°18, 2011/1-2012/1, pp.65-87

Avanza Martina, Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas « ses indigènes » ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe, in Bensa Alban, Fassin Didier [sous la dir.], *Les politiques de l'enquête*, Paris, La découverte, 2008

Babadzan Alain, L'invention des traditions et le nationalisme, *Journal de la société des Océanistes*, 1999, n°109, pp.13-35

Backer Catherine , Popular Music and Political Change in post Tuđman Croatia, *Europe-Asia Studies*, Vol. 62, n°10, 2010, pp. 1741-1759

Badariotti Dominique, Le nom des rues en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes, *Annales de Géographie*, tome 111, n°625, 2002. pp. 285-302

Baillargeon Taïka, La ruine de l'en-attendant : un cas d'éphémère continu, *Sociétés*, n°120, 2013/2, pp. 25-34

Baillie Britt., Capturing façades in « Conflict-Time » : Structural violence and (Re)construction Vukovar's churches, *Space and Polity*, 17 : 3, 2013, pp.300-319

Ballinger Pamela, Selling Croatia Or Selling Out Croatia?: Tourism, Privatization, and Coastal Development Issues in a "new" Democracy, *Working paper series* National Council for Eurasian and East European Research, 2003

Bartov Omer, Les violences extrêmes et le monde universitaire, *Revue internationale des sciences sociales*, n° 174, 2002/4, p. 561-570

Baudouï Rémi., De la menace atomique aux conflits de « faible intensité ». L'emprise croissante de la guerre sur la ville, *Les annales de la recherche urbaine*, n° 91, 2001, pp. 27-34

Bazin Laurent, Gibb Robert, Selim Monique, Nationalisation et étatisation des identités, *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://jda.revues.org/2942>

Beaud Stéphane, Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, 2008 [1997]

Bechtel Delphine, Galmiche Xavier, *Les villes multiculturelles en Europe centrale*, Paris, Belin, 2008

Becker Jean-Jacques, L'ombre du nationalisme serbe, Vingtième siècle. *Revue d'histoire*, 2001/1, n°69, pp.7-29

Becker Jean-Jacques, La guerre dans les Balkans (1912-1919), *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°71, 2003, pp.4-16

Bellamy Alex J., *The formation of Croatian national identity*, Manchester University Press, 2001

Berliner David et Istasse Manon, Les hyper-lieux du patrimoine mondial, *Revue d'anthropologie et d'histoire des arts*, n°18, 2013, pp.124-145

Bernard Antonina, Kopitar et les débuts de la slavistique européenne, *Etudes Slaves*, Tome 65, fascicule 4, 1993

Beronja Sanja, Être Serbe dans une Croatie au seuil de l'UE, *Nouvelle Europe* [en ligne], 12 octobre 2010, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/934>

Bessone Magali, Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie : la justice en vue de la paix, *Le philosophe*, n° 24, 2005/1, pp.51-74

Bizeul Daniel, Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le front national, *Sociétés contemporaines*, 2008/2, n°70, pp.95-113

Bizeul Daniel, Faire avec les déconvenues. Une enquête en milieu nomade. *Sociétés contemporaines*, 1999, n°33-34, pp.111-137

Blagonić, « Comment doit-on être croate ? » Effets centripètes et centrifuges de la redéfinition d'identités collectives, *Ethnologie française*, 2013/2, Vol. 43, pp.279-289

Blaskovitch Jerry, *Anatomy of a Deceit*, Dunhill Publishing, 1997

Blazina Vesna, Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre contre les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, *Documentation et bibliothèques*, volume 42, 1996, p.149-164

Bogdan Henri, L'Autriche-Hongrie et la question nationale, *Confluences Méditerranée*, 2010/2, n°73, pp.13-20

Bogdanovic Bogdan, L'urbicide ritualisé, in Nahoum-Grappe Véronique (éd.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Édition Esprit, 1993, p. 33-37

Bonnewitz Patrice, *Pierre Bourdieu, vie, œuvre, concepts*, Paris, Ellipses, 2002

Bonnot Thierry, *La vie des objets, D'ustensiles banals à objets de collection*, Paris : Maison des sciences de l'Homme, 2002

Bougarel Xavier, La revanche des campagnes, *Balkanologie*, Vol. II, n° 1, 1998, [En ligne], mis en ligne le 02 juin 2008, consulté le 23 septembre 2013. Disponible sur <http://balkanologie.revues.org/237>

Bougarel Xavier, Voisinage et crime intime, *Confluences Méditerranée*, n°64, 2008/1, pp.8-98

Boukhris Linda, L'imaginaire touristique à l'épreuve du Costa Rica : entre « voir » et « faire » le territoire, *Via@ Revue internationale interdisciplinaire de tourisme* [En ligne], n°1, 2012, Consulté le 04 février 2015. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/viatourism.1212>

Boursier Jean-Yves, Le territoire, la mémoire, l'histoire et l'État, *Tumultes*, n°16, 2001/1, pp.145-161

Boursier Jean-Yves, Le monument, la commémoration et l'écriture de l'histoire, *Socio-anthropologie* [en ligne], 2001/9, Mis en ligne le 15 janvier 2003, Consulté le 30 septembre 2016. Disponible sur <https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.3>

Boursier Jean-Yves, *Musées de guerre et mémoriaux*, Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 2005

Boursier Jean-Yves, *La fabrique du passé Construction de la mémoire sociale : Pratiques, politiques et enjeux*, Paris : Ovidia, 2010

Bouteselle Nicolas, Glamocak Marina, Croatie de toujours, *Outre-terre*, 2004/3, n°8, pp.155-159

Boutier Jean, Le Grand Tour une pratique d'éducation des noblesses européennes (XVI^e-XVIII^e siècle). *Le voyage à l'époque moderne*, n°27, Presse de l'université de Paris-Sorbonne, 2004

Boyer Marc, *Histoire du tourisme de masse*, Puf « Que sais-je », Paris, 1999

Boyer Marc, *Histoire de l'invention du tourisme XVI^e-XIX^e siècles*, Éditions de l'Aube, 2000

Boyer Marc, Comment étudier le tourisme ? *Ethnologie française*, Vol. 32, 2002/3, pp.393-404

Boyer Marc, *Histoire générale du tourisme du XVI^e au XXI^e siècle*, Paris, L'harmattan, 2005

- Broudehoux Anne-Marie (dir.), *Paysages construits. Mémoire, identité, idéologies*, Editions multimondes, 2006
- Brun Jean-François, Contribution à une géohistoire des paysages en conflit à travers une études de cas : le Kosovo, In Perrin Yves, *S'approprier les lieux. Histoire et pouvoirs : la resémantisation des édifices de l'Antiquité au mouvement de patrimonialisation contemporain*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2009
- Bruner Edward, *Culture on tour. Ethnography of travel*, University of Chicago Press, 2005
- Caire Gilles, Mondialisation du tourisme et régulation sociale post-fordiste, in Euzuby Chantal, Carlier Frédéric, Chapon Séverine et al., *Mondialisation et régulation sociale*, Tome 1, Paris, L'harmattan, 2003
- Calame Jon, La ville divisée : les minorités hors les murs, *Politique étrangère*, 2010/4, pp.783-797
- Callais Alain, La côte d'Azur : une expression à histoire et géographie variable, communication au colloque Trois siècles de tourisme et d'accueil sur la Côte d'Azur en 2016, publiée dans *Recherches régionales, Alpes-Maritimes et contrées limitrophes régionales*, Département des Alpes-Maritimes, n° 210, p. 6-19.
- Campbell David, Graham Stephen, Monk Daniel Bernard, Introduction to Urbicide : The Killing of Cities ?, *Theory and Event*, vol. 10, n°2, 2007
- Canapa Marie-Paule, « KARAGEORGEVIC- PAUL (1893-1976) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 23 avril 2019. Disponible sur : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/paul-karageorgevic/>
- Čapo Jasna, Faire de l'ethnographie en Croatie dans les années 1990, *Ethnologie française*, 2001/1, Vol.31, pp.41-50
- Čapo-Žmegač Jasna, Identité nationale et relance de tradition : l'opinion publique croate et le rituel de la *kumpanija* de l'île de Korcula, in Dimitrijevic Dejan (dir.), *Fabrication des traditions, invention de modernité*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2004.
- Čapo-Žmegač Jasna, Ethnically privileged Migrants in their new Homeland, *Journal of Refugee Studies* Vol. 18, n°2, 2005, pp.199-215
- Castellan Georges, Les Balkans, poudrière du XXe siècle, Guerres mondiales et conflits contemporains, 2005/1, n°217, pp.5-15
- Cattaruzza Amaël, Les recensements dans les Balkans, enjeux politiques, Population et avenir, 2005/2, n°672, pp.14-15
- Chaslin François, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yugoslavie*, Paris, Descartes et Cie, 1997
- Chaveneau-Le Brun Emmanuelle, 1991-2001, Homogénéisation nationale en Croatie, Espaces populations sociétés, 2004/3, pp.591-605

- Chiclet Christophe, « TUDJMAN FRANJO - (1922-1999) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/franjo-tudjman/>
- Clark Janine Natalya, Normalisation through (re) integration : returnees and settlers in post-conflict Croatia, *The International Journal of Human Rights*, 17:7-8, 2013, pp.707-722
- Claverie Élisabeth, *Les guerres de la Vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard, 2003
- Coëffé Vincent, Lieux touristiques et gestion de l'altérité. Réflexion autour des pratiques de sociabilité, *Mondes du tourisme* [En ligne], n°8, 2013, Consulté le 03 octobre 2016. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/tourisme.76>
- Coëffé Vincent, Violier Philippe, Les lieux du tourisme, de quel paradis parle-t-on ? Variations sur le thème de l'urbanité touristique, *Articulo, Revue de sciences humaines* [En ligne], 2008, 4, Mis en ligne le 04 octobre 2008, Consulté le 24 septembre 2009, Disponible sur : <https://journals.openedition.org/articulo/158>
- Čolović Ivan, Criminels et héros. Des criminels héros de la guerre en Yougoslavie de 1991 à 1995, *Études balkaniques* [En ligne], 9, 2002, mis en ligne le 08 avril 2009, Consulté le 23 juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/141>
- Čolović Ivan, Les prêtres de la langue, *Terrain*, n°41, 2003, pp.35-46
- Čolović Ivan, Criminels et héros. Des criminels héros de la guerre en Yougoslavie de 1991 à 1995, *Études balkaniques – Cahier Pierre Belon* [En ligne], 2002/9, Mis en ligne le 08 avril 2009, Consulté le 26 juin 2018. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/141>
- Corbin Alain, *Le territoire du vide. L'occident et le désir de rivages 1750-1840*, Paris 1990, Flammarion
- Cosson Olivier, Violence et guerre moderne dans les Balkans à l'aube du XX^e siècle, *Revue d'histoire de la Shoah*, 2008/2, n°189, pp.57-74
- Couroucli Maria, Du cynégénique à l'abominable : À propos du chien comme terme d'injure et d'exclusion en grec, *L'Homme*, n°174, 2005, pp.227-252
- Cousin Saskia, Réau Bertrand, *Sociologie du tourisme*, Paris, La découverte, 2009
- Cviic Christopher, L'avenir incertain de la Croatie, *Politique étrangère*, numéro 1, 1994
- Dacharry Monique, *Touristes d'un autre âge*, Université de droit, d'économie et des sciences, Centre des hautes études touristiques, 1991
- David Béatrice, Tourisme et politique : la sacralisation de la Nation en Chine, *Hérodote*, n°125, 2007/2, pp.143-156
- David Jaroslav, Street Names – Between Ideology and Cultural Heritage, *Acta onomastica*, n°54, 2013

David Thomas, Yougoslavie : nationalisme économique et différences régionales (1918-1939), in David, *Nationalisme économique et industrialisation. L'expérience des pays de l'Est (1789-1939)*, 2008, Librairie Droz [En ligne] Consulté le 21/03/2019. Disponible sur : <https://www.cairn.info/nationalisme-economique-et-industrialisation--9782600012720-page-187.htm>

Debarbieux Bernard, Le lieu, fragment et symbole du territoire, *Espaces et sociétés*, n°80A, 1995/1, pp.13-36

Debarbieux Bernard, Le lieu, le territoire et trois figures rhétoriques, *Espace géographique*, tome 24, n°2 1995b, pp.97-112

Debarbieux Bernard, Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieux, *Communications*, n°87, 2010/2, pp.27-41

Debarbieux Bernard, Tourisme, imaginaire identité : inverser le point de vue, *Via@ Revue internationale interdisciplinaire de tourisme* [En ligne], n°1, 2012, Consulté le 4 juillet 2017 Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/viatourism.1191>

Debié Franck, Les relations internationales illicites dans les Balkans occidentaux, *Revue internationale et stratégique*, n° 43, 2001/3, pp.102-111

Dehoorne Olivier, Saffache Pascal, Tatar Corina, Le tourisme international dans le monde : logiques de flux et confins de la touristicité, *Études caribéennes* [En ligne], numéro 9-10, 2008, consulté le 12 juillet 2017. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.882>

Dehoorne Olivier, Une histoire du tourisme international : de la déambulation exotique à la bulle sécurisée, *Revue internationale et stratégique*, n°90, 2013/2, pp.77-85

Delamare Laëticia, Le communisme modèle de religion séculière, *Balkanologie* [En ligne], 2012, Vol. XIV, n°1-2, Mis en ligne le 08 février 2013, Consulté le 30 septembre 2016. Disponible sur : <http://balkanologie.revues.org/2374>

Delaperrière Maria, Lory Bernard, Marès Antoine (sous la dir.), Europe médiane. Aux sources des identités nationales, Institut d'études Slaves, Paris, 2005

Delaperrière Maria, Lory Bernard, Marès Antoine (sous la dir.), *Europe médiane. Aux sources des identités nationales*, Paris : Institut d'études Slaves, 2005

Deleplace Marc, L'histoire scolaire est-elle politique « par définition » ?, *Cahiers d'histoire critique. Revue d'histoire critique* [En ligne], n°122, 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 15 avril 2014. URL : <http://chrhc.revues.org/3405>

Delpha (sic.) Isabelle, La justice internationale dans l'après-guerre : la difficile évaluation des critères de justice, *Balkanologie*, vol VIII, n°1, juin 2004, pp.211-228

Derens Jean-Arnaud, Samary Catherine, *Les 100 portes des Conflits Yougoslaves*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000

Derens Jean-Arnaud, L'éclatement de la Yougoslavie a-t-il débuté dans les stades, *Confluences Méditerranée*, 2004, n°50, pp.131-140

Derens Jean-Arnaud, Temps amer pour les petits peuples, *Le Courrier des pays de l'Est*, 2005/6, n°1025, pp.30-41

Derens Jean-Arnaud, Geslin Laurent, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu Editions, 2007

Derens Jean-Arnaud, Croatie : L'Eglise catholique au risque du nationalisme, *Etudes et analyses*, n°32, 2014 [En ligne], Consulté le 05/08/2014. Disponible sur <https://www.religion.info/2014/02/10/croatie-eglise-catholique-au-risque-du-nationalisme-et-de-la-confrontation-politique/>

Detry Nicolas, Le « patrimoine martyr ». Résurrection des monuments historiques en Europe après 1945, *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine* [En ligne], n°30/31, 2014, mis en ligne le 17 septembre 2017, consulté le 14 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/crau/395>

Dewailly Jean-Michel, *Tourisme et géographie, entre pérégrinité et chaos*, Paris, L'harmattan, 2006

Diatkine Gilbert, La cravate croate : narcissisme des petites différences et processus de civilisation, *Revue française de psychanalyse*, 1993/4

Dimitrijevic Dejan, Frontières symboliques et altérité : les guerres en ex-Yougoslavie, *Etudes Balkaniques, Recherches interdisciplinaires sur les mondes hellénique et balkanique*, 2002/9, pp.93-113

Dimitrijevic Dejan (dir.), *Fabrication des traditions, invention de modernité*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2004.

Dimitrijevic Dejan, Présentation de soi et narration de l'histoire. Les enjeux de la transformation d'un mémorial de la Seconde guerre mondiale en Serbie, *Balkanologie* [En ligne], Vol.VIII, n°1, 2004, mis en ligne le 21 janvier 2010, Consulté le 25 mai 2014. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/balkanologie/524>

Djordjevic Ksenja, Un aspect particulier de la planification linguistique : la sélection d'un système d'écriture. *Mots. Les langages du politique*, n°74, 2004, pp.59-70

Djurić Ivan, Les racines historiques du conflit serbo-croate, *Etudes*, tome 375, n°4, 1991, pp.293-303

Doquet Anne, Le Menestrel Sara, « Introduction », *Autrepart*, n°40, 2006/4, pp.3-13

Doquet Anne et Evrard Olivier, Tourismes, mobilités et altérités contemporaines, *Civilisations, Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines* [En ligne], n°57, 2008, Mis en ligne le 29 décembre 2008, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://civilisations.revues.org/866>

Doquet Anne, Ethnologues et touristes au papier calque, *Espace Temps.net* [En ligne], Travaux, 2016. Mis en ligne le 1 décembre 2016, consulté le 01.12.2016. URL : <https://www.espacestems.net/articles/ethnologues-et-touristes-au-papier-calque/>

- Drouet Michel, La spécificité du communisme yougoslave, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2003, n°71, pp.71-81
- Drweski Bruno, Le mythe des origines, in Delaperrière Maria, Lory Bernard, Marès Antoine (sous la dir.), *Europe médiane. Aux sources des identités nationales*, Paris : Institut d'études Slaves, 2005
- Ducreux Anne-Marie, Nation, État, éducation. L'enseignement de l'histoire en Europe centrale et orientale, *Histoire de l'éducation* [En ligne], n°86, 2000, mis en ligne le 27 mai 2009, consulté le 14 septembre 2013. URL : <http://histoire-education.revues.org/1559>
- Dufour Annie-Hélène. Domestiquer l'espace. Quelques jalons et un exemple pour une approche ethnologique de la toponymie. *Le Monde alpin et rhodanien Revue régionale d'ethnologie*, n°2-4, 1997, pp.187-200
- Dulić Tomislav, Mass killing in the independant State of Croatia, 1941-1945 : a case for comparative research, *Journal of Genocide Research*, 2006, 8 : 3, 255-281
- Đurašković Stevo, Nation-building in Franjo Tuđman's Political Writings, *Croatian Political Science Review*, Vol.51, n°5, 2014, pp.58-79
- Đurašković Stevo, National identity building and the « Ustaša-nostalgia » : the past that will not pass, *Nationalisties Papers The Journal of nationalisme and ethnicity*, Vol.44, n°5, 2016, pp.772-788
- Favret-Saada Jeanne, *Désorceler*, Paris : Editions de l'Olivier, 2009
- Fontaine Jean-Marc, À quoi sert le totalitarisme ?, *L'Homme et la société*, n°71-72, 1984, pp.7-21
- Frioux Stéphane, Aux origines de la ville durable : améliorer l'environnement urbain en France fin XIX^e-milieu XX^e siècle, *Annales des Mines – Responsabilités et environnement*, 2008/4, n°52, pp.60-67
- Frioux Stéphane, Deux siècle d'histoire des relations entre urbanisme et santé (années 1770-années 1970), *Environnement risques santé*, Vol. 14, n°4, 2015
- Garde Paul, Vrais et faux problèmes de langue en Bosnie-Herzégovine et dans les pays limitrophes, *Cités*, 2007/4, n°32, pp.51-60
- Gauchon, Entre le temps des historiens et l'espace des géographes, la mémoire ?, *Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques*, 2008, 129-2, pp.45-56
- Ginzburg Carlo, Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice, *Le Débat*, 1980/6, n°6, pp.3-44
- Glamočak Marina, La genèse de l'émigration politique serbe et croate, *Balkanologie* [En ligne], Vol.II, n°1, 1998, Mis en ligne le 30 novembre 2007, consulté le 2 octobre 2016
Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.239>

- Glamotchak Marina. L'émigration politique croate à la recherche de la grande Croatie (1943-1990), *Hommes et Migrations*, n°1253, Janvier-février 2005. Trajectoires d'exils. pp. 46-56
- Glamuzina Martin, Željka Šiljković, Glamuzina Nikola, Demographic development of the town of Knin in 1991-2001 intercensal period, *Geoadria*, vol.10, n°1, 2005, pp.69-89
- Goulding Christina, Domic Dino, Heritage, Identity and ideological manipulation : the case of Croatia, *Annals of Tourism Research*, 2009, Vol.36, n°1, pp.35-102
Goulding Christina, Domic Dino, Heritage, Identity and ideological manipulation : the case of Croatia, *Annals of Tourism Research*, 2009, Vol.36, n°1, pp.35-102
- Gravari-Barbas Maria, Graburn Nelson, Imaginaire touristiques, *Via@ Revue internationale interdisciplinaire de tourisme* [En ligne], 2012, n°1, Mis en ligne le 16 mars 2012, Consulté le 04 février 2015. Disponible sur : <http://www.viatourismreview.net/Editorial1.php>
- Guerini Christian, Le streetart entre institutionnalisation et altérité, *Hermès La Revue*, n°72, 2015/2, pp.103-112
- Guillourel Hervé, Onomastiques et marqueurs identitaires et plurilinguisme. Les enjeux politiques de la toponymie et de l'anthroponymie, *Droit et cultures* [En ligne], n°64, 2012-2, mis en ligne le 08 janvier 2013, consulté le 12 avril 2014. Disponible sur <http://droitcultures.revues.org/2780>
- Gulin Zrinić Valentina, « Il n'y a pas d'alternative ». Zagreb et les changements urbains au tournant du siècle, *Ethnologie française*, 2013/2, Vol.43, pp.201-215
- Havelka Miloš, Réflexion autour des notions de cognition, identité, ethnicité, In Maurel Marie-Claude, Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, Les tourments de la mémoire*, Paris : L'harmattan, 2008
- Hayden Robert M., Antagonistic tolerance. Competitive Sharing of Religious Rites in South Asia and the Balkans, *Current Anthropology*, 2002, Vol.43, n°2, pp.205-231
- Hazan Pierre, « Mesurer l'impact des politiques de châtement et de pardon : plaidoyer pour l'évaluation de la justice transitionnelle », article publié sous le titre « Measuring the impact of punishment and forgiveness : a framework for evaluation of transitionnal justice », *International Review of the Red Cross*, vol.88, numéro 861, mars 2006
- Hemingway Ernest, *L'adieu aux armes*, Folio, Paris, 2017 (1938)
- Hladik Murielle, Traces du paysage : monuments et lieux de mémoire au Japon, *Sociétés & Représentations*, n° 22, 2006/2, pages 104 à 119
- Hobsbauwm Eric, Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ?, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°100, 1993, pp.51-57
- Hobsbawm Eric, Inventer des traditions, *Enquête* [En ligne], 2 | 1995, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 26 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/enquete/319>
- Hockenos Paul, *Homeland Calling : Exil, patriotism and the Balkan Wars*, Cornell University Press, 2003

- Horel Catherine, Les juifs de l'empire des Habsbourg. Incarnation du modèle supranational ?, *Les Cahiers Irice*, n°13, 2015/1, pp.49-62
- Jambrešić Kirin Renata, The politics of memory in Croatian socialist culture, *Narodna umjetnost : hrvatski časopis za etnologiju i folkloristiku* [Art folklorique : Journal croate de recherche ethnologique et folklorique], Vol. 41, n°1, 2004, pp.125-141
- Jaunait Alexandre, Discours de guerre contre dialogues de paix. Les cas de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda, *Cultures et Conflits*, [En ligne] n°40, 2000, Consulté le 09 février 2013 Disponible sur : <http://conflits.revues.org/482>
- Jebrak Yona, Conjuguer l'idéologie nationale à la mémoire urbaine, in Broudehoux Anne-Marie (dir.), *Paysages construits. Mémoire, identité, idéologies*, Editions multimondes, 2006
- Joliveau Thierry, Connecting Real and Imaginary Places through Geospatial Technologies: Examples from Set-jetting and Art-oriented Tourism, *The Cartographic journal*, Vol. 46 No. 1, 2009, pp. 36–45
- Jouhanneau Cécile, La « société civile » entre protestation et prestations. Organisations de victimes, compétition partisane et néo-corporatisme en Bosnie-Herzégovine, *Politix*, n°110, 2015/2, p. 85-110.
- Jourdain Anne, Naulin Sidonie, *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, Armand Colin « 128 », Paris, 2011
- Kandel Maya, Une Diplomatie des diasporas ? La mobilisation des diasporas « yougoslaves » aux États-Unis et leur influence sur la politique étrangère américaine pendant les guerres balkaniques des années 1990, *Relations internationales*, 2010/1, n°141, pp.83-97
- Kardov Kruno, Remember Vukovar Memory, Sense of Place, and the National Transition in Croatia, in Ramet Sabrina, Matić Davorka (ed.), *Democratic transition in Croatia Value Transformation, Education and Media*, Texas A&M University Press, 2007
- Kévonian Dzovinar, L'enquête, le délit, la preuve : les atrocités balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit à la guerre, *Le mouvement social*, 2008/1, n°222, pp.13-40
- Khilnani Sunil, La « société civile » une résurgence, *Critique internationale*, 2001/1, n°10, pp.38-50
- Kilani Mondher, *Pour un universalisme critique. Essai d'anthropologie du contemporain*, Paris, La découverte, 2014
- Knaebel Georges, La rue mémoire, écriture du politique, *Pouvoirs*, n°116, 2006/1, pp.87-96
- Korb Alexander, Understanding Ustaša Violence, *Journal of Genocide Research*, 2010, Vol.12, n°1-2, pp.1-18
- Koren Snježana, Twentieth-century wars in history teaching and public memory of present-day Croatia, *Studi sulla formazione*, n°2, 2015, pp.11-32

Kosanic Zoran, Aux origines du conflit yougoslave : 1980-1992, *Balkanologie* [En ligne], Vol.VIII, n°2, 2004. Mis en ligne le 20 janvier 2012, consulté le 9 octobre 2018. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.543>

Kosarić-Kovačić Dragica, Ljubin Tajana, Grappe Michel, Comorbidity of posttraumatic stress disorder and alcohol dependence in Displaced person, *Croatian Medical journal*, 41(2), 2000, pp.173-178

Koulouri Christina, Clio chez elle : l'histoire des Balkans revisitée, *Histoire@Politique* 5En ligne], 2007/2, n°2, consulté le 21/04/2011. Disponible sur : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=02>

Krapoth Stéphanie, Vision comparée des manuels scolaires en France et en Allemagne, *Cahier d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], n°93, 2004, mis en ligne le 01 octobre 2007, consulté le 04 avril 2014. URL : <http://chrhc.revues.org/1287>

Krulic Joseph, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Editions Complexe, 1993, Bruxelles

Krulic Joseph, De Grotius à Srebrenica. La violence et la régulation de la violence dans l'espace yougoslave : réflexion critique sur l'archéologie de la Balkanisation, *Astérion*, 2004/2, pp.67-103

Krulic Joseph, Islam et communisme en Bosnie-Herzégovine, *Cités*, n° 32, 2007, pp.51-60

Krulic Joseph, Tito, une identité brouillée, *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3, n°1067, pp.88-92

Krulic Joseph, Les guerres dans l'ancienne Yougoslavie et les mouvements de réfugiés, *Migrations et Société*, n° 158, 2015/2, pp.93-108

L'Estoile De Benoît, *Le goût des autres : de l'exposition coloniale aux arts premiers*, Paris : Flammarion, 2010 (2007)

Lageiste Jérôme, La plage un objet géographique de désir, *Géographie et cultures* [En ligne], n°67, 2008, Mis en ligne le 19 mai 2013, consulté le 02 février 2016. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/gc.1002>

Lavabre Marie-Claire, Usages du passé, usages de la mémoire, *Revue française de science politique*, 44e, année, n°3, 1994, pp. 480-493.

Le Moal Frédéric, L'adriatique les enjeux d'un front secondaire, *Cahiers de la Méditerranée*, n°81, 2010, pp.63-73

Le Moal Frédéric, Ports et îles de la mer adriatique pendant la première guerre mondiale : enjeux et rivalités politico-militaires, *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], n°70, 2005, Mis en ligne le 23 août 2013, consulté le 19 novembre 2014. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/cdlm.873>

Le Quintrec Guillaume, Le manuel franco-allemand, une écriture commune de l'histoire, *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, n°2, 2007, mis en ligne le 18.10.2007 sur www.histoire-politique.fr.

- Le Roux Thomas, La mise à distance de l'insalubrité et du risque industriel en ville : le décret de 1810 mis en perspective (1760-1840), *Histoire et mesures*, XXIV-2, 2009, pp.31-70
- Leblanc Antoine, La conservation des ruines traumatiques, un marqueur ambigu de l'histoire urbaine, *L'espace géographique*, 2010/3, Tome 39, pp.253-266
- Legascon Jean-Simon, L'Europe face au déficit nationaliste dans les Balkans, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2015/1, n°217, pp.61-68
- Lejeaux Nicolas, Le nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie : le cas de la Krajina de Knin, *Revue géographique de l'Est*, 2005, vol.45/1, pp.45-53
- Lenclos Dominique, Lenclos Jean-Philippe, *Couleurs du monde. Géographie de la couleur*, Le Moniteur Editions, Paris, 1999
- Lenclud Gérard, La tradition n'est plus ce qu'elle était. Sur les notions de tradition et de société traditionnelle en ethnologie, *Terrain*, 1987, n°9, pp.110-123
- Lestel, Pollution atmosphérique en milieu urbain de sa régulation à sa surveillance, *Vertigo* [En ligne], Hors-série 15, 2013, Mis en ligne le 12 octobre 2012, consulté le 05 janvier 2016. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/vertigo.12826>
- Levitt Peggy, *Artifacts and Allegiances. How Museums put the Nation and the World on Display*, Oakland : University of California Press, 2015
- Lieberman Ben, Nationalist narratives, violence between neighbours and ethnic cleansing in Bosnia-Herzegovina : a case of cognitive dissonance ?, *Journal of Genocide Research*, 2006, Vol.8, n°3, pp.295-309
- Ljubojević Ana, What's the Story? Transitional Justice and the Creation of Historical Narratives in Croatia and Serbia, *Politicka misao* [*Pensée Politique*], Vol. 49, No. 5, 2012, pp. 50-68
- Lory Bernard, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Ellipses, Paris, 1996
- Losonczy Anne-Marie, Ritualisation mémorielle et construction ethnique postcommuniste chez les Hongrois de Transcarpathie, *Civilisations*, vol.59, n°1, 2010, pp.131-150
- Lukic Renéo, *La désintégration de la Yougoslavie et l'émergence de sept États successeurs*, Presses de l'université de Laval, 2014
- Lutard Catherine, Le conflit national en Yougoslavie, *Vingtième siècle*, n°33, 1992, pp.65-76
- Lutard Catherine, *La Yougoslavie de Tito écartelée : 1945-1991*, L'harmattan, Paris, 2005
- Macé Jean-François, Introduction à une Anthropologie des conflits de mémoire : une approche comparative des cas espagnol et chilien, *Cargo Revue internationale d'anthropologie culturelle et sociale*, 2017, n°6-7

Marie Clément, De la confrontation sociale à l'attrait touristique et inversement, *EspacesTemps.net* [en ligne], Travaux, Mis en ligne le 24 octobre 2011, Consulté le 09 août 2017. Disponible sur : <https://www.espacestemp.net/articles/de-la-confrontation-sociale-a-attrait-touristique/>

Masson Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Croatie et en Serbie, 1989-1995*, L'harmattan, Paris, 2002

Maurel Marie-Claude, Le passé en héritage, In Maurel Marie-Claude, Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, Les tourments de la mémoire*, Paris : L'harmattan, 2008

Maurel Marie-Claude, Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, Les tourments de la mémoire*, Paris : L'harmattan, 2008

Mayer Françoise, Le passé, une ressource politique ?, In Maurel Marie-Claude et Mayer Françoise (sous la dir.), *L'Europe et ses représentations du passé. Les tourments de la mémoire*, L'harmattan, Paris, 2008

Mayo James, War Memorial as Political Memory, *Geographical Review*, 1988, Vol. 78, No. 1, pp. 62-75

Meneton Pierre, Plessz Marie, Courtin Émilie, Ribet Céline, Goldberg Marcel, Zins Marie, Le chômage : un problème de santé publique majeure, *La Revue de l'Ires*, n° 91-92, 2017/1, pp.141-154

Michel Franck, Tourisme et terrorisme ou l'ère du voyage à risque, *Téoros Revue de recherche en tourisme*, n°23-1, 2004, pp.28-36

Michel Johann, Du centralisme à la gouvernance des mémoires, *Sens public* [En Ligne], 2010, Disponible sur : <http://www.sens-public.org/articles/726/>

Mikula Maja, Croatia's independance and the language politics of the 1990, In: Liddicoat Antony J. et Muller Karis (sous la dir.), *Perspectives on Europe : language issues and language planning in Europe*. Melbourne, Language Australia Ltd, 2002

Milo Daniel, Le nom des rues, In Nora, *Les lieux de mémoire*, Tome 2 La Nation, Volume III La Gloire, Les Morts, 1986, Gallimard, p.1887-1918

Miloš Edi, Antun Radić et l'agonie de la monarchie des Habsbourg, *Pilar : časopis za društvene i humanističke studije* [*Pilar : Revue de sciences humaines et sociales*], Vol.VI, n°11(1), 2011, pp.9-50. Consulté le 26/02/2019. Disponible sur <https://hrcak.srce.hr/72588>

Miloš Edi, La « pensée nationale » d'Antun Radić – Le périodique « Dom » (1899-1904) et la « croaticité ». *Prilozi za istraživanje hrvatske filozofske baštine*, [Contribution à la recherche du patrimoine philisophique croate] Vol.39, n°1 (77), 2013, pp.263-313. Consulté le 26/02/2019. Disponible sur <https://hrcak.srce.hr/118611>

Miloš Edi, Les Croates dans la Première guerre mondiale, *Les cahiers IRICE*, 2015/1, n°13, pp.119-128

- Minard Philippe et al., Histoire et anthropologie, nouvelles convergences ? Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2002/5, n°49-4bis, pp.81-121
- Mink Georges, L'Europe élargie : du risque de désunion mémorielle, In Maurel Marie-Claude, Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, Les tourments de la mémoire*, Paris : L'harmattan, 2008
- Mišević Živko, Bogdan, Andreja, Mišević Maja, Ružić Tena, Cultural patterns of drinking and alcoholism in North and South Croatia, *Interdisciplinary Description of Complex Systems*, 18(1), 2020, pp.36-56
- Mlakar Boris, L'occupation de la Slovénie pendant la Seconde guerre mondiale, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°234, 2009/2, pp.77- 96
- Moll Nicolas, « LA RÉCONCILIATION NE PEUT PAS ÊTRE IMPOSÉE DE L'EXTÉRIEUR », La difficile interaction entre l'international et le local dans le champ de la réconciliation en ex-Yougoslavie, *Les Cahiers du Sirice*, n°15, 2016/1, pp.83-98
- Molnar Miklos, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Paris, PUF, 1990
- Monier Frédéric, L'attentat de Marseille (9 octobre 1934) : régicide et terrorisme dans les années trente, *La révolution française* [En ligne], n°1, 2012. Mis en ligne le 21 mars 2012, consulté le 01 octobre 2017, Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/lrf.461>
- Monnet Jérôme, La symbolique des lieux, : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité, *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], n° 56, mis en ligne le 07 avril 1998, consulté le 14 janvier 2016. URL : <http://cybergeo.revues.org/5316>
- Mrdjen Snjezana, L'illusion immobile (1920-1990), *Espace temps*, 49-50, 1992, pp.70-77
- Mrdjen Snjezana, Marić Ivan, Demographically depressed area in Croatia : what should population policy be like ?, *Zbornik Matice srpske za društvene nauke* [Actes de la Matica Srpska pour les sciences sociales], 2018
- Mrduljaš Maroje, Building the Affordable Arcadia. Tourism development on the Croatian Adriatic coast under state socialism. In Zingarel Michael, Beyer Elke, Hagemann Anke (dir.), *Holidays after the Fall Seaside Architecture and Urbanism in Bulgaria and Croatia*, Berlin, Jovis, 2013
- Naef Patrick, La yougonostalgie et les monuments fantômes de l'espace post-yougoslave, *Revue d'études comparées Est-Ouest*, 2015/4, n°46, pp.157-183
- Naef Patrick, Voyage à travers un baril de poudre : Guerre et imaginaire touristique à Sarajevo, *Via@ - Revue internationale interdisciplinaire de tourisme* [En ligne], n°1, 2012. Consulté le 04 février 2015. Disponible sur <https://doi.org/10.4000/viatourism.1257>
- Naepels Michel, Dispositifs disciplinaires. Sur la violence et l'enquête de terrain, *Critique*, 2004/1-2, n°680-681, pp.30-40
- Naepels Michel, Quatre questions sur la violence, *L'Homme*, 2006/1, n°177-178, pp.487-495

- Nahoum-Grappe Véronique, Anthropologie de la violence extrême : le crime de profanation, *Revue internationale de sciences sociales*, 2002/4, n°174, pp.601-609
- Nahoum-Grappe Véronique, L'urbicide ; le meurtre du social, *Tous urbains*, 2015/3, n°11, pp.32-37
- Naudier Delphine, Simonet Maud [sous la dir.], Des sociologues sans qualité ? Pratiques de recherche et engagement, Paris, La découverte, 2011
- Nigoul Claude, Les Balkans occidentaux sous la tutelle de la communauté internationale, *L'Europe en formation*, n°349-350, 2008/3, pp.15-32
- Nora Pierre, *Les lieux de mémoire*, Tome 1, Paris : Gallimard, 1997
- Osorio Amantina, Violence extrême et cruauté et nettoyage ethnique : le cas de l'ex-Yougoslavie, *Les cahiers du Gres*, 2006, Vol.6, n°1, pp.63-76
- Oberti Marco, Préteceille Edmond, *La ségrégation urbaine*, La découverte, 2016
- Otayek René, « Vu D'Afrique ». Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré, *Revue internationale de politique comparée*, 2002/2, Volume 9, p.193-212
- Peattie Lisa, Villes conviviales, *Revue du MAUSS*, n° 54, 2019/2, pp.27-39
- Pagès Yves, *Tiens, ils ont repeint ! 50 ans d'aphorisme urbains de 1968 à nos jours*, Paris : La découverte, 2017
- Pailler Jean-Marie, Sablayrolles Robert, *Damnatio memoriae : une vraie perpétuité ?*, *Revue d'études antiques*, 1994, n°40, pp.11-55
- Palmberger Monika, Nationalizing the streetscape, The case of street naming in Mostar, Bosnia and Herzegovina, in Rose-Redwood Ruben et Alderman Derek, *The political life of urban streetscape, naming, politic and place*, New York : Routledge, 2018
- Paquot Thierry, Loisir et loisirs, *Hermès, La revue*, n°71, 2015/1, pp.182-188
- Paquot Thierry, *Terre urbaine : cinq défis pour le devenir urbain de la planète*, Paris : La découverte, 2016
- Paquot Thierry, Lisa Peattie et la ville conviviale, *Revue du MAUSS*, n° 54, 2019/2, pp.40-43
- Paris Robert, Nationalisme et irrédentisme en Italie de l'unité à la Première guerre mondiale, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°43, 1996, pp.38-43
- Pattieu Sylvain, Voyager en pays socialiste avec Tourisme et Travail, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°102, 2009/2, pp.63-77
- Pauchant Etienne, Le tourisme. Incontournable et mobilisateur, *Confluences Méditerranée*, 2007/4, numéro 63, p.67-76

Pavlaković Vjeran, Better the Grave than a Slave : Croatia and the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia, in Ramet Sabrina P., Clewing Konrad, Lukić Reneo (ed.), *Croatia Since Independence: War, Politics, Society, Foreign Relations*, München : Oldenburg Verlag, 2008

Pavlaković Vjeran, From conflict to commemoration: Serb-Croat Relations and the Anniversaries of Operation Storm, in Gavrilović, Darko [sous la dir] *Serbo-Croat Relations: Political Cooperation and National Minorities*, Center for history democracy and reconciliation, 2009, Source <https://chdr-ns.com/books/documents/>

Pavlaković Vjeran, Croatia, the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, and General Gotovina as a Political Symbol, *Europe-Asia Studies*, 62 : 10, 2010, pp.1707-1740

Pavlaković Vjeran, Conflict, Commemorations, and Changing Meanings : The Meštrović Pavilion as a Contested Site of Memory, in Pauković Davor, Pavlaković Vjeran, Raos Višeslav, *Confronting the past : European experiences*, Political Science Research Centre Zagreb, Zagreb, 2012

Pavlaković Vjeran, Croatia's contested memoryscape, in Centar za istoriju, demokratiju i pomirenje [Centre pour l'histoire démocratique et la réconciliation], *Sto Godina Hrvatsko-Srpskih odnosa (1918-2018), Dominantni narativi i kulture sećanja - One Hundred Years of Serb-Croat Relations (1918-2018): Dominant Narratives and the Cultures of Remembrance*, 2018, CHDR, Novi Sad.

Pavlaković Vjeran, Brentin Dario, Pauković Davor, The controversial commemoration Transnational Approaches to Remembering Bleiburg, *Croatian Political Science Review*, Vol. 55, No. 2, 2018, pp. 7-32

Pavlaković Vjeran, Dignity for the Defeated. Recognizing the « other » in Post-Yugoslav Commemorative practices, in Kurze Arnaud et Lamont Christopher K., *New critical spaces in Transitional Justice : Gender, Art and Memory*, Indiana University Press, 2019

Pavlowitch Stevan K., L'histoire en Yougoslavie depuis 1945, *Vingtième siècle*, 1988, n°17, pp.83-92

Pedon Eric et Walter Jacques, Les variations du regard sur les « camps de concentration » en Bosnie. Analyse des usages de la photographie dans un échantillon de journaux français. *Mots*, n°47, 1996, pp. 23-45.

Perrin Yves (sous la dir.), *S'approprier les lieux. Histoire et pouvoirs : la resémantisation des édifices de l'Antiquité au mouvement de patrimonialisation contemporain*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2009

Peruško Zrinjka, Medias and Civic Values, In Ramet Sabrina. et Matić Davorka, *Democratic Transition in Croatia*, Texas A&M University, 2007

Pétonnet Colette, L'observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien, *L'Homme*, 1982, tome 22, n°4, pp.37-47

- Picard Michel, Wood Robert E., *Tourism, Ethnicity and the State in Asian and Pacific Societies*, Universtiy of Hawai Press, 1997
- Pitassion Armando, Irrédentisme et nationalisme en Italie. Un même projet ?, *Les cahiers de l'Irice*, n°13, 2015/1, pp.37-48
- Pitsos Nicolas, « Peuples des Balkans, fédérez-vous! »: projet pour une résolution pacifique de la question d'Orient au tournant du XXe siècle, *Cahiers balkaniques* [En ligne], 2016, n°44. Mis en ligne le 20 décembre 2017, consulté le 03 mai 2019. Disponible sur <https://doi.org/10.4000/ceb.9812>
- Popović Milica, La yougonostalgie – la Yougoslavie au regard des derniers pionniers, *Etudes balkaniques-Cahier Pierre Belon*, 2013/1, n°19-20, pp.303-324
- Pouligny Béatrice, Une société civile internationale ?, *Critique internationale*, 2001/4, n°13, pp.120-122
- Prokic Snežana, Croatie : le tourisme avant et après la guerre, *Mappemonde*, n°51, 1998/3, pp.12-16
- Prost Antoine, Les Monuments aux morts, in Nora Pierre, *Les lieux de mémoire*, Tome 1, Paris : Gallimard, 1997
- Proust Émilie, Les langues en Croatie, entre affirmation de soi et reconnaissance des autres, *Nouvelle Europe* [en ligne], Mis en ligne de 23 avril 2007, consulté le 12 février 2019
Disponible sur : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/172>
- Proust Émilie, Neum entre histoire et modernité *Nouvelle Europe* [en ligne], Mis en ligne de 11 mai 2007, consulté le 10 juillet 2018
Disponible sur <http://www.nouvelle-europe.eu/neum-entre-histoire-et-modernite>
- Pusić Vesna, La dictature à légitimité démocratique. Démocratie ou nation ? Les cahiers internationaux de la sociologie, Vol.95, 1993, pp.369-388
- Putnik Vladana, Les parcs mémoriaux dans l'espace yougoslave et post-yougoslave, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2015/4, n°46, pp.93-122
- Radonić Ljiljana, Croatia's Politics of the Past during the Tuđman Era (1990-1999) : Old Wine in New Bottles ? *Austrian History Year Book*, 2013, 44, pp.234-254
- Ragaru Nadège, « L'heure de l'Europe » dans les Balkans ? Le mirage des promesses d'européanisation, *Revue internationale et stratégique*, n°46, 2002/2, pp.31-42
- Ragaru Nadège, Le défi d'un nouvel élargissement de l'Union européenne, *Questions internationales*, n° 23, 2007, pp.32-43
- Ragaru Nadège, Usages politiques du passé et controverses historiographiques : le cas du « massacre de Batak », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1067, 2008/3, pp.82-87
- Rajakovic Natacha, L'anatomie d'une captation nationaliste : l'absence de mouvements de contestation en Yougoslavie, *Cultures et Conflits* [En ligne], n°5, 1992. Mis en ligne le 13 mars 2006, consulté le 01 octobre 2016. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/conflits.141>

- Ramet Sabrina P., *Balkan Babel : The disintegration fo Yugoslavia from the death of Tito to ethnic war*, Westview Press, 1996 (second edition)
- Ramet Sabrina, Matic Davorka (ed.), *Democratic transition in Croatia Value Transformation, Education and Media*, Texas A&M University Press, 2007
- Ramet Sabrina P., Clewing Konrad, Lukić Reneo (ed.), *Croatia Since Independence: War, Politics, Society, Foreign Relations*, München : Oldenburg Verlag, 2008
- Raos Višeslav, The Wall of Pain: A Contested Site of Memory in Contemporary Croatia, in Pauković Davor, Pavlaković Vjeran, Raos Višeslav, *Confronting the past : European experiences*, Political Science Research Centre Zagreb, Zagreb, 2012
- Rautenberg Michel, L'urbanité comme patrimoine de la ville, *Diogène*, n°251-252, 2015/3, pp.90-102
- Reidy Catherine M., Taylor Laura K., Merrilees Christine E., Ajduković Dean, Čorkalo Biruški Dinka, Cumming E. Mark, The political socialization of youth in a post-conflict community, *International Journal of Intercultural Relations*, Vol.45, 2015, pp.11-23
- Ripoll Fabrice et Veschambre Vincent, L'appropriation de l'espace comme problématique Introduction, *Noröis* [en ligne], n°195, 2005/2. Mis en ligne le 05 août 2008, consulté le 01 octobre 2016. Disponible sur <https://doi.org/10.4000/noröis.477>
- Rivera Lauren A., Managing « Spoiled » National Identity : War, Tourism and Memory in Croatia, *American Sociological Review*, 2008, Vol.73, pp.613-634
- Rodogno Davide, Histoire et historiographie de la politique des occupants italiens à l'égard des Juifs dans les Balkans et la France métropolitaine (Avril 1941-Septembre 1943), *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2016/1, n°204, pp.275-298
- Rolland-Traina Stéphanie, Mémoires ordinaires et mémoires officielles : expériences, interprétations et réécriture de l'histoire en Bosnie-Herzégovine, *Diversité urbaine*, vol. 10, n°2, 2011, pp.67-89
- Rolland-Traina Stéphanie, Paysage religieux après la bataille. Ethnicisation du territoire urbain à Mostar à la fin du XXe siècle, *Études Balkaniques-Cahiers Pierre Belon*, n° 18, 2011/1 (b), pp.89-120
- Rose-Redwood Reuben, Alderman Derek, Azaryahu Maoz, Geographies of toponymic inscription: new directions in critical place-name studies, *Progress in Human Geography*, 34(4), 2010, pp. 453–470
- Rosière Stéphane, La modification coercitive du peuplement, *L'information géographique*, 2007/1, Vol.71, pp.7-26
- Roucaïrol Anne-Marie, Du viol comme arme de guerre, *La Pensée*, n° 404, 2020/4, pp.80-92
- Rubić Tihana, « Je me débrouille », L'économie informelle et le chômage en Croatie, *Ethnologie française*, vol.43, 2013/2, pp.217-227

- Rupnik Jacques, Le retour de l'histoire en Europe centrale, *Vingtième siècle Revue d'Histoire*, 1992, n°36, pp.53-60
- Saint-Gilles Anne-Marie, Canonisation culturelle et identité nationale : l'élaboration des « lieux de mémoire », *Etudes germaniques*, n°247, 2007/3, pp.573-586
- Sardamov Ivelin, Combattants de la cause nationale : ethnicité et génocide dans les Balkans, *Balkanologie* [En ligne], 1999, Vol.3, n°2, mis en ligne le 22 juin 2010, Consulté le 9 janvier 2016. Disponible sur : <http://balkanologie.revues.org/736>
- Schellenberg Renata, Politics and remembrance in Post War Vukovar, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 17:1, 2015, pp.15-28
- Seignan Gérard, L'hygiène sociale au XIXe siècle : une physiologie morale, *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n°40, 2010, pp.113-30
- Sémelin Jacques, Qu'est-ce qu'un crime de masse. Le cas de l'ex-Yougoslavie, *Critique internationale*, n°6, 2000, pp.143-158
- Sémelin Jacques, Violences extrêmes : Peut-on comprendre ?, *Revue internationale de sciences sociales*, n°174, 2002/4, pp.479-481
- Sémelin Jacques, *Purifier et détruire : Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Point, 2017
- Siméant Johanna, Pratiques protestataires, *Genèses*, n°59, 2005/2, pp.2-3
- Sipic Stefan, L'idéologie du mouvement oustachi, de 1930 à 1941, *Cahiers balkaniques*, n°38-39, 2011, pp.3-18
- Skenderović Robert, Great Scholarly Authorities and small Nations – The Formation of Historical Narratives on Franjo Tuđman and the Homeland War, *Review of Croatian history*, Vol. XI No. 1, 2015, pp.121-137
- Soberg Marius, Croatia since 1989. The HDZ and the Politics of Transition, In Ramet Sabrina. et Matic Davorka, *Democratic Transition in Croatia*, Texas A&M University, 2007
- Sorabji Cornelia, Une guerre très moderne. Mémoire et identités en Bosnie-Herzégovine, *Terrain*, n°23, 1994, pp.137-150
- Stanić Jelena, Šakaja Laura, Slavuj Lana, Preimenovanja zagrebačkih ulica i trgova [Le changement des noms des rues et des places zagréboises], *Migracijske i etničke teme* [Migration et questions ethniques], 25, 1-2, 2009, pp. 89–124
- Stone Philip, A dark tourism spectrum : Towards a typology of death and macabre related tourist sites, attractions and exhibitions, *Tourism: An International Interdisciplinary Journal*, Vol. 54, n° 2, 2006, pp.145-160
- Stiperski Zoran, Lorber Lucka, Heršak Emil et al., Identity through urban nomenclature, *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, 111(2), 2011, pp.181-194

- Stojanović Dubrava, History textbooks and the creation of national identity, *Teaching the History of Southeastern Europe*, Thessaloniki: Petros Th. Ballidis & Co, 2001, pp.27-32
- Tanner Samuel, Saisir la violence de masse le nettoyage ethnique en Bosnie et l'apport d'une perspective locale et d'une approche de réseau, *Déviance et Société*, Vol. 31, 2007/3, pp.235-256
- Tchoukarine Igor, Inertie et variations sur le long terme : les publications touristiques tchèques sur la Yougoslavie de l'entre-deux guerres aux années 1980, *Études du CEFRES*, n°11, 2008
- Tchoukarine Igor, Un espace offert au tourisme : représentations de la Yougoslavie dans les guides touristiques imprimés français et yougoslaves au XXe siècle, *Etudes Balkaniques* [En ligne] n°12, 2005, mis en ligne le 07 avril 2009, consulté le 30 novembre 2014. URL : <http://etudesbalkaniques.revues.org/120>
- Tchoukarine Igor, Yugoslavia's Open-Door Policy and Global Tourism in the 1950s and 1960s, *East European Politics and Societies and Cultures*, Volume 29, n°1, 2015
- Théodat Jean-Marie, L'endroit et l'envers du décor : la touristicité comparée d'Haïti et de la République dominicaine, *Revue Tiers Monde*, n°78, 2004/2, pp.293-317
- Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Points, 2001
- Thomas Daniel, Croatie 2002-2003 Résolument tournée vers l'Europe, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1036-1037, 2003/6, pp.46-60
- Thomas Paul-Louis, Serbo-croate, serbe, croate..., bosniaque, monténégrin : une, deux..., trois, quatre langues, *Revue d'études slaves*, Tome 66, fascicule 1 1994, pp.237-259
- Tizzoni Elisa, Les politiques touristiques du fascisme et les relations internationales de l'Italie, entre diplomatie publique et création d'une marque de destination-Italie, *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], n°88, 2014, mis en le 10 décembre 2014, consulté le 16 décembre 2014. URL : <http://cdlm.revues.org/7479>
- Todorova Maria, *Imaginaire des Balkans*, Editions EHESS, Paris, 2011
- Todorova-Pirgova Iveta, Langue et esprit national : mythe, folklore, identité, *Ethnologie française*, vol.31, 2001/2, pp.287-296
- Tomić Yves, Le mouvement national croate au XIXe siècle Entre yougoslavisme (*jugoslavenstvo*) et croatisme (*hrvatstvo*), *Revue d'études slaves*, Tome 68, fascicule 4, 1996, pp.463-475
- Tomic Yves, Pavelić, Ante, Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche [en ligne], Mis en ligne le 31 Mai, 2010, consulté le 23/06/2018. Disponible sur <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/pavelic-ante>,

Tratnjek Bénédicte, Le nettoyage ethnique à Mitrovica : interprétation géographique d'un double déplacement forcé, *Bulletin de l'association des géographes français*, 2006, 83-4, pp.433-447

Tratnjek Bénédicte, Questionnements géographiques sur les monuments aux morts : Symboliques et territoires de la commémoration. *Les Cafés géographiques* [en ligne], Vox geographica (1741), 2009, http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1741

Tratnjek Bénédicte, Le viol comme arme de guerre et la géographie de la peur : violences extrêmes et inscription dans les territoires du quotidien, *Revue défense nationale*, Tribune 249, 7septembre 2012, pp.1-8

Tratnjek Bénédicte, La destruction du vivre ensemble à Sarajevo. Penser la guerre par le prisme de l'urbicide, Lettre de l'IRSEM [En ligne], 2012, n°5, Disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/fre/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/les-lettres-de-l-irsem-2012-2013/2012-lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-5-2012/releve-strategique/dossier-special-les-20-ans-du-siege-de-sarajevo-les-balkans-un-laboratoire-pour-la-pensee-strategique/la-destruction-du-vivre-ensemble-a-sarajevo-penser-la-guerre-par-le-prisme-de-l-urbicide>

Tratnjek Bénédicte, La notion d'urbicide : exemples en ex-Yougoslavie, Géographie de la ville en guerre [En ligne], Disponible sur <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.com/2008/10/la-notion-durbicide-dimensions.html> Consulté le 06/01/2013

Tumarkin Maria, *Traumascape, The Power and Fate of Places Transformed by Tragedy*, Melbourne University Publishing, 2005

Urbain Jean-Didier, *Sur la plage*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1995

Urbain Jean-Didier, « Peut-on commémorer sans tombe, sans traces ? », in Jean-Hugues Déchaux et al., *Les familles face à la mort*, L'Esprit du temps « Psychologie », 1998, p. 293-303.

Urbain Jean-Didier, *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2002

Urbain Jean-Didier, Lieux, liens, légendes. Espaces, tropismes et attractions touristiques, *Communications*, 2010/2, n°87, pp.99-107

Vallé Jean-Pierre, L'assassinat politique du roi Alexandre Ier de Yougoslavie. Un tournant dans la censure des actualités cinématographiques sous la III^e République, *Hypothèses*, 2017/1, n°20, pp.22-235

Vardabasso Valentina, De la guerre mondiale à la guerre civile : la vie quotidienne en Istrie, 1943-1945, *Les Cahiers Sirice*, n°22, 2019/1, pp.101-115

Vassart Sabine, Habiter, *Pensée plurielle*, 2006/2, n°12, pp.9-19

Van Tieghem Philippe, *Le romantisme français*, Paris : PUF, 1999

Vidal Geneviève, Interactivité et médiation dans l'usage des multimédia de musées, *Communication et langage*, n°137, 2003, pp.63-76

Vigneault Jacques, Pour introduire la notion freudienne de narcissisme des petites différences dans l'individuel et le collectif, *L'Esprit du temps*, 2012/4, n°121, pp.37-50

Violier Philippe, Les lieux du monde, Approche du tourisme par l'exploration des catalogues des tours-opérateurs, *EspacesTemps.net* [En ligne], Travaux, 2011, Mis en ligne le 22 août 2011, consulté le 09 août 2017, Disponible sur : <https://www.espacestems.net/articles/les-lieux-du-monde/>

Volcic Zala, Andrejevic Mark, Nation branding in the Era of Commercial Nationalism, *International Journal of Communication*, 2011, n°5, pp.598-618

Wahnich Sophie, Transmettre l'effroi, penser la terreur, *Gradhiva* [En ligne], 5 | 2007, Mis en ligne le 12 juillet 2010, Consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://gradhiva.revues.org/692>

Watremez Anne, L'entretien itinérant : pour une construction d'un dispositif méthodologique de narration des habitants dans la ville patrimoniale, *Etudes de communication*, 2008, n°31, pp.77-92

Weibel Ernest, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2002

Wirth, Le pouvoir politique et l'enseignement de l'histoire, L'exemple des finalités civiques assignées à cet enseignement en France depuis Jules Ferry, *Histoire@Politique. Politique, culture, société* [En ligne], n°2, 2007, disponible sur <http://www.histoire-politique.fr/>

Young James E., Écrire le monument : site, mémoire, critique, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 48e année, n°3, 1993, pp. 729-743.

Zawadski Paul, Travailler sur des objets détestables : quelques enjeux épistémologiques et moraux, *Revue internationale de sciences sociales*, 2002/4, n°174, pp.571-580

Zingarel Michael, Beyer Elke, Hagemann Anke (dir.), *Holidays after the Fall Seaside Architecture and Urbanism in Bulgaria and Croatia*, Berlin, Jovis, 2013

Zombory Máté, Le retour des Hongrois à l'Europe. Appartenance nationale et représentation de l'espace mémoriel, In Maurel Marie-Claude, Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, Les tourments de la mémoire*, Paris : L'harmattan, 2008

Zwitter Fran, La formation de l'État yougoslave, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome 16, n°1, 1969, pp.114-124

Mémoires et thèses

Cousin Saskia, *L'identité au miroir du tourisme. Usages et enjeux politiques du tourisme culturel*, Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie. Paris : EHESS, 2007, 624p.

Jovanovic Daniella, *Mémoires blessées dans les Balkans*, Mémoire de Master Communication, Université du Québec à Montréal, Montréal (Québec, Canada), sous la direction de Maria Carmen Rico de Sotelo, Août 2008

Pintea Fabrice, *Le tourisme en Croatie, de la création d'une image touristique à son instrumentalisation*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Clermont-Ferrand II, 2011, 625p.

Rapports, jugements et autres sources :

Amnesty international, *Behind a wall of silence, Prosecution of War crimes in Croatia*, 2010

Amnesty international (1994, 11 février), *EXTRA 07/94 – Federal Republic of Yugoslavia: fear of “disappearance”*: Veljko Dzakula. Source : <https://www.amnesty.org/en/documents/EUR70/002/1994/en/>

Brstilo Rešetar Matea, Nevešćanin Ivica, Smetko Andreja, *The Homeland War. Exhibition guide*, Zagreb : Hrvatski povijesni muzej, 2011

CinC, *Sharing space in divided cities*, Briefing paper n°4, novembre 2012

Cours Internationale de Justice, *Requête introductive d'instance Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 2 juillet 1999

DGE, *Les déplacements touristiques des français*, Memento du tourisme Edition, 2015.
Disponible sur : https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/stats-tourisme/memento/2015/2015-12-memento-tourisme-chap5-deplacements-touristiques.pdf

Državni Zavod za Statistiku [Bureau croate de la statistique], *Census 2011*. URL : https://web.dzs.hr/arhiva_e.htm

ECRI, Rapport de l'ECRI sur la Croatie, 15 mai 2018, URL : <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/croatia>

Human Rights Watch, *War Crimes Trials in the Former Yugoslavia*, 1 June 1995, 710, URL : <https://www.refworld.org/docid/3ae6a7ed0.html>

Ministère de la culture, *Croatie La voici, Festival de la Croatie en France*, Dossier de presse. Source : <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Archives-Presses/Archives-Dossiers-de-presse-2011-2018/Annee-2012/CROATIE-LA-VOICI-Festival-de-la-Croatie-en-France-Septembre-a-decembre-2012>

Opačić Tamara, *Historijski revizionizam, govor mržnje i nasilje prema Srbima u 2017 - Historic Revisionism, Hate Speech and Violence Against Serbs in 2017*, SNV, Zagreb, 2018,

Sladjana Bojković, *Museum Professionals in Dialogue : « Challenges of Permanent Exhibitions »*, Association internationale des musées d'histoire, IX International Workshop, 2017

The Government of Republic of Croatia, Proposal for the development strategy of Republic of Croatia until 2020, Zagreb, Février 2013

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Momčilo Perišić, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Ante Gotovina et Mladen Markač « Opération Tempête », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Goran Hadžić, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Janko Bobetko « Poche de Medak », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Milan Babić « RSK », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Milan Martić « RSK », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Prlić et consorts, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Radovan Karadžić, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Ratko Mladić, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Slavko Dokmanović « Hôpital de Vukovar », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Slobodan Milošević « Kosovo, Croatie et Bosnie », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Vojislav Šešelj, La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Fiche informative Želiko Ražnatović « Arkan », La Haye (s.d.)

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Jugement dans l'affaire Le Procureur contre Milan Babić, La Haye, 29 juin 2004

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Jugement dans l'affaire Le Procureur contre Milan Martić, La Haye, 12 juin 2007

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Jugement dans l'affaire Le Procureur contre Mile Mrkšić, Miroslav Radic et Veselin Šljivancanin, La Haye, 27 septembre 2007

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Résumé du jugement rendu dans l'affaire Le Procureur contre Mile Mrkšić, Miroslav Radic et Veselin Šljivancanin, La Haye, 27 septembre 2007

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Résumé du jugement dans l'affaire Le Procureur contre Vojislav Šešelj, La Haye, 31 mars 2016

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Résumé du jugement dans l'affaire Le Procureur contre Prlić et consorts, La Haye, 23 mai 2013

UNPOL, La boîte à outils de la police des Nations Unies pour l'égalité des genres, 2015.

UNWTO, *Tourism highlights*, 2017

Presse :

AFP (2013, 6 septembre). Croatie: tensions entre Croates et Serbes autour du cyrillique. *L'obs*. URL: <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20130906.AFP4453/croatie-tensions-entre-croates-et-serbes-autour-du-cyrillique.htm>

AFP (2015, 25 juin). Les pensions varient beaucoup en Europe, où la pauvreté touche 12,6% des retraités. *L'express*. URL : https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/les-pensions-varient-beaucoup-en-europe-ou-la-pauvrete-touche-12-6-des-retraites_1693517.html

AFP (2018, 3 octobre). Thaïlande : la baie rendue célèbre par le film « La Plage » dégradée par le tourisme de masse. *Le Monde*. URL : https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/10/03/thaïlande-la-baie-rendue-celebre-par-le-film-la-plage-degradee-par-le-tourisme-de-masse_5364046_3244.html

Alançon d' François (2013, 28 juin). Vukovar : le fardeau du passé. *La Croix*. URL : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Vukovar-le-fardeau-du-passe-2013-06-28-979774>

Andjelic Jasna (2005, 14 décembre). Costas Carras : mettre l'histoire au service de la réconciliation des peuples balkaniques. *Courrier des Balkans*. URL: <https://www.courrierdesbalkans.fr/costas-carras-mettre-l-histoire-au-service-de-la-reconciliation-des-peuples-balkaniques>

Ast Slobodanka (2005, 14 décembre). Histoire des Balkans : une science de la douleur. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/histoire-des-balkans-une-science-de-la-douleur>

B92 (2014, 9 avril). Boycott urged of Serb-owned stores in Croatian town. *B92*. URL : https://www.b92.net/eng/news/region.php?yyyy=2014&mm=04&dd=09&nav_id=89938

Bajruši Robert (2013, 8 avril). Croatie : l'alphabet cyrillique, les anciens combattants et le retour de la droite nationaliste. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-l-alphabet-cyrillique-les-anciens-combattants-et-le-retour-de-la-droite-nationaliste>

Belga News (2013, 6 décembre). Croatie : 650 000 signatures pour réduire les droits des minorités. *RTBF.BE*. URL : https://www.rtbfb.be/info/monde/detail_croatie-650-000-signatures-pour-reduire-les-droits-des-minorites?id=8151670

Bošnjak Draga (2013, 17 septembre). Croatie : la guerre du cyrillique enflamme toujours Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-la-guerre-du-cyrillique-enflamme-toujours-vukovar>

Burg Didier (2018, 23 mai). Ca se passe en Europe : Amsterdam dégainé un arsenal contre le tourisme de masse. *Les échos*. URL : <https://www.lesechos.fr/2018/05/ca-se-passe-en-europe-amsterdam-degaine-un-arsenal-contre-le-tourisme-de-masse-990919>

Cateux Aline (2020, 5 août). Oluja : le président croate fait l'apologie des crimes de guerre et choque la Bosnie-Herzégovine. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Oluja-Milanovic-choque-la-Bosnie-Herzegovine>

Courrier des Balkans (2007, 27 septembre). Massacre de Vukovar : le TPI a la main très légère. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/massacre-de-vukovar-le-tpi-a-la-main-tres-legere>

Courrier des Balkans (2010, 4 novembre). Croatie : Boris Tadić présente les excuses de la Serbie à Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-boris-tadic-presente-les-excuses-de-la-serbie-a-vukovar>

Courrier des Balkans (2010, 8 octobre). Croatie : Ivo Josipović rend hommage aux victimes serbes de Krajina. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-ivo-josipovic-rend-hommage-aux-victimes-serbes-de-krajina>

Courrier des Balkans (2011, 23 avril). Croatie : Il y aura une place Gotovina dans le centre ville de Split, *Courrier des Balkans*. URL : <http://balkans.courriers.info/article17372.html>

Courrier des Balkans (2011, 7 août). Croatie : lors des commémorations d'Oluja, la Première ministre a « salué » les condamnés du TPI. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-lors-des-commemorations-d-oluja-la-premiere-ministre-a-salue-les-condamnes-du-tpi>

Courrier des Balkans (2012, 27 avril). Transport : l'autoroute de Dubrovnik devrait traverser Neum. *Courriers des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/transports-l-autoroute-de-dubrovnik-devrait-traverser-neum>

Courrier des Balkans (2013, 12 septembre). Cyrillique en Croatie : l'UE n'a « aucune intention de se mêler » des événements de Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/cyrillique-en-croatie-l-ue-n-a-aucune-intention-de-se-meler-des-evenements-de-vukovar>

Courrier des Balkans (2013, 3 septembre). Croatie : à Vukovar, le cyrillique ne passe toujours pas. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-a-vukovar-le-cyrillique-ne-passe-toujours-pas>

Courrier des Balkans (2013, 5 novembre). Partie de Vukovar, la « guerre du cyrillique » embrase toute la Croatie. *Courrier des Balkans*. URL :

<https://www.courrierdesbalkans.fr/partie-de-vukovar-la-guerre-du-cyrillique-embrase-toute-la-croatie>

Courrier des Balkans (2014, 16 avril). Croatie : des ultranationalistes appellent au boycott des magasins serbes de Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-des-ultranationalistes-appellent-au-boycott-des-magasins-serbes-de-vukovar>

Courrier des Balkans (2014, 4 novembre). Veljko Kadijević, le dernier commandant de l'Armée populaire yougoslave, est mort à Moscou. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/veljko-kadijevic-le-dernier-commandant-de-l-armee-populaire-yougoslave-est-mort-a-moscou>

Courrier des Balkans (2016, 15 avril). Croatie : boycott généralisé des commémorations de Jasenovac. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-boycott-generalise-des-commemorations-de-jasenovac>

Courrier des Balkans (2017, 1er décembre). Guerre de Bosnie : la Croatie ne veut pas entendre parler l'entreprise criminelle commune. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Guerre-de-Bosnie-la-Croatie-ne-veut-pas-entendre-parler-d-entreprise-criminelle>

Courrier des Balkans (2017, 22 novembre). TPIY : Ratko Mladić condamné à perpétuité, les réactions en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/TPIY-Ratko-Mladic-condamne-a-la-perpetuite-les-reactions-en-Bosnie-Herzegovine>

Courrier des Balkans (2017, 3 septembre). Entre Bosnie-Herzégovine et Croatie, nouvelle poussée de fièvre autour du pont de Pelješac. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Entre-Bosnie-Herzegovine-et-Croatie-nouvelle-poussee-de-fievre-autour-du-pont>

Courrier des Balkans (2017, 5 décembre). Après le verdict du TPIY le Premier ministre croate à Mostar pour « soutenir et apaiser ». *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Apres-le-verdict-du-TPIY-le-Premier-ministre-croate-a-Mostar-pour-soutenir-et>

Courrier des Balkans (2018, 1er août). Croatie : Comment survivre au tourisme de masse. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/comment-survivre-tourisme-masse>

Courrier des Balkans (2018, 5 août). Serbie : mobilisation générale pour « sauver » l'écriture cyrillique. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Serbie-mobilisation-generale-pour-sauver-l-ecriture-cyrillique>

Courrier des Balkans (2021, 22 juin). Croatie : plus de corruption, plus d'émigration. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Croatie-plus-de-corruption-plus-d-emigration>

Danas (2018, 14 mai). Ovako je govorio prvi hrvatski predsjednik [Ainsi parlait le premier président croate]. *Danas*. URL : <https://www.rtl.hr/vijesti-hr/novosti/zanimljivosti/2998675/da-je-ziv-franjo-tudjman-danas-bi-slavio-96-rodjendan->

Delève Elise (2021, 27 juillet), Incident diplomatico-historique entre la Croatie et la Serbie autour de la nationalité de l'inventeur Nikola Tesla. *France info*. URL : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/incident-diplomatico-historique-entre-la-croatie-et-la-serbie-autour-de-la-nationalite-de-l-inventeur-nikola-tesla_4699867.html

Demidoff Alexandre (2017, 30 mars). Ivan Jablonka : « Avant d'être historien je suis enquêteur ». *Le Temps*. URL : <https://www.letemps.ch/culture/2017/03/30/ivan-jablonka-detre-historien-suis-enqueteur>

Dežulović Boris. Vukovar : a life-size monument to a dead city. *European Press Prize*. URL : <https://www.europeanpressprize.com/article/vukovar-a-life-size-monument-to-the-dead-city/>
Đugum Aida (2016, 30 août). Disparus des guerres yougoslave : une quête sans fin. *Courrier des Balkans*. URL : [http : https://www.courrierdesbalkans.fr/personnes-disparues](http://www.courrierdesbalkans.fr/personnes-disparues)

Euronews (2013, 3 septembre). Tensions ethniques à Vukovar. *Euronews*. URL : <http://fr.euronews.com/2013/09/03/croatie-tensions-ethniques-a-vukovar/>

Euronews (2013, 8 novembre). Croatie : le cyrillique divise un peu plus Vukovar. *Euronews*. URL : <https://fr.euronews.com/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar>

Euronews (2013, 8 novembre). Croatie : le cyrillique divise un peu plus Vukovar. *Euronews*. URL : <https://fr.euronews.com/my-europe/2013/11/08/croatie-le-cyrillique-divise-un-peu-plus-vukovar>

Flot Maëlle (2011, 7 décembre), Des manuels scolaires d'histoire pour la paix ? La chronique de Benoît Falaize. *L'étudiant*. URL : <https://www.letudiant.fr/educpros/opinions/des-manuels-scolaires-d-histoire-pour-la-paix-la-chronique-de-benoit-falaize.html>

Held Drago (2005, 25 novembre). Zagreb-Sarajevo : le pont de la discorde. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/zagreb-sarajevo-le-pont-de-la-discorde>

Held Drago (2007, 11 juin). Croatie : à Vukovar un nom de rue divise les anciens combattants. *Courrier des Balkans*. URL : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=8417&cdbvisu=8417

Held Drago (2020, 7 septembre). Reportaža: Obnova 34 kilometra HŽ-ove pruge 2008. koštala je 71 milijun kn. Danas se 18 kilometara plaća 700 milijuna [Reportage : La rénovation de 34 kilomètres de voie ferrée a coûté 71 millions HRK en 2008. Aujourd'hui, 700 millions ont été dépensés pour 18 kilomètres]. *Telegram*. URL : <https://www.telegram.hr/velike-price/grandiozna-obnova-pruge-vukovar-vinkovci-kosta-700-milijuna-kuna-dnevno-preveze-40-ak-putnika-bio-sam-jedan-od-njih/>

Ivana Kljajic (2006, 5 décembre). Ivan Colovic : combattant contre l'obscurantisme. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/ivan-colovic-combattant-contre-l-obscurantisme>

Jeraj Vid (2015, 20 août). Enjeux migratoires en Croatie (2/2) : ceux qui partent, ceux qui

restent. *Courrier des Balkans*. URL <https://www.courrierdesbalkans.fr/enjeux-migratoires-en-croatie-2-2-ceux-qui-partent-ceux-qui-restent>

Jovanović Nenad (2017, 3 janvier). Croatie : à Jasenovac, la guerre des mémoires se poursuit. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-a-jasenovac-la-guerre-des-memoires-se-poursuit>

Kelava Marina (2015, 21 janvier). Croatie : les collines de Dubrovnik enfin sauvées de l'appétit des promoteurs. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-les-collines-de-dubrovnik-enfin-sauvees-de-l-appetit-des-promoteurs>

Klauški Tomislav (2011, 23 septembre). Croatie : le grave dérapage d'Ivo Josipović sur les criminels de guerre. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-le-grave-derapage-d-ivo-josipovic-sur-les-criminels-de-guerre>

Le Monde (2003, 25 février). La Croatie fait acte de candidature à l'UE. *Le Monde*. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/02/25/la-croatie-fait-acte-de-candidature-a-l-ue_4267060_1819218.html

Lindenberg Judith, Une histoire des mémoires, Épisode 1 : Faire témoigner : les collecteurs de mémoire de la Shoah, La fabrique de l'histoire, France culture, 8 novembre 2016. 53 min

Lovrić Jelena (2015, 27 avril). Commémorations de Jasenovac : Kolinda Grabar Kitarović aux abonnés absents. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/commemorations-de-jasenovac-kolinda-grabar-kitarovic-aux-abonnes-absents>

Marić Jagoda (2020, 27 janvier). Croatie : les statistiques de l'exode et de la désindustrialisation. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Croatie-les-statistiques-de-l-exode-et-de-la-desindustrialisation>

Maupeou de Félicité (2013, 2 septembre). Nouvelle manifestation contre les enseignes en cyrillique à Vukovar. *La Croix*. URL : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Nouvelle-manifestation-contre-les-enseignes-en-cyrillique-a-Vukovar-2013-09-02-1005505>

Milekic Sven (2015, 15 mai). Croatian President Mourns at Controversial WWII Memorial. *Balkan Transitional Justice*. URL: <https://balkaninsight.com/2015/05/15/croatian-president-visits-bleiburg-ww2-memorial-in-secret/>

Milekic Sven (2015, 18 mai). 20,000 Mourn Croatia's Dead at Controversial WWII Site. *Balkan Transitional Justice*. URL: <https://balkaninsight.com/2015/05/18/20-000-come-to-commemorate-ww2-controversial-memorial/>

Milekic Sven et Nikolic Ivana (2015, 5 août). Croatia Celebrates Operation Storm Anniversary; Serbia Mourns. *Balkan Transitional Justice*. URL : <https://balkaninsight.com/2015/08/05/croatia-throws-a-military-parade-for-operation-storm-08-04-2015/>

Moréni Laetitia (2014 , 17 juin). Croatie : la droite domine les municipales partielles de Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-la-droite-domine-les-municipales-partielles-de-vukovar>

Moréni Laetitia (2014, 28 avril). Croatie : violences et manifestations citoyennes à Vukovar. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-violences-et-manifestations-citoyennes-a-vukovar>

Moréni Laetitia (2016, 16 juin). Crise politique en Croatie : exit Tomislav Karamarko, le chef du HDZ. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/tomislav-karamarko-le-president-de-l-union-democratique-croate-hdz-a-demissionne>

Moréni Laetitia, (2015, 4 août). 20 ans après l'opération « Oluja » Serbes et Croates plus divisés que jamais. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/20-ans-d-oluj-a-serbes-et-croates-encore-divises>

Opačić Tamara (2011, 1er juin). Balkans : comment les pouvoirs manipulent l'historiographie pour légitimer leurs politiques. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/balkans-comment-les-pouvoirs-manipulent-l-historiographie-pour-legitimer-leurs-politiques>

Opačić Tamara (2016, 10 mars). Crimes oustachis en Croatie : le négationnisme en toute impunité. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-impunite-des-declarations-revisionnistes>

Ouest France (2017, 30 novembre). Après le suicide de Slobodan Praljak, la présidente croate défend son pays. *Ouest France*. URL : <https://www.ouest-france.fr/europe/croatie/apres-le-suicide-de-slobodan-praljak-la-presidente-croate-defend-son-pays-5414468>

Pauček ŠviljakMartina (2015, 24 mars). Croates du Kosovo : ces réfugiés que Zagreb a oublié. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croates-du-kosovo-ces-refugies-que-zagreb-a-oublies>

Pavic Snjezana, Bozic Nataša, Butigan Sanja (2007, 29 septembre). Vukovar : douleur et indignation en Croatie après le jugement du TPI. *Courrier des Balkans*. URL : https://www.courrierdesbalkans.fr/spip.php?page=article&id_article=8879&cdbvisu=8879

Pavlic Vedran (2016, 24 avril). Third Commemoration Takes Place at Jasenovac. *Total Croatia News*. URL : <https://www.total-croatia-news.com/politics/11558-third-commemoration-takes-place-at-jasenovac>

Prtoric Jelena et Vale Giovanni (2018, 4 septembre). Croatie : le péril de l'exode. *Libération*. URL : https://www.liberation.fr/planete/2018/09/04/croatie-le-peril-de-l-exode_1676594/

Rakela Mirjana (2018, 20 novembre). Croatie : pourquoi les jeunes émigrent-ils en Irlande ? *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Partir-de-Croatie>

Rendon Jim, Business (2003, 23 novembre). When Nations Need A Little Marketing. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2003/11/23/business/business-when-nations-need-a-little-marketing.html>

Rouy Laurent (2015, 6 août). Opération Tempête: des commémorations pour stigmatiser l'autre. *RFI*. URL : <http://www.rfi.fr/fr/europe/20150806-croatie-serbie-operation-militaire-tempete-nationalistes-tensions-commemoration>

Sicurella Federico (2013, 4 février). De Novi Sad à Vukovar, la nouvelle querelle du cyrillique déchire les Balkans. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/de-novi-sad-a-vukovar-la-nouvelle-querelle-du-cyrillique-dechire-les-balkans>

Šimičević Hrvoje (2017, 9 juin). Croatie : Sur la plage privatisée, bétonnage et parasols privés. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Croatie-sur-la-plage-accaparee>

Soleša Boro (2009, 13 août). Croatie : Šibenik veut tourner la page de la guerre et des conflits. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/croatie-sibenik-veut-tourner-la-page-de-la-guerre-et-des-conflits>

Subasic Katarina, (2011, 23 juin). Ex-Yougoslavie: dans les manuels scolaires, l'Histoire à géométrie variable. *Acturca/AFP*. URL : <https://acturca.wordpress.com/2011/06/23/ex-yougoslavie-dans-les-manuels-scolaires-lhistoire-a-geometrie-variable/>

Vale Giovanni (2017, 27 novembre). Après le suicide de Slobodan Praljak, la Croatie fait bloc contre le TPIY. *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Praljak-suicide-a-la-Haye-la-Croatie-prend-sa-defense>

Vallet Claire (2013, 2 mai). Le complexe touristique géant de Srđ-Dubrovnik se fera au mépris de la démocratie, *Courrier des Balkans*. URL : <http://balkans.courriers.info/article22373.html>

Veselica Lajla (2015, 18 avril). Croatie: les victimes de viols osent sortir de l'ombre 20 ans après la guerre. *Le Point*. URL : http://www.lepoint.fr/monde/croatie-les-victimes-de-viols-osent-sortir-de-l-ombre-20-ans-apres-la-guerre-17-04-2015-1922397_24.php

Vitkine Benoît (2011, 28 décembre). Vingt ans après, l'impossible réconciliation des Serbes et des Croates de Vukovar. *Le Monde*. URL : http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/12/28/les-vies-paralleles-de-vukovar_1623369_3214.html

Zebic Enis, Jungvirth Goran (2016, 5 avril). TPIY : après l'acquittement de Šešelj, la Croatie veut blanchir la mémoire de Tuđman, *Courrier des Balkans*. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/la-croatie-veut-defendre-tudman-a-la-haye>

ANNEXES

ANNEXE 1 : CARTE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YUGOSLAVIE



Figure n°77 : Carte de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie
(Source : <https://www.icty.org/fr/le-tribunal-en-bref/quest-ce-que-lex-yougoslavie>)

ANNEXE 2 : CARTE DE LA GUERRE D'EX-YOUGOSLAVIE

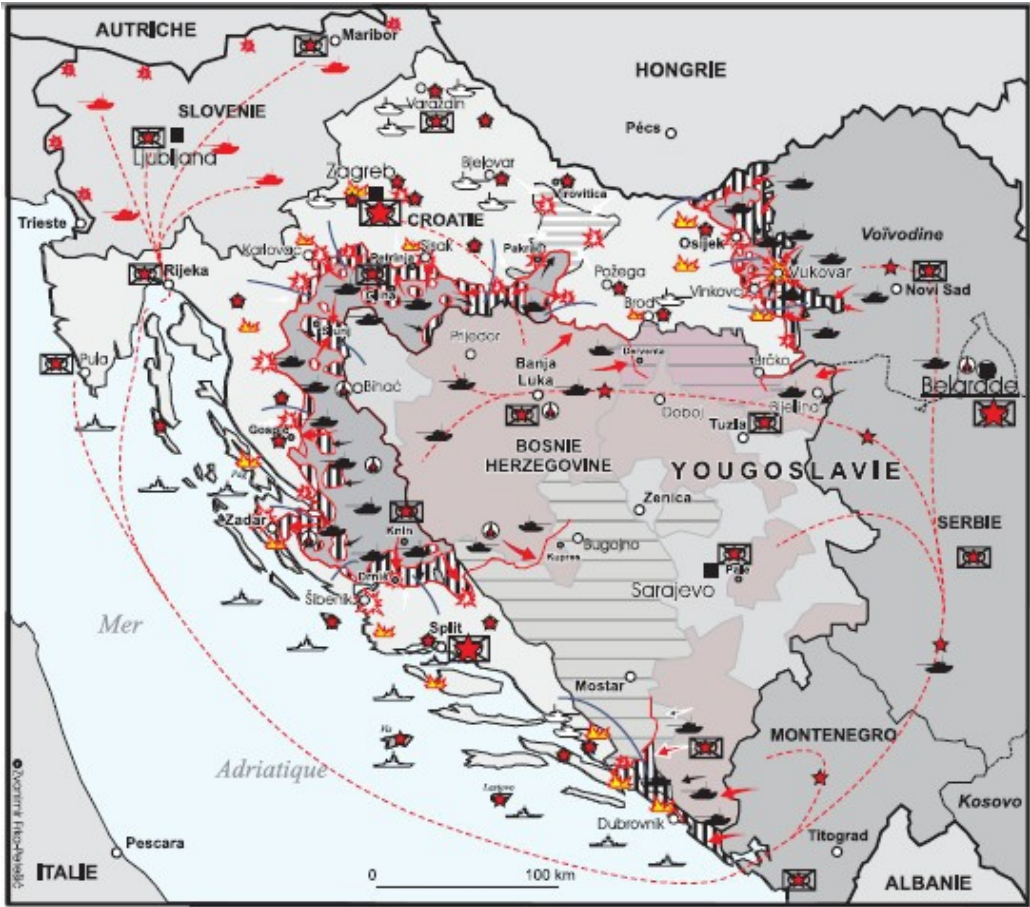


Figure n°78 : Carte de la guerre d'ex-Yougoslavie
(Source : Ambassade de Croatie)

ANNEXE 3 : CHRONOLOGIE INDICATIVE DE LA GUERRE D'EX-YOUGOSLAVIE

1990 :

- 24 avril : Premier tours des premières élections législatives multipartites depuis l'entre-deux guerres, victoire en Croatie du parti nationaliste HDZ
- 13 mai : Incidents au stade Maksimir (Zagreb) entre des supporters des clubs de football du Dinamo (Zagreb) et de l'Etoile Rouge (Belgrade)
- 30 mai : Election par les députés du Sabor (parlement croate) de Franjo Tudjman (dirigeant du HDZ et général dissident condamné à plusieurs reprises pour ses positions nationalistes sous le régime de Tito) à la présidence de la Croatie
- 1^{er} juillet : La « région autonome de la Krajina », avec Knin pour capitale, est proclamée unilatéralement par les séparatistes serbes
- 25 juillet : Création du « Conseil National serbe », chargé de représenter les Serbes de Croatie, qui adopte la « Déclaration de souveraineté et d'autonomie du peuple serbe »
- 17 août : Début du soulèvement des Serbes de Croatie, bénéficiant de l'appui logistique de la JNA (armée populaire de Yougoslavie)
- 10 septembre : Proposition par la Slovénie et la Croatie d'un plan de transformation de la Fédération yougoslave en confédération d'Etats souverains

1991 :

- mars : mort du premier policier croate lors d'affrontement avec les forces serbes ; escalade de violence entre les différents protagonistes (forces de police croate, JNA et paramilitaires de la SAO de la Krajina et population serbe)
- 18 et 19 mai : Organisation d'un référendum sur l'indépendance de la Croatie, boycotté par la communauté serbe, le « oui » remporte 94% des voix
- 25 juin : Déclaration de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, adoption en Croatie d'une charte garantissant le droit des minorités
- 27 juin : Intervention de la JNA en Slovénie, affrontement armés entre la JNA et la Défense territoriale Slovène

-29 juin : Signature d'un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement Slovène

-juillet-août : multiplication d'incidents en Croatie, exacerbation des tensions ethniques

-25 août : Début du siège de Vukovar

-13 septembre : Début du « siège des casernes » ordonné par le gouvernement croate (visant à prendre le contrôle des casernes de la JNA sur le sol croate, afin de s'approvisionner en armes) et désertion de 17 000 officiers et sous-officiers croates de la JNA qui rejoignent les forces d'autodéfense croate ; prise de la ville de Kostajnica (Croatie) par les forces serbes

-17 septembre : Instauration d'un blocus naval par la marine yougoslave et début du bombardement des ports croates

-25 septembre : Adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU de la résolution 713 interdisant l'exportation des armes vers la Yougoslavie

-octobre : Bombardement des villes d'Osijek, Karlovac et Zadar. Début du bombardement de Dubrovnik qui attira l'attention de l'opinion publique internationale et des médias étrangers consternés par la destruction du site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO

-7 octobre : Bombardement du palais présidentiel de Zagreb (Franjo Tudjman président de la Croatie, Stjepan Mesic président de la fédération Yougoslave et Ante Markovic, premier ministre fédéral échappent à l'attentat)

-18 novembre : Chute de la ville de Vukovar à l'issue de trois mois de siège, entraînant l'expulsion de dizaines de milliers de civils et la mort de 2000 à 5000 personnes, dont les membres des forces croates et les 200 blessés de l'hôpital, exécutés le 20 novembre à Ovchara (à quelques kilomètres de Vukovar)

1992 :

-7 janvier : Un hélicoptère de la CEE, avec à son bord 5 observateurs européens est abattu par un pilote de la JNA

-15 janvier : Reconnaissance par la Communauté internationale de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie et proposition à la Bosnie d'organisation d'un référendum d'autodétermination

-21 février : Adoption par l'ONU de la résolution 743 qui instaure la FORPRONU (force de protection des Nations Unies) et donne lieu au déploiement de 14 000 casques bleus déployés dans les zones occupées de Croatie, cependant, l'expulsion et le massacre de populations non serbes dans les territoires occupés par les forces serbes se poursuit

-mars : multiplication des incidents armés en Bosnie-Herzégovine, le conflit se déplace sur le sol bosniaque

-5 avril : début du siège de Sarajevo, qui va durer jusqu'au 29 février 1996 et faire environ 10 000 morts parmi la population civile

1993 :

-3 janvier : Présentation du plan de paix Vance-Owen à Genève prévoyant la division de la Bosnie-Herzégovine en 10 provinces possédant des prérogatives élargies par rapport à l'Etat central, ainsi que la démilitarisation de la région

-22 février : Création, par la résolution 808 du Conseil de Sécurité de l'ONU, du Tribunal Pénal International chargé d'enquêter et de juger les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité

-6 mai : Rejet du plan Vance-Owen par l'Assemblée de la Republika Srpska ; création par le Conseil de Sécurité de l'ONU de six zones de sécurité en Bosnie-Herzégovine (Sarajevo, Tuzla, Zepa, Bihac, Gorazde et Srebrenica)

1994 :

-5 juillet : Présentation du plan de Paix du « groupe de contact » (USA, Russie, GB, France), établissant deux entités en Bosnie-Herzégovine, disposant de leur propre constitution et de leurs propres forces armées : la Fédération croato-musulmane et la République Serbe

-10-11 septembre : Visite du Pape Jean-Paul II à Zagreb

-21-23 novembre : Raid aérien de l'OTAN contre l'aéroport croate d'Udbina, servant de base arrière aux forces serbes pour mener des attaques contre la Zone de Sécurité de Bihac (Bosnie)

1995 :

-1^{er}- 2 mai : « Opération éclair » lancée par l'armée croate en Slavonie occidentale (Croatie) qui permet de désenclaver la région en 36h. En représailles, le centre ville de Zagreb essuie des tirs de roquettes meurtriers

-25 mai : Bombardements par l'OTAN des positions serbes autour de Pale (Bosnie), ce qui provoque en retour des bombardements par les forces serbes sur Tuzla, Pale, Gorazde, Srebrenica et Sarajevo (Bosnie)

-26 mai : Nouvelles frappes aériennes de l'OTAN autour de Pale. Les forces serbes prennent alors en otage des soldats et observateurs de l'ONU qui seront libérés le 18 juin

-7-11 juillet : Prise, par les forces serbes, de la zone protégée de Srebrenica (Bosnie) massacre de 6000 à 8000 hommes parmi la population civile malgré la présence de casques bleus néerlandais

-4 août : L'armée croate lance une importante offensive contre la République serbe de la Krajina, l'« Opération tempête », et le 5 août, s'empare de la ville de Knin et de la majeure partie des territoires occupés par les forces serbes depuis 1991. Ce sera l'occasion de la part des forces croates d'exactions à l'encontre de la population serbe restée sur place

-30 août : Opération « Force délibérée » : frappes aériennes massives de l'OTAN contre les positions serbes (centres de commandements et relais de communication) en Bosnie-

Herzégovine

-8 septembre : Accord de Genève entre les pays du Groupe de Contact, la Bosnie, la Croatie et la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro)

-1^{er} novembre : Début des négociations de paix à Dayton (USA)

- 21 novembre : Conclusion de l'accord sur la fin de la guerre entre les présidents de Croatie (Tudjman), de Serbie (Milosevic) et de Bosnie (Izetbegovic)

-14 décembre : Signature officielle des accords de Dayton

ANNEXE 4 : CARTE DE L'ENQUETE DE TERRAIN MULTISITUE



Figure n°79 : Carte de l'enquête de terrain multisitué (2011-2015)

ANNEXE 5: LISTE DES MONUMENTS, STELES, PLAQUES COMMÉMORATIVES ETUDIÉES

Localité	Type	Localisation	Description	Marqueurs identitaires	Inscription
Zagreb	Monument	Périphérique Cimetière	Ensemble de bloc de granit noir inscription blanche, autel gravé d'une croix et flamme éternelle, muret de briques ocre et rouges	Blason à damier Alphabet latin mention « croate » croix latine	Liste de nom Inscription « Voix de la victime croate - Mur de la Douleur »
Split	Monument	Centrale	Monument abstrait en bronze sur piédestal en pierre	Croix latine Alphabet latin mention « Croatie » /2	Épitaphe : « Dormez en paix, abrité sous la couverture de la Patrie, la Croatie libre garde votre rêve et notre amour protège à jamais vos vies des ténèbres et de l'oubli et les étoiles du sang versé sur la Croatie sont déjà allumées »
Split	Monument et cimetière-mémorial des défenseurs	Périphérique Cimetière	Calvaire de pierre blanc sur un piédestal autel de pierre recouvert de gravier blanc Calvaire de pierre blanc moderne sur une estrade en demi-cercle, éclairé par des panneaux solaires autel	Croix latine (/2) Pleter (/2) Alphabet latin (/2) Blason croate	Épitaphe : « Je suis la résurrection et la vie JN 11:25 » Épitaphe : « Merci »
Osijek	Statue	Centrale	Statue de soldat en bronze sur piédestal en pierre (monument au soldat inconnu de 1866 rénové et reconverti)	Mention « croate »	Épitaphe : « Monument à la garde nationale croate. En mémoire de tous les patriotes qui ont sacrifié leur vie pour la patrie. Restauré et érigé par le comté d'Osijek-Baranja à l'été de l'année du Seigneur 1996 »
Osijek	Monument	Centrale	Voiture rouge écrasant un char d'assaut	Blason croate Pleter	Panneau explicatif de l'origine du monument « Le 27 juin 1991 le tank de l'agresseur Grand serbe a écrasé la fiat rouge qui avait été placée à cette intersection pour le défier par notre concitoyen Branko Breškić. En mémoire de la résistance, du défit et de la victoire dans la guerre imposée, cette installation artistique a été érigé par les citoyens de la ville invaincue d'Osijek. »
Osijek	Monument	Centrale	Panneaux horizontaux de métal oxydé barrant une place Plaque de verre dans le pavement	Non	Épitaphe : « Honorer les morts Sur cette place et sur toutes les places de la terre croate »
Osijek	Monument	Périphérique	Chapelle de plein air et plaque commémorative	Blason à damier Crucifix Croix latine	« Mémorial aux volontaires tombés au combat – vétérans de guerre croates du comité d'Osijek - rive gauche. Que la terre leur soit légère. Je trahirai jamais la Croatie ! Vos familles et vos camarades » Liste de noms
Osijek	Monument	Centrale	Ensemble de bloc granit ocre moucheté en forme de croix	Monument en forme de croix	Épitaphe : « Passant arrête-toi et apprend. Pendant la guerre, en 1991 cette ville était

					défendue par les cœurs ordinaires, chaleureux et courageux de ses défenseurs et la ville est restée invaincue. Osijek n'est pas devenu Ocek. La lumière et la chaleur de la victoire ont été données à mon cœur par les travailleurs de HEP »
Osijek	Stèle	Centrale	Bloc de granit de pierre calcaire blanche et inscription rouge	Mention « croate » Blason à damier	Épithaphe : « Le temps est venu du patriotisme, d'honorer Osijek la Croatie, la Slavonie se souvient ! Écoute dans ton cœur et sois fier de ceux qui ont été des hommes courageux ! À la mémoire des volontaires et des défenseurs croates de la guerre de patrie. »
Dubrovnik	Monument	Centrale	Bloc recouvert de miroir et système lumineux	Gravure d'une croix latine	Devise de la ville : « Libertas »
Dubrovnik	Plaque	Centrale Vieille ville	Plan de la vieille ville de Vukovar légendé sur un grand panneau blanc	Armoiries de la ville de Vukovar	« Plan de la ville, avec indications des endommagements causés par l'agression de l'armée yougoslave, des Serbes et des Monténégrins de 1991 à 1992 » (inscription en croate, anglais, italien, français, allemand, portugais, espagnol)
Dubrovnik	Monument	Périphérique	Calvaire en pierre blanche composé d'une plaque commémorative et d'une niche surmontée d'une croix	Blason croate Alphabet latin Croix latine	Épithaphe : « Robert Ivušić 03.05.1973-31.05.1992 Amour et respect Tes chers camarades d'arme de la brigade 163. »
Knin	Place-Monument	Centrale	Arche de béton et métal Piédestal en marbre Plaque de bronze portant des inscriptions intercalées dans le pavement de la place	Alphabet latin Croix latine	Auteurs du monument : « Ce monument a été érigé par les constructeurs du Svratište d.o.o et par la fonderie de l'art ALU d.o.o, selon l'idée et le projet de Petar Dolić (sculpteur) et Tonko Zaninović (architecte). »
Šibenik	Plaque	Centrale	Plan de la ville gravé sur une plaque de granit blanc localisant les bombardements	Alphabet latin Blason	« Le centre historique protégé de Šibenik a été détruit lors de l'agression de la Grande Serbie lors de la guerre patriotique » « La société des frères du dragon ⁴⁵¹ » Dates des attaques
Lipik	Buste	Centrale	Visage Tudman bronze piédestal granit	Mention « croate »	Titre « Dr. Franjo Tuđman Premier Président croate »
Lipik	Stèle	Centrale	Stèle de marbre noir gravée surmontée d'une carte de marbre gris, jouxtant un arc de cercle (en forme de voile)	Blason à damier (mix croate ustasi) Carte Alphabet latin Croix latine	Liste de noms « les défenseurs du comté de Varaždin UDVD ⁴⁵² Gornji Knežinec Octobre 2006 »
Lipik	Monument	Périphérique Cimetière	Bloc blanc revêtement, marche et autel de marbre noir avec plaque commémorative et plaque sculptée d'une croix	Croix latine Pleter Blason à damier Alphabet latin	Épithaphe : « Ils étaient les premiers quand il le fallait. Remerciez les défenseurs croates tombés lors de la guerre patriotique. Les citoyens de Lipik »
Lipik	Plaque	Périphérique Cimetière	Plaque de marbre noire gravée sur des pieds	Alphabet latin Blason à damier Emblème municipal (thermes et cheval)	Épithaphe : « À la mémoire de victimes civiles de la guerre de défense croate 1991-1995 » Liste noms
Lipik	Monument	Périphérique Cimetière	Plaque de marbre noir, surmonté d'un crucifix noir	Alphabet latin Crucifix Blason croate Blason ustaši	Épithaphe : « Martyrs de la terreur communiste et tchetnik de la ville de Lipik 1941-1945, nos très chers, vous n'êtes pas et ne serez pas oubliés » Liste de noms
Vukovar	Stèle	Centrale (hôpital)	Stèle de Granit noir inscription dorée	Alphabet latin mention « croate »	Épithaphe : « Le 18 novembre 1991, après la chute de la

⁴⁵¹ Association culturelle croate fondée par des aristocrates croates en 1905, interdite pendant la période communiste

⁴⁵² UDVD : Udruga Dragovoljaca I Veterana Domovinskog Rata (association des volontaires et anciens combattants de la guerre patriotique)

					défense de Vukovar, à cet endroit, la JNA et les unités serbes paramilitaires ont emmené et capturé 261 défenseurs blessés, les civils et les employés du Centre médical Vukovar. Contrairement à la convention de Genève sur les droits de blessés, ils ont tués 200 personnes à Ovčara. Vukovar 18 novembre 1999 Peuple croate »
Vukovar	Monument	Centrale (hôpital)	Blocs d'acier inoxydable cœur sur une face croix sur l'autre	Croix latine	Non
Vukovar	Monument	Centrale	Ruine-Monument du château d'eau	Drapeau croate	Non
Vukovar	Buste	Centrale	Buste Siniša Glavašević. en bronze sur piédestal en bois	Alphabet latin	Épitaphe : « Siniša Glavašević, journaliste et correspondant de guerre de la radio croate Vukovar. Né le 4 novembre 1960 à Vukovar. Tué le 20 novembre 1991 à Ovčara. »
Vukovar	Monument	Centrale	Croix monumentale de pierre calcaire blanche	Croix latine Pleter Alphabet latin Alphabeth glagolitique Blason croate Vers poète croate	Épitaphe : « Aux victimes pour la Croatie libre » « Celui qui meurt avec honneur vivra pour toujours »
Vukovar	Cimetière-mémorial	Périphérique	Monument croix en négatif en bronze, flamme éternelle centrale Autel en bronze Alignement de 968 croix en marbre blanc Tombes noires	Croix latine Alphabet latin mention « croate »	Pas d'inscription sur le monument Noms et mention « défenseur croate » sur les tombes
Vukovar	Sculpture	Centrale	Ancre en acier Plaque	Blason damier Alphabet latin	Épitaphe : « Ville croate héroïque de Vukovar, ancrée sur le Danube, symbole de courage, de résistance et de survie. Les défenseurs et le régiment de la région de Trogir font don de cette ancre. Novembre 2007 »
Vukovar	Buste	Centrale	Buste en bronze de Franjo Tuđman sur un piédestal en granit moucheté ocre et noir, inscription dorée	Mention « Croatie »	Titre et année de naissance et de décès
Vukovar	Sculpture	Périphérique	Monolithe de calcaire blanc gravée d'une croix	Croix latine Pleter Alphabet latin	Épitaphe : « Aux membres du HNK Radnički tués en défendant Vukovar lors de la guerre patriotique en 1991 » (HNK : <i>hrvatski nogometni klub</i> = Club de football croate) Liste de noms
Vukovar	Cimetière-mémorial	Périphérique	Calvaire central en marbre blanc et deux rangées de tombes blanches orientées vers l'ouest	Alphabet cyrillique croix orthodoxe	Noms, année de naissance et de décès, portraits de combattants serbes sur les tombes
Vukovar	Buste	Périphérique	Buste en bronze de Blago Zadro sur un piédestal de granit noir, inscription dorée	Mention « croate »	Titre date de naissance et de décès
Vukovar/ Borovo	Aménagement paysager	Périphérique (village limitrophe de Vukovar)	Damier rouge et blanc entouré de douze cyprès	Damier du blason croate	Non
Vukovar/ Borovo	Stèle	Périphérique (village aux limitrophe de Vukovar)	Stèle de granit au sommet découpé en forme de « V »	Blason à damier pleter alphabet latin	Liste de noms Inscription « Ministère de l'Intérieur 1991-2002 »
Vukovar/ Ovčara	Sculpture	Périphérique (ferme Ovčara)	Monolithique de pierre calcaire sculptée d'un bas relief représentant un charnier	Alphabet glagolitique Alphabet latin	Épitaphe alphabet glagolitique indéchiffrable
Vukovar/ Ovčara	Stèle Aménagement	Périphérique (charnier Ovčara)	Stèle de granit noir sculptée d'une colombe abstraite piédestal percé de 196 trous	Alphabet latin Blason croate croix latine	Épitaphe stèle : « À la mémoire des 200 soldats et civils Croates de l'hôpital de Vukovar qui ont été

	paysager		Alignement de 200 buissons Calvaire Plaque commémorative		exécuté durant l'agression serbe contre la Croatie » Épitaphe plaque : « Sous les projecteurs du CICR et en présence de la mission d'observation CEMC à cet endroit le 20 novembre 1991 la JNA et ses complices torturent et tuent 200 membres du personnel médical et civils blessés de l'hôpital de Vukovar. L'Association des volontaires croates de la guerre patriotique et le Centre APEL Ovčara 10 décembre 1997 »
Vukovar	Plaque	Centrale	Plaque de marbre blanc nervuré Inscription lettres dorées Ornements en relief noir	Alphabet latin Pleter Blason croate Blason ville Vukovar Blason Brigade 204	« Secrétariat de la Défense nationale Vukovar Placé dans l'égide du Ministère de la Défense de la République de Croatie le 2 mai 1991 Plaque commémorative érigée à l'occasion du 20e anniversaire. Brigade 204, Ville de Vukovar Vukovar 2 mai 2011 »
Vukovar	Plaque	Centrale	Plaque de granit noire inscription en lettres blanches	Alphabet latin	Épitaphe : « À la mémoire des collègues tués ou disparus pendant la guerre de la patrie en défendant Vukovar. HT –télécommunications croates ; Vukovar, le 17 novembre 2006 »
Vukovar	Plaque	Centrale	Plaque de bronze Inscription en relief	Alphabet latin Mention « croate » (x2)	« Le lycée Vukovar a été rénové avec les fonds du gouvernement de la République de Croatie et les citoyens de la ville de Zagreb à l'initiative du dr. Franjo Tuđman, le premier Président de la République de Croatie Citoyens reconnaissants de la ville de Vukovar et du comté de Vukovar-Srijem Vukovar, 11 septembre 2000 »
Vukovar	Plaque	Centrale	Deux plaques de marbre blanc nervuré inscription en lettres dorées école maternelle Željka	Alphabet latin	« Madame Jela Divac a fait don de cette maison aux enfants de la ville de Vukovar en mémoire de son fils Vojislav. Vukovar, mars 2011.» « Ce bâtiment - la maternelle Željka, a été reconstruit avec les fonds de l'Action humanitaire de l'Association des laiteries croates »
Vukovar	Plaque	Centrale	Deux plaques de granit noire inscription en lettres blanches	Alphabet latin Blason croate Mention croate Vers poète croate	Liste de noms Épitaphe : « À la mémoire des défenseurs croates tués et portés disparus - membres des administrations de police de Varaždin et de Međimurje, qui ont participé à la défense de Vukovar et Borovo » « Celui qui meurt avec honneur vivra pour toujours »

Tableau n° 15 : Liste des monuments, stèles, plaques de la guerre patriotique étudiés

ANNEXE 6 : RÉCAPITULATIF DES ENTRETIENS

Terrain 2011

Nom	Profession/statut	Date	Lieu
Nidal KORABI ♂	assistant du manager du haras	08/09/11	Lipik
Damir JAKSIC ♂	manager du haras national	08/09/11	Lipik
Antun Haramija ♂	Maire Lipik	08/09/11	Lipik
Siniša Horvat ♂	Vétérinaire haras Lipik	08/09/11	Lipik
Dalibor Viboh ♂	Travailleur social	08/09/11	Lipik
Martina Šarać ♀	Enseignante de langue (français et anglais) au collège	10/09/11	Lipik
Dario M. ♂	Palefrenier du haras de Lipik	10/09/11	Lipik
Juljia Barunčić ♀	Historienne - Centre de documentation de la guerre patriotique	26/10/11	Zagreb
Vedran Matošić ♂	Directeur de l'Office du tourisme de Split	07/11/11	Split
Jure Šundov ♂	Adjoint au Maire de Split Ancien militaire gradé	07/11/11	Split
Gérard Denégri ♂	Président de l'alliance française de Split/ Chargé du protocole de la municipalité de Split	07/11/11	Split
Siniša Maslovara ♂	Médecin Directeur adjoint de l'hôpital de Vukovar	21/11/11	Vukovar
Jasna Babić ♀ Tomislav Džanak	directrice de l'Office de tourisme de Vukovar Employé de l'Office du tourisme de Vukovar	22/11/11	Vukovar
Mirjana Ki. ♀	Guide Musée Mémorial de Vukovar	22/11/11	Vukovar
Damir Macanić ♂	Directeur de l'office du tourisme d'Osijek	26/11/11	Osijek
Kristian Strukić ♂	Commissaire d'exposition Musée de la ville de Zagreb	02/12/11	Zagreb
Krešimir Rašan ♂	Visitor service manager Office du tourisme de Zagreb	06/12/11	Zagreb
Martina Detelj ♀	Enseignante d'histoire au lycée	08/12/11	Zagreb
Ivo Goldstein ♂	Professeur d'histoire à l'université de Zagreb	08/12/11	Zagreb
Tvrtko Jakovina ♂	Professeur d'histoire à l'université de Zagreb	12/12/11	Zagreb
Mirjina K. ♀	Étudiante en langue à l'université de Zagreb	19/12/11	Zagreb
Tamara Banjeglav ♀	Dokumenta	20/12/11	Zagreb

Terrain 2012

Nom	Profession/ Statut	Date	Lieu
Mirjana Kiš ♀	Centre Commémoratif de la guerre patriotique	15/05/12	Vukovar
Sandra Cvikić ♀	Chercheuse institut Ivo Pilar	16/05/12	Vukovar
Dubravko Žuvić ♂	Professeur d'histoire au lycée croate de Vukovar	17/05/12	Vukovar
Dejan Drakulić ♂	Adjoint -serbe- au maire de Vukovar	21/05/12	Vukovar
Charles Tauber ♂	Psychologue/psychothérapeute Fondateur de l'association CWWPP	21/05/12	Vukovar
Zrinka Šesto ♀	Fondatrice de l'agence de voyage Danubium Tour	22/05/12	Vukovar
CWWPP ♀♂	Entretien collectif membre ONG CWWPP	23/05/12	Vukovar
Juraj D. ♂	Employé dans l'administration Vukovar	23/05/12	Vukovar
Martina Šarać ♀	Enseignante de langue au Lycée	26/06/12	Lipik
Marica Topić ♀	Médecin/ animatrice groupe de parole avec Vétérans	30/05/12	Lipik
Slavko J. ♂	Vétérans/ Habitant de Vukovar	31/05/12	Lipik
Dario J. ♂	Vétérans/ Habitant de Vukovar	31/05/12	Lipik
Stjepan Benković ♂	Enseignant d'histoire-géographie à l'école de Lipik	02/06/12	Lipik
Đorđe Mihovilović ♂	Conservateur au mémorial de Jasenovac	02/06/12	Jasenovac
Ljubo Manojlović ♂	ONG Forum démocratique Serbe	05/06/12	Zagreb
Milorad Pupovac ♂	Professeur de linguistique à l'université de Zagreb/ Membre du parti serbe SDSS	11/05/12	Zagreb
Ana Z. ♀	Guide musée d'histoire Croate	08/05/12	Zagreb

Terrain 2015

Nom	Profession/ Statut	Date	Lieu
Zrinka D. ♀	Institutrice – Propriétaire pension Vukovar	12/04/15	Vukovar
Marin Ivanković ♂	Militaire – Centre mémorial de la guerre patriotique	14/04/15	Vukovar
Ruža Marić ♀	Directrice du Musée de la ville de Vukovar	23/04/15	Vukovar
Ana Červar-Manojlović ♀	Bibliothécaire - Responsable du fond documentaire sur la guerre patriotique	22/04/14	Vukovar
Saša Bjelanović ♂	Président de l'association Youth Peace Group Vukovar	23/04/15	Vukovar
Lana Mayer ♀	Présidente de l'association Europe House Vukovar professeur d'Allemand et docteure en littérature allemande	27/04/15	Vukovar
Marijan Pavlicek ♂	Adjoint -serbe- au maire de Vukovar	28/04/15	Vukovar
Tihomir Trescec ♂	Vétéran -Occupant campement Zagreb	08/05/15	Zagreb
Blanka Belošević ♀	Chef de secteur des relations internationales – Ministère du tourisme	13/05/15	Zagreb
Jelena J. ♀	Doctorante en littérature et langue croate	13+17+20 /05/15	Zagreb
Martina Detelj ♀	Enseignante d'histoire	14/05/15	Zagreb
Amélie Nodilo ♀	Française installée à Zagreb, ancienne étudiante en Anthropologie	18/05/15	Zagreb
Marija Slišković ♀	Présidente de l'association Žene u Domovinskom rata	19/05/15	Zagreb
Zoran Pusic ♂	Civic Comitee for Human Right	19/05/15	Zagreb

ANNEXE 7 : SCHEMA D'INTERCONNAISSANCE VUKOVAR

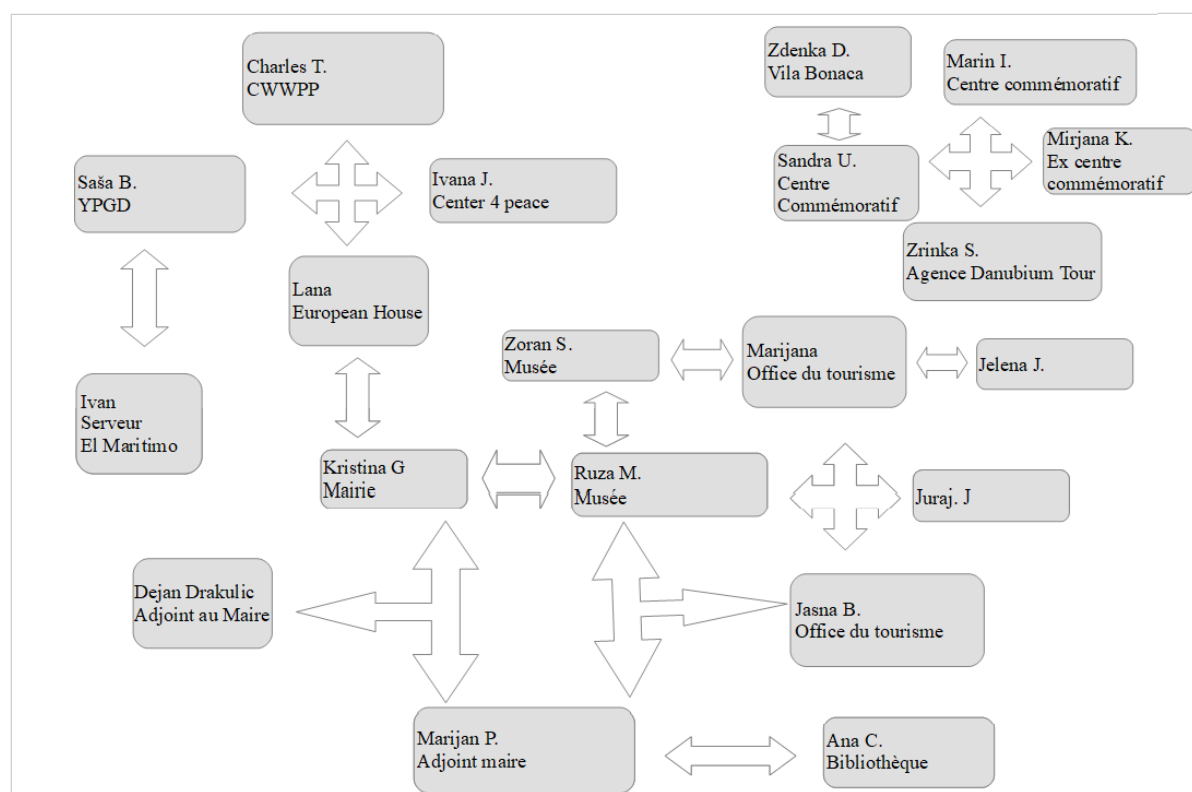


Figure n°80 : Schéma d'interconnaissance Vukovar

**ANNEXE 8 : OCCURENCE DES ODONYMES LIÉS À
LA GUERRE DANS LES VILLES DE PLUS DE 10 000
HABITANTS**

Odonyme	Ville	Zagreb	Split	Vukovar	Osijek	Dubrovnik	Zadar	Pula	Knin	Šibenik
Domovinskog rata (guerre patriotique)			√	√			√		√	
Hrvatskih Branitelja (Défenseurs croates)		√		√						√
Trg Svibanjskih žrtva 1995 (Place des victimes de mai 1995)		√								
Domobranska (Garde nationale)		√		√					√	
Zbora narodne garde (Corps de la garde nationale)			√							
Hrvatskog Zrakoplovstva (Aviation croate)				√						
Hrvatske mornarice (Marine croate)			√							√
Bihaćka			√		√		√			
Vukovarska		√	√		√	√	√	√	√	√
204. vukovarske brigade				√						
113 Šibeniske Brigada HV-a										√
Žrtava Ovčare (victimes d'Ovčara)				√	√					
Siniše Glavašević		√		√						
Franje Tuđmana		√	√	√		√	√			√

Hrvatske nezavisnosti (Indépendance croate)			√						
Hrvatske Republike (République Croate) /Trg Republike (Place de la République)		√	√	√			√		√
Hrvatskog Sabora (Parlement croate)						√			
Slobode (Liberté)		√	√	√					

Tableau n°16 : Occurrence des odonymes liés à la guerre dans les villes de plus de 10 000 habitants dans lesquelles j'ai séjourné lors de mon enquête

ANNEXE 9: ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DE LA POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE DANS LA MUNICIPALITÉ DE KNIN ENTRE 2001 ET 2011

Localité	Tranche 0-14ans en 2001	Tranche 15-64ans en 2001	Tranche +65ans en 2001	Population totale en 2001	Tranche 0 -14 ans en 2011	Tranche 15-64ans en 2011	Tranche + 65ans en 2011	Population totale en 2011	Différence population 2001-2011
Municipalité	23.9%	61.5%	14.5%	15190	17.8%	66.4%	15.8%	15407	+1.43%
Knin	27.3%	63.3%	9.4%	11128	19.3%	69.7%	11%	10633	-4.4%
Golubic	14.0%	59.5%	26.5%	654	18.3%	59.7%	22.6%	1029	+57.3%
Kninsko Polje	22.9%	63.2%	13.8%	536	22%	66.5%	11.5%	864	+61.2%
Kovačić	22.8%	60.0%	17.2%	915	17.9%	62.6%	19.6%	900	-1.6%
Ljubač	5.7%	48.3%	46.0%	87	3.8%	55.1%	41%	78	-10.3%
Očestovo	5.7%	45.3%	49.1%	160	2.8%	46.5%	50.7%	144	-10%
Plavno	2.6%	42.3%	55.1%	266	2.4%	49%	48.6%	253	-4.9%
Polača	3.0%	52.2%	44.8%	134	4.3%	55.7%	40%	210	+56.7%
Potkonje	4.7%	50.6%	44.7%	85	9.1%	53.6%	37.3%	110	+29.4%
Radljevac	5.7%	43.8%	50.5%	105	8%	41.3%	50.7%	75	-28.6%
Strmica	4.1%	53.2%	42.7%	268	3.8%	44%	52.1%	261	-2.6%
Vrpolje	6.9%	58.6%	34.5%	204	10.3%	56.3%	33.3%	213	+4.4%
Žagrović	17.0%	59.4%	23.6%	648	12.4%	61.8%	25.7%	637	-1.7%

Tableau n° 17 : Évolution de la composition de la population par tranche d'âge dans la municipalité de Knin entre 2001 et 2011 à partir des données compilée du recensement de 2001 et 2011